


LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY
OF
CALIFORNIA

Zeitschrift

für

Schweizerische Kirchengeschichte

Revue d'Histoire Ecclésiastique Suisse

HERAUSGEGEBEN VON — PUBLIÉE PAR

ALBERT BÜCHI UND JOH. PETER KIRSCH

o. ö. Professoren an der Universität Freiburg (Schweiz)

Redaktionssekretär : M. BESSON, *Secrétaire de la Rédaction*

Professeur à l'Université et au Séminaire, Fribourg

IX. JAHRGANG. I. HEFT. — 9me ANNÉE. FASC. I.

Abonnementspreis : 6 Fr. — Prix de l'abonnement : 6 Fr.

STANS 1915

HANS VON MATT & Cie VERLAGSHANDLUNG

Inhaltsverzeichnis — Sommaire

GRÖSSERE BEITRÄGE
welche für die nächsten Nummern in Aussicht genommen wurden.

TRAVAUX
que la Revue publiera prochainement.

Alb. Büchi, Kardinal Schiner und die Reformation. — **Max de Diesbach,** Le testament de Nicolas de Diesbach, suffragant de Bâle. — **Fréd. Dubois,** Iconographie de Notre-Dame de Lausanne. — **Konrad Kunz,** Die Synodalstatuten des Bischofs Friedrich II. von Konstanz vom Jahre 1436. — **Prof. U. Lampert,** Zur Geschichte der Collatur Risch. — **J. Lombriser,** Nicolaus Rusca, Erzpriester von Sondrio. — **Leo Meyer,** Die Walliser Kanzlei bis 1350. — **Josef Müller** (Stiftsarchivar), Karl Borromeo und das Stift St. Gallen. — **Georg Schuhmann,** Wer war der Urheber der Schweizerbruderkriege, Murner oder Zwingli ?

N.-B. — Alle für die Zeitschrift für schweiz. Kirchengeschichte bestimmten Rezensionsexemplare sind an den Redaktionssekretär Prof. Dr. M. Besson in Freiburg zu adressieren. — Tous les ouvrages destinés à recevoir un compte rendu dans la *Revue d'Histoire ecclésiastique suisse* doivent être envoyés directement au secrétaire, M. Besson, professeur, Fribourg.

Die Zeitschrift
für Schweizerische Kirchengeschichte
erscheint 4 Mal jährlich.

LA REVUE
D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE SUISSE
paraît par fascicules trimestriels.

Introduction de la Réforme par le « Plus » dans le bailliage d'Orbe-Echallens

Par E. Dupraz

Lorsque, au XVIme siècle, le protestantisme fut imposé par Berne au pays de Vaud, Berne et Fribourg possédaient en commun les deux bailliages mixtes de Grandson et d'Orbe-Echallens. L'origine de ces possessions remonte aux guerres de Bourgogne. De toutes les conquêtes faites dans les deux campagnes de 1475 à 1476, les Suisses ne gardèrent dans les terres romandes que celles qui formaient le patrimoine de Hugues de Châlons. Le traité de Fribourg du 12 août 1476 adjugea ces seigneuries aux deux villes de Berne et de Fribourg par indivis avec les sept cantons leurs alliés. Par sentence arbitrale du 29 mai 1484, toutes les terres que le traité de Fribourg avait données aux Confédérés, furent remises aux cantons de Berne et Fribourg, moyennant une indemnité de 20,000 florins du Rhin. Dès lors, les seigneuries de Grandson, de Montagny, d'Orbe, d'Echallens et la châtellenie de Bottens passèrent sous la domination des deux villes, qui formèrent deux bailliages mixtes ou communs. Les terres d'Orbe, d'Echallens et de Bottens constituèrent le *bailliage d'Echallens*. Il comprenait la commune d'Orbe, le cercle d'Echallens, c'est-à-dire Echallens, Villars-le-Terroir, Goumoëns-la-Ville, Goumoëns-le-Jux, Penthéréaz, Eclagnens, St-Barthélemy-Brétigny, Bioley-Orjulaz, Etagnières, Assens ; dans le cercle de Bottens, les communes de Bottens, Poliez-Pittet, Poliez-le-Grand, Malapalud et dans le district de Cossonay, la commune de Mex.

Un bailli avec résidence à Echallens était nommé pour cinq ans alternativement par les Etats de Berne et de Fribourg. Lorsqu'il était envoyé de Fribourg, il prenait ses ordres de Berne et réciproquement.

Berne avait embrassé le protestantisme en 1528. Dès lors, elle travailla avec un zèle persévérant à propager ses idées religieuses dans toutes ses possessions. Elle les imposa, dès 1536, dans toutes les

paroisses du pays de Vaud où elle seule avait l'autorité souveraine. Dans les bailliages mixtes, LL. EE. rencontrèrent l'opposition de Fribourg, restée fidèle à l'ancienne foi, mais cette opposition, comme on le verra, fut bien faible au début. Berne en profita pour conclure avec sa rivale un traité où la religion était mise aux voix, avec cette singulière clause que la *Messe* serait définitivement abolie dans les paroisses où la pluralité des voix le demandait, tandis que le *Presche* pouvait subsister dans celles où la majorité voulait conserver la messe. Cette votation fut appelée le *Plus*. Berne promena cette machine de guerre de paroisse en paroisse, aussi bien dans le bailliage de Grandson que dans celui d'Orbe-Echallens. Elle assura la victoire du protestantisme, excepté dans les trois paroisses d'Assens, de Bottens et d'Echallens, les seules où le *Plus* ne put jamais être mis en activité.

C'est donc l'histoire du *Plus* que nous allons étudier dans le bailliage d'Orbe-Echallens, mais plus spécialement dans les paroisses dépendantes de l'ancienne seigneurie d'Echallens, puisque Pierrefleur, dans ses *Mémoires*, en a donné pour Orbe une longue et très intéressante relation. Nous diviserons notre travail en deux parties. Dans la première, nous étudierons les origines du *Plus*, les divers traités conclus entre Berne et Fribourg, les efforts faits plus tard par Fribourg pour les modifier et par Berne pour les maintenir dans leur intégrité.

PREMIÈRE PARTIE

Origine du « Plus ». — Traités entre Berne et Fribourg

Comme nous l'avons dit précédemment, le *Plus* consistait d'abord dans une votation religieuse. Si la majorité des suffrages se déclarait pour la *Messe*, selon l'expression en usage, le *Presche* était maintenu pour la minorité protestante qui avait droit de continuer son culte et son travail de propagande. Si, au contraire, la majorité se prononçait pour le *Presche*, le culte catholique ou la *Messe* devait cesser, et la minorité était contrainte ou d'embrasser la Réforme, ou de quitter la paroisse [1].

[1] Les hommes seuls avaient droit de voter pour ou contre le changement de religion. Tout votant devait être propriétaire de maison et établi dans l'endroit où la votation avait lieu.



Ces dispositions font l'étonnement des historiens protestants eux-mêmes. « Dans les arrangements que prirent les deux villes, dit Olivier, pour mettre un terme aux émeutes, n'est-on pas trop étonné de voir un article qui sacrifiait complètement les catholiques à leurs adversaires? Il portait que si le prêche avait pour lui la majorité dans une paroisse, toute messe devait y être abolie ; mais que si c'était la messe, le prêche n'en continuerait pas moins. C'était donner gain de cause à la réforme [1]. L'étonnement n'est pas moins grand chez les historiens catholiques. Le P. Schmitt et Berchtodl le traduisent en ces termes : « On ne conçoit pas comment Fribourg put faire à sa redoutable rivale une concession de cette nature, qui lui assurait le triomphe définitif de la réforme dans les bailliages mixtes. » Ils ajoutent : « Il faut avouer que nos diplomates firent alors preuve d'une grande incapacité ou d'une grande faiblesse » [2].

I. Traité de Steinhaus, 1529.

Ce qui peut expliquer et atténuer, en partie du moins, cette grave erreur des seigneurs de Fribourg ou de ses ambassadeurs, c'est que, dès les premières tentatives pour introduire la réforme en Suisse, les Etats catholiques ont montré cette même incapacité diplomatique ou cette même faiblesse. Remontant aux origines du *Plus*, on trouve déjà en 1524 une décision de la Landesgemeinde d'Appenzell qui obligeait dans chaque paroisse la minorité à se soumettre à ce qu'avait voté la majorité en matière religieuse [3]. Quatre ans plus tard, le 26 juin 1529, le traité de *Steinhaus*, officiellement nommé la Paix du Pays, ou Paix publique (Landfrieden), consacrait en religion cette loi de la majorité en l'introduisant dans le droit public suisse. Ce traité renfermait la clause suivante : « La foi ne s'impose pas par la violence... La liberté de conscience est garantie dans les *bailliages communs*. Dans chaque localité on votera pour la messe ou le prêche à la pluralité des suffrages. »

La minorité sera obligée de se soumettre, ou de se retirer dans

[1] Olivier, *Hist. du canton de Vaud*, p. 832.

[2] Schmitt, *Mém. hist. sur le diocèse de Lausanne*, Tome II, p. 381. Berchtold, *Hist. du canton de Fribourg*, Tome II, p. 210-211.

[3] Daguet, *Hist. de la Conf.*, p. 346, 5e édition.

une localité de sa confession. Dans les lieux où la messe et les images ont été supprimées, *on ne pourra pas les rétablir* [1].

Une telle décision était une contradiction au principe d'inviolabilité de la conscience mise en tête de l'article. On y trouve aussi une déclaration d'égalité de droit des deux confessions, mais aussitôt démentie par la dernière clause qui interdit le rétablissement de la messe une fois abolie, tandis que les partisans de la réforme gardent leur culte et peuvent recommencer indéfiniment leur votation. Le catholicisme n'était plus qu'une question de chiffre. Dans une paroisse qui aurait compté cent votants, lorsque cinquante et *un* se déclaraient en faveur du *presche*, abolissant la messe comme une superstition et une idolâtrie, les quarante-neuf autres, qui croyaient à la vérité de ce sacrifice et des autres doctrines catholiques, devaient y renoncer ou s'en aller. Il faut avouer que nos ancêtres du XVIme et XVIIme siècle avaient en petite estime la conscience humaine et les questions les plus élémentaires de la justice.

Le traité de Steinhaus fut conclu entre Lucerne, Zoug, Uri, Schwyz et Unterwald d'une part, et entre Zurich, Berne, Bâle, etc., et ménagé par les cantons neutres, Glaris, Fribourg, Soleure, Appenzell, Grisons et les villes alliées, Constance, Rottwyl, Strassburg, Sargans. On se demande comment Fribourg, en qualité d'arbitre et canton neutre, étant catholique et ayant des bailliages communs avec Berne déjà protestante, a pu souscrire à cette décision ; mais la même question se pose pour les autres cantons catholiques. La raison est peut-être que les négociateurs du traité étaient en majorité protestants, comme on peut le constater par le tableau des Etats et des villes citées ci-dessus.

[1] *Recès fédéraux,* IV. 1, 6, p. 256-287. DAGUET, *Hist. de la Conf.*, p. 312-315, 5e édition. — Voir RUCHAT, *Hist. de la Réf.,* T. II, p. 480-492. Edit. Vulliemin. On y trouve en entier le dit traité, traduit du texte allemand. Il contient dix-sept articles. Le VIIIe stipule ce qui suit : « Là où l'on aura aboli la messe, les images, les ornements d'église, et autres appartenances du service divin ; que chacun, de quelque magistrat qu'il dépende, sera dès à présent en toute sûreté pour ce fait ; que ces choses ne *seront point rétablies,* et qu'on n'en donnera ni ordre, ni permission et qu'on ne châtiera personne à ce sujet... Bien entendu pourtant qu'on n'emploiera la contrainte contre personne en matière de religion. »

II. Conférence de Grandson, 1531.

Tels furent les principes qui, à l'origine, inspirèrent Berne et Fribourg dans leurs différentes négociations au sujet du changement de religion dans les bailliages mixtes. Ces principes se manifestèrent plus ou moins ouvertement dans une conférence tenue à Grandson, le 5 octobre 1531. Elle mérite une attention spéciale à cause des graves conséquences des décisions qui y furent prises.

Les députés fribourgeois dans cette conférence furent Nicolas Fögueli ou Féguely et Jean Cuentzis. Les instructions dont ceux-ci étaient munis ne disent point s'ils pouvaient prendre ou accepter que la religion catholique ou la messe puisse être définitivement supprimée par une votation sans pouvoir en tenter une seconde. Au contraire, les directions qu'ils reçurent, se terminent par le plein pouvoir de modifier, de diminuer et d'augmenter, selon leur prudence et sagesse, tout ce qui serait favorable aux intérêts de l'Etat de Fribourg, sous réserve d'en appeler *ad referendum*, pour tout ce qui lui serait préjudiciable [1]. Il faut remarquer que les archives de Fribourg ne possèdent pas le protocole de cette conférence de Grandson du 5 octobre 1531, tandis qu'on trouve dans celles de Berne le double remis aux députés bernois [2].

Celui-ci ne contient pas la décision qu'une votation pouvait supprimer le culte catholique, sans pouvoir être rétabli par un vote ultérieur, tandis que l'on pouvait restaurer le culte protestant là où on l'aurait aboli. Bien au contraire, nous y lisons que les paroissiens de Fiez ayant demandé qu'on les laissât vivre comme leurs voisins, pour ne pas recevoir de reproches des catholiques, Berne vote pour que ces paroissiens restent à l'Evangile, conformément à leur première décision, tandis que Fribourg demande que de nouveau la religion soit mise aux voix [3]. De là, on peut conclure que la prétendue décision du non-rétablissement de la messe supprimée par la majorité n'a pas été prise

[1] *Livre des instructions*, N° 2, page 26.

[2] Ce double est publié dans la collection des *Recès fédéraux*. Vol. IV B, page 1183-1185, N° 626.

[3] Sous l'instigation de Farel et à la suite de ses prédications, la votation religieuse avait eu lieu à Fiez au mois de juillet 1531 ; la majorité s'était déclarée en faveur du prêche.

à cette conférence de Grandson. Or, si l'on se rapporte à la collection des recès fédéraux, il n'y a pas eu d'autre réunion des députés de Berne et de Fribourg à Grandson, du 5 octobre au 9 novembre 1531. Cependant, Berne adresse à Fribourg, en date du 8 novembre de cette même année, une lettre où on lit que, dans une conférence tenue tout récemment à Grandson, — il ne peut être ici question que de celle du 5 octobre — il a été fait une convention selon laquelle « la messe et ses accessoires » ne peuvent être rétablis là où ils ont été abolis. Il en devait être ainsi, dit Berne, jusqu'à ce que la guerre soit terminée [1]. Alors une décision définitive pourra être prise par les deux Etats souverains.

En vérité, on ne sait d'où Berne sortait cette prétention, car on n'en trouve trace dans aucun recès, ni à Berne ni à Fribourg. De plus, les archives de cette dernière ville ne font aucune mention, dès le 8 novembre, soit de la lettre de Berne, soit d'une réclamation de Fribourg contre cette lettre, ni dans le Manual, ni dans le Missival.

Voici la teneur de cette missive de Berne à l'avoyer et conseiller de Fribourg :

« Nos offres de service à vous Combourgeois et Frères, Nous sommes informés, d'une source digne de foi, que malgré l'arrangement pris par vos députés et les nôtres, réunis dernièrement à Grandson, arrangement consigné dans un recès, à teneur duquel il a été décidé que là où la messe a été supprimée, elle ne peut pas être rétablie ; et là où la parole de Dieu a été acceptée, la messe et ses accessoires n'y doivent plus trouver place, jusqu'à ce que la guerre étant terminée, il puisse être pris une décision définitive par les représentants des deux villes ; nous apprenons, disons-nous, que l'on ne se conforme en aucune manière à ce récès, mais que dans des endroits où la messe a été supprimée par le *Plus* ou autrement, elle est de nouveau rétablie, ce qui ne nous cause pas de petits regrets, d'autant plus que, sur votre demande, nous avions consenti à éloigner Farel de ces mêmes endroits. C'est pourquoi nous vous prions amicalement de donner des ordres au bailli de Grandson comme nous l'avons déjà fait nous-mêmes, pour que le recès soit observé jusqu'à l'arrivée des députés des deux villes. Là-dessus, nous vous recommandons à Dieu. » Ce 8 novembre 1531.

[1] Il s'agit de la première guerre de Cappel où périt Zwingli le 11 octobre 1531.

III. Ordonnances de 1532.

Cette lettre confirme donc réellement le *Plus*, avec toutes ses conséquences en faveur du protestantisme. On va voir que, dans une nouvelle conférence, Fribourg accepte toutes les exigences de Berne à cet égard. Elle eut lieu à Berne, les 30 et 31 janvier 1532. Il y fut arrêté un règlement ou mode de vivre entre les deux confessions dans les bailliages d'Orbe et de Grandson. Mais, ce qui est à remarquer, un passage important de ce règlement ne se trouve pas dans le double destiné au bailliage d'Orbe, ni dans Pierrefleur ; il se trouve seulement dans le double de Grandson. Ce passage, qui semble avoir été intercalé, est de la teneur suivante : « Et pour vuidance des différends qui sont sur la terre de Grandson, nous avons ordonné que es paroches esquelles la messe et les cérémonies sont amandées (abolies) par la plupart des parochiens, que icelles ne doivent être ni remises ni relevées ; et es paroches où le *Plus* n'a osté la messe et toutefois jusqu'ici la messe ne les autres offices ne sont dit ni observé, qu'en icelles si la plupart ne veut la messe et les offices de l'Eglise que l'on cesse d'icelles et la parole de Dieu y soit annoncée, et es paroiches où la plupart veut avoir l'Evangile, que cela ne lui soit dénégué... »

On pourrait inférer de ce qui précède que le *Plus* ne fut appliqué, à l'exception d'Orbe, que plus tard, dans le bailliage d'Echallens. Pendant que Farel parcourait en tous sens celui de Grandson et la ville d'Orbe et que ses prédications, brûlantes de haine, y suscitaient les troubles les plus graves, l'émeute et la votation presque dans chaque paroisse, à Echallens et dans les paroisses environnantes, où ce fougueux adversaire de la foi catholique ne se présenta point, le *Plus* n'y fut pas encore tenté. D'ailleurs, ce règlement ne fut publié qu'à Orbe et à Grandson.

Le passage cité ci-dessus, qui n'existe que dans le double destiné au bailliage de Grandson, contient en substance ce qui est exprimé dans la lettre de Berne, après la conférence du 5 octobre à Grandson, à savoir que la messe était définitivement abolie dans les paroisses où le prêche avait eu la majorité.

Ce règlement, arrêté à Berne le 30 janvier 1532, contient sept



articles. Vu sa longueur, en voici seulement sa substance, tel que le donne Ruchat [1].

I. Que leurs sujets des deux religions vivraient ensemble en paix.

II. Que les réformés auraient un temple, dans lequel ils pourraient faire prêcher la parole de Dieu tous les jours, sans aucune contradiction ; et que de leur côté ils ne troubleraient point non plus les catholiques dans leur messe.

III. Que chacun de ces sujets aura pleine liberté de conscience d'aller au prêche, ou à la messe.

IV. Que la messe demeurera abolie dans les lieux où elle l'a été à la pluralité des voix. Qu'elle subsistera dans les lieux où on l'a gardée ; cependant permis toujours aux réformés de ces lieux-là d'avoir le prêche.

V. Que les ministres et les prêtres, dans leurs sermons, ne donneront plus des noms injurieux à leurs adversaires ; mais qu'ils se contenteront de proposer leurs sentiments et de réfuter la doctrine opposée par de bonnes raisons.

VI. Que nul ne devra insulter qui que ce soit pour cause de religion, ni par parole, ni par voie de fait, sous peine de trois jours et trois nuits de prison, au pain et à l'eau, et payer un écu d'or d'amende au sortir de prison ; et que ceux qui n'auront pas de quoi payer l'amende, seront remis ou laissés en prison pour y être encore tout autant de temps. Qu'on infligera aux femmes la moitié de cette peine et de cette amende.

VII. Qu'il sera défendu de rien gâter ni détruire dans les églises, sans l'autorité des seigneurs.

Ces ordonnances furent publiées par les ambassadeurs de Berne et de Fribourg à Orbe, le lundi 4 mars, et dans l'après-midi du même jour à Grandson.

IV. Conférence « arbitrale » de la Singine du 12 au 28 mai 1538 [2].

Ce traité entre Berne et Fribourg ne devait pas être définitif ; ses dispositions ne semblent pas avoir été suffisamment explicites, car

[1] Ruchat, *Hist. de la Réf.* T. III. p. 47. On le trouve en entier dans Herminjard, *Corresp. des Réf.* T. II, p. 401. Voir Pierrefleur, *Mém.* p. 82. *Recès féd.* Vol. IV, 16. p. 1278. Verdeil, *Hist. du c. de Vaud.* T. I, p. 335.

[2] Le 12 mai 1537, il avait été décidé que dans les différends qui auraient lieu entre Berne et Fribourg, quand Berne serait partie plaignante, un sur-arbitre serait pris, à Zurich ou à Bâle, mais si la partie plaignante était Fribourg, Uri ou Schwytz fournirait le sur-arbitre.



elles donnèrent lieu à des conflits qui trouvèrent leur solution momentanée dans un autre traité dit de la Singine. Il fut plutôt une sentence arbitrale, où le sur-arbitre de Zurich fit pencher la balance en faveur des réformés. Une conférence entre les deux Etats souverains se tint dans la Singine du 12 au 28 mai 1538. Les députés furent les suivants, pour Zurich : Hans Haab ou Gab, conseiller choisi pour sur-arbitre ; pour Berne, Jean-François Nægeli, trésorier, Bernard Tillmann, ancien trésorier ; pour Fribourg, Jean Guggenberg, conseiller, et Jean Lauther, conseiller. Devant les dits députés siégeant en leur qualité de sur-arbitres, arbitres et assesseurs, comparaissent au nom de l'avoyer et conseil de la ville de Fribourg, Ulrich Nix, Jean Küntzi, conseillers, et Petermann Truyo, chancelier ; au nom de l'avoyer et conseil de Berne Jean-Jacques de Wattwyl, avoyer, seigneur de Colombier et de Villars-les-Moines, Jean-Rodolphe de Graffenried, banneret, et Pierre Cyro, chancelier. La partie actrice, c'est-à-dire Fribourg, a cité la partie défenderesse, Berne, en ce lieu de marche, pour liquider différents points litigieux, conformément au traité de combourgeoisie. Le sur-arbitre et les arbitres invitent les parties à procéder à l'amiable ; elles y consentent, mais à la condition que cela ait lieu dans un sincère esprit de conciliation et sous réserve de l'approbation de leurs supérieurs. Là-dessus il est passé aux points qui divisent les parties [1].

Les délégués fribourgeois, acteurs, exposent en outre que les habitants de Giez, dans le bailliage de Grandson, ont procédé à une votation dans laquelle la majorité a décidé de conserver la messe et les autres cérémonies catholiques, c'est-à-dire de rester fidèle à la religion catholique. Mais dernièrement et au mépris de l'offre de droit faite par les acteurs, il est arrivé à Giez des députés de Berne, qui ont provoqué une nouvelle votation. Cette manière de faire est contraire au traité conclu entre les deux villes au sujet des deux bailliages de Grandson et d'Echallens, parce que le traité ne dit pas que l'on peut voter aussi souvent que l'on veut. Les acteurs requièrent donc qu'on en reste à la première votation ; ou bien, si on ne veut pas la maintenir, que partout où la messe a été supprimée on puisse voter de nouveau aussi souvent que cela conviendra. Les délégués bernois défendeurs répondent que le traité invoqué ne contient pas qu'on peut voter une deuxième fois pour la messe ; là où celle-ci a été une fois supprimée, les choses doivent en

[1] Une première question relative à Albligen, village du bailliage commun de Schwarzenburg, ne concerne pas le litige.



rester là. Mais quand il s'agit de voter pour l'Evangile il n'y a aucun empêchement de renouveler la votation, à telle enseigne que cela a eu lieu en plusieurs endroits et à différentes reprises en présence des acteurs fribourgeois eux-mêmes. Enfin les délégués bernois contestent que la votation soit intervenue à Giez en dépit d'une offre de droit de la part de Fribourg, car ce sont eux, les Bernois, qui avaient préalablement offert le droit aux Fribourgeois, et ce ne fut qu'après qu'il eût été procédé à la votation.

Les arbitres, fondés sur les motifs allégués par les défendants, prononcent qu'à Giez la dernière votation est valable, en ce sens que, lorsque dans une paroisse quelconque des bailliages d'Echallens et de Grandson, on a voté une première fois pour la conservation de la messe, et que lorsque plus tard, il y est spontanément demandé de voter pour l'adoption de la Parole de Dieu (soit la réformation), elle peut le faire aussi souvent qu'elle veut. Dans ce cas, où une fois celle-ci a la majorité, les choses doivent en rester là. Mais, en évitation de tout dol et fraude, des députés des deux villes doivent être présents à la votation [1].

Le surarbitre, les juges et les assesseurs ayant communiqué cette sentence rendue à l'amiable aux représentants et délégués des deux villes, ont instamment invité ceux-ci à l'accepter au nom de leurs commettants. Ce qui a eu lieu par les deux parties qui ont promis pour eux et les leurs de toujours et fidèlement respecter leur adhésion à cette sentence et de n'y pas contrevenir. Elle fut munie du sceau du surarbitre, des arbitres et assesseurs, et de la signature du notaire Lanolo [2].

Ce traité, dit de la Singine, était, nous l'avons déjà dit, la confirmation définitive du *Plus* et de toutes ses conséquences si funestes pour le catholicisme. Autant Fribourg perdait de ses droits et par conséquent de son autorité souveraine, autant sa rivale des bords de l'Aar grandissait en puissance pour réaliser l'œuvre de la réforme qu'elle poursuivait si activement dans le pays de Vaud, dès sa conquête en 1536. A tout prix, elle voulait l'étendre dans tous les bailliages mixtes. Fribourg avait sous les yeux ses défaites successives ; elle pouvait prévoir la ruine prochaine de la foi catholique dans le bailliage de Grandson ; la conférence de la Singine lui offrait donc, semblait-il, une occasion

[1] Les articles 3 et 4 ne concernent point cette question.

[2] *Archives de Fribourg*. Titres des anciennes terres, N° 113 (original avec sceaux). Affaires ecclésiastiques, N° 189. *Recès de Morat B.* p. 15. — *Recès* imprimé IV. I. c. p. 968-969 et 970. La traduction ci-dessus a été faite au vu du texte allemand de cette dernière source, par l'archiviste Schneuwly.

unique pour briser avec les errements du passé, abolir le *Plus*, ou du moins le modifier dans le sens d'une parité de droits des deux cultes. Si, déjà dans cette circonstance, Fribourg y avait songé et avait essayé de le faire, elle échoua misérablement au grand détriment de sa souveraineté. La sentence du sur-arbitre devenait la législation dernière sur laquelle Berne allait s'appuyer sans concession aucune.

Impuissante à empêcher les intrigues et les manœuvres de Berne et voyant les idées nouvelles se répandre partout avec succès — Orbe et Grandson étaient menacées, — Fribourg voulut y opposer une barrière. Dans ce but, les Conseils assemblés décidèrent d'apporter un correctif au malheureux traité de la Singine.

V. Conférence de Berne, le 19 février 1554.

Fribourg fit à Berne la proposition d'un serment préalable qui serait imposé aux votants et formulé en ces termes : « Je jure que le vote que je vais émettre n'est provoqué ni par intrigues, ni par menaces, ni par promesses et dons quelconques ; qu'il n'est point acheté. Je l'émets librement, spontanément, consciencieusement. » La question fut soumise à une conférence qui se tint à la Maison de Ville de Berne le 19 février 1554. Les députés de Fribourg furent Nix et List ; de Berne, Watteville, Tillier, Tribolet et Augsburger.

Pour faire agréer sa proposition, qui aurait donné à la votation plus de sincérité, Fribourg se fit presque suppliante. « Vous voulez, dit-elle aux Bernois, que le vote se fasse consciencieusement ; or quel moyen plus sûr pour atteindre ce but que le serment préalable ? Tel votant qui se présente avec de mauvaises intentions, reculera peut-être devant ce serment. Tel autre, convaincu de parjure, pourra être puni d'une manière exemplaire. Cette clause additionnelle, nous vous la demandons au nom de la paix et de l'entente cordiale qui doit régner entre les deux Etats ; nous la demandons aussi dans l'intérêt des populations soumises à notre autorité. Le temps, qui corrige tout, en fait sentir impérieusement la nécessité. Sans doute, le texte d'une convention est inviolable ; mais les circonstances changent, et quand vous nous avez demandé la modification du traité concernant notre combourgeoisie et le sur-arbitre, n'avons-nous pas eu égard à votre demande ? Chers frères, fidèles combourgeois ! Nous vous conjurons, au nom de

l'amitié qui nous unit et afin d'en resserrer les liens, de condescendre à notre demande [1]. »

Berne demeura inflexible. « Les motifs, dit Berchtold, sur lesquels Fribourg appuyait sa demande, devaient précisément la lui faire rejeter. Son intention arrêtée était de poursuivre, par tous les moyens possibles, le triomphe de la réforme dans les bailliages mixtes, de recourir dans ce but aux séductions de tout genre, à l'intrigue et à l'intimidation. La formule du serment demandée par Fribourg ne pouvait que la contrarier dans ses desseins. Elle chercha néanmoins à couvrir son refus de prétextes plus ou moins plausibles, elle invoquait la teneur du traité de la Singine, « sanctionné par toutes les formules légales qui rendent une transaction sacrée et inviolable..... Il ne saurait plus être soumis à une nouvelle discussion. » Elle prétendait encore que le serment proposé, « loin d'être une garantie d'ordre et de paix, n'était propre qu'à faire naître de nouveaux troubles, et qu'il provoquerait justement les embarras que l'on voulait éviter » [2].

La discussion fut longue et animée. Il ne fut pas possible de s'entendre. Les deux parties en appelèrent à la sentence du sur-arbitre Gaspard Kroug, conseiller de Bâle. Celui-ci rendit son jugement en faveur de Berne, le 25 juin 1554.

C'était fait et définitif. Le traité de la Singine devenait intangible. Cette dernière victoire de Berne allait assurer le plein triomphe de la réforme dans tout le bailliage de Grandson et dans celui d'Orbe-Echallens, à l'exception de trois paroisses.

VI. Le « Plus » à Grandson.

Le gouvernement de Berne avait décidé d'implanter la réforme dans le bailliage de Grandson. Il fallait frapper au centre pour atteindre ensuite toutes les autres paroisses. Farel fut l'homme appelé pour cette œuvre. Il la commença au printemps de 1531. Accompagné de Claude de Glantinis, il se présenta au couvent des Cordeliers de Grandson et voulut prêcher dans leur église. Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de nous étendre sur l'introduction du protestantisme dans le bailliage de Grandson. Les historiens vaudois en font le triste

[1] Berchtold, *Hist. du canton de Fribourg*, page 211.
[2] Berchtold, *id.*, p. 213.



récit, où n'apparaissent que violences, parfois des émeutes sanglantes, les injures, les haines et les divisions les plus malfaisantes dans les paroisses et dans les familles. C'était surtout les prédications et les manœuvres fanatiques de Farel qui suscitaient partout sur son passage cette guerre religieuse et cette oppression des consciences. Berne était même parfois obligée de réprimer son zèle. Farel avait trouvé un auxiliaire, non moins sectaire, dans la personne de Jean Le Comte [1]. Vingt-trois ans de luttes, où les catholiques avaient opposé une vive résistance n'avaient pu encore détruire la foi des ancêtres. Berne allait tenter un nouvel assaut. Elle réussit à vaincre les dernières oppositions de Fribourg, qui consentit à faire l'épreuve du *Plus*. Les catholiques l'avaient prévu ; ils en craignaient les funestes conséquences. C'est pourquoi ils adressèrent aux seigneurs de Fribourg une supplique par laquelle ils rappelaient tout ce qu'ils avaient souffert de la part des réformés depuis vingt-quatre ans, ajoutant que, malgré toutes les menaces, ils avaient persévéré dans l'ancienne religion. Ils les suppliaient donc en toute humilité en l'honneur de la Passion de Notre-Seigneur Jésus-Christ, de mettre fin aux manœuvres de leurs adversaires qui sollicitaient le *Plus*. Si on le leur permettait, ils ne cesseraient jusqu'à ce que la religion catholique soit abolie et les fidèles contraints d'embrasser la réforme. « Ce qu'à Dieu ne plaise ! car c'est chose dure et pitoyable à réciter et qui vous doit, souverains seigneurs, émouvoir et induire à avoir pitié et compassion de vos tristes et humbles sujets et à ne souffrir qu'ils soient contraints par cette manière du *Plus*, qui se fait de toutes sortes de gens, bons et mauvais,..... de vivre contre leurs consciences, mais plutôt procurer qu'ils puissent vivre et demeurer selon leur foi et religion ancienne..... » [2]. Ces douloureuses réclamations du parti catholique devaient, hélas ! rester sans effet. La votation eut lieu le lundi 26 novembre. Le prêche fut accepté par 54 voix contre 44.

Dès ce jour, le culte catholique fut aboli à Grandson. Aussitôt on fit inventaire des biens des églises et des couvents et on publia les articles dits de réformation. Deux sacrements étaient conservés, « assavoir la Cène de Nostre Seigneur et le Baptesme ». Les personnes

[1] Jean Le Comte, seigneur de la Croix en Picardie, était né à Etaples en 1500. Il vint à Grandson en 1532. Il en fut le premier ministre. Il mourut le 25 juillet 1572.

[2] Berchtold, *Ibid.*, T. II, p. 215.



ayant une fonction ecclésiastique doivent abandonner leurs revenus aussitôt qu'elles ont embrassé la réforme : elles sont autorisées à se marier. Au sujet des jeûnes, chacun est libre d'agir à sa guise. Les serments faits en invoquant les Saints sont interdits, de même que toute participation aux cérémonies catholiques, les pèlerinages, processions, chapelets, oraisons, *Ave Maria*, les sonneries des cloches pour les morts ou à l'approche d'un orage sont abolis. Toute désobéissance à ces défenses sera punie de 10 florins pour un homme et de 5 florins pour une femme [1].

Le bailliage de Grandson comprenait la ville de ce nom avec Yvonand, Montagny, Giez, Fiez, Saint-Maurice, Bonvillars, Onnens, Provence et Concise. Le *Plus* avait eu lieu successivement à Fiez en 1531, à Yvonand en 1533, à Concise, Onnens et Champagne en 1537, à Giez en 1538, à Provence en 1552, à Montagny en 1554. L'année suivante, le 22 avril, le *Plus* eut lieu à Saint-Maurice et donna encore la victoire à la réforme. « A icelle raison, dit Pierrefleur, toutes cérémonies ecclésiastiques cessèrent et tout fut mis par terre [2]. » Restait encore fidèle à la foi catholique la paroisse de Bonvillars, où le *Plus* ne put avoir lieu que le 25 mai 1564. Il se déclara en faveur de la religion des seigneurs de Berne. C'était la fin du catholicisme dans le bailliage de Grandson.

DEUXIÈME PARTIE

Introduction de la Réforme par le « Plus » dans le bailliage d'Orbe-Echallens.

Cette seconde partie sera consacrée à l'histoire du *Plus* dans le bailliage d'Orbe-Echallens, mais plus spécialement, comme nous l'avons dit, dans les paroisses dites actuellement le district d'Echallens. Le récit de ces événements, vrai drame religieux, consistera surtout dans une longue publication de documents inédits [3].

[1] PIERREFLEUR, *Mém.*, p. 311.

[2] *Mém.*, p. 332.

[3] Ces documents sont tirés des Archives cantonales vaudoises : TSCHERLIZ-BÜCHER et des Archives cantonales de Fribourg. Nous devons ici un hommage tout spécial de reconnaissance au savant et si bienveillant archiviste cantonal, J. Schneuwly. Il en a fait de l'allemand la traduction française que nous avons écrite sous sa dictée.



Berne pouvait prévoir que le but de ses longs efforts allait être bientôt couronné d'un plein succès dans le bailliage de Grandson. La plupart des paroisses avaient déjà successivement passé au *presche*. Ce n'était plus qu'une affaire de temps pour les autres. Toutes ses forces pouvaient donc se concentrer sur le bailliage d'Orbe-Echallens, où déjà la réforme était en marche. Le plus sûr moyen de succès, — le passé le prouvait, — était donc le *Plus*. Cette machine de guerre n'y avait pas encore fonctionné. Il fallait, à tout prix, en faire l'essai. Ce fut une petite place, *Oulens*, qui dut subir le premier assaut. A la grande déception de Berne, ce fut d'abord une défaite.

I. Le « Plus » à Oulens.

Cette première tentative est décrite en ces termes par Pierrefleur :

« Le 10e jour de May, ont esté envoyés à ceux du village d'Oulens, terre d'Eschallens, les ambassadeurs de Berne et Fribourg, deux d'une chascune ville, et aussi au village de Sainct Mauris, terre de Grandson. La cause de leur venuë fust pour ce que ces deux paroisses avoyent donné à entendre aus dits Seigneurs qu'il y avait plus de Luthériens que de Papistes, dont, pour ce, ils demandaient faire le *Plus*. Mais, quand se vint à faire le dit *plus*, il se trouva plus du party de la messe que du party du presche, ce qui fust cause que les dits Seigneurs s'en tornerent chascun en son pays, laissans chascun en son estre, au mode comme il estait auparavant [1]. »

Cette votation avait eu lieu à la suite d'une lettre du bailli d'Echallens, Ulrich Koch ; il leur avait écrit la lettre suivante, datée du 26 mars 1532. « Aux fort pieux et prudents Seigneurs et supérieurs, j'offre mon humble service et mon obéissance pour toujours. — Selon la demande de la plus grande partie des vôtres sujets du village d'Oulens, j'ai écrit aux Seigneurs de Fribourg, que c'est ici la plus grande partie qui voudrait accepter la parole de Dieu, et qu'ils vous demandent, vous les Seigneurs des deux villes, de le pouvoir faire, ce que j'écris et vous annonce, et en priant le Dieu Tout-puissant de vous protéger toujours [2]. »

Fribourg, voulant empêcher le retour d'une votation, écrivit au

[1] Pierrefleur, p. 272.
[2] *Archives cantonales vaudoises*, Tscherliz-Bücher, p. 71.

bailli que tous ceux qui l'avaient demandée devaient être envoyés devant le Grand Conseil de cette ville[1]. Mais, d'autre part, les seigneurs de Berne travaillaient la population ; ils avaient surtout pour les aider un agent, très zélé partisan de la réforme, le bailli Ulrich Koch. Celui-ci écrit à Berne la lettre suivante, sous date du 3 juillet 1552, pour l'informer de la situation et des espérances que peut fournir une nouvelle votation : « C'est maintenant pour la 3e fois que viennent chez moi les vôtres d'Oulens qui désirent la Parole de Dieu et qui me demandent de vous prier en leur nom, afin que nous commencions et que nous ayons une décision pour avoir un prédicant, afin que la Parole de Dieu ne soit pas empêchée, mais qu'on permette d'agir d'après le traité : ils sont la majorité, mais au cas où l'on veuille faire le *plus*, il y a des deux côtés 18, mais ils ne sont que 34 foyers qui ont droit aux biens de commune. A cette demande j'ai répondu que je ne pouvais pas encourir la colère de Fribourg et que je devais leur écrire, parce qu'autrement ils penseraient que je pousse moi-même l'affaire et que j'en sois la cause. Mais je leur ai promis de vous consulter, mes seigneurs redoutés, et de vous envoyer leur supplication en écrit, en vous priant de les avoir recommandés, et m'écrire une réponse pour savoir comment agir. Qu'il plaise à votre Grandeur de bien réfléchir la chose,..... afin que la chose arrive à son but et que la Parole de Dieu ne soit pas empêchée[2]. »

Il serait difficile de comprendre et de dire l'effervescence des esprits, les divisions, les haines et les querelles dans les paroisses et jusque dans le sein des familles, les manœuvres de toutes sortes pendant les jours, les mois et même les années qui précédaient la votation.

Au sein de ces divisions religieuses et de ces troubles qu'elle fomentait et encourageait, Berne ne poursuivait qu'un but, celui d'arriver à former une majorité qui, au jour fixé, assurerait la victoire aux partisans dits de l'Evangile. Elle n'acceptait l'épreuve que lorsqu'elle était assurée du succès. C'est pourquoi le résultat du *Plus* d'Oulens dut être pour elle une déception. Elle demanda un rapport qui lui fut envoyé sous le titre de « Mémoire des tromperies lesquelles ont été faites au *Plus* d'Ollens ». Il contient les renseignements suivants :

« Jehan Bau a amené un estranger, nommé Pierre Ceure, qui est de Tarentaise, auquel il a loué sa maison pour autant que les seigneurs

[1] *Ibidem*, p. 75.
[2] *Ibidem*.



ne vouloyent pas l'admettre, pour ce qu'il est estranger ; il a allégué qu'il avait parti avec son neveu et qu'ils prirent pour deux la communauté en faisant deux feux, laquelle chose n'est pas vraie. Duquel *Plus* on a fait retirer un autre nommé Jacques Crosta qui était de l'Evangile, qui avait deux ans plus que le neveu à Jehan Bau.

Puis après est venu un autre depuis Caresmaintran (mercredi des Cendres) en la maison de l'avoyer de Praroman, de Fribourg, tenant la dite maison par louage, avec ce qu'il a amené un de ses frères nommé Antoine, qui est marié, ayant sa femme à Lausanne avec ses enfants, mais il était tant seulement venu pour lui aider comme manouvrier, lequel s'est voulu trouver pour faire le *Plus* de la part de la messe. Davantage il y en a eu un autre, nommé Claude Chapuis qui pour ce qu'il était de la part de l'Evangile les papistes amenèrent son frère Germain, qui n'est pas marié et qui va comme serviteur..... Finalement, il y en a un autre nommé Georges Mermian, qui n'est pas du village mais seulement grangier de Jehan Malherbe et pour autant ils ont fait les deux parties égales, de quoi ceux de l'Evangile sont grandement esbahis de ce que plus de gens se trouvèrent qu'il y en avait au village. Car il n'y a que 34 feus permanents en la communauté qu'ils s'en trouvèrent 36, sans une femme veuve laquelle compte entre les 34 [1]. »

Enfin, l'année suivante Berne arrivait à ses fins. Un nouvel essai du *Plus* eut lieu à Oulens. Pierrefleur le raconte en ces termes : « Le lundi après le dimanche de *Loetare*, qui fut le 5 de mars de l'an 1553 [2], les seigneurs commis ambassadeurs des deux villes Berne et Fribourg, persévérant au *plus*, vinrent à Oulens, où ils firent le dit *Plus*. De la part de la messe se trouva 15 personnes et de la part du presche 24 personnes. Estre cela fait, ils ne dirent autre chouse, mais chascun s'en torna d'où il estait venu, laissant les affaires en tel ordre.

Le dimanche de Pâques fleuries, qui fut le 26e jour du Mois de Mars l'an prédit 1553, le Curé de la Paroisse du dit Oulens fist au matin, aux heures accoutumez, la bénédiction de l'eau bénite et des rameaux. Et puis, portèrent la procession autour du mottier, et ainsi, comme ils voulurent rentrer dans la diste église, ils trouvèrent le baillif d'Orbe résidant à Echallens, lequel estoit de Berne, nommé Ulrich Koch, dans la ditte église, qui mit par terre tous les ornements de l'autel, si comme mantis, corporaux, et prist le calice, lequel, pour

[1] *Arch. cant. vaud.*, Tscherliz-Bücher, p. 73.
[2] D'autres documents disent le 3 mai.



ce qu'il était d'argent, il emporta. Le curé voyant cela, dit au Baillif pourquoy il ne lui laissait faire et achever son office ? Le Baillif lui répondit que le vouloir de Messieurs estoit ainsi, et qu'il fallait user de patience, luy faisant deffence de non plus y chanter messe ; sur laquelle deffence le Curé se despouilla de ses habits, bien triste et dolent ; aussi furent les bons Chrestiens lesquels désirayent demeurer perpétuellement au service de Notre Seigneur, et par ainsi chascun se retira en sa maison [1]. »

II. Le « Plus » à Orbe.

Depuis plus de vingt ans, il s'était passé dans la petite ville d'Orbe, très catholique, des scènes de violence inouïe. C'est en 1531 que Guillaume Farel y avait fait sa première entrée et prédication. Dès lors, il n'y eut plus que troubles, émeutes, envahissement des églises et des chaires. Les *Mémoires* de Pierrefleur font assister à un drame religieux des plus poignants. On se sent le cœur ému par tant d'intolérance et par l'audace de quelques fanatiques. On a pitié également des supplications et des gémissements de ce pauvre peuple, si peu protégé par Fribourg et qui ne demande qu'à conserver pieusement la vieille et vraie foi des ancêtres.

Enfin, les partisans de la réforme, dont le nombre avait grandi d'année en année, s'étaient comptés. Ils étaient surtout soutenus et encouragés par un bailli des plus sectaires, Ulrich Koch. De sa résidence d'Echallens, où il recevait les délégués, il donnait ses ordres et dirigeait les manœuvres et les intrigues. Les catholiques ne restaient pas inactifs : à tout prix ils voulaient surtout empêcher une votation. Ils avaient aussi envoyé des députés à Fribourg, pour conjurer le Conseil de venir à leur secours et de ne pas admettre le *Plus*. Ils revinrent pleins d'espérance. Mais quelques jours plus tard, Berne et Fribourg étaient tombés d'accord. Orbe voyait arriver leurs ambassadeurs pour procéder à la triste besogne d'une mise aux voix de la religion.

[1] PIERREFLEUR, *Mémoires*, p. 273-274. Le curé était d'Orbe où il se retira et mourut le 24 décembre 1553. Il s'appelait Pierre Revilliod. Pierrefleur en fait l'éloge suivant : « Bien sçavant en lettres et ayant bonne grâce de prescher au prosne, les Dimanches, l'Evangile..... Le predit Revilliod mourust ayant en luy une grande consolation a cause que Dieu luy avait faict grace d'estre sorti d'iceluy lieu de désolation pour venir mourir avec ses frères estant muni et armé des armes de nostre Seigneur, assavoir ayant reçu les Saints Sacrements, comme il disait. »



Voici le récit douloureux qu'en fait Pierrefleur : « De la part de la ville de Berne, vinst au dit Orbe noble Iost de Diesbach et le Banderet Tribolet ; de la part de la ville de Fribourg furent commis et envoyés le seigneur Anze Reyf et le seigneur Jehan Cuynchis, lesquels seigneurs ambassadeurs arrivèrent au dit Orbe le dimanche 19 juillet. Eux estre arrivés firent commandement à tous chefs d'hôtel qu'ils se trouvassent au Lundy suivant, qui fust vigile Sainct-Germain, qui pour lors était le patron de la ville. A cinq heures du matin, fust sonnée et chantée la messe du Saint-Esprit, à laquelle assistèrent les susnommez Seigneurs Ambassadeurs de Fribourg, joints aussi tous les bons chrétiens fidèles. Estre achevée, l'on sonna le sermon, auquel assistèrent les Seigneurs Ambassadeurs de Berne, joints aussi les Luthériens. Estre achevé le dit sermon, chascun entra dans l'église ; lors les dits Seigneurs ambassadeurs, tant d'un côté que de l'autre firent chascun une harangue, tendant tous à une fin de la cause pour laquelle ils estoyent venus. Les Ambassadeurs de Berne estayent gens colères et chauds, tendans à avoir le meilleur. Les ambassadeurs de Fribourg, d'autre côté, *gens doux, non contredisant à tout ce que les dits Seigneurs de Berne vouloyent, qui bien fut cause de nostre ruine*. Après les harangues achevéez, les dits Seigneurs firent commandement que ceux de la messe se deussent mettre d'un costé et ceux du sermon de l'autre. Et puis furent tous nommés les uns après les autres, sur lesquels nombre se trouva *plus* au nombre des Luthériens que de la part de la messe, assavoir 18 personnes [1]. Estre cela fait, chascun s'en alla disner, lequel disner pour les uns fust fort triste, et disoyent les bons Chrestiens iceluy estre nommé le « jour de désolation ». Et fust le tout en telle sorte jusques à 3 heures après midy que l'on voulust sonner solennellement vespres, à cause de la solennité du patron ; lors, les dits Seigneurs Ambassadeurs de Berne allèrent vers les sonneurs et leur firent deffence de non plus sonner, et aux Prestres leur fust deffendu de chanter. Telle deffence fust faite aux sœurs de Saincte Claire. D'autre part, l'officier qui fait les cries par la ville, au pourchas des dits Seigneurs ambassadeurs de Berne, fist crie publique par la ville, faisant inhibition et déffence, au nom et pour la part des seigneurs de Berne, de ne plus chanter messe ni vespres en la ville d'Orbe ; et estoyent presens les Ambassadeurs de Fribourg sans faire aucune opposition aus dittes cries et deffences. Laquelle deffence ainsi faite tombast en un regret indicible aux Chrestiens

[1] Les prêtres catholiques avaient été exclus de l'assemblée.



tenans l'ancienne style et mode de vivre. Le dernier jour du dit mois qui estait feste Saint-Germain, patron de la ville d'Orbe, estoit iceluy jour pitié d'aller par la ville : l'on oyait sinon pleurer et lamenter crians hélas ! Tant de lamentations que c'est chose incredible, et crois que si la ditte ville eust été prise d'assaut en guerre et pillée, qu'elle n'eusse sceu tomber en plus grande désolation. Les affaires si piteux furent faits ès jours et an que dessus, au grand réjouissement de nos Luthériens et au grand regret des Chrestiens tenans la Loi ancienne [1]. » Le mercredi suivant, les catholiques désolés envoyèrent une députation aux seigneurs de Fribourg pour demander s'ils consentaient à « une si horrible et maudite sentence ». Le mardi 7 août, Berne, par ordre envoyé au Bailli, fit abattre les autels et les images de toutes les églises de la ville, comme aussi celle du couvent de Sainte-Claire. Pierrefleur le raconte en ces termes : « Lequel mandement nos Luthériens eurent mis incontinent en pleniere exécution, car tous furent fournis de leurs instruments, comme des fossoirs, piches, pauferts, palanches et perches et autres choses servant à tel affaire, et alloyent d'un cœur qu'eussiez pensé qu'ils alloyent à la guerre ou qu'ils avoyent peur que les autels ne se rebellassent [2]. » Le bailli voulut procéder à un inventaire des objets d'église ; le clergé et les Sœurs de Sainte-Claire s'y opposèrent, mais ils durent céder à l'ordre de Berne. L'inventaire eut lieu huit jours plus tard. Trois mois après, on fit assembler le clergé et on lui proposa d'accepter la réforme, en lui demandant s'il voulait « vivre à la loi de l'Evangile et aller au presche » [3]. Une semblable proposition fut faite aux Sœurs Clarisses qui, à l'imitation du Clergé, voulurent persévérer dans la foi catholique. Le clergé reçut l'ordre de quitter Orbe ; les Sœurs de Sainte-Claire furent averties qu'elles devaient quitter leur couvent dans l'espace d'un mois.

Les seigneurs de Berne et de Fribourg convinrent de vingt-deux articles dits de réformation. Le catholicisme était définitivement aboli, la messe ne pouvait plus être célébrée, la minorité catholique ne pouvait pas même aller l'entendre dans les localités voisines. Ceux qui ne voulaient point admettre la réforme devaient quitter la ville. On est vraiment ému en face d'une telle violation des consciences, et encore une fois Fribourg dut subir les conséquences des tristes concessions

[1] Pierrefleur, p. 297.
[2] Pierrefleur, p. 301.
[3] Pierrefleur, p. 310.

faites dans les traités précédents. On ne peut mieux dépeindre la désolation des catholiques que ne l'a fait Pierrefleur dans les pages suivantes : « Si par le passé j'ay eu des tristesses et tribulations, c'este-cy, qui s'appelle la *grande désolation* de ces pauvres gens d'Orbe, surpasse toutes les autres. C'est que sorty hors du presche, le pauvre peuple ayant ouy la publication des susdits articles faits et ordonnés de la part des seigneurs de Berne, joints aussi nommement les seigneurs de Fribourg envers lesquels avoyent si grande espérance, fut marri de les voir consentir à nous faire à vivre à la Loy des seigneurs de Berne, laquelle est du tout contraire à celle qu'ils tiennent, laquelle est selon les ordonnances anciennes de notre mère Saincte-Eglise ; et à présent font ordonnance qui est contrevenante à leur conscience. Hélas ! je m'émerveillais d'un tel consentement ni jamais n'eussions pensé avoir tant petit de cœur qu'ils fussent venus jusques à ce ; car, combien que la lettre avait été entre eux faite du *plus*, ce nonobstant elle ne disait pas que l'on ne deusse pas aller à la messe et observer les ordonnances de l'Eglise ; ce que à présent, en vertu des dites ordonnances, ne pouvons faire. Si jamais telles ordonnances n'eussent été faites, criéez et publiéez du consentement des Seigneurs de Fribourg et laisser leurs subjets en tel estat, assavoir se contenter du *plus*, leurs dits subjets se passoyent à tant, et de les détournait guères ; car tous les Dimanches et autres festes, ils alloyent ouyr messe à Goumoëns, à Panthéréaz et autre part où avoyent dévotion. Et pouvoyent estre en nombre sortans de la ville pour aller ouyr messe, à une lieue ou à deux lieues, environ 120 personnes, ce que maintenant, en vertu des dittes ordonnances faites de Berne et Fribourg, leur est déffendu. Et c'est icy le propos que le bon peuple d'Orbe disait après avoir ouy telle publication. Et moy, voyant et oyant telles ou semblables désolations, j'en plorois et levais les yeux vers le ciel, priant Dieu qu'il veuille mettre fin aux grands discords de son Eglise. *Amen !* [1]

On ne peut lire cette page, qui est un gémissement de douleur et le cri des consciences opprimées, sans ressentir une émotion poignante !

La votation avait eu lieu le lundi 30 juillet 1554. La messe et toutes les cérémonies catholiques avaient donc été aussitôt abolies, mais la minorité fidèle à la foi catholique avait encore la liberté d'aller, en dehors d'Orbe, prier, assister à la Sainte Messe et recevoir les Sacre-

[1] PIERREFLEUR, p. 317.



ments. Pendant quatre mois, les catholiques des paroisses de Penthéréaz de Goumoëns, d'Echallens accueillirent dans leurs églises leurs frères d'Orbe, victimes des traités qui avaient si lâchement sacrifié le catholicisme. Ils durent s'édifier et se fortifier dans leur foi par ce spectacle de fidélité et de vaillance. Les ordonnances, convenues entre Berne et *Fribourg* et publiées le dimanche 2 décembre, leur enlevaient même cette liberté de pouvoir pratiquer ailleurs leurs devoirs religieux. Dès 1536, Berne avait déjà fait la même défense à tous ses sujets du Pays de Vaud.

Il fallait « se soumettre ou se démettre », c'est-à-dire choisir entre la *religion de Berne* et les adieux définitifs à son foyer et à la patrie bien-aimée.

Le clergé se retira en grande partie à Fribourg. Les religieuses du couvent de Sainte-Claire eurent à souffrir de nombreuses tribulations. Le 20 mai 1555, elles quittèrent définitivement Orbe et allèrent s'établir à Evian, sous la protection de la maison de Savoie.

(*A suivre.*)



Die Beginen der Schweiz.

Von P. Gabriel Meier, Einsiedeln.

Die Beginen sind eine mittelalterliche Einrichtung, von der wir im Grunde noch wenig wissen. Gerade gegenwärtig bildet die Frage über den Ursprung der Beginen den Gegenstand einer gelehrten Kontroverse zwischen zwei katholischen Historikern, Greven und Kurth. Greven [1] weist nach, daß der Priester Lambert von Lüttich († 1177), der wegen seines Beinamens « Le Bègue », der Stammler, als Gründer des Beginentums allgemein angesehen wurde, nichts mit ihm zu tun hatte. Der eigentliche Gründer lasse sich überhaupt nicht nachweisen ; die Anfänge seien in einer Abzweigung vom Orden der Cisterzienserinnen zu Nivelles im südlichen Brabant zu suchen um das Jahr 1230. Dagegen hält Kurth an Lambert und Lüttich fest ; von Lüttich aus habe sich das Beginentum verbreitet. Die Untersuchung ist noch nicht abgeschlossen [2]. Ohne auf diese Streitfrage einzutreten, will ich den Versuch machen, die zerstreuten Nachrichten über die schweizerischen Beginen zu sammeln und daraus ein Bild ihrer Tätigkeit zu gewinnen.

I.

Schon in den ältesten Zeiten der Kirche gab es gottgeweihte Jungfrauen und Witwen, welche aus innerm Drang zu einem beschaulichen Leben oder, um sich den Verführungen der Welt zu entziehen, sich in

[1] Die Anfänge der Beginen. Ein Beitrag zur Geschichte der Volksfrömmigkeit und des Ordenswesens im Hochmittelalter. Von Dr. *Joseph Greven*, Kaplan an St. Paul in Düsseldorf. (Vorreformationsgeschichtliche Forschungen, Bd. VIII.) Münster i. W., 1912, Aschendorff.

[2] *Greven*, Der Ursprung des Beginenwesens. Eine Auseinandersetzung mit Godefroid Kurth. Hist. Jahrb. 35 (1914) Heft 1, 26–58 ; Heft 2, 291–318.



kleinerer oder größerer Anzahl zusammentaten. Es brauchte nicht gerade ein klösterlicher Verein zu sein; die Verbindung schützte vor äußerer Gewalt, in einem Zeitalter, wo die Staatsgewalt dafür nicht immer hinlängliche Garantien bot. Daher entstanden die Zünfte und andere Bünde jener Zeit. Im Mittelalter war aber auch das bürgerliche Leben mit dem kirchlichen, Zeitliches und Ewiges enge verbunden; die Kirche gewährte sicheren Schutz und da besonders viele Frauen unverheiratet bleiben mußten, bot das gemeinsame Leben zahlreiche Vorteile. Manchenorts nahm sich auch die weltliche Obrigkeit ihrer besonders an; der Rat nahm sie unter seine Aufsicht und bestellte einen Vormund zum Verwalter ihres Vermögens.

Die Beginen scheinen sich von den Niederlanden her an den Ufern des Rheins ausgebreitet zu haben. Der englische Benediktiner Matthäus Paris († um 1260) berichtet zum Jahre 1243 von ihrem unglaublichen Anwachsen besonders in Deutschland. Im Jahre 1250 schätzt er ihre Zahl in Köln auf 1000 und mehr und die der Umgebung auf ebensoviel. Er traf sie auch in Wiener Neustadt [1]. In der Stadt Strasburg gab es 63 Beginenhäuser [2], in Basel etwa 40, doch wohl nicht zu gleicher Zeit, indem viele ebenso rasch verschwanden als sie entstanden waren.

Matthäus Paris bemerkt auch, daß man den Gründer und den Grund für ihre Benennung nicht kenne. Neben Begine findet sich auch das Wort Begutte [3], doch wohl schon im schiefen Sinne des davon abgeleiteten «Bigot». Auch «Bagine» wird etwa geschrieben und gesprochen [4]. Das Wort Begine ward übrigens in der Schweiz seltener gebraucht; sie heißen meist Schwestern oder geistliche Schwestern, willige Arme, arme oder gute Leute, etwa auch ehrbare Kinder [5], Conversen, Devote, Betschwestern, anscheinend ohne schlimme Nebenbedeutung. Ihre Häuser, an der Türe durch ein weißes Kreuz kenntlich, heißen nie Klöster, sondern Sammnung, Gotteshaus, Einung, Klause, woher die Benennung Klauserinnen, was übrigens auch die eigentlichen Reklusen bezeichnen kann. Nach ihrem Wohnorte nannte

[1] *Math. Paris*, Mon. Germ. Script. 28, 231, 234, 320.

[2] *Grandidier*, Nouvelles œuvres inédites 5, 123/6.

[3] Myconius an Zwingli und dessen Antwort 1522. Werke von *Egli* und *Finsler* 7, 640, 645. — Oecolampad in Herzog, Oecol. 2, 293.

[4] *Cysat* um 1570, in Zwinglis Werken a. a. O. 640, Note.

[5] 1430 in Wirnalingen. *Welti*, Urkunden der Stadt Baden 1, 1430, Nr. 472.

man sie auch Waldschwestern oder Feldnonnen [1]. Einen eigenen Orden bildeten die Reuerinnen (Sorores poenitentes), gefallene Büßerinnen, deren Ursprung auf den Priester Rudolf v. Worms zurückgeführt wird.

Das Leben in den Beginenhäusern gestaltete sich verschieden, je nach der Anzahl der Schwestern, die von drei und vier bis zwölf, selten zwanzig und noch mehr stieg. Ihre Beschäftigung war hauptsächlich das Spinnen und Weben von Wolle und Flachs. Früh standen sie auf; bestimmte Gebete und Kirchenbesuche waren vorgeschrieben. Sie nahmen öfter an Leichenfeiern teil, schmückten die Gräber und zündeten Lichter darauf an. Einige übten auch Krankenpflege. Auch der Bettel wird ihnen vorgeworfen, indem sie je zwei und zwei durch die Straßen zogen unter dem Rufe: «Brot durch unsern Herrgott». Doch wurden sie anderwärts [2] gepriesen als die vollkommensten und heiligsten Ordensleute, weil sie von ihrer Hände Arbeit lebten und die Welt durch ihre Bitten nicht beschweren. Ihre Kleidung war einfach; nach ihrer Farbe unterschied man weiße, blaue, graue, braune oder schwarze Schwestern. Statt des Schleiers trugen sie eine eigentümlich gefältelte Haube.

Regeln und Statuten waren ebenfalls nach den Häusern verschieden. In der Stiftsbibliothek St. Gallen finden sich 2 Handschriften aus dem 15. Jahrhundert, welche einst in die Schwesternhäuser in Steinertobel und St. Georgen gehörten und den Namen «Waldregel» tragen [3]. In andern Häusern finden wir besondere Statuten oder Hausordnungen [4]. Was sie eingebracht und beim Tode hinterließen, fiel dem Hause anheim. Keine durfte die Nacht außer dem Hause zubringen. Nach dem Imbiß mußte wenigstens eine Stunde Stillschweigen herrschen. Kein Mann durfte das Haus betreten, u. s. w. An der Spitze stand eine selbstgewählte Oberin, Mutter oder Meisterin geheißen. Sämtliche Schwestern einer Sammnung hatten «gemeinsamen Hafen» und «gemeinsames Muß». Die Probezeit dauerte überall 2 Jahre. Sie legten keine eigentlichen Ordensgelübde ab, sondern versprachen Keuschheit und Gehorsam so lange sie in der Gemeinschaft verblieben.

Die Orden der Franziskaner und Dominikaner hatten von Anfang

[1] *Keßler*, Sabbata von Egli und Schoch 288, 5; 473, 40.

[2] *Thomas de Eccleston*, Mon. Germ. SS. 28, 568.

[3] Handschrift 930, geschrieben von fr. iohns hertenstain ord. S. Ben. 1425, und 931. *Scherrer*, Verzeichnis der Handschriften 350. — *v. Arx*, Bericht. u. Zus. II, 15, Note *c*. Es ist aber nicht die Regel Grimlaics, wie Scherrer annimmt.

[4] Vgl. Basel im XIV. Jahrhundert 61/2.

an auch Laien beider Geschlechter in ihren Verband aufgenommen, welche als Tertiarier sich ihrer Aufsicht unterstellten, an gewissen Übungen und Ablässen teilnahmen und andere geistliche Vorteile im Leben und Tode gewannen. So war der Anschluß der Beginen an diese Orden nahe gelegt, aber nicht überall gleich. Oft befahlen die Bischöfe die Annahme jener Regel, wodurch sich die Beginenhäuser in Tertiarinnenklöster verwandelten, vom Volke aber immer noch Beginen genannt wurden. Andere standen bloß unter der Aufsicht des Ordens, hatten dessen Priester zu Beichtvätern und besuchten deren Kirche. Es gab auch Beginen des Augustiner- und des Deutschen Ordens, während andere sich ihre Unabhängigkeit wahrten.

Um 1220 treten männliche Vereine auf, die sich *Begini* nannten, und unter der Bezeichnung Begharden bald in schlimmen Ruf kamen als Ketzer und Schwärmer. Man hat sie « Sturmgeister der Aufklärung » genannt [1]. 1290 ließ der Lektor der Minderbrüder in Basel eine Anzahl Beginen und Begharden gefangen nehmen, weil er sie für Ketzer hielt [2]. Doch nicht alle waren so gefährlich. Im Jahre 1302 beim Kapitel der Dominikaner in Basel nahmen 80 Begharden teil, die paarweise in der Prozession einhergingen. Als aber die Brüder und Schwestern des freien Geistes bei ihnen hauptsächlich Anhang fanden, trat die Kirche gegen die gefährliche Lehre auf. Das Konzil von Vienne verurteilte 1311 acht Sätze. [3] Die Verurteilung ging auch in das Corpus iuris (Clementinae V, 3, 3) über und wurde später einige Male wiederholt. Schwestern vom freien Geiste (de libero spiritu) werden meines Wissens einzig in Freiburg erwähnt. Sie scheinen aber nichts mit der Sekte gemein zu haben.

Der Minorit Johannes von Winterthur erwähnt das Auftauchen der neuen Ketzerei besonders in deutschen Landen zum Jahre 1312. 1347 haben sie an einigen Orten Schwabens sich ausgebreitet. « O wehe, niemand wagte es, sie zu strafen oder zu tadeln und so wuchert das Unkraut weiter und erstickt den wahren Glauben. » In Köln und Nürnberg wurden viele als Ketzer verbrannt, auch in Österreich. Im Jahre 1339 wurden 3 Begharden dem Bischof von Konstanz zugeführt und bekannten auf dem Kirchhofe der Kathedrale öffentlich vor dem Klerus

[1] *Reuter*, Geschichte der religiösen Aufklärung im Mittelalter 2, 241.
[2] Ann. Colm. Mon. Germ. 17, 217.
[3] *Mansi*, 25, 410 A. — *Denzinger-Bannwart*, Enchirid. 471/8.

und allem Volke viele häretische Artikel und teuflische Abscheulichkeiten, die sie ausgeübt. Sie wurden lebenslänglich eingesperrt [1].

Natürlich waren nicht alle Beginen Ketzer; es gab noch gute unter ihnen und diesen erlaubte Papst Johann XXII. in einem Briefe an den Bischof von Straßburg vom Jahre 1321 ihre Lebensweise fortzusetzen [2]. Auch weltliche Behörden nahmen sie in ihren Schutz, so die Herzoge Albrecht, Rudolf VI. und Leopold von Österreich [3]. Sie nahmen zu Brugg im Aargau im Jahre 1354 und dann wieder 1361 und 1374 zu Rheinfelden auf Bitten der Fürstin Agnes « unsere herzliebe pasel » (Bäslein) Klosner und Klosnerinnen in Aargau, Thurgau, Elsaß und Sundgau in Städten oder auf dem Lande in ihren besondern Schutz und befreiten sie von Abgaben nach dem Tode.

Ein schwerer Sturm brach im Anfang des XV. Jahrhunderts über die Beginen los. In Basel dauerte der Beginenstreit an 10 Jahre (1401-1411). [4] Hier kann nur das wichtigste davon angeführt werden. Die Bürgermeister, der Rat, die Franziskaner waren Gönner der Beginen; die Dominikaner und Augustiner ihre Gegner. Der Dominikaner Johann Mulberg, ein geborener Basler und gewaltiger Prediger [5], wie Deutschland damals keinen bessern kannte, stellte die Lehre auf, daß diejenigen welche das Ordenskleid einer nicht approbierten Regel trügen, im Kirchenbann seien. Der Priester und Schulmeister Johann Pastoris lehrte, daß die gesunden und starken Laien mit Handarbeit sich nähren sollen und nicht mit Betteln. Um dieses drehte sich der Streit hauptsächlich. Sie stellten die Thesen auf: Beginen und Begharden seien verboten; die dritte Regel des hl. Franziskus sei keine Ordensregel. Gegen diese Sätze traten die Franziskaner auf, namentlich der Barfüßer-Lektor Rudolf Buchsmann. Am 25. Juni 1405 fand im Chor des Basler Münsters eine Disputation statt, die 5 ½ Stunden dauerte. Der Bischof sprach darauf den Bann gegen die Beginen aus, was aber die Franziskaner nicht anerkannten; sie brachten ihnen

[1] Chron. *Joh. Vitodur.*, ed. Wyß (Archiv für Schweizer Geschichte 11.) 44, 105 ff. 222.

[2] ***Grandidier***, Nouvelles œuvres inédites 5, 126.

[3] Urkundenbuch von Aarau (Argovia XI, 1880) S. 120/3. — Geschichtsfreund 16 (1860) 293/5.

[4] ***Wurstisen***, Basler Chronik 201–220. — *Ochs*, Geschichte von Basel, 3, 24–35.

[5] Predigten von ihm enthielt die Bibliothek des St. Katharinenklosters in Nürnberg (*Jostes*, Meister Eckhart, [Collect. Fribg. 4,] S. XXI u. 128) und die Bibliothek in Basel. Katalog von *Binz*, S. 10–11.

insgeheim die Sakramente. Der Rat ließ 20 Beginenhäuser schließen. Im Jahre 1411 waren die Beginen verschwunden, aber der Friede noch nicht hergestellt. Mulberg ward ebenfalls vertrieben und starb den 1. Dezember 1414. Seine Leiche wurde in das Kloster Maulbrunn im Bistum Speier übergeführt und in besonders ehrenvoller Weise bestattet. Sein Ordensbruder Nider hoffte, daß er mit dem Verdienste des Martyriums abgeschieden sei [1].

Die Bewegung warf noch weitere Wellen an andern Orten. In der Diözese Lausanne berief der Bischof deshalb eine Versammlung, welche sich gegen die Beginen aussprach [2]. Nach Tschudi war es der Rat von Bern, der die Anfrage gestellt und gemäß der Antwort die Beginen abzutun beschloß im Jahre 1404. Es dauerte eine Zeitlang und sie nisteten sich gleich wieder ein [3].

Am 13. Januar 1421 bestätigten Schultheiß und Rat der Stadt Bern den Klausnern und Klausnerinnen im Aargau die (oben erwähnte) von den österreichischen Herzogen verliehenen Gnaden und Freiheiten, es sei in den Wäldern oder auf dem Lande, in betracht ihres andächtigen geistlichen Lebens. Die Urkunde liegt noch im Stadtarchiv Baden. [4]

Auch der Bischof Marquard von Konstanz belegte (wohl um das Jahr 1406) Begharden und Beginen mit schweren geistlichen Strafen. Am 13. August 1406 bevollmächtigte er den Lektor Johannes Schönbentz von Konstanz, die Beginen von Waldshut und Bremgarten, die von ihren Vergehen losgesprochen sind und eine anständige Witwentracht angenommen haben, in den Franziskanerorden aufzunehmen. [5] Sein Nachfolger Bischof Otto sistierte die gegen Begharden und Beginen ausgesprochenen geistlichen Strafen am 8. August 1413 in Bezug auf diejenigen in Baden und erteilt ihnen Absolution [6].

Bald darauf erstand den Begharden und Beginen aber ein neuer heftiger Gegner in dem Zürcher Kantor Felix Hemmerlin [7], der in seinem Reformeifer Papst und Bischöfe angriff. Im Jahre 1438 veröffent-

[1] *Spieler*, Mag. Joh. Nider. Mainz 1885, S. 165.

[2] *Ruchat*, Abrégé de l'histoire ecclésiastique du Pays de Vaud, p. 69.

[3] *Justinger*, Berner Chronik, herausgegeben von Studer, 1871, S. 193.

[4] *Welti*, Die Urkunden der Stadt Baden 1, 341, Nr. 383.

[5] *Welti*, daselbst 1,235, Nr. 281.

[6] *Welti*, a. a. O., 273, Nr. 322.

[7] *Hemmerlin Felix* (vulgo *Malleolus*). Varia oblectationis opuscula et tractatus [contra validos mendicantes, contra Beghardos et Beghinas]. Basileae, Nic. Kessler, 1497.

lichte er zwei Traktate gegen die starken Bettler und gegen die Begharden und Beginen, welche als Waldbrüder und Waldschwestern lebten. Im Jahre 1449 folgten auf Bitten gewisser Pfarrer Glossen zu den päpstlichen Bullen, welche die Begharden von Gregor XII. nach seiner Absetzung und von Eugen IV. 1431 erlangt hatten. Mit der ihm eigenen rücksichtslosen Offenheit greift er ihren Müssiggang an, behauptet die Pflicht der Handarbeit für alle und daß sie nicht berechtigt seien zu betteln und ein Skapulier zu tragen. In ihrer schlimmen Gesellschaft waren häretische Sekten, wie der Begharde Burkard und seine Brüder, die im Gebiete von Zürich verbrannt wurden. Desgleichen ein Bruder Karl, welcher im Lande Uri einen großen Anhang hatte und aus derselben Ursache mit seinen Gefährten den Feuertod erlitt. Einige Begharden, die jährlich aus Böhmen kamen, haben in den Städten Bern und Solothurn und in vielen Dörfern und Ländern ihres Gebietes eine Unmasse Volk in die schreckliche Häresie verführt. Er ruft daher dem geistlichen und weltlichen Schwerte gegen sie. Sie sollen exkommuniziert werden, auch ihre Begünstiger und Hehler [1].

Hemmerlin berührt übrigens die Beginen nur nebenbei, indem er sie meistens nach den Begharden nennt, über welche er das volle Maß seines gelehrten Zornes ausgießt. Von einem praktischen Erfolge erfahren wir nichts. Hemmerlins Schriften wurden im Jahre 1497 zu Basel von Sebastian Brant herausgegeben. Schon vorher, im Jahre 1464 hatte der berühmte Eßlinger Stadtschreiber Niklaus von Wile, von Bremgarten im Aargau gebürtig, in seinen « Translationen » Hemmerlins Traktat von Lollharden und Beginen ins Deutsche übersetzt. [2]

Der Vollständigkeit wegen seien hier noch einige gelegentliche Notizen erwähnt, welche sich gegen Lollharden und Begharden richten und hie und da in Bücher eingeschrieben wurden. [3] Von geringem Belang ist auch ein von Seb. Brant verfaßtes und im Jahre 1497 der lateinischen Ausgabe des Narrenschiffs von Jakob Locher beigegebenes lateinisches Gedicht, in dem das Treiben der Begharden und Beginen mit den schwärzesten Farben geschildert wird. Doch nimmt er diejenigen aus, welche nach apostolischer Vorschrift heilig und fromm

[1] L. c. Contra anachoritas C 2 verso.

[2] Herausgegeben von *A. v. Keller* (Bibl. d. lit. Vereins in Stuttgart, 57) 1861. S. 157–197. Handschriftlich in Heidelberg, Nr. 248, Katalog von *Bartsch*, S. 140.

[3] So in den Basler Handschriften A X 130, 108 und A XI 53 [3] bei *Binz*, Die deutschen Handschriften I, S. 233, 285 f.

leben und arbeiten.[1] In der deutschen Ausgabe erwähnt er, wo von Falschheit und Betrug die Rede ist « Münch, Priester, bägin, Blotzbrüder[2] ».

Auch Geiler, der ernste Sittenprediger, tadelt die Heuchelei und das weltliche Treiben der Beginen.[3] Bei dem sittlichen Tiefstand, in dem sich Klerus und Laien jener Zeit befanden, konnten sie nicht auf der frühern Höhe bleiben. Ihr Lebenswandel gab vielfach Anstoß. Durch ihr Kuppeln hatten sie sich den Namen « Zusammenfügerinnen » zugezogen.[4] So wurde ihre Name gleichbedeutend mit Betschwester, fast zum Schimpfwort. So wird es zu verstehen sein, wenn Murner in seinem Ketzerkalender von 1527[5] « Miconius, ein geißhüser vnd ein leser der alten Wyber vnd beginen » nennt. In seiner Narrenbeschwörung von 1518 hat Murner den Beginen ein eigenes Kapitel (77) gewidmet, worin er den « beginen tandt » (Tändelei) in seiner derben Weise verspottet :

Vnd sindt so nydig böse trachen,
Das sy alle zwitracht machen,
Ein lotter spetlin[6] henckent an

Allem das sy gsehen han,
Vnd kupplen alle welt zu samen,
Des dörffent sy sich gar nüt schamen.

Vom übrigen es ist besser zu schweigen.

So waren die Beginen dem Sturme der Reformation zu widerstehen nicht imstande. Der Bürgermeister von St. Gallen fuhr im Jahre 1530 die Feldnonnen von St. Leonhard an : « si (die Räte) wolten das baginenlebens nit me.[7] » Nur wenige Häuser, welche durch eine Ordensregel geleitet und durch die Klausur von der Welt abgeschlossen waren, vermochten dem Untergang zu entgehen. Nach einer Nachricht[8] soll es noch 1797 zu Tiefenkasten in Graubünden Beginen gegeben haben.

[1] Siehe *Brants* Narrenschiff von Fr. Zarncke. Leipzig 1854, S. 119-120.
[2] A. a. O. 97, Kap. 102, V. 47.
[3] *Schmidt*, Hist. lit. 1, 424, 447.
[4] *v. Arx*, Geschichte des Kantons St. Gallen, Zusätze 2, 15.
[5] Herausgegeben von *E. Götzinger*, Schaffhausen 1865, S. 46.
[6] Spöttlein ?
[7] *Wiborada Flury*, genannt Mörlin in der Handschrift 195 der Vadiana, S. 43.
[8] *H. L. Lehmann* im Idiotikon 4, 1055.

Sie wohnten in einem besondern Hause, trugen schwarze Kleidung von besonderm Schnitte, beobachteten gewisse Regeln in ihrem Gottesdienste und ihrer Diät und beschäftigten sich mit Abwartung der Kranken.

Einige weitere Einzelheiten ergeben sich aus der nachfolgenden Aufzählung der schweizerischen Beginenhäuser nach der Reihe der Kantone. Ich muß zum Voraus um Entschuldigung bitten wegen der Unvollständigkeit. Ich konnte dazu fast nur gedruckte Quellen verwenden und so weit das treffliche Werk von A. Nüscheler, die Gotteshäuser der Schweiz mit seinen Fortsetzungen reichte, dürften sich wenige Lücken finden. Leider fehlte es für die französische Schweiz an einem solchen Führer, so daß dieser Teil der Aufzählung unvollständig bleiben mußte. Für Ergänzungen wäre ich dankbar.

II.

In *Zürich* treten Beginen erstmals urkundlich im Jahre 1246 auf. Die Schwestern bei St. Peter ergeben sich und allen ihren Besitz an Häusern und Äckern in die Hände des Abtes von Wettingen, versprechen ihm Gehorsam und treue Dienste, wogegen das Kloster mit Hilfe und Rat im Geistlichen ihnen beistehen soll. Sie versprachen, ohne Erlaubnis des Abtes keine weitere Person in die Sammnung aufzunehmen. Gegen eine ungehorsame oder fehlerhafte Schwester, die sich der Gemeinschaft entzieht, ist er zu nichts verpflichtet. Wenn aber das Kloster nicht weiter sich unser annehmen will oder darf, so soll es die 40 Mark Silber, die wir ihm übergaben, zurückstellen. Auch sollen sie uns beim Tode einer Schwester das vollständige Totenamt abhalten. [1] Im folgenden Jahre, als Zürich wegen der Anhänglichkeit an Kaiser Friedrich II. im Interdikt lag, gestattete der Papst Innocenz V., wie schon vorher der Propstei und der Abtei Zürich, auch den Schwestern dem Gottesdienst beizuwohnen und zwar im Kloster Wettingen oder an andern Orten der Konstanzer Diözese. Die Bulle, vom 26. Oktober 1247 datiert, spricht ausdrücklich von Beginen. [2] Ihr Haus wurde Ende des XIII. Jahrhunderts niedergerissen und es ist wahr-

[1] *Escher* und *Schweizer*, Urkundenbuch der Stadt und Landschaft Zürich 2, 148, Nr. 643.

[2] Filiabus Beghinis, Zürcher Urkunden a. a. O. 185, Nr. 700, Note daselbst: « In zürch. Urkunden steht nie « beghinae », sondern « sorores ».



scheinlich, daß die Beginen in das 1256 gegründete Kloster Selnau übergingen und den Zisterzienser-Orden annahmen. [1]

Nüscheler zählt neun weitere Schwesternhäuser der Stadt Zürich auf. [2] 1314 hausten an den obern Zäunen «die willigen armen Frauen, die in der Stadt nach ihrem Brod gehen und vor den Häusern betteln.» [3] 1367 erscheinen daselbst «Regulschwestern» und das «Regulhaus» für zehn arme Schwestern. Beim Ketzisthürli wurde 1346 ein Haus gestiftet für sechs Schwestern, die wegen Armut keine Häuser verzinsen mögen, zu lebenslänglicher Wohnung. Johann Bilgeri, genannt der Grimme, machte 1350 eine Stiftung für vierzig ehrbare geistliche Frauen, die willigen Armen, die in seinem Hause wohnhaft sind, das von ihm den Namen Grimmenturm erhielt. 1525 verordnete der Rat die wenigen noch übrigen Schwestern zu denen am Ötenbach und das Haus zur Wohnung des ehemaligen Propsts Brennwald von Embrach. Von 1357 bis 1444 wird ein Schwesternhaus auf Dorf erwähnt; 1366 ein solches in Gassen zwischen Münsterhof und St. Peter, das 1469 abbrannte. Das Schwesternhaus im Niederdorf erhielt Vergabungen in der Zeit von 1377–1430. Ein anderes im Kratz wird 1410–23 erwähnt; eines in der Neustadt 1428, eines hinter dem Lindenhof «arme Töchter», denen 1451 Pfennige gestohlen wurden. Andere Beginenhäuser der Stadt lassen sich nicht sicher nachweisen.

In *Winterthur* und da herum lebten im XIII. Jahrhundert manche geistliche Schwestern. So gab es da eine Vereinigung von Beginen, deren Vorsteherin Williburgis von Hünikon war, die im Jahre 1242 das Kloster St. Katharinental bei Dießenhofen gründete. Im Jahre 1260 anerkannte Bischof Eberhard von Konstanz die in Winterthur niedergelassenen Schwestern als geistlichen Orden nach der Regel des hl. Augustin und verlieh ihnen das Recht frei eine Priorin zu wählen. [4] Ihr Oberer war der Prior der Predigermönche in Zürich, ohne daß sie eigentliche Dominikanerinnen gewesen wären. Sie waren kein geschlossenes Kloster, und die Frauen behielten ihr Sondereigentum und liehen es zinstragend aus. Sie trugen unter schwarzem Mantel weißes Gewand und in der Kirche einen schwarzen Schleier. Im Jahre 1512

[1] Zürch. Urkunden a. a. O. — *Vögelin*, Altes Zürich I, 586, Nr. 383. — *Nüscheler* 3, 473. — *Willi*, Zürcher Taschenbuch 1886, 147.

[2] S. *Vögelin*, Das alte Zürich (1890) 2, 387. — Vgl. daselbst 1, 599, 258, 260, 450, 565, 670.

[3] *Nüscheler* 3, 464.

[4] *K. Hauser*, Die Sammlung in Winterthur (1260–1523). Neujahrsblatt der Stadtbibliothek 1907. — *Nüscheler* 3, 269.

erlangten sie vom Papste Erlaubnis, die Kleidung der Dominikanerinnen in Töß anzunehmen, aber schon nach zehn Jahren löste sich die Sammung, die noch aus fünfzehn Schwestern bestand, auf.

Zu *Veltheim* und Winterthur am Feld wohnten Klausnerinnen, die in einer Jahrzeitstiftung von 1360 bedacht werden. Das gleiche geschah um 1385 den geistlichen Schwestern auf *Heiligenberg* bei Winterthur. [1]

In *Flaach* bei der Pfarrkirche St. Nikolaus sollen sich vor dem XVI. Jahrhundert Schwestern des Predigerordens aufgehalten haben [2]. « Willige, arme Schwestern » finden sich 1378 in *Eglisau* ; bei der Reformation 1528 nur noch zwei. [3] Von den Frauen von *Glattfelden* geschieht 1470 eine einzige flüchtige Erwähnung. [4] Ein Schwesternhaus in *Hasle* bei *Andelfingen*, welches die dritte Regel des hl. Franziskus befolgte, wurde am 17. Oktober 1527 aufgehoben. [5] Zwei Frauenklöster in *Berg* am Irchel erwähnt Waldburger. *Hausen* am Albis hatte etwa seit 1240 ein Schwesternhaus, dessen vier Bewohnerinnen 1274 mit Namen aufgezählt werden. Zu Äugst im benachbarten Mettmenstetten gab es ein Beginenklösterchen ; die Stätte heißt noch heute « im Kloster ». [6]

In *Bern* war die Zahl der Schwesternhäuser so groß, daß es schwer ist, sie richtig auseinanderzuhalten. Vermutlich schon bald nach der Gründung hatten beim untern Tor Beginen sich angesiedelt in dem sogenannten Klösterlein. Wegen Kriegsgefahr bezogen sie ein Haus in der Stadt in der Herrengasse, behielten aber den Namen : Schwestern an der Brücke oder « Graue Schwestern. [7] »

Zu *Brunnadern* stiftete Mechthild von Seedorf 1284 ein Frauenkloster, das aber 1286 den Dominikaner-Orden annahm, 1288 in die Stadt Bern flüchtete, wo es bis zur Reformation fortbestand. Im Jahre 1852 befand sich darin die Freimaurerloge. [8] Der deutsche Orden

[1] *Nüscheler* 2, 272.

[2] *Hauser*, a. a. O. — *Nüscheler*, 2, 273.

[3] *Nüscheler*, 2, 17.

[4] *Nüscheler*, ebenda.

[5] *Waldburger*, Zürcher Taschenb. 1909, 123-124. — *Kirchhofer*, Schaffhauser Jahrbücher 41.

[6] *Egli*, Zürcher Taschenb. 1887, 287. — *Nüscheler*, Geschichtsfr. & 39, 143-144.

[7] *Stammler*, bei *Scherer*, Wiedereinführung des katholischen Kultus 279. — *Tillier*, Geschichte des Freistaates Bern 1, 111. — *Lohner*, Die reformierten Kirchen im Freistaate Bern 25. — *Mone*, Zeitschrift d. Oberrh. 15, 171. — *Pilger* VIII (Eins. 1849) 291.

[8] Pfarrer *K. Howald*, im Berner Taschenbuch für 1852, S. 70-101, gibt eine Abbildung.

welchem auch die Stadtkirche in Bern unterstand, hatte auch weibliche Mitglieder, die eine weiße Kleidung trugen und daher weiße Schwestern hießen. Ihr Haus «im Rüwenthal» wurde 1331 gestiftet, unter Mitwirkung des Leutpriesters Diebold Baselwind. Als 1562 die letzte Schwester gestorben war, wurde das Haus verkauft.[1] Das Jahrzeitbuch des St. Vinzenz-Stifts enthält zahlreiche Namen von Schwestern.[2] Weiße Schwestern wohnten ebenfalls im sogenannten Bröwenhaus an der Junkerngasse. Es zählte zwölf Schwestern, die in geistlichen Angelegenheiten ebenfalls unter dem deutschen Hause standen, und in betreff der Krankenpflege unter der Aufsicht des mindern Spitals. Graue Schwestern gab es im Jordans-Hause, gestiftet 1334 im Hause des Meisters Jordan, des Arztes. Es wurde 1534 dem Schreiber und Komponisten Cosmas Alder verkauft. Das kleinere Beginenhaus in der Kirchgasse wurde dem Reformator Berchtold Haller um 150 Pfund abgetreten.[3] Endlich gab es Schwestern des Dritten-Ordens der Barfüßer im Krattingerhaus an der Herrengasse, welches 1356 Peter von Krattingen ihnen übergab mit der Verpflichtung, täglich fünfzig Pater noster und sieben Ave Maria zu beten und abends und morgens einen Gang über das Grab zu tun. Sie sollen am gleichen Tische essen und in einem Gemach schlafen; keine soll ein eigenes Zimmer haben. Der Stiftungsbrief soll jährlich an der Jahrzeit des Stifters öffentlich abgelesen werden.[4] Das Auftreten Mulbergs gegen die Begharden und Beginen war Ursache, daß viele von diesen von Basel nach Bern kamen, wo viele Häuser von Beginen sich befanden, die Almosen nahmen. Der Rat befahl, daß sie die «Kabesköpf abteten und die Tüchlin haruß hangkten.» Damit war wohl ihre eigentümliche Kopfbedeckung und der Schleier gemeint.[5] Als aber im folgenden Jahre 1405 600 Häuser verbrannten, sahen die Beginen darin eine Strafe Gottes, weil man ihre Kleidung verboten habe. Andere aber meinten, warum hat denn Gott verhängt, daß auch drei Beginenhäuser verbrannt sind?[6] *(Schluss folgt.)*

[1] Berner Taschenb. 41 (1892) 217. — *v. Rodt*, Gesch. d. Stadt Bern 183.
[2] *Lohner*, Die reformierten Kirchen 24.
[3] *Fluri*, Zwingliana II, 217.
[4] *Howald*, a. a. O. 96. — *Lohner*, a. a. O. 25. — *Tillier*, 1, 341.
[5] Schweiz. Idiotik. 3, 412.
[6] *Justinger*, Berner Chronik 193–196.



Alcuni documenti riguardanti il papa Innocenzo undecimo, prima Benedetto Odescalchi di Como

del priore Edoardo Torriani.

La città di Como, insigne per altre glorie religiose e profane, si vanta di essere patria del pontefice Innocenzo undecimo, della nobile famiglia degli Odescalchi ; nonchè patria di origine di un' altro celebre papa, Clemente decimoterzo, il quale sebbene nato a Venezia, è uscito dalla prosapia dei della Torre, di Rezzonico, patrizia di Como, di cui abbondano i documenti negli archivi nostrali.

Ambedue questi papi ebbero una specialità propria che li rese benemeriti della posterità, e li qualificò per uomini apostolici, adatti ai nuovi tempi che intolleranti sovra le magagne di un' epoca passata, ritrovarono in questi successori di Pietro, tutta quella perfettibilità che invano si aspetta fra i monarchi terreni ; voglio dire in Innocenzo la alienazione dal nipotismo, e la resistenza agli arbitrii di un despota coronato, ed in Clemente, la tenace opposizione ai voleri di altri prepotenti, che reclamavano la estinzione della compagnia di Gesù.

Volendo pertanto pubblicare alcuni documenti forse inediti di detto papa Innocenzo, interessanti alcune parrocchie del nostro Ticino, allora dipendenza della diocesi di Como, premetto qualche cenno biografico intorno al medesimo, avvisando alla maggiore possibile brevità.

Benedetto Odescalchi, figlio di Livio, nacque il 16 maggio 1611, nella città di Como, da nobile e chiara famiglia, di cui è parola negli storiografi diocesani e segnatamente in Ballarini, Tatti, Rovelli e Cantù, per tacere di altri che ne discorsero sia prima che dopo l' innalzamento del più glorioso dei Comensi, alla massima dignità dell' ecclesiastica gerarchia.

Le epoche più salienti della vita di questo rinomato e beatissimo papa, si possono cronologicamente riassumere come segue.



L'anno 1611, il 16 maggio, come sopra detto, il vide nascere, nella regina del Lario, in quella città di Como illustre anticamente per i due Plinii, e modernamente per il celebre Volta. La parrocchia di San Benedetto, ora inclusa in quella di San Fedele, lo accolse al sacro fonte; e forse da quella contingenza del nome di detta parrocchia, i suoi genitori lo chiamarono Benedetto. Lo storico Cantù sorvolando al resto, lo dice capitano della milizia urbana; naturalmente dopo aver fatto gli studi di grammatica e lettere umane presso i gesuiti della sua città nativa, come si ricava dalla Continuazione della Vita dei Papi del Platina, e da un'opuscolo che ne ricopia le parole, apparso a Como nell'anno 1880.

Attenendoci a quest'ultimo che riassume le notizie già date da altri, diciamo che l'Odescalchi in giovanissima età si recò a Genova presso uno zio richissimo che esercitava mercatura in quella città. Il Cantù lo porta a Roma alla morte dello zio, da cui aveva ereditato mezzo milione di scudi d'oro, ma l'opuscolo ci fa chiaro che l'Odescalchi da Roma andò a Napoli, e dopo studio conveniente, vi ottenne la laurea in ambo i diritti.

Ritornato nella capitale del cattolicismo vi si fermò.

Entrato in prelatura sotto il pontificato di Urbano ottavo, ebbe l'incarico di esigere i tributi nella provincia marchigiana; poscia fu eletto al governo di Macerata.

Ma il suo principal promotore fu il papa Innocenzo decimo, il quale nell'anno 1645, al 6 marzo, lo pubblicò cardinal diacono del titolo dei Santi Cosma e Damiano, e poco dopo cardinal prete del titolo di Sant'Onofrio, nella quale occasione fu consacrato sacerdote, come si ricava dalle precitate memorie del noto opuscolo. A riconoscenza poi di ciò, quando fu eletto papa, assunse il nome di Innocenzo.

Nell'anno seguente, 1646, lo vediamo cardinale legato di Ferrara dove per la sua inesauribile carità fu chiamato il padre dei poveri.

L'insigne diocesi di Novara lo ebbe suo vescovo nell'anno 1650, e vi rimase circa quattro anni, avendo rinunziato quella sede al monaco benedettino, Giulio Odescalchi, suo fratello.

Portatosi di bel nuovo a Roma, visse al servizio della chiesa altri ventidue anni sotto i pontificati di Alessandro settimo, e dei due Clementi, il nono ed il decimo.

Dicono le memorie del tempo, che già nel conclave da cui sortì eletto Clemente decimo, il cardinale Odescalchi avesse respinta la scelta di sua persona all'onore del pontificato, ciò che non potè impedire



sei anni dopo, cioè il 21 settembre 1676, che egli non venisse innalzato al papato prendendo il nome di Innocenzo undecimo.

Aggiungono le memorie, e lo riporta l'opuscolo citato, che tra i papabili eranvi persone esimie, fra le quali il beato Gregorio Barbarigo, vescovo patavino.

Nei quasi tredici anni del suo pontificato, operò Innocenzo da vero padre della cristianità con gloria cioè, pietà e buon successo, avendo resistito a due formidabili forze ostili, il re di Francia, Luigi decimoquarto, ed il Sultano dei Turchi, che erano intenti ambedue ad abbattere la casa d'Austria, per soverchiare e tiranneggiare poi a loro piacimento.

Col re di Francia, che di nascosto ajutava il Turco ad assalire la cristianità da una parte, mentre esso dall'altra la molestava con guerre continue, ebbe il papa altri dispiaceri grandissimi, cioè l'affare delle regalie, e la vertenza delle franchigie, ciò che gli valse l'inqualificabile persecuzione di quell'orgogliosissimo monarca, che gli usurpò il contado di Avignone, e vennero a luce scandali di vescovi che per troppo essere ligi alla tirannia del despota, coi famosi quattro articoli della chiesa gallicana, amareggiarono col papa tutta la chiesa cattolica.

Col Turco sostenne a vantaggio della cristianità spese e sollecitudini d'ogni genere, ajutando l'Imperatore Leopoldo in quelle famose rivendicazioni, che dopo l'assedio di Vienna felicemente disciolto, si estesero sul regno di Ungheria, sottratto appoco appoco alla schiavitù del barbaro musulmano.

Contemporaneamente anche i Veneziani, d'accordo col papa e l'imperatore, fecero quelle guerre gloriose di Morea e di Dalmazia, che prepararono alla lontana l'abbassamento della mezzaluna, e consolavano il papa dalle disdette cagionategli dal prepotente sovrano della Senna.

Infine però la ragione prevalse alla forza, e se Innocenzo non vide il trionfo completo della sua fermezza nel resistere alla statolatria di Luigi decimoquarto, ed ai pericoli turcheschi, i suoi successori raccolsero però il frutto delle sue opposizioni ai famosi articoli ispirati dal celebre Bossuet, e videro sfumare per sempre il pericolo del maomettismo.

Il papa condannò pure, in sessantotto proposizioni cavate dalle opere di Molinos, la nuova eresia del quietismo, e non diede tregua ai giansenisti, che continuavano a disseminare errori con libri perniciosi ed infetti, che esaminati attentamente furono proscritti ad uno ad uno dalla solerzia e vigilanza del grande pontefice.



Mentre Roma gioiva al ricevere il superbo stendardo dei Turchi, che uno degli eroi della liberazione di Vienna, cioè il re Giovanni di Polonia spediva al papa in segno di riconoscenza per tanti ajuti spirituali e materiali che il medesimo aveva prestato e prestava alla buona causa, e mentre anche nelle terre di missione si travagliava al dilatamento del cristianesimo, il papa trascorreva i suoi giorni nelle opere di pietà e buon governo dello stato, cosìcchè alla sua morte avvenuta ai 12 di agosto, dell' anno 1689, ognuno era così persuaso della di lui santità, che ne fu reclamata la canonizzazione quasi a voce di popolo.

Iniziate pertanto sino dall' anno 1714 tutte le pratiche per la beatificazione di questo esimio pontefice, alla cui buona riuscita s' erano interessate le più alte personalità sia del civile che dell'ecclesiastico ceto, si chiusero nell' anno 1722, essendo stata autorizzata la curia di Como, a raccogliere da testimonii ineceppibili tutto l' occorrente per trasmettersi a Roma. « Ma quale esito se ne ebbe ? » così leggesi in quell' opuscolo più volte citato. Spiace sommamente il dirlo, sopra l' asserzione dell' istoriografo Rovelli, che questa causa di beatificazione attraversata dalle cabale della mondana politica non potè giungere al compimento. Forza è credere adunque, che il rancore dei gallicani, ed i riguardi di non urtare la suscettibilità dei loro patroni, abbia impedito un sì desiderato avvenimento, che era corona di un tanto pontificato.

Ho creduto di premettere questo breve accenno istorico, innanzi di riportare alcuni documenti, che interessano la nostra chiesa ticinese, e specialmente la pieve di Balerna, compreso Mendrisio ; dai quali documenti, il detto papa, allora cardinal vescovo di Novara, risulta investito di due canonicati uno di Bregnano, pieve di Fino, e l'altro di Novazzano, pieve di Balerna, ambedue in diocesi di Como. Altri documenti il toccano da vicino, come sarebbe la registrazione di alcuni battesimi fatti a Mendrisio, e dai quali in qualità di padrini assistettero dei membri della famiglia Odescalchi, recentemente imparentatasi con altra distinta casata di detto borgo. In virtù di questa parentela aggiungerò due lettere di Innocenzo, non ancora papa, all' arciprete di Balerna della suddetta famiglia ; non tacendo che la medesima possiede un ritratto ad olio di naturali dimensioni del detto papa Innocenzo, certamente dei primi anni del suo regno, così ben conservato da sembrar dipinto da poco tempo, mentre è certo che è contemporaneo al protagonista, e dono probabilmente della famiglia Odescalchi.

Documento primo :

Il cardinale Benedetto Odescalchi vescovo di Novara a mezzo del suo procuratore Marco Antonio Odescalchi, prende possesso dei canonicati di Bregnano e Novazzano (diocesi comense), resi vacanti per la morte del rev. sacerdote Aurelio Torriani.

Eccolo « de verbo ad verbum ».

Registratum sub die 27 juni 1652.

Reperitur in abbreviaturis instrumentorum rogatorum per me notarium infrascriptum inter alia adesse instrumentum tenoris sequentis, videlicet.

In nomine Domini.

Millesimo sexcentesimo quinquagesimo secundo, indictione quinta, die Jovis vigesimo septimo mensis junii. Illustrissimus Marcus Antonius Odescalcus civis novocomensis habitans Comi parocchiae Sancti Benedicti intus, uti procurator specialis ad infrascripta Eminentissimi et Reverendissimi Domini Benedicti miseratione divina S. S. Cosme et Damiani S. R. E. diaconus cardinalis Odescalcus, Dei et Sanctae Sedis apostolicae gratia episcopus novariensis, ac Ripariae, Sanctae Julii Gaudianae et plebis comes, nec non Sorisi dominus, constante instrumento michi tradito per dominum Joannem Andream Varonum Scalpham notarium pubblicum Novariae die lune decima septima mensis presentis, tenoris sequentis videlicet.

Reperitur in protocollis instrumentorum receptorum a me notario infrascripto inter cetera esse scriptum, videlicet.

In nomine Domini, anno a nativitate ejusdem Millesimo sexcentesimo quinquagesimo secundo, indictione quinta, die lunae decimo septimo mensis junii, pontificatus reverendissimi in Cristo patris et domini nostri, domini Innocentii divina providentia papae decimi, anno ejus octavo, in insula Sancti Julii novariensis diocesis ac in sala audientiae palatii episcopalis.

Ibique eminentissimus et reverendissimus dominus Benedictus miseratione divina S. S. Cosmae et Damiani S. R. E. diaconus cardinalis Odescalcus, Dei et Sanctae Sedis apostolicae gratia episcopus novariensis ac Ripariae Sancti Juli Gaudianique et plebis comes nec non Soritii dominus etc.

Voluntarie ac alias omni meliori modo, tenore presentium fecit et facit ac constituit ejus certum missum, nuncium, procuratorem et



quidquid melius illustrissimum dominum Marcum Antonium Odescalcum novocomensem, absentem tamquam presentem, specialiter et expresse ad ipsius eminentissimi nomine et pro eo capiendum et adipiscendum realem et actualem possessionem et tenutam canonicatuum locorum Bregnani et Novazzani novocomensis diocesis vacatorum per obitum reverendi Aurelii Torriani, et de quibus idem eminentissimus fuit a Sancta Sede apostolica provisus, ut ex bullis apostolicis superinde expeditis, jurium et pertinentiarum eorundem, faciendumque, quecumque opportuna acta et necessaria superinde in signum verae, realis et adeptae possessionis.

Item et ad jurandum de observandis statutis, et laudabilibus consuetudinibus ad dictos canonicatus pertinentibus, ac quodlibet aliud juramentum licitum et opportunum prestandum in animam et super animam prelibati eminentissimi domini constituendis, prout ipse juravit, et jurat tacto pectore.

Item et ad substituendum unum vel plures procuratores loco sui cum simili seu magis limitata potestate, et substitutos si opus erit revocandum. Generaliter ad omnia et singula in premissis et circa premissa opportuna et necessaria faciendum, dicendum et exercendum, que ipse eminentissimus dominus constituens si presens esset, facere et dicere posset, etiam si talia forent, que mandatum magis specialem exigerent, dans et concedens cum plena libertate, et reservare nolens, promittit.

Michi notario infrascripto pubblicae personae, ratam et firmam habere et tenere, quecumque per dictum dom. procuratorem, missum, seu ab eo substituentem, facienda, dicenda, et exercenda vigore presentis mandati, obbligando, vendendo, et denuo juravit tacto pectore ut supra, et inde per actum ut supra, presentibus testibus illustribus et admodum reverendis dominis Joanne Jacobo Ferrario canonico theologo collegiate ecclesie Sancti Juliani Gaudiani (Gozzano) q. domini Bernardini, et Francisco Rubeo q. domini Bernardi mediolanense pro se ejusdem eminentissimi notis et idoneis.

Subscriptis anteposito signo tabellionatus, ego Joannes Andreas Varronus Scalpha filius q. domini Bernardini ex insula predicti Sancti Julli, notarius pubblicus imperiali auctoritate, nec non collegii Novariae, premissis interfui, ac de eis rogato, extiti, scripsi, ac pro fide signavi cum signo tabellionatus consueto ut michi jure.

Et cum litteris legalitatis tenoris sequentis.

Nos Balthassar Erba, juris utriusque doctor, canonicus cathe-



dralis novocomensis, castellanus et jusdicens Insulae et Ripariae Sancti Julii, tenore presentium, fidem facimus et attestamus premissum dominum Joannem Andream Varronum Scalpham, qui premissis se subscripsit, ac de eis rogatus extitit, fuisse et esse fidum et legalem notarium et tabellem ejusdem instrumentis et scripturis pubblicis modo quo supra subscriptis, plenam hucusque adhibitam fuisse fidem et in dies adhiberi in pred. et extra, in quorum etc.

Ex castro Insulae superdictae Sancti Julii, die decimaseptima Junii millesimi sexcentesimi quinquagesimi secundi.

Signat. Balthassar Erba et sigillatus.

Inscriptus Joannes Prepositus notarius.

Et quatenus opus sit etiam cumpromissionem ratificare in amplissima forma.

Citra et omnibus modo quibus melius potuit.

Fecit et substituit ejusdem eminentissimi et reverendissimi domini cardinalis, certos missos, nuntios et procuratores et quidquid melius, perillustrem et multum reverendum dominum Alexandrum Turrianum, collegiatae loci Balernae comensis diocesis archipresbiterum, et reverendum dominum Carolum Catenatium, ejusdem collegiatae canonicum, et eorum utrunque in solidum.

Ita et quidquid absentes tamquam presentes duraturos per annum seu donec.

Specialiter ad ipsius eminentissimi nomine et pro eo, capiendum et adipiscendum realem et actualem possessionem et tenutam Canonicatus seu Clericatus Novazani dictae Comensis, vacantis per obitum domini Aurelii Turriani, et de quo idem eminentissimus fuit a sancta sede apostolica provisus, ut habetur in suprascripto Instrumento, Jurium et pertinentiarum ejusdem, et in ipsa possessione sic capta, standum et ab ea ejiciendum quoslibet alios illicitos detentores, faciendumque quelibet opportuna acta et necessaria superinde in signum verae, realis adepteque possessionis.

Item ad jurandum de observandis statutis et laudabilibus consuetudinibus ad dictum canonicatum, seu clericatum pertinentibus, prout ex nunc ipse illustrissimus dominus Marcus Antonius in animam et super animam suprascripti eminentissimi domini cardinalis ejus fratris juravit et jurat tacto pectore.

Item ad fructos, redditus seu proventus quoscumque, ad dictum canonicatum seu clericatum quovismodo spectantes tam decursos



quam decurendos presenti instrumento durante exigendum, et de eis solventes quietandum.

Item ad sequestrandum et sequestrata relaxari faciendum.

Item ad recognoscendum quoscumque fictabiles, seu massarios bonorum eidem canonicatui seu clericatui spectare, et in reintentia eos expellendum, et expulsos tenere, bonaque ipsa aliis locandum pro ficto et cum pactis ipsis dominis procuratoribus in solidum ut supra benevisis.

Item ad causas, lites.

In amplissima forma.

et tam ad agentem quam ad deffendentem et generaliter dans promittens, et de predictis.

Actum in aula superiori magna respiciente in viridarium domus habitationis prescripti domini substituentis sitae ut supra.

Testes: Laurentius Scarpa filius q. Leonardi, habitans Comi parochiae Sancti Domnini, et Antonius Paganus filius q. Joannis Petri, habitans Comi, parochiae Sancti Nazarii.

Et pronotarii Baptista Brientina filius q. Thomae, parochiae Sancti Salvatoris Comi foris, Franciscus Artaria filius q. Joannis Mariae, dictae parochiae Sancti Nazarii, et Jacobus Vergus filius q. Baptistae de Cermenato plebis Fini episcopatus Comi, omnes noti.

Ego Joannes Franciscus Piperellus, pubblicus comensis imperiali auctoritate notarius ac causidicus collegiatus, filius q. Joannis Pauli, olim itidem causidici, suprascriptum substitutionis premissorumque omnium instrumentum, rogatum tradidi et in fide subscripsi.

Dal contesto del quale istrumento a rogito Giovanni Francesco Peverelli di Como, si ricava che Marco Antonio Odescalchi parente del cardinale Benedetto, vescovo di Novara, pure Odescalchi, fu incaricato dal medesimo di prendere possesso di due canonicati, cioè Bregnano e Novazzano, e che detto Marco Antonio ha sostituito in suoi procuratori, certamente solo per Novazzano, che era nel dominio dei Signori Svizzeri come allor si chiamavano i nostri padroni, il noto arciprete di Balerna, Alessandro Torriani, ed un suo canonico Carlo Catenazzi.

Ecco pertanto come la parrocchia di Novazzano possa vantarsi meritamente di aver avuto un canonico beneficiato sebbene assente, in persona del celebre papa Innocenzo undecimo.

Un altro documento anteriore, ossia dell'anno 1638, quando

Benedetto Odescalchi si trovava a Genova, è la procura data a suo fratello nob. Nicolao, e da questi passata in sostituzione al nob. Alessandro Torriani di Mendrisio, per la riscossione di un credito verso il nobile Flaminio Bosia, pure di Mendrisio, ed attuale arciprete di Lugano.

È del tenore seguente.

In nomine Domini.

Millesimo sexcentesimo trigesimo octavo, indictione sexta, die Jovis vigesimo secundo mensis aprilis.

Nobilis Nicolaus Odescalchi, civis et habitator Comi, parochia Sancti Benedicti intus, filius q. nobilis Livii, uti procurator ad hec et alia solemniter constitutus, per nobilem Benedictum, ejus fratrem utriusque apparente mandati instrumento rogato per Joannem Franciscum Lavagninum, notarium Genuensem, die decimo mensis maj millesimi sexcentesimi trigesimi sexti, tenoris in calce presentis instrumenti describendi Citra.

Fecit, constituit seu substituit ac facit ejusdem domini Benedicti, certum missum, nuntium et procuratorem, et quidquid aliud, illustrem dominum Alexandrum Turrianum, Mendrisii habitantem, solum et vol. absentem, ac si presentem, duraturum, donec infrascripta omnia erunt adimpleta.

Specialiter et procuratorio nomine prescripti domini Benedicti et pro eo petendum, exigendum, consequendum et habendum, ac recipisse et habuisse.

a multo reverendo domino Flaminio Busia, Lugani archipresbitero, et ab aliis personis per eum in specie in infrascripto instrumento obligatis ad favorem predicti domini Benedicti Odescalchi, fratris sui quascumque pecuniarum, granorum, vini et aliarum.

ipsi domini Benedicto debitas et in fictumque debendas usque ad summam et concurrentem quantitatem ducatorum septuaginta duorum eorumque damnorum, de quibus prescriptus multum reverendus dominus Busia debitor legitur dicti domini Benedicti, causa contenta in instrumento bis tradito per me notarium infrascriptum, die martis vigesimo quarto mensis julii, millesimi sexcentesimi trigesimi quinti proxime preteriti, et pro quibus in specie tenetur obligatus idem dominus Bosia, ac procuratorem irrevocabilem ut in rem propriam constituit dictum dominum Benedictum licet absentem, ad ea quotannis, exigendo, in se retinendo in solutum dicti ejus credito, et donec de eo integre fuisset satisfactus prout latius habetur in dicto obbligationis



instrumento confecto ut supra, de receptisque faciendum quascumque confessiones, fines, liberationes, quietationes et pacta de non petendo usque in perpetuum, in eisque promittendo sub obligatione bonorum dicti domini Benedicti de stando perpetuo tacitum, et faciendo stare tacitam quamlibet aliam personam, omnibus ipsius domini Benedicti propriis expensis, damnis reali confessandorum numerate intervenient.

Item ad jurandum in animam ipsius domini Benedicti, prout ex nunc dictus dominus Nicolaus juravit corporaliter in manibus mei, notarii infrascripti uti pubblicae personae stipullanti, nomine omnium quorum interest, prout dictum missum ut supra constitutum, seu substitutum juratum.

Item ad superinde rogari faciendum omnia opportuna instrumenta cum clausulis, promissionibus, obbligationibus et renuntiis, in similibus apponi solitis, et quoties eisdem procurari ut supra constituti bene visis.

Item ad dictam et omnes alias ipsius domini Benedicti causas lites, et in forma.

Item ad jubendum de stando juris, et domicilium eligendum.

Et generaliter — dans — promittens — et volens — Tenor vero suprascripti mandati talis est videlicet :

In nomine Domini amen. Magnificus Benedictus Odescalchi q. domini Livii, michi notario notus, sponte et omni meliori modo fecit et constituit procuratorem suum et loco suo posuit et ponit magnificum Nicolaum Odescalchi, ejus fratrem Comi residentem, absentem uti presentem specialiter et expresse ad nomen ipsius domini constituentis, et pro eo petendum, habendum, exigendum, recipiendum et recuperandum, seu habuisse et recepisse confitendum a regia ducali camera Mediolani, et quibusvis regiis ministris, thesaurariis, capseriis, deputatis, et aliis quibuscumque quomodolibet tenentibus et obligatis.

Item et in alia qualibet civitate et parte Italiae a quibuscumque aliis thesaurariis, capseriis, deputatis et curam habentibus seu habituris pro quibuscumque introitis, et creditibus ubilibet et in qualibet parte situatis et positis et ut supra, omnes et quoscumque fructus, redditus et introitos preteritos et decursos usquemodo, ac in venturum decurrendos per totum venturum annum millesimum sexcentesimum quadragesimum tantum, suis tamen debitis terminis et temporibus prout solent, et debent exigi omnium et quorumcumque introituum et redditum tam ad vitam quam in perpetuum, quod ipse dominus constituens habet, tenet et possidet cujuscumque summae et quantitatis sint et existant positorum in qualibet situatione tam in civitate et ducatu



Mediolani, quam in alia qualibet Italiae parte, vigore et auctoritate quorumcumque scripturarum tam pubblicarum quam privatarum, et similiter ad quietandum, liberandum et absolvendum fines quietationes et liberationes quascumque faciendum de eo quod habuerit, exegerit et receperit seu habuisse, et recepisse confessus fuerit, jura quelibet specialius cedendum, accollandum et renuntiandum cessionem et cessionarios in sui locum, jus, statum et personam ponendum.

Et pro premissis, scripturas venditorias et opportunas conficiendum et facere et confici rogandum etiam manu quorumvis pubblicorum notariorum cum clausulis opportunis relativis ad solvendum, si quid forent ipsas et unumquemque eorum citari, vocari, cogi, compelli et constringi faciendum per remedia juris opportuna realiter et personaliter in omni curia, loco et foco coram quocumque judice, officio, preside et magistrato ecclesiastico et seculari civili vel criminali, delegato vel subdelegato, et quavis auctoritate fungenti etiam suprema, et coram eis et coram quolibet libellos, petitiones et supplicationes quascumque, dandum et deponendum, et omnes et quoscumque alios actus juridicos, litibus necessarios, et opportunos faciendum, quos causa et opus exigeret et postularet, licentias quascumque tam de suspecto quam expeditas obtinendum et exequi faciendum, detinendum, pignorandum, saxiendum, sequestrandum, carcerandum, et si solverit relaxandum, pignora vendi faciendum in callega seu extra pretium exigendum et quitandum, et demum in predictis et circa ea faciendum ea omnia, que fuerint necessaria et opportuna, quae causa et casus exiget et postulabit et stilus curiae requiret, etiam si talia forent, quae mandare exigerent presenti specialius, et quam superius sit expressum, dans et concedens.

Item ad sustituendum loco sui unum seu plures procuratorem seu procuratores cum simili vel magis limitata potestate et bajlia, eosque revocandum et alios denuo substituendum presenti mandato in suo robore permanente.

Promittens et jurans habere ratum, gratum et volens relevare.

Intercedit subinscripta et obbligatione.

Respuens omni et cuicumque exceptioni.

Et duret toto dicto venturo anno millesimo sexcentesimo quadragesimo tantum et non ultra.

De quibus omnibus per me, Joannem Franciscum Lavagninum notarium actualem, Genuae in scriptorio ressidentem mei notarii infrascripti in plateola retro logiam Bancorum anno a nativitate Domini millesimo sexcentesimo trigesimo sexto indictione tertia secundum



Genuae cursum, die sabbati decima maj in tertiis, presentibus testibus Paulo Submonigo q. Nicolai, et Matheo Rubeo Benedicti ad predicta vocatis et rogatis.

Subscriptum anteposito signo tabelionatus.

Ego Joannes Franciscus Lavagninus q. domini Baptistae, pubblicus januensis auctoritate notarius in premissorum fidem, hic me subscrispi, thabelionatis mei signo apposito.

Et cum litteris legalitatis tenoris sequentis videlicet :

Joannes Augustanus Marlianus, juris utriusque doctor, prothonotarius apostolicus, canonicus ecclesie majoris, et in archiepiscopatu Genuae vicarius generalis, Universis et singulis fidem facimus et attestamus supradictum dominum Joannem Franciscum Lavigninum, qui dictum instrumentum confecit, suaque manu propria subscripsit, ac suo solito tabellionatus signo signavit, fuisse et esse pubblicum, acceptum, et fide dignum notarium venerandi collegii dominorum notariorum Genuae instrumentisque et scripturis pubblicis per eum confectis et subscriptis continuo in juditio et extra, plenam fidem adhibitam fuisse et adhiberi, in eorum fidem.

Datum Genuae in archiepiscopali palatio, die 15 maj 1636.

Subscriptus Joanne Baptista Badarachus, notarius et curiae archiepiscopalis Genuae cancellarius.

Et sigillatus.

Et de predictis.

Actum in studio domus habitationis mei notarii infrascripti, sitae Comi parochia Sancti Nazarii.

Testes : Joannes Paulus Peregrinus, filius q. Thomae, habitans Comi parochia Sancti Dominici et Laurentius Scarpa, filius Leonardi parochiae Sancti Benedicti intus, et pronotarii Joannes Succus, filius q. alterius Joannis, Joannes Gramaticus, filius q. Joannis Baptista, ambo dictae parochiae Sancti Benedicti intus, et Franciscus Vitanus filius q. Dionisii habitans Comi parochia Sancti Jacobi intus, omnes noti.

Ego Joannes Franciscus Piperellus, publicus comensis auctoritate imperiali notarius, filius q. causidici Joannis Baptistae.

Rescriptum substitutionis premissorum et in fidem subscripsi.

(Segue.)





Kleine Beiträge zur schweizerischen Hagiographie.

Von E. A. Stückelberg.

Die nachfolgenden Notizen machen nur den Anspruch, als bescheidene Lesefrüchte gelten zu wollen. Sie möchten aber die Aufmerksamkeit auf zahlreiche Gegenstände der Hagiographie lenken, die für die Forschung nicht gleichgiltig sind.

Daß auch in weiteren Kreisen die kirchliche Kunst als ein Gebiet betrachtet wird, das trotz den Gegenströmungen der Neuzeit Anerkennung fordert, bewies die Einrichtung einer gesonderten Gruppe an der Schweizer. Landesausstellung 1914, die das Werk des Berner Stadtpfarrers gewesen ist.

In jedem Fall zeigen die nachfolgenden Ausführungen, wie vorsichtig man allen hagiographischen Ausführungen in unserem Lande gegenüberzustehen hat, sofern sie von Nichtfachmännern herrühren.

Der hl. Gaudenz von Casaccia.

« Je sais bien qu'il est plus dangereux de dédoubler un saint que d'identifier les homonymes », sagt der erfahrenste Hagiograph Hippolyte Delehaye (Anal. Boll. 1914, p. 368).

Seit Murer (Ausgabe von 1750, p. 52–54) ist bis in die neueste Zeit (Rivista archeologica. Como 1907, p. 185–200) der heilige Bischof Gaudenz von Novara mit dem gleichnamigen Martyrer von Casaccia identifiziert worden.

Dies ist, wie wir schon in den « Mittelalterlichen Heiligen der Schweiz », 1903, (p. 53) annahmen, nicht zutreffend.

Der Graubündner Gaudenz ist ein Lokalheiliger, dessen Name seit dem Mittelalter in vielen rätischen Geschlechtern (z. B. Planta und v. Mont) vorkommt und der mit dem Confessor von Novara nichts zu tun hat. Der steinerne Sarkophag aus spätgotischer Zeit — eine Translation wurde 1514 gestattet — ist heute, freilich in Trümmern, noch in

der zerfallenden Grabkapelle zu Casaccia erhalten. Hier lagen auch die Gebeine des heiligen Martyrers. Der Leichnam des ersten Bischofs von Novara ruht noch in der Gaudentius-Stiftskirche zu Novara (Brusa Novara Sacra 1909, p. 22), wo der Verfasser ihn 1910 und 1913 gesehen hat. Keine Spur von Tradition irgend einer Reliquienzession nach Casaccia ist hier zu finden.

Der hl. Victor von Tomils.

Ein gothisches Schnitzbild des hl. Märtyrers, der dargestellt ist als Priester mit dem Schwert in den Händen, befindet sich als Relief neben dem Hauptheiligen des Bistums Chur, S. Lucius, im rechten Flügel des Altars von Rodels im Domleschg. (Seit 1910 im Basler Histor. Museum.) Eine gemalte Abbildung des Martyriums S. Victors findet sich auf der Vorderseite eines hölzernen Reliquienkastens im Chor der Klosterkirche von Cazis. In der Mitte steht der heilige Priester mit dem Haupt in den Händen, links ein Gebäude (die Victorskapelle von Tomils), rechts ein Baum, hinter dem sich zwei davonlaufende Bauern mit Mistgabeln entfernen.

Ein großer Teil der Gebeine S. Victors ist in einem Glasschrein rechts (südlich) vom Hochaltar der Klosterkirche von Cazis ausgestellt.

Ein Brunnen bei demselben Ort trägt heute noch den Namen des Märtyrers : S. Vetgersbrunnen.

Im Geschlecht derer von Travers wurde seit dem 17. Jahrhundert öfter auf den Namen Victor getauft, mit Hinsicht auf unsern Märtyrer, der in der Nähe des Travers'schen Schlosses Ortenstein fiel.

Zur Literatur ist nachzutragen : Volkstümliches aus Graubünden Bd. II, p. 4–5.

Der hl. Beat von Sankt Beaten.

Kultische Spuren des sog. Schweizerapostels haben sich gefunden zu Beggenried (1598), Beromünster (1640–50), Ober-Aegeri (um 1650), Spiringen (XVII. Jahrh.), Therwil, Ufenau (1792).

Bilder des Heiligen konnten noch verschiedene nachgewiesen werden : bleiernes Pilgerzeichen von S. Beaten, ausgegraben in der Höhle (Original, ähnlich dem Abdruck abg. im Anzeiger für schweizer. Altertumskunde, 1890, Tf. XX,4), Anfang des XV. Jahrhunderts; Glasgemälde auf dem Stauffberg bei Lenzburg (Aargau), erste Hälfte des XV. Jahrh.; Altarflügel (Tafelgemälde) in Sarnen, vermutlich aus



Interlaken, um 1480; Glasgemälde der ehemaligen Sammlung Meyer-Am-Rhyn in Luzern, um 1530, ferner ein Metallrelief am Reliquienschrein zu Bürglen (Uri), 1590.

Der Name Beat wurde in den Familien v. Ramstein, v. Erlach, im Turn, v. Pfirt, v. Waldkirch, v. Wildenberg-Ringk, Zurlauben, v. Chusen, Werdmüller, Hirzel verwendet.

Beatenspiele wurden in Luzern 1615 und 1635 theatıalisch aufgeführt.

Daß die bei den Ausgrabungen in der Beatushöhle gefundenen Knochen unmöglich Reliquien von S. Beat oder seinem Gefährten sein können, bedarf für den Hagiographen keines Nachweises.

Die Literatur wurde durch Bischof Stammler, Hadorn und den Bollandisten H. Moretus (Anal. Bollandiana XXVI, 1907) vermehrt; zuletzt abermals durch Stammler (in Blätter f. bern. Geschichte 1908, p. 36–38) und Scheiwiller (Zeitschr. f. Schweiz. Kirchengesch., V. 21-52).

Der hl. Sulpiz von Ober Balm.

In der Höhlenkapelle von Ober-Balm, südwestlich von Bern, ruhten die Gebeine eines historisch unbekannten, in unbekannter Zeit verstorbenen Einsiedlers. Ein Jahrzeitbuch nennt als Weihungsdatum der Höhlenkapelle das Jahr 1158, und als Consecrator S. Sulpiz; seine Kirche wird seit 1228 erwähnt.

Verehrung. Das Jahrzeitbuch des Berner Münsters verzeichnet Mitte des XIV. Jahrh. das Fest des hl. Sulpiz, als eines Erzbischofs und Patrons von Balm; auch eine Glocke nennt seinen Namen, ferner das Anniversar von Worb. Im Jahr 1462 lag S. Sulpiz « in großer Armut », und da wurden seine Reliquien nach Bern übertragen. Seit 1480 erscheint Sulpiz ab und zu als Vorname in Bern. Der Name Sulpicius- oder Bitzius-Balm weicht seit der Glaubensspaltung der Bezeichnung Ober-Balm. Der Heilige wurde am gleichen Tag wie der heilige Erzbischof von Bourges, mit dem er öfter verwechselt wurde, gefeiert. 17. Jan., 3. Okt., Invention 3. Nov.

Literatur. v. Liebenau in Anzeiger f. schweiz. Altertumskunde 1904/5, Nr. 4; E. Welti in Archiv des Histor. Vereins des Kantons Bern 1908, p. 1–56, letztere Angaben nach obenstehenden richtig zu stellen. Bei einer Neubearbeitung der schweizerischen Heiligen des Mittelalters wäre S. Sulpiz als eine mit S. Beat vergleichbare Erscheinung aufzunehmen.

Der hl. Secundus von Saint-Maurice.

Im Jahre 1517 wird als Gefährte der Märtyrer Moriz, Candid und Victor von Acaunum S. Secundus aufgeführt ; ob damit ein unbekannter und bisher unbenannter Märtyrerleib von Saint-Maurice oder aber der bekannte hl. Secundus von Asti, der Märtyrer von Como oder der von Brescia gemeint ist, vermögen wir nicht zu entscheiden. Das sogenannte hieronymianische Martyrolog verzeichnet über dreißig verschiedene heilige Secundus.

Im Bilde erscheint der Heilige als Krieger und mit dem Kreuz gewappnet und mit einem Streitkolben ausgerüstet ; die Lausanner Chorstuhlschnitzerei mit dem Thebäerbild (ungefähr 1520) ist durch F. Amberger photographiert worden (Titelblatt von Stückelberg. Die schweizer. Heiligen, 1903) und dannach (ohne Quellenangabe) von Scheuber Chorstühle (Heitz, Straßburg 1910) wiedergegeben auf Taf. VII.

Nach Dupraz, La Cathédrale de Lausanne, 1906, p. 156, wurde 1517 eine Kaplanei der hh. Moriz, Secundus, Candid, Victor und ihrer Gefährten im Turm des Doms von Lausanne gestiftet ; ob unser Heiliger schon früher in der Schweiz bekannt war und den mittelalterlichen Heiligen zuzuzählen ist, vermögen wir nicht zu entscheiden. Möglicherweise ist erst anfangs des XVI. Jahrhunderts ein Skelett aus dem Gräberfeld von Acaunum S. Secundus getauft worden.

Der hl. Theodul von Sitten.

Für das Datum einer Translation (vielleicht der Elevation und Canonisation) des nach Sitten verbrachten Leibes von S. Theodor. Bischof von Octodurus ist bedeutsam ein Stoffrest, der als Reliquie des Heiligen in den Basler Domschatz und von da 1835 nach Kloster Mariastein gelangt ist. Der rotgelbe Stoff zeigt ein Kreisornament, in welchem je zwei Adler auf einem stylisierten Baum sitzen ; der runde Rahmen ist mit kleinen Ringen, in denen Punkte konzentrisch schweben, verziert. Die zugehörige Pergamentzedula des XV. Jahrhunderts sagt, der Stoff sei « de cassula, in qua humatus usque ad canonisationem jacuit » (vgl. die photographische Reproduktion in des Verfassers Denkmäler zur Basler Geschichte I, Taf. 12 ; der Stoffrest nach Zeichnung abgebildet in des Verfassers Archäologische Exkursionen, 1905, p. 12).



Kultische Spuren von S. Theodul, die als Nachtrag zu der in des Verfassers Schweizer Heiligen des Mittelalters, 1903, p. 112 mitgeteilten Karte zu verwenden sind, haben sich seither gefunden in: Lausanne (1308), Lowerz (XIV. Jahrh.), Schwyz (1444), Klein-Basel (1508), Bötzberg (1516), Bürglen (Uri, nach 1589), Wylen (Schwyz, um 1600), Inden, Menznau, Ursenbach, Küsnach, Beromünster, Spiringen, Düdingen, Plaffeyen, Praz, Corbières, Cerniat, Ecuvillens, Pont-la-Ville, Longirod, Bosco, Wals-Lugnez, Savien, Trieserberg (Lichtenstein), Aosta (St. Ursenstift).

Zur Literatur ist nachzutragen: Besson, Monasterium Acaunense 1913, p. 72–77 und Caminada Nos Zennos (Mit Abb.).

Die Statue des hl. Bernard von Menthon.

Bilder des im Jahre 1123 kanonisierten heiligen Archidiakons Bernard sind im Wallis und im Piemont sehr häufig; in Inden bei Leukerbad hat der Verfasser ein Beispiel aus dem Oberwallis, in Liddes nicht weniger als drei Statuen, in Aosta ein gothisches Relief notiert. Allgemein verbreitet war ein Wallfahrtsblatt, ein Kupferstich signiert von J. A. S. in Augsburg.

Der Heilige wird dargestellt als Erzdiakon, mit dem Pectorale und dem Stab seiner Würde. In der andern Hand hält er eine Stola, die in eine Kette ausläuft und einen Dämon am Halse fesselt. Auf dieses Abbild des überwundenen Heidentums tritt S. Bernard.

Nun ist ein Exemplar einer solchen häufigen Darstellung, eine rohe Statue aus irgend einer Walliser Alpenkapelle ins Volkskundemuseum nach Basel gelangt. Der Verkäufer aber hat den fehlenden Erzdiakonstab durch einen hölzernen Löffel ersetzt!

So wird die Figur auf einer Tafel des Schweiz. Archivs für Volkskunde 1913 abgebildet.

Der Text dazu aber sagt (p. 122): «Die Gruppe ist als Ganzes durchaus klar: es ist ein Geistlicher» usw. Aus dem unrichtig angefügten Rahmlöffel bezw. Kelle wird dann geschlossen: «Es ist anzunehmen, daß die Gruppe auf einer Alp oder in einer Sennhütte (!) aufgestellt war, um dort das Vieh und den Milchertrag vor bösen Einflüssen zu schützen.»

Daß es sich um eine ganz gewöhnliche Bernardstatue handelt, ist dem Schreiber dieses Textes verborgen; die eingelaufenen Berichtigungen aber hat das «Archiv f. Volksk.» bis jetzt nicht gebracht.



Der hl. Vincenz Ferrer.

Das 1876 entdeckte und von Aug. Bernoulli 1885 veröffentlichte Wandgemälde in der Predigerkirche zu Basel, darstellend die Speise- und Trankvermehrung durch S. Vinzenz Ferrer, bei Vich in Spanien, ist im Sommer 1914 auf Veranlassung des Justizdepartements und mit Aufwendung freiwilliger Spenden durch Maltechniker Paul Gerhardt von Düsseldorf, vom Schmutz befreit und wieder hergestellt worden. Näheres in der N. Z. Z., Nr. 1329. Der Gegenstand des Gemäldes ist eine Speise- und Trankvermehrung (Mehl, bzw. Brot und Wein) wie sie von vielen Heiligen überliefert ist (vgl. Das Wunder Jesu zu Kana, Schnudi Tychon, Uguzo, Homobon; Litt. bei Lucius, Anfänge des Heiligenkults, p. 389).

Das Gemälde stellt durchaus nicht dar, wie im neuesten Jahresberichte des Historischen Museums für 1913 (Basel 1914 p. 7) gesagt wird, die « Speisung und Heilung des St. Dominikus ».

Der hl. Claudius, Abt von Saint-Oyend (Saint-Claude).

Zu den Kultstätten Bossonnens und Stäfis, welche Benzerath aufführt, sind noch beizufügen: Estavannes (Dellion, V, p. 86) 1482, Botterens (a. a. O. II, p. 183) und Freiburg i. Ue.

Der Abt Claudius ist nicht zu verwechseln mit dem römischen Märtyrer gleichen Namens, der unter den quattro Coronati auftritt.

Durchaus irrtümlich ist die Bezeichnung « Papst », die ihm bei Benzerath (Kirchenpatrone der alten Diözese Lausanne p. 181) beigelegt wird; ein Papst namens Claudius existiert nicht.

Das Bild der hl. Notburga Vidua.

Im Schweizer. Archiv für Volkskunde (XII, 1908, p. 196) ist ein Altargemälde der Barockzeit nach einer Durchzeichnung abgebildet; fügen wir bei, daß das Original seither durch Schenkung in Besitz des erzbischöflichen Diözesanmuseums in Freiburg i. Br., wo der Grundstock zu einer hagiographischen Sammlung gelegt ist, übergegangen. Daselbst befindet sich bereits eine vortreffliche spätgotische Holzstatue S. Notburgas und eine bemalte Kirchenfahne mit der Darstellung dieser klettgauischen Landesheiligen, Bilder von äusserster Seltenheit.



Der badische Märtyrer S. Landelin.

In St. Gallen liegt ein außerordentlich seltener Holzschnitt aus der ersten Hälfte des XVI. Jahrhunderts. Es ist ein Wallfahrtsblatt von Nonnenweiler im Großherzogtum Baden und stellt dar die Findung des Leichnams und des losgetrennten Hauptes, daneben den Sarkophag und Brunnen des Heiligen « Lendlin », wie die gotische Minuskelbeischrift sagt, und einige Wallfahrer.

Abgebildet ist das interessante Dokument in der Heitz'schen Publikation « Kolorirte Frühdrucke aus der Stiftsbibliothek St. Gallen. Nr. 22 ».

Der Text verwechselt aber den Heiligen mit dem Bekenner Wendelin, dem Hirten- und Viehpatron.

Der badische hl. Landelin ist wohl zu unterscheiden von dem gleichnamigen belgischen Heiligen, über welchen zu vgl. J. B. Dufau, Hagiographie Belge I p. 189 suiv. Kein Exemplar des sog. hieronymianischen Martyrologs enthält einen heiligen Landelin ; nach der Topographie des Saints (Paris 1703) p. 158 wäre der belgische zu Crépin begrabene L. 686 gestorben, während der badische, zu Ettenheim ruhende L. als vor 734 getötet gilt. (Sauer Anf. p. 45.) Sein Hauptreliquiar von 1506 mit der Darstellung des geköpften Leichnams auf dem Pektoral ist abgebildet bei Kraus, Kunstdenkmäler. Tf. XIX, Text dazu p. 254.

Das Antependium des S. Annenaltars aus der Basler Münstergruft.

Auf Seite 1 der offiziellen Führer, herausgegeben von der Verwaltung des Museums (Historisches Museum Basel) steht zu lesen (Drucke von 1899 und 1906 liegen mir vor) : « Anbetung der Jungfrau Maria durch den Bischof Heinrich von Isny, ca. 1300, aus einer Basler Kirche. »

Tatsächlich handelt es sich um ein Antependium aus rotem Sandstein mit drei Gruppen in Relief, darstellend die heilige Sippe, drei Mütter, in deren Mitte *S. Anna* selbdritt, d. h. die Mutter Anna mit ihrer Tochter Maria, diese mit ihrem Sohn dem Heiland. Vor jeder Gruppe ist ein geistlicher Stifter knieend, in verschiedenem Gewand dargestellt. Keiner ist ein Bischof, dagegen ist das Almuceum der Domherren noch deutlich erkennbar.



Zum Andenken an die im Basler Münster bestattete Königin Anna wurde in der Gruft ein Annenaltar gestiftet ; von diesem Altar, dessen Nische und Kredenz noch erhalten ist, stammt unser Vorderblatt, das als « Anbetung der Jungfrau Maria » ausgegeben wird.

Die Vincentiustafel in Basel.

Jedem Kunsthistoriker ist die berühmte Sandsteintafel mit der Darstellung der Passion des h. Märtyrers Vincentius bekannt.

Sie galt allgemein als romanische Arbeit und wurde demgemäß bald ins XI. bald ins XII. Jahrhundert datiert.

1907 wurden sie erstmals mit antiken und karolingischen Denkmälern in Verbindung gebracht und der spätkarolingischen Zeit zugeteilt ; auch erfolgte damals erstmals eine getreue Detailabbildung. (Vgl. Denkmäler zur Basler Geschichte, Tafel VIII und Text dazu.)

Nach dem Sitzungsbericht der kunstgeschichtlichen Gesellschaft zu Berlin IV hat sich nun auch Dr. E. Cohn-Wiener 1912 zur Ansicht bekannt, die Basler Tafeln (auch die Aposteltafel) seien Karolingischen Ursprungs ; er datiert sie ins IX. Jahrhundert. (Vgl. M. Wackernagel in Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde XII, p. 64.

Das Sindon von Lirey-Chambéry-Turin.

Bei Anlaß seiner feierlichen Ausstellung im Jahre 1898 wurde das berühmteste von den Grabtüchern des Herrn Tag und Nacht beleuchtet. Dies geschah durch einen Basler, der die elektrischen Vorrichtungen leitete. So sind genaue Aufzeichnungen und Pläne über diese Feier nach Basel gelangt.

Infolge dieser Ausstellung entstand eine überreiche Literatur über das Sindon von Turin ; Tagesschriftsteller, Chemiker, wie Dr. Vignon, Historiker, Theologen, Hagiographen, Archäologen griffen zur Feder.

Anfangs ein Andachtsgegenstand, ist die Abbildung des Leichnams Christi auf dem Sindon mit der Zeit als Reliquie betrachtet, und zwar als wichtigstes Heiltum des Savoyischen Hauses in Chambéry, später (1578) in Turin gezeigt worden ; näheres bei Wetzer u. Welte XI, p. 3[illegible]

Wie die Abschiede (Regest. 450 id. Vf. G. d. Rel. I p. 88) melden, wurde das Bild 1513 feierlich den Gesandten der Eidgenossen vorgewiesen. Eine Erinnerung an eine solche Zeigung bietet die im untern Viertel leider verflickte Glasscheibe von Pérolles, auf der zwei Bischöfe



und drei Diakone das Tuch halten. (Abg. Meisterwerke schweiz. Glasmalerei, Tf. XXVI; Anzeiger für schweiz. Altertumskunde 1914, Tf. XIII).

Diesem Sudarium wurde in Stäfis 1522 eine Kapelle geweiht. (Dellion, Dict. V, 155.)

Carl Borromäus wallfahrtete dreimal nach Turin zur Verehrung der Reliquie ; einer seiner Diözesanen, ein Ingenieur, ließ das Sindone an die Fassade seines Hauses zu Rovio malen (vidi 1910). Im XVIII. Jahrhundert entstand die Abbildung des Tuches im Museum von Freiburg i. Ue., ferner ein Kupferstich von Giuseppe Cattarolo (25.5 × 39 cm) auf Seide und ein noch größerer von J. Carol Allet (45.6 × 63.5 cm.) in der Sammlung des Verf. Die Kapelle des Sudarium ist abgebildet bei Kuhn, Kunstgeschichte, Fig. 1429 (p. 861).

Es ist deshalb unzutreffend, wenn im Anzeiger für schweiz. Altertumskunde 1914 p. 49 gesagt wird, daß die Darstellung der Scheibe von Pérolles « sich nur auf das St. Sudario von *Besançon* beziehen kann. »

Die acaunensische Reliquienhülle.

Schon Semper (Der Styl I. 1860) hat ein Fragment grünen Seidenstoffs aus Sitten abgebildet (p. 192) und besprochen (p. 153), auf dem eine Nayade auf einem Seeungeheuer dargestellt ist ; weitere Fragmente vom selben Stoff, ebenfalls ursprünglich aus Acaunum herrührend (jetzt in Berlin) sind 1903 und 1904 veröffentlicht und photomechanisch abgebildet in des Verfassers Schweizer Heiligen des Mittelalters, p. 85, und christliche Altertumskunde, p. 75 und 76. Das Gewebe ist heidnischen Ursprungs und wurde in altchristlicher Zeit als Reliquienhülle verwendet; am Gegenstand der Bilder nahm man damals keinen Anstoß. « Meerungeheure, Delphine, Tritonen, Nereiden .... gehören in die Kategorie, die auch Tertullian als simplex ornamentum von heidnischen Bildern unterscheidet » (Kraus, Geschichte der christl. Kunst I, p. 213).

Im schweizer. Landesmuseum ist der von Semper publizierte Rest als « X. Jahrhundert » bezeichnet.

Unsere drei acaunensischen Reliquienhüllen sind zu vergleichen mit den Seidenresten des Julianusgrabes zu Rimini (abg. Jahrbuch des k. deutschen archäol. Instituts 1912, p. 273).

In jedem Fall bilden diese Stoffe, gleich dem Rest des Grabgewandes von S. Theodul, eine Ergänzung zu Bessons Prachtwerk Antiquités du Valais.



Die Basler Reliquien zu Mariastein.

Im Jahre 1903 wurden die Originalzedulae der Basler Münsterreliquien mit Aufschriften des XI. bis XVI. Jahrhunderts wieder entdeckt. Sie wurden in der Tagespresse, im « Hochland », im « Basler Münsterführer » und anderwärts besprochen, sämtlich photographiert. — Die Platten, als Eigentum der historischen Gesellschaft, liegen im Basler Staatsarchiv — und sind 1907 teilweise veröffentlicht (Tf. XII der Denkmäler zur Basler Geschichte und zugehöriger Text).

Die auf die Verbringung der Reliquien nach Mariastein bezügliche Urkunde von 1835 war schon 1902 in des Verfassers Geschichte der Reliquien I, p. 283, als Regest mitgeteilt worden. Von einer Veröffentlichung in extenso wurde abgesehen, erstens weil die mittelalterlichen Originalpergamente noch erhalten waren und zweitens, weil das Verzeichnis der Reliquien von 1835 fehlerhaft ist.

Gleichwohl wurde dasselbe 1911 von der Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde S. 186-195 unter Ignorierung sämtlicher oben mitgeteilten Tatsachen und Veröffentlichungen in extenso gebracht.

Das Bild einer S. Jakobsbruderschaft.

Aus allen Teilen der heutigen Schweiz pilgerte man im XV., XVI. und XVII. Jahrhundert häufig nach dem Grab des hl. Jacob, Santiago di Compostela. Nach Hause zurückgekehrt, stifteten die Santiagofahrer Altäre, Kapellen, Bilder, Bruderschaften. Näheres darüber ist im Archiv für Volkskunde 1905 bis 1910 von Dionys Imesch, Gottfr. Kessler und vom Verfasser mitgeteilt.

Das älteste, vielleicht auch das einzige noch erhaltene Bild einer S. Jakobsbruderschaft aus unsern Landen findet sich auf einem westschweizerischen Glasgemälde zu Aeschi. Dasselbe zeigt ein Bild des h. Jakob, zu dessen Füßen neun Erwachsene, teilweise mit dem Abzeichen der Pilgerfahrt versehen, knien. Die drei mit Pilgerzeichen versehenen Betenden sind als Mitglieder der Bruderschaft anzusehen, welche die Fahrt nach Santiago bereits hinter sich haben.

Die geschilderten Figuren auf eine Familie, speziell auf die Ahnen und Angehörigen des Hans Beat von Scharnachtal zu beziehen (wie dies im Anzeiger für schweiz. Altertumskunde, 1914, p. 146–147 geschieht), ist kein Grund vorhanden. Eine gute Abbildung der Scheibe a. a. O. Tf. XXII*a*. Handelte es sich bei unserm Gruppenbild um eine Familie, so würden Kinder dabei nicht fehlen.



SUPPLÉMENT

au Catalogue des Prieurs et Recteurs des chartreuses de La Valsainte et de La Part-Dieu

Par Dom A. COURTRAY

La publication du *Catalogue des Prieurs et Recteurs des chartreuses de La Valsainte et de La Part-Dieu* à peine terminée dans la *Revue d'histoire ecclésiastique suisse* de 1913, Dom Palémon Bastin retrouvait dans ses papiers une note ainsi conçue : « Suivant l'*Inventaire sommaire* imprimé *des archives de la Côte-d'Or, à Dijon*, tome III de la série B, chambre des comptes, le n° B. 7736 renferme les comptes de la seigneurie de Corbières de 1390 à 1395. Le sommaire très court mentionne 25 livres de Lausanne payées annuellement à Frère Rodolphe de Condamine, recteur de l'Ordre des chartreux de Vaux-Sainte. Sont encore des comptes de Corbières au même dépôt : B. 7737 (1412-1417), — B. 7738 (1418-1420), — B. 7739 (1421-1427), — B. 7740 (1428-1429), — B. 7741 (1432-1440). »

C'était une révélation, non seulement parce que Rodolphe de Condamine ne paraît pas dans le catalogue imprimé des prieurs et recteurs de La Valsainte, mais encore parce qu'il donnait à penser que, comme il s'agissait du paiement d'une rente annuelle, chacun des autres comptes de Corbières pouvait recéler un nom de prieur ou de recteur. Qui aurait jamais cru découvrir et des comptes de la seigneurie de Corbières et des noms de supérieurs de La Valsainte aux archives de la Côte-d'Or, à Dijon ?

Ce n'était pas tout. La rente annuelle de 25 livres lausannoises, dont il s'agissait, est bien connue par les archives cantonales de Fribourg, fonds de La Valsainte, n. 3 et 4. Elle a été donnée à cette chartreuse par Isabelle de Chalon, femme de Louis II de Savoie, sire de Vaud. Le premier acte qui la concerne, de juillet 1335, dit 30 livres tournoises, et l'assigne sur la recette des salines de Salins, en Franche-



Comté. Jean de Chalon, neveu d'Isabelle, devait la solder. Par le même acte, la bienfaitrice donnait de plus à La Valsainte 3 muids de vin à prendre chaque année sur ses vignes de Dignens (aujourd'hui Denens), près de Morges.

Les chartreux de La Valsainte étaient trop éloignés de Salins pour toucher commodément la rente des 30 livres tournoises. Après une expérience de vingt ans, le 5 janvier 1355 (n. st.), Isabelle de Chalon, ayant égard à la difficulté, transporta cette rente, transformée désormais en 25 livres lausannoises, sur des revenus de Vuadens, dans le pays de Vaud, près de Bulle. Elle ne cessa d'y être acquittée jusqu'en 1635. L'État de Fribourg, sous la domination de qui se trouvait alors Vuadens, la racheta le 10 juin 1640.

Vuadens, comme le porte l'acte de transfert, faisait partie, en 1355, et depuis son acquisition par Louis II de Savoie, le 21 juillet 1317, de la châtellenie de Vaulruz. Il en fut détaché par Amédée VI, comte de Savoie, le 11 mai 1379, pour être remis en gage à Jean de La Tour-Châtillon avec la seigneurie de Corbières [1]. Dès lors, jusqu'en 1798, il ne cessa d'appartenir à cette seigneurie, point d'histoire qui ne semble pas avoir encore été élucidé par les écrivains fribourgeois.

M. l'abbé Peissard n'en parle pas dans son *Histoire de la seigneurie et du bailliage de Corbières* (t. IX des *Archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg*, Fribourg, Fragnière, 1911).

Kuenlin (*Dictionnaire géographique, statistique et historique du canton de Fribourg*, Fribourg, 1832, t. II, p. 427) écrit : « Avant l'année 1798 le village de Vuadens était du bailliage de Corbières ; mais d'ancienne date jusqu'au XIVme siècle il appartenait à l'abbaye de Saint-Maurice en Valais, qui l'échangea à Louis de Savoie, baron de Vaud, contre le village d'Auboranges. Plus tard, il parvint aux comtes de Gruyères et aux barons de Corbières, et enfin à l'État de Fribourg. » On voit qu'il ne connaissait pas le moment précis où cette commune fut rattachée à la seigneurie de Corbières ; et il ferait croire que les comtes de Gruyère l'ont possédée avant les sires de Corbières, quand c'est précisément parce qu'elle appartenait à ces derniers qu'elle parvint avec leur seigneurie aux comtes de Gruyère.

Le Père Apollinaire Dellion, ou son continuateur l'abbé Porchel, n'est pas plus heureux lorsque, après avoir relaté l'achat de Vuadens en 1317, par le sire de Vaud, il ajoute, p. 144, t. XII du *Dictionnaire*

[1] *Mém. et Doc. de la Soc. d'hist. de la Suisse rom.*, t. XXXVII, p. 163.



historique et statistique des paroisses catholiques du canton de Fribourg (Fribourg, Imprimerie Saint-Paul, 1902) : « Un siècle plus tard Vuadens fut réuni au mandement de Corbières. »

Non, ce n'est pas au XVme siècle, c'est à partir du 11 mai 1379 que Vuadens fut définitivement réuni à la seigneurie de Corbières jusqu'à la Révolution.

En voici deux raisons péremptoires. Quand, en juin 1390, Antoine de La Tour-Châtillon, successeur de son frère Jean, rendit la seigneurie de Corbières au comte de Savoie [1], celui-ci avait vendu la seigneurie de Vaulruz, le 10 mai 1387, aux frères Jacques et Antoine Champion, dont les descendants la gardèrent jusqu'au 12 mars 1538, date à laquelle ils la cédèrent à Fribourg [2]. Vuadens, donc, à moins d'être acheté par les Champion après le mois de juin 1390, ce qu'on ne voit pas avoir été fait, ne put à cette époque être incorporé de nouveau à la seigneurie de Vaulruz.

La seconde raison, plus décisive encore, est que, à partir de 1379, les comptes de la seigneurie de Corbières comprennent toujours ceux du village de Vuadens.

Ceci nous ramène à la rente due à La Valsainte, ou plutôt tout ce qui précède n'a été exposé que pour dire pourquoi on trouve cette rente dans les comptes de Corbières.

Et, s'il y a des comptes de cette seigneurie aux archives départementales de la Côte-d'Or, à Dijon, où l'on ne saisit pas le motif pour lequel ils y ont été déposés, à plus forte raison doit-il y en avoir, non seulement de Corbières, mais encore des autres châtellenies du pays de Vaud qui ont appartenu à la maison de Savoie, aux archives de l'État à Turin, où l'on doit trouver mentionnées, avec des noms de prieurs, les deux rentes des 25 livres lausannoises et des 3 muids de vin cédées à La Valsainte par Isabelle de Chalon ?

Telle est la question qui se posait naturellement après la découverte de Dijon.

En effet, les dites archives de Turin, 3me section, renferment les comptes de la châtellenie de Vaulruz depuis 1358, un an avant le rachat du pays de Vaud par le comte de Savoie à Catherine, fille de Louis II. En 1375, la seigneurie de Corbières ayant été reprise à son tour par

[1] *Mém. et Doc. de la Soc. d'hist. de la Suisse rom.*, t. XXXVII, p. 371. Peissard, *op. cit.*, 440-441.

[2] Kuenlin, *op. cit.*, t. II, p. 402. Dellion, *op. cit.*, t. XII, p. 5 et 6.



le même comte, d'Isabelle femme d'Aymon de Corbières et des sires de Grandmont, elle eut comme châtelain celui de Vaulruz qui ne fit qu'un compte, chaque année, des deux châtellenies jusqu'en 1379. A partir de là jusqu'en 1454, les comptes de Corbières ne sont plus qu'intermittents à Turin, et spécialement on n'y trouve pas ceux du XVme siècle qui sont à Dijon. La seigneurie de Corbières, y compris Vuadens, ayant été vendue au comte de Gruyère en 1454, il n'est plus alors nulle part question de ses comptes.

La rente des 3 muids de vin fut servie, nous l'avons dit, à Dignens d'abord, puis pour la même raison d'éloignement qui avait fait transférer la rente en argent de Salins à Vaulruz, elle fut assignée sur les vignes de Vevey, vers 1363, par le comte Amédée VI. Or, sont à Turin les comptes de Morges-Dignens depuis l'acquisition du pays de Vaud par ce comte en 1359, et ceux de Vevey, mais avec des lacunes, de 1288 à 1485, plus un fragment de 1496. Vevey n'avait pas été aliéné à la branche cadette savoyarde des sires de Vaud.

Il s'agissait d'explorer ces documents. A Turin, M. le comte Louis de Collegno voulut bien s'en charger avec la plus grande complaisance. A Dijon, M. l'archiviste départemental fit gracieusement accomplir la besogne par un de ses aides. Qu'ils reçoivent ici tous deux l'expression de notre profonde reconnaissance.

Avant de produire le résultat de ces recherches, il faut donner quelques explications.

L'*Introduction* du *Catalogue des Prieurs et Recteurs* disait qu'il restait des lacunes à combler surtout pour les XIVme et XVme siècles. Nous sommes donc en mesure d'en combler quelques-unes en ce qui concerne La Valsainte.

Il y a deux erreurs dans l'*Inventaire* imprimé des archives de la Côte-d'Or : D'abord le n° B. 7736 ne contient pas les comptes de 1390 à 1395, comme il le porte, mais le compte de 1390-1391, et le compte de 1385 à 1386, semble-t-il du moins, ainsi qu'il sera exposé à cette date. Ensuite le n° B. 7738 ne comprend pas seulement les comptes de 1418-1420 (1421, plus exactement) ; il comprend en plus le compte du 3 février 1409 au 8 mars 1410.

La rente tant des 25 livres que des 3 muids de vin n'était livrée que sur la présentation de la charte de donation et contre quittance datée, signée d'un notaire public, désignant ordinairement le prieur au nom de qui elle était libellée. Cela semble donc donner toute garantie d'authenticité aux noms inscrits dans les comptes, lesquels repro-



duisent souvent, en outre, la date particulière de la quittance et le nom du notaire qui l'a rédigée. Cela semble, disons-nous, donner toute garantie, car on peut se demander si parfois les châtelains n'ont pas pris le mot procureur, écrit en abrégé, pour celui de prieur. Mais, comme il n'y a aucun moyen de contrôle, les quittances n'ayant point été conservées, il faut s'en tenir à ce que les châtelains ont consigné.

La cour de Chambéry, où les comptes étaient examinés, et les châtelains qui les rendaient, employaient, pour dater, le style natal. On remarque, au contraire, que la quittance des chartreux était souvent datée en style de l'Incarnation, surtout à Corbières, selon l'usage du diocèse de Lausanne. Il doit être tenu compte de cette différence, et les dates seront toutes réduites en style moderne, autant qu'il sera possible, avec l'indication n. st., chaque fois que cela aura lieu.

La date seule de la quittance sera donnée, chaque fois qu'elle est dans le compte, et non celle du compte, pour moins de complication. Lorsque la date de la quittance n'y est pas, nous fournirons celle du compte, ou une date serrant de plus près l'époque à laquelle la livraison aux chartreux a été effectuée. L'échéance de la rente des 25 livres était la Saint-André, le 30 novembre. Il est très rare qu'on la soldât ce jour-là ; c'était le plus souvent après, et même avec plusieurs mois de retard. Si le compte part d'une date antérieure au 30 novembre, on est sûr cependant que ce n'est pas avant la Saint-André que la rente a été payée. L'échéance de la rente des 3 muids de vin tombait à la Saint-Martin, le 11 novembre. On la devançait parfois de quelques semaines, sitôt la vendange terminée.

Nous donnons non seulement les noms des prieurs nouvellement découverts, dont l'article sera précédé d'un astérisque pour les distinguer des autres, mais aussi toutes les mentions relatives à ceux déjà nommés, qu'elles soient, ou non, propres à modifier les dates des priorats. Elles serviront à augmenter le nombre de preuves déjà apportées.

Aux découvertes de Turin et de Dijon seront joints quelques détails, extraits d'autres sources depuis la publication du *Catalogue*.

Pour ne pas avoir à répéter chaque fois en entier le titre des différents comptes et de leur dépôt, V signifiera les comptes de Vevey, — Vz, les comptes de Vaulruz, — M, de Morges, — C. T, de Corbières, tous à Turin ; — C. D, les comptes de Corbières à Dijon.

Excepté pour les deux premières additions, la chronologie marquera suffisamment la place qui reviendra à chaque nouvelle mention



dans le *Catalogue* déjà publié, sans avoir besoin d'indiquer de plus la page où elle doit être intercalée.

Enfin, comme dans le *Catalogue*, les dates extrêmes de chaque priorat sont imprimées en caractères gras [1].

A l'*Introduction*, ajouter, p. 42 (8 du tirage à part), dans le bas. — Dom Hugues Buat était coadjuteur à la Valsainte le 3 décembre 1637 (Arch. cant. Frib., fonds de la Vals., l. 28 et 37, accord avec Hauteville).

I. Prieurs et Recteurs de La Valsainte.

Jacques de Fribourg, p. 48 (14 du tirage à part), à la 10me ligne. — Dom Zoël Giraudier, qui attribue une si grande autorité au *Manuscrit de Chartreuse*, lorsqu'il traite de *Jacques de Vevey*, parce qu'il veut avec ce *Manuscrit* que ce personnage ait été prieur de La Valsainte, écrit, page 302, à propos de cet ouvrage : « La confusion y apparait

[1] Châtelains de Corbières, d'après les comptes de cette châtellenie à Turin et à Dijon, entre 1375 et 1454 : Jean de Saint-Cierge, 17 sept. 1375-11 mai 1379 ; Jean Souter (Souteir, Sauter, Soulter, Sautier, Salter), de Corbières, donzel, 30 nov. 1385-30 nov. 1386, 24 juillet 1390-4 sept. 1391 ; Yanni de Prez, donzel, 4 sept. 1391-22 juillet 1394 ; Jean Souter, de Corbières, donzel, 22 juillet 1394-26 juin 1395 ; Rodolphe Vionet, de Moudon, donzel, 26 juin 1395-21 fév. 1403 ; Jean de Châtel-Saint-Denis, 21 fév.-19 mars 1403 ; Girard d'Estavayer, chevalier, 19 mars 1403-1 déc. 1406 ; Étienne de Lavigny, écuyer, 3 fév. 1409-15 fév. 1444 ; Mermet Christine, procureur de Vaud, 15 fév. 1444-15 mars 1454 (et peut-être jusqu'au 11 août, jour de la vente de Corbières au comte de Gruyère). Il n'est pas question d'Humbert de Rovéréa, et il n'y a pas place pour lui de 1411 à 1412, comme M. l'abbé Peissard l'a mis dans sa liste, *op. cit.*, p. 565, dans laquelle l'auteur a oublié Jean Souter (Salter) en 1395, qu'il cite pourtant à cette date, page 444. Voici encore pour compléter cette liste des châtelains : Jean Souter, 1386 (Daguet, *Courses historiques*, fol. 98, d'après le général de Castella, *Généalogie de la maison de Corbières*, ms. à M. Max de Diesbach) ; Girard d'Estavayer, 1407 (*Mémorial de Fribourg*, II, 160), 1408 (Daguet, *op.* et *loc. cit.*, qui dit G. d'Estavayer, seigneur de Cugy) ; Aymonet Estius, donzel, procureur de Vaud, secrétaire ducal, 23 juin 1463, 11 mai 1464 (Arch. cant. Frib., fonds de la Vals., g. 25 et 26) ; Antoine de Gruyère, sire d'Aigremont, 5 juin 1473 (Gremaud, à Corbières, dans ses mss., d'après Castella *op. cit.*) ; Pierre Poncer, notaire, 26 juin 1475, 25 fév. et 4 juin 1495 (*Mém. et Doc. de la Soc. d'hist. de la Suisse rom.*, XXIII, 680 et 513) ; André de Gruyère-Aigremont, 1516 (Castella, *op. cit.*) ; Guillaume de Gruyère-Aigremont, bâtard d'Antoine, 1522, 1535 (*Ibid.*) : François Martine, gentilhomme, 1 et 7 mai 1547 (*Mém. et Doc.*, *op. cit.*, XXIII, 600), maître d'hôtel du comte Michel de Gruyère, 1550-1553 (Daguet, *op.* et *loc. cit.*)



trop souvent évidente, l'opposition à nos titres les plus authentiques trop formelle pour que nous puissions ajouter une foi absolue à une rédaction si notoirement défectueuse. C'est en nous basant sur ces règles de sage critique que nous refusons d'insérer pour le moment », en 1491, « au nombre des prieurs de La Valsainte, Dom Pierre Tournier et Dom Mamert Bastard », donnés à cette date par le *Manuscrit de Chartreuse*. Dom Giraudier, reconnaissant les défauts de cet ouvrage, aurait dû les signaler plus haut, et ne pas lui accorder un si grand crédit en parlant de Jacques de Vevey.

Guillaume d'Aubonne (3°), **1343,** 7 mai « *Willelmus dictus de Albona de Viviaco* » (Arch. de La Valsainte, n° 6 des bulles, *Vidimus* de l'official de Lausanne d'une bulle de Jean XXII, datée du 4 juillet 1318). Cette mention confirme pleinement que les priorats sous le nom de Guillaume d'Aubonne sont au nombre de trois, et qu'il s'agit d'un seul et même personnage.

Pierre, entre le 19 juin 1359 et le 25 mai 1360 (livrance des 25 livres lausannoises pour le terme de la Saint-André de 1359, Vz) ; 1361, n. st., 10 janvier (Vz) ; **1361,** 6 nov. (M).

*** Jean Bolat, de Hauteville** (*Bolati de Alto Villari*) **1367,** après le 16 fév. (V) ; 1368, 5 fév., et « die festo beati Silies (?) app(osto)li (?) in mense novembris » (V). Ces deux derniers documents disent simplement « Jean », sans nom de famille. — Jean Greffion n'a donc pas été prieur jusqu'en 1369, comme il est écrit dans le *Catalogue*. On ne sait pas l'année où il a été déposé, mais celui qui l'a été au Chapitre général de **1369** paraît être Jean Bolat. A ce dernier revient la mention du document du 17 septembre 1367 (k, 39), attribuée à Jean Greffion.

Jean Voland (*de Ripis, de Rippis, de Rappis*), **1369,** 2 oct. (V) ; 1370, n. st., 11 janv. (Vz) ; 1370, 18 oct. (V) ; 1372, n. st., 4 janv. (Vz) ; 1372, 20 janv. (V), 13 déc. (Vz). — Les deux derniers comptes appellent simplement le prieur « Jean », sans nom de famille ni de lieu. Le « Jean » de celui du 20 janvier 1372 doit être Jean Voland dont le nom patronymique se trouve encore dans le document du 24 février de la même année (k, 37), cité au *Catalogue*. Pour le « Jean » du compte du 13 décembre on ne peut rien affirmer d'après ce qui va suivre. Jean Voland aurait-il été déposé au Chapitre général de **1372,** au Chapitre général 1373, ou entre temps par les Pères visiteurs ?

* **Jean Bolat** (2°) **1374,** n. st., 2 mars (h, 2). — Sur la foi des listes des prieurs de La Valsainte par Dom Amédée Nas et par Dom Zoël Giraudier, notre *Catalogue* avait fait un seul personnage du prieur cité dans ce document et dans les précédents. Mais les comptes des châtellenies joints aux autres pièces révélant plus haut qu'il s'agit de deux personnes distinctes, nous devons admettre et un priorat de Jean Bolat avant celui de Jean Voland et le retour de Jean Bolat après Jean Voland, le document de 1374 portant par deux fois le nom de « Joannes Bolati, prior ». A quelle date est-il revenu ? Dès 1372 ? On l'ignore, le nom patronymique du prieur « Jean » n'étant pas dans le compte de Vaulruz du 13 décembre de cette année.

Guillaume de la Combe (*de Combaz*), **1375,** 19 nov. (V). — Une liste des prieurs de La Valsainte disposée en tableau à la bibliothèque du monastère, et composée par Dom Bernard Peter, porte bien « de Comba » comme nom de famille de Guillaume, prieur en 1375. L'auteur du tableau a-t-il mis ce nom de famille par simple supposition, d'après ce que disent de Guillaume de la Combe les actes du Chapitre général de 1380, qui ne donnent pas à penser cependant qu'il ait été prieur en 1375, ou d'après un document qui nous est inconnu ? Dom Peter n'a sûrement point connu les comptes des châtellenies, et nous n'avions pas osé le suivre parce que son œuvre est remplie d'inexactitudes et ne renferme aucune preuve. Il est parlé de Guillaume de la Combe à l'article de Guillaume Novelli, 1380, dans le *Catalogue*, mais nous verrons qu'il n'a pas été alors prieur de La Valsainte.

* **Jean,** entre le 30 nov. **1376** et le 29 juin 1377 (C. T.) ; 1378, 6 juillet (C. T) ; entre le 30 nov. 1378 et le 11 mai **1379** (C. T). — Ces documents n'infirment pas encore le priorat incertain de *Garin* en 1379. Ils démontrent au moins avec les précédents que le Guillaume, prieur en 1380, ne l'était pas depuis 1375, résolvant à ce sujet la question posée dans le *Catalogue* à l'article de ce dernier.

Guillaume ou **Mermet Novelli, 1380,** 19 déc. (V) ; 1382, 23 avril et 2 oct. (V). Ces comptes portent uniquement *Mermet*. C'est une raison de plus de croire que Guillaume et Mermet étaient des noms identiques, ainsi que le propose le *Catalogue* à l'article de ce prieur. Mais toutes les autres questions qui y sont posées ne sont pas résolues, excepté

que nous savons désormais, par ce qui va suivre, que Guillaume Novelli n'est pas resté à La Valsainte au delà de **1383.**

* **Jean de Saint-Michel** (de Sancto-Michaelle), **1383,** 24 nov. (V). — Nous savons donc maintenant qui a succédé à Guillaume Novelli, mais nous ne possédons aucun autre renseignement sur Jean de Saint-Michel.

* **Henri, 1384,** 15 oct. (V).

Jean de Riours de la Balme a eu non pas un seul priorat de 1384 à 1390, mais deux, dont le premier est compris entre les années **1384** et **1386,** selon le document rapporté à Henri de Alionoz, qui suit. — Au premier priorat de Jean de Riours doit se rattacher la mention d'un compte de Corbières à Dijon, dans le nº B. 7736, dont les dates données par l'*Inventaire sommaire des archives de la Côte-d'Or* doivent être erronées. Ce compte, d'après lui, serait du 30 novembre 1395 au 30 novembre 1396. Or, à Turin les comptes de Corbières existent sans solution de continuité du 24 juillet 1390 à septembre 1398, et aucun ne porte la date du 30 novembre 1395 au 30 novembre 1396. De plus, dans celui qui se rapproche le plus de cette époque, daté du 26 juin 1395 au 10 juillet 1396, on lit : « Nichil alloquatur hic pro termino festi beati Andree anno Domini millesimo tercentesimo nonagesimo quinto quia non apportavit litteram dicti prioris [de La Valsainte] de recepta. Sed quando apportabit, allocabuntur sibi. » Ceci est rappelé dans le compte suivant (10 juillet 1396-19 février 1397), où le paiement des 25 livres s'est effectué. Enfin, le châtelain qui rend le compte déposé à Dijon, Jean Souteir, n'est pas le même que celui qui rend le compte déposé à Turin, Rodolphe Vionet. Si l'on étudiait ces deux comptes, celui de Dijon, en particulier, on verrait sans aucun doute qu'il n'est pas de 1395-1396, mais de 1385-1386. En conséquence, le paiement des 25 livres, mentionné dans ce compte comme fait à Jean de la Balme (il est ainsi nommé), n'est pas de 1396, mais du 24 juin 1386.

* **Henri de Alionoz, 1386,** 2 novembre (V). — On ne sait rien d'autre de ce prieur, pas même s'il est le même que Henri de 1384.

Jean de Riours de la Balme (2º), eut donc un second priorat de **1386** ou 1387 à **1390** ou 1391.



* **Rodolphe de Condamine** paraît en qualité de recteur de La Valsainte dans le compte de Corbières qui va du 24 juillet 1390 au 14 août 1391. C'est à lui qu'on remet les 25 livres de rente annuelle pour l'échéance du 30 novembre 1390 (C. T et D). La date de la livraison n'y est pas. Comme, d'une part, la livraison ne se faisait pas avant le jour d'échéance, et que, d'autre part, il y eut un prieur nommé au Chapitre général de 1391, tenu entre le 23 et le 29 avril, ces deux indications placent la mention du compte susdit entre le 30 novembre **1390** et le mois de mai **1391,** à moins que, ainsi qu'il a été dit dans le *Catalogue*, le prieur nommé, Aimon des Clets, ne soit pas venu. Rodolphe de Condamine aurait alors continué à exercer pendant quelque temps la charge de recteur, jusqu'à l'élection de Hugues Frisend. En tout cas, ce n'est donc pas celui-ci qui a succédé à Jean de Riours de la Balme, selon la supposition émise dans le *Catalogue*.

Hugues Frisend, 1392, 13 mars (C. T) ; entre le 30 nov. 1392 et le 10 avril 1393 (C. T) ; entre le 30 nov. 1393 et le 10 avril 1394 (C. T) ; 1395, 16 janvier (V), 10 avril (C. T).

Jean de Nantua ou **du Nant** (*dou Nant*), **1397,** n. st., 25 janv. (C. T) ; entre le 19 fév. 1397 et septembre 1398 (C. T).

Jean de Valence, entre le 11 mars **1399** et le 10 février **1400** (C. T). — Par le Chapitre général de 1394 il était nommé vicaire des moniales de La Celle-Roubaud, et le Chapitre général de 1411 annonçait sa mort le disant « monachus, sacerdos et professus domus Vallis benedictionis ». Tous ces documents l'appellent *de Valencia*. Valenez et 1398 doivent être une mauvaise lecture de l'auteur du *Manuscrit de Chartreuse*.

Hugues Frisend (2°), 1402, n. st., 16 janv. (C. T) ; 1402, 25 déc. (V) ; 1403, n. st., 12 fév. (C. T) ; 1405, fév. (V), 6 août (C. T) ; 1406, 25 janvier (V), 6 août (C. T), 17 déc. (Arch. de La Valsainte, n° 10 des bulles, *Vidimus* de l'official de Lausanne d'une bulle de Jean XXII, datée du 4 juillet 1318) ; 1407, 6 janv. (V), 11 juillet (C T), 2 déc. (V) ; 1409, 1 fév. et 20 nov. (V) ; 1410, n. st., 17 fév. (C. D) ; **1410,** 10 nov. (V). — Il n'a donc pas été changé au Chapitre général de 1409, ainsi que l'écrit Dom Zoël Giraudier. Aucun document ne donnant encore un nom de prieur pour les années 1401 et 1404, nous ne pouvons nous

prononcer sur le priorat d'un Dom Michel que Joseph Capus place en 1401 et M. de Mülinen en 1404. Il devient cependant assez improbable. — Les comptes de Vevey, sauf le dernier cité, ne donnent pas Frisend comme nom de famille du prieur Dom Hugues ; ils disent Hugues de Laul..., de Lubot (?), de Lonlyt (ou Lonhit ?), de Lulyt.

Girard de Pampigny, 1411, 3 août (C. D) ; 1412, 4 janv. (V) ; 1412, n. st., 27 janv. (C. D) ; **1412,** 15 déc. (V). — Nous avons vu que Girard de Pampigny a été changé par le Chapitre général de 1412 (au mois de mai). Il se peut que son successeur n'ait pas pu venir de suite et qu'il ait continué à exercer les fonctions de prieur jusqu'à son arrivée.

Jean de Belfort ou **Beaufort, 1412,** 17 déc. (C. D, qui l'appelle Johan de Belfort).

Girard de Pampigny (2°), 1415, 22 mai (C. D), 16 nov. (V) ; **1416,** 2 avril (C. D).

Pierre Berger ou **Bergier,** 1417, 16 janv. (V) ; 1418, n. st., 15 janvier (C. D) ; 1419, n. st., 18 janv. (C. D) ; 1419 et 1420 (C. D) ; 1422, 9 fév. (V), 20 mai (C. D) ; 1423 (V), 12 déc. (C. D) ; 1424, 10 déc. (C. D).

Pierre Panarel, 1427, 11 déc. (C. D). — Le renseignement, qui nous est venu de Dijon, dit Pierre *Bergier*. Ce doit être un lapsus, car en 1427 Pierre Berger était procureur au Reposoir où Pierre Panarel alla le remplacer en **1428** (voir le *Catalogue*).

Pierre Bergier (2°)**, 1428,** 12 août et 30 sept. (V), 30 nov. (C. D).

Guillaume de Marly ou **de Marilley** (*de Malliaco*), **1429** (C. D), 21 nov. (V) ; **1432,** n. st., 14 fév. (V).

François Boulier (*Voleire*), **1432,** 17 nov. (V), 12 déc. (C. D).

*** Jean Vuadens** (*Wadens, Vadini, Vaudini*), **1433,** 14 déc. (C. D).

François Boulier (2°)**, 1433,** 19 déc. (V).

Aymon ou **Aymonet Régalis** ou **Leroyer, 1434,** 23 nov. (V).



* **Jean Vuadens** (2°), **1434,** 14 déc. (C. D). — « Obiit D. Joannes Vadini vicarius domus Saletarum, qui fuit prior Vallissanctæ et Vallis-Sancti-Hugonis, habens anniversarium, 16 aug. » (*Ch. g.* de 1472). — Jean Vuadens fut nommé prieur du Val-Saint-Hugon par le Chapitre général de 1438. Il y resta quelques années. — D'après les comptes de Corbières, François Boulier et Aymon Régalis eurent donc deux priorats à La Valsainte, et Jean Vuadens (appelé Vaudini dans un manuscrit de Le Coulteulx) aurait été remis en charge pour quelque temps à la fin de 1434. C'est assez surprenant, quoique possible.

Aymon ou **Aymonet Régalis** ou **Leroyer** (2°), **1435,** 13 déc. (C. D) ; 1436, 20 mars (V), 14 déc. (C. D) ; 1437, 14 mars (V), 5 déc. (C. D) ; 1438, 8 déc. (C. D) ; 1439, 16 nov. (V), 15 déc. (C. D) ; 1440, 5 déc. (V) ; 1441, 17 déc. (C. T) ; 1442, 3 janv. et 19 mars (V) ; **1444,** 24 fév. (V).

Guillaume Badel (*Badelli*), **1444,** 4 déc. (C. T) ; 1445, n. st., 29 janvier (V) ; **1446,** 9 fév. (V).

Étienne Guy (*Guidonis*), 1447, 24 janv. (V), 17 déc. (C. T) ; 1448, n. st., 6 fév. (V) ; 1449, n. st., 13 mars (C. T) ; 1449, n. st. sans jour indiqué (V) ; 1450, 20 oct. (V), 18 déc. (C. T) ; 1451, 20 janv. (V), 11 décembre (C. T).

Pierre Coffin (*Coffini, Cuffini, Cussini, Cusun, Tuffini*), 1453, n. st., 11 mars (C. T), 3 oct. (V) ; 1454 (C. T) ; 1455 (V) ; 1457, n. st., 10 fév. (V) ; 1458, n. st., 25 fév. (V) ; 1458, 15 déc. (V).

Jean de Montmerle (*de Montemerula*), 1460, n. st., 6 fév. ; **1460,** 30 nov. (V).

Jean Massuyer (*Majucrii*) **1462,** 12 février (V).

Jacques du Frêne (*de Fraxino, de Frassino*) a été nommé prieur de La Valsainte par le Chapitre général de **1462** et on le trouve dans les documents de la chartreuse dès le 9 mars 1463, puis le 23 juin. Or on n'est pas peu surpris de lire dans les comptes de Vevey, à Turin, qu'une quittance a été délivrée le 3 juin de cette année au nom de « *Johannis Diderii* » prieur de La Valsainte ! Ne serait-ce pas le cas de croire que ce personnage était plutôt procureur ? Il n'en est plus



question dans les comptes des années suivantes où c'est Jacques du Frêne qui paraît comme dans les titres du monastère : 1464, 20 déc. ; 1466, 26 fév. ; 1469, 1er mars (V), etc.

Anselme Uldry, 1529-1535, était simple religieux à La Valsainte le 28 novembre 1521 (Arch. cant. Frib., fonds de La Vals., b. 9).

Jacques-Antoine Fracheboud du Four, 1563-1601. « A Fr. Jacques Du fort en allant querre sa messe, » c'est-à-dire recevoir l'ordination sacerdotale, « pour sa dépense 8 florins. » (Arch. cant. Frib., Comptes de La Vals. rendus en mai 1559.)

Remi Serval, 1671-1677. Le document, signalé par Dom Nas, dans lequel il paraît comme procureur en 1668, est celui coté l, 45, aux Arch. cant. Frib., fonds de La Valsainte.

Bernard Peter, 1863-1884, fut sacristain de La Part-Dieu de 1843 à 1848. Il resta ensuite pendant deux ans aumônier près d'une dame, dans le canton de Fribourg, avant de se rendre à la Grande-Chartreuse. Il arriva à Montrieux le 6 octobre 1851, et fut prieur de Portes de 1855 à 1863. (*Registre du Personnel de La Valsainte* ; Dom Bielmann, *Notes sur La Part-Dieu et son personnel*, aux arch. de La Valsainte.)

Cyprien-Marie Boutrais, 1890-1893. Ordonné prêtre en 1863, postulant à la Grande-Chartreuse le 3 mai 1870, novice le 3 juin de la même année, il fut envoyé à Bosserville le 12 septembre 1871, au Reposoir le 16 juin 1872, à la Grande-Chartreuse le 14 janvier 1874, puis à Valbonne, de nouveau à la Grande-Chartreuse, et le 3 novembre 1874 à Sélignac où il prononça ses vœux solennels le 6 juin 1875. Nommé le même jour coadjuteur de cette maison, maître des novices le 18 février 1877, vicaire le 1er juin de cette année, coadjuteur à la Grande-Chartreuse le 30 mai 1879, procureur à Valbonne, puis à Glandier (et non coadjuteur comme le dit le *Catalogue*), le 4 mai 1883, coadjuteur de cette maison du Chapitre général de 1884 à celui de 1885, après avoir passé ensuite aux chartreuses de Montreuil et du Reposoir, il alla à La Valsainte en octobre 1888, etc. (*Registres du Personnel de Glandier et de La Valsainte.*)

II. Prieurs et Recteurs de La Part-Dieu.

Jacques, 1329, 21 juillet (Arch. de La Valsainte, n° 4 des bulles, *Vidimus* de l'Official de Lausanne d'une bulle de Jean XXII, datée du 4 juillet 1318). C'est peut-être là le document où Dom Nas a puisé sa mention sur ce prieur.

Pierre Rochet (2°). Les comptes rendus à Fribourg par La Valsainte, en 1553, portent : « A Domp Pierre Rochet, pour la première fois qui alla à ses ordres, pour ses dépenses 7 florins. » Si c'est le personnage, dont il s'agit dans ces comptes, qui a été prieur de La Part-Dieu en 1558, il faut admettre deux prieurs différents du nom de Pierre Rochet pour cette maison, le premier de 1544 à 1545, le second, l'ordinand de 1553, de 1558 à 1562 ; mais ce n'est pas prouvé. S'il paraît certain qu'il y a eu deux religieux de La Valsainte du nom de Pierre Rochet, celui qui a été ordonné en 1553 peut ne pas avoir été prieur.

Antoine Lauvergne, 1583-1584. A ce prieur se rapporte un passage de la lettre reproduite par Berchtold dans son *Histoire du canton de Fribourg*, t. II, p. 276 (Fribourg, 1845) : « Les griefs, écrit-il, articulés contre d'autres corporations, paraissent avoir été mieux fondés. Messeigneurs écrivaient au général de l'Ordre des Chartreux, que quelques prieurs de la Part-Dieu, non « contens des annuels revenus, ont « laissé faire réemption des capitals, vendu et laissé couper et détruire « les bois, venir à néant l'église et autres édifices par faute de couver« ture, défraudé les pauvres des aumônes fondées et accoutumées, « qui envoient hors du pays belles sommes de deniers et eux-mêmes « soi retirant, non contens de leur bourse ordinaire remplissent et « farcissent les bottes d'écus pour les cacher, tellement que les écus « en sont vus tomber par gens de bien, et néantmoins par leurs comptes « prétendus soi trouvent la plupart avoir délivré davantage que reçu « comme s'ils avaient porté grande quantité de deniers avec eux, le « tout redondant à l'entière perdition et ruine du dit monastère, s'il « n'y est pourvu. »

Au t. III, p. 12, le même auteur écrit : « La même année » 1600

« le prieur de La Part-Dieu s'éclipsa sans prendre congé. Déjà l'un de ses prédécesseurs s'était vanté d'avoir emporté du monastère 1500 écus dans ses bottes, somme qu'il avait ensuite perdue à Cîteaux, dans deux nuits de jeu. » Ce passage est tiré presque textuellement du *Manual* des Conseils de Fribourg de 1600.

Berchtold, radical, très défavorable aux moines, cite donc ces faits comme fondés. Quelles preuves les établissent ? Aucune. Il suffit, d'après lui, qu'on articule des griefs contre les religieux pour qu'ils soient vrais, et dans sa partialité il ne parle pas des documents propres à les annuler. Le gouvernement de Fribourg des XVIme et XVIIme siècles, d'ailleurs, lui donnait l'exemple, sans partager ses opinions politiques. Il acceptait sur le compte des couvents tous les récits les plus fantastiques qu'on lui faisait. Au sujet de La Part-Dieu aucune dénégation ne put le faire changer de sentiment ; bien plus, il ne voulut pas se rendre à l'évidence quand les perquisitions violentes et l'inventaire perpétrés par quelques-uns de ses membres, en décembre 1600, n'amenèrent la découverte d'aucune preuve contre la prétendue mauvaise gestion des prieurs. Berchtold a lu le procès-verbal de ces perquisitions inouïes, elles ne l'ont pas convaincu non plus de ses erreurs et il les rapporte, t. II, p. 277 en note, de manière à innocenter le gouvernement, sans dire, naturellement, qu'elles ne conduisirent pas au résultat attendu.

Notre intention n'est pas de réfuter ici toutes les allégations de Fribourg. Ce serait trop long. Cela, du reste, est fait en grande partie plus ou moins directement aux chapitres VI et VIII de l'*Histoire de La Valsainte* (Fribourg, Saint-Paul, 1914). Nous voulons seulement parler des 1500 écus qu'aurait dépensés le prieur, Dom Antoine Lauvergne, à Cîteaux en deux nuits de jeu.

Disons d'abord que la célèbre abbaye de Cîteaux ne fut jamais une maison de jeu, et c'est déjà très surprenant de voir le Conseil de Fribourg admettre cette énormité. Si elle n'avait plus la ferveur des premiers temps, elle se maintenait dans une observance régulière, mitigée. Il n'y a pour s'en convaincre qu'à lire tous les historiens sérieux qui en ont écrit.

Ensuite, comment un prieur de La Part-Dieu aurait-il pu détourner la somme énorme de 1500 écus, le revenu de plus d'une année à la fin du XVIme siècle ? L'administration de la maison était minutieusement contrôlée par Messeigneurs de Fribourg. Presque tous les ans à cette époque, on le lit dans les comptes, ils venaient examiner ceux-

ci au monastère même. Sur quoi aurait-on pris ces 1500 écus ? Quel capital, quelle propriété aurait-on aliénés pour se les procurer ? Comment Leurs Excellences Souveraines qui avaient tous les titres de La Part-Dieu à leur disposition ne s'en seraient-elles pas aperçu ? Il leur est cependant impossible de prouver une perte de ce genre tout en affirmant que les prieurs s'en permettent, et dans cette impuissance il faut qu'elles appellent « prétendus » les comptes rendus par les chartreux ! Les pauvres moines étaient donc bien rusés, ou Leurs Excellences bien naïves ! Et, généralisant le fait, elles ne craignent pas d'écrire au Père général que ce n'est pas un, mais quelques prieurs « qui remplissent et farcissent leurs bottes d'écus » !

Enfin, il y a la réponse du Père général, Dom Jérôme Marchant (1588-1594), regardé par tout l'Ordre comme un saint. Cette réponse est aux archives cantonales de Fribourg (Geistsach). Berchtold aurait dû la citer. Il n'en souffle mot. Elle est du 21 août 1593. Après avoir longuement loué le gouvernement de Fribourg de son zèle et de sa foi, elle porte : « Ce que dessus doncques me faict espérer que me croyrez à l'information que ie doiray à Vos Illmes Seigneuries sur les abus advenus en icelle [Part-Dieu] comme prétandez en vos lettres. La vérité doncques est telle a moy affermee et juree par le prieur qu'est chargé d'avoir emporté d'argent de la Part-Dieu, que vraymet il a prins vingt deux escus ou envyron, quand il fut déposé d'icelle, mais que cela estoit pour remplacer pareille somme que son prédécesseur avoit porté de la maison du Repausoir à la Pardieu, comme il s'en asseuroit, duquel faict néantmoins il en a esté tres griesvement reprins et est maintenant privé de toute charge. Voylà tout ce que i'en ay peu sçavoir apres tres grande instance faicte au dict prieur d'en dire la vérité et pour en faire restitution en cas qu'il la fallu faire. Et ie ne scay autre qui aye seulement donné umbrage d'infidélité pour le temps de mes prédécesseurs de bonne mémoire. Mais encore bien plus vous peuis assurer de la fidélité et religiosité de celuy qui y a esté envoyé de mon temps, pour lequel j'oserais respondre à Vos Illmes Seigneuries, corps pour corps, bien pour bien, si un religieux avoit l'un et l'autre, ce que n'ayant, je le fais au nom et au corps de tout l'Ordre. Pour la conservation et absolution duquel [prieur de la Part-Dieu], en cas de la nécessité prétendue et subrogation d'autre, au contentement de Vos Illmes Seigneuries et satisfaction d'icelles en toutes occurances, je vous envoye le Vén. Père nostre assistant qu'il vous playra ouyr et croyre en tout comme moy mesme, et mesmes combien il est

expédient que Don Anthoyne-Bruno nous vienne trouver pour respondre de son honneur et salut, afin qu'estant ouy nous puissions pourvoir à l'un et à l'autre selon la satisfaction qu'il nous donnera. »

Donc le Père général ne croit à aucune des allégations de Fribourg sur les prieurs de La Part-Dieu. Par enquête il a appris que le prieur accusé d'avoir emporté 1500 écus n'en avait pris que 22 pour les rendre au Reposoir d'où son prédécesseur en avait apporté un nombre égal à La Part-Dieu. On voyage toujours avec une petite somme d'argent. Malgré cela, sans doute pour apaiser Fribourg, ce prieur avait été déposé de toute charge en 1591. Le Père général informait, en outre, le gouvernement, qu'on pouvait se fier comme à lui-même au prieur actuel dont Leurs Excellences se plaignaient cependant. Et c'est ce prieur, Pierre Bernard (1590-1600), qui « s'éclipsa », c'est-à-dire qui partit de La Part-Dieu sans les prévenir, quand il fut changé de maison. Faute impardonnable.

Olivier Roussel a été absous, en effet, sur sa demande le 18 janvier **1588.** A cette date, le vicaire de la Grande-Chartreuse l'annonce à Messeigneurs de Fribourg (Arch. cant. Frib., Geistl Sach). Il n'y avait pas un an que ce prieur était à La Part-Dieu et il en avait déjà plus qu'assez des traitements infligés à cette maison par l'État. Notons que dans son Ordre il jouissait d'une telle réputation, qu'il était convisiteur provincial. Cela ne pouvait empêcher le gouvernement d'accepter sur son compte les plus faux rapports. Olivier Roussel avait même dû se réfugier à Vevey. Leurs Excellences se plaignirent très tôt de lui au Père général : « Le Vénérable prieur, lui écrivent-elles le 23 novembre 1587, retiré aux Cartiers de Vevey... laissa certain prestre de Bretaigne administrateur et maistre, lequel de mauvaise humeur est venu à proférer beaucoup d'injures à l'encontre de nous et de notre ballif de Gruyères, à sçavoir que nous et nostre dict ballif n'estions que larrons et pires que larrons, car les larrons desroboient secrètement, mais que nous desrobions publicquement et ouvertement. Et puisqu'ainsy estoit, que l'on y alloit à la pille... que nous estions pires que des voleurs et brigands, et que si cela venoit à notice au Sainct Père, nous serions excommuniez..., ce qu'estant venu à notice à notre dict ballif, il se saysit de la personne de ce prestre... Le prieur, craignant que le Père procureur de la mayson ne nous revelast ou a noz officiers le toutage de ce qui se passoit, il a commis ung grand désordre contre luy, l'attaquant à deux mains armées, l'une d'un estoc,

l'autre d'une espée commune, de façon que aysément il l'eust mis à mort si le vigneron ne leu eust gardé moyennant ung tonneau qu'il fist choir au devant dudict prieur, et s'est cecy passé en la ville de Vivey... » (Ibid.)

Nous tenons ici toute la clé du seul désordre qui régnait à La Part-Dieu. Le procureur, révolté contre ses supérieurs parce que Fribourg le soutenait, était maintenu en charge par cet État, dont il fut l'humble serviteur. Olivier Roussel chargea, à côté de ce triste personnage, un oblat, ou clerc-rendu, du temporel, comme cela se faisait souvent. La colère du procureur n'en devint que plus à craindre. On dut le subir longtemps sans mot dire, de peur de pousser Messeigneurs à d'autres excès. En 1593, le prieur essaya de le révoquer. « L'État annule la sentence, réprimande le prieur en termes pleins d'aigreur et ne craint pas dans une lettre d'imposer ses volontés au Père général. » (Dom Bernard Peter, *La chartreuse de La Part-Dieu*, ms. à La Vals., ch. II.) Le gouvernement n'écoutait que ce procureur ; et c'est lui qui inventait toutes les calomnies contre ses supérieurs, y compris la fable des 1500 écus. Quant aux accusations contre Leurs Excellences, on peut lire aux chapitres VI et VII de l'*Histoire de La Valsainte* sur quoi elles reposent.

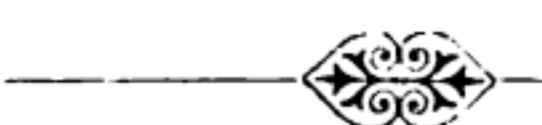
Le Père vicaire de la Grande-Chartreuse répondait à Fribourg le 2 décembre : « Messieurs. Nostre confrère et V. P. D. prieur de La Part-Dieu estant venu en ces quartiers, pour, suyvant sa charge et office de visiteur ordinaire, vacquer à la visitation des maysons de sa province en compagnie du V. P. prieur d'Aillon, principal visiteur..., nous a remonstré qu'il lui seroit bien dur et difficile de persévérer longuement en l'office de prieur à La Part-Dieu, pour les inconvénients et dangiers qui y sont désia advenuz dans son entrée et commencement, lesquels ne sont a mespriser puisque l'exécution s'en est ensuyvie. Il nous a dict et montré par lettres que quelques mauvais hommes par malveillance le menassent de mort, et luy donner la contagion de peste comme ils ont faict à l'ung de ses relligieux, D. Michel, qui en est mort... Pour lesquelles raisons il nous a instamment requis que luy fissions ceste grace de le descharger dudict office... » On ne le lui accorde pas cependant, parce qu'il suffirait à l'avenir de menacer le prieur pour qu'il ne puisse plus tenir en fonction. Et Olivier Roussel « a faict telle preuve au siècle de ses vertu et capacité que les offices qu'il a administré, les honneurs qu'il a obtenu, les biens qu'il a délaissé, la bonne opinion qu'il s'est acquise en rendront toujours bon témoignage... » (Arch. cant. Frib., Geistsach.)

Malgré cela, Messeigneurs ne l'agréèrent pas. Ils lui préféraient le procureur infidèle à tous ses vœux. Olivier Roussel ne put rester. Le vicaire de la Grande-Chartreuse en informa donc Leurs Excellences le 18 janvier 1588 : « Encore que le V. Père Don Olivier, prieur d'icelle, fut un homme autrement qualiffié que l'on ne vous a donner à entendre, touteffois pour vous gratiffier et aussi à sa grandissime instance nous l'avons deschargé de ce office et i avons commis et subrogé un autre en sa place comme homme de bien, docte et vertueux, duquel espérons que recevrés tout contentement... » (Ibid.) La charge de prieur de La Part-Dieu n'était pas enviable.

Simon de Requeleyne, 1672-1676, était procureur de La Valsainte le 3 déc. 1654 (l, 36), le 22 nov. 1658, le 14 déc. 1663 (l, 45), et le 24 juillet 1666 (a, 30, levée de corps).

Arsène Bielmann, 1837, ordonné prêtre le 30 septembre 1821 (et non 1831, comme c'est imprimé par erreur dans le *Catalogue*), était nommé coadjuteur de la Part-Dieu le 20 janvier 1826 (*Notes historiques sur La Part-Dieu et son personnel*, par ce Père, aux arch. de La Vals., dossier sur la suppression de La Part-Dieu). Il fut envoyé « ad tempus ob infirmam valetudinem in Ittingen, 1829 », d'après une copie de sa main du manuscrit intitulé *Excriptum domorum cartusianorum in Helvetia*, aux archives de La Valsainte.

Il fut chapelain aux Sciernes d'Albeuve, canton de Fribourg, après la suppression de La Part-Dieu, dont il restait prieur, jusqu'à sa rentrée à La Valsainte comme coadjuteur, le 8 juin 1864 (*Registre du personnel de La Valsainte*).



KLEINERE BEITRÄGE — MÉLANGES

Rompilger aus Ägeri im Jubeljahr 1700.

In einem verwandten Artikel dieser Zeitschrift (1914 S. 46) machten wir verschiedene Rompilger aus Nidwalden namhaft. Wir fügen denselben hiemit einige Namen aus dem Zugerlande hinzu, indem wir der Chronik des Pfarrers Jakob Billeter in Oberägeri († 1712) folgende Stelle entnehmen.

1700.

Diß war ein Jubeljahr, in welchem gar vil Volk gen Rom gewallfartet. von Egeri Hr. *Wolfgang Haßler*[1], Caplan der minderen Pfrund, mit *Peter Nußbaumer*, dem Krämer, ihr hochwürde Herr Doctor *Bernhard Flüguff*, Decanus und Pfarrherr zu Kilchberg, so alle 3 früsch und gesund widerumb heimkommen, da doch vil auf der Straß gestorben, weil fast alle Spitäl in den Stetten voll der Kranken gewesen sind. Ist sonderlich in Italia ein gar wohlfeile Zeit gewesen und sind in den fürnemmen Stetten, sonderlich in Rom und Meiland gegen den kranken Bilgeren dermassen vil Werk der Barmherzigkeit worden, daß es sich nit gnugsam zu verwunderen ist.

Nebst diesem Chronikauszug notieren wir noch aus anderer Quelle, daß alt Stadtschreiber *Heinrich Zurlauben* im Jubeljahr 1725 nach Rom gepilgert und den Leib der hl. Christina von dort nach Zug gebracht.[2]

Eduard Wymann.

Der Leutpriester von Luzern als Älplerpfarrer.

Luzern ist heute in der ganzen Welt als *Fremdenstadt* bekannt, und das ganze Sinnen und Trachten seiner Bewohner läßt sich schlechthin als Hotelindustrie definieren. Die Alpwirtschaft ist dem Luzerner gänzlich fremd geworden und so in die Ferne gerückt, daß der Städter Dampfschiffe, Eisenbahnen und Tramway benützen muß, um überhaupt nur in die Nähe einer Alp zu kommen. Wie ein Märchen aus Tausend und eine Nacht mutet es uns daher an, wenn alte Schriften uns melden, daß der Leutpriester dieser modernen Fremdenstadt mit 40,000 Einwohnern noch im 17., ja vielleicht auch noch im 18. Jahrhundert, zu den Älplerpfarrern habe gezählt werden müssen. Wir entnehmen diese Kunde einer Agende, welche 1525 von Thomas Murner angelegt, von den Leutpriestern Johann Hürlimann und Magister Johann Müller erläutert und 1597 von Stadtschreiber Renwart Cysat aufs neue zu Papier gebracht wurde. In dieser mit einem

[1] Hatte im September 1695 primiziert.

[2] *Stuckelberg*, Geschichte der Reliquien in der Schweiz, Bd. II, 123.



bedruckten Pergamentumschlag versehenen « Abschrybung des wahren Urbars der Lütpriestery zuo Lucern, beschechen anno 1623 », heißt es unter anderem :

« In vorgesagter Kirchen *S. Peters* soll er alle Sontag durch dz ganz Jar das Salz und Wasser gsegnen, ußgenommen zuo Osteren und Pfingsten soll es am volgenden Montag beschechen. »

« Järlich zuo Anfang des Meyens uf einem dem Lütpriester gelegnen Tag, ehe das man mit dem *Vich zuo Alp fahrt*, soll er in eegedachter Sant Peterskirch das *Salz und Wasser für dz Vich gesegnen* nach der Ordnung, wie das in disem Buoch an seinem Ort ingeschriben und sonst in einem besonderbaren darzuo verordneten Büochlin zuo finden. Doch soll er solches in der nechsten vorgehenden Predig dem Volk verkünden, domit sy ihr Salz dahin zuo bringen wüssend ». *Eduard Wymann.*

Votivtafel eines roten Schweizers.

Im Gegensatz zu den blauen Schweizern im Dienste des Königs von Spanien nannte man unsere Landsleute im Heere Napoleons I. die roten Schweizer. Unser Land hatte große Mühe, die vertragsmäßig festgelegte Zahl von Soldaten zu stellen ; man suchte durch Aussetzung von Prämien die Werbung zu fördern und schob nach Möglichkeit leichtsinnige und arbeitsscheue Elemente ab. Die höchste Not des Lebens, wie sie namentlich im Feldzug nach Rußland an jeden herantrat, weckte jedoch in manchem rauhen, verhärteten Soldatenherzen wieder religiöses Gefühl, selbst wenn dasselbe längst erstorben schien. Wie viele Gesuche um übernatürlichen Schutz und wie viele Gelöbnisse für den Fall einer glücklichen Heimkehr werden auf den Eisfeldern Rußlands zum Himmel gestiegen sein ? Leider kamen nur wenige in die glückliche Lage, ein derartiges Gelübde erfüllen zu können. Aber im September 1913 sahen wir doch in der Wallfahrtskapelle *Maria Rickenbach* auf der Männerseite beim hintern Beichtstuhl ein solch dankbares, interessantes Zeugnis hängen. Auf einer Holztafel ist in üblicher Weise mit mehr oder weniger Kostüm- und Porträttreue ein roter Schweizer gemalt mit der Unterschrift :

« Im Jahr 1814 war ich *Peter Anton Gasser* von Lungern im Feldzug nach Russland, da hab ich mich verlobt zur göttlichen Mutter in Richenbach, wen ich mein Vatterland wieder sechen könte, so mit Gottes Dank geschehen. »

Die falsche Jahrzahl 1814 wird wohl auf einem Lesefehler des Malers beruhen, denn der Soldat hat das Schreckensjahr 1812 jedenfalls sein Lebtag nie vergessen. Daß ein Obwaldner an eine nidwaldnerische Wallfahrtsstätte dachte, ist ein Beweis für die Popularität, deren sich Maria Rickenbach damals auch außerhalb Nidwaldens erfreute. Wir möchten die geistlichen Hüter von Wallfahrtsorten hiemit ermuntern, die Votivtafeln ihres Heiligtums zu mustern und weitere ähnliche Erinnerungen an den russischen Feldzug von 1812 hier ebenfalls mitzuteilen.

Eduard Wymann.



REZENSIONEN — COMPTES-RENDUS

Fraefel, A., und Gaudy, Ad., Baugeschichte der Stiftskirche in Schennis u. ihrer Kapellen (M. 50 Abb.) Gossau, 1913.

Das Augustinerinnenkloster Schennis im st. gallischen Gasterlande hat eine tausendjährige Geschichte gehabt. Zwischen 814 u. 828 ist es gegründet worden, von Graf Hunfried von Istrien, damals Graf von Rätien, einem Vertrauten Karls des Großen. Am 8. Mai 1811 wurde es von der st. gallischen Regierung aufgehoben.

An der Kirche selber, die schon zu Ende des XIII. oder Anfang des XIV. Jahrhunderts Pfarrkirche geworden war, haben fast alle Epochen der Kunstgeschichte, die während der Zeit ihres Bestehens sich ablösten, ihre Spuren hinterlassen. Sie ist ein kunsthistorisches Dokument von außerordentlichem Interesse. J. R. Rahn hat ihr seine letzte, posthum erschienene Arbeit gewidmet (im Anzeiger f. schweiz. Altertumskunde 1912).

Als Überreste des Karolingischen Baues sind zu betrachten vier in Vinschgauer Marmor gearbeitete Reliefs, die entweder als Altarfrontalien gedient haben oder Bestandteile von Chorschranken gewesen sind, und — wie Stückelberg mit guten Gründen glaubhaft macht (vgl. Zeitschr. f. schweiz. Kirchengesch. VII, 1913, S. 235) — ein mit einem Kreuz geziertes Kapitell aus Kalkstein.

Der romanische Neubau der Kirche dürfte in die erste Hälfte, nach Rahn (a. a. Z. 62) vermutlich um die Mitte des XII. Jahrhunderts anzusetzen sein. Er war eine dreischiffige Basilika mit kreuzförmigem Grundriß. Zum großen Teil ist er erhalten geblieben. 1487 wurde an Stelle des schadhaft gewordenen nördlichen Querschiffes mit dem Bau eines Glockenturmes begonnen, 1507 der Chor in den Formen der Spätgotik neu errichtet.

Am 29. April 1610 wurden Dorf und Kirche von einer Feuersbrunst heimgesucht. Die dadurch notwendig gewordene Restauration wurde 1612 zu Ende geführt. Eine neue, 1778-81 durchgeführte Restauration kleidete den romanischen Baukörper in das leichte, luftige Gewand des Rokoko.

Nachdem die Kirche während des XIX. Jahrhunderts zunehmender Verwahrlosung angheimgefallen war, beschloß die Kirchgemeinde am 29. Mai 1910 eine durchgreifende Restauration. Die Durchführung derselben wurde dem Architekten Adolf Gaudy in Rorschach übertragen, der an Dr. P. Albert Kuhn einen verständnisvollen Berater fand.



Die Aufgabe des Architekten war eine sehr delikate. Er mußte bestrebt sein, sowohl den wissenschaftlichen Anforderungen, die heute an eine Restauration gestellt werden, als auch dem ästhetischen Empfinden und dem praktischen Bedürfnisse nach Vergrösserung des zu klein gewordenen Raumes gerecht zu werden. Diese letztere Aufgabe wurde in der Hauptsache durch den Anbau eines im Stile des Langhauses gehaltenen Querschiffes an die alte Hauptfassade in einer auch äthetisch sehr befriedigenden Weise gelöst.

Während der Abbruchsarbeiten war die ehemalige Krypta, von der nur mehr ein kleiner Raum bekannt und zugänglich war, wieder entdeckt und freigelegt worden. Die noch vorhandenen Überreste gestatteten eine getreue Rekonstruktion. Hier wie am ganzen Bau wurden Fragmente, die an ihrem bisherigen Standorte nicht mehr verwertet werden konnten, an andern passenden Stellen eingefügt. Andere alte Baufunde, Friese, Kapitelle, u. s. w., gaben die Motive für die entsprechenden neuen Bauteile ab. So kam eine Restauration zustande, die nach dem Zeugnisse Rahns (a. a. O., S. 60) « mit voller Berücksichtigung der wissenschaftlichen Ansprüche geleitet und ausgeführt wurde. »

Die angezeigte, reich illustrierte Schrift gibt in flotter Darstellung, mit sorgfältiger Benützung des disparaten Quellenmaterials die Baugeschichte der Kirche und ihrer Kapellen.(Kunsthistorisch bemerkenswert ist der romanische Turm der 1824 durch eine Feuersbrunst zerstörten Galluskapelle; er wurde 1890 durch Architekt Hardegger restauriert.) Der achte, von Architekt Gaudy, bearbeitete Abschnitt befaßt sich einläßlich mit der Durchführung der Restauration. Durch das Buch ist nicht nur einem kunsthistorisch bedeutsamen Bauwerke ein würdiges literarisches Denkmal gesetzt; es stellt auch dem Kunstverständnis seiner Verfasser ein ehrendes Zeugnis aus und ist zugleich geeignet, für die Restauration historischer Kunstdenkmäler die wertvollsten und beherzigenswertesten Fingerzeige zu geben. Möchten sie bei solchen, die in einschlägigen Fragen mitzusprechen und mitzuwirken haben, überall die gebührende Nachachtung finden! *Johann Fleischli.*

P. Odilo Ringholz, Elsaß-Lothringen und Einsiedeln in ihren gegenseitigen Beziehungen. Mit Titelbild und 53 Abbildungen im Text. Einsiedeln, Benziger und Cie 1914. 102 S. kl. 8°.

Der gelehrte Verfasser der Geschichte des Stiftes Einsiedeln schenkt uns hier in volkstümlicher Form ein prächtiges Büchlein, das auch dem Forscher willkommenen Aufschluß über manche einschlägige Frage, Belehrung in vielen Zweifeln gibt. Die an den Schluß verwiesenen Belege geben Zeugnis für die gewissenhafte Arbeit und ein alphabetisches Ortsverzeichnis ermöglicht die rasche Orientierung. Möchten sich die Verfasser ähnlicher Schriften dieses Büchlein in Form und Anlage zum Muster nehmen! Die Ausstattung ist alles Lobes wert. *A. Büchi.*



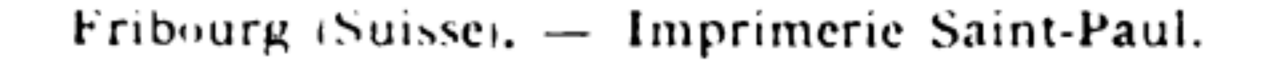
Friedrich Kilchenmann, Die Mission des englischen Gesandten Thomas Coxe in der Schweiz 1689-1692. Zürich, Seemann, 1914. 176 S. 3 Fr. 30 Rp (Schweizer Studien zur Geschichtswissenschaft, VI. Band, Heft 1).

Im Jahre 1689 handelte es sich um den Abschluß eines Bündnisses das gegen Frankreich gerichtet war, unter Führung Wilhelm III. von England. Den Auftrag, die Eidgenossen dafür zu gewinnen, hatte der englische Gesandte Thomas Coxe zunächst bei den evangelischen Orten übernommen. In seinen Instruktionen war u. a. der Verkauf der rheinischen Waldstätte und die Abtretung von Konstanz an die Eidgenossen vorgesehen, um sie zu beruhigen und für das Bündnis geneigter zu machen. Auch die katholischen Orte, die mehr zu Frankreich hielten, sollten durch Casati und Fidel von Thurn für die Allianz gewonnen werden. Allein da der Bündnisentwurf durch ein Gegenprojekt des englischen Königs den defensiven Charakter eingebüßt hatte, so war das Projekt für die eidgenössischen Orte unannehmbar geworden, was die Stellung des englischen Gesandten unmöglich machte und die Gunst der Eidgenossen wieder dem französischen Könige zuwandte. Alle diese Wechselfälle werden auf Grund fast ausschließlich ungedruckten Quellenmaterials zu einem anziehenden Gesamtbilde verarbeitet. *A. Büchi.*

Geschichte des Kirchenbaues in Grenchen 1805-1812. Aus den Bauakten mitgeteilt von Ernst Niggli, Pfarrer. Grenchen 1914. 40 S.

Im September 1912 beging die katholische Gemeinde Grenchen die hundertjährige Jubelfeier der Einweihung ihrer in den Jahren 1805 bis 1812 erbauten Pfarrkirche. Es war ein guter Gedanke des H. Pfarrers Niggli, bei dieser Gelegenheit die vollständig erhaltene Chronik des Baues aus der Feder des Ratsherrn Urs Viktor Gschwind, Mitgliedes der Kirchenbau-Kommission, zu veröffentlichen. Die Einzelheiten über den Beschluß des Neubaues, die Herbeischaffung des Materials, die Fortschritte der Arbeit das Mitwirken der Mitglieder der Gemeinde, die Bestreitung der Kosten des Baues bieten viel Interessantes über das Vorgehen bei solchen Fällen zu Beginn des XIX. Jahrhunderts. Mancher wertvolle Beitrag zur Volkskunde steckt in den Aufzeichnungen des Ratsherrn Gschwind. Die Einweihung des Neubaues wurde durch den Bischof von Lausanne Maximus Guisolan am 4. Oktober 1812 vorgenommen, wie die mitgeteilte Urkunde beweist. Am Schluß findet sich die von Gschwind abgelegte Rechnung über den Bau der Pfarrkirche, mit vielen Einzelangaben über die Kosten. Die Historiker, vor allem die Kulturhistoriker seien auf das in der Schrift vorliegende Quellenmaterial in besonderer Weise hingewiesen.

J. P. Kirsch.



Fribourg (Suisse). — Imprimerie Saint-Paul.



Zeitschrift

für

Schweizerische Kirchengeschichte

Revue d'Histoire Ecclésiastique Suisse

●●●

HERAUSGEGEBEN VON — PUBLIÉE PAR

ALBERT BÜCHI UND JOH. PETER KIRSCH

o. ö. Professoren an der Universität Freiburg (Schweiz)

Redaktionssekretär : M. BESSON, *Secrétaire de la Rédaction*

Professeur à l'Université et au Séminaire, Fribourg

IX. JAHRGANG, II. HEFT. — 9me ANNÉE, FASC. II.

Abonnementspreis : 6 Fr. — Prix de l'abonnement : 6 Fr.

STANS 1915

HANS VON MATT & Cie VERLAGSHANDLUNG

Inhaltsverzeichnis — Sommaire

GRÖSSERE BEITRÄGE
welche für die nächsten Nummern in Aussicht genommen wurden.

TRAVAUX
que la Revue publiera prochainement.

Alb. Büchi, Kardinal Schiner und die Reformation. — **Max de Diesbach,** Le testament de Nicolas de Diesbach, suffragant de Bâle. — **Fréd. Dubois,** Iconographie de Notre-Dame de Lausanne. — **Konrad Kunz,** Die Synodalstatuten des Bischofs Friedrich II. von Konstanz vom Jahre 1436. — **Prof. U. Lampert,** Zur Geschichte der Collatur Risch. — **J. Lombriser,** Nicolaus Rusca, Erzpriester von Sondrio. — **Leo Meyer,** Die Walliser Kanzlei bis 1350. — **Josef Müller** (Stiftsarchivar), Karl Borromeo und das Stift St. Gallen. — **L. R. Schmidlin,** Das vereitelte Projekt, das Chorherrenstift Schönenwerd nach Olten zu transferieren (1692-1714). — **Georg Schuhmann,** Wer war der Urheber der Schweizerbruderkriege, Murner oder Zwingli?

N.-B. — Alle für die Zeitschrift für schweiz. Kirchengeschichte bestimmten Rezensionsexemplare sind an den Redaktionssekretär Prof. Dr. M. Besson in Freiburg zu adressieren. — Tous les ouvrages destinés à recevoir un compte rendu dans la *Revue d'Histoire ecclésiastique suisse* doivent être envoyés directement au secrétaire, M. Besson, professeur, Fribourg.

Die Zeitschrift
für Schweizerische Kirchengeschichte
erscheint 4 Mal jährlich.

LA REVUE
D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE SUISSE
paraît par fascicules trimestriels.



Der Collaturhandel in Risch (Kt. Zug)[1]

Von Prof. Dr. jur. U. LAMPERT

Inhaltsübersicht : I. Pfarreicircumscription. — II. Patronatsverhältnisse seit 1298 bis 1798. — III. Der Verkauf der Collatur vom Jahre 1798. — IV. Verwaltung der Collaturgenossenschaft 1798—1898. — V. Erhebung derselben zur öffentlichrechtlichen Korporation 1898. — VI. Projekt zu einem neuen Collaturhandel vom 13. Mai 1914. — VII. die Entscheidung des Bischofs vom November 1914.

I. Zum Verständnis eines Teiles der Schwierigkeiten, denen die Collaturverhältnisse in Risch seit langer Zeit begegnen, schicken wir die Bemerkung voraus, daß der Gebietsbestand der *Pfarrei* Risch sich nicht deckt mit dem der *politischen* Einwohnergemeinde Risch. Als politische zugerische Gemeinde umfaßt Risch zwölf Weiler, von denen Ibikon, Küntwil und Stockeren *kirchlich* der *luzernischen Pfarrei Meierskappel* zugeteilt sind, die übrigen dagegen die *Pfarrei Risch* bilden, zu der aber noch der Weiler Böschenrot, *politisch* ein Bestandteil der *luzernischen Gemeinde Meierskappel*, seit altersher gehört. Es fehlen uns geschichtliche Nachweise über den Zeitpunkt, in dem diese Pfarreicircumscription stattgefunden ; jedenfalls ist sie nicht aus Anlaß einer Pfarreitrennung zwischen Risch und Meierskappel entstanden, da letzteres als Tochterkirche der Pfarrei Cham i. J. 1472 selbständige Pfarrei geworden ist.

II. Die Kirche in Risch wird zuerst erwähnt im zweiten Güterbeschrieb des Klosters Muri (reichend v. J. 1064-1210) ; im Besitz von

[1] Unter diesem Stichwort sind die Patronatsverhältnisse der Pfarrei Risch mehrfach in der Öffentlichkeit besprochen worden. Die vorliegende Abhandlung beruht auf einem ungedruckten größeren Rechtsgutachten, das der Verfasser auf Grund des archivalischen Materials im Januar 1907 erstattet hatte. In autoritativer Weise als Kirchenbehörde beschäftigt sich mit dem Gegenstande der hochwürdigste Herr Diözesanbischof *Jakobus Stammler* in seiner im November 1914 erschienenen Schrift « Der Collaturhandel in Risch (Kt. Zug) », Solothurn 1914. — Vgl. auch Schweiz. Kirchen-Zeitung, 1908, S. 308, 331, 339.

Muri erscheint diese Kirche auch in den Schirmbriefen der Päpste Hadrian IV. (1159), Alexander III. (1179) und Clemens III. (1189).[2] Ein Hermann von Buchennas[3] hat 1231 nach den Bemerkungen des Urbars[4] der Pfarrei Risch von 1598 die Kapelle von Risch « geäufnet und mit etwas Gütern begabet ». Aber als Hauptstifter der Pfarrkirche und der Pfarrpfrund erscheint um das Jahr 1298 der auf dem Schloß Buonas wohnhafte Hartmann von Hertenstein. Durch ihn und seine Mutter, Agnes von Cham, wurde die Kirche von Risch *vergrößert* unter Mithilfe der « nächstwohnenden Leute » und hierauf durch den Diözesanbischof Heinrich von Konstanz zu Ehren Gottes und der hl. Verena als *Pfarrkirche* geweiht. Betreffend die vermögensrechtliche Ausstattung der Pfarrpfrund wird erwähnt, daß diese beiden Wohltäter einen Teil ihrer Rechte und Nutzungen, zwischen der Reuß und dem Zugersee gelegen, dem Gotteshaus geschenkt und vergabt für einen Priester, der daselbst das Pfarramt ausüben solle « mit den Bedingungen, die im Stiftsbrief erhalten sind ».

In Bezug auf das *Patronatsrecht*, welches in kanonisch rechtmäßiger Weise infolge dieser Dotation begründet war, wird nun im Urbar (Blatt 4 und 5) bemerkt, daß der Ritter Hartmann von Hertenstein für sich und seine Nachkommen vom Bischof von Konstanz und Herzog von Österreich die Bewilligung erhalten haben, diese Pfarrpfründe zu verleihen. Außerdem wird dem genannten Ritter und seinen Nach-

[2] Vgl. *Mart. Kiem*, Das Kloster Muri im Kt. Aargau, in Quellen zur Schweizer S. 135, Geschichte III. (Basel 1883), pag. 79, 114, 116, 120.

[3] Schloß Buonas beim Pfarrdorfe Risch. Vgl. Geschichtsfreund, Bd. 33, die ehemalige Gerichtsbarkeit und das Schloß Buonas.

[4] Das Urbar erwähnt (Bl. 4), daß die alten Urkunden teils bei einem Brande des Schlosses Buonas, teils bei einem solchen des hertensteinischen Hauses in Luzern zu Grunde gingen. Auf Ansuchen des Collators Nikolaus von Hertenstein kam unter Mitwirkung der Behörden von Zug und Luzern ein neues grundlegendes behördlich bekräftigtes Urbar zustande auf Grund der amtlichen Bereinigung vom 14.—16. Januar 1598. Nach Anfertigung dieses Urbars wurden die noch vorhandenen früheren Urkunden, Rödel und Urbare behördlich kraftlos erklärt und verbrannt. Das Urbar wird vom hochwürdigsten Herrn Bischof *Dr. Jakobus Stammler* (l. c., S. 8), wie folgt beschrieben : « Das Urbar von 1598 ist ein stattlicher Quartband mit 8 Blättern von Pergament und 242 von festem Papier. Es enthält zuerst die historischen Notizen, dann (Blatt 8) die Abschriften einer Anzahl älterer Verträge und Entscheidungen über Zehnten, Baupflicht, Kirchenopfer, Holzkompetenz; hierauf (Blatt 69 ff.) das Verzeichnis der Einkünfte der *Pfarrpfründe* an Kernen, Hafer, Fischen, Geld, Jahrzeiten, Neujahrshühnern, auch der Matten, Wiesen, Rieder, Waldstücke, weiterhin (Blatt 148) das Verzeichnis des Einkommens der *Kaplanei*, endlich (Blatt 177) das Verzeichnis der Güter und des Einkommens der *Kirche* ».

kommen das Schutz- und Schirmrecht [5] oder das Kastenvogtamt übertragen, damit er die Kirche « bei ihren Rechten und Zugehörden schirmen, ohne eigenen Nutzen », « wie es recht ist und den gerechten und treuen Kastenvögten zusteht », ohne Nachteil der Kirche ; wenn aber jemand diesen Vorschriften zuwider unrecht und nachteilig handeln würde, der soll die « Maledeiung » haben und den Fluch des göttlichen Gerichtes empfangen.

Auch das *Sustentationsrecht* [6] wird dabei erwähnt : im Falle Hartmann oder sein Nachkomme so verarmen würde, daß er nicht mehr nach dem Herkommen seiner Voreltern und nach der Gewohnheit der Edlen leben könnte, so soll der jeweilige Pfarrer ihm aus den Pfrundgütern jährlich den nötigen Unterhalt gewähren.

Ferner sollen dem Kastenvogt jährlich 15 ungarische Dukaten im guten Gold « zu rechtem Lehenpfand » zukommen. [7] Auch das Spolienrecht wird in Anspruch genommen : der Lehenherr sollte das Erbrecht an der Verlassenschaft des Pfarrers haben, wenn dieser sich nicht zuvor davon loskaufen würde. [8]

[5] Vgl. can. 31 und 32, Causa 16, qu. 7.

[6] Dieses Recht kommt nur dem Patron zu, wenn er selbst Stifter ist oder von dem Stifter abstammt, bei unverschuldeter Verarmung, wenn keine dritte Person zu seiner Versorgung verpflichtet oder vermögend ist und wenn die kirchliche Dotation größere Einkünfte abwirft, als zur Deckung der Auslagen erforderlich ist. Vgl. Can. Contra 29, Causa 16, qu. 7. und cap. Nobis, 25 X, lib. 3, tit. 38 de jure patr. (Clemens III).

[7] In den Urkunden wird diese Abgabe auch « Redemption » genannt. Solche Abgaben, wie sie öfters gleich bei der Stiftung (in limine fundationis) auferlegt wurden, mochten anfänglich nicht drückend sein, konnten aber allmählich sehr beschwerlich fallen. Gegenüber den willkürlichen Bedrückungen der « advocati sive patroni vel vicedomini sive custodes vel guardias habentes seu quocunque alio nomine censeantur » verfügt Papst Lucius III. (1184) im cap. Praeterea 23, X, lib. 3, tit. 38 de jure patronatus, daß fortan keine anderen Bezüge als die in alter Zeit und in mäßigem Betrage von den Diözesanbischöfen anerkannten (reditus a locorum episcopis institutos) erhoben werden sollen.

[8] Hatte der Geistliche gar kein Vermögen in das Amt mitgebracht, so gehörte nach can. Placuit 1, causa 12, qu. 3. aller Erwerb der Kirche. Überhaupt wurde das, was nach Erlangung des Amtes angeschafft und wofür kein persönlicher Erwerbsgrund nachgewiesen war, als Erwerb aus dem Amt angesehen, der beim Tode des Pfründners der Kirche anheimfallen müsse. Conc. Agath. (506) c. 48 (Bruns, Canones II, p. 155), cap. 1 und 9 X, lib. 3, tit. 26 de testam. Die Kirche kam aber nicht immer zum Genuß des Nachlasses der Geistlichen, indem Vögte und Patrone denselben für sich beanspruchten, nach Analogie des Anspruches der Grundherren auf das Mortuarium gegenüber den Hörigen. Durch das cap. Sancto concilio 2, X, lib. 3, tit. 27 de succes. ab int. wurde dieses jus spolii oder exuviarum oder auch Rips-Raps als eine unberechtigte Anmaßung der Laien verurteilt.



Auch das Lehenrecht der i. J. 1470 von Johann Herter, Pfarrer in Risch, gestifteten und 1471 kirchlich bestätigten Kaplaneipfründe hatte der Stifter auf sein Absterben hin dem Herrn von Hertenstein übergeben.[9] Bereits am 12. August 1499 befand es sich in den Händen des Letztern.

Bis zum Jahre 1798 sehen wir auf diese Weise die Herren von Hertenstein[10] im unbestrittenen Besitz des Collaturrechtes der Pfarr- und Kaplaneipfründe. Sie werden auch ausdrücklich in maßgebenden Urkunden als « Collatoren », « Lechenher und Vogt der Kilchen und pfrunden zu Risch », « Lechenherr des Kilchen und capplanye », Inhaber des « Kilchensatz », Inhaber des « Jus Patronatus » bezeichnet.

Die Kirche und die beiden Pfründen in Risch erscheinen als *Stiftungen* mit *eigenem Vermögen*. Die juristische Persönlichkeit der Pfarrkirche und der Pfarrei- und Kaplaneipfrund kann nicht bestritten werden, da diese Institute als Träger von Rechten in den Urkunden dargestellt werden. Die Güter und vermögenswerten Rechte der Kirche und Pfarreipfrund hatte bereits 1374 Ulrich von Hertenstein verzeichnet und erläutert. Im grundlegenden Urbar von 1598 erscheinen sowohl die Kirchen als die Pfründen als Rechtssubjekte des ihnen gewidmeten Vermögens. So Blatt 69 ff. « Es hat auch eine Pfarrpfrund zu Risch *eigentümlich* zugehörende Güter als Matten, Weiden und Riedstück, auch Wald, wie hernach verzeichnet folget ». Es werden aufgezählt die der Pfarrpfrund zukommenden Bodenzinse in Frucht und Geld, Fischerzins ; es sind (Blatt 177) verzeichnet die « zinsen der Kirche zu Risch, so ein Kirchmeyer jerlichen in ze ziehen und im zu verrechnen statt ».

Die Kirche, die Pfarrpfrund und Kaplanei empfangen Vergabungen. Es wird dem Stifter und seinen Nachkommen das Schirmrecht hinsichtlich des Kirchenvermögens übertragen, damit er die Kirche « bei *ihren Rechten* und Zugehörden schirmen ohne eigenen Nutzen ».

Nach der im Pfarrarchiv befindlichen Urkunde von 1429 (amtlich vidimiert 13. November 1708) wurde die Frage der *Kirchenbaulast*

[9] Stiftsbrief im Urbar, Blatt 41, abgedruckt im Geschichtsfreund, Band 24. S. 338 ff.

[10] Als im Jahre 1654 das Schloß Buonas durch Heirat der Maria Katharina v. Hertenstein, einzige Tochter und Erbin des Heinrich Ludwig v. Hertenstein an ihren Ehemann Junker Joh. Mart. Schwyzer von Luzern gelangte, so verblieb doch das Patronatsrecht und die Kastenvogtei von Risch dem ältesten der Familie v. Hertenstein. Geschichtsfreund, Bd. 33, S. 235 ff. und 238.

Gegenstand eines durch Ammann und Rat der Stadt Zug aufgenommenen Zeugenverhörs. Darin wird die gemeinrechtliche Verwendung des *Zehnten* zur Unterhaltung des Kirchgebäudes bekundet. Es werden die ältesten Leute der Gemeinde vorgeladen und über die Zehnten wird von ihnen ausgesagt: Der Zehnt im Kirchgang zu Risch solle « den Underzug und das Tach der Kilchen zu Risch machen und mit Underzug und mit Tach in Ehren haben », — « die wo den Zehenden Innen Hand des Kilchsgangs zu Risch, sollent die Kilchen decken, zimbren und in Ehren haben », — « die wo den großen Zehenden des Kilchgangs zu Rysch Innen Hand, sollen usser dem Zechenden die Kilchen versorgen und tecken und in Ehren haben ».

Auch das Rechnungswesen und die Verwaltungskontrolle wird im Urbar 1598 geregelt. Es soll — abgesehen von der jährlichen Rechnungslegung der Amtsleute und Pfleger der Kirche oder Kaplaneipfrund zu handen des « Kirchenvogt oder Collator » — alle 10 Jahre der Collator im Beisein des Pfarrers, Kirchenmeiers und des Kirchganges einen Untersuch vornehmen, ob der urbarmäßige Vermögensbestand « in seiner Wesenheit » verblieben sei; sollte dies aber unterlassen werden, so « soll deswegen dem Gottshus, dessen Pfründen und dem Kirchenvogt an ihren Rechten nichts benommen seyn ».

Gewisse Aufsichtsrechte nahm auch der Ammann und Rat der Stadt Zug in Anspruch nach Auszügen aus dem Ratsprotokoll der Stadt Zug vom 19. November 1714 und 29. Oktober 1718. So wurde verlangt, daß der Kirchmeier zu Risch Bürgschaft für seine Verwaltung des Pfarrkirchenvermögens zu leisten habe. Am 11. Oktober 1755 wurde von der gleichen Aufsichtsbehörde beschlossen und zwar « auf Klage des Untervogtes von Risch, daß *Collator Hertenstein gemahnt werden soll, innerhalb acht Tagen die Fabrikgelder* (das Barvermögen des Gotteshauses) *in dritte sichere Hand zu legen* ».

III. Im J. 1798 trat eine bedeutsame Änderung in diesen Patronatsverhältnissen ein. Pfarrer Büttler war gestorben. Die neue helvetische Ordnung, die von der französischen Invasion der Schweiz auferlegt war, beseitigte die feudalen Rechte; « damit fiel auch der Anspruch des Collators auf das Lehenpfand und das Erbe des Pfarrers weg »[11]. Der damalige Collator Karl von Hertenstein fand nun diesen

[11] *Stammler*, a. a. O., S. 10.



Zeitpunkt, wo der Kirche und der Pfarrpfrundstiftung infolge der Pfarrvakatur ein Verteidiger der kirchlichen Rechte mangelte, für geeignet, sich einen finanziellen Vorteil aus dem *Verkaufe* des Patronatsrechtes zu sichern. Am 23. Mai 1798 kam ein Kaufkontrakt « um die Collaturrechte der Pfründen zu Risch und übrige zugehörden » zustande zwischen dem genannten Patron einerseits und Untervogt Karl Sidler, Kirchmeier Fridolin Meyer und Kirchmeier Jos. Gügler « im Namen und zu Handen der *im Kt. Zug wohnhaften* Kirchgenossen der Pfarrei zu Risch » anderseits. Der im Archiv der « Collaturgenossenschaft » in Risch befindliche *Kaufakt* lautet :

« Zu wißen seye hiemit, wie daß Bürger Carl Hertenstein von Luzern, Alt-Schloßvogt zu Wykon und Collator der Pfründen zu Risch mit denen Bürgeren Untervogt Carl Siedler, Kirchmeyer Fridolin Meyer und Kirchmeyer Joseph Gügler von Buonas in ihrem Namen und zu Handen *der im Canton Zug* wohnhaften Kirchgenossen der Pfarrey zu Risch um seines verhoffenden besseren Nutzens willen einen aufrecht und redlichen Kauf um die allda innegehabten Collatur-Rechte getroffen, wie folgt.

« Es übergibt nemlich gedachter Bürger Hertenstein erwehnten Pfarrgenossen alle zu Risch innegehabten Collatur-Rechte samt den dazu gehörigen Häusern, Scheunen und all anderer Zugehörd, nebst den dabei befindlichen Gütern und Waldungen, und zwar mit allen Rechten, Gerechtigkeiten und Beschwerden, wie Er und seine Vorfahren solche innegehabt, besessen und genuzet haben. Alles nach Inhalt der hierum errichteten Schriften, Documenten und Urbarien, so den Käufern gehörig werden ausgehändigt werden. Hingegen versprechen gesagte Bevollmächtigte und Bürger Namens ihrer Committenten, daß Sie für diese Abtrettung und Verzichtthuung auf bemelte Collatur-Rechte und Zugehörden dem Bürger Hertenstein die Summa von 14,300 Gl. sage vierzehn tausend und dreihundert Gulden folgender gestalten bezahlen wollen, als :

« Erstlich loben Sie an, auf den ersten künftigen Brachmonat an die Kaufsumma 1300 Gl. sage dreyzehen hundert Gulden baren Gelts samt sechstausend Gulden an annehmlichen guten Gülten zu entrichten, die übrige noch restierende Summa aber an barem Gelt nach Abrechnung der auf den Gülten haftenden Zinsen und Marchzahl in zwey Terminen, als die Hälfte auf nächsten hl. Johann Baptist, und den Resten auf künftigen Martini zu bezahlen ; indessen bis zur gänzlichen Abbezahlung versprechen die Bürger Contrahenten, das Sie für die ganze Gemeind gut und Bürg und Zahler seye. Die Zahlungen geschehen an barem Gelt Zuger währung die Louis d'or à 12 ½ Gl. ohne Zins.

« Was danne das *Guthaben der Fabric* anbelangt, so in hier liegt, *bleibt dem Bürger Verkäufer als Eigentum*, ohne dafür einige Rechenschaft zu geben schuldig zu sein.

« Zu Bekräftigung alles dessen sind 2 gleichlautende Kauf-Contract

errichtet, beyde gegenseitig unterzeichnet, und jedem Theil einer zugestellt worden.

« Geben zu Luzern, den 23. May 1798.

sig. Fridolin Meyer,
Namens obgesagter Kirchgenossen.

sig. Carl v. Hertenstein,
alt Schlossvogt zu Wiekon.

sig. Leodegar Traber,
Secretaire.

Hinsichtlich dieses Vorgehens ist auf die kirchlichen Grundsätze zu verweisen. Schon Papst Alexander III. (1159–1181) hatte in dem Cap. De jure [12] den Verkauf des Patronatsrechtes nicht bloß für unstatthaft und unanständig, sondern auch für ungültig erklärt, weil das Patronat eine *« res spirituali annexa »*, deren Verkauf das Verbrechen der Simonie in sich schließt. Das Konzil von Trient [13] hat ebenfalls die Übertragung des Patronatsrechtes durch Verkauf und andere unkanonische Titel als nichtig erklärt und die beiden Teile, welche mit einander solche Geschäfte abschließen, mit der Strafe der Exkommunikation und des Interdiktes bedroht. Da der Verlust des Patronates damit verbunden ist, wird infolge dessen die betreffende Kirche frei, *liberae collationis* zur freien Besetzung durch den Bischof. Nur schenkungsweise kann der Laienpatron sein Recht an andere Laien übertragen, aber auch dann nur mit Zustimmung des Bischofs. [14]

Wollte man auch den Käufern die Absicht beilegen, daß sie mit dem Kaufpreis nur etwa die dem Kastenvogt zu Lehenspfand zukommende jährliche Abgabe [15] ablösen wollten, so stehen auch dann dem Übergang des Patronatsrechtes auf die Käufer gewichtige Einreden entgegen. Denn erstens spricht der Wortlaut des Vertrages nicht dafür und zweitens bezahlten die Käufer den Kaufpreis *nicht aus eigener Tasche*, sondern aus Mitteln, die der Kirche gehörten. Denn vor Kantonsgericht wurde gegen diese Kaufspartei, sog. Collaturgenossen, seitens der Pfarreigenossen, die vom Collaturerwerb ausgeschlossen

[12] Cap. 16, X, lib. 3, tit. 38 de jure patron.; vgl. auch Cap. 5, X, lib. 3, tit. 19 de rer. permut.

[13] Sess. 25, cap. 9 de ref.: Nec dictum jus patronatus venditionis aut alio quoqunque titulo in alios contra canonicas sanctiones transferre praesumant. Si secus fecerint excommunicationis et interdicti poenis subjiciantur, et dicto jure patronatus ipso jure privati existant.

[14] Arg. cap. Si laicus, VI°, lib. 3, tit. 19 de jur. patr. (Bonifacius VIII).

[15] Vgl. oben Anm. 7. Die anfänglich hiefür bezogenen 15 Dukaten wurden später mit 150 Gl. verrechnet und seit 1781 sogar mit 750 Gl.



waren, die schwere Anklage erhoben: « *Sie* (die Collaturgenossen) *können nicht aufweisen, auch nur einen Rappen ihres Vermögens daran* (d. h. an den Collaturkauf v. 1798) *bezahlt zu haben. Sie verkauften eine der Kirche gehörige Liegenschaft,* « *Schloßhof* » *genannt, um 14,300 Gulden und bezahlten daraus den Kauf der Collaturrechte* ».

Eine Widerlegung wurde nicht einmal versucht.

Wenn also aus *Kirchengut* der Kaufpreis bezahlt wurde, so konnte der Erwerb der Collaturrechte und die Ablösung der Kastenvogt-Abgaben auch nur zugunsten der *Kirche* und keineswegs zugunsten der « Collaturgenossen » geschehen, mit andern Worten: es mußte durch diesen Vorgang die freie Collatur der Kirche eintreten nach Wegfall der patronatischen Rechte.

Ferner war mit dem Kaufakt eine schwere Veruntreuung des Gotteshausvermögens verbunden gemäß jener Stelle, die sich im Vertrag auf das « Guthaben der Fabrik » (fabrica ecclesiae, Kirchengebäudevermögen) bezieht. Denn dieses Vermögen scheint nach den maßgebenden Urkunden durchaus als unveräußerliches Eigentum des Gotteshauses als Stiftungspersönlichkeit, weshalb auch Ammann und Rat von Zug auf Klage des Untervogtes im Interesse der Pfarrei am 11. Oktober 1755 den Collator gemahnt hatten, innerhalb acht Tagen die Fabrikgelder der Kirche von Risch in dritte sichere Hand zu legen. Der Verkäufer, Collator Carl von Hertenstein, hatte also auch 1798 keinen Anspruch auf dieses Kirchengut. Auch ist es mehr als sonderbar, daß die Käufer, die darüber keine Dispositionsbefugnis hatten, und deren Führer in ihrer Eigenschaft als *Kirchmeier* (also Verwalter des Kirchenvermögens), vielmehr über die Unantastbarkeit dieses Kirchengutes zu wachen hatten, Hand bieten konnten zu einem solchen Geschäft, wodurch der Verkäufer die Fabrikgelder zu « Eigentum » behalten sollte. Man begreift daher die Verabredung, daß für Fabrikgelder keine Rechenschaft gegeben werden sollte!! Nach einem Brief des Pfarrers Hildebrand (in Risch 1798–1838) hätte dieser veruntreute Fonds des Gotteshauses dem Vernehmen nach 11,000 Gulden betragen, also nahezu die Kaufsumme der Collatur. Dies verhindert auch die Annahme, es habe sich in diesem Handel nur um die Ablösung der Kastenvogtei-Abgabe gehandelt.

Infolge dieser Vorgänge konnten also nicht nur die neuen « Collaturgenossen » keinen *Rechtstitel* für den Besitz des Patronatsrechtes aufweisen, sondern es wird auch die Annahme eines *gutgläubigen* tatsächlichen Besitzes des Patronates ausgeschlossen. Nach dem kano-



nischen Rechte müßte für einen derivativen Erwerb des Patronatsrechtes im Wege der Acquisitivverjährung bona fides von Anfang an und ununterbrochen während der ganzen Verjährungszeit vorhanden sein. [16]

Im Kaufakt treten als Käufer nur die Kirchgenossen der politischen Gemeinde Risch auf, wodurch die übrigen Pfarrangehörigen, die im Kanton Luzern wohnen [17], von der « Collaturgenossenschaft » ausgeschlossen waren. Dadurch entstand in der Kirchgemeinde nunmehr ein ungesunder Dualismus. Jedesmal wenn die Interessen der Collaturgenossenschaft mit denen der Kirchgemeinde sämtlicher Pfarrgenossen nicht übereinstimmen, was besonders dann der Fall ist, wenn die Collaturgenossenschaft infolge Übernahme des gesamten Kirchenguts Verbindlichkeiten gegenüber der Pfarrei zu erfüllen hatte, so konnten die Collaturgenossen in der Kirchgemeindeversammlung die übrigen Kirchgenossen majorisieren und jeden ihnen nicht genehmen Beschluß verhindern. Obwohl bei solchen Interessenkollisionen die Collaturgenossen eigentlich in der Kirchgemeindeversammlung nicht stimmberechtigt gewesen wären, so bildete doch tatsächlich dieser Dualismus in der Folgezeit öfters eine Quelle von Zwistigkeiten und Prozessen.

IV. Am Tage nach dem Kaufe, 24. Mai 1798 wurde eine « Supplique » an den Bischof von Konstanz gerichtet, in welcher der Wortführer der Collaturgenossen die Kirchenbehörde keineswegs über die relevanten Punkte informierte. Sie lautet :

« Da auf das selige Hinscheiden des Wohlehrwürdigen Herrn Pfarrers Paul Bütler zu Risch dasige Kirchgenossen gut befunden, in Rücksicht dieser Pfarre bei denen obwaltenden betrübten Zeitumständen eine neue Einrichtung zu treffen, wie es in Zukunft wegen denen Pfarr-Einkünften gegen den neuen Hrn. Pfarrer gehalten werden solle, und die Kirchgenossen gut und ersprießlich erachtet, wie nachfolget mit dem künftigen Pfarrer abzukommen : so gelanget daher das ehrerbietige Ansuchen an Se. Hochfürstl. Gnaden zu Constanz, daß Hochdieselbe belieben möchten, folgende Verordnung in Gnaden zu ratifizieren.

« 1mo haben die Pfarrgenossen auf und angenommen, daß in Zukunft, vorbehalten aber zufällige Unglück oder gar zu wolfeile Zeiten, daß die

[16] Dies folgt aus c. 20 X. lib. 2, tit. 26 de praescr. und c. 1, VI°, lib. 2, tit. 13 eod.
[17] Vgl. die Einleitung.

Einkünfte nicht erkleklich seyn, und *die Pfarrangehörigen* [18] an ihren Freyheiten und rechtmäßigen Collatur-Rechten gekränkt würden, ein Hr. Pfarrer hienach bestimmtes Einkommen haben solle : als Erstlich solle Ihme das laut Jahrzeitbuch enthaltene und ohngefähr 207 Gl. 30 Schilling ertragende Geld alljährlich von dem Kirchmeyer bezahlt werden : Hingegen solle Hr. Pfarrer aber seine Pflichten laut Stiftung ohnklagbar verrichten.

« 2° Solle Er den Weinzehend wie bis anhin zu beziehen haben, würden aber die *Pfarrgenossen oder Collatoren* auf künftige Zeiten denselben vor sich behalten, oder sonst auf eine andere Weis darüber disponieren wollen, so solle in ermeltem Fall dem Hrn. Pfarrherr dafür alljährlich 100 Gl. barem Gelds bezahlt werden.

« 3° Solle Ihme das gewohnte Opferlangen den Abgestorbenen, sowie auch das hl. Tagopfer zugehörig seyn.

« 4° Wird ihme das Pfarr-Wohnhaus samt dem Garten, Wöschhaus und ein Fuoder S. V. Bau (d. i. Dünger) zum Garten übernommen, übergeben, jedoch sollen Hr. Pfarrer für die Erhaltung des Pfarrhofes jedes Jahr 20 Gl. in die Fabrik bezahlen.

« 5° Solle dem Pfarrer jährlich 10 Klafter danniges Holz oder aber ein Drittel weniger buochigs Holz samt den Studen, so von ermeltem Holz abfallen, verabfolget und dann gedachtes Holz auf Unkösten der Collatoren aufgemacht werden.

« 6° Wurden dem Hrn Pfarrherrn nebst vor und obbemelten annoch alljährlich an barem Gelt neunhundert Gulden entrichtet werden, welche bezahlung auf hl. Johann baptist den Anfang nemmen soll.

« Letzlich behalten sich aber die Collatoren feyerlich vor alle ligende Güter, Waldung, Zehenden, Boden und Geldzinsen, oder was es Namen haben möchte, und dahvor ein Pfarrherr bezogen hat : damit Sie daraus alles dasjenige, so Sie einem Pfarrer versprechen, aushalten können.

« Endlich sollen auch laut alter Gewohnheit die Seelen Sonntäg fortgepflogen und die VV. Capuziner dazu berufen werden.

« Geben den 24. Mai 1798.

sig. Fridli Meyer, Kirchmeyer und
übrige Kirchgenossen zu Risch.

Die Rückantwort erfolgte auf dem gleichen Papier :

« Vorstehende Urkunde, mit welcher die Kirchgenossen zu Risch, denen der Kirchen-Satz daselbst samt dem Kirchen- und Pfarrgut von der Familie von Hertenstein abgetretten und überlassen worden ist, sich zu einer bestimmten jährlichen Besoldung eines geistlichen Pfarrherrns und Seelsorgers zu gedachten Risch verbindlich erklären, wird anmit von uns, im Namen des hiesig bischöflichen Ordinariats ihres vollen Inhalts

[18] Damit wird der falsche Anschein erweckt, daß die Collatur zuhanden der Pfarrangehörigen überhaupt abgetreten worden sei.



angenommen und bestättigt, sohin auch für einen jeweiligen Pfarrer von Risch die darin ausgeschiedene jährliche Kongrua vestgesetzet.

In Urkund dessen u. s. w.

Konstanz, am 11. des Brachmonats 1798.

Ernst Gebissingen (?) Generalvikar. »

Wie die « Supplique » an den Bischof nur eine Bitte enthielt, die Pfarrbesoldungsregulierung zu « ratifizieren », so beschränkte sich auch die Antwort des Generalvikars nur diesen Punkt zu genehmigen. [19] Wenn auch der Letztere die *Tatsache* der « Abtretung » des Kirchensatzes seitens der Familie von Hertenstein erwähnt, so ist doch darin von keinem Collatur*kauf* die Rede, viel weniger noch von einer Bestätigung desselben, wozu die Kompetenz eines Bischofs oder eines bischöflichen Generalvikars keineswegs ausgereicht hätte gegen die Rechtsbestimmungen des Apostolischen Stuhles und des allgemeinen Konzils.

Von jetzt an verfuhren die Collaturgenossen mit dem kirchlichen Stiftungsgut, als ob es ihr Eigentum wäre, in völliger Verkennung der Natur dieses Vermögens und des Collaturbesitzes. So wurde vom Vertreter der Collaturgenossen in den Prozeßakten vom 23. Juli 1874 vor Kantonsgericht Zug ausdrücklich behauptet, daß « durch den Kauf vom 23. Mai 1798 die betreffenden Rischerbürger Eigentümer der durch jenen Kauf betroffenen Güter geworden » seien. Ebenso verkehrt war der vom gleichen Vertreter damals gemachte Versuch, das erkaufte Collaturrecht als ein *dingliches* Patronat, welches auf einem patronatberechtigten Gute hafte, hinzustellen. Offenbar hatte dieser Vertreter keine richtige Vorstellung vom Unterschied des persönlichen und dinglichen Patronates, sonst wäre eine solche Behauptung unterblieben in einem Falle, wo alle Kriterien eines persönlichen Patronatsrechtes vorlagen und insbesondere die in den Urkunden niedergelegte Art der Verleihung und die Vererbung in einer bestimmten Familie — ohne Rücksicht auf den Besitz eines bestimmten Gutes, auf welches das Collaturrecht radiziert wäre, gegen jene Aufstellung sprach. [20]

Die Pfarrgehaltsfrage war durch die erwähnte Urkunde geregelt. Doch wurde im Laufe der Zeit der Pfarrgehalt immer kleiner, trotz des Sinkens des Geldwertes und ungeachtet der stets teurer werdenden

[19] Dabei hatte er wohl das Cap. Exstirpandae X, lib. 3, tit. 5, de praeb. (Concil. Lat. IV) vor Augen.

[20] Vgl. z. B. die im Geschichtsfreund, Bd. 20, S. 326 f. abgedruckte Urkunde.



Lebensbedingungen, während die in der Hand der Collaturgenossen befindlichen Güter im Wert stiegen. Zur Sicherstellung des ausgeworfenen Pfarrgehaltes versprachen sie im «*Dotationsinstrument*» vom 13. Dezember 1832 «*aus dem Vorschlag des Zehndens* ein aus wenigstens 26,000 Gl. bestehendes unantastbares Kapital» zu errichten, um aus dem Zins zum Voraus den Pfarrgehalt zu leisten», aus dem Übrigen die Fabrik (d. h. der finanzielle Bedarf des Gotteshauses) zu bestreiten, was aber diese nicht bedarf, *zu andern Bedürfnissen der Collaturgemeinde*, je nachdem es die Umstände erfordern, zu verwenden».

Im nämlichen Instrument wird dann unter Zif. 8 bestimmt: «Nachdem obgedachte Kapitalsumme ergänzt sein wird, behalten sich die Collatoren vor, *über den Zehnden nach Belieben zum allgemeinen Nutzen zu verfügen*, geben jedoch die feierliche Erklärung und Zusicherung, daß wenn der zur Fabrik bestimmte Zins eint und anderst wegen allfälligen größeren Reparationen und Anschaffungen nicht hinlänglich wäre, das Erforderliche daraus bestreiten zu können, oder wenn durch Brand oder andere Zufälle und Unglücke die Fabrik beschädigt oder gar zu Grunde ginge oder im Falle obbemeldete Kapitalsumme durch was immer für Umstände entschwächt oder verringert würde, oder obige Versprechungen nicht mehr daraus geleistet werden könnten, sie immer mit dem ganzen Zehnden dafür haften und daraus das Erforderliche zuzuschießen, alles herzustellen und zu ergänzen sich verpflichten».

Man sieht, daß die Collaturgenossenschaft hier die Verpflichtung, welche auf dem von ihm eingezogenen Vermögen der Pfründen haftete, lediglich auf die kapitalisierten Überschüsse der Zehnden abzuwälzen unternimmt. Diese Zehnden aber sollten nach dem Urbar zum größeren Teil der *Kirche*, die übrigen der Pfarrpfrund zukommen. Nach den Stiftsbriefen war ferner gemäß den kanonischen Bestimmungen, die Pfarrpfrund «mit allen ihren Einkünften zu vergeben». *Wo blieben nun die reichlichen Einkünfte aus den zu den Pfründen gehörigen Wäldern, Riedstücken und sonstigen Liegenschaften und die Geld- und Bodenzinse?* Alle diese Einnahmen machte sich die Collaturgenossenschaft zu eigen.

Als die Collaturgenossenschaft 1832 beschlossen hatte, den Zehntenbezug ihren eigenen zehntenpflichtigen Genossen, nicht aber den übrigen Kirchgenossen zu erlassen, kam es zu einem Prozeß zwischen jener Genossenschaft und den «Nicht-Collaturbürger». Das Kantonsgericht stellte in seinem Urteil vom 9. Januar 1834 fest, daß die Collaturgenossen nur bedingte Eigentümer des Zehntens geworden, und «daß



sie nicht befugt seien, den Zehntenbezug den zehntenpflichtigen Collatoren zu erlassen, bis die benannten 26,000 Gl. ergänzt seien und auch in diesem Falle habe sie (die Collaturgemeinde) selben nicht einzeln zu schenken, sondern ihn zu allgemeinem Nutzen zu verwenden ».

Am 9. Juli 1848 beschloß die Collaturgenossenschaft, es solle « statt des bisherigen Zehendens die auf 27,000 Gl. bestehende *Loskaufsumme des Zehenden* als Hypothek (für jenen 1832 geschaffenen Dotationsfond von 26,000 Gl.) haften und dieselben niemals verteilt, geschwächt oder veräußert werden dürfen, sondern einzig nur über den Zins verfügt werden dürfen, sofern die im Dotationsinstrument (1832), art. 8 bezeichneten Verpflichtungen erfüllt sein werden. Sollte das Capital der Zehntenloskaufsumme auf was immer für eine Weise geschwächt werden, so soll dasselbe aus dem Zins derselben wieder ergänzt werden ». Die nachgesuchte bischöfliche Genehmigung dieses Beschlusses erfolgte am 18. Oktober 1848. Allein die bischöfliche Behörde hatte nicht gerechnet mit der Rechnungskunst der Collaturgenossenschaft und mit deren sonderbaren Auffassung hinsichtlich der « Zins-Überschüsse » !

Am 8. September 1851 beschlossen die Collaturgenossen : « Es soll dieses Jahr und in *Zukunft die Waisenhaus- und Polizei-Steuer, sowie die allfällige Schulkreis-Steuer,* soweit dieselben, die in der Pfarrei *Risch wohnenden Kollaturbürger* betreffen, *aus dem Kollaturgut bezahlt werden.* »

Von da an greifen die verschiedenartigsten Begehrlichkeiten Platz. Es wurde immer schwieriger, dem Egoismus der Collaturgenossen und ihren unberechtigten Eingriffen in der Verwendung des in ihren Händen befindlichen Kirchenvermögens (« Collaturgut ») zu wehren. Doch die Krone wurde diesem stiftungswidrigen Verwaltungsgebahren, dessen Liederlichkeit dem Kantonsgericht 1872 anhand der Bestandsrechnungen von einer rekurrierenden Minorität ersichtlich gemacht wurde, dadurch aufgesetzt, daß mit 50 gegen 20 Stimmen am 17. März 1872 die Collaturgenossenschaft beschloß, die *Zinsvorschläge aus dem Collaturfonds in Zukunft auf die Köpfe der Collaturgenossen zu verteilen.* Im gleichen Beschluß wurde dieses Vorgehen als « *billigere und gerechtere Nutzungsmethode* » bezeichnet !

Das deswegen angerufene Kantonsgericht stellte im Urteil vom 16. September 1874 nicht ohne Ironie fest : « Wenn auch seit 1848 die Zinsüberschüsse zu verschiedenen Zwecken, wie neben *Lehrerbesoldungen und Schulhausbau, auch zu Vermögens-, Kopf- und andern*



Steuern zu Gunsten der Collaturbürger, Brand-, Bau- und Fest-Beiträgen u. s. w. verwendet wurden »[21], so könne diese Verwendungsweise doch kein rechtliches Präjudiz für die Zukunft bilden. — Insbesondere aber hebt das Kantonsgericht hervor (Zif. 6 des Urteils): « daß wenn auch die Collaturgemeinde laut Schlußnahme von 1848 das Verfügungsrecht über den verwendbaren Zins ohne besondere Zweckbestimmung sich vorbehalten hat, dieselbe sich einerseits aus der *Natur der Sache*, anderseits aus den *vorgängigen Dokumenten*, worauf sich benannte Schlußnahme stützt, folgern läßt, indem

a) ausser Zweifel steht, daß der verfügbare Zins von öffentlichem Gemeindegut resp. *Kirchengut* herrührt und *insoweit diesen Charakter nicht verliert, zumal dasselbe immer für gewisse Eventualitäten, wofür die Gemeinde einzustehen hat, behaftet bleibt, auch der Natur der Sache nach die Verwendung nur eine dem Stiftungszwecke oder dem Hauptgut, weil öffentliches Gut, gemäße* d. h. zu öffentlichen Zwecken bestimmte sein kann;

b) laut der Dotationsurkunde von 1832 über den *Bedarf der Fabrik* hinaus die Verwendung des verfügbaren Zinses nur zu « Bedürfnissen der Collaturgemeinde », oder wie sich dieselbe an anderer Stelle wieder ausdrückt « zu allgemeinem Nuzen » zu geschehen hat, auf welche Schlußnahme von 1848 sie sich auch beruft und womit die Zweckbestimmung zu Gemeindebedürfnissen und zu allgemeinen Nutzen, näher bezeichnet wird ».

Die Appellation der Collaturgenossenschaft gegen dieses Urteil wurde vom Obergericht « in jeder Beziehung » abgewiesen. Seither wurde die kirchliche Natur der genannten Fonds allgemein anerkannt.

Das Finanztalent der Collaturgenossenschaft bestand seit 1798 nicht etwa darin, das bestehende Kirchenvermögen derart zu verwalten, daß es möglichst erhalten und verbessert werde, um für die mannigfachen kirchlichen Zwecke hinreichend zu sorgen und auch für außerordentliche Bedürfnisse, wie Bauzwecke, allfällige Deckung zu schaffen. Vielmehr geht das ganze Streben nur dahin, möglichst viele *Ersparnisse auf Kosten der Kirche und der Pfründner* zu machen, damit recht viel Geld für Privatinteressen und einen vagen « allgemeinen Nuzen », den das Kantonsgericht endlich 1874 den Collaturgenossen verständlicher

[21] Nach den Prozeßakten waren in den Jahren 1851—1870 für Bezahlung von Steuern der einzelnen Collaturgenossen auf diese Weise « etwa Gulden 1100 und Fr. 33,000 » bezahlt worden.



auslegen muß, oder für «andere Bedürfnisse der Collaturgemeinde» flüssig werde.

Bei der Spartendenz den kirchlichen Zwecken gegenüber begreift man das von den Collaturgenossen in den nämlichen Prozeßakten gemachte Geständnis: «Dessenungeachtet habe sich das Gesamtkapital auf 1. Januar 1872 auf die Summe von Frs 127638, Cts 50 vermehrt; der jährliche Zuwachs habe je 1800–2960 frs betragen, *obschon* Steuern aus den Zinsenüberschüssen bezahlt worden». [22] Wertvoll war auch das gerichtliche Geständnis der nämlichen Prozeßpartei, daß sie die Last übernommen habe, die Kirche und Pfrundgebäude zu unterhalten.

V. Durch den kantonsgerichtlichen Spruch war aber die Rechtslage noch nicht genügend abgeklärt. Die Beschwerden derjenigen Pfarrangehörigen, die nicht Collaturgenossen waren, blieben bestehen, da es ihnen im Gegensatz zu dem früheren Zustande verwehrt war, irgend ein Kontrollrecht betreffend die Kirchenvermögensverwaltung auszuüben, da das von den Collaturkäufern eingezogene Kirchen- und Pfrundgut nur von Organen der Collaturgenossenschaft verwaltet wurde. Statt nun diesen Dualismus zu beseitigen durch Auflösung der Collaturgenossenschaft, machte dann 1898 die Regierung des Kantons Zug einen neuen Fehler.

Während nämlich eine Minderheit in der Regierung (Herr Spiellmann) die Ablösung des Collaturrechtes zuhanden der Kirchgemeinde beantragte, entschied sich die Regierungsmehrheit für die Erhebung der Collaturgesellschaft zur öffentlich-rechtlichen Korporation. [23] Es wollte die Regierung von dem Gesetz betreffend die Ausscheidung der Gemeindegüter vom 18. Januar 1875, § 1, keinen Gebrauch machen gegenüber der Collaturgenossenschaft, in der Meinung, daß sie *öffentlichen* Charakter habe, weil sie öffentliches Kirchengut in Händen habe. Diese Begründung ist offenbar unzutreffend. Die Collaturgenossen

[22] Im Jahre 1907 hatte der Pfarrer weniger Gehalt als vor 100 Jahren. Als Pfarrer Clemens Zürcher († 1. April 1914) am Neujahrstag in der Predigt Verwahrung einlegte gegen die Antastung der Jahrzeitmessenstiftungen und für die Integrität des Kirchengutes eintrat, beschloß die Collaturgenossenschaft am 8. März 1908 den Gehalt des Pfarrers von 1550 Fr. auf 1400 Fr. herabzusetzen, rückwirkend vom 1. Januar 1908 und verbot ihm, daß er in Zukunft im Pfarrhause Kurgäste beherberge, wie es letztes Jahr vorgekommen sei!

[23] Vgl. Regierungsratsprotokoll 1898 n. 770, und 1899 n. 893. — Die Ablösbarkeit der noch bestehenden privaten Collaturrechte zuhanden den Kirchgemeinden war in den Verfassungen und 1873 (§ 78 Abs. 3) und 1894 (§ 72 Abs. 4) ausgesprochen.



bildeten tatsächlich nur eine private Interessengemeinschaft, wenn sie auch in den Formen einer öffentlichen Genossenschaft aufgetreten waren.

Mit der formellen Verleihung der Qualität einer öffentlich-rechtlichen Korporation wollte die Regierung die behördliche Kontrolle betreffend die stiftungsmäßige Verwaltung und Verwendung des in den Händen der Collaturgenossen befindlichen Kirchenvermögens wirksamer sichern. Daher wird auch in § 2 der neuen Statuten der Collaturgenossenschaft (regierungsrätlich genehmigt den 9. Oktober 1899) gesagt, daß ihr « die Verwaltung der laut *Urbarium* für benannte Pfründen (des Pfarrers und Kaplans) bestehende *Stiftungen* an Kapitalien, Liegenschaften u. s. w. » zustehe. Ebenso wird hervorgehoben, die Genossenschaft sei verpflichtet, die « erwähnten Fonde und Güter gewissenhaft *nach Sinn und Geist der Stiftungen,* der darauf bezüglichen Dotationsinstrumente und ergangenen Rechtsbescheide zu verwalten und deren Ertrag zur angemessenen Besoldung der berufenen Geistlichen und Angestellten (Sigrist) und entsprechenden Unterhalt der betreffenden Pfrundgebäude, einen allfälligen Überschuß aber zu sonstigen genossenschaftlichen und gemeinnützigen Zwecken zu verwenden ».

Die letzte Bestimmung betreffend die « *allfälligen Überschüsse* » wäre besser unterblieben nach den bisherigen Erfahrungen und in Rücksicht des anerkannten kirchlichen Charakters der Fonde.

VI. Mit der Anerkennung der Collaturgenossenschaft als öffentlich-rechtliche Korporation hatte die Regierung gleichsam eine Kirchgemeinde im Schoße der bestehenden Kirchgemeinde gebildet, die beide meist in einem Parteiverhältnis einander gegenüberstanden, wobei die eigentliche Kirchgemeinde stets der schwächere und überstimmte Teil war. Darunter mußten die kirchlichen Interessen fortdauernd leiden.

Als am 1. April 1914 die Pfarrpfründe durch den Hinscheid des Inhabers vakant geworden, begegnete begreiflicherweise deren Neubesetzung den größten Schwierigkeiten. Die Zustände bedurften einer gründlichen Sanierung. Zwar zeigte sich bei den Collaturgenossen jetzt eine Geneigtheit zur Abtretung der Collatur an die Kirchgemeinde, aber sie wollten dabei wieder ein gutes Geschäft mit Kirchengut machen. In einer am 13. Mai 1914 unter dem Vorsitz eines Regierungsrates in Buonas abgehaltenen Konferenz wurde von den Vertretern des Kirchen-



rates der Pfarrgemeinde und des Collaturrates — unter Vorbehalt der Zustimmung der Kirchgemeinde — vereinbart :

« Vom dermaligen Vermögen der Collaturgenossenschaft sollen derselben verbleiben Fr. 20,000 Kapital und die Hälfte des Waldbestandes (und zwar der untere Pfrundwald), das übrige Kapital nebst Liegenschaft (Gebäude, Wies- und Ackerland und die andere Hälfte Wald) soll in das Eigentum der Kirchgemeinde übergehen und zwar mit allen Rechten und Gerechtigkeiten, Nutzen und Beschwerden ».

Also wieder ein *simonistischer Verkauf des Patronatsrechtes*, wobei gleichzeitig (entgegen den Urkunden und der eigenen Statuten der Collaturgenossenschaft) verkannt wird, daß es sich um Vermögen von kirchlichen *Stiftungen* handelt !

VII. Jetzt war aber auch der Moment für den Diözesanbischof gekommen, dem seit 1798 bestehenden Unrecht gegenüber kirchenbehördlich einzugreifen. Auf Grund der Akten und einer geschichtlichen Darstellung beurteilt er die Collaturzustände in einer im November 1914 erschienenen Schrift. Wir können den bischöflichen Entscheid in folgende Sätze zusammenfassen :

1. Der Kaufvertrag von 1798 ist unkirchlich und ungültig. Deshalb ist auch das Patronatsrecht mit Zubehör nicht auf die Käufer übergegangen, sondern von Rechtswegen an den Bischof zurückgefallen.

2. Die Präsentationen der Pfarrer und Kapläne seitens der Collaturgenossenschaft wurden von den Bischöfen von Konstanz, dann von Basel ohne genauere Kenntnis des Geschehenen entgegengenommen. Der Bischof ist « *nicht abgeneigt* », infolge Verjährung der Genossenschaft das Präsentationsrecht zuzuerkennen und dann auch der Kirchgemeinde, wenn es an diese abgetreten würde.

3. Der Bischof könnte auch vom Apostolischen Stuhle Nachsicht für die der Kirche entfremdeten und *nicht mehr vorhandenen* Gelder und von den allfällig inkurrierten *Kirchenstrafen* erbitten.

4. Das ganze « Collaturvermögen » ist stiftungsgemäß Kirchengut, bestimmt für Pfarrer, Kaplan und Fabrik. Die Collaturgenossenschaft hat darum nicht bloß so viel herauszugeben, als sie für gut findet, sondern das *ganze* Vermögen der Kirche ohne Bedingung der Rückbehaltung eines Teiles im Sinne der Vereinbarung vom 13. Mai 1914.

5. Der Bischof kann für das Unrecht, das geschehen ist, wegen der Unkenntnis der Sachlage auf Seiten der Beteiligten Nachsicht üben oder erbitten, er darf aber zu einem neuen Unrecht nicht



schweigen oder mitwirken, und muß vielmehr die Collatoren, sowie die Kirchgenossen mahnen, sich nicht in einen solchen sündhaften Handel einzulassen.

6. Die Regierung mag ermessen, ob die beabsichtigte Antastung des Kirchenvermögens sich mit der kantonalen Verfassung vertrage.

Das bischöfliche Wort hat vielen die Augen geöffnet und einen tiefen Eindruck gemacht, so daß dem Vernehmen nach Hoffnung auf eine glatte Lösung der Frage besteht.



Introduction de la Réforme par le « Plus » dans le bailliage d'Orbe-Echallens

Par E. Dupraz.

(*Suite.*)

III. Le « Plus » à Mex et à Goumoëns-la-Ville en 1575.

Le catholicisme avait donc succombé à Orbe en 1554. La minorité, restée fidèle à la foi des ancêtres, ne pouvait plus la pratiquer, même en s'en allant au dehors. Elle finit peu à peu par accepter ce que l'on avait coutume d'appeler « la religion des seigneurs de Berne ». Dès lors, ceux-ci purent tourner tous leurs efforts sur les autres paroisses du bailliage. Il en restait encore sept, savoir : Assens, Bottens, Echallens, Goumoëns-la-Ville, Mex, Penthéréaz et Poliez-le-Grand. Mex et Goumoëns subirent les premiers assauts, mais ils ne succombèrent qu'après 21 ans de luttes, en 1575.

1° Le « Plus » à Mex.

Mex est un petit village du cercle de Sullens, aujourd'hui annexe de la paroisse de Vufflens-la-Ville. Il était déjà paroisse en 1228. Son église était dédiée à Sainte-Marie-Madeleine. En 1453, il comptait dix feux. Au XVIme siècle, cette localité faisait partie du bailliage d'Orbe-Echallens.

Le *Plus* y eut lieu le 8 mai 1575. Nous ne possédons sur cette journée que le document suivant :

« Départ des Nobles, Puissants, Sages et Honorables Bernard d'Erlach et Simon Wurtemberg de Berne et honorables Franz... et Barthelemy Reynold, députés de Fribourg sur le faict du *Plus* requesté par la plupart des prudhommes et paroissiens de Mex.

« En premier, les dits Seigneurs Ambassadeurs se sont trans-



portés heure matine (le matin) au dit lieu de Mex et fait assembler au temple tous capables chefs et pères de famille paroissiens, et après déclaration faite de la salutation aux dits paroissiens de la part de nos Souverains Seigneurs et de la charge à eux commise pour l'effet du dit *Plus*, ont été tenu plusieurs propos et fait grandes allégations, entre autres que les dits Seigneurs, députés de Fribourg, ont mis en avant que les dits paroissiens ont été pratiqués et achetés par don pour faire le dict *Plus*... Sur ce, ils réservent le bon vouloir de leurs Seigneurs supérieurs. Sur quoi les députés de Berne ont répondu ignorer telles pratiques et aschepts (achats) être faits... Ils refusent de retarder le *Plus* en appelant au traité conclu entre les deux villes... Suivant quoi on a fait mettre à part ceux voulant vivre la réformée Réformation du St Evangile d'un côté et ceux voulant vivre selon la Réformation de la messe de l'autre, dont s'est trouvé du côté de mes dits Seigneurs de Berne treize et du côté de mes dits Seigneurs de Fribourg neuf.

« 8e Mai 1575. »[1]

C'est en 1528 que Berne embrassa la réforme. Presque aussitôt elle se mit à l'œuvre pour l'introduire dans les bailliages mixtes. Il lui fallut donc plus de quarante ans de manœuvres et d'achats de consciences pour arriver dans la petite paroisse de Mex à cette majorité de quatre voix. Mais cela suffisait : le culte catholique y était irrévocablement aboli sans respect des neuf familles qui demandaient à conserver la messe, c'est-à-dire la foi des ancêtres. On peut en conclure que le catholicisme avait de profondes racines dans l'âme vaudoise.

2° Le « Plus » à Goumoëns-la-Ville.

Goumoëns-la-Ville, grand village du district d'Echallens, est situé à trois kilomètres N.-O. de ce bourg. Cette localité est la plus ancienne de la contrée. Son église était au XIIme siècle le centre d'une vaste paroisse, dont Echallens, Villars-le-Terroir, Oulens et Penthéréaz n'étaient que des chapelles filiales. En 1453, la paroisse de Goumoëns comptait trente feux.

Il fallut aussi un travail de plus de quarante ans pour arriver à la destruction du catholicisme. De nombreux documents, que nous

[1] *Tscherliz Bücher*, p. 129.



ne pouvons que résumer, nous feront assister à ce drame émouvant des consciences.

Déjà en 1561, les catholiques avaient dû céder l'usage du calice pour la cène des réformés. En 1567, une demande du *Plus* fut envoyée à Berne et à Fribourg. En voici la teneur avec les noms des pétitionnaires :

« Ceux qui volontairement et librement ont suivi la sainte réformation évangélique, et lesquels ont demandé et requis le *Plus* être fait à nos très redoutés seigneurs et princes des deux villes de Berne et Fribourg, à Goumoens, Nobles Seigneurs, Messeigneurs de Bioley, noble Jehan Panchaud, Pierre Favre, Jacques Favre, Claude Benet, Claude Benet son fils, Clement Benet, Jean et Loys Narbel, Claude Bassan l'aîné, Claude Bassan [1] le jeune, François Visat, notaire, Claude Maraîchaux, Jean Condoz, Jean Chevalley, Jean Favre, alias Treboux, Guillaume Basset, Clement Thomas, François Caillié, Pierre Bouvey, Petremand Briguet, Jean Fontaine, Loys Briguet, Andrey d'Yverdon, notaire, Pierre Gendre, François et Etienne Narbel, Claude Mayor, Claude Joubon, François et Claude Besançon, François Bonvalet, Jean fils de feu Claude Bonvalet, Pierre Genet, Loys Logoz, Antoine Bonvalet.

« Lesquels susnommés ont promis et juré es-mains de moi notaire soussigné, les choses prémentionnées et maximement la requeste à nos dits seigneurs foit avoir pour agréable.

« Donné le 24me jour d'octobre l'an 1567.

« *Signé* : JEAN CHAMPION [2]. »

Depuis 1559, les partisans du prêche avaient eu à poste fixe à Goumoëns et à Echallens un ministre dans la personne de Jehan Gondoz. On lit dans les mémoires de Pierrefleur : « Le dit maistre Jehan Gondoz, après avoir demeuré à Orbe usant d'office de Prédicant environ quatre mois, s'en partit d'icelle et s'en alla demeurer à Goumoëns, et c'est pour prêcher au dit Goumoëns et Echallens, auxquels lieux ils n'avaient eu auparavant aucun prédicant luthérien, dont icelui Gondoz fut le premier, car pour lors l'on y chantait la messe [3]. »

[1] Ailleurs Basset.
[2] *Tscherlitz Bücher*, archives canton. vaudoises, page 105.
[3] *Mémoires de Pierrefleur*, page 353.



Jehan Gondoz dut pousser à cette demande du *Plus* en 1567, car il fut un agent très actif de Berne, comme en font foi les deux lettres suivantes :

« Jean Gondo, *ministre à Eschallens.*

« Très redoutés seigneurs,

« Depuis que nos adversaires papistes eurent entendu votre venue pour faire le *Plus* à Goumoëns, sachant qu'ils ne pourraient résister, ont machiné depuis de détourner les plus faibles des nôtres, par tel moyen. C'est que le vicaire de Goumoëns, nommé Bonnefoy pour tant que son maître le curé est aveugle et sourd a pris avec soi l'un des officiers du Seigneur baillif d'Eschallens, nommé François Barraud, idolâtre, et deux gouverneurs papistes, l'un de Goumoëns, nommé George Basset, l'autre de Clagnens, nommé Pétermand Bonvalet ; et est allé le dit vicaire avec ceux-ci par les maisons des évangélistes, de ceux qu'ils pensent le plus débiles pour tâcher de les détourner de leurs propos et de la demande du *Plus* à vous faite, tâchant de les espouvanter en menant l'officier du Seigneur, les interrogeant s'ils avaient donné charge au Prédicant ou à son adjoint Jacques Favre, de demander le *Plus*, afin que s'ils vacillent, de les surprendre pour puis après les rejeter devant les princes. Et même le dit vicaire, servait de secrétaire avec le sergent, et escrivait avec grande gravité ce qu'ils disaient, en menant témoins le dit officier et gouverneurs prédits, lesquels aussi exhortaient de tout leur pouvoir les débiles de dénier de leurs bons propos, ou pour le moins ne demander point le *Plus*, mais du tout sans désister. Le dit curé est venu jusqu'à chercher un des nôtres au lit malade, pour faire comme dessus avec la compagnie, et promettait le dit curé, pour détourner les nôtres qu'il les quitterait entièrement des corvées et coupes dues au curé incontinent qu'il aurait la cure. Idem, avons entendu qu'ils ont fait certaine jetée d'argent entre eux pour envoyer à Messieurs de Fribourg toutes les surprises que le dit Curé aurait procurées, afin que les dits Seigneurs s'en puissent servir contre nous au jour du *Plus*, pour rejeter ce que le dit curé aurait ainsi surpris, comme n'ayant consenti au *Plus*. Nous prions Vos Excellences sur ce avoir égard et pourvoir. S'il plaisait à Nos Seigneurs envoyer querre (rechercher) les dits subornateurs et les chastier, ce serait grand espouvantement aux adversaires, et avancement de courage aux nôtres, voyant que prendriez la cause

en main. Nous ne sommes encore assurés de votre venue, nous vous prions de la nous signifier, afin de nous préparer. Le Seigneur vous augmente son Saint Esprit, pour conduire le tout à son honneur et gloire. Amen.

« De Goumoëns, ce 22 novembre 1567.

Votre obéissant serviteur,

« JEAN GONDO[1]. »

« Très redoutés princes,

« J'ai reçu vos lettres ce 4me de ce mois ; je étais déjà parti pour vous faire tenir les lettres que je vous envoie, car ne trouvant messager, moi même allais vers vos Excellences pour vous déclarer les dites choses que je vous escris. Quant au prêtre et ses adhérents, oultre les choses qu'il plaira à Vos seigneurs voir, il a entendu et les siens qu'ils étaient décelés et accusés vers vous, pourquoi tout leur conseil est de impudemment nier, pensant par ce eschapper ou de pallier sous la recouverte de ses coupes combien que ceux qui ont été interrogés le pourraient testifier, et aussi l'officier et même le geste de l'argent qu'ils ont fait jusqu'au dessus, chascuns trois sols et en ont eu contention, et ai entendu que le serviteur du bailli est allé à Fribourg pour dépêcher leur requête. Il y a certain papiste auquel est eschappé de manifester au prédicant d'Oulens que tout cela se faisait par l'autorité du dit baillif ; mais nous ne le pouvons assurer, car cela se tient caché et même tout ce qu'apercevons être fait par le dit baillif n'en pouvons sçavoir que par les amis secrets et auxquels il défend expressément de nous signifier aucune chose. Il confessa au prédicant d'Oulens qu'il avait escrit de tout cela aux seigneurs de Fribourg, et que combien qu'il eût le serment à Vos Excellences, cependant il ne l'avait pas pour la religion, mais seulement pour les choses civiles ; il se montre fort zélateur, et plus qu'il ne faudrait, parlant assez âprement à des nôtres. Mais cela se fait à part, et non point devant nous. Il vous plaira de ce que nous vous signifions de ces faits secrets, selon votre sagesse, afin qu'il ne nous mette en haine par son autorité vers les simples de ce peuple, et par ce moyen retarde notre office et l'avancement du

[1] *Tscherlitz Bücher*, pages 115 et 116.



royaume. J'espère que le Conseil que le Seigneur vous a donné profitera grandement, le dit baillif sera fort effarouché et ne sera pas sans menaces... » Daté du Pasquier, ce 4 décembre 1567.

« *Signé* : JEAN GONDO [1]. »

Le *Plus* n'eut pas lieu ; Berne, renseignée sur la situation des deux partis, dut comprendre que la majorité ne serait pas favorable au prêche.

Le 19 juin 1570, les deux confessions furent en présence. La votation eut lieu, les catholiques obtinrent la majorité des voix [2]. Berne dut subir avec dépit cette défaite, les renseignements nous manquent sur cette tentative. L'agitation et toutes les manœuvres et intrigues accoutumées recommencèrent pour aboutir enfin, cinq ans plus tard, à un succès définitif, c'est-à-dire, selon l'expression de l'époque, au « dérochement des autels ».

Vu les nombreux documents qui concernent cette votation de 1575, nous n'en donnons qu'un résumé ; on aura une idée assez exacte de la lutte qui fut engagée entre les Etats de Berne et de Fribourg. Cette fois Berne, avec sa ténacité connue, avait tout préparé pour être sûre de la victoire.

Les renseignements qui suivent sont tirés en grande partie des archives de Fribourg, et ont été résumés par M. l'archiviste J. Schneuwly.

1575, 27 avril. Le curé de Goumoëns, D. Jehan Josserand, ayant informé le Conseil de Fribourg que le pasteur de la localité intrigue de maison en maison pour provoquer le *Plus*, cette nouvelle afflige les seigneurs de Fribourg. Le Conseil invite le bailli d'Orbe, David Tscharner de Berne, à citer devant lui ce pasteur et à l'entendre [3].

4 mai. L'avoyer et Conseil de Berne rappellent à l'avoyer et Conseil de Fribourg que leurs sujets communs de la paroisse de Goumoëns avaient demandé il y a quelques années le *Plus*, au sujet de la religion, mais que cette votation n'a pu avoir lieu alors. Vu qu'ils persistent dans leur projet, et qu'ils ont envoyé à Berne une députation pour le mettre à exécution et obtenir leur aide; la dite autorité informe

[1] *Tscherlitz Bücher*, page 123.

[2] *Dictionn. hist.* du cant. de Vaud, supplément, art. GOUMOENS.

[3] *Manual*, soit protocole des délibérations du Petit et Grand Conseil de Fribourg, N° 110.



qu'elle n'a pas cru devoir refuser d'obtempérer à cette demande, mais au contraire d'encourager ces bonnes intentions. Cette députation ira aussi à Fribourg pour solliciter la même chose. Berne a déjà choisi une délégation chargée de se rendre à Goumoëns pour y arriver la veille de la fête de l'Ascension (11 mai), et pour procéder à la votation le lendemain. Le Conseil de Berne a l'espoir que Fribourg enverra aussi une délégation sur les lieux pour terminer cette affaire conformément au traité conclu entre les deux Etats [1].

5 mai. Le Conseil de Fribourg reçoit avis du bailli d'Orbe, qu'il a voulu citer le pasteur, mais que celui-ci était absent ; il devait revenir dans une dizaine de jours ; qu'en échange le bailli a envoyé ici Jaques Tale et Claude Maréchaulx. Le Conseil décide de nouveau de faire citer le pasteur (maître Jean Blanchard) [2].

6 mai. Le Conseil de Fribourg répond à celui de Berne qu'il ne peut pas assister à la journée fixée pour la raison que la votation a été provoquée par des intrigues ; les coupables ont été cités à comparaître devant le bailli. Une autre raison est que l'autorisation de procéder au *Plus* doit être demandée à Fribourg et non à Berne [3].

17 mai. Jehan Josserand, pauvre curé de Goumoëns, écrit aux seigneurs de Fribourg qu'il a appris par les gens de maître Jehan Blanchard, ministre à Goumoëns, que le dimanche 15 mai, après son prêche, le dit ministre a dit à ses ouailles comment on devait s'y prendre pour exécuter le mandat des seigneurs de Fribourg ordonnant de leur envoyer quatre hommes, dont deux gouverneurs et deux autres personnes représentant la paroisse en général. Ses ouailles ayant pris connaissance plus tard de ce mandat et en ayant délibéré entre eux, la plupart n'ont pas voulu consentir à irriter davantage leurs Seigneurs et princes de Fribourg. Il n'y a eu qu'une douzaine des plus notables et des gens de moyenne condition qui ont eu cette hardiesse sans le consentement du reste de la paroisse. C'est pourquoi, si ces gens vont à Fribourg, ils n'ont aucun pouvoir des deux parties. Les catholiques sont peinés de ce que les réformés vous causent tant de mécontentement, en persécutant notre religion et en séduisant tantôt l'un, tantôt l'autre. Maître Blanchard les a flattés et a cherché plusieurs fois à les gagner, mais ils lui ont répondu qu'ils ne voulaient pas violer

[1] Aff. ecclés., N° 297.
[2] *Man.*, N° 110.
[3] *Man.*, N° 110.

les franchises que Messeigneurs des deux villes leur ont données dernièrement quand ils furent à Goumoëns, que le ministre devait les laisser en paix ; ils ne demandaient rien de plus. Quoique ceux qui ont sollicité la votation aient consenti à en faire la demande à l'instigation du dit maître Jehan Blanchard, la majorité cependant veut vivre et mourir selon les ordonnances de réformation faites par les deux villes. Le curé prie le Dieu Tout-Puissant de maintenir la religion catholique et les Souverains Seigneurs des deux villes, surtout ceux de Fribourg. Il offre encore de prouver les dires du pasteur par ses propres adhérents, dont plusieurs ne veulent se laisser gagner par ses paroles et ses flatteries [1].

19 mai. Comparaissent en Conseil de Fribourg quatre délégués de Goumoëns demandant la votation soit disant au nom de la paroisse. Le Conseil prend aussi connaissance de la lettre du curé, informant que le *Plus* n'a pas été demandé par la majorité, mais seulement par quelques-uns. Le Conseil charge le bailli de l'informer si c'est la majorité des paroissiens qui ont fait cette demande [2].

21 mai. Rappelant à Fribourg sa lettre du 4 mai, Berne demande instamment si la députation de Goumoëns s'est présentée pour demander le *Plus* et quelle décision Fribourg a prise [3].

25 mai. Fribourg répond qu'ayant appris que la majorité de la paroisse de Goumoëns n'a pas demandé le *Plus*, mais seulement quelques-uns, le Conseil désire laisser tomber la chose. Il décide, en outre, de ne pas assister à la journée proposée [4].

27 mai. Berne réplique que, si Fribourg a été informée que ce n'est pas la majorité qui a demandé le *Plus*, le Conseil de Berne a obtenu d'autres informations. Comme le traité conclu entre les deux villes ne contient aucune disposition suspensive, Berne est résolue à faire procéder à la votation et a envoyé sur les lieux ses députés pour le dimanche 5 juin prochain. Elle invite Fribourg à en faire autant et à envoyer sa députation à Goumoëns pour assister à la journée. Si Fribourg n'en envoyait aucune, Berne passerait outre [5].

1er juin. En suite de cette lettre de Berne, lue en Conseil le 1er juin Fribourg consent à envoyer des députés à la journée du dimanche

[1] Aff. ecclés., N° 297.
[2] *Man.*, N° 110.
[3] Aff. ecclés., N° 297.
[4] *Man.*, N° 110.
[5] Aff. ecclés., N° 297.

5 juin. Sont délégués l'avoyer Jean Heidt et le trésorier Barthélemy Reynold [1].

La votation du 5 juin n'eut pas lieu.

Il fut décidé seulement de procéder à une enquête par les soins du bailli.

13 juin. Le Conseil décide d'écrire à Berne qu'il a reçu la lettre fixant le jour de la votation à Goumoëns. Mais n'ayant pas reçu du bailli l'information qu'ils l'ont chargé de prendre et ensuite cette journée tombant sur le dimanche où, selon l'usage, il est repourvu à tous les emplois publics, Fribourg prie Berne de la renvoyer après la Saint-Jean [2].

21 juin. Le bailli David Tscharner transmet les informations prises sur les pratiques secrètes, faites soit par le curé, soit par le ministre de Goumoëns pour empêcher ou provoquer le *Plus* [3].

Le texte de cette enquête est très long et souvent peu intelligible. Voici le résumé aussi exact que possible des dépositions des nombreux témoins qui furent interrogés. Elle débute en ces termes :

« Informations prinses (prises) par mon très honoré Seigneur le baillif d'Orbe et d'Eschallens en présence de honorable Conrard Mayor lieutenant et François Panchaud curial du dit Eschallens suivant la charge donnée par les Très honorés Seigneurs ambassadeurs des deux villes venus pour fayre le *Plus* à Goumoëns-la-Ville touchant et occasion les pratiques secrettes faictes et devenues tant par le Sr ministre que par le Sr curé du dit Gumoens le XXIe jour de juing 1575 [4]. »

Enquête sur les pratiques attribuées au curé.

Sont d'abord interrogés ceux qui ont été poussés à demander le *Plus* par le ministre.

Jean Jenet l'ainé déclare que chacun connait sa fidélité à vivre selon la Parole de Dieu et sa persévérance à vouloir le *Plus*. Il n'avait pas besoin d'être travaillé pour ce fait. Il est bien vrai que le ministre lui a dit que si le *Plus* occasionnait des frais, il les supporterait lui-même.

[1] *Man.*, No 110.
[2] *Man.*, No 110.
[3] Aff. ecclés., No 297.
[4] *Ibidem*, No 297.



Claude Basset l'aîné dit que ni le ministre ni le curé ne lui ont parlé du *Plus*. Il ne sait pas autre chose.

Guillaume Basset dit n'avoir pas été suborné par le ministre en vue du *Plus*, ni par argent ni par promesses. Le dit ministre lui a demandé seulement s'il ne voulait pas le *Plus*. Il lui a répondu oui. S'il a reçu de lui des graines (blé), ce n'est pas pour le faire consentir au *Plus*, mais pour payer des travaux faits par lui.

Mayre Laugoz déclare qu'il n'a pas été sollicité au *Plus* par le ministre, il ne lui en a pas même parlé sachant bien que l'autre fois il y avait déjà consenti et l'avait demandé. Il est vrai qu'un lundi, étant à Echallens, le dit ministre paya un *escot* pour lui sans lui déclarer que ce fut pour consentir au *Plus*.

Jehan Favre dit Gumoens dit que le ministre ne lui en a jamais parlé, sinon une fois qu'il lui demanda s'il ne voulait pas le *Plus*. Il lui a répondu qu'il l'avait déjà demandé il y a quatre ans et qu'il ne se dédirait pas de sa parole, n'ayant jamais eu ni pain, ni escot, ni autres choses du dit ministre.

Michel Jenet déclare n'avoir pas été suborné par le ministre et qu'il n'a rien reçu de lui. Il ne lui a point parlé du *Plus* sinon une fois venant de Lausanne. Il lui a dit que si le *Plus* causait des dépenses, il y mettrait tout son bien jusqu'à sa chemise. Il n'a payé aucun escot pour lui.

François Briguet déclare que le ministre est allé le trouver en sa maison pour lui demander s'il voulait toujours vivre dans sa religion et avoir le *Plus*. Il lui répondit que telle était sa volonté, mais qu'il ne voulait pas du *Plus*. Il revint le voir une seconde fois pendant qu'il labourait et lui dit s'il ne s'était pas ravisé et s'il ne voulait pas s'aider à abattre les idoles. Il lui proposa aussi d'aller boire sans lui dire pourquoi. Il lui répondit qu'il n'avait pas soif. Le ministre ne lui a fait aucun don ni autre chose, ni payé d'escot.

François Favre, dit Tale, dit que le ministre étant allé en sa maison l'a prié de se trouver au temple le lendemain avec les autres. Une autre fois sur le cimetière il lui a demandé s'il ne voulait pas le *Plus*, cela plairait à Dieu et à Messeigneurs. Le dit Favre lui a dit qu'il en serait content lui-même, mais que cela coûterait beaucoup. Le ministre lui répondit que non et qu'il l'en dégrèverait. Il n'a reçu ni don, ni promesse, ni escot.

Nicolas Grand fait une déclaration semblable.

Antoine Favre, dit Tale, déclare que le ministre a voulu lui parler



trois ou quatre fois, mais qu'il n'a jamais voulu prêter l'oreille à aucun de ses propos. Il n'a jamais reçu de don ni *guerdon* (présent).

Claude Mareschaulx déclare que le ministre n'est jamais venu chez lui et qu'il ne lui a fait ni don, ni présent, ni promesse, ni escot, mais que plusieurs fois il lui a parlé. Un jour il le fit appeler devant chez Vistal, où ils parlèrent du *Plus*.

Etienne Narbel, de Goumoëns-le-Jux, a déclaré qu'environ quatorze jours avant Pâques, venant du moulin, il rencontra le ministre, qui le salua, lui disant : « Vous êtes bien *mâtinier* » ; il lui parla du dit *Plus* et s'il ne voulait pas y consentir. Le dit déposant lui répondit qu'il voulait vivre et mourir en la religion des Seigneurs de Berne, mais qu'il ne voulait pas du *Plus*, demandant qu'on les laissât comme par le passé. Il n'a reçu ni don, ni présent, ni escot. Le ministre a dit qu'il le dégrèverait de tout ce que le *Plus* pourrait coûter.

Pierre Bovet déclare que le ministre entre autres fois vint le trouver en sa maison pendant son souper et lui dit s'il ne voulait pas consentir au *Plus*. Il répondit qu'on n'en avait pas besoin et que lui n'en voulait pas. Le lendemain il revint et lui dit de venir parler au bailli, ce qu'il fit ; il n'a rien reçu.

Jaques Narbel, de Goumoëns-le-Jux, a eu la visite du ministre qui lui a demandé s'il ne voulait pas le *Plus*. Il lui a répondu que déjà il y avait consenti, et qu'il ne voulait pas avoir une autre parole. Pas de don reçu.

François Bavoux déclare qu'étant malade, le ministre le vint trouver deux ou trois fois. Entr'autres propos, il lui dit qu'il était, « après de fère le *Plus* » ; il répondit que pour lui, qu'il avait déjà voulu et qu'il le voulait encore, mais qu'il fallait bien y réfléchir afin qu'il n'advienne comme l'autre fois où l'on s'était trop hâté. Il n'a pas reçu de don, ni autre chose.

Jaques Basset déclare que le ministre le vint trouver chez lui, entre jour et nuit ; il lui a dit s'il voulait venir dehors, il lui répondit non. « Venez au sermon demain », lui dit alors le ministre. Ce qu'il fit, mais aussitôt le prêche fini, il sortit sans entendre la proposition qui fut faite aux autres. Le ministre lui en demanda la raison. Ils s'en allèrent ensemble auprès du bailli à qui le dit Jaques déclara qu'il consentirait à demander et à faire le *Plus*. Au retour, ils allèrent boire avec le ministre d'Echallens et d'autres. Celui de Goumoëns paya pour lui sans lui en dire le motif. Il n'a pas reçu de don.

Pierre Genêt d'Eclagnens déclare que le ministre n'est pas venu



dans sa maison pour le suborner, bien que quelquefois il lui ait demandé s'il ne voulait pas le *Plus*. Il répondit qu'il avait toujours la volonté de le demander et de l'avoir. Il ne lui a pas fait de don ni promesse, sauf une fois où ayant été bien malade et étant encore débile il lui dit : « Je connais qu'il y a pitié en vous, venez, je veux aller payer demi-pot pour vous. » Ce qu'il fit, non toutefois en vue du *Plus*. Une autre fois, le dit déposant vint pour boire demi-pot chez Bavoux, où il trouva le dit ministre, le châtelain Géraudet et certains autres ; on lui dit de s'asseoir avec eux. Alors le dit ministre Jehan paya son écot.

Antoine Narbel déclare que le ministre est allé le trouver en sa maison ; il lui demanda s'il voulait consentir au *Plus*, il lui répondit que quand les Seigneurs viendraient, il leur exprimerait ce qui est sa volonté. Il dit au ministre de s'occuper de ses affaires, comme lui s'occupait des siennes, et qu'il devait tirer son chemin. Il ne lui a point promis de don ou autre chose.

Claude Genêt le Jeune, officier du dit Goumoëns, déclare qu'étant sur le cimetière, le ministre et Jaques Pittet l'appelèrent. Le ministre lui dit qu'il parlerait volontiers du *Plus* à Nicolas Grand et à François Tale, mais que soit le dit déposant, soit Pittet devaient aller les entretenir de la chose, ce qu'ils firent, et leur parlèrent du *Plus*. D'abord ils n'en voulaient pas, alors le dit Claude les exhorta à vivre dans la crainte de Dieu et de suivre sa parole. Ils finirent par consentir au *Plus*. Alors le dit déposant ajouta : « Venez chez Perrin où on payera pour vous. » Tale vint, et non Grand. L'escot fut payé par le dit ministre. Autre chose ne lui a été donné ni promis.

Claude Genêt l'aîné a été interrogé sur ce qui suit : Si avant que le *Plus* fût en branle, le curé ne lui a pas promis la moitié du foin qui croîtrait au verger de la cure à vil prix, et de faire grande chère à ses gens en le recueillant, pour quelle cause il a fait cela, ce qui n'était pas la coutume ; s'il s'est aperçu que le curé en voulait gagner d'autres qui n'étaient pas de la religion ; que son fils Clément a demandé le jardin du dit curé pour onze florins et un florin de vin. Le dit déposant ne peut savoir si c'est pour le suborner et le détourner du *Plus*.

Petit Claude Basset est interrogé si le curé ou en son nom d'autres gens ne sont pas allés à Bettens pour détourner sa femme et lui de consentir au *Plus*. Il déclare qu'il a eu la visite de Claude Cullet, qui lui demanda si oui ou non il le voulait. Il lui répondit que la demande était inutile, car de lui-même il voulait le *Plus*, comme il l'avait déjà



voulu autrefois. Ni le ministre, ni le curé ne l'ont sollicité ou détourné du *Plus*.

François fils de feu Jaques Favre, interrogé si le curé ou son grangier Cullet ne l'ont point sollicité pour refuser le *Plus*, déclare que personne ni d'une part, ni de l'autre, ne lui en a jamais parlé, ou ne l'a suborné.

Pierre Martin, interrogé sur les dons qui lui ont été offerts pour ne point consentir au *Plus*, dit que ni le curé ni autres ne lui en ont présenté. Il est vrai qu'à Goumoëns-le-Jux le ministre lui a demandé s'il voulait le *Plus*. Il répondit qu'il voulait vivre selon la réformation de ses très redoutés Seigneurs de Berne ; aucun don ou présent ne lui a été fait ou promis par le dit ministre.

Nicolas Grand déclare que ni le curé ni autres ne lui ont parlé du *Plus*. Claude Mareschaulx est interrogé si le curé n'a pas fait chez lui ou promis quelque banquet à ceux qui ne voulaient pas le *Plus*, s'il ne leur a point payé quelque repas à la taverne, s'il n'a point acquitté à quelques-uns le bichet de moissons, ou promis quelques dons. Il déclare qu'il n'en sait rien, et qu'il n'a été aucunement suborné.

Pierre Damont, dit Bovey, et Michel Géraudet, Jaques Basset interrogés comme le dit Mareschaulx, font la même déclaration, qu'ils ne savent rien.

Claude Cullet, François Logoz, Antoine Pilligard, Jean Pasche, Pierre et Etienne Narbel furent interrogés sur ce qui suit : Si le curé ne les a pas chargés de solliciter quelques-uns de notre religion à ne point consentir au *Plus*, s'ils savent en particulier que le jour où les Seigneurs des Deux-Villes devaient arriver, le curé n'a point consenti à ce que quelques-uns aillent épier ceux de la paroisse qui demeurent dans d'autres localités étrangères pour assister au *Plus* et les mener boire à leur arrivée dans le but de les gagner.

D'abord Claude Cullet déclare qu'après avoir été avertis que chaque religion dût aviser ses gens pour comparaître à la venue des seigneurs dans le but de faire le *Plus*, il est allé avec François Logoz à Poliez-Pittet vers les Pahud et leur a dit s'ils ne voulaient pas y assister. Pierre Pahud répondit que n'étant pas résidents à Goumoëns, bien qu'ils en eussent la bourgeoisie, ils n'iraient pas. Ils allèrent ensuite à Bottens, trouver Clément Grogneux, à qui ils dirent s'il ne viendrait pas assister à la journée comme les autres. Il répondit non, parce que le commissaire, son maître, le lui avait défendu. Le même Cullet dit encore avoir été à Sullens auprès de Claude Basset, à qui



il a demandé s'il voudrait ou non venir à Goumoëns ; mais il ne lui a pas parlé du *Plus*. Il lui a répondu qu'il ne le savait pas encore.

Même déposition de François Logoz, qui ajouta qu'étant *mussilier* (garde champêtre) les gouverneurs l'avaient chargé d'avertir leurs gens.

Antoine Pilligard déclare avoir dit au fils de François Jollumey : « Veux-tu le *Plus* ? » Il lui répondit : « Je ne sais encore ce que je ferai. » Il a posé la même question à Guillaume Malherbaz, qui lui a répondu qu'il ne voulait « rien du *Plus* ». — Pierre et Etienne Narbel ne savent rien sur ce dont ils sont interrogés.

Jean Pasche déclare que plusieurs fois il s'est trouvé dans des compagnies où l'on a dit que Messieurs des Deux-Villes avaient ordonné que celui qui ne voulait pas le *Plus* devait le dire, car il ne voulait contraindre personne à le faire.

François Besanson et François Bonvallet, gouverneurs d'Eclagnens, ont été interrogés s'ils n'ont pas aperçu que le curé ait suborné quelqu'un de notre religion et si dans ce but il n'est pas entré dans leur maison ; si, depuis que le *Plus* a été en branle, il n'a pas fréquenté les tavernes plus souvent qu'auparavant, s'il n'a pas fait des payements pour quelques-uns des nôtres, s'il n'a pas contre sa coutume fait mettre en mise, pour amodier à vil prix, les *nascens*, la dîme des *novalles* et autres biens de la cure. Ils ont déposé qu'ils n'en savaient rien.

Guillaume Basset, co-gouverneur de Goumoëns, interrogé sur les mêmes choses, dit que le jour des Rogations eut lieu la mise des *nascens* et *novalles* qui furent échues pour un écu et quatre florins d'escot. Touchant le fait de la religion, il n'en sait rien et il n'en fut pas parlé. Clauda, veuve de Pierre Briguet, interrogée si le curé ne l'a point sollicitée à détourner son fils de consentir au *Plus*, dit n'en rien savoir.

Claude Mayor et Jacques Pittet, interrogés s'ils n'ont pas aperçu que le curé ait suborné quelqu'un pour le détourner du *Plus*, répondent l'ignorer.

Claude Pilligard, interrogé si le curé n'est pas allé à Saint-Barthélemy, le solliciter de ne point consentir au *Plus*, voulant le mener boire à la taverne et lui promettant qu'il serait du banquet qu'il voulait donner à ceux qui auraient refusé le *Plus*, répondit que le curé venant de Lausanne, avec François Logoz, le trouva vers la fontaine de Copiez et lui dit : « Ne veux-tu pas tenir bon ? » Il lui répondit qu'il voulait vivre dans la religion qu'il avait toujours eue par le passé. Quant au



Plus, il en dirait ce que bon lui semblerait. Il ne lui a tenu aucun autre propos, il ne lui a rien promis, ni payé aucun écot.

Fait et passé au château d'Echallens.

Signé : PIERRE PANCHAUD, *notaire*.

24 juin. Comme il est à supposer que Fribourg a pu prendre connaissance de l'enquête faite par le bailli, Berne invite Fribourg à fixer une journée pour la tenue du *Plus* [1].

23 juillet. Berne écrit à Fribourg qu'il fixe le jour du *Plus* au dimanche 7 août.

29 juillet. N'ayant pas reçu de réponse, Berne insiste pour en avoir une et pour savoir si nous assisterons à cette journée [2].

2 août. Le conseil de Fribourg décide enfin que Berne ayant fixé le *Plus* à Goumoëns au 7 août, nous participerons à cette journée [3].

11 août. Les conseillers (le trésorier Reynold et Messelo) envoyés par Messeigneurs à Goumoëns au sujet du *Plus* font leur rapport aux deux Cents. Ils exposent longuement ce qu'ils ont délibéré et traité dans cette circonstance. Il en résulte que le *Plus* n'a pu avoir lieu. Le Grand Conseil aurait bien voulu répondre, aujourd'hui même, conformément à la promesse faite. Mais les deux avoyers (Heydt et d'Affry) et d'autres conseillers sont absents. En conséquence, on leur écrit qu'on leur répondra dès leur retour [4].

12 août. Berne fait des instances pour qu'une nouvelle journée ait lieu [5].

17 août. Les députés qui ont été à la dernière journée de Goumoëns au sujet du *Plus* renouvellent leur rapport au Conseil et rappellent qu'on n'a pas pu procéder à la votation. Les députés de Fribourg ont soutenu l'opinion que ce n'est pas à la minorité, mais bien à la majorité à demander le *Plus*, pour le motif qu'une paroisse ne consiste pas dans la minorité, mais dans la majorité. Relativement à ceux qui demandent le *Plus* et qui ne résident pas avec feu et lumière, l'opinion de Messeigneurs de Fribourg est aussi qu'ils ne peuvent pas participer à la votation, qu'ils soient grangers ou ressortissants de la

[1] Affaires ecclésiastiques, N° 297.
[2] Affaires ecclésiastiques, N° 297.
[3] *Manual*, N° 111.
[4] *Manual*, N° 111.
[5] Affaires ecclésiastiques, N° 297.



seigneurie. Enfin, troisièmement, quant aux jeunes gens du côté catholique auxquels Berne refuse le droit de voter, pour la raison qu'ils sont trop jeunes, l'opinion de Messeigneurs de Fribourg est que ceux qui ont atteint l'âge de 16 ans (port d'armes) doivent pouvoir voter, et ceux qui ne l'ont pas atteint doivent s'abstenir. Telle est la manière de voir de Fribourg qui sera transmise à Berne [1].

18 août. Le conseil de Fribourg décide de relâcher ou de lever l'écrou du prisonnier de Goumoëns-la-Ville, à la condition qu'il paie les frais de sa détention. (*N.-B.* On ne sait si cet emprisonnement a été en relation avec la votation religieuse. Mais c'est très probable.)

21 août. Le Conseil de Fribourg mande au bailli d'Orbe (David Tscharner) de mettre le curé de Goumoëns qui n'est pourvu d'aucun bénéfice, en possession de la cure de... afin que le service divin ait lieu [2].

21 août. Le Conseil de Fribourg écrit à celui de Berne qu'il a eu suffisamment de motifs de donner son congé au pasteur de Goumoëns et de le remplacer par maître Sébastien Jaccod.

1° Lorsqu'il a été cité par devant Messeigneurs, il s'est montré désobéissant (c'est-à-dire qu'il n'a pas paru) ;

2° Il a, contrairement aux traités, circonvenu les sujets de l'endroit et a eu recours à des intrigues pour les amener à embrasser une autre religion ;

3° Il a agi d'une manière prématurée, et avant que la votation soit intervenue, il a, aidé d'un ministre d'Aigle, renversé et brisé les tableaux à Goumoëns.

Ces motifs ont été certes suffisants pour le destituer. D'ailleurs plusieurs réformés ont déclaré, ainsi que des catholiques, qu'ils n'assisteraient plus à ses prédications aussi longtemps qu'il serait pasteur à Goumoëns. Pour le cas où dans leur lettre les Bernois prétendent et soutiennent que le droit de collation de la cure de Goumoëns leur appartient, il faudra leur répondre que dans tous les cas les deux villes, et non pas seulement une seule, avaient le droit d'instituer le curé, mais qu'il a aussi été d'usage que l'une des deux le faisait toute seule. Enfin on priera Berne de maintenir le nouveau pasteur Jaccod dans son poste [3].

22 août. Berne fait de nouvelles instances auprès de Fribourg pour

[1] D'après une annotation marginale, il semble que cette décision ait été modifiée.

[2] *Manual*, N° 111.

[3] *Manual*, N° 111.



que la votation ait lieu, et demande qu'on fixe pour cela le dimanche 4 septembre[1].

23 août. Fribourg décide de répondre que ce n'est pas à Berne à fixer le jour de la votation, mais à Fribourg qui a l'alternative, cela en vertu du traité. D'abord il faut vérifier si c'est bien la majorité qui demande la votation. Aussi nous n'assisterons pas à la conférence du 4 septembre, si Berne n'a pas d'abord consenti à ce que l'on vérifie si c'est la majorité de la paroisse qui demande le *Plus*, et à ce que la demande de votation soit faite préalablement à Fribourg.

27 août. En réponse, Berne écrit à Fribourg, et propose d'agir ainsi le 4 septembre. On demandera avant toute votation sur la religion quels sont ceux qui demandent le *Plus* parmi ceux qui ont feu et lieu dans la paroisse de Goumoëns. En conséquence, Berne prie Fribourg d'envoyer ses députés[2].

31 août. Le conseil de Fribourg délègue l'avoyer Heydt et le conseiller Messelo à la journée de Goumoëns qui sera tenue dimanche prochain. Si les choses se passent comme a été convenu, les députés laisseront procéder au *Plus* afin que ce soit une affaire terminée.

4 septembre. Journée du *Plus* à Goumoëns[3].

7 septembre. L'avoyer Pierre Heydt et le conseiller Hans Messelo, députés à Goumoëns pour la votation sur la religion, racontent au Petit Conseil de Fribourg comment les nouveaux croyants, c'est-à-dire les réformés, ont imposé leur religion aux catholiques de l'endroit.

Le secrétaire du Conseil, en inscrivant la décision ci-dessus au *Manual*, a ajouté ces deux vers :

> « Nitimur incassum navem submergere Petri
> Fluctuat at nunquam mergitur illa ratis. »

C'est en vain que l'on s'efforce de submerger la barque de Pierre : elle flotte, mais jamais ce navire n'est englouti.

Il est regrettable que nous n'ayons aucune relation de cette journée du *Plus* à Goumoëns. On aimerait savoir de quelle manière on y procéda et par quel nombre de voix la *messe* fut conservée et le *presche* accepté. La liste suivante dressée avant la votation peut donner quel-

[1] Affaires ecclésiastiques, N° 297.

[2] Affaires ecclés., N° 297.

[3] Les archives cantonales de Fribourg ne possèdent pas le recès ou procès-verbal de cette votation. Au moins il n'est pas dans la liasse des actes et pièces d'Orbe et Echallens de 1570-79.



ques indications à ce sujet. Nous reproduisons en entier le document suivant qui donne exactement le nom des ressortissants de Goumoëns en 1575.

En voici la teneur :

S'ensuivent deux rôles des paroissiens de Gumoens, l'un de ceux qui suivent la Réformation de l'Evangile, l'autre de ceux qui font profession de la Messe et des vrais paroissiens ordinaires du dit Gumoens et non étrangers.

Ceux de la religion réformée :

Mr de Correvon, Mr de Biolley, noble Jean d'Aubonne, l'admodieur de Mr de Brandis, Claude Geraudet, l'ancien François Bavau, Antoine Laugo, Guillaume Rouge, Jacques et Pierre Favre, Claude Geraudet le jeune, Petit Claude Basset, Jean Maigry alias Jornaud, Claude Perrin alias Tale, Claude Bavoux, Lio Bavoux, Louis Laugo, Claude Basset le vieux, Jean Favre alias Trebou, Claude Mayor, Louis Joubonet dit Grainges, Pierre Genet dit le Tarin, Andre et Francs Bezençon, François Laurent, Claude Bonvallet, Jean fils de Claude Bonvallet dit des Dames, Claude Joubon maçon, petit Antoine Bonvallet, Lio Mayor, Bastian Bezençon, Jaques fils de François Narbel, Jean fils de Pierre Favre dit le Cuit, Pierre Dorgens dit Camelot, Petermand Briguet, François Briguet dit Tatel, Pierre Narbel dit Cuchet, Antoine Chevalier, François Briguet dit Berchier, Jean fils de Pierre Briguet, Claude Joubon, Guillaume Basset dit Gauthier, Etienne Narbel, Antoine Basset, Claude Mareschaux, Claude Besençon, Jaques Basset, Claude Jolemet dit Curtian, Pierre du Mont dit le Gendre, François Favre dit le Moine, Claude Briguet dit Tatin, François fils de Jean Tale (55).

Ceux du côté de la messe :

Claude Culet dit Gros Claude, Germain Chevalier, Pierre Narbel dit Guiffet, François Laugo, Pierre Pilligarde dit Piochon, Amé Pilligarde, Claude Tale, François Joubon, François Chappuis, Claude Bonvallet dit le Grainge, Bernard Dupuis, Petermand Bonvallet, Jean Bonvallet, Légier Favre, Antoine fils de Jean Narbel, Guillaume Narbel, Claude Briguet (17).

Les nés au dit lieu, les uns n'y ayant nul bien, les autres hors du pays.

Ceux de la *Religion réformée :*

Maire Laugo, Claude Jolevet, Pierre Narbalet, Jean Jacques dit de Peyres, Jean Chevalier, Guillaume Malherbe (6).

Ceux du côté de la *Messe :*

Claude Pilligarde, Jean Maréglier, Guillaume fils de Jean Briguet.



Pierre fils de Claude Briguet, Antoine fils du dit Claude, Claude Favre dit Grillet (6).

Ceux qui sont de bas âge nés au dit lieu.

Ceux de la *Messe :*

François Briguet, Claude Jalemet, Claude fils de George Basset (3).

Ceux de la *Réforme :*

Claude Dupuis alias Thomas, Guillaume Bavoux, André Bavoux (3).

Les étrangers ayant biens et tènements rière la dite paroisse et participant à la communauté.

Ceux du *Prêche :*

Benoît Pugin, Claude Vallotton, François Mimard, Dominique Crousaz, Jean Du Mur le vieux, Jean du Mur son fils, Antoine de Chastel.

Ceux de la *Messe :*

Pierre, Jean, Louis Pahuz, Clement Grouin.

Ceux du *Prêche.* Total des paroisses ordinaires et évangélistes, 55 ; des nés n'y ayant les uns ni biens, les autres absents, 6 ; de bas âge, 3 ; étrangers participant à la communauté, 7.

Ceux de la *Messe :* Total. Paroissiens ordinaires, 17 ; les nés n'ayant biens ou absents, 6 ; de bas-âge, 3 ; les étrangers, 4 [1].

21 septembre. Le Conseil de Berne écrit à celui de Fribourg une longue lettre pour réclamer contre la destitution du pasteur maître Jean Blanchard et son remplacement par maître Sebastien Jaccod. D'abord, c'est Berne seul qui a entretenu et paié sans la participation de Fribourg le pasteur congédié. Secondement il semble à Berne que c'est commettre une action illégale que de destituer un homme sans l'avoir entendu dans ses moyens de justification, cela à l'instigation d'un petit nombre de personnes agissant par haine et par dépit. Troisièmement, le droit de collation de la cure de Goumoëns appartient en toute propriété à Berne seul, et non à Fribourg, à cause du couvent de Romainmôtier. Or, la convention conclue en 1559 entre Berne et Fribourg pour la nomination et la destitution des pasteurs et des employés du culte dans les bailliages médiats dit positivement que là où une des deux villes, ou une personne particulière possède la collature, c'est à celle qui a la collature à nommer ou à agir. Du reste, lors même que cette convention n'existerait pas, Berne ne peut, pour toutes sortes de raisons, admettre que le dit Jaccod soit maintenu dans ce poste. Lors même que la dite convention autorise la ville qui a l'alternative à destituer

[1] *Tscherlitz Bücher*, page 248.



un pasteur ou un curé qui se conduirait mal, Berne ne peut admettre que Fribourg soit autorisé à priver le dit ministre Blanchard de son poste, parce qu'il ne lui paraît pas qu'il se soit mal conduit ou qu'il ait fait quelque chose de contraire à sa dignité ou à son honneur. C'est pourquoi nous Berne, prions Fribourg de rétablir Blanchard dans son poste [1].

1er novembre. Peter Heydt de Fribourg, bailli d'Orbe [2], avise l'avoyer et Conseil de Fribourg que dimanche passé (30 octobre), le bailli de Romainmôtier est arrivé à Goumoëns, et que là, par ordre du gouvernement de Berne, agissant en vertu du droit de patronage qu'il possède et qui provient de son couvent du Lac de Joux sur les cures de Goumoëns et de St-Barthélemy, il a fait renverser les autels et murer les stalles par quelques maçons et charpentiers. Comme le bailli n'est pas au courant de ce qui s'est passé et que ces affaires lui sont inconnues, il demande des directions [3].

3 novembre. Le Conseil de Fribourg, apprenant que le bailli de Romainmôtier s'est permis de renverser les autels de l'église de Goumoëns en invoquant le droit de patronage, exprime à Berne le regret de ce qui s'est passé, et prie cette ville de suspendre sa décision jusqu'à la prochaine conférence des comptes [4].

Encore une fois, le *Plus* avait enfoncé les portes d'une église catholique pour y élever sur les ruines des autels la chaire du ministre Jehan Blanchard, l'agent si actif de Berne et de la réforme. En vertu des traités, le culte catholique était aboli ; c'était la fin brutale des croyances et des pratiques religieuses qui depuis plus de quatre siècles avaient fait la consolation et l'espérance de cette paisible population, si longtemps travaillée et troublée par les manœuvres de Berne et de ses gens. On se demande ce que devint la minorité catholique. Une loi inique obligeait à se soumettre, c'est-à-dire à suivre la majorité au *presche*, ou renoncer à ses droits de bourgeoisie pour aller assister à la *messe*, sur une autre terre et sous d'autres cieux d'où n'était point proscrite la liberté d'être catholique.

(*A suivre.*)

[1] Aff. ecclés., N° 298.
[2] (Il a succédé à David Tscharner dès les premiers jours d'octobre préalablement.)
[3] Aff. ecclés., N° 299.
[4] *Manual*, N° 111.





Die Beginen der Schweiz.

Von P. Gabriel Meier, Einsiedeln.

(Schluss.)

An der Straße von Bern nach Murten liegt *Kappelen* vor dem Forst, auch Frauenkappelen genannt vom Marienkloster daselbst, eine Zuflucht adeliger Frauen, besonders aus den Bernischen Familien. Ein Visitationsbericht vom Jahre 1417 gibt die Zahl der Nonnen auf zwölf an. [1] Das Kloster wurde 1484 aufgehoben und seine Güter zur Aussteuer des neugegründeten Chorherrenstiftes in Bern verwendet. Die übrigen Berner Klöster wurden 1528 aufgehoben, und der Rat beschloß, es sollen « die Beginen ir Kutten abzien. » [2]

In *Luzern* werden 1397 bis 1491 Beginen und Waldbrüder genannt, [3] welche in dem « Beginenhus vor dem Hof us » wohnten, zwischen der alten und neuen St. Antonskapelle. Im Jahre 1498 kamen vier Beginen von Solothurn nach Luzern und ließen sich im Steinbruch nieder, woher ihr Kloster « St. Anna in Bruch » hieß, 1510 wurde die Kapelle geweiht, 1516 das anstoßende Kloster, das 1625 in den Kapuzinerorden übertrat und vor einigen Jahren nach Gerlisberg übertragen, noch heute fortbesteht. [4] Um 1570 legte Cysat ein « Rechnungsbuch der Beginen oder St. Annaschwestern » an. Auf diese « Beguten » sind die Reformatoren Myconius und Zwingli nicht gut zu sprechen. [5]

Neben der Deutschordens-Kommende in *Hitzkirch* bestand im XIII. und XIV. Jahrhundert ein Schwesternhaus. Es ist ungewiß, welchem Orden sie angehörten ; vielleicht waren es Beginen, vielleicht Schwestern des Deutschen Ordens unter der Regel des hl. Augustin.

[1] Archiv für Berner Geschichte 16 (1902) 29. — *Lohner*, a. a. O. 80.

[2] Ratsbuch vom 24. Juli 1528 bei *Stürler*. Urk. d. Bern. Ref. 2, 50.

[3] *Liebenau*, Das alte Luzern 292. — *Nüscheler*, im Geschichtsfreund 44, 71.

[4] *Nüscheler*, a. a. O. 73.

[5] Myconius an Zwingli ; Zwinglis Antwort, Werke von *Egli* u. *Finsler* Bd. VII Briefe 261, 263, S. 640, 645.



Im XV. Jahrhundert findet sich weiter keine Spur von ihnen, als eine Menge von Namen im Jahrzeitbuch des Ritterhauses, dem sie ihr Besitztum abgetreten, wofür am 11. Hornung ihre Jahrzeit begangen wurde. [1] Das Spital in Sursee, 1379 gestiftet, wurde vermutlich von Beginen bedient, denn im Jahrzeitbuch aus dem XIV. Jahrhundert erhalten die Schwestern Vermächtnisse. [2]

Von den Schwestern der Komthurei *Hohenrain* wissen wir nichts Näheres [3] und nur wenig von den Reuerinnen der Magdalenenschwestern in *Neuenkirch*, die 1282 gestiftet wurden « dem orden Sant Augustins, und dien vrowen, die den selben orden tragent, und geheizen sint sant Marion Magdalenun swestern und die Ruwerin. [4] » Die Sammlung sollte wenigstens zwölf Frauen zählen ; sie war bis ins 16. Jahrhundert in gutem Stande.

« Den schwestern zu Entlibuch » vermachte Peter Rust, ein Ratsherr zu Luzern, der 1454 lebte, ein Viertel Dinkel. In der Pfarrei *Hasle* gibt es noch heute einen « Schwester-Hüsli-Wald, » die Stätte der ehemaligen Waldschwestern. [5]

In *Uri* finden sich Waldschwestern im Jahrzeitbuch von *Schattdorf*, das im Jahre 1518 geschrieben ist. Am 3. Mai wurden z. B. aufgeführt : Schwester Hemma in dem wald, Hemma ir Schwester, Mechtilt in dem wald u. a. m. [6] Ein kleines Schwesterhäuslein soll 1369 auf Plantzern oberhalb Flüelen bestanden haben. [7]

In *Schwyz* treffen wir andächtige Personen beiderlei Geschlechts zu zehn bis 12 schon um die Mitte des XIII. Jahrhunderts im Muatatal, nicht fern von der Pfarrkirche in einem Klösterlein beisammen. [8] Hermann von Rüsegg, Chorherr von Zofingen und Leutpriester in Zürich, mahnte sie um das Jahr 1280, einen von der Kirche approbierten Orden anzunehmen, worauf 1288 die Sammlung die Regel des hl. Franziskus annahm und bis auf den heutigen Tag beibehielt. Der Ordensverband scheint indessen ziemlich locker gewesen zu sein ; die Klosterbeichtiger waren meistens Weltpriester ; in den Zuschriften ihrer

[1] Geschichtsfreund 11, 104.
[2] Ebenda 18, 159, 163.
[3] *Fleischlin*, Studien und Beiträge zur Schweiz. Kirchen-Geschichte 2, 317 8.
[4] Ebenda 314.
[5] Geschichtsfreund 17, 20.
[6] Geschichtsfreund 6, 159–163.
[7] Ebenda 36, 293. — *Nüscheler*, ebenda 47, 167.
[8] Geschichtsfreund 6, 98 ff.

geistlichen Obern geschieht des Ordens weiter nicht Erwähnung; sie heißen «Schwestern der Sammunge ze Muotachtal.»

Kaltbad auf dem Rigi soll früher Schwesternborn geheißen haben und die Sage erzählt, daß zur Zeit des Kaisers Albrecht von Österreich — Anfangs des XIV. Jahrhunderts — drei fromme Schwestern, um gewalttätigen Vögten zu entfliehen, sich in diese Wildnis zurückgezogen und da ein heiliges Leben geführt haben. Eine Tafel erzählte ihre Wundertaten. [1]

In *Einsiedeln* lebten westlich vom Dorfe am Fuße des waldigen Höhenzuges «Waldschwestern,» die eine Art Ordensgewand mit Skapulier trugen. [2] Um die Mitte des XIV. Jahrhunderts befahl ihnen Otto von Rheineck, namens des Bischofs von Konstanz, sie abzulegen; 1359 erlaubte Bischof Heinrich den alten Habit wieder. 1403 werden die vier Häuser genannt: in Albegg, Hagenrüti, vordere und hintere Au. 1419 bis 1450 werden Schwestern, «willige Arme» im Dorf Einsiedeln erwähnt. Eine von ihnen heiratete 1523 den Reformator Leo Jud. Um 1530 bestanden nur noch zwei Häuser, welche in der vordern Au vereinigt wurden und 1617 Statuten nach der Regel Benedikts erhielten, nach denen sie noch heute leben.

Unterwalden erhielt 1350 ein Schwesternhaus in *Rüti* bei Stans, dessen erst 1560 wieder Erwähnung geschieht. [3] In der *Widerhub* zu Stans waren die ersten Ansiedler Waldschwestern, denen der Rat 1593 an ihr daselbst zu erstellendes «Büwlein» 30 Gulden schenkte. [4]

In *Zug* lebten um 1300 bei der Kirche St. Michael Beginen und Begharden. Ein Konrad Steinhuser vergabte den Brüdern und Schwestern daselbst zwei Viertel Kernen im Jahre 1309. Eine geistliche Ordnung für sie wurde 1383 vom Bischof von Konstanz genehmigt. Es sind auch die Namen einiger Schwestern aus jenem Jahrhundert in Urkunden erhalten. Seit 1420 bestanden nur noch Schwestern, welche 1570 in den Barfüßerorden traten und das Kloster «Maria Opferung» gründeten. [5] Werner Steiner machte ihnen um 1520 eine Vergabung. [6]

Auf *Baarburg*, an der Stelle der Hl. Kreuzkapelle war im XIII. Jahrhundert eine Beginenniederlassung. Eine fromme Stiftung jener Zeit

[1] *Meyer v. Knonau*, Der Kanton Schwyz 300.
[2] P. *O. Ringholz*, Geschichte des Klosters Allerheiligen in der Au. Eins. 1909.
[3] *Nüscheler*, im Geschichtsfreund 47, 199, 218.
[4] Ebenda 221.
[5] *Nüscheler*, Geschichtsfreund 40, 80. — Ebenda, 15, 215–44. — Ebd. 23,307ff.
[6] Ebd. *Wilh. Meyer*, W. Steiner 65, 78.

bedenkt «die da sitzen by der kilchen zuo Zug vnd an der barburg vnd an mancherlei Ort der Einödi.» Auch «6 brot sol man gen (geben) den Conversen zu barburg.» Eine zweite Wohnstätte der Beginen in der Gemeinde Baar bestand nach der Sage am Zimbelersteg an der Lorze[1]. «Als man zelt 1361, ist gefallen ein großer Stein von dem Berg Barburg, vnd hat zerbrochen das gantz Huß gar, vnd hat dry Schwöstern da getödt, eine mit Namen Hedwig, die ander Adelheit, die drit Margretha.[2]» Auch in *Aegeri* gab es Schwesternhäuser 1278, im Rutzlenbühl und im Walde gegen Einsiedeln. In der Bogenmatt bei Unter-Ägeri heißt eine Stelle im »Klösterli» von einem ehemaligen Schwesternhause. Ein solches bestand im XIII. Jahrhundert auch bei der Kapelle *Schönbrunn* in der Pfarrei Menzingen. Zwei seiner Bewohnerinnen sind im Jahrzeitbuch von Baar eingetragen.[3]

In *Glarus* stand nach alter Kundschaft ein Schwesternhaus bei der St. Michaelskapelle auf dem Berglein, das 1487 anscheinend von Einsiedlern bewohnt wurde. In *Mattbrunnen* soll ebenfalls vor Zeiten ein Frauenklösterlein gestanden haben, von welchem weiteres nicht verlautet.[4]

In *Freiburg* waren die Beginen zahlreich und beliebt, was ihnen reiche Vergabungen eintrug. Ulrich der Reiche (Rich) macht 1299 ein Vermächtnis für die Beginen hinter der Kirche von Notre-Dame.[5] Im Anschluß an die Augustiner-Eremiten gab es bei ihrer Kirche in der Au schwarze Beginen, welche 1303, erstmals erwähnt wurden. P. Thomas von Straßburg, früher General des Ordens (1345–1357) hatte ihnen besondere Regeln vorgeschrieben. Sie besaßen mehrere Häuser und ihre Zahl stieg bis auf 130. Man nannte sie «Schwestern des freien Geistes», aber man muß annehmen, daß sie nicht zu der Sekte gehörten, die so hieß, sonst hätten sie nicht so lange unter den Augen der kirchlichen und weltlichen Behörden bestehen können. Im Jahre 1413 wurde verordnet, daß die nicht eingeschloßenen Beginen keine Kandidatin unter 30 Jahren aufnehmen dürften. 1462 starb die letzte Schwester in der Au und vermachte das Haus daselbst

[1] *A. Müller*, im Zuger Neujahrsblatt 1914, S. 26. — *Nüscheler*, Geschichtsfreund 40, 82.

[2] Jahrzeitbuch von Baar, 8. April. *Nüscheler*, Geschichtsfreund 40, 81. — *Müller*, a. a. O. 27 liest 1363.

[3] *Nüscheler*, im Geschichtsfreund 40, 79.

[4] *Nüscheler*, 3, 541.

[5] *Dellion*, Dictionnaire des paroisses 6, 514.

den Franziskanern. Sie hatten noch ein anderes Haus nahe bei St. Nikolaus, welches an die Schmidzunft kam. 1565 wurden alle diese Anstalten aufgehoben.[1] Bei der Kirche St. Peter von Freiburg gab es ebenfalls Schwestern, die 1299 von Ulrich dem Reichen testamentarisch bedacht werden. 1345 waren daselbst drei Beginen, die Schwestern Alexis und zwei Schwestern Agnes. Das Haus, durch Feuer zerstört, wurde 1335 neu erbaut. 1409 sind keine mehr da. Beginen besorgten wahrscheinlich auch den Spital für die Fremden.[2] Beginen in *Bösingen* erhalten 1297 ein Legat. In Estavayer-le-Lac erscheinen solche in den Jahren 1359 bis 1382. Es scheint, daß sie zum Dominikanerorden übergingen.[3] Zu St. Sylvester bei Marly erscheint 1408 eine Schwester, dann ein Waldbruder, dann wieder eine Schwester, die 1439 einen Sturm im Glase Wasser erregte. Der Pfarrer von Marly klagte gegen das Kloster Hauterive, das eine Begine eingesetzt habe. Der Generalvikar von Lausanne entschied, daß dieses Recht dem Pfarrer zustehe, ebenso wie die Opfer, die dort abgegeben werden.[4] In Romont lebten im XV. Jahrhundert Beginen vom Dritten Orden des hl. Franziskus. Sie waren ziemlich zahlreich und hatten mehrere Häuser, mit getrennten Haushaltungen in der « Beginenstraße » unterhalb der Kirche, wo heute Gärten sind. Die Schwester Mermette schenkte im Jahre 1461 den Zisterzienserinnen zu Fille-Dieu ihr Haus daselbst und ihr ganzes Vermögen, damit sie wie eine Ordensschwester im Kloster daselbst begraben werde.[5] Nachträglich sei noch bemerkt, daß im Jahre 1439 vor den Inquisitoren zu St. Nikolaus auch eine Begine angeklagt war ; doch wissen wir nichts näheres darüber[6] Endlich ist im Kanton Freiburg noch eine Erinnerung an die Beginen geblieben im Namen einer Kopfbedeckung der Frauen, genannt Le Béguin[7].

Über die Beginen in der Stadt *Solothurn* unterrichtet uns Mgr. Schmidlin[8]: Urkundlich steht fest, daß ein Beginenhaus in Solothurn im Jahre 1354 bestand ; man nannte sie « die Sammnung. »

[1] *P. Schmitt*, Pilger 8 (Einsiedeln 1849) 292. — Mém. de Fribourg 2, 326/7. — Chronique Fribourgeoise par. *H. Ræmy*, 212, 233. — *Dellion*, a. a. O. 6, 408.

[2] *Dellion*, a. a. O. 444-451.

[3] *Dellion*, 2, 160, 173 ; 5, 172.

[4] *Dellion* 11, 65-67.

[5] *Dellion*, 10, 426, 350.

[6] Ebenda 11, 179.

[7] Ebenda, 6, 455.

[8] Das St. Josephskloster der Franziskanerinnen in Solothurn, Katholische Schweizerblätter, N. Folge 12 (1896) 273 ff.

Sie befand sich in der hintern Gasse, in der Nähe der Franziskanerkirche. Schon im Jahre 1374 heißt sie « die alte » oder « obere » Sammnung, zum Unterschied von der « neuen » oder « untern », die sich ebenfalls in der hinteren Gasse, im Quartier der Lein- und Tuchweber befand. Vogt der « nüwen » Sammnung war ums Jahr 1412 Cunzmann Wengi. Die Regierung war um ihren Unterhalt väterlich besorgt. Wir lesen bis zur Mitte des XVI. Jahrhunderts nirgends, daß unsere solothurnischen Schwestern je zu klagen Anlaß gegeben hätten, während sie in andern Ländern ausarteten und großes Ärgernis gaben. Die obere Sammlung in Solothurn nahm 1421 die dritte Regel des hl. Franziskus an, während die untere 1487 in den Orden der hl. Clara trat. Man nannte sie aber noch lange Zeit nachher Beginen. Im XVII. Jahrhundert ging aus der alten Sammlung das noch heute bestehende Kloster St. Joseph, aus der neuen Sammlung das heutige Kapuzinerinnenkloster St. Nominis Jesu hervor. Ihre weitere Entwicklung mag man a. a. O. nachlesen.

In *Basel* war die Zahl der Beginen ungemein groß ; Wackernagel schätzt sie im XV. Jahrhundert an 1500 Köpfe stark ; [1] Fechter zählt an 40 Beginenhäuser auf. [2] Ihre erste Spur fällt in das Jahr 1250 ; sie ist eine tragische. Die Jahrbücher erzählen, daß eine Begine, welche schon 30 Jahre das Beginengewand getragen, 1282 sich erhängt habe. [3] Am Rindermarkt lag die sogenannte große Sammnung der armen Beginen und unweit davon die Sammnung in der Goldschmidin Haus. Sie standen unter der Aufsicht des Guardians der Franziskaner, ohne diesem Orden einverleibt zu sein. Solche Häuser gab es noch vierzehn andere ; in dem einen lebten sechs arme Schwestern, im andern acht. An der Spitze aller Sammnungen, welche sich an die Franziskaner anschlossen, stand eine sogenannte Regelmeisterin, gewöhnlich eine Frau von edlem Geschlechte. Zehn andere Häuser standen unter der Aufsicht der Dominikaner und werden wohl auch Predigerschwestern genannt ; in ihren Häusern wurden zwölf und sogar 31 Schwestern gezählt. Von einer Anzahl Häuser läßt sich nicht bestimmen, welchem Orden sie sich anschlossen. Bei den zwölf Schwestern in des « Dechans Haus » heißt es ausdrücklich : « Und soll auch der swestern kein ge-

[1] Basler Beiträge 2, 160.

[2] Basel im XIV. Jahrhundert. Geschichtliche Darstellung, herausgegeben von der Basler histor. Gesellschaft. Mit 1 topograph. Plan Basels 1856. 60–64. 92, 120, 265/6.

[3] Annales Colmar. M. G. SS. 17, 209 : Begina virgo devota, ut dicebatur.

bunden sin ze der regel so andre swestern hattent, noch kein orden mit verbunden sin.» Im Hause «zum goldenen Ringg» und dem anstoßenden «zum schwarzen Bären» waren zeitweise Beginen, die dem Kreise der mystischen «Gottesfreunde» angehörten.

In *Iglingen*, hart an der Grenze von Basel, aber auf dem Gebiete des Kantons Aargau war im XIV. Jahrhundert ein Haus der Beginen und Begharden, das später mit Olsberg vereinigt wurde. [1]

In Baselland, südlich von Muttenz bestand im Anfang des XVI. Jahrhunderts ein Beginenkloster in *Engenthal*, [2] wo Leontorius, ein gelehrter Cisterzienser aus Maulbronn Beichtvater war. Das Haus wurde im Bauernkriege geplündert, 1534 von den Nonnen der Stadt Basel übergeben; seine Spuren sind jetzt kaum mehr zu finden. Auch im Rothaus und in Schauenburg in Baselland setzten sich Beginen fest, die aus der Stadt Basel vertrieben waren; ihrer geschieht noch im Jahre 1526 Erwähnung. [3]

In *Schaffhausen* errichteten die Töchter einiger reicher Stadtbürger 1291 auf ihre eigenen Kosten ein Kloster, genannt Sammnung beim hl. Kreuz, nachdem sie 1480 diese Kapelle erhalten hatten. Sie nahmen den Dritten Orden des hl. Franziskus an, lebten von Almosen und hatten die Barfüßer zu Beichtvätern. Ihre Oberin hieß Mutter. Ihre Anzahl stieg nie über zehn und wurde 1524 auf acht als Maximum festgesetzt. 1529 wurde die Sammnung aufgehoben, ihr Vermögen zum Spital genommen. «Die letzte schwester hat Eva Brög geheißen, eine fromme und gottesförchtige matron.» Sie starb 17. August 1580 im 83. Altersjahr. [4] Im Fronhaus innerhalb der Grenzen der Abtei Allerheiligen hatten sich Schwestern niedergelassen, die man 1310 beschloß, aussterben zu lassen [5]. In *Stein am Rhein* wurde 1283 das Haus im Fronhof zu einer Sammlung für geistliche Schwestern gemacht, in der Reformation verkauft. [6]

Im Lande *Appenzell* treffen wir 1393 eine Hofstatt «Unser Frauen Bühl» bei Speicher, die für arme Brüder gestiftet ist. Im genannten Jahre leiht Abt Kuno von St. Gallen sie dem Bruder Haintzlin, mit der Bedingung, daß nach seinem Tode sie wieder Brüdern verliehen

[1] *Birmann*, Basler Jahrbuch 1885, 273–277.
[2] Basler Beiträge 2, 167, 173–175, 433.
[3] Basler Beiträge 2, 434. — *Ochs*, Geschichte von Basel 2, 169; 3, 33.
[4] *Rüeger*, Schaffhauser Chronik 288. — *Nüscheler*, 2, 35.
[5] *Nüscheler*, ebenda. — Schaffhauser Neujahrsgeschenk VII (1828) 3.
[6] *Nüscheler* 31.

werden soll, oder wenn solche sich nicht finden, so mag der Abt von St. Gallen « arme Schwestern » hineintun [1]. Ob dies geschehen sei, ist nicht bekannt. Derselbe Abt Kuno erbaute 1400 ein Häuschen für einige Schwestern bei Walzenhausen, die dann das Franziskanerinnen-Kloster Grimmenstein errichteten, wo schon 1378 drei Klausnerinnen gewohnt hatten, die aber 1391 nach Valduna bei Rankwil zogen. [2] 1424 geben ihnen die Leute von St. Margreten und St. Johann-Höchst ihr Gelände, das mit einem Hag umschlossen ist, Gott zu Lob, zu eigen. Ihr Kloster heißt « Walhus in dem Gremenstein. [3] » 1446 gewährt Abt Kaspar von St. Gallen, zwei Schwestern vom Benediktinerorden (sic) in Grimmenstein die Erlaubnis, sich einige Zeit an dem Ort « zu dem heiligen Brunnen » (Heilbrunnen, Gemeinde Oberegg) aufzuhalten bei den dortigen Schwestern. [4] Auch in Herisau gab es Klausnerinnen. [5] Dagegen beruht die Angabe, daß 1426 Margaretha Ruteggerin den Schwestern zu St. Leonhard in Appenzell Haus und Güter geschenkt habe, [6] offenbar auf einer Verwechslung mit der Stiftung der Klause St. Leonhard in St. Gallen. Schon 1420 gab es in Appenzell drei Schwestern von der Dritten Regel des hl. Franziskus, die sich später klösterlich einrichteten und den Grund zum heutigen Kloster St. Maria der Engel legten. 1488 verleiht der päpstliche Protonotar Raymond Peraudi der Mutter nebst drei Schwestern vom Dritten Orden des hl. Franziskus in Bendlehn (Balen) bei Speicher einen Ablaßzettel. Im folgenden Jahr übergibt ihnen der Landmann Ulrich Eugster zu Appenzell seinen Vogtknaben zur Erziehung. [7] « In dem wald auff dem Wohnenstein » erhielten 1228 Klausnerinnen von Abt Konrad von St. Gallen Erlaubnis « ein geistlich Wesen und Wohnung » zu errichten. 1379 stiftete Abt Kuno das eigentliche Kloster, was Abt Kaspar 1453 mit ihren Satzungen bestätigte. Darnach geloben sie ausdrücklich « gehorsame, armuth, keuschheit und den wald und darby die auffgesetzte capitul der drytten regel St. Francisci. » [8] Solche in Speicher werden in einer Urkunde von 1503 erwähnt. [9]

[1] Appenzeller Urkundenbuch von *Schieß* und *Marti* 1, 65, Nr. 149.
[2] *Nüscheler*, 2, 153. — *Wirz*, Kirchengeschichte der Schweiz 2, 296.
[3] Appenzeller Urkundenbuch 1, 256, Nr. 433.
[4] Appenzeller Urkundenbuch 1, 419, Nr. 793. — *Nüscheler* 2, 161.
[5] *Nüscheler* 2, 153.
[6] *Mone*, Zeitschr. f. Gesch. des Oberrheins 15, 77, und nach ihm *Nüscheler*, 2, 161.
[7] Appenzeller Urkundenbuch 1, 591/2, Nr. 1245, 1251.
[8] *Nüscheler*, 2, 152. — Appenzeller Urkundenbuch 1, 437, Nr. 847.
[9] Ebenda, 671, Nr. 1518. Nicht bei Nüscheler.

In *St. Gallen* war das bedeutendste Frauenkloster St. Katharina.[1] Es umfaßte das ganze Gebiet des jetzigen Theaters und des dahinterliegenden sogenannten Bubenklosters. Sein Ursprung fällt in die erste Hälfte des XIII. Jahrhunderts. Klausnerinnen, die zuvor an verschiedenen Orten zerstreut gewesen waren, traten 1228 zusammen und unterzogen sich einer Ordensregel, die ihnen einen ziemlich freien Verkehr mit der Außenwelt gestattete. Es war eine reiche Stiftung, welcher die ersten Familien des Landes ihre Töchter übergaben. Aber der Reichtum verursachte den Untergang der klösterlichen Zucht. Um diese herzustellen, mußten einige Nonnen in andere Klöster verwiesen und 1368 die strengere Ordensregel des hl. Dominikus und im Jahre 1482 auch die Klausur eingeführt werden. So konnten die Schwestern den Sturm der Reformation überdauern; genötigt, die Stadt zu verlassen, bezogen sie zuerst die leeren Klostergebäude in Nollenberg und siedelten 1606 von da nach Wil über, wo ihr Kloster noch fortblüht.

Auf der östlichen Seite der Stadt St. Gallen stand die Schwesternklause bei St. Jakob, wo wir 1397 zwei, 1478 drei Klausnerinnen antreffen.[2] Eine Erinnerung daran hat das Ratsprotokoll vom 19. Februar 1534 (S.34) aufbewahrt. Unter diesem Datum erschien vor Rat « ain begin », welche sagte, sie sei vor 18 Jahren zu St. Jakob in der Klause gewesen und habe 9 Gulden eingebracht; sie verlangte deren Herausgabe. Sie sei von « Bribrach » und sitze jetzt zu Luzern. Man verwies sie auf den Rechtsweg; sie wollte aber nicht prozessiren und « hand ir meine Herren zwee batzen durch gottes willen geben ». 1550 stellte der Rat dem Abte Diethelm Hab und Gut der Klause zu Handen.

Etwas länger hielten sich die Tertiarinnen oder « Feldnonnen bei St. Leonhard », die seit 1426 die untere Klause daselbst inne hatten.[3] Im Jahre 1524 bewohnten elf Schwestern das Haus, neben welchem sie ein Kirchlein erbaut hatten. In der Umgegend hieß man sie Beginen oder Feldnonnen, wohl auch die nicht eingeschlossenen oder nicht eingesegneten Feldnonnen, auch nachdem sie um 1470 dem Dritten Orden der Franziskaner eingegliedert waren. Auch sie widerstanden zur Zeit der Reformation mannhaft der Neuerung, mußten aber untergehen. Erhalten ist ihr Siegel mit dem Bild einer Heiligen

[1] *Hardegger*, Die Frauen zu St. Katharinen. St. Galler Neujahrsblatt, 1885. — *Nüscheler*, 2, 134 ff.; 178, 202.

[2] *Nüscheler*, 2, 141.

[3] St. Galler Neujahrsblatt, herausgegeben vom histor. Verein 1868, von *Ernst Götzinger*.

(Verena ?) die in der Linken einen Henkelkrug und einen Wecken trägt. Von der obern Klause daselbst, in der sich 1510 « Clußneren vnd Schwösteren in der Clußen zu St. Lienhart » befanden, ist wenig bekannt.[1]

Notkersegg oberhalb St. Gallen zählte 1381 in einer Klause drei andächtige Weibsleute. 1449 überließ ihnen der Rat von St. Gallen ein Haus am Portnerhofe, hob aber 1528 das Kloster auf, das 1532 von Abt Diethelm wieder hergestellt und 1585 Tertiarinnenkloster wurde. Sie sind seit 1602 Kapuzinerinnen.

Zum Unterschied von der obern oder größern Klause zu St. Georgen, nannte man die untere oder mindere Klause diejenige bei der St. Johanneskapelle auf dem Friedhofe. Die Bewohnerinnen verstiegen sich im Anfang des XIV. Jahrhunderts zu seltsamem Aberglauben, der sie 1325 in den Bann des Papstes brachte. 1483 waren noch vier Schwestern da, die sich zum Benediktinerorden bekannten, aber bald darauf ausstarben. Das gleiche Schicksal hatte die Schwesternklause bei der Kirche des hl. Magnus, in der die hl. Wiborada gelebt hatte. Sie ging vor der Reformation ein.

Altstetten hatte 1258 ein Schwesternhaus, das seit 1528 dem Franziskanerorden einverleibt war. In Goßau wird 1395 eine Schwesternklause erwähnt. In Wil hatte sich seit dem XIII. Jahrhundert eine Sammnung unter Leitung einer Priorin gebildet, zuerst außerhalb der Stadt, dann in einem Hause neben der St. Niklausenkirche. Sie nahmen mit Gebet und Gesang teil bei Begräbnissen und Jahrzeiten.[2] 1557 erhielten sie das Kleid der Dominikanerinnnen. 1605 schlossen sich ihnen auch die acht Schwestern vom Nollenberg bei Wuppenau an, die Nachkommen des St. Galler Katharinenklosters. 1615 wurde ein neues Kloster gebaut.

Im Galgentobel an der Steinach treffen wir im Anfang des XV. Jahrhunderts zwei Schwesternhäuser. Sie gingen bald darauf zur Dritten Regel des hl. Franziskus und im XVI. Jahrhundert in das Kloster St. Scholastica in Rorschach über.[3] In der Stiftsbibliothek St. Gallen finden sich noch zwei handschriftliche « Waldregeln »; die eine (930) vom Jahre 1425 « gehort in stainer tobel », die andere stammt von St. Georgen.

Andere Klausen im Gebiete des heutigen Kantons St. Gallen

[1] *Nüscheler*, Gotteshäuser 2, 140.
[2] *Sailer*, Wiler Chronik 223. — *Nüscheler*, 2, 202.
[3] *Nüscheler*, 2, 142-145.



bestanden in Waldkirch, Grabs (von Arx 2,200) Balgach, Mels, 1556 abgebrannt. Die letzte Schwester starb 1577.[1] In Ragaz, das 1056 erbaut sein soll, sind Mauertrümmer in einem Weingarten angeblich die Überreste eines Bethauses von Beginen. Sargans und Wallenstadt gingen vor der Reformation ab.

In Wattwil, in der Waldwilde an Pfanneregg lebten 1411 Schwestern, welche 1451 die Dritte Regel des hl. Franziskus befolgten. Sie wurden 1621 als Kapuzinerinnenkloster St. Maria der Engeln nach Iberg verlegt, wo das Kloster noch besteht.[2] Im Stadtwalde von Rapperswil gab es im XV. Jahrhundert drei Schwesternhäuser, alle Tertiarinnen. Kaum kennt man noch die Stelle, wo ihre Häuser gestanden; auch von einstigen Klausnerinnen im benachbarten Jona sind kaum noch Spuren sichtbar.[3]

In *Graubünden* treffen wir auf eine eigentümliche Erscheinung religiösen Lebens in Somvix, das *Kollegium der Andächtigen* (Devotorum) durch den Disentiser Abt Heinrich von Werdenberg um das Jahr 1277 gegründet. Sie bewohnten ein Haus in der Nähe der St. Benediktuskirche, oberhalb des Dorfes auf einem Hügel bei der Burg Castilium und waren nach dem Geschlechte in zwei Abteilungen gesondert. Sie übergaben all ihr zeitliches Gut in die Hände des Abtes und erhielten von ihm den notwendigen Lebensunterhalt. Ihm gelobten sie auch Gehorsam und Keuschheit. Sie trieben Handarbeit, mußten daneben täglich die Messe hören und zu gewissen Stunden beten und öfters die heiligen Sakramente empfangen. Sie standen unter dem besonderen Schutze des hl. Benedikt, so daß man sie als eine Art Oblaten oder Dritten Orden betrachten kann. Seine Blüte erreichte das Kollegium um das Jahr 1284, als Rigenza, die edle, fromme und reiche Dame ihm reiche Geschenke zuwandte und vornehme Töchter ihm beitraten. Es bestand bis in die Mitte des XVI. Jahrhunderts.[4]

In Chur war einst ein Klösterlein St. Regula beim untern Tor, ein anderes oberhalb der Stadt am Berge. In Maienfeld hat sich die Tradition von einem ehemaligen Frauenkloster erhalten. Das Gleiche sagt man in Serneus, Schnaus und Masans. Ein Frauenkloster St. Peter

[1] Sammlung der Eidg. Abschiede IV, 2, S. 1079, 1085/6. — *Nüscheler*, 1, 150.
[2] *Nüscheler*, 2, 204.
[3] *Nüscheler*, 3, 496–498.
[4] *Nüscheler*, 1, 80. — *Eichhorn*, Episcopatus Cur. 232. — *Mohr*, Cod. dipl. 2, 31, Nr. 26.

zu Müstail erscheint in einer einzigen Urkunde vom Jahre 926 unter dem Namen Impedinis. [1]

In *Aarau* werden wiederholt Beginen ausdrücklich erwähnt. Das Jahrzeitbuch der Leutkirche von Aarau (Argovia 6,375) kennt sie an drei Stellen. Im Jahre 1434 starb Nikolaus Jnstitor (Krämer ?); er vermachte den Frauen im Konvent St. Ursula 2 Schillinge und den Beginen ebensoviel. Ein anderes Vermächtnis bringt ihnen 1 Schilling ein und im Jahre 1509 vermacht ihnen Johannes Schmid 4 Mütt Kernen zur Verteilung unter die Armen jeweilen an Fronfasten nach der Messe, welche die Bruderschaft der Schmide singen läßt. (Das. 384.403.) Es ist aber unbestimmt, ob wir unter diesen Beginen eine eigene Sammnung zu verstehen haben oder die Bewohnerinnen der drei Schwesternhäuser, die uns anderweitig bekannt sind: eines genannt am Graben, ein anderes in der obern Vorstadt, das dritte am Kirchhof, im Jahre 1378 für acht arme Schwestern gestiftet. Stirbt eine von ihnen oder geht fort, so sollen die vier ältesten eine neue aufnehmen. [2] Bischof Heinrich von Konstanz gestattet ihnen im folgenden Jahre in ihrer Kapelle Messe zu halten. [3] Welchem Orden die im Jahre 1270 in Aarau niedergelassenen Nonnen von Schennis und die später erwähnten von der hl. Ursula angehörten, ist schwer zu sagen.

In Baden schenkten der Schultheiß Joh. Zweigher und seine Gattin 1391 eine Hoffstatt, ein Gärtchen und ein Haus für fünf Jungfrauen, damit sie den Kranken beistehen und täglich dem Gottesdienst beiwohnen. Sie unterwarfen sich 1396 der Gerichtsbarkeit der Minderbrüder in Luzern und 200 Jahre später den Kapuzinern. Der bereits erwähnte Erlaß des Bischofs Otto III. von Konstanz vom Jahre 1413 betreffs der Begharden und Beginen in Baden bezieht sich somit nicht auf sie. In Würenlingen erhalten die Schwestern « die ehrbaren Kinder » 1430 ein Vermächtnis. [4] Später scheinen dort Brüder und Schwestern gleichzeitig gelebt zu haben. 1514 entstand ein Streit zwischen dem Schwesternhause und der Gemeinde und 1523 begab sich ein Teil der Schwestern nach Baden, 1553 auch die übrigen, die im dortigen Frauenkloster aufgingen. [5] Von Schwesternhäusern in Koblenz, Döttingen, Laufenburg, Zurzach, Rheinfelden, Wettingen kennen wir blos die

[1] *Nüscheler*, 1, 32, 37, 50–54, 64, 100, 107.
[2] Urkundenbuch von Aarau (Argovia 11) S. 123.
[3] Ebd. S. 127. Vgl. *Nüscheler*, in der Argovia 28, 53–55.
[4] *Welti*, Urkunden der Stadt Baden 1, 431, Nr. 472.
[5] *Nüscheler*, 3, 559, 607, 623.

Namen einiger Schwestern, denen Vergabungen zugewendet werden.[1] In Bremgarten soll schon um 1377 eine Sammlung von Schwestern bestanden haben, die 1406 vom Bischof von Konstanz dem Guardian der Franziskaner in Luzern unterstellt wurden[2] Das Zisterzienserinnen-Kloster Gnadenthal soll ursprünglich aus Beginen entstanden sein.[3] Vom Schwesternhaus in Brugg gibt eine Notiz im Rothen Buch daselbst die einzige schriftliche Kunde.[4] In Linsibül, auch Insibül und Isenspühl genannt, westlich von Niderwil bei Bremgarten treffen wir 1481 Schwestern ; 1501 empfiehlt sie der Landvogt der Freiämter zur Unterstützung ; um 1520 wird ihnen für die Teilnahme am Seelengottesdienste ein Vermächtnis ausgesetzt ; aber schon 1524 haben alle das Haus verlassen.[5]

Im *Thurgau* ist vor Allem Aadorf aus der Reihe der Beginenhäuser zu streichen. Kuhn in seiner nicht immer kritischen Thurgovia Sacra (III,377) beruft sich auf das Vermächtnis einer gewissen Frau Engilbiric an die Äbtissinnen Irmindrud und Perechdrud im Jahre 886 in der Kirche zu Aadorf.[6] Allein im Vergabungsbriefe ist nirgends von Klosterschwestern die Rede und man weiß nicht, welchen Klöstern die beiden Äbtissinnen angehörten.[7] Im Jahre 894 ist dann allerdings der Bestand eines Mönchsklosters in Aadorf sicher bezeugt.[8] Das Kloster Paradies verdankte seinen Namen und Ursprung den Schwestern, die vorher in einer Vorstadt in Konstanz als « arme Eingeschlossene » gewohnt, 1254 von Papst Alexander IV. Erlaubnis erhielten, an einen andern Ort überzusiedeln. So zogen sie an den Ort, der bisher Schwarzach hieß, wo sie als Klarissinnen fortbestanden bis zur Aufhebung im Jahre 1848.[9] In der Waldeinsamkeit von Tägerwilen lebten 1374 geistliche Schwestern, von denen sonst nicht mehr die Rede ist.[10] Bei den Ruinen der Burg Murkart, unweit Frauenfeld, sollen ebenfalls

[1] Ebenda 631, 633.
[2] *Derselbe* im Geschichtsfreund 39, 103. — *Welti*, a. a. O. 1, 235. Nr. 281.
[3] Gallia christ. 5, 1100. — *Neugart*, Epist. Const. II, 470.
[4] Anzeiger für Schweizerische Geschichte, 1865, 6.
[5] *Liebenau*, Regesten von Mellingen, Argovia 14, 164 ff. Nr. 303, 382, 419. — *Nüscheler*, ebd. 26, 128.
[6] *Wartmann*, St. Galler Urkundenbuch 2, 259, Nr. 655.
[7] *Pupikofer*, Geschichte des Thurgaus 1, 174.
[8] *Wartmann*, ebd. 292, Nr. 691. — *Pupikofer*, 175.
[9] *Kuhn*, Thurg. s. 3, 319 ff. — *Pupikofer*, a. a. O. 545 ff. — *Nüscheler*, 2, 64.
[10] *Nüscheler*, 2, 71.

Beginen gewohnt haben. [1] Nach der Reformation zerstreuten sie sich. In Tänikon sollen graue Schwestern gewohnt haben, welche 1257 ein neues Kloster des Zisterzienserordens bezogen [2]. Nollenberg bei Wuppenau war zuerst Bruderhaus, das 1498 Schwestern übergeben wurde, die zur Zeit der Reformation austraten. [3]

In *Tessin* scheint es keine eigentlichen Beginenhäuser gegeben zu haben. Vielleicht kann man Monte Carassa dazu rechnen, das Kloster des hl. Bernardin, das 1450 von zwei armen Frauen von Prato gegründet wurde und 1500 den Orden der Augustinerinnen annahm. [4] Anderwärts finden sich schon seit 1298 Häuser, welche eher dem Hause der Humiliaten beizuzählen sind, welche in Italien die Rolle der Begharden und Beginen spielten.

In *Wallis* sind eigentliche Beginen ziemlich selten; im französischen Unterwallis fehlen sie ganz. Die Mutterkirche aller Pfarreien im obersten Rhonetale ist Münster; der Name scheint auf ein Kloster zu deuten, über das wir indeß nichts genaueres wissen. 1405 gab es in Münster, Beginen. [5] 1350 wurden solche in Visp erwähnt. [6] Auf dem Ringacker zu Leuk war ein Kloster der Augustinerinnen im Jahre 1275. die gegen Ende des Jahrhunderts nach Aosta versetzt wurden. [7] In Lax lebten 1311 die Beginen Salomea und Agnes. [8] Im Jahre 1339 gestattete der Bischof Philipp von Sitten dem Pfarrer Peter Mormand (Murmann) von Aernen auf Gnadenberg mit sechs Jungfrauen ein Kloster zu gründen nach der Regel des hl. Augustin oder einer andern, nur nicht der Mendikanten. Ihre Zahl soll zwölf nicht übersteigen. Sie sollen unter dem Bischof stehen, aber ihre Oberin selbst wählen. [9] Sie werden 1340 Augustinerinnen genannt und 1343 nach Fiesch in einen engen festen Turm übergesiedelt. Bischof Wilhelm fand das Kloster 1444 in einem bedauernswerten Zustande; in der Folge zerfiel es noch mehr und wurde von der Äbtissin und Nonnen nach und nach verlassen,

[1] *Pupikofer*, Geschichte des Thurgaus 2, 522, 532.
[2] *Pupikofer*, ebd. 542. — *Nüscheler*, 2, 219. — *Kuhn*, Thurg. s. 3, 376.
[3] *Nüscheler*, 2, 177.
[4] *Siro Borrani*, Il Ticino sacro 324, 367, 372.
[5] *Imesch*, 262. — Furrer, Statistik 76,
[6] *Imesch*, 266. — Furrer, 102.
[7] *D. Imesch*, Blätter für Walliser Geschichte 3, 253. Dem hochw. Verfasser. bin ich für diese Nachweise zu Dank verpflichtet. — Ebd. 460, *R. Hoppeler*, Beginen im Wallis.
[8] *Hoppeler*, a. a. O.
[9] *Furrer*, Walliser Urkunden 118–121.

worauf es der Kardinal Schinner 1505 aufhob und die Güter der Kirche zu Ärnen zuteilte [1].

Damit muß ich meine Aufzählung der schweizerischen Beginenhäuser schließen. Zwar dürfen wir sicher annehmen, daß es solche auch in der französischen Schweiz, in Waadt, Neuenburg und Genf gab, aber wenigstens in der mir zugänglichen Quellen konnte ich keine Spur von ihnen entdecken. Die große Zahl der angeführten Häuser ist ein Beweis, daß auch diese Erscheinung von Bedeutung gewesen ist. Teilweise ist sie dies noch, zählt ja die große Béguinage in Gent noch heute 650, die kleine 300 Bewohnerinnen. [2] Was sie einst unserm Lande gewesen sein mögen, jedenfalls vermissen wir die Feldnonnen und Waldschwestern nicht, seitdem so viele treffliche Lehr- und Krankenschwestern ihre segensreiche Wirksamkeit ausüben. Möge sie noch recht lange dauern.

[1] *Furrer*, Urkunden 232, 291. — *Imesch*, 252. — *Hoppeler*, 460.
[2] Alte und Neue Welt, Jahrg. 48 (1914) Heft 16, S. 637.



Alcuni documenti riguardanti il papa Innocenzo undecimo, prima Benedetto Odescalchi di Como

del priore Edoardo Torriani.

(Seguito.)

Non credetti inutile riportare tale documento, anteriore lunga serie d'anni all'innalzamento dell'Odescalchi alla dignità suprema della chiesa, non solo perchè accenna alla sua dimora in Genova presso il suo zio Papirio ricco commerciante, ma anche perchè la procura data al fratello, fu da costui riversata a due ecclesiastici della giurisdizione svizzera, Alessandro Torriani noto arciprete di Balerna, di cui aggiungerò in seguito, e Carlo Catenazzi suo canonico. Inoltre il debitore in discorso era altro ecclesiastico dei baliaggi, cioè il non meno conosciuto Flaminio Bosia, di Mendrisio, arciprete di Lugano.

Altro documento del 20 aprile 1652, che per brevità tralascio di riportare, è la procura del nob. abate Nicolao Odescalchi q. Livio, e fratello perciò del vescovo di Novara, Benedetto, poi papa, al signor Giovan Battista Ghiringhelli, di Mendrisio, a rogito come gli altri di Francesco Peverelli, notajo di Como, in merito a sostenere qualsiasi lite per affari civili o criminali, tanto nel foro ecclesiastico che secolare. Passando a due o tre altri documenti interessanti in certa guisa la nostra diocesi, che nel temporale era sotto agli Svizzeri, mentre nello spirituale era parte della diocesi comense, e molto più interessanti la famiglia del pontefice Odescalchi, di cui cito queste memorie, dirò questo che segue.

L'anno 1649 il nobile Giovan Battista Odescalchi, di Como, celebrava in questa città, nella chiesa di Santa Marta, vicino al monastero delle monache a Sant'Abbondio extra muros, il suo matrimonio colla nobile Paola di Gaspare Torriani, di Mendrisio, non ancora sedicenne, figlia unica e probabilmente educanda in quel monastero. Fra i testi-



moni è indicato il nobile Tomaso Odescalchi, canonico della cattedrale di Como. Ciò si ricava dal 2º libro parrocchiale della parrocchia di San Sisinio alla Torre, che a pagine 113, così riporta.

Domina Paola filia domini Gasparis Turriani Mendrisii, matrimonium contraxit per verba de presenti cum domino Joanne Baptista Odescalcho parochiae Sancti Fidelis Comi, in ecclesia Sanctae Martae existentis (sic) prope monasterium monialium Sancti Abbundii extra muros, coram me suprascripto rectore. Testes fuere multum reverendus dominus Tomas Odescalcus, ecclesiae cathedralis Comi canonicus, dominus Alexander Turrianus, et dominus Prosper de Rubeis ambo Mendrisii.

Hoc fuit die Augusti 1649.

Il parroco celebrante era Scipione Torriani, curato di San Sisinnio alla Torre di Mendrisio, fratello di Alfonso, preposto di Mendrisio, morto misteriosamente già diciotto anni prima, cioè nel 1631, e cugino del padre servita del convento di San Giovanni, di nome Alfonso esso pure, che fu assassinato in convento otto anni prima, cioè nel 1641; ciò che aveva provocato l'espulsione dei frati, riamessi quattro anni dopo, coll' obbligo di far scuola. Sopra questi frati, ho fornito i debiti documenti al bollettino storico della Svizzera italiana, redatto dal Signor Emilio Motta, che li pubblicò negli anni scorsi, come può riscontrarsi nella raccolta dei medesimi.

Alla pagina 49 del sopradetto secondo libro della parrocchia di San Sisinnio alla Torre di Mendrisio, è memoria del battesimo di Gabriele figlio del nob. Giovanni Torriani, luogotenente del landvogt della giurisdizione di Mendrisio e Balerna, nel quale battesimo fece da madrina la cognata del cardinale Odescalchi (poi papa Innocenzo) cioè Beatrice, moglie del nob. Carlo Odescalchi, fratello di sua eminenza. Suona così la memoria.

Gabriel, quem peperit domina Joanna, uxor domini locumtenentis Joannis Turriani, die quinto octobris 1659, baptizatus fuit de mei suprascripti rectoris licentia, a perillustri et multum reverendo domino juris utriusque doctore domino Alexandro Turriano, Archipresbitero collegiatae Sanctae Victoris Balernae, die 16 ejusdem. Patrini fuere perillustris dominus Joannes Jacobus Trogher Uraniensis, scriba Mendrisii, et nobilis domina Beatrix, uxor illustrissimi domini Caroli Odescalchi civis Comensis, et fratris eminentissimi cardinalis hujus nominis.



Il parroco era ancora il sullodato Scipione Torriani, che cedè la cerimonia battesimale al noto arciprete di Balerna Alessandro Torriani suo cugino, il quale era fratello del luogotenente Giovanni, la cui moglie madre del neonato era nipote del famoso Domenico Fontana, architetto immortalatosi a Roma nell' innalzamento dell' obelisco vaticano.

Alla pagina 51 del menzionato registro parrocchiale si ritrova altro battesimo, a cui intervenne come madrina la testè accennata Paola, maritata Odescalchi ; che per brevità tralascio di riportare. Il che non mi dispensa dal riportare altro battesimo avvenuto a Mendrisio, di cui fu stesa nel libro parrocchiale a pagina 55. apposita annotazione dal notajo apostolico, Giuseppe Pietro Corradini, visitatore di Curia ; del qual battesimo fu ministro monsignore Gio : Ambrogio Torriani, vescovo di Como, e padrini i nobili Livio Odescalchi, nipote del cardinale Benedetto, ed Orsola, moglie di Carlo Corrado Beroldingen di Uri, abitante a Lugano. È del tenore seguente.

In nomine Domini nostri Jesu Christi amen.

Anno a Nativitate ejusdem millesimo, sexcentesimo septuagesimo primo, indictionis nonae, die dominico vigesimo sexto mensis aprilis, pontificatus autem sanctissimi in Christo patris et domini nostri Clementis divinae providentiae Papae decimi anno primo.

Illustrissimus et reverendissimus dominus, dominus Joannes Ambrosius Turrianus, Dei et apostolicae sedis gratia episcopus Comensis, et metropolitanae ecclesiae Mediolani cimiliarca, comes etc., existens in prepositurali ecclesia Sancti Cosmae et Damiani burgi Mendrisii, ejus primae personalis visitationis causa, baptizavit infantem die vigesima tertia suprascripti mensis et anni natum ex nobilibus dominis dominis locumtenente Joanne Turriano, filio q. nobilis domini Alexandri, et domina Joanna Fontana, filia q. domini Gabrii de Lugano, legittimis jugalibus de Mendrisio sub parrochiali ecclesia Sancti Sisini de Turre, cui impositum fuit nomen Joannis Ambrosii, ac subinde dictum infantem sacro chrismate inunxit servatis omnibus solemnitatibus ritualis et cerimonialis Romani. Patrini fuerunt illustrissimus dominus Livius Odescalcus, filius illustrissimi domini Caroli nobilis Comensis habitans in parochia Sancti Benedicti Comi, et illustrissima domina Maria Ursula, filia q. illustrissimi domini Sebastiani Peregrini de Urania, uxor illustrissimi domini Caroli Conradi de Beroldingen Lugani habitans.

Presentibus ibidem et assistentibus eidem illustrissimo et reverendissimo domino episcopo, perillustribus et admodum reverendis dominis Alexandro Turriano, archipresbitero collegiatae ecclesiae Balernae, Joanne Baptista Turriano, preposito predictae ecclesiae Mendrisii, et Scipione Turriano, parrocho suprascriptae ecclesiae Sancti Sesinii.

Et de predictis.

Actumque ut supra. Testes : perillustris et multum reverendus dominus Hector Albergantus, prepositus sancti Xisti Comi, visitator generalis et a secretis ejusdem illustrissimi domini domini episcopi, illustris dominis Carolus Blancus et dominus Julius Castellus, nec non multum reverendus dominus Franciscus Philippus de Rubeis et Joannes Baptista Mornagus, magistri ceremoniarum prescripti domini domini episcopi ejusque familiares, noti omnes et idonei.

Ego Joseph Petrus Corradinus, filius Francisci Comensis, habitans in parocchia Sancti Benedicti, publicus apostolicae et imperialis auctoritate notarius ac curiae episcopalis Comi et visitationis cancellarius, de predictis rogatus fui, hoc publicum instrumentum confeci et hic me pro fide subscripsi, apposito mei tabellionatus signo solito.

Mi sia lecito aggiungere una nota a dipintura dei tempi. Il suddetto Ambrogio di cui è registrato il battesimo conferitogli con tanta solennità dal vescovo diocesano di Como, era il nono di tredici figli, dei quali sette si consacrarono alla chiesa cioè Alessandro e Gabriele che furono canonici di Balerna, Giovanni e Carlo religiosi Serviti, Carlo Leonzio religioso cappucino al monte di Orta in diocesi di Novara, e Maria Francesca, superiora delle Orsoline di Mendrisio, ed Elisabetta monaca in Santa Chiara di Como.

Il medesimo Ambrogio poi, padre a suo tempo di figli diciasette, annoverò fra questi tre sacerdoti, Alessandro, canonico di Balerna, Angelo, priore di San Sisinio ad Turrim (alla Torre) e Gabriele preposto plebano dell' insigne parrocchia di Uggiate, nella Lombardia austriaca, e quattro monache dell' ordine dell' orsoline.

Chiuderò il presente articolo sopra il papa Innocenzo XI col riportare due lettere dal medesimo scritte al teologo Alessandro Torriani (juris utriusque doctor), arciprete più volte menzionato di Balerna, quali lettere emanano dall' epoca nella quale il cardinale era legato di Ferrara, ed erano responsive naturalmente di altre due del detto



teologo, abbastanza conoscente della famiglia degli Odescalchi di Como, come abbiam potuto vedere dal complesso dei documenti.

La prima lettera è dell' anno 1647.

Molto illustre signore. Ajuterò il buon esito della bisogna dell' arcipretura di Balerna in tutto quello che conoscerò esser necessario, per mostrare a Vostra Signoria, che il mio buon animo verso il servizio della sua casa, non è punto inferiore a quello del signor Nicolò mio fratello, e per assicurarla insieme, che abbraccierò volontieri sempre tutte le occasioni che mi si presenteranno di giovare alla persona di lei, quale Dio feliciti come desidero.

Di Roma li 6 aprile 1647.

Di vostra Signoria per servirla,

Il cardinale ODESCALCO.

L'altra è dell' anno 1651.

Molto reverendo Signore,

Ho sentito con dispiacere l' avviso inviatomi da vostra Signoria della morte di suo padre per l' affezzione che mi portava ; ma siccome conviene di conformarsene col divino volere, così ella dovrà consolarsene, e credere che in me sarà sempre medesima la volontà verso le cose di suo servizio, che auguro da Dio ogni conforto.

Di Ferrara 8 maggio 1651.

Affez. di vostra Signoria,

il cardinale ODESCALCO.

Le due lettere sono laconiche, contrariamente alla esuberanza di frasi che usavansi nel secolo dei seccentisti, ma bisogna notare che il secretario avrà dovuto rispondere a chissà quante altre lettere, tanto è vero che nella confusione, sgrammaticava alla più bella, il che non toglie però che tali lettere abbiano un valore, relativo alle poche notizie date su questo papa illustre, e di cui erano condiocesani i nostri paeselli ticinesi.

La patria del papa Innocenzo, quella ridente regina del Lario che è Como, innalzò al suo concittadino un modesto ricordo nel suo magnifico duomo, consistente in marmoreo busto che campeggia nella



navata a sinistra entrando, poco oltre il miracoloso altare della Madre di Dio.

Recentemente un umile sacerdote che introdusse in Como una nuova congregazione dei Preti della Carità, la quale si è diffusa sino a Roma coll' erezione di un santuario nei quartieri di Porta trionfale, ha pure eretto nella città nativa di papa Innocenzo un bello e capacissimo tempio in onore del Sacro Cuore di Gesù. Sulla fronte di questa chiesa, che al presente è in attesa di ampliamento e ristaurazione su vasta scala, campeggia uno scudo marmoreo che reca le armi, o meglio, il blasone della famiglia degli Odescalchi, e ciò ad onore e ricordanza di quel celebre papa che tanto onorolla colla sua splendida carriera.

Alcune memorie riguardanti il già convento dei padri Cappuccini di Mendrisio atterrato per farvi l' ospizio cantonale.

Il borgo di Mendrisio andava di pari passo tre secoli fa colle tre principali comunità del presente cantone Ticino, vuoi per popolazione, vuoi per importanza religiosa, dacchè se Lugano, Bellinzona e Locarno noveravano qualche migliajo di abitanti, anche Mendrisio ne era poco discosto dall' eguagliarle, ed inoltre come quelle borgate possedevano varii conventi di religiosi e di monache, anche Mendrisio ne aveva due, uno dei Padri Servi di Maria, altro delle monache Orsoline. Proprio di quel tempo stava Mendrisio per introdurre un terzo convento nella sua comunità, vale a dire quello dei Padri Cappuccini, che la malvagità dei tempi ha poi soppresso or fanno cinquant' anni, e di questo convento che stette in piedi quasi due secoli e mezzo, parmi opportuno fare una brevissima menzione, annotando qualche dato cronologico, e riportando per intero ove occorra, qualche più interressante documento.

Premetto che queste note dovevano comparire se non colle precise parole che userò adesso, in sul *Bollettino storico del cantone Ticino*, la cui redazione pel momento ha sospeso le pubblicazioni ; ed inoltre che i medesimi documenti dopo averli io trovati nel archivio di casa, li comunicai ad una Rivista dei padri Cappuccini, la quale non so se li abbia resi di pubblica ragione, o appena osservati alla rinfusa. In ogni caso, non è male che abbiano a comparire sulla *Rivista di storia eccle-*



siastica della Svizzera, la quale tratta ex professo di argomenti di questo genere.

Già dagli anni 1569, 70, 71 erano corse lettere della magnifica comunità di Mendrisio al padre guardiano dei Cappuccini di Milano, nelle quali si pregava di spedire per la predicazione di quaresima un padre della loro religione, essendosi già per lo passato esperimentato la bontà del loro apostolato.

Dell' anno 1572 avvi curiosa lettera del nostro landvogt Höttig di Svitto, ai padri cappuccini di Como onde accolgano in religione certo Francesco Azobio di Torino, reo di molti rubalizi ; al quale avendo il detto magistrato commutata la pena di morte in quella della frusta, e visto il voto che aveva fatto di farsi cappuccino, intercede l' ingresso consegnandolo ai frati.

Nell' anno 1588 il nobil giovane Camillo Ghiringhelli, di Mendrisio, con suo testamento dispone scudi d' oro d' Italia cinquecento per il progettato convento dei Cappuccini di Mendrisio. In caso di non riuscita incarica l' erede di dare duecento scudi invece, al legato dei Poveri di Cristo del detto borgo.

Del medesimo anno esiste altro testamento di mastro Giovanni Bossi, di Mendrisio, nel quale l' erigenda fabbrica del convento dei Cappuccini è chiamata erede universale, dati certi casi in cui i suoi veri eredi non fossero comparsi ; il che non si verificò ne punto ne poco.

Scorsero trent' un anni da quell' epoca, e veniamo all' anno 1619 in cui fu tenuta un' assemblea a Mendrisio, nella quale dopo avere eletto il nuovo lanscriba Gian Giacomo Troger di Uri, figlio del landvogt Gaspare, si passò a costituire dietro invito del landvogt istesso, la commissione per la fabbrica del convento dei Cappuccini, e per la riscossione del legato Ghiringhelli di 500 scudi d' oro, e del legato Fossati di 25 scudi simili ; del resto la fabbrica era assunta dal nostro patriziato. La commissione riuscì composta da Scipione, Alfonso e Giovanni, tutti della Torre (o Torriani), da Francesco e Gio : Battista Rusca, da Gio : Battista e Giulio Ghiringhelli, e da Prospero Rossi.

Nell' anno istesso (1619) il signor preposto di San Giovanni Donnarum di Pavia, Bartolomeo Torriani di Mendrisio a mezzo del sign. Gio : Battista Ghiringhelli vende ai commissari, per la fabbrica del convento dei Cappuccini, una pezza di terra di pertiche tredici nella località detta il Chioso della fontana, e ciò al prezzo di 750 scudi d' oro ; 500 dei quali erano forniti dal legato Ghiringhelli e 250 erano promessi dal patriziato. Nel seguente anno 1620 il padre provinciale dei Cappuccini di Lombardia



Frate Francesco da Novara, implora da mons. Archinto, vescovo di Como, di potere innalzare la croce nel luogo ove sarebbe fabbricato il convento dei detti religiosi a Mendrisio ; ed il prelodato vescovo accorda la licenza, purchè non si inalberi la croce in luoghi soggetti alla decima dei padri Serviti, e del preposto di Mendrisio.

Nello stesso anno il preposto, don Bartolomeo Torriani di San Giovanni Donnarum, di Pavia, a mezzo del prete pavese, Ottone Calcagni, tratta colla comunità di Mendrisio circa permuta di terreno per la fabbrica del convento.

Avendo il provinciale fra Francesco di Novara, della provincia di Milano, inoltrato domanda di erigere la croce nella terra di Mendrisio per fabbricarvi un convento, al vescovo mons. Archinto di Como, questi rilascia in calce alla supplica quanto segue — (manu propria) 1620 alli 24 giugno. Ancorchè non faccia bisogno altra licenza di più della data, di nuovo quando faccia bisogno, glie la dò con la presente, e le prego ogni benedizione dal Signore.

FILIPPO, vescovo di Como.

Sotto al quale indulto, ancora di mano del vescovo è scritto pur questo — (un' anno dopo).

1621 alli 14 ottobre ; con la presente si rilascia licenza alli suddetti padri di poter mettere la prima pietra della chiesa suddetta, con pregare il padre provinciale a voler lui far la funzione necessaria dandogli licenza in quanto sia necessario.

FILIPPO ARCHINTO, vescovo di Como.

Al 24 giugno dell' anno 1620 il sullodato padre provinciale frate Francesco da Novara venuto processionalmente sopra terreno del signor Gerolamo Porta, e di suo consenso, accompagnato dai padri Mattia da Milano, Gerolamo da Cremona, Paolo da Milano, ed Isidoro da Milano, definitori, da Bartolomeo da Melegnano, guardiano di Sant' Angelo, da Gerolamo da Bellagio guardiano di Lugano, da Marcantonio da Como coadjutore del provinciale, da Cornelio da Biassono guardiano del Bigorio, dal padre Tomaso da Melegnano, dal padre Felice da Como predicatore, e dai fratelli laici Ambrogio da Alzate, Germano da Monza, Cecilio da Lamone, e Daniele delle Taverne, piantò solennemente la detta Croce. Erano presenti in pluviale il preposto



di Mendrisio dottor teologo Giovanni della Torre, figlio del cancelliere Alessandro che stese l' istrumento che riporto, non che il padre priore dei Serviti e molti sacerdoti, tutti in paramenti, con gran popolo in giro.

Ecco il documento intero.

In nomine Domini amen. Per hoc presens publicum instrumentum cunctis pateat evidenter et sit notum, quod anno a nativitate ejusdem Domini Redemptoris nostri MDCXX^{mo}., indictione tertia, die mercurii vigesima quarta mensis junii. Admodum rever^{dus} frater Franciscus de Novaria, provincialis venerabilium fratrum Capucinorum provinciae Lombardiae, penes se habens infrascriptos rev^{dos} fratres sui ordinis, nempe rever^{dos} patres fratres Mattiam a Mediolano, Hieronimum a Cremona, Paulum a Mediolano et Isidorum a Mediolano definitores, patres fratres Bartolomeum a Melegnano, guardianum Sancti Angeli, Hieronimum a Bellasio Lugani guardianum, Marcantonium a Novo Como, coadjutorem et socium prefati et multum rev^{di} provincialis, Cornelium a Blassono, Bigorii guardianum, Thomam a Melegnano sacerdotem, Felicem a Como, concionatorem, ac fratres Ambrosium ab Alziate, Germanum a Modœtia, Cecilium a Lamone, et Danielem a Tabernis, laicos processionaliter congregatos in quadam petia terrae arativae et vineatae posita in territorio Mendrisii in contrata de Vecia domini Hieronimi Portae de Mendrisio ; in qua prefati venerabiles fratres Capuccini, dicto dom^{o}. Hieronimo sic consentiente, monasterium unum sui ordinis cum ecclesia, cemeterio, hortaliciis et aliis opportunis edificare intendunt. Habita et obtenta ab illus^{mo} et rever^{mo} Comi episcopo debita licentia, crucem pro edificando monasterio ipso plantandi et erigendi, ut patet decreto ipsius rev^{mi} subscripto per spectabilem dom. Jo : Paulum Sumeliana, curiae episcopalis Comi notarium, sub die vigesima sexta mensis martii proximi preteriti, tenoris inferius describendi.

Adstante fidelium copiosa multitudine et specialiter reverendo preposito, pluviali induto, ac reverendis priore et fratribus conventus sancti Joannis Baptistae Mendrisii ordinis Servorum, aliisque reverendis sacerdotibus, ad ipsum locum processionaliter congregata, sacris vestibus indutus, facta crucis infrascriptae benedictione, cum aspersione aquae benedictae, intervenientibus quibuscumque solemnitatibus et ritibus opportunis, et ipsis observatis, Christi nomine invocato, ad honorem omnipotentis Dei, et beatae Mariae Virginis ac Sancti patris Francisci, crucem magnam, altam et elevatam, ligneam in signum adepti juris, ibi edificandi monasteri predicti, in loco predicto secus stratam pu-



blicam plantavit et erexit, seu plantari et eregi fecit, in presentia prefati dom. Hieronimi Portae presentis, assentientis et consentientis, et hoc vigore licentiae, et rescripti prefati reverend^{mi} episcopi, in calce supplicationis sibi per prefatum multum reverendum Provincialem porrectae, notati sequentis tenoris, videlicet.

Ponatur hic tenor supplicationis et rescripti predictorum (riportato altrove).

Et de predictis prefati RR^{di} fratres rogaverunt me Alexandrum della Turre, notarium infrascriptum, ut inde publicum seu publica conficiam instrumentum et instrumenta.

Acta sunt hec in loco supradicto; presentibus multum rev^{do} legum doctore d. Joanne della Turre ecclesiae Sancti Cosmae et Damiani preposito, rev^{do} dom^{o} presbitero Simone Lotto, ecclesiae Sancti Sisinii Mendrisii rectore, rev^{do} dom^{o} presb^{ro} Ottone Calcagno Papiense, dom. Gaspare Romano Trogher de Urania, pretore Mendrisii, dom^{o} Guidone della Turre, fili q. dom^{ni} Alfonsi, et dom. Francisco Rusca, filio q. dom^{ni} Marii, testibus notis et idoneis.

L' istesso anno in ottobre, il landvogt di Mendrisio (Horad di Svitto), ad istanza di Camilla della Porta, maritata Martinola, che aveva fatto ricorso contro il fratello Gerolamo, per la vendita del terreno ai Cappuccini, pretestando controversia di possesso, intima ai deputati della fabbrica la multa di cento scudi d'oro, se procederanno al lavoro prima di aver appianato il litigio. Tale documento è a rogito Agostino della Torre, figlio di Alessandro. E nell' anno medesimo nacque altro contrasto, dacchè i deputati alla fabbrica fecero citare il nob. Gio: Pietro della Torre, che come erede del testatore Ghiringhelli, non voleva sborsare il costui lascito, perchè i frati non trovando adatta la compera del terreno del preposto di Pavia, scelsero invece il fondo del della Porta. Il landvogt però diede un termine all' erede Ghiringhelli onde rispondere alla citazione.

I deputati della fabbrica consultarono frattanto il ben noto prelato e teologo Giulio della Torre, preposto della Scala di Milano, il quale diede manu propria in calce alla relazione del caso, scritta dal nob. notajo cancelliere Alessandro, questa interessante sentenza.

Omisso vigore juris, quia agitur de opere pio et tendenti ad salutem animarum, a quo abesse debet omnis occasio litium, votum meum est, quod dom. Jo: Petrus Turrianus legatorum summam persolvat in emptione fundi pro edificatione ac constructione monasterii patrum



capucinorum, cum declaratione fienda per dominos deputatos fabricae futuri monasterii, quod ubi non perficiatur monasterium, fundus emptus remaneat in dominio dom. Jo : Petri cum omnibus exinde secuti dependentibus et annexis, vel caveant de omni et toto eo, quod proinde pati posset quomodocumque idem don. Jo : Petrus. Et ita dico ego.

Julius Turrianus prepositus Scalensis inter J. C. minimus.

Dietro questa consultoria sentenza, pare che le parti si sieno aggiustate, dacchè esiste altro istrumento a rogito del sopra nominato Alessandro della Torre, nel quale i deputati alla fabbrica del convento dei cappuccini confessono di avere ricevuto gli scudi 700 (dei due legati di Camillo e Gio : Battista Ghiringhelli) dal nob. Gio : Pietro della Torre erede degli stessi.

Segue altro istrumento a rogito Agostino della Torre in ricordo della prima pietra posta nel fondo della Porta di recente acquisto, per la fabbrica della chiesa e convento dei cappuccini, con funzione eseguita dal già ricordato padre provinciale Francesco da Novara, assistito dai padri guardiani Cherubino da Milano, del convento della Concezione, Mattia di Milano, del convento di Erba, Costantino da Cremona, del convento di Pavia, Bartolomeo da Melegnano, del convento di Sant' Angelo, e da molti altri padri.

A rogito di Agostino della Torre avvi due anni dopo cioè del 1623, un istrumento dei deputati della fabbrica del convento che accenna alla compera del diritto per condurre un acquedotto del fondo detto del Canavee di proprietà della signora Maddalena della Torre maritata Bosia.

Nell' anno 1624 trovo tre legati a favore dei padri cappuccini e della loro fabbrica a Mendrisio.

Il primo è desunto dal 2º libro della parrocchia di San Sisinnio ove si legge.

Illustris et multum reverendus dom. Franciscus Turrianus, prepositus Fini (una delle migliori pievi della diocesi di Como) obiit die 24 martii 1624, legavit coram me Simone Lotto et illustre et adm. rev^{do} do^{mo} Joanne Turriano nepote, et Petro, ejus servo, quingentos aureos ecclesiae Fini pro nave dimidia reficienda, et Capuccinorum fabricae Mendrisii centum ducatonos. Die 24 aprilis 1624 ill. et adm. rev^{dus} Joannes della Turre (il suddetto nipote), prepositus Mendrisii, solvit predictos centum ducatos dom. Alfonso della Turre, procuratori suprascriptae fabricae.



Il detto legante dottor in leggi era fratello del cancelliere Alessandro notajo del landvogt, e zio di Giovanni dottore in utroque attuale preposto di Mendrisio, e poscia arciprete di Balerna.

Un secondo legato oltre che di messe, emerge dal codicillo di Angela Franchinetti di Mendrisio, moglie del maestro Gio: Battista Speroni, per un assegno ai cappuccini di sei scudi di oro. Un terzo è la concessione del sign. Stefano Bellio de' Raggi di Vico Morcote, che incarica il nob. Alfonso della Torre uno dei deputati, a riscuotere per quindici anni di seguito i frutti di una possessione di Stabio, a beneficio della fabbrica dei Cappuccini di Mendrisio.

Trovo nello stesso libro parrocchiale all' anno 1626 altro legato per il convento dei detti religiosi, come segue.

Die 9 sept. 1626 obiit dom. Joannes Turrianus eximius aromatarius; reliquit ecclesie Sancti Sisinii scuta 25 pro paramentis; 400 missas a capuccinis dicendas Sanctae Mariae disciplinorum; scuta 10 altari habitus Sanctae Mariae in ecclesia Servitarum Sancti Joannis..... scuta 100 fabricae Capuccinorum, fructus quorum cedere debet ad oleum lampadae predictorum Capuccinorum emendum.

Altro legato dell' anno 1628 è della nob. Barbara, moglie di Scipione della Torre, di 200 missas dicendas a Capuccinis statim post ejus decessum.

Nell' anno 1634 essendo già stabiliti i detti padri Cappuccini, trovo una curiosa multa minacciata in cento scudi al comune di Canegio, per la garanzia di custodia di un suo attinente, che aveva insultato e maltrattato, forse con morsi (laniationis) il padre guardiano di Mendrisio.

Nell' anno 1638 la comunità di Mendrisio ricorreva ai superiori dell' ordine dei cappuccini per avere da essi confessori a servizio della comunità e dei paesi limitrofi; ad avendo i medesimi annuito alla richiesta, fu spedita una lettera di ringraziamento al padre Feliciano da Piacenza commissario generale dell' ordine.

Da un' estratto del libro 2° parocchiale di San Sisinio si ricava, che il nob. Alfonso Torriani luogotenente del landvogt, nell' anno 1653 legava scudi 500, dal frutto de' quali si dicessero tante messe dai Cappuccini di Mendrisio, ed altri 500 dal frutto dei quali si desse ai medesimi provvisione settimanale di pane, vino, pesce, carne, ecc., più altri legati per arredi sacri alla sacrestia dei medesimi, non che una brenta di vin bianco per il sacrificio della messa. Le quali disposizioni emergenti

dalla nota mortuaria nel suddetto libro ove è chiamato, « vir eximiae bonitatis », sono pure annotate nel suo testamento a rogito Cappello di Salorino sotto la data 5 maggio 1653.

Per l'anno 1661 avvi memoria nell'archivio parrocchiale della Torre, circa la fondazione fatta dal nob. Gaspare Torriani, di un legato a favore della comunità di Mendrisio che fu intitolato legato della Misericordia. In questo legato erano compresi scudi sei annui per la lampada al Santissimo Sacramento nella chiesa dei Cappuccini, per la fornitura di lirette dodici di cera bianca lavorata, e libre otto di carne buonissima e pane di frumento per soldi quaranta settimanalmente, non che brente due di vino buono ogni anno e ciò sino in perpetuo. Per altri legati ai padri Cappuccini del Bigorio, ed ai padri riformati del convento degli Angeli a Lugano, vedasi la detta memoria ed il testamento rogato dal notajo Cappello di Salorino.

Risulta poi da altro istrumento Ghiringhelli del detto anno 1661, che la nob. Paola Torriani, figlia del testatore e moglie del nob. Gio: Battista Odescalchi, assegnò ai deputati del luogo pio della Misericordia, fondato dal suo padre, tanti stabili, e capitali sino alla somma della annua ricavata di scudi 101 e mezzo.

Avvi ancora dell'anno 1665 un codicillo della nob. Pellegrina Perini di Valleintelvi, vedova dell'esimio causidico Agostino Torriani, morto tragicamente nell'anno 1626, e rimaritata nel noto capitano Gio: Giacomo Troger di Uri, lanscriba di Mendrisio, nel quale dietro licenza dei padri Cappuccini, si elegge il sepolcro nella cappella della Madonna nella loro chiesa, e lega a quei religiosi lire imperiali seicento per provviste di sacristia ed ad libitum. Il Troger poi decesso qualche anno dopo fece altro lascito ai detti padri. Questo è ricavato dall'archivio dei Torriani.

Finalmente riporto dal testamento di mastro Stefano Calderari di Rancate (estratto dal detto archivio), un piccolo lascito annuale di uno stajo di buon vino ai padri Cappuccini di Mendrisio nell'anno 1676.

Ritrovo pure nel medesimo archivio un documento senza data, ma può essere probabilmente dell'anno 1750, intitolato « Sentimenti di un borghese sopra la necessità della rimozione dello studio dal convento dei padri Cappuccini ». A prima vista sembrerebbe un attentato alla incolumità del convento di Mendrisio, ma letta attentamente tale scrittura, non è altro che un giusto reclamo di persona bene intenzionata, la quale implorava che i superiori dell'ordine, avessero a sopprimere il noviziato (studio) da Mendrisio, non già per far cessare il convento,



tutt' altro, ma per non diminuire il numero dei sacerdoti Cappuccini che erano di estrema necessità per la cura di anime in tutto il distretto, e se avesse continuata la scuola dei novizi sarebbero stati diminuiti i padri, necessari al servizio spirituale dei fedeli.

Tutt' altro avvenne circa un secolo dopo, non tanto per la tristezza dei tempi, dacchè l' ordine dei Cappuccini non fu sbandito dal cantone Ticino, bensì per la malvagità diabolica di pochi individui, i quali sotto il pretesto di allogare l' ospizio cantonale di Mendrisio di fondazione Turconi, credettero opportuno di radere al suolo l' antico convento dei Cappuccini, e piantare sulle sue rovine l' ospitale della carità; mancomale che non atterrassero anche la bella chiesa che eravi annessa, e che tutt' ora è testimonio della pietà dei nostri antenati.

Piacemi a questo punto il riportare una lettera sensatissima dell' anno 1866, che un padre Cappuccino di Lombardia già conventuale di Mendrisio, e da qui sbandito nella malaugurata occasione di cui sopra, scriveva al nob. Alessandro Torriani; dalla qual lettera emerge l' inqualificabile accecamento o meglio tristizia di coloro che ebbero mano nella turpe faccenda.

Illustrissimo e carissimo don Alessandro Torriani,

Uno sguardo all' ospitale, ed al demolito convento dei Cappuccini di Mendrisio.

Durante la mia breve dimora dello scorso settembre in codesto insigne borgo, potei di presenza rilevare un' altra volta la simpatia del popolo per la corporazione dei Cappuccini. Erano indubbie e frequenti le testimonianze che ho ricevuto di un vero rispetto per l' abito religioso. Fu dunque un' error politico il bando dei Cappuccini e la demolizione del loro convento. Un fatto sì improvido doveva necessariamente scuotere il sentimento della maggioranza popolare. Tal fatto invero recò onta grave ai veri interessi del popolo sì nell' ordine civile, come nell' ordine religioso. L' esistenza di una corporazione in un paese è una viva sorgente di materiali vantaggi per gli abitanti, ed una scaturigine perenne di celestiali benedizioni per le anime. Lo sanno quel borgo, quella città, quel paese dove si trovano conventi. Ma gli insensati non sanno comprendere questi calcoli di vera economia sociale. Essi scambiano la luce colle tenebre, e le tenebre colla luce; veggono il bene nel male, ed il male nel bene. Vanno informati di spirito anticattolico e tanto basta. Vorrebbero demolito e raso dalla faccia



della terra, tutto ciò che è cattolico, fosse puranco una larga benedizione, ed un immenso vantaggio per l' unamità.

Ma rendiamo omaggio al merito. So che sulle ruine del convento dei Cappuccini sorge ora un magnifico e grandioso ospitale pei poveri. Lo vidi, lo visitai, mi piacque. Esso è un bene prezioso per il borgo di Mendrisio, pel Mendrisiotto, pel cantone Ticino, per la Svizzera. Sin qui la bisogna corre a piacere per ogni parte. Ma di tanto bene a chi devesi il merito ? A casa Turconi, cioè ai fondatori del pio legato dell' ospitale. Dunque agli esecutori del legato qual merito rimane ? Quel solo di aver intimato lo sfratto dei Cappuccini, e demolito il loro convento.

A canto o di fronte all' ospitale, non poteva stare in piedi eziandio il convento dei Cappuccini ? Non solo poteva, ma doveva stare. Gli abitanti del borgo avevano diritto, e dovere di conservarlo. Il sentimento stesso di gratitudine dava loro questo diritto, loro imponeva un tale dovere. L' esistenza del convento datava da due secoli e mezzo circa. Quanti servigi adunque in sì lungo periodo di tempo non ebbero già portato i frati al borgo, ed alle parrocchie circonvicine ed alle lontane ?

All' ospitale medesimo tornava conto massimo la conservazione del convento e dei frati. Il primo è più importante bisogno di esso, che è l' assistenza spirituale agli infermi, avrebbe trovato nei Cappuccini tutte le comodità e soddisfazioni senza dispendio di sorta.

Dippiù un convento è sempre decoro ed ornamento di quel borgo, di quella città ove si trova. Esso naturalmente costituisce da se medesimo una pagina gloriosa della storia locale, e porta quasi sempre in lontane regioni la rinomanza degli abitanti e del paese che lo accolsero in seno.

Queste poderose ragioni dovevano persuadere le autorità locali di Mendrisio ad inspirarsi, prima di far sorgere l' ospitale, a migliori consigli. Per altro esse non isfuggirono ai benpensanti, agli uomini onesti, a coloro tutti che sono formati allo spirito vero di giustizia e di religione. Costoro lo so, non ommisero a tempo debito di esaurire gli sforzi che erano in loro facoltà per opporsi al disegno concepito di dar bando ai Cappuccini ed atterrarne il convento. So eziandio che numerosi cattolici e distinti signori del borgo di cui non ricordo il nome, offersero senza esigere compenso veruno, tutto quel vasto spazio di terreno che poteva abbisognare per l' erezione dell' ospitale, a condizione però che fossero lasciati e convento, e Cappuccini al loro posto. Ma tanta generosità ebbe il più indegno rifiuto e l' opera della distruzione

si volle consumata. Onore e gloria ai buoni adunque, e vitupero ai tristi!

Certi esseri al mondo abborrono talmente dal bene, che allorquando sono costretti a farlo si sforzano di convertirlo in male se sia possibile o almeno di amareggiarlo. Questo è il genuino caso avvenuto in Mendrisio, allorchè fu innalzato l' ospitale pei poveri, e demolito il convento dei Cappuccini.

Perdoni signore illustrissimo! Io sentiva il bisogno di concedere uno sfogo al mio cuore da tempo rattristato. Dopo 12 anni rividi codesta terra benedetta, codesti ameni colli del mendrisiotto, ma non trovai più a Mendrisio il convento dei Cappuccini, che sorgeva monumento vivo della religione e della pietà degli antenati, ed era pieno di meriti pei grandi servigi prestati alle generazioni passate e presenti.

Ciò mi aveva lasciato nel cuore profondo dolore, destato nell' anima indicibile tristezza. Uno sfogo mi era necessario.

Di v. s. illustrissima,

l' amico p. POLICARPO, Cappuccino.

Si licet parva componere magnis, questo destino dell' già convento dei Cappuccini di Mendrisio, mi pare più lagrimovole ancora di quello dei Benedettini di Rheinau, di cui abbiamo letto l' interessante articolo dell' egregio padre Stücheli di Muri, Gries, nell' ultimo fascicolo.



Kleine Beiträge zur schweizerischen Hagiographie

Nochmals zur Statue des hl. Bernhard von Menthon.

Die Notiz meines Freundes *E. A. Stückelberg* in dieser Zeitschrift, S. 51, zeiht mich mit Recht einer Unterlassungssünde. Gleich nach Erscheinen des betreffenden Heftes des « Schweiz. Archivs für Volkskunde » erhielt ich von Herrn Pfarrer *D. Imesch* in Naters und von Herrn Dr. *Arthur Haberlandt* in Wien, später von Herrn Dr. *J. A. Häfliger* in Basel die Mitteilung, daß es sich um den hl. Bernhard von Menthon handle und daß statt der Rahmkelle ursprünglich eine Stola vorhanden gewesen sein müsse. Diese Berichtigungen hätten sofort im « Archiv » gebracht werden sollen.

Meine Vermutung, daß die Statuette « auf einer Alp oder in einer Sennhütte » aufgestellt gewesen sei, « um das Vieh und den Milchertrag vor bösen Einflüssen zu schützen », gründete sich auf folgende Erwägungen: Die Statue ist verhältnismäßig klein (ich schätze sie in der Erinnerung auf 20–22 cm. Höhe), und es war mir nicht erinnerlich, Heiligenstatuen von so zierlichen Dimensionen in Kirchen oder Kapellen gesehen zu haben; doch will ich mich in diesem Punkte der anerkannten Autorität Stückelbergs gerne beugen. Ferner war mir die gleichmäßige, fettige Geschwärztheit auffallend, wie sie vorwiegend bei Gegenständen, die jahrelang in Sennhütten stehen, vorkommt. Namentlich aber bestimmte mich die Rahmkelle zu meiner Vermutung; denn das Attribut läßt in keiner Weise eine neuere Zutat erkennen, sondern schien mir in Farbe, Material und Mache mit der Statue gleichzeitig zu sein. Sicher ist es nicht erst vom Verkäufer, wie St. vermutet, beigefügt worden. Endlich war es mir bekannt, daß auch sonst Heiligenstatuen (wie Bilder) in Ställen, Sennhütten und auf Alpen zur Segnung des Viehs und der Milchprodukte nachgewiesen sind. So besitzt die Basler Sammlung noch eine verwitterte Holzstatuette eines heiligen Bischofs, die ebenfalls im Wallis auf einer Alp gefunden worden ist, sowie zwei Heiligenfiguren gleicher Verwendung aus dem Tirol.

Eduard Hoffmann-Krayer.

* * *

Mein verehrter College Hoffmann-Krayer wird mir, nehme ich an, in Ansehung langjähriger Freundschaft glauben, wenn ich ihn versichere, daß meine Kritik nur den *derzeitigen Kurs* der Gesellschaft für Volkskunde, deren treuer Mitarbeiter ich einst war, treffen will.



Diese Gesellschaft hat früher der Hagiographie (vgl. Mogk im jüngsten Heft der Zeitschr. f. Kulturgeschichte) breiten Raum gelassen; dann wies sie die wertvolle Arbeit eines Benediktiners über einen Bündner Heiligen zurück, nahm auch, wie oben zugestanden wird, drei hagiographische Richtigstellungen nicht mehr auf.

Wenn ich also der Gesellschaft nur noch als kalter Kritiker gegenüberstehe, kann das nicht verwundern.

In der Sache der S. Bernhardsfigur möchte ich nur beifügen, daß Statuen jeden Formats in Kirchen und Kapellen vorkommen (mehrere Beispiele von winzigen Heiligenfiguren bietet die Kapelle von Pizzanco, am Munscerà-Paß, nahe der Wallisergrenze), aber aus begreiflichen Gründen meist verschwunden sind.

An eine Beziehung zum Milchertrag kann ich erst glauben, wenn ein Beleg für dieses Patrocinium S. Bernhards beigebracht wird (wie z. B. für Theodul und den Weinertrag im Wallis, Sigmund und die Fieberkrankheit u. ähnlich). Den fünf Milchpatronen bei Kerler (Die Patronate der Heiligen, p. 250) ist noch S. Mamas M. und B. Johanna (Juliana) beizufügen.

E. A. Stückelberg.



KLEINERE BEITRÄGE — MÉLANGES

Historische Notizen aus dem Frauenfelder Jahrzeitbuch (1386-1656).

Im Archiv der katholischen Pfarrei Frauenfeld findet sich ein Jahrzeitbuch in doppelter Ausfertigung in 4° Papier (Sign. XAV. 2. und XAV. 3.) mit der Aufschrift:

Jahrzeith Buech, darinn begriffen die New und Allte Jahrtag, item die Dedicationes und Patrocinia der Kürchen und Altaren, Ablaß und St. Hypoliti Grab zue Oberkürchen, Nahmen der Stüffter und Guetthäter sampt underschidlichen Historien und Geschichten, zuesamengezogen den 4. Octobris Anno 1656.

Wichtig ist dieses Jahrzeitbuch einmal deswegen, weil es die Kopie eines nicht mehr erhaltenen ältern Anniversars ist, wahrscheinlich von der Hand des damaligen Pfarrers: Dr. *Johann Georg Signer*, der anfing, die Standesbücher zu führen (1656-62) [1], wichtig auch wegen einiger lokalgeschichtlichen Einträge am Schlusse (S. 61-62), die, soweit sie die frühere Zeit betreffen, ebenfalls aus der ältern Vorlage entnommen und vom Abschreiber für seine Zeit (1656) noch ergänzt wurden. Die ältern Partien dürften den Pfarrer Georg Volkenlandor (c^a 1419) zum Verfasser haben, wie aus dem Texte hervorgeht.

Pupikofer benützte dasselbe für seine Geschichte der Stadt Frauenfeld wiederholt, ohne es nur zu erwähnen. Besonders wichtig sind die Angaben über Einnahme der Stadt im Jahre 1459 durch die Eidgenossen und 1656 durch die Zürcher, deren Einzelheiten sonst nirgends überliefert sind. Da der Pfarrer als Verfasser der Notizen anzusehen ist, so erklärt sich auch der vorherrschend kirchliche Charakter derselben. Wegen ihres allgemeinen, lokal- und kulturgeschichtlichen Interesses dürfte sich der Abdruck rechtfertigen.

Albert Büchi.

[1] Vgl. *Kuhn*, Thurgovia sacra I. Geschichte der kathol. Pfarrgemeinden des Kantons Thurgau, Frauenfeld 1869. S. 155.



Historiae und gschichten, welche von drithalbhundert Jahren hero geschehen und fürübergangen.

F. 61. Anno 1386 occisus est Dominus *Leopoldus*, Dux *Austriae* et Dominus *Joannes* de *Randegg* [1], canonicus ecclesiae *Constantiensis*, dominus *Hartmannus* de *Seen* (?)[2] miles et advocatus hujus oppidi, et quam plures comites, nobiles et milites juxta oppidum *Sempach*. [3]

Anno 1419, die penultima mensis Julii pestilentia magna regnare incepit in *Constantiense* [4] civitate necnon in aliis civitatibus, villis et oppidis praesertim undique circum jacentibus *Rheno*. Insuper cepit regnare imo et incepit prefata pestilentia extra oppidum *Frauenfeld* caeterisque in oppido existentibus. Mirabantur exinde et abhorrebantur homines illud venenum, mirum inquit et ultra modum digito dei erant percussi nunquam pestilentione morbo: tetigit juvenes et senes, nobiles et ignobiles; mortui sunt circa quadringentos homines.

Also hat sich der damalen geweste pfarrherr underschriben:

Ego *Georgius Vockenlander*, tunc temporis plebanus ecclesiae parochialis in *Frauenfeld*. Successive pro et decesserant nec non moriebantur. Unicuique ecclesiasticam non denegavi sepulturam, in omnibus praedictis personis seu hominibus; saltem duo homines heu absque eucharistiae seu sacramento Corporis Christi vita functi extiterunt.

Als man zalt von der geburt gottes 1407 jar uff den heutigen tag.[5] do warend *Schwyzer*, *Appenzeller*, *Sanct Gallen*, *Wyler* und andere ihr *Aydgnossen* mit ainlf uffgeworfner panner in figentwys ze *Frouenfeld* vor der statt, und blyb ouch dazemalen zwischent dem *Walensee* und dem *Zürichsee* und dem *Bodensee* niemand fest an der herrschaft von *Oesterrich* dan *Rapperschwyl* und *Frauenfeld*. [6]

[1] Vgl. MG. Necrologia I 290, *Heinrich Brennwalds* Schweizerchronik, herausgegeben von *Rud. Luginbühl* I. Bd. 1908, S. 425. (Quellen zur Schweizergeschichte N. F., Chroniken I. Bd.) Ferner Klingenberger Chronik, herausgegeben von *Henne*, Gotha 1861, S. 123. Er wurde in Dießenhofen begraben.

[2] Ebd. S. 416. Ferner Klingenbergerchronik, S. 194. Über Hartmann von Seen vgl. *J. A. Pupikofer*, Geschichte der Stadt Frauenfeld, Frauenfeld 1871, S. 50ff.

[3] Am 9. Juli.

[4] Ulrich von Richental, Chronik des Konstanzer Konzils, herausgegeben von *M. R. Buck*, in Bibl. des Litterar. Ver. Stuttgart 168, S. 153 (Tübingen 1882) erwähnt diese Pestilenz zum Jahre 1418, seit April, desgleichen die Konstanzer Chronik bei *Ruppert*, Das alte Konstanz. Konstanz 1891, S. 123. Darnach ist die Chronologie unseres Jahrzeitbuches, die vielleicht bezüglich Frauenfeld zutrifft, zu berichtigen.

[5] Wahrscheinlich auf dem Zuge nach Elgg, Ossingen und Andelfingen, Anfang September, vgl. *Pupikofer*, Geschichte des Thurgaus I [2] 760, Frauenfeld 1886.

[6] Vgl. dazu die sog. *Klingenberger* Chronik S. 163. Die Chronik *Meinrads*, die sonst einläßlich über die Züge der Appenzeller in diesem Jahre berichtet, weiß



Uff disen tag soll ein kilchherr sambt den caplänen mit dem hochwürdigen sacrament des laibs Christi ein procession umb die statt halten und nach gehaltner process ain loblich ampt von Unser lieben Frauen singen.

Als man zalt nach der geburt Christi 1459 jahr an St. Marcelli und Quintini tag, der da ist der viert des monats Septembris, hat sich understanden junker *Albrecht* von der *Hohensax* und *Claus Fueg* der huefenschmid sambt ihren helfern, die statt *Frauenfeld* einzenemen und ze überfallen [1] ungesait und unbewahrt unser, denn das uns gott der allmechtig vor solchem kumber und übel behüetet hat. Darumb hat schultheiss, rat und gemeine burger der statt *Frauenfeld* angesehen, denselben St. Marcelli und Quintinitag hinfüro ewiglich zu *Frauenfeld* in der statt ze ehren und ze führen und mit der process umb die kürchen in der statt umbzegon und nach gehaltner procession ein ampt von Unser lieben Frauen ze singen, und umb das derselbig tag desto loblicher geehrt werde, so ist spilen, karten und tanzen verbotten.

Als man zalt nach Christi geburt 1656 den 7. Januarii sind die herrn von *Zürich*, nachdem sy sich mit den V katholischen orten in religions sachen sonderlich des *Thurgeus* halber nit vergleichen könden, morgens zwischen 7 und 8 uhr mit ungefahr 700 man von reutern und fuessvolk, die sich zue *Ellgeu* versamblet, ohnversehens für die statt *Frauenfeld* gezogen. Zum dritten mal begehrt, das man ihnen die thor öffnen wölle, welches weil der catholischen wenig und der andern vil waren, endlich beschehen und, nachdem sy in die statt kommen, hat sich her general mit sambt seinen officieren uff das rathaus begeben und daselbsten nit allein von schultheiß, rat, ihren burgern, hindersassen und underthanen sondern auch von einer ehrwürdigen priesterschaft die huldigung eingenommen (die praedicanten aber dessen exempt gewesen). Und als sy 9 wochen lang allhie verbliben, sind sy nach gemachtem anstand wider von hinnen nacher haus gezogen. [2]

An dem ersten tag, weil kein pfarrherr allda, hat herr *Oschwad* (!) *Letter* aus befelch herrn schultheiß *Johann Melchior Lochers* das venerabile summirt. An dem andern tag als Sambstag war kein gottesdienst gehalten worden. An dem dritten tag als Sonntag haben die caplän allein mess gelesen, dasselbige die 8 tag aus continuiert. In der darauf volgenden wochen ist der gottesdienst widerumb wie zuvor völlig verricht worden. Und

hiervon nichts zu sagen, (s. *Gustav Scherrer*, Kleine Toggenburger Chroniken St. Gallen 1874. S. 83–84.) *Joachim von Watt*, Chronik der Äbte des Klosters St. Gallen I 502–503. St. Gallen 1875.

[1] Vgl. die sog. *Klingenberger* Chronik, S. 358. *Gerold Edlibachs* Chronik, herausgegeben von *J. M. Usteri*, Zürich 1847, S. 109. *J. A. Pupikofer*, Geschichte des Thurgaus II 02.

[2] Vgl. *J. A. Pupikofer*, Geschichte des Kantons Thurgau II² 646, und *Derselbe*, Geschichte der Stadt Frauenfeld, S. 205. *Pupikofer* stützt sich bei seiner Darstellung ausschließlich auf unser Jahrzeitbuch, ohne es indessen als Quelle zu nennen.



obschon das volk (wessentwegen man auch bisweilen schiltwächter begehrt) under wehrendem gottsdienst in die kürchen getruckt, hat man dessen wenig geachtet und nichts desto weniger under allem volk täglich den psalter Unser lieben Frauen gebetten.

Was der kürchen für schaden beschehen, darzue die *Thurgauer*, welche umb die statt herumb gelegen, nit wenig geholfen, ist dasselbige, so bei den catholischen sachen ligt, in specie verzeichnet: haben alle taflen und kreuzer uff dem kürchhöffli hinweg gerissen und verschlagen, die isene stäb in der sacristei ledig gemacht, sachen daraus entwendet, den Oehlberg [1] angriffen und über das gnadreiche bild Jesu Christi, welches angehendes sambt andern bildern in die kirchen zu tragen befohlen worden, solche schandliche, gotteslästerliche wort fallen lassen, die hie nit zu schreiben sind. Und wan man nit bei zeiten zue der sacristei gesehen, were der kürchen ein unwiderbringlicher schaden widerfaren. Der schad aber, so de facto beschehen, ist ungefahr uff die 100 gld. zu estimieren.

Ein lateinisches und ein deutsches Pestlied vom Jahre 1667.

Jakob Billeter, 1653–1670 Kaplan und 1691–1712 Pfarrer in Oberägeri, hat in seiner handschriftlichen Chronik sowohl ein lateinisches als ein deutsches Kirchenlied aufgezeichnet samt Noten, welche beide einstmals nicht nur unter seiner Direktion in Aegeri aufgeführt wurden, sondern offenbar auch der Melodie und dem Texte nach sein eigenes Geisteserzeugnis waren. Einige Zweifel könnten vielleicht höchstens in Bezug auf den lateinischen Hymnus Platz haben.

In dem Herbstmonat 1667 fangt an die Pest under dem Volk zu grassieren, sonderlich in der Statt *Basel*, allwo sie lang gewert, vil Leüt hinweggenommen und dorumb auch der Paß ist verspert worden. Dise Sucht ist auch kommen ins *Bernergebiet*, sonderlich gen *Zoffikon* und *Brugg*, allwo sie auch vil Leüt gefressen, dorumb man an allen Orten vil Gebet angestellt und alle Uppikeiten verboten hat.

Bey uns zu *Egeri* hat man vom Herbst an bis auf Osteren alle Montag, Mitwochen und Freitag auf die Meß mit Leütung der großen Gloggen, under welchem das Volk 5 gebetet, nachvolgendes Gesenglin in diser Melody gesungen:

1. Stella coeli extirpavit, quae lactavit Dominum,
   Mortis pestem, quam plantavit primus parens hominum.
   Ipsa stella nunc dignetur, sidera compescere,
   Quorum bella plebem caedunt dirae mortis vulnere.

[1] Über die Ölbergkapelle hinter der St. Niklauskirche vgl. *Nüscheler*, Die Gotteshäuser der Schweiz II 1 218. Zürich 1867.



2. Gloriosa stella maris, noli nos contemnere,
Pestis hisce, quaeso, malis, tenta nos eripere.
Nam te filius honorat, exaudi nos Maria,
Mater, te pro quibus orat, salva nos Jesu Messia.

V. Ora pro nobis pijssima Dei genitrix!
R. Quae contrivisti caput serpentis, auxiliare nobis!

Oremus.

Deus misericordiae, Deus pietatis, Deus indulgentiae, qui misertus es super afflictionem populi tui, et dixisti angelo percutienti populum tuum, contine manum tuam ob amorem istius Stellae gloriosae, cuius ubera preciosa contra venenum nostrorum delictorum, quae dulciter suxisti, praesta auxilium gratiae tuae, ut ab omni peste et improvisa morte secure liberemur. Per te Jesu Christe Rex gloriae, qui cum Patre et Spiritu Sancto etc.

Auf den Abend aber nach dem Rosenkranz hat mans teütsch auf dise Weiß gesungen:

1. Maria Meerstern auserkoren, der gsauget hat und Gott geboren,
Die leidig Sucht der Pest ersteckt, die uns des Adams Fahl erweckt.

2. Der Sternen, rein von Gnadenglanz, vertreibt das Gift und Luftsgestank.
Niemand kein Bül noch Pest berüert, wo der gnadreiche Stern regiert.

3. Dorumb, o Meerstein (!) voller Stralen, der Glori tun uns ietz bewahren
Vor solcher Straf und Jamers Not, da als hinreißt der schnelle Tod.

4. Hilf uns, wan alle Hilf verloren, bey Jesu, den du hast geboren.
Durch dich er uns annoch erhört, weil er dich als sein Mutter ehrt.

5. O Sonnen der Barmherzigkeit, Jesum freüdreiche Lieblikeit,
Was für uns tut dein Mutter pitten, Maria sig all Straff vermitten.

Eduard Wymann.



REZENSIONEN — COMPTES-RENDUS

L. Pastor, Geschichte der Päpste seit dem Ausgang des Mittelalters. VI. Bd. 1550–1559. Freiburg, Herder 1913.

Bei der Recension über das Werk eines Meisters der Geschichte von der Bedeutung Pastors kann es sich natürlich nur um einen Bericht, um eine Hinweisung auf den reichen Inhalt und die Vorzüge der Darstellung, nicht um eine eigentliche Kritik handeln; sie wird, wie der französische Ausdruck treffend besagt, ein Compte rendu. Kleinliches Nörgeln mag man Leuten vom Charakter Dr. Druffels überlassen, der seinerzeit vom Autor gebührend heimgeschickt und von allen Seiten verdientermaßen abgeschüttelt wurde.

Ein Wort des berühmten Kardinals Seripando wurde früher gern zur Charakterisierung der Päpste von Paul III. bis Paul IV. herangezogen. Es lautet: « Det illi (Paulo IV.) agere de reformanda Ecclesia, quae Paulus III. semper in ore habuit. Hic enim dixit, nec fecit; Julius III. neque dixit, neque fecit. Marcellus fecit, quae puncto temporis quo vixit (besser: quo regnavit) potuit, nec dixit. » Wie wenig dieser Ausspruch zutrifft, wurde für das Pontifikat Pauls III. im V. Bande glänzend illustriert; ein gleiches Resultat erbringt für Julius III. und Marzell II. der vorliegende Band, freilich erhelt auch, daß die von Paul IV. gehegten Erwartungen sich größtenteils nicht erfüllten. Auch hier hat das Wort des Altmeisters Pertz volle Geltung: « Die beste Verteidigung der Päpste ist die Enthüllung ihres Seins. » Das horazische Motto: « Merser profundo, pulchrior evenit » (Carm. 4,4) wird hier zur Wahrheit. Konnte das behandelte Jahrzehnt noch unlängst das dunkelste und am wenigsten enthüllte der Papstgeschichte des XVI. Jahrhunderts genannt werden, so hat Pastors Forschung tief gegriffen und sich gründlich in die Quellen versenkt, und die Pontifikate, ihre Träger und Umgebung tauchen schöner hervor, als wie wir sie bisher hauptsächlich durch Ranke kannten.

Mit Bienenfleiß ist wieder eine Unsumme von Aktenmaterial zusammengetragen, reiche archivalische Entdeckungen wurden gemacht, zahllose Einzelforschungen anderer verwertet, ergänzt, berichtigt. Den umfangreichen, fast unübersehbaren Stoff beherrscht Pastor mit unumschränkter Macht und gestaltet ihn mit Meisterhand zum abgerundeten Bilde. Ebenso sehr wie die Forschungs- Sammel- und Sichtungsarbeit, macht die anziehende Bearbeitung und Darstellung des oft spröden Stoffes einen Hauptvorzug der Pastor'schen Papstgeschichte. Wie mancher andere Geschichtsschreiber verbindet mit seiner deutschen Gründlichkeit auch



ermüdende Breite und Langeweile, weil er die Fülle des Stoffes nicht zu bemeistern vermag. Hier liest sich der quellenmäßig bearbeitete Text leicht und spannend wie ein Unterhaltungsbuch. Die zahlreichen überraschenden Ergebnisse der Forschung sind in einer Form niedergelegt, die gleichweit entfernt ist von wortreicher Rhetorik und ermüdender Nüchternheit. Mit der geistvollen Auffassung und dem Reiz der Darstellung verbindet sich eine schlichte, allgemein verständliche und doch auf wissenschaftlicher Höhe und Würde sich haltende Sprache.

Wie heute auch die Gegner zugestehen, schreibt Pastor mit unparteiischem Griffel, « sine ira et studio » ; keine Gehässigkeit, aber auch keine ungerechte Parteinahme trübt seinen Blick für die historische Wahrheit. Voraussetzungslos im besten Sinne des Wortes geht er an die Beurteilung der Persönlichkeiten und Erscheinungen, verschließt nicht die Augen vor dem Tadelnswerten selbst an höchsten Persönlichkeiten, ist anderenteils unbefangen genug, Rühmenswertes auch an Kirchenfeinden unumwunden anzuerkennen und verteilt in glücklicher Weise Licht und Schatten. Alle diese Vorzüge, welche die Kritik seit Jahren — nicht zuletzt die akatholische Fachliteratur — so anerkennend hervorgehoben, finden sich voll und ganz auch im gegenwärtigen Band. Bewundernswert ist die unglaublich reiche Quellenforschung und die Verwertung der einschlägigen Literatur : Fachautoritäten nennen sie lückenlos. Kein Satz bleibt ohne Belege. Zum wertvollen Apparat der Anmerkungen kommen noch bisher ungedruckte Aktenstücke und archivalische Mitteilungen, im Anhang. Wird mancher die übersichtliche Zusammenstellung der vielen Einzelforschungen, die gesunde, von Übertreibung und Einseitigkeit gleich ferne Kritik rühmend hervorheben, so finden andere die größten Vorzüge im tiefen Eindringen in die historischen Zusammenhänge, oder dann in der maßvollen Verwertung der Überfülle des Materials. Denn wie kein anderer hat Pastor sich Zutritt zu allen Archiven eröffnet und sie für seine Zwecke ausgebeutet, wohl keine einschlägige Arbeit von Wert und Bedeutung wurde von ihm übersehen. Er verschmäht es nicht die Ergebnisse anderer, z. B. die trefflichen historischen Feststellungen des Benediktiners René Ancel über die Geschichte Pauls IV. dankbar und anerkennend in seine Arbeit einzuflechten, wenn er auch immer deren Resultate gewissenhaft nachprüft. So lauten die Stimmen der Kritiker seit einer Reihe von Jahren. Unser Basler Mitbürger, der verdiente Renaissanceforscher Burkhardt († 1897) hatte nach Erscheinen des ersten Bandes vorausgesagt : « Das Werk wird eine lebendige Spezialgeschichte des Papsttums für sehr weite, gewiß bald auch für auswärtige Kreise, und damit nicht nur ein Lesebuch, wozu die Darstellung einladet, sondern tatsächlich auch für Unzählige ein •Nachschlagebuch. » Was würde er jetzt sagen angesichts der vielen Auflagen der stattlichen Reihe von Bänden und der französischen, italienischen, englischen, spanischen und tschechischen Übersetzungen ?

Wir sollten nun auf die Glanzpartieen des vorliegenden Bandes hinweisen ; doch da müßten wir Buch um Buch, Abschnitt um Abschnitt erwähnen, die lichtvolle Darstellung der so stürmischen Konklaven, die lebenswahre Darstellung der handelnden Personen, vorab der Päpste, die

Entwirrung der vielverschlungenen Intriguen und Machenschaften der politischen Mächte, die Kunstbestrebungen, die kirchliche Reform, u. s. w.

Nach langem Konklave wurde Kardinal del Monte 1550 gegenüber dem reformeifrigen Kardinal Pole aus England als Julius III. auf den päpstlichen Thron erhoben. Er hatte wichtige Stellen an der päpstlichen Kurie schon seit dem Pontifikat Julius II. und dann unter allen folgenden Päpsten bekleidet, zeichnete sich durch Geschäftskenntnis und vielseitige Tätigkeit aus, aber liebte auch, wie die Renaissancepäpste, Genuß und Vergnügen mehr, als für seine hohe Stelle schicklich war. Die hervorstechendsten Eigenschaften waren Freigebigkeit und Unbeständigkeit. Er arbeitete für die Reform der Kirche, eröffnete wieder das Konzil von Trient, förderte die Missionen in Asien und in der neuen Welt besonders durch die Jesuiten, eine Widerlegung des « neque dixit neque fecit » Serdpandos. Große, weltbewegende Ereignisse fallen in die Zeit dieses Pontifikates, vor allem die Wiedervereinigung Englands mit der Kirche unter Maria der Katholischen. Bedeutende Förderung erfuhr unter Julius III. die Kunst; die prunkvolle Villa Giulia ist Zeuge dafür, welche freilich dem St. Petersdome und ihrem neuen Baumeister Michelangelo die Mittel zum Weiterbau entzog. Die stark weltlichen Tendenzen des Papstes führten ihn zum unheilvollen Krieg gegen Parma und zu übertriebener Begünstigung seiner Verwandten und Günstlinge; unter letztern war der lasterhafte Kardinal Innocenz del Monte. Ein Glanzpunkt dieses Bandes bildet für alle, die Rom näher kennen, das Stadtbild am Ende der Renaissance (vielleicht mit dem Pontifikat Marcells zu verbinden ?).

Eine erquickende, erbauliche Episode bildet die Schilderung des Vorlebens und der kurzen Wirksamkeit des frommen sittenreinen Marcellus II.; doch ist auch er ein Renaissancepapst, eingenommen für die humanistischen Studien, begeistert für die Kunst der Alten, fand man doch als Zier in den Vorräumen und Gemächern seiner Wohnung altklassische Statuen, wie die drei Grazien.

Das Pontifikat Pauls IV., das so vielheißend begann und so unglücklich endete, war vielleicht das schwierigste Problem dieses Bandes, denn noch gar sehr schwankte bisher sein Bild in der Geschichte. Rankes Darstellung war durchaus ungenügend. René Ancel, « der tüchtigste Kenner Pauls IV. » hatte wohl einige Teilarbeiten veröffentlicht und in wichtigen Punkten « das letzte Wort gesprochen. » Aber seine Biographie dieses Papstes konnte er, durch Krankheit verhindert, noch nicht veröffentlichen.

Die Kardinäle selbst waren nachträglich erstaunt, wie sie den strengen Reformator Carafa zum Papst wählen konnten, den sie alle fürchteten. Nachdem seine ersten Regierungshandlungen einiges Vertrauen eingeflößt, zeigte es sich, daß er sich allzusehr von Abneigung gegen die kaiserliche und spanische Partei leiten ließ. Auch das Erbübel der Renaissancepäpste, der Nepotismus, fand bei ihm Eingang in einem Maße, wie man es nie von ihm vermutet hätte. Der bisherige Söldnerführer nunmehrige Kardinal Karl Carafa, eine Verbrechernatur wie Cäsar Borgia, gewann durch Verstellung und gewandtes Benehmen das blindeste Vertrauen des Papstes und trieb, durch seine Intrigen, über die Köpfe der Nuntien weg, dessen leidenschaft-

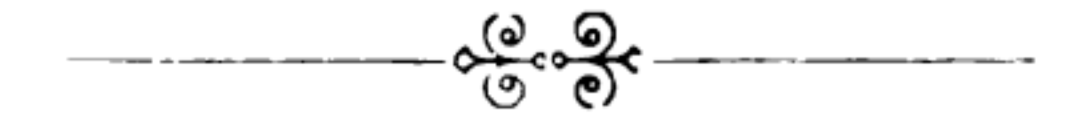


liche Natur zum Bruch mit dem Kaiser und zum verderblichen Krieg mit Spanien. Und doch hatten alle Umtriebe der Carafa und ihr Versuch, sich eine Hausmacht zu erwerben, einen glücklichen Erfolg für die Kirche. Ihr freches Unwesen öffnete endlich auch dem Papst die Augen und führte zu ihrem Sturz und zum Ende des Nepotismus in großem Stil. Die Reformtätigkeit Pauls IV. wurde nun mit großem Eifer fortgesetzt, freilich nicht immer mit Maß und Milde. Seine Verordnungen fanden nachher zum größten Teil in den Reformdekreten des Trienter Konzils Aufnahme, während deren brüske Durchführung, verbunden mit Argwohn und Mißtrauen gegen die edelsten Personen, dem strengen Papste nur die Abneigung weiter Kreise und den vollen Haß der Römer zuzog, der sich bei seinem Ableben über ihn, sein Haus und seine Einrichtungen entlud. Paul IV. hatte das Beste der Kirche gewollt, aber durch sein leidenschaftliches ungestümes Wesen die edelsten Absichten eher gehindert als gefördert. So viele herrliche Vorzüge und Tugenden neben tiefbedauerlichen Schwächen und Fehlern gestalten Pauls IV. Pontifikat zu einem der bewegtesten und tragischsten der ganzen Kirchengeschichte.

Wir Schweizer wünschten vielleicht den Fortgang der Religionswirren in unserm Lande während dieses Jahrzehnts behandelt und gewürdigt zu finden, sie werfen ihre Schatten auf die Obedienzgesandtschaft wie auf die Verhandlungen der Tagsatzungen; doch werden diese Verhältnisse und Vorgänge wohl im Zusammenhang dargestellt werden, wenn einmal die Gegenreformation durch Karl Borromäus wirksam einsetzt. Noch möge bemerkt werden, daß die Kapitalfrage, ob der Geheimvertrag von Cave 1557 von Carl Carafa eigenmächtig oder doch mit Vorwissen des Papstes abgeschlossen worden, aus den vorliegenden Belegen doch nicht ganz unbezweifelt gelöst ist, was doch große Bedeutung für die Beurteilung gewichtiger Amtshandlungen der beiden folgenden Päpste im Prozesse und Rehabilitationsverfahren der Carafa hat.

Zum Schlusse vereinigen sich wohl Tausende mit uns im innigsten Wunsche, es möge « die erstaunliche Schaffenskraft », die so viele « wahre Kabinettstücke » geboten, « ein über dem Streit der Parteien stehendes Meisterwerk » geschaffen, ein « monumentum aere perennius » errichtet, noch auf Jahre hinaus ungeschwächt sich halten und so noch eine Reihe von Bänden und damit « ebenso viele Glanzleistungen » liefern, damit sich die Voraussicht eines hämischen Kritikasters aufs schönste bestätige: « Die Geschichte der Päpste wird ja in ihrem Erfolg nicht aufgehalten werden. »

Fridolin Segmüller.



Fribourg (Suisse). — Imprimerie Saint-Paul.

Zeitschrift
für
Schweizerische Kirchengeschichte
Revue d'Histoire Ecclésiastique Suisse

HERAUSGEGEBEN VON — PUBLIÉE PAR

ALBERT BÜCHI UND JOH. PETER KIRSCH

o. ö. Professoren an der Universität Freiburg (Schweiz)

Redaktionssekretär : M. BESSON, *Secrétaire de la Rédaction*

Professeur à l'Université et au Séminaire, Fribourg

IX. JAHRGANG, III. HEFT. — 9me ANNÉE, FASC. III.

Abonnementspreis : 6 Fr. — Prix de l'abonnement : 6 Fr.

STANS 1915

HANS VON MATT & Cie VERLAGSHANDLUNG

Inhaltsverzeichnis — Sommaire

GRÖSSERE BEITRÄGE
welche für die nächsten Nummern in Aussicht genommen wurden.

TRAVAUX
que la Revue publiera prochainement.

Alb. Büchi, Kardinal Schiner und die Reformation. — **Max de Diesbach,** Le testament de Nicolas de Diesbach, suffragant de Bâle. — **Fréd. Dubois,** Iconographie de Notre-Dame de Lausanne. — **Konrad Kunz,** Die Synodalstatuten des Bischofs Friedrich II. von Konstanz vom Jahre 1436. — **J. Lombriser,** Nicolaus Rusca, Erzpriester von Sondrio. — **Leo Meyer,** Die Walliser Kanzlei bis 1350. — **Josef Müller** (Stiftsarchivar), Karl Borromeo und das Stift St. Gallen. — **Georg Schuhmann,** Wer war der Urheber der Schweizerbruderkriege, Murner oder Zwingli ?

N.-B. — Alle für die Zeitschrift für schweiz. Kirchengeschichte bestimmten Rezensionsexemplare sind an den Redaktionssekretär Prof. Dr. M. Besson in Freiburg zu adressieren. — Tous les ouvrages destinés à recevoir un compte rendu dans la *Revue d'Histoire ecclésiastique suisse* doivent être envoyés directement au secrétaire, M. Besson, professeur, Fribourg.

Die Zeitschrift
für Schweizerische Kirchengeschichte
erscheint 4 Mal jährlich.

LA REVUE
D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE SUISSE
paraît par fascicules trimestriels.

Kirchliche Archäologie und Hagiographie

Von E. A. Stückelberg.

S. Lucio (S. Uguzo).

Im Mai 1909 wurde in Freiburg ein Vortrag gehalten über den Sennenpatron der Südschweiz, San Lucio.

Die Arbeit ist seither deutsch im Archiv für Volkskunde, italienisch im Monitore des Bistums Lugano (und separat) erschienen. [1] Seither haben sich verschiedene Nachträge ergeben, die der Verfasser den Hagiographen nicht glaubt vorenthalten zu dürfen. Als besonders wertvoll seien auch die ikonographischen Zeugnisse, die in Reproduktion vorliegen, wegen der hohen Kosten aber nicht können abgebildet werden, erwähnt.

Die gesammelten Ergänzungen folgen in alphabetischer Reihenfolge.

Arasio, Alp (Tessin). Verehrung des hl. Lucio bei den Sennen, 1914 beobachtet von Oberst P. C. v. Planta.

Bergamo. Der bereits kurz erwähnte, aber noch nirgends abgebildete oder beschriebene Kupferstich zeigt « S. Lucio Martyre Protettore de Grassinari della Città di Bergamo » mit Palmzweig in der Rechten und Käsebissen in der Linken ; letzterer wird von einem Knaben in Empfang genommen. Neben diesem Mittelbild sind acht kleine Szenen dargestellt, alle mit zweizeiliger erklärender Unterschrift : 1. Der Heilige als Hirt, 2. bei der Käsebereitung, 3. Käse verschenkend, 4. von seinem Brotherrn entlassen, 5. von diesem verfolgt und getötet,

[1] Vgl. Schweizerisches Archiv für Volkskunde, XIV, Basel 1910 ; die nachfolgenden Beiträge, gesammelt in den Jahren 1910–1914, sind zum Teil verwertet in Prof. Dr. Maspolis Übersetzung dieser Arbeit, erschienen bei Grassi (Lugano), 1912, besprochen in den Analecta Bollandiana, Brüssel 1914, p. 368–369.

6. im Teich auf S. Lucio, 7. wunderbarer Ortswechsel des Teichs, 8. Augenkranke am Teich.

Biasca. Einen Altar des hl. Uguzo erwähnen die Atti di S. Carlo, ed. d'Alessandri, 1909, p. 130.

Brescia. Eine Familie trägt den Namen Uguccioni; sie verehrte einen hl. Eustach Uguzzonus M. als Patron. Faynus, p. 330.

Claino. Eine Kapelle des hl. Luguzzone wurde hier 1567, Aug. 26 vom Erzbischof von Mailand visitiert. Arch. arcivescovile Milano. Visita Val Solda vol. 3. Mitg. von E. Motta.

(1911 fand der Verfasser an Ort und Stelle keine Spur oder Erinnerung an die Kapelle des Heiligen mehr vor.)

Dasio. Auf der im Halbdunkel aufgenommenen Skizze (Fig. 10) des Verfassers fehlt irrtümlich die am Gürtel hängende Messerscheide. (Vidi 1912.)

Delmona, Pieve. Ein Exemplar des 43 × 35 cm. großen Kupferstichs von De Micheli verdankt der Verfasser der Liebenswürdigkeit von Hw. H. Arcipr. Perdomini. Die Unterschrift lautet: S. Lucio Martire Protettore de' Casari Difensore di Bestiami. Cavato dalla venerata imagine che trovasi nella chiesa Arcipretale di Pieve Delmona per De Micheli.

Dino. Auf dem Weg nach Sonvico eine Kapelle mit neuem Wandgemälde darstellend S. Lucio. (1913.) (identisch mit Notiz: Sonvico.)

Lugano. Als ältestes Denkmal des Uguzo-Kultes hat sich 1910 gefunden ein Baufragment, das dicht bei dem Pfeiler mit dem Uguzobild von 1280 ausgegraben wurde. Es ist eine halbe Säulentrommel oder der Rest einer Halbsäule mit dem Bruststück eines Heiligenbildes. Man erkennt einen weißen Rock, einen roten, romanisch gemusterten Mantel, die rechte Hand mit dem Messer und die Linke, die einst den Käse hielt. Da S. Bartholomäus nicht in Betracht kommt, ist das Fragment auf unsern Heiligen zu beziehen. Ich datiere es zwischen 1200 und 1250.

Ein Zeugnis des Uguzokultus aus dem XV. Jahrhundert bieten die Luganeser Statuten im Jahre 1441, welche § 264 notieren: Feria in festo sancti Luzoni (*Heusler* III, 118, gütiger Nachweis von E. Motta).

Für das XVIII. Jahrhundert besitzen wir eine in Kupfer gestochene Karte von F. Antonio Mª da Albogasio (Carta geografica del Lago di



Lugano, 63 × 37 cm. Orig. Mailand, Trivulziana und Ambrosiana, Photographie im Histor. Museum von Lugano).

Oben an dieser Landkarte sieht man S. Anicet PP. (angeblich) von Vico Morcote, dann B. Manfred Settala, Pfarrer von Brusio Arsizio und S. Uguzo Martyr, Hirt und Käser im Val Cavargna.

Der Kupferstich stammt nach E. Motta, dem wir auch diese wertvolle Angabe verdanken, aus der ersten Hälfte des XVIII. Saeculums.

San Lorenzo sopra Bognanco. In der Kirche, Kapelle des Rosenkranzes, ein Oelgemälde des XVII. Jahrhunderts. Madonna, unter ihr S. Luguzonus, S. Lorenz und zwei weibliche Heilige.

Der blonde Heilige kniet. In der Rechten trägt er einen Palmzweig, mit der Linken stützt er einen angeschnittenen Käse und das Messer auf das linke Knie. Der Mantel rotbraun, die Ärmel grün, die Hose schwarz, der Strumpf weiß, die Sandalenbinden rot. Inschrift: SQVADRAE PIZZANCI II. (Vidi 1910.)

S. *Luzoncello.* Der in der italienischen Generalstabskarte verzeichnete Punkt ist ein boschetto oberhalb Dasio am Pilgerweg, der nach San Lucio führt. Offenbar stand hier vor Zeiten eine Zelle oder Kapelle des heiligen Luzon. Der Verfasser hat 1912 Nachforschungen an Ort und Stelle veranstaltet.

Mailand. Herrn Dr E. Motta verdanken wir folgende wichtige Notizen aus den Collectaneen der Trivulziana Cod. 2048: in einem ambrosianischen Kalender vom Ende des XIV. Jahrhunderts:

12. Juli: Sci Lucutioni M. Ferner in einem Kalender von c. 1460:

12. Juli: Sci Luguzoni M. In einem Kalender, das dem 1492 gedruckten Brevier vorgesetzt ist:

13 Juli: S. Luguzoni M. (Dieses Datum ist irrtümlich statt des 12. Juli.)

Im Kalender des Missale Ambrosianum von 1522 steht Ugutionis, weiteres bietet Moriggia 1598 in seinem Kalender, sowie die Fracmenta Historiae Mediolani 1628. Vgl. die Note dell abate marchese Carlo Trivulzio († 1789) in der oben zitierten Handschrift.

Pizzanco. Unter gütiger Führung durch den Hw. Hrn. Prevosto Locatelli in S. Lorenzo sopra Bognanco konnte ich folgendes feststellen.

Auf der Alpe Pontimia sei S. Uguzzone in Diensten gewesen. Sein Herr wollte, ihn nachahmend, ebenfalls zwei Käse aus demselben



Stoff machen. Da fiel am 12. Juli Schnee und er mußte die Alp verlassen. Seither wurde in Pizzanca der 12. Juli als Fest gefeiert. Eine andere Version lautet, die Verehrung des Heiligen sei aus der Nähe von Como eingeführt worden.

Die Denkmäler sind folgende :

1. Das oratorio di S. Uguccione nella villa di Pizzanco parr. di S. Lorenzo. Gegründet in der ersten Hälfte des XVII. Jahrhunderts; an einer Säule das Datum 1652. Am Granitsturz der Kapellentür die Inschrift : DIVO LVGVZONO MARTYRI.

Darüber :

2. Freskogemälde des Leone von Domo 1821, darstellend die Madonna zwischen S. Luguzonus und Lorenz. Unser Heiliger trägt in der Rechten einen Palmzweig, in der Linken einen angeschnittenen Käse und ein Messer. Blonder Bart, langes Lockenhaar, gelbe Stiefel, grüner Rock, roter Mantel mit weißem Kragen.

3. Ölgemälde im Chor. Der Heilige, blond in graublauem Hemd und rotem Mantel steht vor einem römischen Richter, der links thront. Der Märtyrer steht gefesselt auf einer Säulenbasis, während ein Scherge ihm das rechte Auge aussticht. Ein anderer Scherge, behelmt, mit Schild und Lanze steht hinter dem Heiligen. XVIII. Jahrhundert.

4. Ölgemälde auf dem Altar. Madonna in Wolken, links S. Luguzonus, rechts S. Lorenz. Inschrift : S. LUGUZONUS M. ; XVII. bis XVIII. Jahrhundert.

5. Votivgemälde. Ölbild vom 14. August 1641. Ein Kind vor S. Uguzo in Wolken, daneben knieend Vater und Mutter. Der Heilige mit Palmzweig, Käse und Messer in der Rechten, erhebt segnend die Linke.

Die Inschrift zeigt die Namensform S. LOGUZONE.

6. Votivgemälde. Ölbild von 1675. In Wolken S. Luguzonus, am Boden ein Mann, der vom Baum gefallen ist. Inschrift : S. LUGUCO.

7. Holzstatuette des hl. Luguzonus. In der linken trägt er einen Käse. Rock rot, Gürtel und Saum golden ; Strümpfe schwarz, Schuhe gelb. XVIII.–XIX Jahrhundert. Typus des hl. Joseph.

8. Flacher Zinnteller auf Fuß. Bestimmt zum Almosensammeln nach dem Friedenskuß. In der Mitte des Tellers ist ein Käse und ein Messer nebst der Inschrift : SANTE LUGUZONE ORA PRO NOBIS eingraviert. Ferner : 1738 ANTONI LUGA F. F.

Der Name Luguzonus wird nicht als Taufname gegeben ; er bedeutet hier Taugenichts (fainéant) ; vgl. hiezu F. Chiesa, Istorie e



Favole, p. 119: « S. Luzio: nome troppo oscuro e plebeo, buono per qualche oratorio rustico di montagna. »

Puria. Außer der bereits erwähnten und abgebildeten Statue und den Gemälden befindet sich in der Antoniuskapelle der Pfarrkirche von Puria noch ein kleines ovales Wandgemälde, darstellend S. Lucio sitzend, für zwei arme Männer Käse abschneidend. (Vidi 1912.)

Sonvico. Die Kapelle am Felsenweg nach Dino wurde im Sommer 1913 restauriert, vgl. Corriere del Ticino 1913, Nr. 159 vom 10. Juli.

Villa Luganese. Ein Frescogemälde in der Sakristei der Pfarrkirche, darstellend einen heiligen Pilger ohne ausschlaggebendes Attribut neben vier andern Heiligen, worunter Lucia, wird auf S. Uguzo bezogen.

* * *

Was die *Ikonographie* des heiligen Uguzo betrifft, so sei einerseits an die antiken Silvanusbilder erinnert. Sie zeigen einen jungen Mann, in Gewand und Haltung ähnlich den mittelalterlichen Uguzo-Bildern, nämlich mit Mantel, Stiefeln und Stock versehen, zu Füßen aber kleine Haustiere [1]

Unwillkürlich erinnert man sich antiker Schilde, die im Rad S. Katharinas, römischer Kämme und Kännchen, die als Attribute S. Verenas nachklingen, des Thyrsusstabs, der in der Hand von S. Ambros zur Geißel wird und anderer Embleme, welche die mittelalterlichen Künstler auf zahlreichen römischen Reliefs sahen. Jedenfalls sind abschließende Untersuchungen auf dem Gebiet der Typologie noch nicht vorhanden, Vermutungen dürfen daher auf diesem Gebiete nicht abgewiesen werden.

Anderseits darf nicht vergessen werden, daß die dargebrachte Spende manchmal zum Attribut eines Heiligen wird.

Das charakteristische Opfer der Bergbewohner von Cavargna, dem Kultzentrum von San Lucio, ist nun Eisen und Käse. Vermutungsweise könnte das Messer wie der Käselaib in der Hand des Heiligen, auf dargebrachte Spenden bezogen werden.

Opfer von Käse an Heilige erwähnt Celtis libri amor II. 9.

[1] Vgl. z. B. Jahrbuch des Vereins von Altertumsfreunden im Rheinland Heft LXXIV, Tafel II, Fig. 3 (Bonn 1882).



Die Jesus- und Johannesgruppe von Katharinental.

Bei der Aufhebung des Klosters Katharinental vor Dießenhofen wandten sich die Klosterfrauen nach Schennis, wo sie im Hof des ehemaligen Damenstiftes Aufnahme fanden. Dahin verbrachten sie auch ihre letzten Besitztümer. Darunter befanden sich auch wohlerhaltene kleine Gruppen aus Holz geschnitzt und vergoldet. Eine davon erwarb ein St. Galler Antiquar zu Wesen nach dem Tod einer der letzten Klosterfrauen, die sich von Schennis nach dem Frauenkloster daselbst zurückgezogen hatte.

Eine andere kleine Gruppe, aus derselben Reihe stammend, gelangte von Schennis nach Basel, zunächst in eine Privatsammlung, aus dieser ins historische Museum. Sie wird im Jahresbericht desselben für 1913 (Birkhäuser, Basel 1914), S. 17, « etwa in das 1. Viertel des 15. Jahrhunderts » gesetzt, S. 4 derselben Publikation als « wohl das älteste figürliche Schnitzwerk aus gotischer Zeit » bezeichnet. Die erstgenannte Datierung scheint uns das Richtige zu treffen ; nicht dasselbe halten wir indes von den übrigen Ausführungen, die von einem « Johannesaltärchen » reden.

Die Gruppe stellt Jesum vielmehr als Hauptfigur sitzend dar, zu seiner Linken, an seiner Brust ruhend (Joh. 13, 23) den Lieblingsjünger, eine Darstellungsweise, die dem Kunsthistoriker aus vielen Bildern des letzten Abendmahls geläufig ist.

Sie stammt höchst wahrscheinlich aus der Predella eines gotischen Schnitzaltars ; an dieser Stelle ist der Heiland sehr häufig umgeben von seinen Jüngern dargestellt.

Die Quellen von St. Katharinental melden uns nichts von einem Johannes-Altar ; einzig von der sel. Schwester Clara Anna von Hohenberg erfahren wir, daß sie mehr auf Johann den Evangelisten hielt als auf den Täufer. Weil sie ein Bild des Letztern mit einem Holzhacker verglich, traf sie der Schlag. (*Murer*, Helv. sancta, 1750, S. 326.)

Nochmals die acaunensische Reliquienhülle.

Erst nach Erscheinen meiner Notiz in dieser Zeitschrift (1915, p. 55) erhalte ich zu Gesicht die prächtige Farbendruckreproduktion der acau-



nensischen Reliquienhülle in Berlin.[1] Ausser dem schon in des Verfassers Schweizerischen Heiligen, p. 85, abgebildeten kleinen Fragment, ist hier ein großes Stück (von c. 16 × 18.5 cm.) mit zwei Zeilen des Rapports wiedergegeben. Ursprünglich scheint das Gewebe mindestens drei verschiedene Zeilen aufgewiesen zu haben : eine mit korbtragenden Nereiden auf Seeungeheuern, eine mit lyraspielenden Nereiden auf Delfinen und eine mit Nereiden mit gesenktem linkem Arm auf Seeungeheuern. Richtig bezeichnet O. v. Falke das Gewebe als Nereidenstoff. Auch die Verwendung des Figurenmotivs bei einem Grabgewand, oder einer Reliquienhülle wird verständlich, wenn man weiß, wie das sinkende Heidentum die Nereiden als Anspielung auf den Übergang der Verstorbenen in ein glücklicheres Leben auf der Insel der Seligen verstand und bei sepulcralen Monumenten verwendete (vgl. *Baumeister*, Denkmäler des Altertums II, p. 1012 ; *Darenberg-Saglio*, Dictionnaire des Antiquités IV, 1, p. 76.)

Auch die Bezeichnung des Stoffs als Erzeugnis von Alexandria, welche Falke vorschlägt, dürfte angesichts der vielen Beziehungen Aegyptens mit dem Westen, speziell Acaunum, richtig sein. Dagegen sind wir betreffs der Datierung anderer Ansicht ; Falke nennt das 5. Jahrhundert. Wir möchten an die Zeit von 380 oder 515 denken, d. h. an die beiden Zeitpunkte, wo Thebäergebein aufgefunden, transferiert und reponiert wurde. Die Seide wäre also entweder unter Bischof Theodor (Theodul) Ende des IV. oder unter König Sigismund Anfang des VI. Jahrhunderts zur würdigen Umhüllung von kostbaren Thebäerreliquien verwendet worden. Falke nennt als Provenienz Sitten ; wir glauben nicht, daß er damit der Sache auf den Grund geht, wenn auch das große Berliner und das kleine Zürcher Fragment, das F. Keller mit andern spätrömischen Antiquitäten aus Sitten heimbrachte, in genannter Stadt gekauft wurde.

Der Nereidenstoff steht an der Spitze einer Reihe von spätantiken und frühmittelalterlichen figurierten Seidengeweben und war ein kostbarer Schatz, dessen Verschwinden aus der Schweiz (wann ?) sehr zu bedauern ist, wenn auch gesagt werden muß, daß dergleichen Dinge im Berliner Kunstgewerbemuseum richtiger bewertet und sorgfältiger aufbewahrt werden als in der Schweiz. Da indes gerade Basel und Zürich als Sitz alter Seidenindustrie Anspruch auf den Besitz eines so

[1] Abbildung 56 in Bd. I des Textwerkes zu Julius Lessing. Kunstgeschichte der Seidenweberei von Otto v. Falke, Berlin, Wasmuth 1913.



kapitalen Stückes gehabt hätten, verstehen wir nicht recht, daß man dieses Unikum auswandern ließ. Vielleicht kann man sich mit der Hoffnung trösten, daß die Reliquienschreine von Saint-Maurice noch weitere Teile des Nereidenstoffs enthalten ; in jedem Fall allerlei Textilien von Alter und Wert.

Das oberrheinische Pontificale der Karolingerzeit zu Freiburg i. B.

(Cod. 363)

Dr. theol. M. J. Metzger hat das Verdienst « Zwei karolingische Pontifikalien vom Oberrhein » (Herder 1914) zu veröffentlichen.

Äußerst wichtig ist die Lokalisierung der einen Handschrift. Metzger versucht dieselbe mit Recht auf Grund der Litanei, der Schlußeinträge und der Eigennamen. Leider fehlen aber, wie hervorgehoben wird, tiefergehende Einzeluntersuchungen über den ersten Gegenstand ; er müßte im Zusammenhang mit den Reliquienverzeichnissen der Zeit behandelt werden. Wir verschweigen nicht, daß auch uns auffällt, daß Gall und Primin (p. 23) in der Litanei fehlen, während ihre Verehrung damals in der Diözese Basel sicher schon eine intensive war — das Münster hatte einen Gallusaltar, der in frühe Zeit hinaufreicht. Der German unserer Litanei ist ohne Zweifel nicht der nur lokal verehrte Märtyrerabt von Granval, sondern ein fränkischer Bischof. Daß Regula von Zürich ohne Felix verehrt wird, ist mit der karolingischen St. Galler Litanei vergleichbar ; Verenas Kultgebiet ist im Schweiz. Archiv für Volkskunde ziemlich vollständig umschrieben ; vgl. auch des Verfassers Karte in Die Schweizer Heiligen des Mittelalters, 1903, p. 128.

Die Reihung wie auch die Irrtümer (Columban ist unter die Märtyrer geraten !) dürften die Forschung nach der Vorlage erleichtern. Brigite ist eine irische, nicht wie M. (p. 23) angibt, belgische Heilige.

Der Ort Vvilheim ist zweifellos deshalb nicht festgestellt, weil er heute anders lautet, d. h. ein differenzierendes Vorwort bekommen hat (Ober- oder Nieder- oder einen Personennamen). Mit dem Verfasser (p. 32) glauben auch wir nicht an zwingende Gründe für die baslerische Provenienz des Pontifikale, glauben aber, daß eine sichere Identifikation möglich ist.



Die Klosterbauten von Disentis.

Zum Jubiläum 614–1914 hat P. Notker Curti ein kleines Album herausgegeben, das verschiedene Abbildungen von dokumentarischem Wert der Öffentlichkeit zugänglich macht.

Zunächst einen Grundriß (p. 24), der die frühmittelalterlichen Bauten des Klosters in richtiger Weise zeigt (der in den Kunstdenkmälern der Schweiz, N. F. V. p. 18, mitgeteilte Plan ist sehr ungenau, unser in der Basler Zeitschrift, 1908, p. 231, abgebildete Grundriß ist durch die nachfolgenden Ausgrabungen überholt und korrigiert worden). Man sieht hier die Baugruppe : Krypta, alte Martinskirche Placidusturm, Peterskirche und Marienkirche. [1]

Gänzlich unediert ist sodann eine äußerst wertvolle, obwohl kunstlose Zeichnung, die uns diese Anlage mit Einschluß des alten Klosterbaues zeigt. Danach besaß die alte Martins- wie die alte Marienkirche je einen Dachreiter. Ganz im Westen der Anlage erhob sich der turmartige Hochbau des Hofmeisters.

Erwähnt sei noch der Schnitzaltar von Mompé-Medels, der offenbar aus einer der alten Klosterkirchen stammt ; er zeigt in der Mitte die heiligen Schutzpatrone des Disentiser Stifts : Maria zwischen S. Placidus (zu ihrer Rechten) und S. Sigisbert (zu ihrer Linken). Placidus ist dargestellt mit einer Wunde am Hals (nicht enthauptet, mit dem Haupt in den Händen, wie in späterer Zeit), mit beiden Händen hält er ein Schwert und auf der Brust trägt er das Wappenkreuz von Disentis, aber als einfaches durchgehendes Kreuz, nicht als schräges, sogenanntes Andreaskreuz. Auf S. 29 endlich sieht man eine gute unedierte Photographie der S. Placiduskirche mit ihrem Lawinenbrecher.

Reliquien-Cedulæ aus Edelmetall.

Im Jahre 1902 wurde in des Verfassers Geschichte der Reliquien in der Schweiz, p. XIV, eine kurze Zusammenstellung von Reliquien-Beglaubigungen aus Blei geboten ; außerdem haben sich auch, freilich

[1] Das Cliché ist abgedruckt im Anzeiger für die Schweiz. Altertumskunde N. F. XII, p. 302.



in sehr kleiner Zahl, Cedulae aus Silber gefunden. In Grado wurde 1871 eine Goldelamina des V. Jahrhunderts für eine Vitusreliquie entdeckt. Im französischen Departement du Jura kam ein byzantinisches Silberblech mit Namen und Bild des hl. Akindynos zum Vorschein ; mitsamt der Reliquie ist dieses Stück abgebildet bei *G. Schlumberger*, Mélanges d'archéologie byzantine, 1895, p. 151.

In der Schweiz fand der Verfasser zwei getriebene Streifen von Silberblech mit zweizeiliger Inschrift ; sie gehören zum Haupt des hl. Urs in Solothurn, und einer Petrusreliquie zu Bourg-Saint-Pierre. (Abb. Gesch. der Reliquien II, p. 5 und 23.)

Die erstere Cedula lag lose beim Schädel des hl. Urs in einer prächtigen Lade mit Marketteriedekoration des XVI. Jahrhunderts, im Hochaltar der Stiftskirche Solothurn ; sie zeigt kein Loch für Aufnagelung und ist ausgezeichnet erhalten. Die Buchstaben entsprechen denen der Silbermünzen des X. Jahrhunderts.

Die älteren Abbildungen unserer Cedula bei den Bollandisten, Lütolf u. A. sind ungenau. Die Länge des Silberstreifens beträgt 152 mm, die Breite 22 mm.

Die zweite Silberblechcedula ist festgenagelt hinter dem Nacken der Herme des hl. Petrus, eines romanischen Kopfreliquiars vom Typus des Candidushauptes von S. Maurice. Sie befindet sich in der Sakristei der Pfarrkirche von Bourg-St-Pierre an der Straße des Großen S. Bernhard. Elf Nägel halten das Blech fest ; die Inschrift ist fehlerhaft und lautet

DEN(S) BEATI ꟼETRI AP(o)STOSLI ET
RELIPVIE S MA(ri)E.

Die drei Buchstaben P (in Petri, Apostoli und Relipie) sind verkehrt. Die obere Länge des Streifens beträgt beinahe 13 cm, die Breite durchschnittlich 3 cm.

Da eine genaue Beschreibung dieser seltenen Reliquienbeglaubigungen, gerichtet an die Zeitschrift für christliche Kunst in Köln, verloren gegangen ist, so mögen diese knappen Notizen nicht überflüssig erscheinen. Vielleicht enthalten die Reliquiare zu S. Maurice noch weitere Belege für ähnliche Authentisierung von Heiltum.

Copien des Einsiedler Gnadenbildes.

In der Julinummer der Berliner Denkmalpflege 1914 (p. 72) hat der Verfasser Notizen über Reproduktionen des Gnadenbildes von Einsiedeln zusammengestellt. Sie sind bis jetzt unwidersprochen geblieben und gestatten die Annahme, daß die Freudenfelser Holzstatue der Einsiedler Madonna in Zürich nicht eine Arbeit des XV. Jahrhunderts, sondern der Barockzeit ist und wahrscheinlich aus dem letzten Viertel des XVII. Saeculums stammt. Es wäre interessant, wenn weitere Belege für die Verbreitung mittelalterlicher Bildtypen beigebracht würden.

Auch graphisch ist die Holzstatue der Einsiedler Madonna hundertfach reproduziert worden : einige Proben von Pergamentbildern, Kupferstichen und Holzschnitten bieten Arch. f. Volksk. IX. 1905, Taf. 1, und *Benziger*, Geschichte des Buchgewerbes im fürstlichen Benediktinerstift Einsiedeln, 1912, Fig. 172, 173, 174, 176.

Angetan mit dem Prunkgewand findet man sie abgebildet bei *Ringholz*, Wallfahrtsgeschichte, Taf. zu p. 36, Arch. f. Volksk. XIII, 1909, Taf. X, und *Benziger*, a. a. O. Fig. 166, 170, 171, 175.

Auch im Ausland wurden Nachbildungen der Einsiedler Statue verehrt, vgl. *Beissel*, Wallfahrten zu U. L. F. in Legende und Geschichte, 1913, p. 354.

Derartige Kopien des Einsiedler Gnadenbildes, d. h. der gotischen Holzstatue des XV. Jahrhunderts, wurden nicht mehr verfertigt, seitdem das Original definitiv mit dem Prunkmantel bekleidet worden ist und so sein Aussehen verändert hat (Anfang des XVIII. Jahrhunderts). Fortan erscheinen die Reproduktionen vom Typus des Plakats, das im Arch. f. Volksk. 1909, Heft 3, mitgeteilt ist ; verschieden gemusterte Prunkmäntel verdecken außer den Gesichtern und Händen die Schnitzerei vollständig.

Das älteste Bild des hl. Moriz.

Eine sehr gut erhaltene Elfenbeintafel des X. Jahrhunderts, mit dem Bild des thronenden Heilandes zwischen SS. Moriz und Maria, mit den Stiftern Kaiser Otto I., König Otto II. als Knaben und Kaiserin Adelheid, befindet sich seit dem Ende des XVIII. Jahrhunderts im



Museum der Fürsten Trivulzio in Mailand. Die Tafel dürfte von abbate D. Carlo Trivulzio, † 1789, erworben worden sein (mitg. von E. Motta).

Das Kunstwerk war 1874 an der Mailänder Kunstausstellung zu sehen; damals wurde es von Rossi photographiert, 1900 für Dr. Paul Wimmer in Regensburg; 1911 beschäftigte sich auch Goldschmidt mit demselben.

Erwähnt ist die Tafel bei *Prutz*, Weltgeschichte (Storia Universale, Mailand, Vallardi) und abgebildet bei *Bode*, 1885, Geschichte der Deutschen Plastik, p. 12. Hier wird die Arbeit als sächsisch bezeichnet und die Tafel mit dem Mauritiusdom von Magdeburg in Verbindung gebracht.

Da aber Kaiser Otto I. ebenso sehr als Wohltäter des Stiftes Einsiedeln, mit dem er in vielfacher Beziehung steht, und die beiden Patrone (Moriz und Maria) dieser Gründung auf dem Elfenbein abgebildet sind, dürfte dasselbe eher als ein Geschenk an Einsiedeln, denn als ein solches an Magdeburg gedeutet werden. Es liegt auch näher, anzunehmen, daß der Abbate Trivulzio mit der Abtei Einsiedeln, wohin stets viele Lombarden wallfahrteten, in Verbindung stand, als mit dem weit entfernten Magdeburg. Als Datum der Schenkung wäre die Zeit zwischen 961 (Krönung Otto II.) und 973 (Tod Ottos I.) anzunehmen; in der Tat besuchten die drei auf dem Elfenbein dargestellten fürstlichen Personen das Stift, wahrscheinlich im Jahre 972 (*Ringholz*, Wallfahrtsgeschichte, p. 11).

S. Moriz ist nicht als Krieger, sondern als Heiliger in weltlichem Gewande, mit langem, spitzem Bart und vollem Haupthaar, dargestellt. Er steht hinter seinem Schützling, Kaiser Otto I., der knieend dem Heiland den rechten Fuß küßt. Neben der Gestalt des hl. Moriz liest man in στοιχηδόν disponierten lateinischen Kapitalbuchstaben SCS MAVRITIVS.

Die übrigen, dem Verfasser bekannten Bilder des hl. Thebäerführers reichen nicht über das XII. Jahrhundert hinauf; auf dem Mailänder Elfenbein hätten wir also ein uraltes schweizerisches Heiligenbild, das sich an die Elfenbeinbilder des hl. Gall in St. Gallen würdig anreiht. Wo die Arbeit dieses um 972 zu datierenden Werkes entstanden ist, wage ich nicht zu entscheiden.

Leider ist uns Goldschmidts Prachtwerk (Die Elfenbeinsculpturen aus der Zeit der karolingischen und sächsischen Kaiser, Berlin 1914) nicht zugänglich, da es in der Schweiz nirgends zu finden ist; auch Schritte, es aus München zu beziehen, waren z. Z. vergeblich. Wir



nehmen an, daß der zweite Band unsere Tafel mit dem Morizbilde eingehend behandeln werde. In Rom, wo unser Heiliger in der Peterskirche einen Altar besaß, der bei der Kaiserkrönung eine Rolle spielte, sind keine alten Morizbilder bekannt.

Der hl. Georg von Lydda-Diospolis.

Unter den orientalischen Heiligen, die bei uns Verehrung genießen, ist ohne Zweifel St. Georg der volkstümlichste gewesen ; sein Kult geht — rund gesprochen — hoch ins Frühmittelalter hinauf, ist aber nur für die letzten tausend Jahre in der Schweiz urkundlich nachweisbar : 875 besitzt Pfävers eine Reliquie, 887 Wängi (Thurgau) eine Kirche, 960 Räzüns (Bistum Chur) ebenfalls eine Kirche des Heiligen. Später mehren sich die Zeugnisse hundertfach. Auch die Bilder sind sehr zahlreich : sie zerfallen in zwei Gruppen, welche verschiedene Momente aus dem Drachenkampf des Heiligen wiedergeben : auf dem ersten ist S. Georg beritten und kämpft gegen das Ungetüm, auf denen der zweiten Gruppe steht er, abgestiegen, auf oder neben dem besiegten Drachen. Dieses Tier fehlt nie, und wenn Roman in seinem Manuel de Sigillographie Française, p. 173, 1912, einen Reiter mit Schild und Lanze als St. Georg in Anspruch nimmt, so irrt er gewaltig. Es handelt sich um den altchristlichen, stadtrömischen Märtyrer Gorgonius (Wilpart, Taf. 252), dessen Namen zum Überfluß noch auf dem Sigel Romans (a. a. O. pl. XXV. 1) angegeben ist ; andere Märtyrer (Moriz, Victor, Alexander, Menas) und Confessoren wie Jakob und Ambros, welche beritten dargestellt werden, sind aufgeführt in Denkm. z. Basler Geschichte II « Der Schutzpatron der Reiter ».

Die hl. Euphemia von Chalzedon.

Zu den zahlreichen orientalischen Märtyrerjungfrauen, welche im Mittelalter in unserm Land kultische Ehren genossen, gehört S. Euphemia, V. M.

Reliquien von ihr ruhten zu Pfävers (X. Jh.), Vissoye (1282), Engelberg (1325), Königsfelden (*Stammler*, Paramentenschatz, p. 32 u. 33), Sitten (1366), Basel (1464), Lützel, Balerna. Im südlichen Tessin besaß das Kloster der hl. Euphemia zu Como Güter, die 1795 von den XII Orten eingezogen worden sind. *O. Weiß*, Die tessin. Landvogteien der XII Orte im XVIII. Jahrhundert (Zürich 1914), p. 257 macht nun



aus unserer Heiligen, die auch sonst in Oberitalien vielfach bezeugt ist (Mailand, Vernate, Isola (im Comersee), Olcio, Integlio, Venedig usw.) einen heiligen Euphemius (es handelt sich nicht um einen Druckfehler, denn Weiß setzt bei männlichen Heiligen S., bei weiblichen Sta. vor den Namen). Auch hier haben wir wieder einen Beleg für die unzähligen Fälle von unrichtigen Angaben auf dem Gebiete der Hagiographie.

Der hl. Jodocus von S. Josse-sur-Meer.

Der französische Heilige Jost (Josse) wurde im Spätmittelalter an vielen Orten der Schweiz verehrt ; kultische Spuren finden sich in Vivier (*Dellion*, II, p. 44), Freiburg (*Dellion*, VI, p. 394), im Bruch bei Freiburg, Bern (*Stantz*, Münsterbuch 79), Montorge, Beromünster, Blatten (*Zemp*, Wallfahrtskirchen, p. 33), Schmerikon, Baldegg, Jostberg, Wettingen, Basel, Schennis, Galgenen.

Nicht nur die Stadt Bern, sondern auch das Oberland nimmt Teil an der Verehrung von S. Jost, dies beweist ein Glasgemälde zu Einigen, das den heiligen Pilger mit dem Rosenkranz in der Hand neben dem Allianzwappen Schmid-Erlach darstellt. Die Scheibe ist nach Zeichnung abgebildet in Schweiz. Archiv für Heraldik, 1897 (Text dazu p. 39–41) und nach Photographie im Anzeiger f. Schweiz. Altertumskunde, 1915, p. 60. Der Text oben (p. 59) nennt den Heiligen « Jakobus major, Patron der Pilger und Reisläufer ». Vergebens haben wir in unsern Sammlungen zahlreiche alte und neue Jakobsbilder durchgesehen, aber nicht ein einziges gefunden, welches den heiligen Apostel mit dem Attribut des Rosenkranzes ausstattet. Die Bezeichnung der Einiger Scheibe als S. Jakob scheint uns daher sehr discutabel.

Da der Gatte der Stifterin des Glasgemäldes am Dijon'er Zuge teilnahm, später in Diensten König Franz I. von Frankreich stand, wo er großen Reichtum erwarb, so ist ein französischer Heiliger neben seinem Wappen nichts auffallendes.

Der Vorname Jost kommt bei vielen Schweizer-Geschlechtern bis in die Neuzeit vor (v. Silenen, v. Segesser, Amrhyn, Häfliger, Ammann, Elmiger, Knab, Hartmann, Meyer, Mezler (Klostername), Stauffer, Schmidli, Schwerzmann, Zimmermann, die meisten sind im Luzernischen.)



Der hl. Wilhelm von Aquitanien.

Zu den französischen Heiligen, deren Verehrung erst im späten Mittelalter in der Schweiz Eingang gefunden hat, gehört S. Wilhelm von Aquitanien. Er ist wohl zu unterscheiden von andern Heiligen desselben Namens, nach welchem sich zahlreiche Bischöfe von Sitten vom XII. bis ins XV. Jahrhundert nannten ; der sechste oder siebente derselben hat freilich in seiner Schloßkapelle den Chorherrn S. Wilhelm von Neuchâtel malen lassen. Der Vorname Wilhelm wird in der deutschen Schweiz seit der Verbreitung der Tellsage häufiger ; kein Wunder, daß die Träger desselben sich nach einem heiligen Schutzpatron umsahen und so auf den berühmtesten Heiligen des Namens kamen. Es ist dies der Herzog Wilhelm von Aquitanien X., Sohn des Herzogs Wilhelm IX., Enkel Wilhelms VIII. von Guienne (die Stammtafel bei *Grote*, p. 313). Er regierte 1127 bis 1137, wurde durch S. Bernard bekehrt, nahm das monastische Gewand und starb (nach *Wessely* 1142) wahrscheinlich 1156.

Dieser hl. Wilhelm besitzt 1501 in Kerns einen Altar, 1518 in Lauperswyl ein Bild (ein noch erhaltenes Glasgemälde), 1558 in Solothurn einen Altar (*Amiet*, Ursus-Pfarrstift, p. 49), 1584 zu Bürglen in Uri einen Altar und eine noch erhaltene Kapelle, 1599 eine Schifferkapelle am Urner See auf der sog. Tellsplatte.

Das Bild S. Wilhelms ist unzählige Male gezeichnet, gemalt, geschnitten und gestochen worden ; viele dieser Darstellungen waren in der Schweiz verbreitet. Erwähnt seien nur folgende Künstler : Burgmair, Martini (von *Händke* mit der Unterschrift « St. (?) Bernhard » versehen), H. Wierix, Mallery, Engelbrecht, Sadeler, von Merlen, A. Collaert, M. de Vos, Th. de Leu Trabalesi, Chauveau Callot, de Cany, Bazin, Galle, Klauber, F. Dinger, A. Müller und anonyme Kupferstecher.

Blätter von diesen Meistern sind häufig in klösterlichen Sammlungen zu finden ; plastische Bilder S. Wilhelms sind dem Verfasser in der Schweiz noch nie begegnet.



Das Bildnis des hl. Franz von Assisi.

Ein Wandgemälde des Sacro Speco zu Subiaco gibt uns ein vermutlich zeitgenössisches Porträt des seraphischen Ordensstifters. Die Beischrift. FR. FRANCISCUS weist darauf hin, daß das Bild vor der Kanonisation des hl. Franz gemalt worden ist. Von Giotto an haben dann unzählige Künstler den Heiligen dargestellt, sodaß es nicht schwer ist, typische Bilder des großen Heiligen aufzufinden. Auch in der Schweiz besitzen wir ja ein Monument ersten Ranges in dem etwa hundert Jahre nach dem Tod des hl. Franz geschaffenen Fenster des Chors zu Königsfelden.

All das aber hindert die oberflächliche Bücherfabrikation nicht, ein Büchlein über « Franz von Assisi von Hermann Hesse » (Schuster und Lœffler, Berlin und Leipzig) mit dem Bildnis des Joseph von Copertino († 1663) als Titelbild auszustatten, natürlich in der Meinung, es sei ein Porträt des hl. Franz. Das Opus nennt sich Band XIII von « Die Dichtung. Eine Sammlung von Monographien, herausgegeben von Paul Remer, Buchschmuck von Heinrich Vogeler ». Darnach würde man berechtigt sein, die letztgenannte Persönlichkeit für den Lapsus verantwortlich zu machen. Er liest aus der Umschrift des Kupferstichs « Beati Joseph de Copertino ordinis minoris conventualium S. Francisci » einfach das letzte Wort heraus und bietet dem Leser das nicht zu verwechselnde Porträt des hl. Joseph von Copertino als das des heiligen Ordensstifters Franz ! (Bildnisse des Erstern wurden u. a. gemalt von Ant. Consetti und F. Boscarotti, gestochen von Seb. Zamboni und Dom. Cunego.)



Sur l'exécution primitive du Chant Grégorien [1]

Par P. WAGNER

Nous trouvons dans les plus anciens auteurs de la collection de Gerbert [2] une division de la science musicale qui, au fond, a été formulée par l'antiquité classique ; elle existe par exemple dans le traité d'Aristides Quintilianus, mais elle est entrée dans l'enseignement courant du haut moyen âge, des scholæ cantorum chrétiens, et elle y a reçu une signification particulière. Voici comment s'exprime Cassiodore « sicut est a majoribus traditum » (Gerbert, I, p. 16) : « Musicæ partes sunt tres : nam vel est illa harmonica vel rythmica vel metrica. Harmonica scientia est musica, quæ discernit in sonis acutum et grave. Rythmica est, quæ requirit in concursione verborum, utrum bene sonus an male cohæreat. Metrica est, quæ mensuras diversorum metrorum probabili ratione cognoscit, ut verbi gratia, heroicum, iambicum, elegiacum, etc. » Cette même division se trouve dans les *Sententiæ* d'Isidore de Séville (ib. p. 21), donc dans l'enseignement espagnol, dans le traité de *Arte metrica* de Beda Venerabilis (Migne, *Patr. lat.*, 90, 173 ss.), dans la *Musica disciplina* du Franc Aurelianus Reomensis (Gerbert, l. c., p. 33) et de Remigius Altisiodorensis (ib. p. 68).

Mettant à côté la scientia harmonica, qui regarde la composition purement mélodique, nous retenons la pars rythmica et la pars metrica. La rythmique, dans le sens des auteurs cités, s'occupe de la succession agréable des mots, de leur combinaison gracieuse, tandis que la métrique

[1] Travail présenté et lu par l'auteur au dernier Congrès international de musicologie qui a eu lieu, à Paris, dans la semaine avant la Pentecôte 1914.

[2] *Scriptores de musica medii ævi*, 3 vol. Typis San-Blasianis, 1784.

s'occupe des pieds métriques, des valeurs longues et brèves et de leur combinaison.

Cette théorie est-elle seulement l'une des spéculations que les auteurs du moyen âge ont tirées de leurs prédécesseurs de l'antiquité et léguées à leurs contemporains sans qu'elles soient en contact direct avec les pratiques du moyen âge ? Cette opinion ne serait pas soutenable. Aurelianus, en effet, en donne une explication détaillée et se sert, pour elle, d'exemples tirés de la liturgie de son temps. Il dit : « Rythmus namque metris videtur esse consimilis : quæ est modulata verborum compositio, non metrorum examinata ratione, sed numero syllabarum, atque a censura diiudicatur aurium, ut pleraque Ambrosiana carmina. Unde illud : *Rex æterne Domine*, *Rerum creator omnium*, ad instar metri iambici compositum, nullam tamen habet pedum rationem, sed tantum concentus est rythmica modulatione. Qui scintillam vel perparvam habet metrorum, hic cognoscere valet nostrum de hac re sermonem. Etenim metrum est ratio cum modulatione ; rythmus vero est modulatio sine ratione et per syllabarum discernitur numerum. » Souvenons-nous ici que les hymnes liturgiques ont été chantées longtemps avec des mélodies syllabiques. Il y a d'autres textes qui nous permettent de suivre la « rythmica » et la « metrica » jusque dans la pratique quotidienne des chantres. Au Xme ou XIme siècle, l'auteur des *Instituta patrum de modo psallendi sive cantandi*, un moine de Saint-Gall, nous apprend que même la psalmodie était basée sur des éléments rythmiques et métriques (Gerbert I, p. 6) : « Ammonemus itaque, ut una respiratione sive uno anhelitu usque ad punctum (c'est-à-dire la finale du ton psalmodique) *rythmice vel metrice psallamus* ». Nous sommes en présence ici d'une exécution qui est appelée rythmique, et d'une autre qui est appelée métrique. Si ces deux manières d'exécuter dominaient la psalmodie, nous pouvons à plus forte raison les présumer dans l'exécution des chants proprement dits. Et ceci précisément est l'enseignement de l'école palatine d'Aix-la-Chapelle au temps de Charlemagne, immédiatement après l'adoption du chant romain dans les pays francs. Voici comment Alcuin en parle dans l'un des vers où il fait la description de l'école palatine[1] : « Instituit pueros Idithun modulamine sacro, Utque sonos dulces decantent voce sonora, *Quod pedibus, numeris, rythmo stat musica discant* ». Donc, les jeunes chantres apprirent dans la schola Aquensis que la musique en général, et non seule-

[1] Voyez ma *Neumenkunde*, 2me éd., p. 354.

ment la psalmodie, repose, se base sur les « pedes », les « numeri » et le « rythmus ». Constatons encore que cet auteur est d'au moins un siècle plus ancien que le moine de St-Gall. Nous possédons, en tout cas, dans les vers cités des témoignages authentiques dans toute la force du terme.

Avant d'aller plus loin, examinons l'expression « rythmice » et « metrice psallere ». Si nous regardons les formules psalmodiques, nous remarquons que les unes sont construites tout à fait syllabiquement, les autres, par contre, admettent plus ou moins souvent des combinaisons de 2 ou 3 sons, ou plusieurs, des groupes neumatiques. Ces parties syllabiques existent aussi, tout le monde le sait, dans les autres chants. Mais ceux-ci, bien plus souvent que la psalmodie, font usage des groupes mélodiques. Rappelons-nous maintenant l'explication du terme « rythmica » donnée par Cassiodore, Isidore, Aurélien : « requirit in concursione verborum, utrum bene sonus an male cohæreat », et qu'il y est question de combinaisons de « verba » plutôt que de mouvements mélodiques, que la « concursio verborum » y règne en maîtresse [1] ; nous devons en conclure que l'expression « rythmica » se rapporte à des mouvements syllabiques où le texte domine, et l'expression « metrica » aux mouvements mélismatiques.

Ainsi s'explique clairement un fait paléographique qui jusqu'à ces derniers temps a donné lieu à des interprétations différentes, la neumation syllabique dans les plus anciens manuscrits. Puisque leur exécution n'avait en vue que la « concursio verborum » agréable à l'oreille, et que personne ne cherchait dans leur notation un autre élément que mélodique, on était parfaitement en droit de les noter différemment dans les différentes contrées. C'est pourquoi en Italie, à Bénévent par exemple et au Mont-Cassin, on les notait de sorte que la virga / est le signe pour le ton élevé, la virga couchée ou jacens — pour la répétition du même ton, le punctum . pour un ton inférieur, c'est-à-dire que la signification des trois signes est ici purement graphique. A St-Gall, on les notait, ordinairement, avec la virga pour les tons élevés et répétés, la jacens pour les tons bas, en France et en Angleterre avec

[1] Remy d'Auxerre nous explique : « Rythmus est sola verborum consonantia sine ullo certo numero et fine, et in infinitum funditur, nulla lege constrictus, nullis certis pedibus compositus. » Cette liberté du mouvement syllabique, attestée par tous les auteurs, est bien autre chose que la pratique de ceux qui, de nos jours, donnent dans les chants syllabiques aux syllabes une valeur mathématiquement égale.



virga et punctum, dans les manuscrits allemands postérieurs avec la virga seule, rarement interrompue par le punctum, et dans les contrées où l'on se servait de la notation à points, on notait les récitatifs purement avec des punctum. Partout, la différenciation des signes n'est que graphique.

Passons à la « metrica ». Aussi pour elle nous avons des témoignages suffisamment nombreux. *Les parties mélismatiques du chant grégorien ont été d'abord et jusqu'au XIme siècle exécutées métriquement.* Les auteurs nous apprennent que les groupes neumatiques correspondent aux mètres, ce sont elles qui forment la « musica metrica ». On m'objectera peut-être de suite que cela n'est guère possible puisque les neumes, d'après une opinion courante, ne contiennent pas d'indication rythmique. Mais on ne peut plus soutenir aujourd'hui cette opinion, qui n'a jamais été justifiée par des arguments solides, qui est contredite par des textes nombreux et qui, enfin, a été une source d'erreurs historiques profondes qu'il serait bien temps d'abandonner dans l'enseignement scientifique et historique.

Si les neumes, comme on le dit si souvent, en elles-mêmes, n'indiquent pas de rythme, que signifient-elles donc ? Tout le monde est d'accord que leur valeur pour le déchiffrement mélodique est minime, presque nulle. Pour le rythme elles seraient alors encore plus pauvres. Ce serait donc la notation la plus malheureuse et la plus inutile que le génie humain ait trouvée, puisqu'elle ne sert au déchiffrement ni de la mélodie ni du rythme. Ce serait un glaive sans lame à qui manque la poignée. Nous ne ferons pas cette injure aux vieux chantres et notateurs, de leur imputer un tel instrument de travail. Non, les neumes doivent avoir eu, à l'origine, une signification rythmique. Du reste, tous les auteurs des vieux temps (IXme-XIme siècles) le confirment. Aurelianus nous révèle le caractère bref du signe du strophicus ; un anonymus vatican explique les neumes par les pedes syllabarum, qui se composent de brevis et longa ; la virga pour lui comme pour les autres auteurs qui en parlent, est une longa, le punctum une brevis ; il interprète le quilisma qui a à la tête une virga par deux sons brefs et un long, et le trigon qui se compose des trois puncta par trois tons brefs. Un auteur qui a écrit au Xme siècle, dit expressis verbis que, « punctos et virgulas ad distinctionem ponimus sonorum brevium et longorum » ; un autre du même temps enseigne que « certe omne melos more metri diligenter mensurandum est ». De même d'autres nombreux auteurs jusqu'à Guy d'Arezzo (milieu du XIme siècle), qui nous apprend que

« in ipsa neumarum figura monstratur », si les tons sont longs ou brefs. Pour tous ces textes je me permets de renvoyer ici à la 2me édition de ma *Neumenkunde*, p. 354 et suivantes. Qu'on le remarque bien, Guy ne parle pas des neumes de St-Gall ou de Metz qui, de nos jours, sont mises à contribution pour attribuer à la notation carrée un rythme, mais n'a en vue que ses propres signes, qui n'ont rien à faire avec les neumes de St-Gall. Guy dit en plus que les neumes remplacent les « pedes » et que « ista neuma dactylico, alia vero spondaico, illa jambico more decurrit ». Ces paroles ne sont que la confirmation simple de ce que tous les auteurs des IXme et Xme siècles nous apprennent [1].

Je ne veux pas allonger cet exposé par une critique des procédés par lesquels on a cherché à récuser ses textes si clairs. Le moins scientifique de ces procédés est certainement celui de ne pas s'en occuper du tout, comme s'ils n'existaient pas. Je relèverai plutôt un fait qui, mis en relation avec ceux que je viens de présenter, apparaît sous un jour nouveau. On agite, en ces derniers temps, depuis l'introduction de l'édition vaticane du chant grégorien, les questions de la psalmodie et les règles pour adapter les textes aux formules psalmodiques. On a de la peine à convaincre nos chantres de la nécessité de laisser intacts les groupes qui se rencontrent par exemple dans la médiante du 3me ton. On dit, avec raison, qu'il y a au fond de la question un problème rythmique. Mais on la résoud mal et en désaccord avec les textes classiques grégoriens. La raison de l'invariabilité des groupes dans les médiantes et finales psalmodiques est leur constitution primitivement métrique. Si vous décomposez un podatus, une flexa, un torculus, pour assigner ses éléments à plusieurs syllabes, ils perdent leur rythme, la ratio « metrica » se change en « rythmica ». Pour leur conserver le rythme original, il faut les laisser en groupes. Et, d'autre part, si l'on avait

[1] Que la théorie rythmique grégorienne, telle qu'elle a été établie, il y a une trentaine d'années, a besoin d'être revue et corrigée, aucun érudit qui place le progrès des recherches historiques au-dessus des questions de personnes, ne le niera. Pourtant ce travail de correction n'a pas été poussé assez loin. On s'est borné à quelques points secondaires, et même on y a ajouté des théories a prioristiques et étrangères au moyen âge comme celle des « ictus » pour marquer les « subdivisions binaires et ternaires », dont aucun auteur du moyen âge ne sait rien. C'est la ***base*** du système qui a besoin d'être refaite, parce qu'elle repose sur une interprétation erronée d'un seul (!) texte du Xme siècle qu'on a négligé de placer dans son milieu historique, d'expliquer par ce qui le précède et ce qui le suit, et par les autres textes nombreux qui s'occupent de la même question. Sur ce point, voir ma *Neumenkunde*, 2me éd., pp. 358 et 412.

exécuté, comme cela se fait aujourd'hui, les groupes grégoriens par des notes de durée égale, rien n'aurait empêché de les diviser et d'assigner leurs notes à des syllabes différentes. Car une combinaison de 2 ou 3 notes de durée égale reste la même rythmiquement, si vous la chantez sur une ou deux ou trois syllabes. Donc le fait de la conservation scrupuleuse des groupes neumatiques dans les médiantes et finales de la psalmodie prouve qu'à l'origine les groupes ne se chantaient pas à notes égales [1].

La véritable clef de l'exécution grégorienne primitive est fournie par la distinction des deux manières : rythmique pour les mouvements syllabiques, métrique pour les mouvements plus riches, mélismatiques.

[1] On pourrait tirer un argument analogue de la neumation primitive des séquences. D'autre part, il n'existe aucun fait paléographique qui puisse infirmer l'enseignement rythmique-métrique des vieux maîtres. On a essayé d'opposer aux textes nombreux des auteurs du moyen âge, des tableaux statistiques habiles, tirés des vieux livres de chant, dans lesquels des variantes rythmiques sont présentées comme des équivalences. En vérité, il est d'une bonne méthode historique d'interpréter les manuscrits de chant par les auteurs contemporains et non pas de vouloir réfuter la moitié la plus claire des sources par l'autre moitié qui nous est, malgré tout, encore pleine d'obscurités.



Zur Geschichte
des Landkapitels Bremgarten im XV. und XVI. Jahrhundert.

Von Eduard Wymann.

Kaplan Karl Enzler in Art schenkte 1841 der Stiftsbibliothek Einsiedeln einen Kodex, der gemäß Inhalt und Einlagen das ältere Archiv des Landkapitels Bremgarten darstellt und den uns H. Hr. Pater Gabriel Meier gütigst zur Benützung übermachte.

Die Papierhandschrift ist im Geschichtsfreund (Band XXIV, 123) von P. Gall Morel näher beschrieben und teilweise veröffentlicht worden. Dieses Manuskript entstund zwischen 1470 und 1472 in der offenkundigen Absicht, alles was man bei den Kapitelsversammlungen jeweilen brauche, in einem bequemen Band zu vereinigen. Daher findet sich in dieser Kollektion nicht nur eine Agenda mortuorum (Totenoffizium) mit Noten, sondern nebst den ständigen Meßgebeten auch ein Officium misse de sancta Trinitate, de Passione Christi, de Angelis, de beata Maria Virgine und eine Missa pro animabus mit der üblichen großen Auswahl von Orationen. Das *Gloria* de beata virgine Maria enthält folgende Erweiterungen oder *Tropen :* Domine fili unigenite Jhesu Christe, altissime Spiritus et alme orphanorum paraclite, Domine deus, agnus dei, filius patris, primogenitus Mariae virginis matris. Qui tollis peccata mundi, miserere nobis. Qui tollis peccata mundi, suscipe deprecationem nostram ad Mariae gloriam. Qui sedes ad dexteram patris, miserere nobis. Quoniam tu solus sanctus, Mariam sanctificans. Tu solus dominus, Mariam gubernans. Tu solus altissimus, Mariam coronans, Jhesu Christe. Cum sancto spiritu in gloria dei patris. Amen.

Offenbar zum Erteilen des *Pax* ist bei den Kommuniongebeten der Messe nach der ersten Oration die schöne Stelle eingeschaltet : Pax Christi et ecclesiae habundet in cordibus vestris. Habete vinculum pacis



et caritatis, ut apti sitis sacrosanctis mysterijs Christi. Bei der Kommunion sprach der Priester : Panem celestem accipiam de mensa domini et nomen domini invocabo. Corpus domini nostri Jhesu Christi proficiat nobis in vitam eternam.

Die Votivmesse *de beata Virgine* enthält die heute nicht mehr gebräuchliche *Sequenz :* Verbum bonum et suave etc. In der Osterzeit betete man an gleicher Stelle :

Virgini Mariae laudes concinant Christiani.
O beata domina, tua per precamina, reconciliantur peccatores.
Fiant per te liberi, a fermento veteri, victimae pascalis perceptores.
Da nobis Maria, tua per suffragia :
Aspectu Christi viventis et gloria frui resurgentis.
Tu prece nos pia Christo reconcilia,
Quae sola mater intacta, es genitrix verbi dei facta.
Credendum est, ex te deum et hominem natum, resurrexisse glorificatum.
Hunc credentes surrexisse ex mortuis vere,
Conserva mater nos et tuere.

Von den Personen, die uns hier besonders interessieren, werden an erster Stelle bei Abfassung der Kapitelsstatuten am 2. Oktober 1470 und nochmal in einer Urkunde von 1472 genannt : *Stephanus Mayger, decanus* und *Johannes Keller, camerarius*. Von Dekan Meyer vernehmen wir noch näheres infolge einer Stiftung, die auf S. 44 ins Kapitelbuch eingeschrieben und urkundlich beglaubigt wurde. Sie lautet also :

Ich *Stephanus Mayger*, der zit techan des capitels zů *Bremgarten*, bekenn mit kraft diser geschrift, daß ich fur mich und myn erben in testamentz wyß gemeynen priestern des capitels zů Bremgarten ab mynem *huß hofstat* und *garten* daran, in der undern stat *Bremgarten* unden an der kirchstegen gelegen, ein ewigen guldin geltz, järlich fallent nach mynem tod und abgang uf Sant Martinstag, lediglich geben und gesetzt hab als hernach geschriben staut. Doch wer sach, daß ich daheinest inen einen guldin geltz in ander wiß uslettin by minem leben, damit sol daz obgemelt underpfand geledigет sin one menglichs widersprechen. Beschicht aber daz nit, so sol derselb guldin füro on abloßig daruf stend beliben.

Darumb sollent sy und ir nachkomen mir, mynem vater und můter, ouch allen minen vordern eins ieden jars zway mal, wann sy capitel haltent, *jartag* began alß ander iren vordern. Doch insunderheit sollent sy für uns bitten an der kanzel und darzů lesen zů iedem capitel deß iars *zweymal* diß nachgeschriben *fünf messen*, nemlich eine von der heilige Dryfaltigkeyt, die ander von dem liden Christi, die dritt von unser lieben Frouwen, die vierd von den Engeln, die funft von allen Heiligen.

Die messen sol ein camerer des capitels bestellen von eim an den



andern, das die eins ieden capitels gelesen werden von dem eltisten biß zů dem jüngsten und sol ir ietlichem geben ein schilling haller der münß, so ye zů Bremgarten gät. Und zů wellem capitel sy daz iarzit nit begingen in mäß wie vorstät, so dick daz beschicht, so sol der obgemelt guldin geltz *halb* fallen armen lüten im *siechenhuß* zů Bremgarten und ob yemen darin wär, *armen luten* jm spitäl an ir tisch. [1]

Diß iarzit, wie hie vor stät, hab ich *Johannes Keller*, der zit cammerer deß capitelß, mitsampt allen capitelherren einhelliglich also uf unß und unser nachkomen ufgenommen ze begent trülich on all geverd by pen und gelüpt, wie wir ander unsers capitels statuten zů halten schuldig sind. Und zů warem urkund haben wir zu beden siten techen und capitel daz in unsers capitels bůch in geschrift gestalt und unser insigel darunder offenlich gedruckt uf zinstag nach Sant Michelstag anno domini millesimo quadringentesimo septuagesimo secundo.

Die braunen Spuren eines ovalen Siegels von 5 cm. Höhe und eines Rundsiegels von 2,7 cm. Durchmesser sind noch erhalten.

Auf der Rückseite dieser Urkunde bemerkte der Stifter noch eigenhändig :

Ich *Stephanus Maiger* han das huß, so hie vor verschriben ist, dem capitel Bremgartten ledig vercauft und setz dem capitel ein guldin von mins jarzetzs wegen, wie hie vor stät, uf die fünf gulden järlichs zins, so ich daruf hab nach lut minß hauptbrifs, bis ich dien in ander weg ußleg.

Kammerer Johann Keller folgte dem Stephan Meyer in der Dekanatswürde nach und machte ebenfalls eine Stiftung, wie aus folgendem vor 1508 geschriebenen Eintrag hervorgeht :

Dominus Stephanus Meyer, quondam decanus, ordinavit dici missas : primam de Trinitate, secundam de Passione Christi, tertiam de beata virgine, quartam de Angelis, quintam de omnibus Sanctis. Detur solidus singulis legentibus.

Dominus *Joannes Keller*, decanus, ordinavit, ut dicatur missa una in singulis capitolis de sancto Petro apostolo. Dantur legenti II *β*.

Bald nachher notierte eine andere Hand eine längst im Kapitel bestehende *Strafpraxis*.

Notandum, quod ab antiquo observatum est inter fratres huius nostri capituli Bremgarten, tanquam bona consuetudine introductum, quod

[1] Die ordentlichen Kapitelsversammlungen werden noch jetzt mit Totenoffizium und Seelamt eröffnet und laut Statuten besorgt der jeweilige Kammerer die Persolvierung von zwölf hl. Messen für die verstorbenen Kapitularen, wovon eine für den verstorbenen Dekan Stephan Meier zu applizieren ist.



quemvis subditorum nostrorum, hoc est virum et mulierem super adulterio etc. fornicatione publice commissis etc. aliis excessibus enormibus, ut puta, dies festivos, qui in praecepto sunt, labore servili male consumantibus, habeamus emendare in bannalibus trium librarum hallensium et unius oboli.

Wieder ein anderer Schreiber nennt uns einen Beschluß, der unter Dekan *Heinrich Bullinger*, dem Vater des gleichnamigen Zürcher Antistes gefaßt worden.

Anno domini 1516 consensu domini decani *Henrici Bullinger* et totius capituli constitutum est super absentibus, si qui fuerint, quod sub poena suspensionis debeant plecti ferenda a domino decano, nisi legitima et rationabili causa se excusaverint coram coetu in domino congregato.

Sic decretum est super septem vicinioribus, si non interfuerint vigiliis, quod eidem subiiciantur poenae, quam nec infringi ullo pacto scitum est.

Bullinger, seit 1506 Pfarrer in Bremgarten, wurde 1529 wegen seiner Parteinahme für die neue Lehre seines Amtes enthoben, ging dann nach Zürich, heiratete am 31. Dezember 1529 und starb daselbst den 8. April 1533. (Vgl. *Balthasar*, Helvetia, Bd. I, 95 ff. *Egli*, Heinrich Bullingers Diarium, S. 1 ff. und *Egli*, Analecta reformatoria. Zürich 1901, Bd. II, 162.)

Eine größere Zahl von neuen Kapitularen lernen wir Bl. 45 aus einem Gültenverzeichnis kennen.

Dis ist die gült des capitels Bremgarten 1508vo.

Item herr *Uolrich Süsser*, lütpriester zů Rifferswil, hat gesetzt ein müt kernen geltz; git ein herr von Capell.

Item herr *Hans Schnabel*, lütpriester zů Nüchen, hat gesetz ein lb. haller gelt; stat Zürich nach lut eines briefs.

Item herr *Stephan Meyer*, lütpriester zů Oberwil, dechan des capitels, hat geordnet zwey lb. haller geltz; git ein kilchmeyer zů Bremgarten.

Item herr *Hans Keller*, lütpriester zů Metmestetten, dechan des capitels, hat gesetzt ein guldin geltz an gold; git der Müller.

Item herr *Berchtold Mertz*, lütpriester zů Kam, hat gesetzt dem capitel XV *β* haller geltz; git vogt Rätich.

Item meister *Waltherr Basler*, lütpriester zů Bremgarten und dechan des capitels, hat gesetzt zwei lb. haller geltz; gand us den III guldin geltz, so meister *Hans Schönbrunner* sol.

Item herr *Heinrich Grad*, lütpriester zů Oberwil, hat gesetzt ein halben gulden [1] geltz an gold.

[1] Zuerst hieß es: ein lb. heller.



Item meister *Hans Schönbrunner*, kilchherr zů Zug und dechan des capitels, sol järlich VI lb. haller geltz; mag er ablösen mit LX guldin an müntz.

Item er hat es abgelöst und jnen geben X lb. geltz Zuger wärung uf Erliswand zů Walchwil nach lut und sag eines versigleten briefs; hat jetz jnn der Megger: 1511.

Hinten im Buch steht inwendig auf dem Holzdeckel die ziemlich gleichalte Notiz:

Item her *Hans Gunthert* 1 lb. haller, gefallet uf unser Heren tag, uf dez Walders hus zů Zürich.

Diese vorgenannten Zinsen reichten bald zur Bestreitung der Kapitelsauslagen nicht mehr aus, weshalb *Ammann und Rat von Zug* ihrerseits gestatteten, neue Hilfsquellen zu eröffnen, wie aus nachstehendem Originalbrief hervorgeht.

Unsern grůß und früntlichen willen zůvor. Ersamen wysen lieben und getrüwen.

Vor uns sind erschinen die wirdigen unsere lieben andächtigen, decan und cammerer jn namen und von wägen des capitels uns anzeigt, demnach von gedachtem capitel vergangner zit etwa vil pfarren abgeträtten und sich des geussert. Derhalben sich die järlichen zinsen zůsampt anderm jnkommen desselbigen eben vast geschwechert. Die wil aber sy des jars zweymal nach altem bruch capitel halten solten [1], das aber jnen uß vorerzelten ursachen costens halb zů schwär, haben sy sich in ernantem capitel myt gehaptem rat vereinbart und entschloßen (wanns anderst uns und üch ouch also gfellig) das fürhin *jeder caplan*, so under uns oder üch angenommen, erstlich geben sölle *ein guldin*, darmyt sy ernannt capitel dester baß erhalten und das so von alters har im brůch gsin, erstatten und volnfůren möchten, myt ganz früntlicher pitt, wir jnen harinne bewilligen und sölich ir vorhaben üch ouch zůgschriben welten. Darin wir unsers teils inen wilfaret, mit flissigem begern, ir ouch derglichen tůn wellen, sind sy erbütig, solichs um uns, ouch üch, gegen gott und der zit ganz demůtig zů verschulden.

Uß *Zug*, zinstags vor Frydoliny 1548.

Ammann und *Rat* der statt und ampt *Zug*.

Von dieser Bevollmächtigung wurde offenbar Gebrauch gemacht, denn die alten Statuten von 1470 enthalten an jener Stelle, welche von der Eintrittstaxe handelt, am Rande von der Hand des Stadtpfarrers

[1] Laut Statuten fanden die ordentlichen Kapitelsversammlungen am Dienstag nach dem weißen Sonntag und am Dienstag nach St. Michael statt.



J. Hürlimann die ergänzende Glosse: « Omnium confratrum unanimi voce constitutum est, quod quilibet curatus beneficiatus pro introitu D. Camerario nomine capituli duos florenos spatio 15 dierum dare tenentur, sacellanus autem 1 guldin. »

Für die Personalgeschichte ist das von Dekan Hürlimann angelegte Totenverzeichnis von erheblichem Wert. Leider verzichteten seine Amtsnachfolger nur zu schnell auf die unverdrossene, gewissenhafte Fortsetzung.

Cathalogus

defunctorum confratrum capituli Bremgarten post electionem decani D. Horolani, Rapperschwylensis, curati in Zug anno salutis humanae 1558 [1].

Venerandus et doctus D. *Huldricus Honegker*, antecessor meus in officio decanatus, curatus in Bremgarten et canonicus Beronensis, obiit 19. Aprilis 1558.

D. *Joannes Zollinger*, sacellanus in Bremgarten, obiit 22. Aprilis 1558.

D. *Jacobus Gyrthanner*, obiit 6. April anno domini 1558, sacellanus in oppidulo S. Andreae in Cham.

D. *Joachim Schilling*, curatus in Lunkhoffen, conventualis in Muri, obiit 12. Februarii anno salutis 1559.

Nun folgt offenbar die Hand Vogts, der erst 1572 Versäumtes, soweit noch möglich, nachholte.

D. *Joannes Offner*, decanus, pastor in Chom, anno 1564.
D. *Thomas Nägeli*, rector in Baar, camerarius, anno 1568.
F. *Thomas Trübman*, pastor Bremgartinus, anno 1568.
D. *Joannes Gyger*, pastor in Frowental, anno 1569.
D. *Jacobus Schenckli*, pastor in Oberwyl, anno 1565.
D. *Tobias Schatt*, rector in Oberwyl, anno 1565.
D. *Jacobus Zolliger*, sacellanus in Bremgarten, anno 1570, die 25. Martii.
D. *Cuonradus Häring*, primissarius in Zug, anno 1568.
D. *Michael* von Remondt. [2]
D. *Joannes Christen*, decanus, pastor in Oberwyl, 1572.
D. *Joannes Bronbüler*, rector in Bremgarten, 1572.
Joannes Eichholtzer, primissarius.

[1] Am Rande lesen wir hier, wahrscheinlich von der Hand des Dekans Gregor Vogt, den Einschiebsel: « In Verkündung diser namen gedenkend alweg H. Stephan Meyers et parentum eius, olim decani huius capituli. »

[2] Dieser Name bedeutet wohl eine Korrektur zum vorausgehenden, aber jetzt durchgestrichenen Eintrag: D. Jacobus von Remund.



D. *Wolfgangus Weidmann*, rector in Chom.
D. *Uolricus Guman*, früemeßer zů Bremgarten gsin.
D. *Rudolphus Ursprung*, rector in Lungkhoffen.
D. *Haymon*, capplan zů Sant Wolffgang (Kanton Zug.)

Am Schlusse des Buches und der Diözesanvorschriften fügte Dekan Hürlimann noch eine kulturhistorisch beachtenswerte Ergänzung hinzu.

Contra blasphemos sacerdotes illud Augustini addere licuit et etiam placuit, ut blasphemiae vitium per decanum et confratres extirpari possit.

Possidonius in vita divi *Augustini*, et habetur primo tomo operum eius cap. 25.

Cum Augustino semper clerici una etiam domo ac mensa sumptibusque communibus alebantur et vestebantur, et ne quisque facile iuratione etiam ad periurium decidisset et in ecclesia populo praedicabat et suos instituerat, ne quis iuraret nec ad modicum quidem, quod si prolapsus fuisset, unam de statutis perdebat portionem. Numerus enim erat suis secum commorantibus et convivantibus poculorum praefixus.

Augustinus wurd ietz wenig Tischgenger finden.

Joannes Horolanus, decanus, Zug, scripsit 1559.

BEILAGEN.

I. Quittung vom 7. Januar 1498 für das Subsidium caritativum und Absolutionsvollmachten.

Ego *Gebardus Bernhardi*, capellanus abbatie thuricensis, reverendi in Christo patris et domini domini Hugonis, dei et apostolice sedis gratia episcopi Constantiensis, jurium episcopalium collector ac subsidii caritativi ab honorabili viro domino Uolrico Alber collectore, subcollector deputatus, fateor per presentes, me recepisse et imbursasse pro parte venerabilium dominorum decani, camerarii singulorumque confratrum capituli decanatus *Bremgartensis* centum libras hallensium occurrentis subsidii caritativi ad festum sancti Martini debitas. Unde praefatum decanum, camerarium singulosque confratres eiusdem decanatus eorumque successores universos de eisdem, ut praemittitur, solutis quitto et absolvo.

In cuius rei testimonium sigillum meum proprium presenti duxi imprimendum.

Datum *Thuregi* anno domini M° CCCC° nonagesimo octavo, die VII mensis Januarii, indictione prima.



* * *

Reverendissimus dominus noster, dominus Constantiensis, de gratia speciali vobis domino decano indulsit et concessit facultatem, ut quemlibet clericum in sacris sub vestro decanatu constitutum, hiis demptis, contra quos fiscalis actionem intentavit, a concubinatus et fornicationis criminibus et delictis publicis et occultis hac vice in forma ecclesie consueta absolvendi et poenitentias salutares iniungendi, prout hactenus in sinodis episcopalibus concessum dinoscitur, dummodo tamen quis irregularitate ad hoc divina celebrando se non contaminaverit, quem ad se vel suum vicarium voluit remitti, facultate huiusmodi ad unum mensem a tempore publicationis et non ultra valitura.

Papierurkunde von 15,5 × 21 cm., aufgeklebt auf den vordern Holzdeckel. Das aufgedrückte grüne Wachssiegel von 2,5 cm. Durchmesser ist noch ziemlich gut erhalten. Der Wappenschild enthält links einen Halbmond, rechts drei Kugeln. Kaplan Bernhardi erscheint auch im Vierwaldstätterkapitel zwischen 1489 und 1502 wiederholt als Einzüger bischöfl. Steuern. Die detaillierte Aufzählung der besteuerten Pfründen steht im Geschichtsfreund, Bd. XXIV, S. 133.

II. Die Reservatfälle des Bistums Konstanz.

Am Schlusse der von Bischof Hermann von Landenberg (1466–74) erlassenen Diözesanstatuten, die vielfach nur Bestätigungen der Dekrete seiner Vorgänger Heinrich von Höwen (1436–62) und Burkards von Randeck (1462–66) sind, stehen in unserem Bande die Reservatfälle verzeichnet, welche bei Schannat und Hartzheim (Concil. germ. V, 470) fehlen.

Insuper omnibus presbyteris curatis et non curatis nostrarum civitatis et dyocesis inhibemus, ne de casibus episcopalibus nobis reservatis, quos duximus inferimus (inferius ?) adnectendos, intromittere audeant, sed ad nos seu vicarium nostrum omnes infrascripti remittantur, decernentes absoluciones per eos absque speciali nostra vel vicarii nostri in casibus huiusmodi praeterquam in mortis articulo factas, viribus penitus carere.

Remittantur itaque in casibus subscriptis pro absolucionibus.

Item rebaptizatus, reordinatus et reconfirmatus.

Item qui matrimonia post sponsalia iurata, cum alia quam sponsa, contraxerit.

Item mulier, quae antequam certificaretur de morte mariti, cum secundo contraxerit.

Item qui virginem defloraverit, oppresserit vel rapuerit.

Item opprimens aut negligens propriam prolem.

Item si sterilitatem aut abortum procurans.

Item homicidium facto, praecepto, consilio, consensu, auctoritate propria vel auctoritativa exhortacione seu quovis alio modo committens.



Item votorum transgressores.

Item ille, cui poenitencia solemnis fuerit iniungenda.

Item symoniacus, usurarius, raptor, sacrilegus, latro.

Item ecclesiam consecratam sanguinis vel seminis effusione polluens.

Item cimiterii vel emunitatis ecclesiastice violator.

Item quilibet irregularis.

Item sacerdos proditor confessionis.

Item celebrans in ecclesia interdicta vel altari non consecrato, aut mobili sine licencia vel sine indumentis aut non ieiunus.

Item non ordinatus celebrans, aut ministrans in ordine non suscepto.

Item sacerdos, cuius negligencia vel culpa aliquid inhonestum vel scandalum circa sacramenta evenit.

Item quilibet deiurans vel veniens contra suum iuramentum.

Item falsarius litterarum vel monetarum.

Item quilibet manus iniciens in patrem vel matrem violentes.

Item quilibet coniugatus contrahens cum secunda, vivente prima, vel intrans religionem aut recipiens sacrum ordinem, coniuge invita et econtra.

Item coniunx (!), qui vel quae in mortem coniugis effectualiter machinatus vel machinata fuerit.

Item scienter coïens cum infideli.

Item promotus per alium quam per proprium episcopum sine licencia.

Item furtive aut per saltum vel extra statuta tempora promotus.

Item excommunicatus vel suspensus a divinis aut interdictus in ordine suo, ministrans vel taliter ligatus aliquem ordinem suscipiens.

Item scienter sepeliens corpus excommunicati in cimiterium vel non excommunicati tempore interdicti.

Item abutens quolibet sacramentis ecclesiae, puta hostia, crismate vel alia re sacra.

Item omnis adulter vel adultera saltem publicus vel publica, eciam in occultis per episcopum.

Item quilibet scienter baptisans propriam prolem, vel illam tenens in baptismo aut confirmacione.

Item omnis haereticus aut fautor seu participator haereticae pravitatis.

Item quilibet criminosus (spätere Erläuterung: id est plenus facinoribus enormibus.)

Item quilibet cum sanctimoniali coïens.

Item clamdestine (!) contrahentes, nisi infra tempus statuti supra nominati solemnizaverint.

Ein solches Verzeichnis aus dem Ende des 15. Jahrhunderts liegt auch in der Kapitelslade des Vierwaldstätterkapitels.





Introduction de la Réforme par le « Plus » dans le bailliage d'Orbe-Echallens

Par E. Dupraz.

(Suite.)

TROISIÈME PARTIE

Cinq paroisses conservaient encore une majorité catholique. Berne voulait une victoire complète. Le catholicisme ou la messe avaient disparu de tout le Pays de Vaud, du Bailliage de Grandson et d'une partie de celui d'Orbe-Echallens ; était-il possible que quelques pauvres paysans pussent résister toujours à sa volonté et à sa puissance ? Hélas ! Grâce au *Plus*, deux paroisses devaient encore succomber dans la lutte, mais les trois autres, où la votation ne put être organisée, conservèrent l'ancienne foi, tout en concédant la cojouissance de l'église à la minorité protestante. La résistance des catholiques fut enfin soutenue par Fribourg avec une énergie dont elle n'avait pas donné l'exemple jusqu'ici. Elle avait sa source dans un réveil de la foi suscité par ces hommes éminents qui furent le prévôt Schneuwly, le nonce Bonhomius et surtout le P. Canisius.

Les paroisses du bailliage furent visitées aussi et desservies par des religieux, en particulier des Cordeliers et des Jésuites. Elles bénéficièrent ainsi du mouvement provoqué dans la Suisse catholique par la contre-réformation, commencée par le Concile de Trente et poursuivie avec tant de zèle jusque dans les cantons suisses par saint Charles Borromée, et dans notre diocèse par ses dévoués serviteurs de Dieu et de l'Eglise nommés ci-haut. Cette fidélité nouvelle des seigneurs de Fribourg aux principes catholiques se manifesta surtout dans les décisions des Conseils et dans la résistance aux manœuvres de Berne, de ses baillis et des prédicants. Fribourg, pour défendre la cause catholique dans le bailliage, ne craignit pas de se dresser en armes en face



de sa rivale. La guerre ne fut évitée que grâce à l'intervention en particulier de Zurich et de l'ambassadeur de France.

Dans cette troisième partie, nous publierons de nombreux documents, les uns *in extenso* et d'autres résumés.

En les lisant, on assistera à un drame religieux des plus émouvants et on se convaincra que, si le catholicisme a pu survivre dans trois paroisses à cette lutte violente de deux siècles (1531-1725), Dieu a eu pour l'avenir des desseins providentiels [1].

Les premiers documents suivants donnent une idée de la situation des paroisses encore catholiques, à la fin du XVIme siècle. Les curés y avaient à peine des moyens de subsistance. Ils étaient ensuite, sous les baillis bernois, en butte à la malveillance et à toutes espèces de persécutions. Aussi ils y séjournaient peu de temps et il était difficile de trouver des prêtres qui voulussent accepter ces postes de combat et de faim. Voici une lettre du bailli Pierre Heydt pour repourvoir à la desservance de la paroisse de Penthéréaz.

« A mes Seigneurs et Maîtres,

Je viens vous avertir avec toute la soumission et l'obéissance que je vous dois, que le desservant de l'église de Penthéréaz va prochainement quitter sa cure. J'ai apporté tous mes soins pour le remplacer, mais sans succès. Je viens donc, au nom de vos fidèles sujets, vous prier de faire en sorte de leur trouver, pour le temps de Pâques prochain, un serviteur de l'Eglise respectable, vertueux, pieux et savant, qui maintienne ceux qui lui seront confiés dans la vraie et ancienne foi catholique dans laquelle ils ont, grâce à Dieu, jusqu'à présent, la volonté de vivre et de mourir. Les revenus de la cure consistent en six voiturées et en huit chars de foin. Par le manque de culture et la négligence apportée aux travaux, le nouveau desservant n'aura point de dîmes, au moins pendant un an, car il ne peut compter sur ses paroissiens à cause de leur pauvreté. C'est peut-être une des causes pour lesquelles aucun prêtre n'a voulu jusqu'ici accepter le poste. Mes Seigneurs, nous

[1] En 1531, le 29 septembre, Jean de Watteville et Jacques Tribolet donnent, au nom de Berne, les ordres suivants : « A ceux de Poliez-le-Grand et d'Echallens qui résistent à la nouvelle doctrine, il faut parler sévèrement pour leur faire comprendre qu'ils doivent laisser prêcher librement la parole de Dieu dans toutes les églises paroissiales. — J. STRICKLER, *Acten Sammlung*, t. III, p. 286.

En 1725, Berne et Fribourg firent un concordat pour mettre fin aux luttes religieuses et rétablir la bonne harmonie entre les deux confessions.



comptons beaucoup sur vous pour venir en aide à celui que vous nous enverrez, espérant que vous lui donnerez de la graine et autres denrées. Vos fidèles sujets se confient en votre secours paternel et se recommandent humblement à votre bonté. Ils implorent le Seigneur, notre Dieu, pour qu'Il conserve et augmente vos biens spirituels et terrestres.

Votre serviteur dévoué et obéissant,

PIERRE HEYDT.

Château d'Echallens, 16 mars 1578 [1].

1582, 5 septembre. Loys Nochet, qui a été déclaré capable par le prévôt de Fribourg, est nommé à la cure vacante d'Echallens. Ordre est donné au bailli Ulrich Koch de le mettre en possession des biens de la dite cure [2].

26 septembre. Comme Loys Nochet a quitté peu après la paroisse d'Echallens, le Conseil de Fribourg nomme à sa place Nicolas de Sanis qui avait déjà desservi l'église quelque temps. Ordre est donné au bailli de le mettre en possession de la cure [3].

Lettre du curé N. de Sanis au Conseil de Fribourg, du 19 avril 1583.

« Aux magnifiques et souverains princes et seigneurs de la ville de Fribourg en Suisse, humble salut de la part de Messire de Sanis, prêtre.

« Sachez, très honorés Seigneurs, que de votre juste et bonne ordonnance m'avez donné vos lettres de mandat adressées à votre bailli d'Echallens pour être mis par lui en possession du bénéfice de la dite cure d'Echallens. Ce qu'il a refusé tout d'abord disant qu'il voudrait qu'il n'y eut ni prêtre ni messe. Il refusa aussi de donner par écrit réponse de vos lettres.

« Puis, avertis du refus, vous avez envoyé un autre prêtre dom Loys pour être lui aussi mis en possession du bénéfice, de même il a été refusé. Il fut même l'objet d'insultes et de blasphèmes comme il peut le dire.

« Se sont ensuite assemblés les hommes des deux communes d'Echal-

[1] Arch. de Frib. Aff. ecclés. *Mélanges*. — Traduit du texte allemand.

[2] *Miss.*, N° 29, p. 247.

[3] *Ibid.*, p. 263. Une lettre du curé N. de Sanis nous donne l'explication de cette double nomination. Il fait rapport au Conseil de Fribourg des vexations du bailli et de l'état de la paroisse. Ce bailli est Ulrich Koch, de Berne ; Pierrefleur l'appelle *Luriscot* « le Jeudi 6me jour de Novembre (1550) prist possession à Orbe du Baillifuage honoré Seigneur Luriscot, natif et hoste de l'enseigne du Faulcon, en la ville de Berne ». (*Mémoires*, p. 261.) Il fut déjà bailli d'Orbe de 1550 à 1555. Il fut l'agent le plus actif pour provoquer et faire réussir le *Plus* à Orbe en 1554. Les violences qui lui sont reprochées à Echallens ne doivent pas étonner.



lens et de Villars le Terroir. Il fut conclu et ordonné au notaire d'Echallens de vous écrire des lettres sur l'élection faite et comme protestation. Ils m'ont fait le porteur et le messager de ces lettres que j'ai d'abord présentées à Mgr le prévôt du Chapitre qui me fit passer un examen en présence des chanoines. M'ayant trouvé capable, il me fit faire profession et serment et m'institua curé et pasteur des âmes d'Echallens et de Villars avec lettres scellées du sceau du Chapitre, lesquelles me dit-il étaient suffisantes sans que j'eusse autre chose à faire.

« De retour à Echallens je demandai au bailli de me mettre en possession du bénéfice. Il refusa de nouveau. Sur cela, je suis revenu auprès de vous pour vous le faire savoir. Le bailli désirant qu'il n'y ait plus ni prêtres ni messe et conduit par l'avarice, il attire à lui tout ce qu'il peut du bénéfice de la cure.

« En premier lieu, il a pris et emporté tous les biens délaissés par les prêtres décédés et morts de la peste, biens qu'ils avaient acquis et épargnés par leur labeur et leur vie sobre ; ensuite il a enlevé tout ce qui était d'ancienneté dans la maison de la cure, tels que tables, bancs, coffrets, buffets et autres instruments semblables comme aussi tout ce qui pouvait servir à un curé pour l'utilité et l'enseignement de la doctrine au peuple, savoir, bibles, recueils d'homélies et de sermons, graduels, antiphonaires, messes, manuels et autres, des *Gloria in excelcis*, *Credo*, *Kyrie*, *Sanctus* et *Agnus* et plusieurs autres ouvrages nécessaires. »

Suit le détail des vexations au sujet des dîmes, le refus du bailli de réparer la maison de la cure.

Il se plaint aussi que les paroissiens veulent astreindre le curé à faire un repas général à la prise de possession du bénéfice, « ce qui ne peut se faire qu'à grande peine et dommage du curé..... Ils devraient regarder à la pauvreté et aux misères qu'endurent les prêtres en ceste terre d'Echallens ».

Il ne peut accepter non plus que les paroissiens obligent le curé à entretenir les ornements, le luminaire, les cordes des cloches, les portes, les vitres des fenêtres des deux églises... « considérant que les Communes ont biens et revenus assez pour y satisfaire sans assujettir le curé. Plaise à vous d'ordonner »[1].

1583. Février 18. Comme aucun prêtre capable ne veut rester à Echallens et que la cure tombe en ruines, on envoie de Fribourg un

[1] Arch. de Frib. Baill. d'Esch. Miscelanea.



Cordelier pour le service religieux. Le Conseil de Fribourg donne ordre au bailli de fournir à ce prêtre l'entretien et le logement nécessaires et de le protéger contre toute méchanceté et raillerie à cause de son froc. Il est ensuite commandé au bailli d'amasser des matériaux pour la reconstruction ou réparation de la cure [1].

30 Avril. Il est ordonné aux communes et aux particuliers du bailliage de faire sans retard et sans refus les charrois et les travaux en vue de la reconstruction ou réparation de la cure [2].

24 juillet. Le Conseil de Fribourg donne ordre au bailli de mettre en possession de la cure d'Echallens dom Claude Gauthier, nommé à la place de dom Barthélemy [3].

1584. 22 Février. Ordre au bailli d'Echallens de mettre formellement en possession du bénéfice le nouveau curé d'Echallens et de lui avancer trente florins [4].

1585. 26 Juin. Le bailli est réprimandé pour avoir déplacé la chaire du prédicant et proféré contre le curé des paroles outrageantes [5].

1591. 4 novembre. Vu qu'on a accordé par pure grâce au curé d'Echallens six sacs de blé et dix florins, le Conseil de Fribourg donne ordre au bailli (Hans Rod. de Bonstetten) de laisser reposer cette pension jusqu'à ce qu'on sache d'une manière certaine si et comment le curé peut subsister avec les biens de la cure [6].

1592. Juin. Ordre donné au bailli de payer exactement au curé d'Echallens et autres ecclésiastiques leur pension depuis le jour du dernier recès [7].

1595. 31 Août. Dom Claude Blanchard ayant été nommé à la cure vacante d'Echallens, ordre est donné au bailli de le mettre en possession de la cure et du revenu [8].

On lit dans l'Histoire du Collège de Fribourg qu'en l'année 1597 des Pères Jésuites ont été très souvent envoyés pour prêcher dans le bailliage d'Echallens [9].

[1] *Miss.*, N° 29, p. 332.
[2] *Ibid.*
[3] *Ibid.*
[4] *Ibid.*, N° 30.
[5] *Miss.*, N° 31, p. 213.
[6] *Ibid.*, N° 34.
[7] *Ibid.*, N° 34.
[8] *Ibid.*, N° 35.
[9] *Hist. collegii Friburgensis.* Bibl. cant. de Frib.

1599

Le 7 mai 1599, le curé d'Echallens, C. Blanchard, écrit à un personnage ecclésiastique, qu'il appelle Votre Révérence, probablement le Prévôt du Chapitre de Fribourg ou le Vicaire général du diocèse. Sa lettre, en un latin très correct, donne de tristes renseignements sur la situation religieuse et matérielle des trois paroisses de Bottens, de Penthéréaz et de Poliez-le-Grand, dont il a fait la visite par ordre de l'autorité. En voici un résumé :

« J'ai visité en premier lieu l'église de S. Claude de Bottens, où je n'ai trouvé que très peu d'objets du culte ; le chœur n'a nulle part d'ornements ; il y a peu de chasubles. Le Corpus Christi est sur l'autel, quoique j'aie dit déjà une fois de ne point l'y laisser. Les fonts baptismaux ne sont pas fermés : les paroissiens comme ceux de Poliez-le-Grand ont promis de le faire. L'église de Poliez-le-Grand est mal entretenue ; le chœur est noir comme si un charbonnier y avait travaillé. Il y a trois chasubles, dont deux blanches. Le curé de ces deux paroisses est très négligent, contumace. Il fréquente les tavernes (pintes), où il dilapide presque tous ses biens surtout avec les hérétiques [1]. Quant à dom Nicolas de Penthéréaz, il a eu jusqu'ici une excellente conduite, mais l'église du dit lieu ressemble en quelque sorte à une caverne. Le calice est de plomb. Le bailli à qui la chose a été plusieurs fois recommandée ne veut rien omettre pour réparer ces édifices. Votre Révérence pourra lui en parler dans son prochain voyage à Fribourg. La première chose à faire sera de blanchir les églises de Poliez-le-Grand et de Penthéréaz ; on s'occupera des autres en temps favorable. Quant à la cure d'Echallens, le bailli m'a promis de la reconstruire cette année, parce qu'il y a nécessité ; celle de Bottens menace ruine, et déjà une partie s'est écroulée. Les gens de Poliez-Pittet sont contents de transporter leurs morts dans un lieu consacré, n'ayant pas de place spéciale près de la chapelle de Sainte Marie-Madeleine. Afin que ceux de Poliez-le-Grand ne les en empêchent pas, les seigneurs de Fribourg feraient bien d'envoyer à ce sujet une lettre au bailli. Je n'ai pas de chasuble rouge, ni verte ; je vous serai très reconnaissant si vous m'en envoyez pour les deux

[1] Le nom de ce prêtre, d'une conduite si blâmable, n'est pas connu. Pendant un certain temps, le même curé desservait les deux paroisses de Bottens et de Poliez-le-Grand.



églises d'Echallens et de Villars, comme aussi pour toutes les autres. Les calices de Bottens et de Poliez ont été purifiés. Notre nombre de catholiques est toujours le même. Ils sont de plus en plus attachés à leur foi. » 7 mai 1599.

Votre serviteur très fidèle et dévoué,

C. BLANCHARD [1].

Dans une lettre du 31 octobre 1599 aux Seigneurs de Berne, le doyen de la Classe des ministres de Grandson, Jean Torel, réclame en faveur des réformés à qui le bailli a imposé des contributions pour les objets qui servent exclusivement au culte catholique, et qu'ils considèrent comme « idolâtries papistiques ». Ils consentent bien à payer pour l'entretien du bâtiment de l'église et des objets dont ils se servent en commun, mais non pour les croix, bannières, chasubles, etc. Des contributions ayant déjà été versées, il demande que le bailli les restitue pour qu'elles servent à l'achat d'objets pour leur culte, tels que coupes à l'usage de la Cène, etc. [2].

1600

L'année 1600 fut particulièrement occupée par la question du partage des bailliages mixtes. Fribourg le demandait, parce qu'elle y voyait un moyen de mettre fin aux fatales conséquences du *Plus*, et de conserver ainsi plus facilement la religion catholique dans les paroisses où elle comptait encore des partisans. Berne s'y opposa avec énergie, malgré l'intervention des cantons suisses dans les Diètes de Lucerne et de Baden, car avec la votation confessionnelle elle pouvait espérer d'arriver à l'extinction du catholicisme tout en maintenant sa souveraineté sur les bailliages [3].

1601

6 novembre. Le curé d'Echallens rapporte au Petit Conseil de Fribourg comment le bailli bernois (Bernard von Werdt) s'y prend et à quels moyens il a recours pour pousser les ressortissants catholiques à apostasier, par quels artifices il veut les y forcer ; il cite les railleries

[1] Bibl. séminaire de Frib.

[2] Arch. cant. vaudoises. *Tschertlitz Bücher*, page 261.

[3] Voir sur cette question du partage des bailliages, BERCHTOLD, *Hist. du Canton de Fribourg*, tome II, page 289.



et les injures qu'il débite contre la religion catholique. Il l'accuse de chercher à concilier les parties, quand il s'agit de cas criminels, et de recevoir de l'argent des malfaiteurs, et cela contre son serment et contre les traités. Il dénonce également comment le fils d'un pasteur a injurieusement jeté à terre des tableaux dans l'église d'Assens. Le Petit Conseil charge les Conseillers Henri Lamberger et Martin Lary d'aller faire une enquête sur les lieux, au sujet de ces plaintes. Ils devront faire un rapport, et si on en constate la vérité, ce magistrat sera puni et même destitué [1].

29 décembre. Lettre du bailli B. de Werdt à Berne. Il parle d'abord des contributions imposées aux réformés pour le culte catholique, cierges, huile, etc. Il en a demandé l'abolition à Fribourg. Le Conseil répond qu'il faut s'informer des anciens usages, demander les comptes des anciens gouverneurs, et envoyer à Fribourg le résultat de ces informations. Le bailli est allé comme il le dit à Assens à cet effet ; l'enquête fut renvoyée à plus tard. De Werdt réunit chez lui quatre évangélistes et quatre catholiques pour leur demander quelles étaient les coutumes d'autrefois. Un rapport du 4 janvier 1602 donne le résultat de l'enquête. Les gouverneurs des communes d'Assens, d'Etagnières, de St-Barthélemy et de Bioley-Orjulaz firent leurs dépositions. Il était d'usage qu'en un certain jour de l'année, on fît une mise du bâton du Saint Patron, qui était porté en procession ; cette mise se payait en livres de cire qui servaient à entretenir le luminaire de l'église. Si la quantité n'était pas suffisante, les communes fournissaient le surplus. Le gouverneur d'Assens, Guillaume Chaulaz, dépose que, pendant ses 44 années de fonctions, le bâton de saint Germain avait été misé ; lorsque la quantité de cire était insuffisante, les *bonnes maisons* donnaient le reste. Une seule fois, la commune dut en payer une livre.

Antoine Ducret d'Etagnières déclare que pendant 44 ans qu'il a été gouverneur, il a toujours vu que le bâton de saint Laurent se misait pour avoir la cire nécessaire, et que les communes n'avaient jamais été dans l'obligation d'en payer.

Le gouverneur de Goumoëns-le-Châtel, Pierre Crostaz, constate le même usage dans l'église de St-Barthélemy, depuis 26 ans.

Claude Maillet, officier de Bioley-Orjulaz, fait la même déposition et ajoute que le surplus de cire restait au profit de la commune [2].

[1] *Man.*, N° 152.
[2] A. C. V., *Tsch. Bücher*, p. 271. — Cette coutume de la mise du bâton ou

1602

L'année 1602 fut particulièrement agitée. Le bailli Bernard de Werdt essaya *tous les moyens* pour arriver à une votation. Il fut particulièrement aidé par les pasteurs et par quelques zélés partisans de la réforme. Les seigneurs de Fribourg purent momentanément s'opposer à ces tentatives. Ils agirent avec une vigueur qui contraste avec le passé.

13 mars. Il parvient au Petit Conseil de Fribourg des rapports sur des manœuvres pour extirper notre sainte Religion à Bottens. Les deux curés sont priés de faire connaître le fondement de ces rapports et les noms des accusés [1].

22 avril. *Pratiques* ou manœuvres dans le bailliage.

En offrant un souper à ses paroissiens, le pasteur de Poliez-le-Grand les a engagés à organiser le *Plus*. Depuis lors on met tout en œuvre pour extirper nos saintes croyances.

Pour obvier à un si grand malheur, les députés Lamberger et Lary font leur rapport sur ce qu'ils ont vu à Echallens et ailleurs. D'abord en ce qui concerne le lieutenant baillival, celui-ci les a avertis que le bailli était déjà informé de tout, qu'il a préparé sa réponse.

Le premier article de leurs instructions portait qu'il fallait chercher à mettre la paix entre le curé et le pasteur d'Echallens. Lorsqu'on a voulu les convoquer à un rendez-vous, tantôt le pasteur, tantôt le curé faisait défaut, de telle sorte qu'il fut inutile de tenter la réconciliation des parties.

Le second point portait que le bailli amenait avec lui les huissiers entendre les sermons dans le temple protestant et se permettait de les détourner de leur foi. Le bailli a répondu en souriant qu'il n'allait

statue du patron ou titulaire d'une église ou chapelle existe encore dans les paroisses catholiques du district d'Echallens. On y a ajouté la croix, les bannières, le dais, etc., que l'on porte dans les processions. Le plus offrant a l'honneur de les porter. Le produit sert aux frais du culte. Autrefois, l'unique mise du bâton ou statue du patron se payait en livres de cire. Celle-ci servait à confectionner les cierges à l'usage de l'église ou de la chapelle. La commune, qui était chargée des édifices et de l'entretien du culte, bénéficiait du surplus ou devait compléter le luminaire, si le produit de la mise n'était pas suffisant. Lorsque les paroisses se divisèrent en deux confessions, avec la cojouissance des églises, chacune d'elles ou les deux Etats étaient chargés de la conservation des églises et pourvoyaient aux frais du culte. C'est dans ce but que Fribourg voulut faire ces impositions aux ressortissants du bailliage.

[1] *Man.*, N° 153.



jamais seul à l'église, mais qu'il se faisait toujours accompagner par quelqu'un pour chasser les chiens.

Sur le troisième article concernant le fils du pasteur d'Assens qui aurait, au moyen d'une arme, frappé des tableaux, le bailli a répondu qu'il n'avait pas reçu de plainte à ce sujet. Cette accusation ne pourra pas être prouvée.

Le quatrième article relatif à la rançon des prisonniers qui ont été relâchés par jugement et qui se sont engagés envers lui pour la somme de cent ducatons, le bailli a d'abord nié et demandé à connaître ses accusateurs et comment on veut procéder contre lui. Il a cependant reconnu avoir fait dresser des obligations, mais c'était, a-t-il dit, pour des cens et des ventes en blé qu'il voulait leur donner. Si l'on prend cela en mauvaise part, il lâchera les obligations.

Quant au cinquième et sixième point concernant les frais *frustraires* qu'il aurait fait supporter à une femme et à d'autres prisonniers, ils ont été dépensés avec le tribunal et en repas.

Pour ce qui concerne la gratification de deux tonneaux de vin qu'il a reçus dans la faillite du seigneur d'Arnex, il l'avoue, mais, dans ce cas particulier, il n'a pas agi contre la justice et ce qui a été usité et fait par d'autres ; ils avaient aussi reçu des gratifications sans qu'on eût fait pour cela des enquêtes.

Ensuite de ce rapport, des députés Lamberger et Sary, le Petit Conseil a d'abord éprouvé un grand regret et un vif mécontentement de ce que le bailli bernois avait été déjà informé de ces affaires. Ainsi, il n'y avait pas de discrétion parmi les membres du Petit Conseil, c'est pourquoi il charge les quatre bannerets de rechercher d'où provenait l'indiscrétion, d'examiner le mode actuel de votation et de le supprimer. Les deux mêmes députés entendront les témoins et verront s'il y a possibilité de prouver d'une manière certaine les accusations. Cela fait, ils auront le pouvoir de citer ici à Fribourg le bailli lui-même, le pasteur ou d'autres personnes. Au reste, ils agiront selon leur sagesse [1].

Avril 23. Sourdes menées a Echallens.

Le Petit Conseil de Fribourg apprend des curés de Penthéréaz et d'Assens qu'Antoine Grobbet et l'huissier font de nombreuses intrigues et sollicitations pour que dans toutes les localités du bailliage où il reste

[1] *Man.*, N° 153.



des catholiques il y ait un *Plus*. Ces prêtres demandent que pour prévenir un si grand malheur on prenne des mesures afin que les pauvres gens puissent être maintenus dans leur ancienne foi.

Comme dans la séance d'hier le Conseil s'est occupé de semblables menées qui auraient eu lieu à Poliez-le-Grand, et qu'il se révèle maintenant que les mêmes choses se passent à Penthéréaz et à Assens, les deux conseillers Lamberger et Sary qui ont été désignés pour se rendre sur les lieux devront partir à cheval au plus tôt. Ils chercheront à s'informer auprès des sujets soit catholiques soit protestants pour connaître les auteurs de ces manœuvres. Ils auront le pouvoir de les citer ici à Fribourg, que ce soit les pasteurs, l'ingrat Duret, le bailli lui-même ou des particuliers. Ils leur donneront un terme très court pour arriver ici afin qu'ils n'aient pas le temps d'aller demander des conseils ailleurs. A cette occasion, les deux députés sont chargés de relever et de restaurer les croix qui sont tombées par suite de leur vétusté.

Comme grâce à Dieu, tout danger de guerre est passé et que l'argent de guerre réuni par les communes et remis entre les mains du bailli y reste sans emploi, les deux députés sont chargés de le leur faire rendre. Ils emploieront ce moyen pour gagner leur faveur et empêcher la votation. Ils mettront comme condition que cet argent soit placé à intérêt au profit des communes et sur de bons titres, bien hypothéqués ou garantis par de solides cautionnements, remboursables en bonnes espèces un mois après le premier avertissement [1].

En avril 1602, sans indication du jour, Fribourg adresse à Berne la requête suivante qui se rapporte à ces mêmes faits :

« *Plaintif* de Messieurs de Fribourg contre les ministres d'Echallens (Bailliage).

« Considérant le devoir, obligation, foi, obéissance et respect que les ministres doivent à Leurs Excellences, trouvent qu'ils ont à icelles contrevenu et prévariqué par entreprise du *Plus* sans leur avertissement. Et pour venir à bout de leurs intentions se sont servis de secrètes pratiques, ruses et menées, entreprenant voyages et visitations çà et là en divers villages vers leurs adhérents. Couvrant leurs déportements par excuses controuvées, simulations et mensonges non seulement s'en servant eux-mêmes, mais aussi étant auteurs et conseillers à d'autres de faire le semblable.

« En outre, pour couvrir leur entreprise de quelque beau manteau

[1] *Man.*, N° 153.



ont bien été si présomptueux que d'avancer sans fondement que c'était le vouloir du magistrat qu'on fît le *Plus*.

« Et au lieu que le *Plus* doit procéder du propre mouvement des sujets, sans pratiques, instigations ou sollicitations, les ont tâché à suborner non seulement par belles paroles (comme en payant du vin) et apparente liberté, à savoir qu'ils seraient déchargés des coupes de moissons, corvées et autres devoirs qui ne leur appartiennent aucunement, s'attribuant présomptueusement la disposition et autorité de ce qui est de droit des Supérieurs.

« Mais aussi usant quant et quant de menaces et force envers les pauvres sujets, à savoir qu'ils seraient excommuniés et qu'on leur refuserait la cène et que c'était le temps que tous fallaient abjurer la Sainte Messe, à quoi les ont instigués.

« Et pour témoigner l'honnêteté de leur déportement et pour connaître de quelle façon ils procèdent quand sur leurs illicites sollicitations leur est répondu qu'il faut assembler la commune qui est la voie ordinaire à résoudre telles affaires, ne le veulent permettre, mais tâchent de gagner, suborner et pratiquer secrètement l'un après l'autre et en dressant leurs rôles et listes qu'est un monopole et circonvention voire trahison manifeste.

« Et pour les gagner sont bien si présomptueux qu'en leur particulier entreprennent de changer et altérer la règle pratique et de promettre immunité du consistoire, que n'est de leur puissance et contraire à l'ordre établi par la souveraineté de Berne.

« Et pour animer les sujets contre Messeigneurs qui par justes motifs ont voulu prévenir à quelque danger, imposant quelques préparatifs de guerre aux sujets qui doivent suivre leur bandière, ils prennent de cela argument pour les rendre odieux envers leurs sujets.

« Des quels points étant tous bien prouvés et vérifiés se peut facilement comprendre de quelle façon les ministres y ont procédé et comme ils n'ont tâché que de rendre les sujets animés envers Messeigneurs, d'où est aussi procédée la rebellion et désobéissance qu'ils ne sont comparus au jour assigné, de quoi leur est demandée la raison de telle contravention et désobéissance [1]. »

(*A suivre.*)

[1] *Tscherlitz-Bücher*, p. 223*b*.





Das vereitelte Projekt, das Chorherrenstift Schönenwerd nach Olten zu transferieren.

Von Mgr. L. R. SCHMIDLIN.

Bevor wir in diesen merkwürdigen Translationshandel, der vom Jahre 1692 bis zum Jahre 1714 sich hinschleppte und die Chorherren in Werd in Spannung und Atem erhielt, eintreten, mag es von Nutzen sein, dem Leser die Gründung und die Kollaturverhältnisse des Stiftes Schönenwerd — Clarowerda — in Erinnerung zu bringen und die diesbezüglichen Notizen des P. Alexander Schmid in seinen solothurnischen Kirchensätzen (Seite 55) zu erläutern und zu ergänzen.

Wann und von wem das Marianische Kollegium des hl. Leodegar in Schönenwerd, früher ein Benediktinerklösterlein, gegründet worden ist, läßt sich nicht mehr mit Sicherheit angeben. Direkte Gründungsdokumente fehlen.

Im Werder Stiftsarchive, welches nach der Aufhebung des Gotteshauses dem Staatsarchive in Solothurn einverleibt worden, lesen wir die Bemerkung im Urkundenbuche, daß im Laufe der Kriege zwischen Oesterreich und der Eidgenossenschaft im XIV. Jahrhundert diesbezügliche Dokumente verbrannten, daß nach Einigen das Stift vom hl. Leodegar (616–678), Bischof von Autun selbst, nach andern von einer edeln Herrin von Froburg oder von den Grafen von Falkenstein oder von den Freiherren von Gösgen gegründet worden sei. Der Chronist Franz Hafner nennt in seinem Solothurner Schauplatz (II, 374, 386) die Grafen von Froburg «Fundatores» der Stifte Werd und Zofingen. Das Klösterlein Werd war aber schon vorhanden, bevor die Froburger



urkundlich auftreten. Der Stiftspropst von Werd, Urs Viktor Vogelsang († 1781), schreibt im Eingange seines c. 1780 in lateinischer Sprache verfaßten dickleibigen « Chronicon Werdense conscriptum », es hätten, nach einer Schrift des Chorherrn Johann Barzäus († 1660) über den Ursprung des Benediktinerklösterleins Werd, zwei Brüder im Aargau, der eine das Schloß Gösgen [1], der andere das Klösterlein Werd gebaut. Belege aber hiefür werden keine angegeben. Vogelsang hat ein reiches Material von Urkunden vom Jahre 773 an zusammengetragen, von welchen aber gerade die ältesten aus dem VIII. und IX. Jahrhundert unser Werd nichts angehen. Vogelsang ließ sich durch Grandidier irreführen.

Philipp Andreas Grandidier, Sekretär und Archivar des « großen Cardinals » und Bischofs von Straßburg Louis Constantin de Rohan (1756–1779), und Trudpert Neugart kopieren, ersterer in seiner Geschichte der Kirche von Straßburg [2], letzterer in seinem « Codex diplomaticus » [3], das Testament des Bischofs Remigius von Straßburg (776–783) vom 15. März 778, welcher berichtet, daß ein Bischof Radbert (Rapert) ohne bestimmten Sitz, vielleicht ein Aargauer, auf seinem Eigengute auf einer Insel der Aare (super fluvium Araris) im Aargau (in pagello Aragougense) und zwar an der Grenze von Gretzenbach (Grechchinbach) das Klösterlein *Werida* (Werith, Werd) zu Ehren des hl. Bischofs und Martyrers Leodegar ums Jahr 750 erbaut habe. [4] Radbert übergab das Klösterlein dem Bischofe Remigius von Straßburg. Dieser schenkte es in seinem genannten Testamente zur Wohlfahrt seiner Seele und zum Seelenheile Radberts (pro « animae meae remedio et pro animae Ratberti episcopi salute ») der Marienkirche und dem Stifte zu Straßburg, damit es größern Schutzes und größerer Freiheit sich erfreue. [5] Der Bischof von Straßburg war Schirmvogt von Werd bis ins XIV. Jahrhundert hinein. Grandidier nun und gestützt auf ihn auch Propst Vogelsang in seinem Chronicon Werdense verwechselten dieses Klösterlein Werd mit dem Klösterlein Verteme zu Ehren des hl. Paulus im Dels-

[1] Erbauer desselben ist 1230 Gerhard von Gösgen († 1256).

[2] Histoire de l'église et des évêques, princes de Straßbourg, II, N° 130. Strasbourg 1776.

[3] Codex diplomaticus Allemaniae et Burgundiae transjuranae inter fines dioecesis Constantiensis, I, 63. St. Blasien 1791.

[4] *Grandidier* I, 307; II, N° 73. Kopie des Testaments im Stiftsarchiv Schönenwerd.

[5] *Grandidier* II, N° 130; *Neugart* I, 63.

bergerthale. Verteme wird erwähnt in einer Urkunde vom Jahre 770, in welcher Karlmann († 771), der Bruder Karls des Großen, dem Benediktinerkloster Münster-Granfelden (Monasterium Grandevallis, Moutier-Grandval) die Rechte, Güter und Leute etc., welche es vom Könige Pipin erhalten hatte, bestätigte, darunter die Filialzellen oder Filialklöster St. Ursicinus (St. Ursanne, St. Ursitz) und Verteme, gegründet zu Ehren des hl. Paulus. [1] Verteme aber ist nicht Werd, sondern das dem Kloster Münster-Granfelden untergebene St. Paulsklösterlein *Vermes* (deutsch: Vertmen) im Delsbergertal, c. 1½ Stunde nördlich vom solothurnischen Gänsbrunnen entfernt. [2] Diese fatale Verwechslung von Verteme mit Werd führte zu falschen Annahmen über den Ursprung von Werd. Vom VIII. bis XI. Jahrhundert melden keine Urkunden etwas von Werd.

Um die Mitte des XI. Jahrhunderts wurde das Klösterlein Claro-werd in ein *Chorherrenstift* umgewandelt und erhielt einen Propst [3], dessen Wahl dem Kollegiatstifte, dessen Bestätigung aber dem Bischofe von Straßburg als Schirmvogt von Werd zustand. [4] Die Chorherren wählte das Kapitel. Den 17. Februar 1448 erhielt der Papst durch das Wiener Konkordat zwischen Papst und Kaiser das Recht, den Propst zu wählen. [5] Papst Leo X. trat den 16. November 1519 diese Wahl dem Schultheißen und Rate der Stadt Solothurn ab [6], und das Bestätigungsrecht des Bischofs von Straßburg fiel dahin [7]. Um die Mitte des XIV. Jahrhunderts ging auch die Schirm- oder Kastvogtei der Kirche von Werd vom Bischofe von Straßburg an die Herzoge von Oesterreich über, welche dieselbe als Unter- oder Afterlehen an die Freiherren von «Gößkon» verliehen [8]. Als c. 1383 Hans III. von

[1] «Carolomannus ..... quod de Monasterio Grande Valle in honorem sanctae Mariae Virginis constructo et de cella *Verteme* in honorem S. Pauli et cella S. S. Ursicini confessoris sibi subjectis ..... innotuit ..... Eine Kopie dieser Urkunde (ohne Datum) wird jetzt noch als ältestes Dokument im Stiftsarchive Schönenwerd aufbewahrt und geht doch das solothurnische Werd nichts an, welches niemals eine Filiale von Münster-Granfelden war. Deshalb bedarf das Proprium basiliense des Breviers vom 21. Februar (SS. Germani et Randoaldi) der hier bezüglichen Korrektur.

[2] Vgl. Soloth. Wochenblatt 1824, S. 91–98.

[3] Ebendas. 1824, 99.

[4] Ebendas. 1821, 405, 370; *Grandidier* I, 310.

[5] Urkundio I, 290.

[6] Soloth. Wochenb. 1834, 415.

[7] Ebendas. 1824, 100.

[8] Ebendas. 1821, 369, 420.

« Gößkon », der letzte seines freiherrlichen Geschlechts, starb, erbte das Afterlehen der Gemahl seiner Schwester und Erbin Amalia von Gößkon : Wernherr von Falkenstein [1]. Sein Urenkel Thomas von Falkenstein, berüchtigten Andenkens, verkaufte den 24. Februar 1458 die Herrschaft Gößkon samt der Lehensherrlichkeit oder Kastvogtei des Stiftes Werd um 8200 Gulden an die Stadt Solothurn [2].

Zur Zeit der Glaubenswirren im XVI. Jahrhundert und auch nachher bestellte die solothurnische Regierung nicht nur den Propst in Schönenwerd, sondern nahm sich auch heraus, alle Chorherren zu wählen. Ihre Wahl wurde lange nach der Reformation dem Stiftskapitel überlassen. Im Jahre 1323 gab es 12 Chorherren [3], im Jahre 1525 noch 10, nach der Reformation nur 6, seit dem Anfang des XIX. Jahrhunderts 5. Die Einkünfte der Chorherren bestanden meist aus Zehnten und Zinsen, aus c. 100 Malter (1 Malter = 10 Sester à 10 Mäßlein) Korn, Waizen, Hafer. Den Chorherren standen von jeher 4 Kapläne zur Seite, welche vom Kapitel gewählt wurden und die Kaplaneien St. Johann, St. Katharina, St. Maria (später St. Peter und Paul) und St. Antoni besorgten. Der Kaplan der St. Katharinapfründe war seit 1834 Sekundarlehrer in Schönenwerd, bis zur Errichtung der Bezirksschule. Das Einkommen der Kapläne war ziemlich gering. Deshalb wurden sie als Leutpriester auf Pfarreien gesetzt, deren Kollatur dem Stifte zukam. Solcher Leutpriestereien hatte das Stift drei im Bistum Basel : Olten (seit 1539), Trimbach-Ifenthal (seit 1539), Stüßlingen-Niedergösgen (seit 1539), zwei im Bistum Konstanz (bis 1814) : Gretzenbach-Walterswil (seit 1220), Starrkirch-Dulliken (seit 1498). Den 4. Oktober 1874 wurde das St. Leodegarsstift ohne rechtlichen Grund aufgehoben. Ueber die nachherigen Schicksale der Pfarrei Schönenwerd siehe meine « Kirchensätze des Kantons Solothurn » (1857–1907), II, 183–187.

Nachdem wir nun über die kirchlichen Verhältnisse in Werd einigermaßen orientiert sind, vermögen wir die folgende Episode aus der Geschichte des Stiftes mit mehr Interesse zu beurteilen und zu würdigen.

Den längst gehegten Plan, das Kollegiatstift Schönenwerd nach

[1] Ebendas. 1821, 454. 455.

[2] Sol. Wochenblatt. 1813, 364 ; 1821, 230. — *Strohmeier*, Die Schweiz in ihren Ritterburgen. — *P. Amantius Giger*, Geschichte des Schlosses Gösgen, S. 22, Olten 1904.

[3] Soloth. Wochenbl. 1821, 405.

Olten zu versetzen, beschloß die solothurnische Regierung Freitag den 23. Mai 1692 in Ausführung zu bringen. Es sollen der Stadtvenner Urs Sury-von Büssy, der Seckelmeister Hauptmann Johann Ludwig von Roll von Emmenholtz, Altrat Franz Reinhard, Jungrat Franz Karl zur Matten und Stadtschreiber Ritter Joseph Wilhelm Wagner als Ausgeschossene oder Kommittierte mit den Deputierten des Stiftes Schönenwerd in einer Konferenz verhandeln, « wie etwan wohlermeltes Stift aus erheblichen Ursachen und Gründen nacher Olten transferiert werden könnte. »[1] Gleichen Tages sandte die Regierung ein bezügliches Einladungsschreiben nach Werd ab, in welchem aber der Grund der Konferenz wohlweislich nicht angegeben wurde[2]. Das Stift beschickte seinen Propst Wolfgang Jakob vom Staal zur Konferenz nach Solothurn. Die Kommittierten trugen ihm am 2. Juni vor, « daß man seit etlichen Jahren daran gedacht, wie das Stift nach Olten transferiert und zu größerer Ehre Gottes, mehrer Anständigkeit, auch der Herren Capitularen daselbst eigener Komblichkeit (Bequemlichkeit), Nutz und männiglichen Vorteil versetzt werden könnte »; die Kommittierten « hoffen, daß, wenn ein löbliches Stift diese und andere Gründe wohl ponderiere und consideriere, es sich keineswegs widersetzen, sondern gar gern concurrieren werde, damit ein dem Allerhöchsten so wohlgefälliges Werk gefördert und gehörigen Orts das Placet gebührend sollicitiert und erhältlich werde, um dann von den Mitteln zu reden, durch welche dieses wohlgemeinte Vorhaben zu seiner Zeit angefangen und zu allseitigem Trost bewerkstelligt werden könnte. »

Der Propst antwortete, daß er für seine Person der Hoffnung lebe, das Stiftskapitel von Werd werde dieses so gute und ersprießliche Vorhaben, die Translation betreffend, nicht mit einer unzeitigen und unreifen Opposition alterieren wollen, wenn nur seinem Personalinteresse *kein Abbruch und kein Nachteil* widerfahre und wenn zugefügt werde, daß dies Alles mit Zutun, Gutheißung und gnädigsten Consens Ihrer hochfürstlichen Gnaden, *des Bischofs von Constanz,* als des Stiftes gnädigsten Ordinarius, geschehen und gebührendermaßen vorbehalten sein solle. Der Propst nahm den Plan der Regierung ad referendum, um ihn dem Stiftskapitel heimzubringen und vorzulegen »[3].

[1] Ratsmanuale 1692, Band 196, fol. 416.

[2] Konzeptenband 96, S. 369, im Staatsarchive.

[3] Urkunde über die Konferenz vom 2. Juni 1692, geschrieben von Urs Schmidt, notarius publicus. Stiftsprot. von Werd. V, 117, 118.

Die Chorherren waren über diesen Plan, eine 900-jährige, liebgewonnene Wallfahrtstätte verlassen zu sollen, nicht erbaut, besonders da die Regierung keine genauen Gründe hiefür formuliert hatte ; doch durften sie den mächtigen gnädigen Herren und Obern gegenüber keine saure Miene machen. Sie beantworteten am 3. Juli das Begehren derselben mit der offenbar vom Propste eingegebenen Erklärung, sie werden « ein so wohlgemeintes Vorhaben mit unzeitiger Opposition nicht alterieren, insofern man ihr Personalinteresse und ihre Conscienz dabei nicht beschwert und ihre Nachfolger keinen Nachteil zu besorgen haben. » Das Kapitel verlangte auch ein schriftlich fixiertes Projekt, sowie Vorschläge, mit welchen Mitteln die neue Kollegiatresidenz stabiliert werden solle ; man müsse dem Bischofe von Konstanz Motive und Art der Translation angeben ; ein solches Werk hange nicht von der Willkür des Kapitels (wollten sagen : « der Regierung ») sondern von der geistlichen Superiorität » ab [1].

Als bald hierauf die solothurnischen Abgesandten : Schultheiß Johann Viktor von Besenval, Stadtvenner Urs Sury von Büssy, zur Tagsatzung von Baden verreisten und im Schlosse zu Gösgen vom Bauherrn (Aedil) Johann Viktor Scherrer und vom Propste zu Werd begrüßt wurden, bemerkten sie letzterm, « sie finden das Schreiben des Kapitels vom 3. Juli sehr hoch geschraubt und voll Mißtrauen zu hoher Obrigkeit », das Kapitel möge selbst ein Translationsprojekt nach seinem Belieben aufsetzen und der Obrigkeit übersenden. Das Stiftsprotokoll sagt, letzteres wäre durch den Propst schon geschehen, wenn nicht die « Majora solches verhindert hätten ». Am 26. Juli wohnten die Tagsatzungsabgeordneten der hl. Messe in Werd bei und verreisten nachher, ohne von der Translation etwas zu sagen [2].

Den 5. September ging folgendes obrigkeitliches Schreiben an die Stiftsherren ab : « Die Translation betreffend wird man trachten, daß die Permission beim Bischofe von Constanz ehestens ausgewirkt werde, die erforderlichen Mittel hiezu gesucht werden, ohne Nachteil und Schmälerung eurer Partikulareinkünfte, wie ihr von den Badener Abgesandten versichert worden, daß Alles zur größern Ehre Gottes, zum Heil des Nächsten und andern Prärogativen, zum Trost der umliegenden katholischen Landschaft eingerichtet werde. Dazu der Allgewaltige vermittelst Marianischen Vorworts (Fürbitte) seinen göttlichen Segen

[1] Stiftsprotokoll von Werd, N° V (1684–1708), S. 105.
[2] Ebendas. S. 107.



senden und uns allerseits in fernern Hulden gnädigst erhalten wolle »[1]. Zugleich beschloß der Rat, « das Projekt und die Motive der Translation dem Bischofe von Konstanz zu unterbreiten und dessen Einwilligung zu sollicitieren »[2].

Nun erbat sich die solothurnische Regierung vom Abte Cölestin in St. Gallen die Gunst aus, seinen fürstäbtlichen St. gallischen Landhofmeister, Freiherrn Fidel vom Thurn, Herrn zu Bichwil, Eppenberg und Wartegg, als Unterhändler beim Bischofe Marquard Rudolph von Konstanz in dieser Angelegenheit in Anspruch nehmen zu dürfen. Der Abt willfahrte der Bitte Solothurns. Baron vom Thurn sollte dem Bischofe die Rationes, die Gründe der Translation auseinander setzen und den Consens erwirken. Zu diesem Zwecke händigte die solothurnische Regierung am 26. September dem Unterhändler ein Schreiben an den Bischof ein, in welchem es hieß, dieser vernehme die Gründe der Translation mündlich, er solle dem Freiherrn vom Thurn Glauben schenken. Zugleich gab sie letzterm folgende Instruktion mit, welche die auch dem Abte mitgeteilten Gründe der Translation angibt. Die Translation ist notwendig:

1. « Weil das Stift *an der Berner Grenze gelegen*, weshalb beim ersten Aufruhr und Mißhelle in der Eidgenossenschaft[3] die Stiftsherren und Geistlichen gezwungen würden, all' das Ihrige zu verlassen, wogegen man sie in Olten sicherstellen könnte. »

2. « Weil alle ihre Einkünfte *im Bernerbiet vertan* werden, was nicht immer ohne *Aergerniß abgeht*, während diese in Olten im eigenen Lande verzehrt würden. »

3. « Weil Schönenwerd so situiert ist, daß der Stiftsgottesdienst wenig Landleuten zu Nutzen gereicht und von wenigen besucht wird, während Olten eine Stadt ist, ein namhafter Paß, wo die *Kapuziner* den Kapitularen zu Trost an der Hand wären, wodurch das Stift unfehlbar geäufnet und in *größere Reputation* gebracht würde. »

4. « Weil der größte Teil seiner Gefälle bei Olten ist, wo es, wie in den nächstgelegenen Dorfschaften, die Heuzehnten besitzt. »

« Diese Translation soll ohne Schaden, Nachteil oder Angreifung der Kapitalien der Kirchengüter oder der Partikulareinkünfte der Geistlichen vollzogen werden. »

[1] Conceptenband 96 im Staatsarchiv, S. 455. Stiftsprot. Werd, V, 108.

[2] Ratsman. Bd. 196, S. 658, 659.

[3] Hat die soloth. Regierung den zweiten Vilmergerkrieg von 1712 vorausgesehen?



Dieser Instruktion legte die Regierung das Credentiale an den Bischof bei [1].

Der Abt von St. Gallen fand die « Verruckung » des Stiftes Schönenwerd nach Olten für gut und versprach, dieselbe beim Bischofe von Konstanz zu empfehlen [2].

Den 16. November 1692 schrieb im Namen des Bischofs der Generalvisitator von Konstanz, Johann Hugo Keßler (Kesler), an das Stift, es solle sich erklären, ob es einstimmig und unter welchen Bedingungen und Reservationen es in solche Translation einwilligen (consentire) wolle, ob sie zur größern Ehre Gottes, zum Gedeihen des Kollegiums (collegii incrementum) und zum Heile der Seelen (salutem animarum) gereiche [3].

Den 24. November wurde die Relation des Landhofmeisters vom Thurn im solothurnischen Rate verlesen. Am gleichen Tage erstattete dieser dem Stifte Schönenwerd Bericht, was der Landhofmeister von St. Gallen am 8. November beim Bischofe zu Merseburg ausgerichtet habe, und ersuchte dasselbe, nunmehr *selbst beim Bischofe um die Translation einzukommen*. Der Propst vom Staal solle, mit einem Creditiv des Kapitels versehen, nach Konstanz reisen, mit dem Bischofe mündlich verhandeln, auf der Hinreise den 2. Dezember zur « Facilitierung » dieses Geschäftes die nötigen Informationen bei den Tagsatzungsabgeordneten in Baden einholen; die Regierung habe « niemals am guten Willen des Kapitels zu einem so heilsamen, dem Allerhöchsten so wohlgefälligen Werke gezweifelt »; jetzt sollen die Chorherren ihre der Regierung diesbezüglich bezeugte Zufriedenheit auch noch dem Bischofe mündlich und schriftlich ausdrücken [4]. Jetzt mußten sie, in die Enge getrieben, Farbe bekennen. Die Regierung dankte am 28. November dem Freiherrn vom Thurn für seine Bemühungen [5], bemerkte ihm aber, sie bezahle nicht, wie es in der Proposition heiße, alle Spesen und Auslagen der Translation, was er den Bischof möge wissen lassen [6].

In aller Eile sandte das Stiftskapitel per Expressen eine Kopie des regierungsrätlichen Schreibens vom 24. November an den General-

[1] Conzeptenb. Bd. 96, S. 461-463.
[2] Ratsprot. Soloth. Bd. 196, S. 746.
[3] Stiftsprot. V, 112.
[4] Ratsprot. Bd. 196, S. 866; Conzeptenb. Bd. 96, S. 506; Stiftsprot. V, 112.
[5] Conzeptenb. Bd. 96, S. 507.
[6] Ebendas. 513.

vikar nach Delsberg, mit der Bitte, baldigst in Werd zu erscheinen, damit es in so schwerwiegender Sache (in hac gravi materia) mit ihm reiflich überlegen könne [1].

Den 3. Dezember faßte es unter dem Vorsitze des Propstes W. J. vom Staal, des Aedilen J. V. Scherer und des Sekretärs Christophorus Brunner, nachdem der Propst referiert, « wie stark insgemein unsere Collatoren (die Regierung) diese Translation moviert und wie es deshalb um so gefährlicher sei, von Seite des Kapitels etwas dagegen vorzubringen », folgenden Beschluß :

1. Es solle der Propst mit einem *Creditiv* des Kapitels nach Konstanz reisen, dem Bischofe alle bisherigen auf die Translation bezüglichen Schriften übergeben, damit er sich resolvieren könne, ob das Kapitel absolute in diese Translation consentieren solle und unter welchen Bedingungen und Reservationen.

2. Es solle dem Bischof ein *Memorial* eingehändigt werden über die drei vom Generalvisitator am 16. November aufgestellten Fragepunkte, « wiewohl man fürchte, die hohe Regierung zu beleidigen oder widrigenfalls die Ungnade des Bischofs und Gottes zuzuziehen und durch Stillschweigen das eigene Gewissen zu beschweren. »

Im lateinischen Creditivbriefe, ausgestellt am 3. Dezember, erklärte das Kapitel, es werde tun, was der Bischof für gut erachte.

Das lateinische Memorial, ebenfalls am 3. Dezember ausgefertigt, hat folgenden Inhalt :

1. Antwort zu Frage 1 und 3 : Ob die Translation *zur größern Ehre Gottes und zum Heile der Seelen* gereiche ? « Es wird, wenn der gottesdienstliche Kult in Werd aufhört, nicht auch die Ehre Gottes aufhören ; aber durch die Translation wird der major cultus divinus in Werd eingehen, ergo ». Man könne nicht sagen, daß in Olten der Kult des Kapitels vermehrt (augeatur) wird ; denn die Bewohner daselbst haben ihre eigene Kirche und werden auch in Zukunft den Kapuzinern anhangen, bei ihnen beichten, es sei in Olten kein großer Zulauf zum Stifte zu erwarten, wie in Werd, namentlich an Festtagen, wegen seiner günstigen Örtlichkeit.

Durch die Translation wird die Devotion gegen das wundertätige Muttergottesbild (erga miraculosam Deiparae effigiem), welches auch

[1] Stiftsprot. V, 112.



Fremde mit frommem Eifer zum Troste der Seele verehren, aufhören. Es wird dem in Werd einzig belassenen Leutpriester und dem Kaplan unmöglich sein, so vielen Pilgern aus dem Fricktal, aus Kienberg, Erlinsbach etc. die Beicht abzunehmen, da an gewissen Marienfesten 4 Beichtväter bis 11 und 12 Uhr (usque ad undecimam imo duodecimam horam) Beicht hören müssen. Daher wird die göttliche Ehre und das Heil der Seelen (divinus honor et animarum salus) Schaden leiden. Wegen Priestermangel wird das Volk seiner Frömmigkeit nicht Genüge leisten können und daher nicht mehr kommen.

Den in Werd Durchreisenden war es bisher bequem, an Festtagen um 7 Uhr einer heiligen Messe beizuwohnen ; unbequem ist es für sie, wenn sie eine lange Predigt und eine heilige Messe hören müssen ; es würde der Ehre Gottes nicht wenig Eintrag tun, wenn sie aus Ungeduld den Weg fortsetzten.

Da die Pfarrei Werd weitläufig, auf 2 Stunden sich ausdehnt, würden Viele der Gelegenheit beraubt sein, heilige Messen an vorgeschriebenen Tagen anzuhören und andere Devotionen auszuüben.

Endlich ist zu befürchten, daß das hiesige, von Akatholiken umgebene Volk infolge Abwesenheit des Stiftes, durch welches dasselbe durch gutes Beispiel erbaut wird, nach und nach in Schlimmeres und in schweren Fall gerate (ad pejora et graviores lapsus dilabatur). »

2. Antwort zu Frage 2 : Ob die Translation *zum Wachstum und Gedeihen des Stiftes gereiche !* « Nein :

a) Weil es ohne Pfarrer ist, der zugleich die Stelle eines Kaplans einnimmt, weil ihm auch der Pfarrhelfer fehlt. Ob andere Geistliche für diese eintreten, ob etwa der Pfarrer von Olten oder sein Kaplan und der Pfarrer von Starrkirch diese neue Last zu übernehmen verpflichtet werden, weiß man nicht.

b) Weil man fürchtet, es möchten die Stiftsfabrik und die Benefizien zu dieser Translation allzusehr belastet werden, was nicht zum Gedeihen (incrementum), sondern zum Schaden (detrimentum) des Kapitels gereichen würde.

c) Weil zu befürchten, daß die Jurisdiktionen des Kapitels, sowohl in Hinsicht auf die Gemeinde Werd als auch auf die Wälder, Waiden etc. nach und nach zugrunde gehen (depereant) und anderswo nicht wieder erstattet werden (non refundantur). Andere Beschwernisse (gravamina), welche mit der Feder kaum ausgedrückt werden können (comprehendi vix possunt), könnten im Scrutinium zu irgend einer gegebenen

Zeit auseinandergesetzt werden »[1]. In diesem Sinne beantwortete das Kapitel den 3. Dezember auch die Aufforderung Keßlers vom 16. November.

Den 4. Dezember verreiste Propst vom Staal mit dem Creditiv und Memorial nach Baden und Konstanz. Er brachte einen Brief des Bischofs an das Kapitel Werd vom 16. Dezember heim, in welchem es bloß heißt, der Überbringer werde den Chorherren über die Angelegenheit referieren. Der Propst tat es am 31. Dezember und erklärte, er sei von dem « Effect » seiner Verrichtung und der erhaltenen Antwort « wenig angezogen » worden; der Bischof habe nur verlangt, von hoher weltlicher Obrigkeit « mehrere Partikularitäten » zu vernehmen, es werde deshalb baldigst eine *Visitation* vorgenommen werden. Der Propst eröffnete ferner, er habe « aus gewisser Consideration »[2] dem Bischofe das obige Memorial nicht vorgelegt, jedoch habe er auf die Frage des Bischofs, ob die Translation zur größern Ehre Gottes geschehe, geantwortet, er « zweifle »[3]. Der Bischof wich also der Sache aus; der Propst war ratlos.

Den 3. Januar 1693, reiste er mit einem bischöflichen Creditive nach Solothurn, um den gnädigen Herren und Obern seine Eindrücke vom Besuche beim Bischof zu hinterbringen[4]. Indessen suchte das Stift, wohl im Einverständnis mit letzterm, das « allein zur größern Ehre Gottes und der Seelen Heil intentierte Werk » zum « Verdruß und Befrömbden der Regierung trotz schriftlicher und mündlich gegebener Einwilligung beim Bischofe rückgängig zu machen ». Die Regierung sprach in ihrer Sitzung vom Freitag den 16. Januar ihren « Widerwillen » dagegen aus und sah im Vorgehen der Kapitularen einen Schimpf gegen die Obrigkeit; sie mögen sich mit ihr aussöhnen, wenn sie nicht « Ohnbeliebiges zu erwarten haben wollen. »[5]

Den 18. Januar erschien der Landvogt Franz Joseph Sury von Gösgen im Kapitelshaus von Schönenwerd, wo die Chorherren zum Mittagessen geladen waren, und verlas ein scharfes Schreiben der Regierung, welches der Stiftssekretär folgendermaßen wiedergibt:

[1] Stiftsprot. V, 113-116.
[2] Weil er zuerst die Regierung handeln lassen und die Sache verschleppen wollte?
[3] Stiftsprot. V, 119.
[4] Ebendas. 119.
[5] Ratsprot. Bd. 197, S. 15.

« Nos valde cordi habemus oppositionem illam, quam facit ven. Capitulum Werdense circa translationem a nobis tentatam, et exinde summum aversionem contra praefatum clerum concepimus, adeo ut proximo tempore ab eo congruam satisfactionem per modum reconciliandi sese requiramus. »[1]

Die Chorherren verlangten eine Kopie dieses vorgelesenen Schreibens, erhielten sie aber nicht ; sie beteuerten, sie wissen nicht, warum sie in Ungnade gefallen, sie können, da der Propst abwesend, keine Antwort geben ; sie baten um Aufschub, bis der Propst da sei ; die Antwort werde schriftlich an die hohe Regierung gesandt werden. Sie schrieben den 8. Februar an den Propst, der in Delsberg war, und teilten ihm den Sachverhalt lateinisch mit, « hoffend, er werde sie durch seinen sehr weisen Rat und seine Hilfe aus dieser Syrte und Charibde herausreißen (erepturum) ».

Der Propst antwortete den 19. Februar von Delsberg aus, ebenfalls in lateinischer Sprache, er bedauere den dem Kapitel insinuierten Streit und hoffe, es sei noch keine Gefahr im Verzuge (in mora) ; « wir müssen uns bestreben, daß wir nicht gegen den Strom uns stemmen (niti) zu wollen *scheinen* möchten » ; die Kopienschriften können dem Kapitel nicht schaden (obesse), da er sie zurückbehalten habe, und wenn deshalb eine Schuld der Ungnade vorhanden sei, könne sie nicht daher kommen, sondern anderswo her.[2] Zu gleicher Zeit trachtete die Regierung, wohl um ihren Willen leichter durchsetzen zu können, darnach, beim Bischof von Konstanz ein *bischöfliches Kommissariat im Stifte Schönenwerd* zu erwirken, « damit die Ehe und andere geistliche Sachen in der Nähe statt in Luzern (durch den Nuntius) und ohne Unkosten abgetan werden könnten. »[3] Den 20. Februar ließ sie durch den Freiherrn vom Thurn sondieren, ob der Bischof nicht den Propst von Werd zu einem bischöflichen Kommissär machen wollte, um Kosten zu ersparen und die Disziplin unter den Geistlichen, « die sich zwar unsers wüssens ohnklagbar vertragen », zu erhalten.[4] Es wurde nichts daraus.

[1] Stiftsprot. V, 120.
[2] Stiftsprot. V, 121.
[3] Ratsprot. Bd. 197, S. 132.
[4] Conreptenb. Bd. 96, S. 582. Ob die Disziplin damals schon zu wünschen übrig ließ ? Im Mai 1721 klagte der Kastvogt des Stiftes, « daß sich eine allhiesige Clerisei in der Kirchen wärend des Gottesdienstes allzu ausgelassen denen

Als Antwort auf den Satisfaktion verlangenden Brief der Regierung vom 18. Januar, notifizierte das Stiftskapitel am 29. März derselben, es habe keineswegs entgegen der Erklärung vom 3. Juli 1692 agitiert, sondern es überlasse die Sache der geistlichen obrigkeitlichen Superiorität und der weltlichen landesherrlichen Disposition ; der Propst werde sich in persona stellen ; seine offene Aussprache könne doch keine Ungnade und keinen Nachteil dem Stifte zuziehen. [1] Die Regierung verlangte am 1. April eine « mehrere Satisfaktion ». [2] Da erschien Freitag, den 3. April, der Propst ; er trug mündlich, das Kapitel schriftlich vor, es sei nicht in seiner Intention gelegen, wegen Verrückung desselben nach Olten den gnädigen Herren « einigen Ohnwillen zu verursachen oder den Intent derselben beim Ordinariat zu hintertreiben ». Wenn Propst und Kapitel etwas zu Verdruß der Obrigkeit unterlassen haben, sei es ihnen leid. Die gnädigen Herren waren zufrieden. [3]

Zur Information in dieser Angelegenheit nahm Dr. Johann Hugo Kesler, bischöflich konstanzischer Generalvisitator und Offizial, Chorherr zu St. Stephan, am 5. und 6. Juli die vom Bischofe schon im Dezember 1692 und neuerdings den 2. Juni 1693 dem Propste angekündigte *Visitation* im Stifte Werd vor. Zum Schlusse fragte er die Stiftsherren, ob die Translation zur Ehre Gottes, zum Heile der Seelen und zum Wachstum des Collegiums (collegii augmentum) geschehen könne. Sie teilten ihm ihre im Memorial vom 3. Dezember 1692 enthaltene Meinung mit, übergaben ihm eine Kopie desselben, lösten vor dem Visitator « ihre Consciensen » und entdeckten ihm alle Beschwernisse, die sie bis dahin drückten. [4]

Den 8. Juni reiste der Generalvikar mit dem Landvogt von Gösgen und dem Bauherrn J. Viktor Scherer nach Solothurn und ließ im Rathause durchblicken, der Bischof habe zur Gründung des Kommissariats und zur Bewilligung der Translation « Hoffnung » gemacht. Dafür regalierte ihn die Regierung mit 12 Pistolen (240 alte Franken) und

Anwesenden zu großer Aergernuß aufführe, wie auch daß man die Oeconomien allzu wenig beobachte ». Das Stift bat den 17. Mai um « Nachsicht ». Ratsprot.

[1] Stiftsprot. V, 123.

[2] Ratsprot. Bd. 197, S. 241.

[3] Ratsprot. Bd. 197, S. 254.

[4] Stiftsprot. V, 124.

hielt ihn kostenfrei.[1] Am 10. Juni war er mit dem Propste wieder in Werd. Den 11. Juli verlas er vor dem Kapitel den lateinischen Visitationsrezeß. Der 7. Artikel desselben erlaubte zur Aufbringung der Translationsmittel, daß die in Zukunft gewählten Chorherren drei statt zwei Jahre lang ihre Einkünfte entbehren (carieren, Carenzjahre) und letztere zum Bau der neuen Kirche, des Turmes und der Chorherrenhäuser verwendet werden sollen; jedoch müssen die Einkünfte des einen und ersten Jahres nur dem Baue der Kirche dienen. Nach vollendetem Baue werden wieder zwei Carenzjahre beobachtet und so verwendet werden, wie die Carenzfrüchte bisher und von altersher verwendet worden sind.[2] Der Visitator teilte den Chorherren mit, daß er an der Konferenz mit der solothurnischen Regierung vom 9. Juni in die Translation *eingewilligt* habe; es werde bald von Konstanz aus die Konfirmation und Ratifikation derselben nach Solothurn gesandt werden; er sagte jedoch nicht, welche Reservationen und Conditionen dabei *vorbehalten* worden seien, wohl aber erklärte er deutlich, daß die Translation ohne Nachteil des Stiftes und ohne Schaden und Kosten der gegenwärtigen Chorherren geschehen werde.[3]

Wirklich sandte der Bischof Marquard Rudolph den vom 22. Juni in seiner Residenz zu Merseburg datierten Consens zur Translation an das Kapitel von Werd und eine deutsche Abschrift desselben nebst Begleitschreiben an die Regierung von Solothurn. Er dankte dieser für den freundlichen Empfang Keslers und bemerkte, er zweifle nicht, daß sie die schriftliche « *Assekuration* » für die Befolgung der im Consens ausgesprochenen Grundsätze einsenden werde.[4] Auffällig ist, daß diese Einwilligungsurkunde von den Carenzjahren schweigt; der Bischof verlangt einfach, daß die Translation ohne Schaden des Stifts und seiner Rechte, der Einkünfte, ohne Verminderung der Zahl der Chorherren geschehe und daß zwei Priester, ein Pfarrer und ein Kaplan,

[1] Ratsprot. Bd. 197, S. 443.

[2] « Permissus fuit tertius annus carentiae sustinendus ab illis canonicis, qui deinceps recipientur, et hi redditus in aedificium novi templi, turris et aedium Beneficialium sunt impendendi, salvis tamen redditibus unius et primi anni, qui soli fabricae ecclesiae debentur. Absoluta aedificii structura observentur iterum duo anni carentiae et applicentur, sicut hactenus et ab antiquo fructus carentiae fuerunt applicati. » Stiftsprot. V, 125, 126.

[3] Ebendas. 127.

[4] Ebendas. 133.



als Seelsorger in Werd bleiben. Wir geben unten die Urkunde im Originaltexte wieder. [1]

(Fortsetzung folgt.)

[1] « Nos Marquardus Rudolphus Dei et apostolicae Sedis gratia episcopus Constantiensis, S. Romani imperii princeps, dominus Augiae majoris et Oeningae etc. praesentes litteras lecturis vel legi audituris gratiam nostram et omne bonum.

Quandoquidem Nobis pro parte perillustris liberae et catholicae reipublicae Solodoranae decenter expositum est, qualiter ad majorem Dei gloriam ac plurium animarum salutem ex multis rationabilibus causis modo dicta respublica Solodorana collegiatam ecclesiam Beatissimae Mariae virginis Clarowerdae in Nostra dioecesi existentem ad vicinum oppidum Olten et quidem citra flumen areolem ad partem episcopatus Basileensis transferre cogitet, si Nostri loci hujus Ordinarii de jure necessarius accederet consensus.

Postquam autem ad hoc negotium plenius examinandum specialem commissionem ad locum ipsum et in rem praesentem resolvimus illamque consiliario et visitatori Nostro generali gratiosissime demandavimus et hic post suum reditum Nobis humillime retulit, quod hoc opus laudabile omnino futurum sit ad majorem Dei gloriam ejusque intemeratae virginis matris Mariae gloriam et honorem necnon ad plurium animarum salutem ac ipsiusmet collegii incrementum, accedente etiam unanimi voto modestorum Praepositi, canonicorum et capellanorum etc: Hinc Nos denuo decenter implorati in nomine Domini Ordinaria Nostra auctoritate *in hanc translationem consentimus* eamque approbamus, ita tamen, ut *illa fiat* iisdem sumptibus ac mediis tam quo ad emptionem fundi, aedificationem templi, aedium Beneficialium aliorumque necessariorum etc. de quibus in conferentia de 9ma mensis currentis in curia civicia Solodorana in praesentia partium interessatarum habita pluribus actum est, *absque ulla damnificatione collegii ac ejusdem jurium quorumcunque, reddituum, personarum pro nunc et futuris temporibus residentium diminutione*, quae omnia Nos eadem Nostra auctoritate collegio in salvo reservamus et reservata esse volumus. Deinde facta suo tempore translatione nihilominus *duo sacerdotes curati, parochus nimirum et sacellanus Clarowerdae manere* teneantur, qui parochianis ibidem et vicinis in Grezenbach nec non peregrinantibus sacramenta ecclesiae administrent aliaque in cura animarum et cultu divino peragant, quae hactenus laudabiliter in hoc loco peragi consueverunt. Caetera autem circa hoc translationis negotium laudatissimo et comperto zelo saepe facto reipublicae Solodoranae, in quo plurimum confidimus, et venerabili Capitulo collegiatae ecclesiae Clarowerdensis disponenda relinquimus. In quorum omnium majorem fidem praesens instrumentum publicum propria Nostra manu subscripsimus et sigillo Nostro pontificali corroborari demandavimus.

Marispurgi in residentia Nostra die 22. junii 1693. *L. S.*



KLEINERE BEITRÄGE — MÉLANGES

Zugerische Primizen von 1627-1701.

Jakob Billeter, geboren 1630 und 1691–1712 Pfarrer in seiner Heimatgemeinde Oberägeri, hat in seiner Chronik eine ziemliche Anzahl von Primizen namentlich aus seiner engern Heimat aufgezeichnet, die einen schätzenswerten Beitrag zur Personalgeschichte der zugerischen Geistlichkeit liefern und darum hier in wörtlichem Auszug zum Abdruck gelangen sollen. Das Ergebnis wäre noch bedeutend reichlicher ausgefallen, wenn Billeter nicht von 1671–1691 infolge Landesabwesenheit diesbezügliche Nachrichten entweder nicht erhalten oder sie einzuschreiben unterlassen hätte. Der Nachwuchs an jungen Geistlichen war im Aegerital damals so stark, daß viele derselben nur unter Schwierigkeiten eine Pfründe erlangen konnten und zu diesem Zwecke sogar sich ins Ausland begeben mußten. Für jedes ledig gewordene Benefizium in der Nähe meldeten sich durchschnittlich etwa drei einheimische Bewerber und 1671 wollten sich unter Hinweis auf die wohlfeilen Zeiten zwei Kapläne friedlich in die von J. Billeter verlassene Pfründe teilen, aber die bischöfliche Kurie lehnte eine derartige unkanonische Nutzungsweise ab.

Wie wir sehen, gab es damals bei Primizen in Aegeri und wohl auch sonst im Zugerland keine geistliche Braut, wohl aber einen *geistlichen Vater* aus dem Laienstande und einen solchen aus der Geistlichkeit unter dem Namen eines *Assistens*. In Uri pflegte man bis vor wenigen Jahren, wie in Zug, einen Laien als geistlichen Vater zu wählen, und dies um so lieber weil der Landessitte gemäß der geistliche Vater das Primizessen bezahlt. Die Verfügung, daß künftig nur mehr ein Kleriker als geistlicher Vater fungieren dürfe, ladet deshalb der schlecht besoldeten Geistlichkeit mit der kleinen Würde auch eine sehr empfindliche Bürde auf. In Nidwalden hatte bisher jeder Primiziant einen geistlichen und einen weltlichen Vater. Der letztere gehörte begreiflich dem Laienstande an. Seit 1914 ist daselbst die Rolle eines weltlichen Vaters nicht mehr zulässig.

Offenbar aus Mangel an andern größern Lokalitäten fanden die Primizessen in Aegeri nicht selten auf dem Rathause statt. Die Auslage für die Bewirtung erscheint uns heute fabelhaft gering. Wer wollte jetzt ungefähr hundert Gäste leiblich mit 20 Gulden befriedigen ? Der Schreibende hat bei seiner Primiz für 175, resp. 178 Gäste dem Wirte tausend Franken bezahlt. Damals aber konnte einmal sogar ein Hausknecht das « Morgenessen » aushalten. Nach dem Geschmacke der Zeit machten die *Festprediger* gerne allegorische « Verehrungen » auf der Kanzel. Wir lassen nun den Chronisten selber reden.

In disem Jahr (1627) hat Herr *Jacob Nußbaumer* an Sant Antonistag die erste Meß gehalten. Sein geistlicher Vater war Herr Amman Conrad Zurlauben, geistliche Mutter Frauw Barbara Nußbaumer. [1]

In disem Jahr (1646) hat seine erste Meß gehalten Herr *Joann Itten*, den 25. Juni. Sein Assistens war Herr Pfarrherr Nußbaumer, geistliche Vater Seckelmeister Hans Itten im Buchholz, geistliche Müetterlein Frauw Anna Itten.

In disem 1653 Jahr ist *Joannes Franciscus Heinrich* gen Landsperg ins Peierland verreißet, den Jesuiterorden anzunemmen, welcher hernach im 1667 Jahr an der H. Dreyfaltigkeit Sontag die erste Meß gelesen. [2]

1654, den 8. Martii in der Fasten, hab ich (*Jakob Billeter*) zu Egeri die erste Meß gehalten. Mein Assistens ware mein Taufgötti Pfarrherr Nußbaumer, geistlicher Vater Amman Wilhelm Heinrich, geistliche Müetterlin mein Taufgotten Frauw Anna Itten. († 24. Feb. 1659.) Prediger ware Herr Oßwald Vogt, Pfarrherr zu Menzingen, die geistliche Verehrung 3 Öpfel, bedeuteten die Liebe gegen Jesu, Maria und dem Nächsten. Das Opfer ware 20 Gl. möchte darmit den Kosten aushalten. Die Mahlzeit ware auf dem Rathaus bey Vetter Weybel Müller. Gest waren 105, ist alles wohl abgangen. War ein zimliche Kelte und großer Schne.

In dem Junio 1654 halten die erste Meß *Beat Träer* zu Kham, *Beat Andermatt* in Baar, *Bartholomeus Rogenmoßer* in Zug und *Johann Georg Signer* in Mentzingen.

Den 11. ten April 1655 haltet hie zu Egeri die erste Meß Herr *Johann Caspar Nußbaumer*, so alsbald darauf Pfarrherr im Iberg worden; sein Assistens war Pfarrherr Nußbaumer, geistlicher Vater Seckelmeister Johann Heinrich Nußbaumer auf dem Büel, geistliche Müetterlin ... Die Mahlzeit war im gmaureten Haus bey Niclauß Lätter.

Selbigen Tags lase auch sein erste Meß Herr *Andreas Schwartz* zu Bremgarten und Herr *Petrus Maler* in Rütti.

Ist in disem Jahr 1655, den 25. Januarii, von mir gen Uri ins Capucinercloster geführt worden *Jacob Nußbaumer*, ein reicher und gestudierter Jüngling ab dem Büel, welchem hernach im nachvolgenden Jahr an der Liechtmeß in seiner Profession der Namen *Aemilianus* in Beysein unsers Pfarrherren als seines Taufgöttins, ist geben worden; hat nach etwas Jahren zu Solothurn seine erste Meß gehalten.

1658, den 6.ten Januar, sind zu Rheinauw 3 erste Messen gehalten

[1] *Nußbaumer* hatte mit der Primiz noch warten müssen, denn der Chronist schreibt etwas früher: « Anno 1625 ist Herr Jacob Nußbaumer nach Vollendung seines Studierens zu Egeri erstlich für einen Schulmeister und Caplan angenommen worden. » An Martini 1627 wählten ihn die Mitbürger schon zum Pfarrer an Stelle des resignierenden Christoph Nadig von Küsnacht.

[2] Schon 1631 bemerkte der Chronist: In disem Jahr ist Henricus Heinrich den 6. December gen Landtsperg ins Peierland verreiset und Jesuiter worden, ist der erst aus der Gmeind Egeri, hernacher der fürnembsten Theologen und gelertisten Männeren einer.



worden, under welchen auch Primitiant war P. *Basilius Iten*, Herren Ammans im Boden Sohn, ein hochgelehrter Mann. [1]

Den 27. Januar 1658 haltet hie zu Egeri sein erste Meß Herr *Ignatius Itten*. Assistens ware Pfarrherr Nußbaumer, geistlicher Vater Seckelmeister Johann Heinrich Itten, genambt Paur, geistliche Müetterlein Catharina Itten, Seckelmeister Andres Ittens in der Schwendi Hausfrauw. Die Mahlzeit war auf dem Rathaus; ein sehr großer Schne.

1661, den 27. April an St. Marxentag, haltet sein erste Meß Herr *Gabriel Itten;* sein Assistens ware Herr Pfarrherr Nußbaumer, geistlicher Vater Seckelmeister Hans Itten im oberen Hobacher, geistliche Müetterlin Frauw Barbara Itten, Heinoßwald Hotzen Frauw, Prediger sein H. Bruder Ignatius. Die Mahlzeit war bey dem Rößlin.

1661, den 9. Oktober, haltet seine Primitias Herr *Christian Roggenmoßer*. Assistens ware Herr Pfarrherr Nußbaumer, geistlicher Vater Johann Sebastian Itten, sein Stiefvater, geistliche Müetterlein Verena Kaufman, Oßwald Heinrichs auf Schneit Ehefrauw. Die Mahlzeit war bey dem Rößlin an der Galler Kilbi, ist darauf Caplan gen Lachen worden.

1662, den 30. April, haltet allhie sein erste Meß Herr *Beat Jacob Heinrich*, erwelter Caplan zu Aach im Eggeüw. Assistens ware Pfarrherr Nußbaumer, geistlicher Vater Jacob Heinrich im Berenacher, geistliche Müetterlein Margreth Steinerin. In der Predig hab ich ihm nebet einem Bilgerstab in 2 Muschellen auß seinem Namen den A und O (Alpha und Omega) verehrt. Das Morgenbrod haltete in seinem Haus aus Herr Pfarrherr.

1665, den 11. Januar, haltet allhie sein erste Meß Herr *Valentin Heinrich*. Sein Assistens war Pfarrherr Nußbaumer, geistlicher Vater Herr Amman Heinrich, damal im Regiment, geistliche Müetterlein Clara Rogenmoßer, Heinrich Meyers auf Erliberg Frauw. Prediger Herr Christian Rogenmoßer, Caplan zu Lachen, hat am selbigen sehr kalten Tag wider alle Bescheidenheit schier gar 2 Stund geprediget, die Mahlzeit war auf dem Rathaus.

1665, den 19. April, hat allhie sein erste Meß gehalten Herr Magister *Gallus Haßler*. Sein Assistens war Pfarrherr Nußbaumer, geistlicher Vater Seckelmeister Caspar Eüster, der Müller, geistliches Müetterlein Frauw Anna Mentin, Hauptmann Itten, des Pauren Ehegemahel, die Mahlzeit in großem Ansähen bey dem Rößlin. Es hat bis auf dise Zeit und inskünftig noch vil mehr die Zahl der Priesteren also zugenommen, daß sie in das Elsas, Schwabenland und anderstwohin in die Frönde sich begeben müeßen, Pfründen zu suchen und fundens doch schwerlich.

1666, den 28. Octobris, geht *Christian Nußbaumer*, Thomen Nußbaumer und Anna Itten ehelicher Sohn, gen Lucern in den Frantziscaner- oder Barfußer-Orden und nach erstrittenem Novitiat wird er in seiner gethanen Profeß *Marcellus* genamset. Gott sige ewiges Lob!

[1] Geb. 4. Jan. 1633, Profeß 25. Sept. 1650, Priester 27. Dez. 1657, Abt 20. April 1682, gestorben 27. Jan. 1697. Siehe Freiburger Diözesan-Archiv Bd. XIV 1881, S. 18–20, und Zuger Neujahrsblatt 1905. Zugerische Reliquienkunde.



Den 22. Aprilis 1668 hat sein erste Meß gehalten Herr *Christian Itten*, wohnhaft in der Grießgruben. Assistens und Prediger ware Herr Petrus Andermatt, Sextarius und Pfarrherr zu Baar, geistlicher Vater Jacob Itten, genambt Furer, Müetterlin Anna Schuomacherin, Jacob Ittens Hausfrauw, in welchem Haus auch die Mahlzeit gastfrey ist gehalten worden; waren bey 70 Personen.

Den 7. Octobris 1668 haltet sein erste Meß Herr *Peter Nußbaumer*. Assistens war zum letsten mal oftvermelte Pfarrherr Nußbaumer, geistlicher Vater Seckelmeister Heinoßwald Hotz, des Rats, Müetterlein Frauw Eva Eüsterin, Seckelmeister Nußbaumers Frauw auf dem Büel, Prediger der Primitiant selber, die Mahlzeit bey dem Adler, waren 108 Gest; reisete bald darnach widerumb hinweg und hat ein Personalbeneficium zu Birsegg bey des Bischofs zu Bruntrut Bruder.

Den 13. Octobris 1669 haltet seine Primitias Hr. Magister *Joann Franciscus Götschi*. Sein geistliche Eltern waren Hr. Wachtmeister Bartlime Hugener und Verena Eüster, Seckelmeister Letters Frau, Assistens ich unwürdiger, die Mahlzeit war in des gemelten Letters Haus, Prediger war Hr. Gallus Hasler. An diser Solemnitet ist zum ersten gebraucht worden dz Meßgwand, ein Goldstuck, so aus der Silberwar Herren Pfarrherren Nußbaumers seligen in die Kirchen ist procuriert worden, hat 80 Gl. gekostet und ist zu Lucern gekauft und gemacht worden.

Den 8. Juny 1670 haltet zu Solothurn die erste Meß R. P. *Marcellus*, Barfußerordens, Thomen *Nußbaumers* und Anna Itten ehelicher Sohn.

Den 11. Januar 1671 haltet seine Primitias Hr. *Udalricus Heinrich* ab Schneitt.[1] Assistens war Hr. Magister Melchior Meyenberg, Pfarrherr und Sextarius zu Arth, geistlicher Vater Hr. Hauptman Ulrich Schön, des Rats zu Mentzingen, geistliche Müetterlin Frauw Amättin Veronica Meyerin.

Zu Egeri haltet 1673 sein erste Meß Herr *Joseph Schöman* (der 1687 den 15. Juni in Aegeri zum Pfarrer gewählt wird).

Hr. *Wolfgang Hasler*, der schon als Student zum Kaplan in Hauptsee gewählt worden, las die erste Messe im Herbstmonat 1695 (und pilgerte 1700 nach Rom).

In disem 94isten Jahr hat zu Rheinauw den 18. April seine Primitias oder erstes Meßopfer gehalten der ehrw. Pater *Joachim Lätter*.[2]

1696 an der H. Dreyfaltigkeit Tag hat der wohlehrw. Herr *Oßwald Vogt*, Sextarius und Pfarrherr in Mentzingen, Jubilaeus widerumb solemniter Primitias gehalten. Assistens war H. Johann Caspar Zürcher, Caplan, geistlicher Vater ein hochweise Obrikeit, geistliche Müetterlin Fr. ...., die er alldorten zum ersten aus der Taufung gehalten, ist aber darnach den 16. Augsten gestorben.

[1] Heinrich wurde den 1. März 1671 als Nachfolger Jakob Billeters zum Kaplan in Aegeri gewählt.

[2] Geb. 1669, Profeß 6. Jan. 1688, Priester 27. März 1694, Schullehrer 1697, Kornherr 1698, Pfarrer von Rheinau 1699, Professor der Theologie und Philosophie und Ökonom 1701, Prior 1708, Ökonom zu Mammern 1727, gestorben 24. Sept. 1748 zur großen Betrübnis seiner Umgebung.



Am ersten Sonntag im Advent 1696 hat sollen Primitias halten Herr *Johann Jacob Nußbaumer*, angenomner Caplan und Schulmeister in Wesen. Weil er aber seine verlorne Weichbrief nit zeigen könte, ist sie bis auf den 30. Decembris Sontag infra Octavam Nativitatis aufgeschoben und damal erst gehalten worden, welches ein zimlich große Confusion geben.

Anno 1697, den 13. January, hat zu Wien in Österreich in wehrendem Studieren seine Primitias gehalten der Ehrwürdige Herr *Wernherr Eüster*, von Egeri gebürtig. Thomas Weber von Neüheim, Hausknecht in dem Closter Himmelsporten, hat ihm das Morgenessen ausgehalten und die hochwürdige Frauw Äptissin hat den Wein darzu geben. Diser Herr schreibt von dannen, die Kelte aldorten seye so groß gewesen, daß Totne in Betteren und auf der Gassen gefunden worden, welches auch anderstwo geschechen.

In disem Herbst 1697 sind aus unser Pfarrey 3 Knaben in die Clöster promoviert worden: *Marcellus Nusbaumer* gen Pfeffers, *Johann Joseph Hasler* gen Fischingen und *Johann Jacob Rinderlin* gen Engelberg.

Den 13. April 1698 hat Herr *Johann Conrad Heß* allhie sein erste hl. Meß gehalten. Geistlicher Vater war Johann Conrad Nußbaumer, geistliche Müetterlin Fr. Ammatin Margreth Lätter und Assistens ich unwürdiger Pfarrherr Jacob Billeter. Ist darnach gen Hecklingen zu Hilf deßelbigen Pfarrherren kommen, von disem gen Villmergen zum selben Pfarrherren.

An dem hl. Liechtmeßtag 1700 hat *Johann Jacob Rinderlin*, H. Peter Rinderlis Sohn, so im Pemond zu Roggenyßi [1] gestorben, dessen Namen darnach war *Maurus*, die hl. Profeß getan, dessen Schwester Maria Scholastica zu Wurmspach auch ein Closterfrauw ist. [2]

Den 17. Aprilis 1700 ist Herr *Wernherr Eüster*, ein junger Priester, so alldort (zu Wien ?) gestudiert und auch seine erste Meß gehalten, gestorben.

Den 3. April 1701 hat allhie sein erste Meß gehalten *Johann Peter Meyer*. Geistlicher Vater war H. Seckelmeister Peter Nußbaumer in der Sulzmatt, geistliche Müeterlin Fr. Maria Itten, Fürsprech Aloyßi Landers Frauw und ich unwürdiger Assistens. *Eduard Wymann*.

Schlichtung eines Streites um die Churer Domdekanatspfründe vom Jahre 1468

Bei Gelegenheit einer Kopiatur der älteren Archivalien der katholischen Kirchgemeinde Valens, Kanton St. Gallen, fand sich unter denselben nachfolgende Notariatsurkunde vom Jahre 1468 vor, welche zur Kirche von Valens gar keine Beziehung hat, sondern Verhältnisse des Domkapitels zu Chur betrifft. Durch ihre Faltung zeigt die Urkunde selbst an, daß sie einstmals als Bucheinband Verwendung gefunden hat. A tergo derselben findet sich auch von einer Hand des ausgehenden XVIII.

[1] Racconigi bei Turin.

[2] Rinderlin wurde den 18. September 1706 Priester und den 18. Juli 1724 Abt in Engelberg, wo er den 19. Dezember 1730 starb.



oder beginnenden XIX. Jahrhunderts der Vermerk: « Ein altes Urbarium, darin Schmalz-, Wax-, auch etwas Geltzins, item Spendzins verzeichnet; die Jahrzahl steth auf Papyr im ersten Blatt also: a° Dnj. m° iiii°. 59 jar. » Die Urkunde war darnach einmal Einband eines Urbars der Kirche Valens, das in seinen ersten Eintragungen in das XV. Jahrhundert zurückreichte. Wie die Urkunde in das abgelegene Bergdörfchen des jetzigen st. gallischen Bezirkes Sargans, der damaligen Herrschaft des Klosters Pfävers, kam, ist mit Sicherheit natürlich nicht zu sagen. Für folgenden Hinweis mag eine gewisse Wahrscheinlichkeit sprechen. Wie aus dem Texte der Urkunde hervorgeht, hatte sich der Notar bei ihrer Abfassung verschrieben, indem er in der zweiten Linie das Wort « meridiem » ausließ. Als er am Schlusse der Urkunde eine diesbezügliche Bemerkung beifügte, passierte ihm wieder das Versehen, daß er das Zeichen für diese « Nota » eine Zeile zu hoch setzte, wie die dort befindliche Rasur noch zeigt. Ich möchte nun vermuten, daß durch dieses zweimalige Verschreiben die Urkunde entweder vom Notare selbst zurückgezogen oder von ihren Bestellern nicht angenommen wurde, trotzdem sie schon den Einschnitt für den Pergamentstreifen des Sigels zeigte. So mag das Pergamentblatt vom Notar zum Einbande des Urbars verwendet worden sein, das er gebeten wurde, für die Kirche von Valens aufzustellen. Wohl möchte einer solchen Annahme das oben verzeichnete Datum des Urbars, 1459, widersprechen. Allein eine etwas spätere schriftliche Fixierung der ersten Bestände des Urbars ist leicht möglich oder dann ein Verlesen des Schreibers der Dorsualnotiz 1459 für 1469. Daß von der kleinen Kirchgemeinde Valens die Hilfe von Notaren bei Aufstellung von Urbarien in Anspruch genommen wurde, zeigt ein im dortigen Kirchenarchiv befindliches Archival. Dasselbe, in Heftformat angelegt, enthält zunächst die deutsche Notariatsurkunde des kaiserlichen Notars Rudolf Hug, « gesworner schriber des gotzhusz ze Pfevers », über die Stiftung der ewigen Meßpfründe in Valens im Jahre 1484 und darauf von der gleichen Hand des Notars drei Eintragungen zum Urbare der Pfleger dieser ewigen Meßpfründe.

Dompropst Johannes Hopper schlichtet einen Streit zwischen Leonard Merckli und Konrad von Marmels über die Dekanatspfründe der Domkirche zu Chur. 1468, Mai 5.

In nomine domini amen. Presentis publici instrumenti serie ipsum cunctis intuentibus pateat evidenter, quod anno a nativitate eiusdem millesimo quadringentesimo sexagesimo octavo, indictione prima, quinta die mensis Maij, hora tercia post (meridiem), sub vesperarum solemnijs, pontificatus sanctissimi in Christo patris et domini nostri domini *Pauli*, divina providencia pape secundi, anno eius quarto, in stuba minore solite habitacionis reverendi patris et domini, domini *Johannis Hopper*, ecclesie *Curiensis* prepositi, in mei notarij publici et testium infra scriptorum presencia ad hoc specialiter rogatorum atque vocatorum prenominatus dominus pre-



positus animo amicabiliter concordandi ac componendi venerabiles dominos *Leonardum Merckli*, decretorum doctorem, et *Cůnradum de Marmorea* pro differencia, quam ex parte decanatus *Curiensis* ecclesie inter se habebant, personaliter constitutus partibus dictis, predictus dominus prepositus discordantes partes in hunc, qui sequitur, modum composuit ac amicabiliter de parcium consensu, scitu et voluntate concordavit : Primo dominus *Cůnradus de Marmorea* omne jus suum, quod habet, habebit seu habere pretendit, dat et dabit dicto domino *Leonardo* accumulando id juribus suis, quantum fuerit in ipso domino *Cunrado*. Insuper dominus *Leonardus* constituit procuratores irrevocabiles, videlicet dominum dominos prepositum ac *Johannem Wellenberg*, canonicos dicte ecclesie *Curiensis*, ad resignandum decanatum in favorem domini *Cůnradi de Marmorea* infra spacium trium annorum post data presencium et in modum, qui sequitur, et non aliter eosdem constituit : Primo quod in resignacione decanatus interveniat consensus nobilis et generosi viri domini *Růdolffi de Brandis*, baronis et canonici dicte ecclesie *Curiensis*. Item quod annua pensio, videlicet triginta duorum florenorum Renensium, per eundem dominum post adepcionem decanatus dicto domino *Růdolffo* solvatur. Item ante resignacionem decanatus dominus *Cůnradus de Marmorea* beneficium non curatum importans viginti florenos Renenses in absencia domino *Leonardo* aut pensionem de beneficio seu beneficijs importante seu importantibus valorem viginti florenorum Renensium pacifice et quiete ordinabit infra terminum specificatum, videlicet trium annorum. Preterea adiectum est, quod dominus *Cůnradus*, si et in quantum resignacio in ipsius favorem fuerit subsecuta, restituat dicto domino *Leonardo* viginti quinque florenos Renenses primo et ante omnia absque ulla contradictione, quos ipse dominus *Cůnradus* imprompto a dicto domino *Leonardo* pro expensis ad redimendas vexaciones recepit et inbursavit. Singulisque suprascriptis peractis consensus ambarum parcium, inter quas differencia super decanatum sepe dicte ecclesie vertebatur, solemni stipulacione intervenit eaque, ut premittitur, rata, grata atque firma, dolo et fraude semotis habituros promiserunt, super quibus omnibus et singulis partes antedicte me notarium publicum infrascriptum requisierunt, quatenus ipsis unum vel plura conficerem instrumentum vel instrumenta tot, quot fuerint ipsis necessaria. Et in omnium premissorum maiorem roboracionem ad parcium peticionem dictus reverendus pater et dominus, dominus *Johannes*, prepositus, sigillum prepositure presentibus duxit apponendum. Acta sunt hec die, mense, hora, pontificatu et loco, quibus supra, presentibus ibidem honorabilibus dominis *Hartmanno de Castelmuro*, *Johanne Wolsragen*, canonicis sepe dicte *Curiensis* ecclesie, testibus ad premissa vocatis et rogatis.

Et ego *Leonardus Püchler*, scolarum *Curiensis* ecclesie rector, publicus imperiali auctoritate notarius, quia dicte amicabilis composicione concordie ac procuratorum constitucione omnibusque alijs et singulis premissis, dum, sicut premittitur, agerentur et fierent, unacum prenotatis testibus interfui eaque sic fieri vidi et audivi, ideo hoc presens publicum instrumentum manu mea scriptum confeci et in hanc publicam formam

redegi signoque meo solito signavi in fidem premissorum rogatus et requisitus.

O. Protestor manu propria de obmissione huius verbi « meridiem » in secunda linea literarum presencium.

Jos. Müller, Stiftsarchivar, St. Gallen.

Die luzernische Mission im Wallis 1604-1615.

Das XVI. Jahrhundert war für das Wallis nicht jene ruhige, der großen Bewegung entrückte Zeit, wie es die heutige religiöse Haltung des Landes vermuten ließe. Vielmehr hat der religiöse Kampf alle Zehnten durchtobt und an zäher Ausdauer kommt ihm kaum eine ähnliche Bewegung innerhalb der schweizerischen Landesgrenzen gleich.

Es gab mancherlei Gründe, welche die Landschaft der neuen Bewegung entgegen trieben. Zwar schien es den katholischen Orten zu gelingen, durch das Bündnis von 1529 die Zehnten auf ihrer Seite festzuhalten und der Ausgang der Kappeler Kriege 1531 durfte solche Zuversicht stärken. Allein bald machte sich die weite Entfernung der katholischen Orte unliebsam bemerkbar, während der religiöse Gegner nahe war und Vieles und Verlockendes zu bieten hatte.

Nicht geringen Einfluß übten die Schulen der reformierten Städte Bern, Basel und Zürich auf das deutsche Oberwallis, Lausanne und Genf auf das französische Unterwallis aus; Freiplätze standen daselbst der Walliser Jugend zur Verfügung. Nicht minder wichtig erwies sich die Bern wie den Zehnten gemeinsame Gegnerschaft gegen Savoyen, die das Wallis auf die Seite Frankreichs drängte, und Frankreich wußte die Bemühungen Spaniens, der Vormacht des Katholizismus, sich der Rhonerepublik zu nähern, immer wieder zu vereiteln. Den Ideenaustausch förderte auch die leichte Verkehrsmöglichkeit mit den reformierten Gegenden nördlich und südwärts des Genfersees, sowie mit Bern, das im Besitze von Bex und Aigle war und dessen Freundschaft dem Wallis nicht gleichgiltig bleiben konnte. Endlich trieben die religiösen Übelstände im Lande, welche das katholische Leben zermürbten und die zu beseitigen es allzulange am Können wie am Wollen der geistlichen Behörden gefehlt hat, dem Bruche mit der katholischen Kirche entgegen.

Je mehr aber das Wallis religiös dem Einflusse Berns nachgab, desto mehr entfremdete es sich den katholischen Orten. Bei der antisavoyschen Stimmung im Rhonetal durften zwar seine Teilnahme am Bündnis mit Savoyen 1577 die katholischen Orte nicht erwarten; aber es mußte Besorgnis erregen, daß das Wallis auch beim goldenen Bunde 1586 abseits stand und im folgenden Jahre 1587 dem mailändisch-spanischen Defensivbündnis sich fernhielt. Und als das Wallis gar am Ende des Jahrhunderts trotz des Einspruches der katholischen Orte sich anschickte, auch mit den III Bünden politisch wichtige Vereinbarungen zu treffen, da schien das Land der politisch-religiösen Richtung der innern Orte endgiltig verloren zu sein. Allein die Größe der Gefahr spornte die katholischen Orte zu energischer Tätigkeit an. Sollte sich die politische Lage im Wallis für sie



freundlicher gestalten, so mußte es vorerst die religiöse Heilung erfahren. Das wirksamste Mittel sah man bei dem Mangel an tüchtigen Priestern in der Sendung von Missionären ins Rhonetal, welche diejenigen stärkten und ermunterten, die noch katholisch dachten und lebten, um durch sie auch auf die Gleichgiltigen zu wirken. Zuerst kamen aus Savoyen zwei Kapuziner ins Unterwallis. Ihre Arbeit krönte der Erfolg. Aber dei Tatsache, daß in Savoyen ihre Heimat lag, diente den Gegnern als Handhabe, sie der Spionage zu verdächtigen und aus dem Lande hinauszuwerfen. Jetzt gingen aus der deutschen Schweiz Kapuziner nach dem Wallis. Allein das Ergebnis blieb hinter der Erwartung zurück, weil die Provinz beim Mangel an Leuten nicht genug Arbeiter abgeben konnte. Deshalb entschloß sich der katholische Vorort Luzern, seine eigene Landesgeistlichkeit dem Wallis zur Verfügung zu stellen. Seit 1604 konnte man das seltsame Schauspiel beobachten, daß der luzernische Klerus aus seinen Pfründen, die ihm bis zur Rückkehr reserviert blieben, wegzog nach dem fernen Wallis, um daselbst dem Volke katholischen Gottesdienst zu halten und katholischen Unterricht zu geben.

Solcher Priester sind im Laufe von elf Jahren 34 ins Wallis gegangen. Ihre Namen hat das Luzerner Staatsarchiv aufbewahrt :

Catalogus der Priestern, so M. G. H. von Lucern uß sonderm gutem, christlichem, catholischem yfer und anmut gegen der landtschaft Wallis, irer pundtsgenossen und meerer uffnung und pflantzung unser waren catholischen religion abgevertiget in dem grossen mangel, den dasselbig land hat an tauglichen, guten priestern, seelsorgern und predigern. Hand sich ouch hierinn gebrucht der authoritet und gwalts der hohen geistlichen oberkeit. Angefangen Anno 1604.

Einen sollichen priester, der sich dahin begibt, lassend M. G. H. uß irem seckel zalen pro viatico und zum anfang der hußhaltung 30 Gl. und, so er ab der landtschafft kompt, sie zerrung allhie und schifflon gan Uri. Etwan hat man sy ouch bis über das gebirg begleiten lassen, nachdem es ein zyt gsin, oder ouch nach qualitet der priestern. Es lassend ouch M. G. H. ir jedem ein schyn under der statt sigel geben, das man sy harnach in verlychung der pfründen hie im vatterland dessen geniessen lassen und es gegen inen erkennen werde.

Herr Johann Keyser, doctor theologus, burger zu Lucern, nachmals chorherr im Hof daselbs. Anno 1604.

Herr Melchior Suter, pfarrherr zu Lucern und dechan des 4 Waldstetten capituls, ouch bischoflicher Costanzischer commissarius in den 5 Catholischen Orten und Fryen Empteren. Harnach chorherr zu Münster. Anno 1604.

Herr Pater Martinus, jesuiter priester uß unserm collegio allhie, sampt einem fratre laico sines ordens. Anno 1604.

Herr Heinrich Amstein, pfarrherr zu Bucherein. Anno 1604.

Herr Wernher Huwyler, caplan zu Rathusen. Harnach chorherr und custos im Hof allhie. Anno 1604.

Herr Ulrich Lindacher, burger zu Lucern, pfarrherr zu Malters. A. 1605.

Herr Johannes Knöpflin von Willisow. Anno 1605.



Herr Jost Venturi, burger zu Lucern, pfarrherr zu Uffikon. Harnach chorherr zu Münster. Anno 1605.

Herr Mathias Barmettler von Underwalden, pfarrherr zu Geiß. A° 1605.

Herr Magister Bernhard Stalder von Mellingen, pfarrherr zu Villmeringen. Anno 1605.

Herr Johannes Brunner, pfarrherr zu Kriens. Anno 1606.

Herr Augustin Meyer, caplan zu Villmeringen. Anno 1606.

Herr Magister Daniel Wermelinger von Rußwyl, caplan zu Willisow. Anno 1606.

Herr Adam Holl von Zug, pfarrherr zu Zell. Anno 1606.

Herr Petrus Schwarber, burger zu Lucern, pfarrherr zu Mellingen. Anno 1607.

Herr Johannes Wäber von Zug, pfarrherr zu Sursee. Anno 1607.

Herr Leodegarius Boßhart, pfarrherr zu Malters. Anno 1607.

Herr Jost Wirz, caplan zu Rußwyl. Lucernensis.

Herr Dietrich Luterbach von Lucern, caplan zu Büren (Büron).

Herr Andreas Schwendimann von Lucern, pfarrherr zu Willisow und sin bruder Herr Peter, helfer im Hof.

Herr Lienhart Boßhart.

Herr Johannes Gwärb, caplan zu Münster.

Herr Hieremias (Jeremias) Meyer, pfarrherr zu Willisow.

Herr Leodegarius Buechler von Lucern, helfer daselbs. Anno 1611.

Herr Johannes Forster von Lucern. Anno 1611.

Herr Pater Melchior Knab, jesuiterpriester [1] und sin gspan

Herr Pater Specius, jesuiter priester und sin gspan

Pater Andreas von der Aa von Sursee, capuziner ordens und sin gspan

Pater Cherubim, ouch diß ordens.

Herr (Name fehlt), pfarrherr zu Villmeringen.

Herr Johannes Schmid, pfarrherr zu Rot.

Herr Wolfgang Schädler, burger zu Lucern, pfarrherr zu Wangen.

Herr Johannes Wirz, pfarrherr zu Marpach (Marbach).

Herr Johannes Buchli von Malters, pfarrherr zu Alpnach.

Herr Johannes Molitor. *Seb. Grüter.*

Unterstützung der schweiz. Geschichtsforschung durch den Bund.

Laut Bericht des Departements des Innern des Schweiz. Bundesrates (s. Bundesblatt 1915, Nr. 15) wurden die historischen Arbeiten in Paris (Dr. Rott) i. J. 1914 durch den Krieg sehr beeinträchtigt. Die erstellten Abschriften umfassen 9097 Seiten gegenüber 13,679 i. J. 1913. Sie wurden vorzüglich aus dem Archiv des Ministeriums des Äußern geschöpft, sowie aus den « Archives Nationales ». Im November wurde der VI. Bd. der

[1] Bei den letzten zehn Namen fehlt das Jahr ihres Wegganges.



« Histoire de la Représentation diplomatique de la France auprès des Ligues Suisses » etc. bearbeitet von Dr. Ed. Rott, in Druck gegeben.

Die Kopierarbeiten unter Leitung von Dr. Caspar Wirz in *Italien* beschränkten sich auf die Archive in Rom und Mailand. Im *Vatikanischen* Archiv wurden sämtliche Materialien für das Pontifikat Innozenz VIII. (1484–92) erschöpft. Der Druck des Heftes 5 der « Regesten zur Schweizergeschichte aus den päpstlichen Archiven » hat im November begonnen.

Bei Neuordnung des Staatsarchivs in *Mailand* wurden noch etwa 1400 Aktenstücke aus der zweiten Hälfte des XV. Jahrhunderts zutage gefördert. Wegen Beschränkung der Mittel mußte die dem Abschlusse nahegebrachte Ausbeutung dieses Archivs mit Ende 1914 eingestellt werden.

Die vom Historischen Verein des Kantons *Genf* veröffentlichte diplomatische Korrespondenz Charles Pictets von Rochemont und François d'Ivernois erschien, zwei Bände stark, i. J. 1914, die mit je 1,500 Fr. subventioniert wurden.

Für die *Inventarisierung* der in der Schweiz befindlichen *Wiegendrucke* durch die Vereinigung schweizerischer Bibliothekare war ein Kredit von 3,000 Fr. bewilligt worden, der nunmehr erschöpft ist. Das Gesuch um Gewährung eines Nachkredites im Betrage von 2,000 Fr. mußte im Hinblick auf die schwierigen Zeitumstände einstweilen zurückgestellt werden. Bis Ende 1914 hatte die Aufnahme 13,277 in der Schweiz vorhandene Inkunabeln (Wiegendrucke) ergeben, von denen 11,285 bestimmt wurden. Von den 1992 noch nicht bestimmten erwiesen sich 1,279 als sehr schwer bestimmbar ; die Arbeit ist also noch nicht abgeschlossen.

Mit Rücksicht auf die finanzielle Lage der Fidgenossenschaft mußte der bisherige Bundesbeitrag von 7,000 Fr. an die allgemeine geschichtsforschende Gesellschaft der Schweiz auf 4,250 Fr. herabgesetzt werden, wovon nur 2,000 Fr. als ordentlicher Beitrag eingestellt sind. Infolge dieses nicht unerheblichen Ausfalles wird eine Zurückhaltung in den durch diese Gesellschaft veranlaßten Publikationen eintreten. Die Gesellschaft verausgabte laut letzter Jahresrechnung 4,624 Fr. für Quellen zur Schweizergeschichte, 3,101 Fr. für das Jahrbuch, 4,494 Fr. für Anzeiger und Beilagen (Inventare schweiz. Archive) 3,000 Fr. für Forschungen im Vatikanischen Archiv.

A. B.

Prozeß Caraffa.

Hr. E. Motta hat im Kapitelsarchiv von Balerna, Tessin, das Inventar aufgefunden, welches die Akten des Caraffa-Prozesses aufzählt, geschrieben von Alessandro Pellegrini, Notar an der römischen Curie. Das Datum ist 7. Januar 1562. Pellegrini war von Como ; auf diesem Wege ist es erklärlich, daß das Aktenstück aus dem Archiv des Castell S. Angelo in die Schweiz gekommen ist.

Bolletino storico della Svizzera italiana, 35 (1915) 11/12.

P. G. M



REZENSIONEN — COMPTES RENDUS

Joh. Georg Mayer, Geschichte des Bistums Chur, 2 Bde. Stans, von Matt, 1907–1914, XI–567 und 780 S. 26 Fr.

Beim Erscheinen dieser jetzt in 21 Lieferungen abgeschlossen vorliegenden Publikation wurde diese bereits in dieser Zeitschrift kurz besprochen (Jahrg. II, S. 69, von J. Cahannes). Der Umfang wie die Bedeutung dieses Werkes veranlassen uns zu einer Gesamtwürdigung, nachdem der Verfasser den Abschluß selber nicht mehr erlebt hatte (vgl. den Nekrolog in dieser Zeitschrift, VII, 64 ff. von Ant. Simeon).

Es war ein glücklicher Gedanke, dem Bistum Chur, dessen Grenzen sich bis vor einem Jahrhundert weit nach Tirol hinein erstreckten (bis zum Jaufenpaß und über das Etschtal bis Meran), und das heute neben dem Kanton Graubünden noch die Kantone Uri, Schwyz, Unterwalden, Glarus und Zürich sowie das Fürstentum Liechtenstein umfaßt, eine neue dem gegenwärtigen Stande der Forschung angepaßte und bis in unsere Zeit herabgeführte Geschichte zu geben. Diese Aufgabe war nun einer besonders berufenen Kraft anvertraut, die sich zeitlebens mit schweizerischer und besonders bündnerischer Kirchengeschichte befaßt hatte. Wenn P. Ambrosius Eichhorn in seinem Episcopatus Curiensis (1797) die erste Churer Bistumsgeschichte verfaßte, so nahm Mayer dieselbe Aufgabe auf völlig neuer Grundlage wiederum in Angriff und löste sie im allgemeinen so gut, als man billigerweise von ihm erwarten durfte. Er hatte dabei verschiedene Klippen zu vermeiden: trockene Aneinanderreihung von Namen und Fakten, wie die üppig rankende legendare Überlieferung in älterer Zeit. Er verstand es, ein wissenschaftlich brauchbares Buch zu machen, das reichlich aus den ersten und besten Quellen schöpft, sehr viel Neues bietet und doch noch allgemein verständlich und für weitere Kreise genießbar bleibt. Während die gedruckten Quellen bis in die neueste Zeit mit überraschender Vollständigkeit und Reichhaltigkeit Verwendung fanden, liegt ein besonderer Wert auch in der Berücksichtigung von einem vielfach unbekannten, handschriftlichen Material insbesondere aus dem Churer Stiftsarchiv, aber gelegentlich auch aus andern Archiven des In- und Auslandes.

Dagegen ist ihm in der Literatur manches, besonders von den neuesten Erscheinungen entgangen, was an passender Stelle hätte Verwendung finden können. Allein, da dem Verf. keine größere moderne Bibliothek zur Verfügung stand, so kann man ihm daraus keinen Vorwurf machen, und wir wollen dankbar das viele Neue entgegennehmen, was in seinem Buche für den Kirchen- und Rechtshistoriker, für Kultur- und politische Geschichte, für Kunst- und Personalgeschichte, für Altertümer und Genealogie für eigene und auswärtige Geschichte geboten wird.



Im einzelnen erlaube mir noch einiges zu berichtigen, bezw. nachzutragen. Kann denn *Martiola* (S. 8) nicht auch rätoromanisch sein? Ist zwischen dieser und *Silva martis* (S. 13) vielleicht nicht irgend ein Zusammenhang? — Die Behandlung der *Luzius-Legende* (S. 11 ff.) hätten wir etwas kritischer gewünscht; in der vorliegenden Gestalt ist die Legende vom kritischen Standpunkte abzulehnen, wenn auch ihr hohes Alter nicht zu bestreiten ist. Die Frage verdiente eine besondere neue Behandlung; Mayer gibt dafür in seiner ausführlichen Heranziehung der Literatur eine wertvolle Unterlage! — Auch die Frage nach dem Alter der *Churer Diözese* scheint mir von M. nicht gelöst; aus den angeführten Belegen ist mit Sicherheit nicht mehr zu schließen als das Hinaufreichen in die römische Zeit, wahrscheinlich 1. Hälfte des 5. Jahrhunderts, alles andere ist sehr problematisch! Auch die Legende des hl. *Gaudentius* wäre einer kritischen Behandlung sehr bedürftig (35). Die Ehrenrettung der *Fridolinslegende* (S. 51 ff.) ist zum mindesten überflüssig. Jedenfalls wäre die neue Literatur hierüber noch zu berücksichtigen gewesen! Glücklicher sind die Ausführungen über die hl. Sigisbert und Plazidus (69 ff.)

Über den Übergang Rätiens an die Franken (66) orientiert jetzt trefflich der erst seither publizierte Aufsatz von *Oechsli*, Zur Niederlassung der Burgunder und Alamannen in der Schweiz (Jahrbuch für Schweiz. Geschichte 1908, S. 253 ff.) Ebenda findet (S. 260) sich auch die durch die Gründung des Bistums Konstanz bedingte neue *Abgrenzung* der Churer Diözese, ferner vgl. *Paul Martin*, Etudes critiques sur la Suisse à l'époque Mérovingienne 539–715, Genève 1910, p. 452 ff. — Über die Einfälle der Ungarn und Sarazenen (S. 125) wird die neuere Literatur nicht berücksichtigt. Die nicht unwichtige Streitfrage über das Martyrium des *hl. Eusebius* (S. 127 ff.) hätte eine eingehendere Würdigung verdient. — Bei zweifelhaften Bischöfen (S. 143) sollte Verf. sich kritisch entscheiden, statt die Fragen in der Schwebe zu lassen. Zu Abt Hartmann I. (S. 148) wäre noch zu berücksichtigen: *Bonstetten*, Annalen von Einsiedeln (Quellen zur Schweizergesch. XIII, S. 207) und *Ringholz*, Geschichte des Stiftes Einsiedeln I, 53, ferner *Campell*, Hist. Rhaetica (Q. Sch. G. VIII, 152). Über Bischof *Ulrich von Kiburg* (I, 236) ist ferner zu vergleichen *Bonstetten* (Quell. Schw. Gesch. XIII, 207, samt den dort angeführten Quellen). *Thommen*, in Geschichtsfreund, 58. Bd., Urkundenbuch von Beromünster, Nr. 48, *Campell*, Hist. Raet. I, 263 (Q. Sch. G. VIII). Zur Berufung der *Dominikaner* nach Chur (S. 249, 299) ist auch zu vergleichen *L. Sutter*, Die Dominikanerklöster auf dem Gebiete der heutigen deutschen Schweiz im XIII. Jahrh., Luzern 1893 (S. Abdr. aus Kathol. Schweizerblätter). — Daß die Annahme eines Bischofs *Hermann* von Chur, der auf Rudolf II. folgte (I, 392), auf einer Verwechslung beruht, habe ich bereits früher nachgewiesen (Quell. z. Sch. Gesch. XIII, 207, A. 5); es handelt sich dabei übrigens nicht um einen Hermann von Eschenbach, sondern Hermann von Arbon (ib. 209). — Über die Herkunft des Bischofs *Johann II. von Ehingen* (I, 388) vgl. nun den Artikel von *Plüß* im Anzeiger für Schweiz. Geschichte X, 476 (1909), der die Aufstellung Ms. mit neuen Gründen unterstützt. — Der Propst von St. Martin in Emmerich, der 1505 als Abgesandter des

Papstes nach Graubünden gesandt wurde (S. 512) heißt *Joh. Potken* (nicht Pothen)! — Ein interessantes Schreiben des Papstes an den Bischof von Chur vom 5. Juni 1518 findet sich bei Petrus *Bembo*, Epistolae, Litt. XV. Nr. 33 (ed. Argentorati 1609), das dem Verf. entgangen ist. Ebenso, daß Kaiser Maximilian dem Bischof von Chur im Juli 1513 Belehnung mit Benefizien bis 3000 Dukaten unter gewissen Vorbehalten zugestand. Vgl. *Hergenröther*, Leonis X Regesta Nr. 3854. Desgleichen ein Schreiben Adrians VI. vom 31. Oktober 1522 an Kaiser Karl V., daß er sich vorgenommen habe, den Bischof von Chur als genehme Persönlichkeit zu den Eidgenossen abzuordnen, vgl. *Gachard*, Correspondance de Charles Quint et Adrien VI, 1859, S. 129. — Über den Prozeß des Abtes Theodor *Schlegel* und seine Hinrichtung (S. 59, II) findet sich eine von M. nicht benutzte treffliche neuere Darstellung bei Ernst *Weiß*, Basels Anteil am Kriege gegen Giangiacomo de Medici, den Kastellan von Musso, Basel 1902, S. 50 ff. — Die Verbrennung der angeblichen *Hexen im Misox* durch Carolo Borromeo (II, 207) hätte mit Rücksicht auf die Behauptung von *Camenisch*, daß es sich um Protestanten gehandelt habe (Carlo Borromeo und die Gegenreformation im Veltlin, Chur 1901) und die sich daran knüpfende Kontroverse in der Schweiz. Rundschau, 2. Jahrg. (Mayer) und Schweiz. Theolog. Zeitschrift (XX Camenisch) wie wegen der Wichtigkeit der ganzen Angelegenheit eine ausführliche Behandlung erfordert. — Die *Emser Artikel* v. J. 1620 (II, 273) bilden eine ebenso interessante als unbekannte Parallele zu den Bestimmungen des zweiten Kappeler Friedens v. J. 1531. — Wenig bekannt dürfte auch der Versuch sein, i. J. 1636 in Chur eine *Jesuitenniederlassung* zu gründen (II, 376). — Über die Tätigkeit des Regens *Purtscher* und (II, 596) sein Pamphlet zur Losreißung Graubündens von der Schweiz wäre *Oechslis* Geschichte der Schweiz im 19. Jahrhundert, II. Bd. S. 91 ff. zu berücksichtigen gewesen, wenn Oechsli nicht etwa gleichzeitig (1913) erschien. Auf jeden Fall weicht seine Beurteilung Purtschers sehr stark von derjenigen Mayers ab! — Bei Aufzählung der *Klöster* (II, 696 und schon früher gelegentlich) wird die einschlägige monographische Literatur, die dem Benutzer großen Dienst erwiesen hätte, sehr und ungern vermißt. — Recht willkommen sind darum die zahlreichen chronologischen *Verzeichnisse* am Schluß, worunter wir nur eine Liste der Dompröpste vermissen!

Reicher illustrativer Schmuck begleitet die Darstellung, die an Reiz, Vollständigkeit und Zuverlässigkeit gewinnt, je mehr sie sich der neuern Zeit nähert und dem Forscher nach den verschiedensten angedeuteten Richtungen eine wahre Fundgrube bietet. Klerus und Laien, Forscher und Liebhaber werden mit gleichem Gewinn das reichhaltige und in manchen Richtungen vortreffliche Buch benützen können.

Freiburg i. Uechtland. *Albert Büchi.*

Mösch, Joh., Die Solothurnische Volksschule vor 1830. III. Bändchen. Bestrebungen zur Reform der solothurn. Volksschule von 1758–1783. Die Schule im Bucheggberg von 1653–1788. M. 5 Abb. und 2 Faks. (Mit-



teilungen des Histor. Vereins des Kantons Solothurn, Heft 7) Solothurn, 1914. gr. 8.

Mösch hat seiner Geschichte der solothurnischen Volksschule als Einteilungsprinzip die verschiedenen Stadien der Lehrerbildung zu Grunde gelegt, deren Wechsel mit bedeutsamen Wendepunkten der politischen und kulturellen Geschichte Solothurns zusammenfällt. So ergeben sich drei Abschnitte: 1. Die Zeit der fremden (wandernden) Schulmeister mit humanistischer (Lateinschul-)Bildung, vom Anfang des XVI. Jahrhunderts bis zum Bauernkriege 1653. 2. Die Zeit der einheimischen Schulmeister mit bloßer Trivialschulbildung, vom Bauernkriege bis zum Eindringen der Erziehungsideen Rousseaus in der zweiten Hälfte des XVIII. Jahrhunderts. 3. Die Zeit der an Normallehrkursen gebildeten Schulmeister, von der Gründung der ersten Lehrerbildungsanstalt 1783 bis zum politischen Umschwung 1830. Das neueste dritte Bändchen, mit dem das Werk bereits auf 700 Seiten angewachsen ist, führt die Darstellung bis zum Jahre 1783.

Für jeden Abschnitt entwirft der Verfasser zunächst in knappen, fast etwas zu knappen Zügen eine Skizze der historischen Zeitlage und ihrer Spiegelungen auf politischem, religiösem und wirtschaftlichem Gebiete. In diesen Rahmen hinein zeichnet er alsdann mit dem eindringenden Scharfblicke des praktisch erfahrenen Schulmannes die äußere und innere Entwicklung des Schulwesens. Da erhalten wir Aufschluß über die Stellung von Staat und Kirche zur Schule, über Schulaufsicht, Schulführung, Schulzeit und Schulbesuch, über die Herkunft, Vorbildung und Anstellungsart der Schulmeister, über die Besoldungsverhältnisse, über die Unterrichtsgegenstände und Lehrmittel, über die Schullokale zu Stadt und Land.

Die Darstellung stützt sich fast ausschließlich auf Quellen, die teils in Fußnoten teils im Anhang zu den einzelnen Bändchen, in sehr reicher Auslese zum Abdruck gebracht sind. Dem solothurnischen Staatsarchiv, der dortigen Stadt- und Kantonsbibliothek, den Gemeinde- und Pfarrarchiven des Kantons und einer Reihe außerkantonaler, staatlicher und kirchlicher Archive enthob Mösch in mühevoller Forschungsarbeit die Bausteine zu seinem Unternehmen. Schon durch das beigebrachte, auch kulturgeschichtlich hochinteressante Urkundenmaterial ist diesem ein bleibender Wert gesichert. Aber auch die umfassende Art der Verarbeitung wird ihm auf lange Zeit hinaus den Rang eines abschließenden Werkes bewahren. Das Bestreben des Verfassers, « nicht blos Aktenauszüge zusammenzustellen, sondern selbst die Einzelnotizen im Geiste der Zeit zu erfassen und ins Zeitbild hineinzuzeichnen, » ist ihm in hohem Maße gelungen. Dabei hat die Gewandtheit der Darstellung und die Bewegungsfreiheit gegenüber dem Texte der Urkunden im Laufe der Arbeit sichtlich zugenommen. Über jede einzelne Dorfschule bringt Mösch urkundlich verbürgte Mitteilungen. Wenn er damit zu Ortsschulgeschichten Anregung geben möchte, so bleibt nur zu wünschen, daß diese auch außerhalb des Kantons Solothurn bei Geistlichen und Lehrern auf fruchtbares Erdreich falle. Solche Ortsschulgeschichten würden wertvollstes Material für die



Schulgeschichte der einzelnen Kantone zu Tage fördern, auf die eine neue Geschichte des Volksschulwesens in der Schweiz sich aufbauen ließe.

Ref. muß es sich versagen, auf den reichen Inhalt näher einzutreten. Immerhin sei ein Moment, das für die gesamte politische und kulturelle Entwicklung eines Staatswesens in hervorragendem Maße mit in Ausschlag gebracht werden muß, in seiner Gestaltung für den Kanton Solothurn kurz angedeutet: das Verhältnis der Staatsgewalt zur Schule. Aus Möschs Untersuchung ergibt sich folgendes: Für die Stadt Solothurn hatte der Rat 1520 eine eigene Schule ins Leben gerufen, die fortan neben der « lateinischen » Stiftsschule als offizielle « deutsche » Schule bestand. Anders war sein Verhältnis zu den Schulen auf dem Lande. Während die kirchlichen Behörden sich der Landschulen, in denen sie in erster Linie Stätten der religiösen Jugenderziehung erblickten, eifrig annahmen und sie finanziell unterstützen, verhielt sich der Rat gleichgültig, seit den Neunziger Jahren des XVI. Jahrhunderts geradezu ablehnend. Wird doch in einer Verfügung vom 7. März 1594 (Mösch I, S. 198) der Vogt von Falkenstein angewiesen, er soll den Landtlüthen anzeigen, daß si ire Khinden lehrind wärchen und der Schulmeyster müesig gan. » Der Grund ist klar. Die solothurnischen Oligarchen sahen in der intellektuellen Hebungs der « Untertanen » eine Gefährdung ihrer unumschränkten Selbstherrlichkeit. Bezeichnend genug ist es, daß 1768 ein von der solothurnischen ökonomischen Gesellschaft (gegründet 1762 und von den nämlichen Ideen getragen wie die ungefähr gleichzeitig entstandene Helvetische Gesellschaft) ausgeschriebene Preisaufgabe: « Wie können in unserm Kanton die Schulen besser eingerichtet werden? » infolge des unverholenen Mißfallens des Rates nicht zur Verlesung gelangen konnte. Bei der nächsten Preisverteilung am 2. Januar 1769 wurden Preise für die Fragen über bessere Schweinezucht und Bewässerung der Wiesen ausgegeteilt.

Inzwischen hatten bereits die politischen und pädagogischen Ideen Rousseaus in Europa zu zünden begonnen. Es war das ferne Wetterleuchten vor dem Sturme, der den in brutaler Selbstsucht erstarrten Absolutismus hinwegfegen sollte. In Solothurn war dem Genfer Philosophen ein begeisterter Anhänger erstanden: der seiner Zeit weit vorauseilende Chorherr Franz Philipp Gugger. Was in der ökonomischen Gesellschaft nicht besprochen werden durfte, legte er in seinen Schriften: « Kurze Nachricht von der Lehrart in Silena zur Bildung eines Patrioten » und in der « Kurzen Geschichte der Philontis » der Öffentlichkeit vor.

An die Besoldung der Landschulmeister trug der Rat — von vereinzelten Ausnahmen abgesehen — nichts bei. Sie bestand ursprünglich nur aus dem Schulgeld der Kinder. Als dieses nicht mehr genügte, traten Kirche und Gemeinde mit Beiträgen ein. So kam zu dem Schulgelde ein Fixum, das jede Gemeinde von sich selbst aus festsetzte.

Die Schulmeister waren bis nach dem dreißigjährigen Kriege meist wandernde Süddeutsche, die nach Art fechtender Handwerksburschen um « Arbeit » ausgingen. Ihre Bildung war in der Regel nicht ganz gering. Wenigstens zeigen manche in schriftlichen Ausfertigungen eine bemerkenswerte Gewandtheit in der deutschen Sprache und Spuren von Kenntnissen



im Lateinischen (vgl. I., S. 141). Als Voraussetzung dieses Bildungsgrades wird der Besuch der untern Klassen von Lateinschulen anzunehmen sein. Zur Beleuchtung ihrer materiellen Lage sei aus Mösch (I. S. 85) folgende Feststellung herausgegriffen : « Im Jahre 1619 gibt der Rat von Solothurn seinem Gesandten Instruktion für die Jahresrechnung der XIII Orte. Der Gesandte sollte u. a. darauf dringen, daß gegen die Bettler vorgegangen werde. Als solche Bettler werden aufgezählt : Brandbettler, starke Bettler, Schulmeister und Landstreicher. » Seit dem dreißigjährigen Kriege blieben die deutschen Schulmeister aus. Vorerst wurden sie durch Zuzug von meist humanistisch gebildeten Kräften aus den Nacharständen ersetzt. Seit etwa 1670 sehen wir auch einheimische Geistliche als Volksschullehrer. Mehr und mehr aber wurden ansässige Laien mit der Schulführung betraut, wobei die Anforderungen an ihre Bildung sich in ebenso bescheidenem Maße hielten wie das materielle Entgelt. Sie beschränkten sich auf Kenntnis der wichtigsten Glaubenswahrheiten und des Lesens und Schreibens. Gewöhnlich hatten diese Landschulmeister nur die eigene Dorfschule besucht. Alle weitern Kenntnisse erwarben sie sich durch Aushilfstätigkeit bei amtierenden Schulmeistern, von denen sie sich in ihre Unterrichtstechnik einführen ließen. *Johann Fleischli.*

P. Placidus a Spescha. Sein Leben und seine Schriften... herausgegeben von Prof. Dr. Fried. Pieth in Chur und Prof. Dr. Karl Hager in Disentis mit einem Anhang von P. Maurus Carnot in Disentis. Verlag von Benteli, Bern 1813. Großoktav, CXIII und 515 Seiten.

Manche kleine Arbeiten machten den merkwürdigen Mann wohl seiner engern Heimat bekannt ; in weitern Kreisen blieb er vergessen. In obigem Werke bieten zwei Kapitularen von Disentis und ein Professor in Chur eine vollständige Lebensgeschichte, sodann eine umfassende Würdigung des literarischen Forschens und Schaffens des eigentümlichen Gelehrten, nebst einer reichen Auslese aus seinen Werken.

Geboren 1752 in Truns am jungen Rhein, 12 Km. unter Disentis, kam der urwüchsige Sohn der Berge 22-jährig ins Stift, erhielt seine weitere wissenschaftliche Ausbildung im Kloster Einsiedeln und wurde nach seiner Priesterweihe 1782 auf eine Expositur seines Klosters am Lukmanier versetzt. Hier in dieser großartigen Gebirgswelt, wo die Seelsorgsarbeiten ihn nicht allzusehr in Anspruch nahmen, verlegte sich P. Placidus auf das Besteigen und Erforschen der Berge. Reiche Sammlungen von Krystallen und anderen Naturalien, Kartenskizzen, Beschreibungen geographischen und geologischen Inhalts sind die Frucht seiner unermüdlichen Forschungen. Bald wurde er mit den bedeutendsten Naturforschern und Geographen der Zeit bekannt und befreundet, seine Sammlungen und Ergebnisse berühmt. Auch seine Muttersprache das Räto-Romanisch, besonders seinen Heimatdialekt, das « Romontsch » und das engadinische Ladinisch zog er, ohne gerade Philologe zu sein, in seinen Bereich.

Eine bewegte Zeit begann für ihn, als die Wogen der französischen Revolution auch die Schweiz überfluteten. Wie so viele andere, jubelte auch P. Spescha in guten Treuen der neuen Ära der Freiheit entgegen ;



ihre Früchte bekam er genugsam zu verkosten. Sein Stift wurde von den wilden französischen Soldatenhorden geplündert und eingeäschert, die Konventualen zerstreut, er selbst als vermeintlicher Franzosenfreund — weil er ihnen gezwungen zu seinem bittersten Schmerz seine Kartenwerke ausliefern mußte — von den einrückenden Österreichern nach Innsbruck geschleppt und dort zwei Jahre bei den Serviten in Haft behalten. Der Gefangene benützte seinen unfreiwilligen Aufenthalt daselbst zu eifrigem Studium und zu theoretischer Erweiterung seiner Kenntnisse. Nach der Rückkehr wurde ihm weder von der Kantonsregierung noch von andern nach seiner Meinung dazu Verpflichteten Genugtuung geleistet, was in ihm nach und nach tiefe Erbitterung und Unzufriedenheit erzeugte. Diese sowie seine freiern Ansichten über klösterliche Disziplin und nicht immer korrekte Anschauungen in religiösen Dingen bereiteten P. Placidus und seiner Umgebung in den letzten 30 Jahren viel Ungemach. Mit dem Abt und noch mehr mit manchen Mitbrüdern vertrug er sich nicht am besten; von den verschiedenen Seelsorgestationen, wo er wirkte, kamen mannigfaltige Klagen wegen mangelhafter Erfüllung seiner Obligenheiten, besonders wegen Vernachlässigung der Residenzpflicht. Der Gelehrte lebte eben ganz in seinen Arbeiten und Forschungen, hielt sich Tage- ja wochenlang in den Gebirgen. Das Volk hatte kein Verständnis für seine wissenschaftliche Bestrebungen; dazu kam der schlechte Erfolg einer Bergwerksunternehmung, die er eifrig befürwortet hatte, woran indessen nicht er, sondern die liederliche Verwaltung die Schuld trug. Seine Gereiztheit, einerseits, sodann wohl auch zu wenig Rücksichtsnahme auf seine Originalität und Verkennung von Seiten der Mitbrüder ließen ihn immer mehr vereinsamen. 1833 starb er in seinem Geburtsort.

Die Zahl seiner Schriften ist sehr groß. Vieles von seinen Sammlungen und Schriften ging schon im Klosterbrand von 1799, anderes während seiner Gefangenschaft, manches im Brand von 1847 zu grunde. Seine Resultate in Alpenforschung und Naturbeobachtung, wenn auch heute meist überholt, hatten verdientes Ansehen, vieles, wie die Ausführungen über Bergwerke fand praktische Anwendung; seine geschichtlichen und geographischen Arbeiten haben zum Teil bleibenden Wert, vorab seine Aufzeichnungen der bündnerischen Begebenheiten im letzten Viertel des XVIII. und im ersten des XIX. Jahrhunderts und seine klimatischen Beobachtungen in den Alpen. Merkwürdig, wenn auch ohne Resultat, sind seine Vorschläge für eine bessere Orthographie des Romanischen; auch seine Bemühungen zur Erzielung einer einheitlichen Schriftsprache für alle rätoromanischen Dialekte scheiterten wie andere ähnliche Versuche neuerer Zeit an der Macht der Verhältnisse. Im schönen Band sind alle Schriften (82) aufgezählt, zum Teil skizziert, ein sehr wertvoller Bruchteil ist wissenschaftlich ediert. Die Lektüre ist ungemein fesselnd und eröffnet im Verein mit dem auserlesenen Bilderschmuck, einen interessanten Einblick in die Sitten und Kultur des Bündner Oberlandes und in die Bodengestaltung und Eigentümlichkeit der großartigen rätischen Gebirgswelt, welcher P. Placidus so viel Liebe und Verständnis entgegenbrachte.

P. Fridolin Segemüller, O. S. B.

L. Suter, Histoire suisse, édition française par G. Castella, avec un supplément : résumé d'histoire Suisse pour les cours de perfectionnement et pour les examens de recrues. 300 gravures, 5 cartes et 1 planche en couleurs. 2[me] édition. Benziger u. C[ie], Einsiedeln, 1915, 480 S. in 8°, Originalschuleinband 4 Fr. 25 Rp., eleg. Bibliothekeinband 5 Fr.

Zwei Jahre nach der lang ersehnten Schweizergeschichte Suters in deutscher Sprache folgt die französische Ausgabe von D[r] *G. Castella*, die nun auch den französischen Mittelschulen ein Lehrmittel für Schweizergeschichte bietet, wie es inhaltlich und in der Ausstattung die heutigen Anforderungen erheischen. Was als Vorzug des Suter'schen Werkes bereits hervorgehoben wurde (vgl. die Besprechungen von J. Fleischli in Z. f. Sch. K. VII, 67–69, und von mir in Schweiz. Rundschau XIII, 72–74), gilt auch von der französischen Ausgabe, die sich zwar inhaltlich der Vorlage anschloß, aber nicht sklavisch, sondern in der Übertragung sich jene Freiheit des Ausdruckes gestattete, die vom sprachlich-stilistischen Standpunkte nur zu begrüßen ist und dem Geschmack unserer welschen Eidgenossen entgegenkommt. Aber auch inhaltlich beschränkt sich Castella nicht auf die bloße Übertragung seiner Vorlage, sondern es ist eine erweiterte und verbesserte Auflage geworden. Das zeigt schon der Umfang, der um fast 100 Seiten gewachsen ist, aber auch der Inhalt durch Einschiebung einiger neuer Abschnitte, die speziell den Bedürfnissen der welschen Schweiz entgegenkommen, so Nr. 16, Pierre de Savoie, le Petit Charlemagne, Nr. 34, Fribourg, ville d'industrie au moyen âge, Les foires de Genève, Nr. 45, Fribourg rompt avec l'Autriche, passe à la Savoie et se rapproche de la Confédération, Nr. 73 Maintien de la foi catholique à Fribourg et au Valais und Nr. 114 L'heure présente. Von all diesen Kapiteln möchte ich keines missen als das letzte, wo nicht mehr der Historiker redet, sondern der Politiker, und die Postulate der neu-helvetischen Gesellschaft entwickelt werden. Wir zweifeln nicht an den sehr wohlmeinenden Absichten des Verfassers, glauben aber, daß er zu sehr sich durch den Drang des Augenblickes hat fortreißen lassen, und daß es nicht Aufgabe eines Schulbuches sein kann, rein politische Forderungen (politische und wirtschaftliche Selbständigkeit und Fremdenfrage) zu entwickeln, obwohl ich materiell die Auslassungen Castellas nicht beanstanden möchte!

Allein auch innerhalb der alten Kapitel zeigt sich überall die ergänzende, vielfach verbessernde Hand des sachkundigen Übersetzers, manchmal in kleinen Weglassungen, öfter jedoch in längern und kürzern Einschiebseln, immer mit der geschickten Absicht, das Buch welschen Lesern mundgerecht zu machen, und ich glaube auch, daß ihm dies in hohem Grade gelungen ist. So hat er sich vor allem die Wünsche der Referenten über die deutsche Ausgabe gemerkt und ihnen meistens Rechnung getragen, was die Wissenschaftlichkeit und Brauchbarkeit dieses Lehrmittels nur erhöht hat. So hat er die Sage von der Befreiung der Waldstätte (Kap. 24) nicht mehr nach Tschudi, sondern nach Joh. v. Müller gestaltet, eine kleine Verbesserung, aber noch nicht genügend, da hier nur ein Zurückgehen auf das Weiße Buch von Sarnen das kritische Gewissen einigermaßen zu beruhigen

vermag. Infolge dessen spielt das Jahr 1308 in den Schulbüchern noch eine Rolle, die ihm die kritischen Darstellungen gänzlich bestreiten müssen. Auch scheint Verf. die Bedeutung des ersten Kappeler Landfriedens (1529) noch nicht erfaßt zu haben, obschon er sich Mühe gibt, über Suter hinauszukommen. Entscheidend ist eben jene Bestimmung, welche Suter und Castella nicht anführen, nämlich, daß in den gemeinen Vogteien nur die Katholiken sich einem Mehrheitsentscheid fügen mußten, indem diese nur die Wahl hatten, den Glauben zu wechseln oder auszuwandern, während eine evangelische Minderheit bei ihrem Bekenntnis verbleiben durfte und jederzeit eine neue Abstimmung provozieren konnte. Diese « hinkende » Parität mußte auf die Dauer in den gemeinen Vogteien das katholische Bekenntnis ausrotten, wie es mit der Herrschaft dieses Prinzips in der bernisch-freiburgischen Vogteien tatsächlich der Fall war. Vgl. dazu die sehr lehrreiche Abhandlung von Dupraz, Introduction de la Réforme par le « Plus » dans le bailliage d'Orbe-Echallens (in Heft 1, 2 und 3 des 9. Jahrgangs dieser Zeitschrift). Nicht die Parität war das Schlimme an diesem Frieden, sondern die einseitige Begünstigung der Evangelischen, die den Katholiken das Schwert in die Hand drückte, um dem sicheren Verlust der gemeinen Vogteien für ihren Glauben vorzubeugen. Das kann nicht scharf genug hervorgehoben werden und ist leider auch den meisten katholischen Historikern entgangen, während die protestantischen sich in der Regel über diesen Punkt sehr unbestimmt und oft irrtümlich ausdrücken.

Abgesehen hievon sind die meisten Änderungen bezw. Ergänzungen der Geschichte Freiburgs und der welschen Schweiz überhaupt gewidmet sowie der Geschichte des XIX. Jahrh. besonders den kulturhistorischen Abschnitten. Neu hinzugefügt ist auch ein Literaturverzeichnis, das dem Buche einen wissenschaftlichen Gehalt und mehr den Charakter eines Hand- als eines Schulbuches verleiht. Die wissenschaftlichen Verweise sind recht gut, gehen manchmal nur zu sehr ins einzelne. Vielleicht hätte eine bloße Übersicht über die wichtigsten Hilfsmittel auch genügt. Diese Abschnitte sind für reifere Leser bestimmt. Neben der Übersicht über die wichtigsten Ereignisse der Schweizergeschichte hat der Bearbeiter auch eine solche für die allgemeine Geschichte eingeführt, gewiß eine schätzbare Neuerung.

Die Erfahrung wird nun zeigen müssen, ob sich alle diese Neuerungen für den Unterricht bewähren. Sicher aber darf schon jetzt gesagt werden, daß das an sich schon treffliche Schulbuch Suters durch die Bearbeitung Castellas nach verschiedener Hinsicht noch entschieden gewonnen hat, daß es nicht bloß ein gutes Schulbuch, sondern auch eine vorzügliche Einführung in unsere Schweizergeschichte für weiteste Kreise und speziell für die welsche Schweiz ein Handbuch von unübertroffener Reichhaltigkeit des Inhalts und Schönheit der Ausstattung geworden ist, ohne Beeinträchtigung des ruhigen, sachlichen und vornehmen Tones in politischen wie in religiösen Abschnitten, der es auch dem Nichtkatholiken sympathisch machen wird. Wann wird das Schulbuch für allgemeine Geschichte an den katholischen Mittelschulen der Schweiz folgen? *A. Büchi.*

Hans Georg Wirz, Zürich und Konstanz im Kampf zwischen Ludwig dem Bayer und dem Papsttum. Zürcher Dissertation. Frauenfeld, 1912. 87 S. gr.-8°. (Sonderabdruck aus Schriften des Vereins für Geschichte des Bodensees, 41. Heft.)

Diese fleißige und sorgfältige Untersuchung über die noch wenig erforschte Zeit des Kampfes zwischen Ludwig dem Bayer und dem Papste, die mit der ersten Entwicklung der noch jungen Eidgenossenschaft zusammenfällt, beschränkt sich zwar auf Zürich und die verbündete Stadt Konstanz, enthält aber trotzdem wertvolle Aufschlüsse über die Rückwirkung des leidenschaftlich geführten Kampfes auf die gleichzeitige Entwicklung der Eidgenossenschaft. Das Bild der damaligen kirchlichen Zustände ist ergreifend und anschaulich, aber wenig erbaulich und erweckt das Verlangen, der Verfasser möchte diese Studie auf die Urkantone in der gleichen Epoche ausdehnen. Unter den Beilagen findet sich eine Anzahl von Urkunden aus dem Zürcher Archiv, die bis jetzt noch nie im Wortlaut publiziert wurden. Quellen und Literatur sind sorgfältig und bibliographisch genau angeführt, was die Brauchbarkeit der Arbeit sehr erhöht. Daß der Papst einen « Bruder » (S. 32) zum Abte ernannt habe, ist kanonisch ein Unding. Die « Brüder » waren und sind Laien, haben keine Weihen und sind folglich unfähig Dignitäten zu erlangen. Im Literaturverzeichnisse vermisse ich *Ringholz*, Geschichte des Stiftes Einsiedeln 1904, die gerade für diese Epoche sehr aufschlußreich ist. Eine Kritik der Chronikberichte in Beilage II enthält bemerkenswerte Ergebnisse über das Verhältnis der verschiedenen Handschriften der Zürcher Chronik, die Dierauers Aufstellungen in nicht unwesentlichen Punkten modifizieren (vgl. dessen Ausgabe der Chronik der Stadt Zürich in Quellen zur Schweizergeschichte, Bd. XVIII) und einer neuen einläßlichen Prüfung dieser Frage rufen.

Ein Glaubensheld der modernen Zeit : Contardo Ferrini, o. ö. Professor des römischen Rechts. Nach der Biographie von **Dr. Carlo Pellegrini** übersetzt von Dr. Alois Henggeler. Mit einem Bildnis. 8° (VIII u. 140 S). Freiburg i. Br. 1914, Herdersche Verlagsbuchhandlung. M. 1.80 ; geb. in Leinwand M. 2.50.

Auf dem Lehrstuhle Pavias, einer der ersten Hochschulen Italiens, wirkte er, Contardo Ferrini, dieser anerkannte Lehrer des römischen Rechts, groß und berühmt in der Wissenschaft, doch größer und erhabener noch im Glauben. Wir sehen ihn heranwachsen im Hause seiner tief christlichen Eltern und begleiten ihn durch seine Lehr- und Wanderjahre. Wir bewundern das segensreiche Wirken des jugendlichen Professors in Schule und Staat, im privaten wie im öffentlichen Leben. Wir lernen ihn lieben, wie seine Schüler ihn liebten, und wie seine Zeitgenossen sind wir bestrebt, ihn nachzuahmen in all seinem Handel und Wandel. Ferrini ist ja kein trockener Heiliger. Er liebt die Natur, vor allem die schneebedeckten Firne seiner heimatlichen Berge. Er meidet keineswegs die frohe Gesellschaft treu ergebener Freunde. Er ist kein Einsiedler. Er lebt mit der

Zeit. Er wacht ja, im Rate sitzend, über das Wohl seiner Stadt und streitet für die Kirche um ihre heiligen Rechte. Ferrini ist ein ganzer Mann, ein kraftvolles Beispiel für alle, besonders die katholische Studentenwelt.

Möge daher das Büchlein vom Glaubenshelden, das, innige Frömmigkeit atmend, in warmer Begeisterung, doch fern von aller Lobrednerei geschrieben ist, in weitesten Kreisen Eingang finden.

Aug. Ramsperger.

Société économique et d'utilité publique de la ville de Fribourg. Souvenir du centenaire de sa fondation, 1813–1913. Fribourg 1914, 132 p.

Diese Festschrift enthält zwei Arbeiten : *a*) Catalogue des manuscrits de la bibliothèque de la Société économique de Fribourg, par *Wilh. Jos. Meyer.* Keine Bibliothek des Kantons Freiburg besitzt so viele und so wertvolle Handschriften aus verschiedenen Gebieten wie jene der Ökonomischen Gesellschaft, vor allem Dank der Munifizenz eines ihrer Gründer, Ignaz von Gady. Da sie noch nie eingehend katalogisiert und beschrieben waren, so wird man in weitesten Kreisen dem Herausgeber für seine genaue und streng wissenschaftliche Aufzählung und Beschreibung Dank wissen. Den Historiker werden insbesondere die Stadt- und Landrechte von Freiburg und Waadt interessieren, neben den zahlreichen Chroniken, welche neben der bernischen und freiburgischen auch die Zürcher Geschichtsschreibung betreffen, ferner die Reformationsgeschichte. Auffallen dürfte, daß die verschiedenen Chroniken Bullingers samt Fortsetzungen sich neben denen des Toggenburger Krieges von 1712 vorfinden, ferner neben Justinger und Schilling auch die Chroniques du pays de Vaud, neben der Freiburger Chronik des Niklaus von Montenach eine Beschreibung des zweiten Kappelerkrieges von *Balthasar Stapfer*, die zwar von Haller erwähnt, aber noch nie untersucht und veröffentlicht wurde, verschiedenes Material zur Geschichte des Toggenburg, die hinterlassenen Schriften des Freiburger Geschichtsschreibers v. Alt usw. Ein alphabetisches Personen- und Ortsregister erleichtert den Gebrauch und läßt den reichen Inhalt ahnen. Dazu kommen Verzeichnisse der Verfasser, Kopisten und Besitzer der Handschriften, ihre Aufzählung unter dem Gesichtspunkte der Sprache und des Alters. Einige Faksimileproben von Zeichnungen und Handschriften bilden den künstlerischen Schmuck.

b) Le chancelier Techtermann, par *Tobie de Raemy*, eine gedrängte Biographie dieses Freiburger Humanisten, Rechtshistorikers und Staatsmanns (1551–1618) auf Grund seines reichen handschriftlichen Nachlasses. Dadurch wird nun eine abschließende, noch eingehendere Würdigung seiner vielseitigen schriftstellerischen Tätigkeit, wozu bereits verschiedene Vorarbeiten vorhanden sind, bedeutend erleichtert. Herr v. Raemy hat uns durch seine gewissenhafte und sorgsame Zusammenstellung den Weg dazu gebahnt. Eine treffliche Wiedergabe seines Porträts gereicht der Arbeit zur Zierde.

A. Büchi.

Fribourg (Suisse). — Imprimerie Saint-Paul.



Zeitschrift

für

Schweizerische Kirchengeschichte

Revue d'Histoire Ecclésiastique Suisse

●●●

HERAUSGEGEBEN VON PUBLIÉE PAR

ALBERT BÜCHI UND JOH. PETER KIRSCH

o. ö. Professoren an der Universität Freiburg (Schweiz)

Redaktionssekretär : M. BESSON, *Secrétaire de la Rédaction*

Professeur à l'Université et au Séminaire, Fribourg

IX. JAHRGANG, IV. HEFT. — 9me ANNÉE, FASC. IV.

Abonnementspreis : 6 Fr. — Prix de l'abonnement : 6 Fr.

STANS 1915

HANS VON MATT & Cie VERLAGSHANDLUNG



Inhaltsverzeichnis — Sommaire

GRÖSSERE BEITRÄGE
welche für die nächsten Nummern in Aussicht genommen wurden.

TRAVAUX
que la Revue publiera prochainement.

Alb. Büchi, Kardinal Schiner und die Reformation. — **Max de Diesbach,** Le testament de Nicolas de Diesbach, suffragant de Bâle. — **Fréd. Dubois,** Iconographie de Notre-Dame de Lausanne. — **Konrad Kunz,** Die Synodalstatuten des Bischofs Friedrich II. von Konstanz vom Jahre 1436. — **J. Lombriser,** Nicolaus Rusca, Erzpriester von Sondrio. — **Leo Meyer,** Die Walliser Kanzlei bis 1350. — **Josef Müller** (Stiftsarchivar), Karl Borromeo und das Stift St. Gallen. — **Georg Schuhmann,** Wer war der Urheber der Schweizerbruderkriege, Murner oder Zwingli ? — **Jeanne Niquille,** Les Bénédictines d'Engelberg. — **Paul Diebolder,** Bischof Gebhard III. von Konstanz (1084-1110) und der Investiturstreit in der Schweiz.

N.-B. — Alle für die Zeitschrift für schweiz. Kirchengeschichte bestimmten Rezensionsexemplare sind an den Redaktionssekretär Prof. Dr. M. Besson in Freiburg zu adressieren. — Tous les ouvrages destinés à recevoir un compte rendu dans la *Revue d'Histoire ecclésiastique suisse* doivent être envoyés directement au secrétaire, M. Besson, professeur, Fribourg.

Die Zeitschrift
für Schweizerische Kirchengeschichte
erscheint 4 Mal jährlich.

LA REVUE
D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE SUISSE
paraît par fascicules trimestriels.

Comment l'archevêque de Besançon est devenu seigneur de Nyon.

Par MAXIME REYMOND [1].

On sait qu'au XIIIme siècle l'archevêque de Besançon apparaît comme seigneur suzerain de la ville de Nyon, singularité d'autant plus remarquable que, au spirituel, cette localité dépend de l'évêque de Genève suffragant de Vienne. En 1246, l'archevêque de Besançon reçoit l'hommage d'Humbert de Cossonay dont le frère Guillaume administrait ce bourg comme dépendance du château de Prangins. En 1272, il concède le fief de Nyon au comte de Savoie, qui, en 1293, s'empare du domaine utile au détriment du sire de Prangins.

Ces faits sont connus. Les documents de cette époque ont été publiés par F. de Gingins [2] et L. de Charrière [3]. Ce qui reste à éclaircir, c'est l'origine même du droit de l'archevêque sur Nyon, et l'on a présenté à ce sujet des hypothèses très fragiles. C'est ainsi qu'on a dit que Nyon dépendait au Vme siècle déjà du siège de Besançon, parce qu'un évêque, Amancius, vint y mourir en exil : la déduction est téméraire, et au surplus cet Amancius est rejeté par les critiques [4]. On a aussi imaginé un système de compensation entre l'évêché de Belley et un évêché que l'on croit avoir existé à Nyon, système que n'appuient pas les documents historiques [5].

[1] Travail lu à la séance de la Société d'histoire de la Suisse romande tenue à Nyon le 7 octobre 1915.

[2] F. DE GINGINS, *Histoire de la Cité et du comté des Equestres*. Lausanne, 1865, t. XX des M. D. R.

[3] L. DE CHARRIÈRE, *Recherches sur les Dynastes de Cossonay*. Lausanne, 1865.

[4] J. DEY, *Essai historique sur les commencements du christianisme et des sièges épiscopaux en Suisse*, t. III du *Mémorial de Fribourg*, p. 331.

[5] Cf. Pour l'évêché de Nyon : J.-B.-G. GALIFFE, *Le problème du diocèse de Nyon*, Lausanne, 1890. Contre : M. BESSON, *les Origines des évêchés de Genève*,



* * *

Le meilleur moyen d'arriver à des conclusions satisfaisantes est d'examiner les textes mêmes qui établissent l'autorité de l'archevêque de Besançon. Le document capital est celui du 11 juin 1246[1], par lequel Jean de Cossonay, évêque de Lausanne, constate que son frère Humbert, sire de Cossonay, a fait hommage à l'archevêque Guillaume de Besançon, reconnaissant tenir de lui en fief Nyon et le village de Promenthoux, de la fontaine du milieu du Chêne[2] à la maladière de Nyon ; plus le lac, depuis le rivage devers Nyon jusqu'au milieu du lac ; le péage, la pêche trois jours de la semaine et la queste des poissons pendant le carême, du canal de Bursins à la pierre de Moray. Le sire de Prangins a confessé être homme lige avant tous autres de l'archevêque des deux côtés du Jura, avec réserve de la fidélité due au sire de Gex et du fief du comté de Genève qui s'étend de l'eau de Prangins à la fontaine de Brallons[3].

Humbert de Cossonay tenait, comme l'on voit, plusieurs biens de l'archevêque de Besançon :

1° Le bourg de Nyon et le village de Promenthoux.

2° Le lac, c'est-à-dire le droit de pêche et de seigneurie dans le rayon de Nyon.

3° Le péage.

4° Les dîmes sur un territoire déterminé.

* * *

Laissons pour le moment de côté le bourg de Nyon. La lumière nous viendra des autres indications.

La seigneurie sur le lac et le droit de pêche n'ont pas dans ce document une étendue bien délimitée. Un texte postérieur apporte à ce

Lausanne et Sion, Fribourg, 1906. — ED. PHILIPON, *Les origines du diocèse et du comté de Belley*, Paris, 1900. — P.-E. MARTIN, *Etudes critiques sur la Suisse à l'époque mérovingienne*. Genève, 1910.

[1] L. DE CHARRIÈRE, *Dynastes de Cossonay*, p. 272.

[2] Il s'agit probablement ici du bois du Chêne ou de Promenthoux, comme on le voit par la reconnaissance de 1613.

[3] Cette fontaine ou source de Brallons se trouvait tout près de Prangins. Brallons figure encore comme lieu-dit dans un minutaire du notaire Mugnier en 1439, « ouz Bralion, au territoire de Prangins. (A. C. V., notaire.)

sujet les précisions désirées. En 1613[1], les seigneurs de Prangins reconnaissent tenir du souverain, entre autres la pêche soit queste du lac depuis l'épine du Rupalex, près de Rolle, jusqu'à la Vogette sous la maladière de Versoix, dès le milieu du lac tendant vers Prangins. En vertu de quoi, les dits seigneurs perçoivent une truite par grand filet jeté du soleil couchant au soleil levant, et deux truites pendant le carême soit pendant le mois de mars. Le temps a évidemment adouci les obligations des pêcheurs, mais malgré la distance qui sépare 1613 de 1246, il n'y a pas de doute, pour qui connaît la persistance des usages féodaux, que le second document se juxtapose au premier qu'il explique.

Nous en retiendrons surtout ici les limites indiquées. La seigneurie de l'archevêque de Besançon sur le lac s'étendait bien au delà du territoire particulier de Nyon. Le Rupalex est un ruisseau qui coule entre Rolle et Perroy. La maladière de Versoix était entre cette localité et Genthod. Ces mêmes limites sont indiquées en 1439[2] dans une pétition des bourgeois de Nyon qui reconnaissent que le droit de pêche — dont eux-mêmes sont exempts — s'applique de l'Orme sous Genthod à l'Epinette du Rupalex. En outre, il ne s'agit pas d'un droit établi par les comtes de Savoie depuis qu'ils sont devenus maîtres de Nyon, car la reconnaissance de 1613 dit formellement qu'il est de la mouvance du château de Prangins.

* * *

La délimitation des dîmes est précisée dans l'acte de 1246. Le droit du seigneur de Prangins va du canal de Bursins à la pierre de Moray. Le « canal » de Bursins n'existe plus ; un lieu dit En Chenau en rappelle l'existence. La pierre de Moray est une colline près de Gex, au-dessus de Coppet et de Versoix.

Ces limites offrent pour nous ce premier intérêt qu'elles correspondent à peu près à celles du droit de pêcherie. En effet, la pierre de Moray se relie directement à Versoix par l'Oudard et la Versoye, qui forment une borne naturelle au midi. Au nord, Bursins est en deçà de Rolle, alors que le Rupalex est un peu au delà, mais cette différence est légère et elle se justifie par l'existence de l'ancienne seigneurie de Mont qui ne relevait pas de Besançon.

[1] Quernet des nobles de Diesbach, seigneurs de Prangins et de Gland, en faveur de LL. EE. de Berne, aux Archives cantonales vaudoises.

[2] Grenus, *Documents relatifs à l'histoire du Pays de Vaud*. Genève, 1847, p. 59.



De telle sorte que, en définitive, la seigneurie de l'archevêque de Besançon sur les dimes et la pêcherie s'étendait sur tout ce qui forma sous la maison de Savoie le mandement de Nyon, tel qu'on le voit délimité dans la pétition de 1439 dont nous avons parlé, à la réserve que la terre de Commugny ne faisait pas partie de ce mandement, et que celui-ci s'étendait jusqu'à l'Epinette de Vers, en deçà de Rolle, et non à celle du Rupalex [1].

Différents documents montrent que les seigneurs de Prangins usaient effectivement du droit de dîme. Ils firent à plusieurs reprises abandon à un couvent ou à une église de telle ou telle partie des dimes de leur ressort, et la cession la plus caractéristique est celle des dimes de Divonne au monastère de Saint-Oyend [2] ; Divonne est à la limite ouest du mandement de Nyon.

* * *

La dîme est d'origine ecclésiastique, mais très rapidement les princes s'en sont emparés — on en citerait de nombreux exemples dès le IXme siècle [3] — et il est d'autant plus intéressant ici de constater que l'archevêque de Besançon possédait la dîme du mandement de Nyon, non pas en temps qu'évêque — le diocésain du lieu est l'évêque de Genève — mais à titre de seigneur temporel et qu'il inféode son droit comme un fief quelconque.

La dîme est donc entre ses mains un droit seigneurial, et le droit de pêche, comme aussi le droit de péage, sont également des droits seigneuriaux. Du moins ils le sont au XIIIme siècle. Mais nous devons remonter plus haut, et nous constatons alors que ce sont au IXme siècle des droits régaliens, de ceux-là même que les Carolingiens et les Rodolphiens cédèrent aux comtes pour salaire de leur administration. Puis, l'exemple de l'évêque de Lausanne, investi en 1011 des droits du comte de Vaud, et d'autres encore nous montrent que, sous Rodolphe III notamment, ces avantages passèrent plus d'une fois des comtes aux évêques.

Mais de quels droits comtaux l'archevêque de Besançon pouvait-il bien avoir hérité ?

[1] Voir GRENUS, p. 63 et Carte Siegfried.
[2] L. DE CHARRIÈRE, *Dynastes de Cossonay*, p. 264.
[3] IMBART DE LA TOUR, *Les paroisses rurales du IVme au IXme siècle*, p. 153

* * *

Avant de répondre à cette question, il nous faut examiner deux documents contemporains de la reconnaissance de 1246. Le Cartulaire de l'archevêché de Besançon enregistre, aux années 1229-1230[1], un hommage du sire de Cossonay et un autre d'Etienne de Rossillon, ce dernier pour « fiefs de la pierre de Moray à Pirun ». Le Cartulaire de Montfaucon[2] spécifie de son côté que ces fiefs d'Etienne de Rossillon consistaient en dîmes, ajoutant que l'archevêque avait placé Etienne dans l'hommage d'Humbert de Cossonay. C'est-à-dire que celui-ci tenait du prélat non seulement les dîmes du canal de Bursins à la pierre de Moray, mais aussi celles de la pierre de Moray à Pirun, lesquelles Etienne tenait par conséquent en arrière-fief.

Ces indications nous montrent qu'en fait la souveraineté de l'archevêque s'appliquait de la région de Bursins à celle de Moray, soit de Gex, et de là à celle de Pirun (aujourd'hui Peron), localité située au pied du Credo, près du Pas de l'Ecluse, dans l'ancien diocèse de Genève.

Or, nous remarquons ceci, que l'ancien comté des Equestres, dont Nyon était le centre, s'étendait précisément sur la même région. La première mention du *pagus equestris* est, en 912, dans l'acte de donation de la comtesse Eldegarde au monastère de Satigny[3]. Elle indique entre autres Collonges, près du Credo et de Peron, la localité du *pagus* la plus méridionale qui soit formellement citée. D'autre part, un document de 1012 met dans le même *pagus* Perroy[4] qui est non loin de Bursins, et très près du Rupalex. Ce qui nous porte à croire, contrairement à d'autres auteurs qui se sont trop laissés impressionner par la question de l'évêché Belley-Nyon, que le comté des Equestres n'allait en définitive que de l'Aubonne — à l'est de Perroy — au Credo, soit à la région de Peron-Collonges. Il est devenu au bas moyen âge le décanat d'Aubonne, augmenté de la Michaille qui n'en faisait pas partie primitivement[5], nous le pensons du moins.

[1] A la Bibliothèque municipale de Besançon. Copie aux Archives du Département du Doubs, série G. 69.

[2] L. DE CHARRIÈRE, *Dynastes de Cossonay*, p. 273. Archives du Doubs, série G. 96, p. 297.

[3] *Regeste genevois*, n° 116, et M. D. G. t. II, part. 2, p. 16.

[4] M. D. G. t. XIV, p. 1.

[5] Nous sommes ici en contradiction avec M. P.-E. MARTIN, *Etudes criti-*

* * *

Si notre raisonnement est juste, il en résulte que l'archevêque de Besançon a hérité des droits comtaux du comte des Equestres, ou du moins de ce que l'anarchie du temps lui a permis d'en recueillir.

On croit généralement, il est vrai, que c'est le comte de Genevois qui succéda au comte des Equestres. Mais les arguments donnés à l'appui par F. de Gingins [1] ne nous paraissent pas suffisants. La situation privilégiée que le comte avait à Genève, le fait qu'il était en même temps avoué de l'église de Lausanne — c'est en cette qualité seulement qu'il reçoit en 1124 un rescrit impérial relatif à Romainmôtier — devaient lui donner dans toute la région une autorité supérieure, dont il dut user et abuser. C'est ainsi qu'il put asseoir son pouvoir sur Gex et qu'à Prangins même il avait des droits dont l'origine est inconnue. Mais il est certain qu'il n'avait dans l'ensemble de l'ancien comté des Equestres ni le droit de péage, ni celui de pêche, ni la dîmerie. Il est d'autant plus caractéristique que ces droits aient passé avec la possession de la région centrale de Nyon à l'archevêque de Besançon qui était trop éloigné pour les faire valoir sérieusement lui-même. C'est que l'archevêque avait pour lui, à défaut de la force, un titre légal.

* * *

Ceci posé, il est assez facile de déterminer exactement quand et comment l'archevêque de Besançon reçut Nyon et les droits du comte des Equestres. Ce fut certainement à la mort ou à la retraite du dernier comte. Le dernier comte certain est Amaury, qui paraît au plaid d'Eysins, en 1002 [2]. Dans un acte de 1018 [3], relatif à des biens à Germa-

ques, p. 367, et M. Poupardin, le *Royaume de Bourgogne*, p. 268, qui se rallient à l'opinion de M. Longnon, *Atlas historique*, p. VII. Mais à vrai dire, la seule raison que l'on donne pour incorporer la Michaille au comté des Equestres est qu'elle fit partie du décanat d'Aubonne. Or, elle en est séparée topographiquement et a fort bien pu lui être annexée dans un remaniement des circonscriptions ecclésiastiques du diocèse de Genève semblable à celui que l'on constate dans le diocèse de Lausanne au commencement du XIIIme siècle (Reymond, *Dignitaires de l'Eglise de Lausanne*, p. 148).

[1] F. de Gingins, *Histoire du comté des Equestres*, p. 101-103.

[2] L. de Charrière, *Dynastes de Grandson*, p. 90.

[3] L. de Charrière, *Dynastes de Grandson*, p. 94.



gny sur Rolle, apparaissent les comtes Humbert et Lambert. Le premier que l'on identifie avec Humbert aux Blanches Mains[1], n'est que le mandataire de l'abbaye de Cluny ; il n'est sûrement pas comte des Equestres. L'autre, Lambert, chef de la maison de Grandson, n'est certainement pas comte de Vaud, comme on l'a cru autrefois. L. de Charrière[2] a supposé qu'il était comte de l'Ecouen parce qu'il paraît dans une donation de biens à Bannens faite par le roi Rodolphe, mais la raison n'est pas décisive. Il est fort possible qu'en réalité Lambert ait été comte des Equestres, succédant avant 1013 à Amaury. Il vivait encore, on le sait, en 1027, et dut mourir peu après[3].

Or, le roi Rodolphe III de Bourgogne venait de donner le comté de Tarentaise à l'archevêque du lieu (996), le comté du Valais à l'évêque de Sion (999), le comté de Vaud à l'évêque de Lausanne (1011), le comté de Pipet à l'archevêque de Vienne (1023)[4]. Au comté des Equestres, il avait donné la terre de Commugny à l'abbaye de Saint-Maurice (1018)[5], et par son fils l'évêque Hugues celle de Crans à l'église de Lausanne[6]. Il n'y a donc rien d'invraisemblable à ce que, à la mort du comte Lambert, il ait abandonné à un autre prélat les biens et droits qu'il avait encore au *pagus equestris*.

Et précisément, le roi avait à cette époque comme chapelain un de ses proches parents[7] — peut-être même son cousin germain — Hugues de Salins, qu'il fit nommer en octobre 1031 archevêque de Besançon[8]. La concession de Nyon et des droits comtaux pourrait avoir été de la part du souverain un don de joyeux avènement à son commensal. Comme Rodolphe III mourut le 6 septembre 1032, la date de cette faveur serait par le fait même étroitement déterminée.

[1] CARUTTI, *Umberto I Biancamano*, p. 185, n° 13. C'est la seconde mention expresse de ce célèbre personnage, la première datant de 1003.

[2] L. DE CHARRIÈRE, *Dynastes de Grandson*, p. 10.

[3] *Id.*, p. 8.

[4] POUPARDIN, le *Royaume de Bourgogne*, p. 430-31.

[5] *Mémorial de Fribourg*, t. IV, p. 357.

[6] *Cartulaire de Lausanne*, p. 38.

[7] Diplôme de 1029, dans GUILLAUME, *Histoire des sires de Salins*, t. I, p. 13.

[8] Hugues succéda à Gaucher mort le 2 octobre 1031, et fut sacré le 7 novembre 1031 (RICHARD, *Histoire des diocèses de Besançon et de Saint-Claude*, t. I, p. 218 et 231).

* * *

C'est pourquoi nous nous hasardons à conclure que le roi de Bourgogne Rodolphe III a donné à l'archevêque de Besançon, à la fin de 1031 ou en 1032, ce dont il pouvait disposer encore des revenus du dernier comte des Equestres. Quels étaient exactement ces revenus à cette époque ? Nous n'en savons rien, puisque l'acte de donation nous manque, et que nous n'en constatons les premiers effets que tout juste un siècle plus tard, en 1130 [1]. Or, nous savons que, au XIIme siècle, l'évêque de Lausanne avait perdu plusieurs des droits comtaux qui lui avaient été donnés en 1011 au pays de Vaud [2]. S'il en fut ainsi pour un prélat qui demeurait dans le pays même, à plus forte raison doit-on comprendre que l'archevêque de Besançon, éloigné du comté des Equestres, ait vu rapidement ses droits diminuer. Il n'en conservait plus au XIIme siècle que le droit de péage, la dîme et la pêcherie. Du droit de justice et des amendes, les seigneurs de Mont et d'Aubonne d'un côté, le comte de Genevois et les sires de Divonne de l'autre, les abbayes de Saint-Maurice et de Bonmont lui avaient enlevé la plus grande part. Son autorité ne s'étendait plus que sur le bourg de Nyon — à comparer avec le bourg de Lausanne — et quelques localités voisines, dont Eysins, ancienne *curte*, où le roi apparaît en personne, tenant cour de justice [3] : peut-être même était-elle déjà restreinte à ce territoire au moment de la donation de Rodolphe III.

Ce fief de Nyon devait lui-même lui échapper. Dès 1130, Humbert de Cossonay, sire de Prangins, exerce à Nyon l'autorité comtale puisqu'il y tient un plaid. On voit également qu'il disposait des dîmes, et sans aucun doute des autres droits. M. de Charrière conjecture qu'Humbert fut le premier de sa famille qui reçut ce fief [4], et dans ce cas, il l'aurait obtenu de l'archevêque Ansério. Cela est possible, quoiqu'on puisse admettre aussi une inféodation antérieure.

Ce qui paraît sûr, c'est qu'Humbert de Prangins — grand personnage qui fit le pèlerinage de Rome et se mit sous la protection du

[1] L. de Charrière, les *Dynastes de Cossonay*, p. 259.

[2] Reymond, l'*Evêque de Lausanne, comte de Vaud*, dans la *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, 1911, p. 106 et suiv.

[3] L. de Charrière, les *Dynastes de Grandson*, p. 90.

[4] L. de Charrière, les *Dynastes de Cossonay*, p. 7.

Saint-Siège — laissa son empreinte à Nyon. Ce doit être lui, en effet, qui construisit ou reconstruisit l'église paroissiale de Nyon, dédiée à la Bienheureuse Marie, et dont le chœur actuel, de style roman, date de cette époque [1]. Il y avait, en outre, à Nyon, hors les murs, une église Saint-Jean ou des Corps Saints, qui possédait en 1343 les reliques de dix martyrs thébains [2]. Cette église était dédiée à saint Jean-Baptiste [3], patron de l'une des plus anciennes églises de Besançon ; peut-être faut-il y voir l'œuvre d'un archevêque, mais nous ne savons rien à ce sujet. Enfin, il ne serait pas impossible que la « tour de César », au quartier de la Rive, remontât elle aussi à la période épiscopale.

[1] Nous devons cette indication à M. Albert Næf, archéologue cantonal vaudois, qui nous fait observer que le style porte en même temps une empreinte arabe et même persane. Humbert de Prangins aurait-il pris part à la première croisade et en aurait-il ramené un architecte au courant des styles orientaux ?

[2] *Semaine catholique* du diocèse de Lausanne et Genève, nº du 10 juillet 1915.

[3] Et non à saint Jean l'Evangéliste, comme l'a dit par erreur M. GALIFFE, à la suite de M. DE GINGINS. A Besançon, il y avait à la fois la cathédrale de Saint-Jean l'Evangéliste et l'église paroissiale de Saint-Jean-Baptiste.



Das vereitelte Projekt, das Chorherrenstift Schönenwerd nach Olten zu transferieren.

Von Mgr. L. R. SCHMIDLIN.

(Schluss.)

Der « Consens in forma authentica » des Bischofs wurde im Rate den 3. Juli verhört und am 10. Juli in einer « höflichen » vom Stadtschreiber « stylisierten Gegenantwort » bestens verdankt. [1]

Donnerstag, den 1. Oktober 1693, erhielten der Stadtvenner Sury, Seckelmeister Johann Ludwig von Roll, Jungrat Grimm, zur Matten und Jungrat Franz Niclaus Schwaller den Auftrag zu beraten, mit welchen *Mitteln* die Versetzung des Stiftes bewerkstelligt werden könnte, und den 21. Oktober wurde beschlossen, « mit den Bauten nicht zu sparen. » [2]

Die Ratsprotokolle und Missivenbücher in Solothurn von den Jahren 1694 und 1695 schweigen gänzlich in dieser Translationsangelegenheit ; nur treffen wir im Jahre 1694 die Notiz, daß der Bischof von Basel, Wilhelm Rink von Baldenstein, forderte, es möchte die Permission der Translation und der Carenz *vom Nuntius in Luzern gegeben werden.* [3]

Endlich wandte sich die Regierung zu Anfang des Jahres 1696 an die einzig in dieser Sache maßgebende Stelle, an den Papst Innozenz XII.

[1] Ratsprot. Bd. 197, S. 509 ; Konzeptenb. Bd. 96, S. 710.
[2] Ratsprot. Bd. 197, S. 659. 692.
[3] Ratsprot. Bd. 198, S. 676.



Sie gab in einem Schreiben Ihrer Heiligkeit die Absicht kund, das Stift Schönenwerd nach Olten zu verlegen, jedoch in Schönenwerd den Pfarrer und einen Kaplan zurückzulassen. Schönenwerd sei ein sehr unbekanntes Dorf, ungünstig gelegen, wenig bewohnt ; von den Bauern werde der dortige Gottesdienst nie oder nur sehr selten besucht ; es sei nur eine halbe Stunde von der häretischen Stadt Aarau entfernt, wo die Chorherren ihre Einkäufe machen und den besten Teil ihrer Einkünfte den Häretikern überlassen müssen, von welchen sie auch viel geplagt werden, und die öftern Streitigkeiten mit denselben laufen nicht ohne Ärgernisse (scandala) ab. Da jedoch Olten gegenteils eine volkreiche Stadt sei, wo der Gottesdienst mit größerer Würde begangen und sehr fleißig besucht werde, so werden die Chorherren, wenn sie den Augen des Publikums ausgesetzt seien, ein dem klerikalen Stande gemäßes und schickliches Leben führen müssen, und ihre Einkünfte werden bei den Katholiken verbleiben. Aus diesen Gründen sei der zuständige Bischof von Konstanz mit der Translation sehr gerne einverstanden. Zur Ausführung dieses Werkes sei aber eine nicht geringe Summe Geldes nötig für die Erbauung einer neuen Kirche und der Chorherrenhäuser, und obwohl die Regierung bereit sei, nach Kräften beizutragen, so könne sie doch unmöglich die ganze Summe bestreiten. Daher bitte sie Seine Heiligkeit, sie möge gestatten, daß die *fettern in Zukunft vacant werdenden Pfarreien, welche dem Patronats-(Collatur)-rechte der Regierung unterstehen, 6 oder 5 Jahre lang durch Vikare, denen man einen angemessenen Gehalt* anweisen würde, *verwaltet* werden und daß der *Rest des Pfarreinkommens* für die Kirchenfabrik und für dieses Geschäft verwendet werden dürfe. Diese Gnadenbezeugung gelte gewiß zur Mehrung des göttlichen Kult und zum Heile der Seelen ; sie werde auch den betreffenden Benefiziaten nicht schwer fallen, da sie ja die Gewißheit haben, in Kurzem das ganze Einkommen zu genießen, und weil der Bischof von Konstanz damit einverstanden sei und der Bischof von Basel die Sache der Anordnung seiner Obern gerne überlassen habe. [1]

[1] Wir geben hier die Urkunde, die kein Tagesdatum trägt, im Wortlaute wieder :

« Beatissime Pater !

Senatus inclytae civitatis Solodoranae in Helvetia zelo divinae gloriae promovendae incensus studuit ecclesiam collegiatam Schoenenwertensem transferre in Olten, qui locus uterque jurisdictioni suae subjectus est, relicto tamen ibidem parocho cum capellano, ex sequentibus causis :

Schoenenwert quippe pagus valde ignobilis est, iniquo loco situs et paucis



Zu gleicher Zeit stellte die solothurnische Regierung an den Bischof von Basel das Ansuchen, er möchte zum Zwecke der Translation gestatten, die inskünftig ledig fallenden, der Kollatur der Regierung unterstellten Pfründen durch Vikare versehen zu lassen. [1]

Das Schreiben an den Papst händigte eine Abordnung dem Nuntius Michael Angelus Conti, Erzbischof von Tarsus, in Luzern ein. Bald konnte dieser nach Solothurn berichten, daß die Kongregation der Kardinäle in Rom zur Interpretierung der Konzilsbeschlüsse von Trient die Translation gnädigst approbiert habe ; sie *behalte aber dem Nuntius vor*, in betreff der Einkommen der vacierenden Pfründen « mit reiferem Gemüte dahin zu reflektieren, wie der solothurnischen Regierung statt dieser Einkünfte *eine andere Beihilfe* verschafft werden könnte, welche derselben zu größerm Vorteil und Nutzen gereichen, die verdeuteten Kirchen und Pfarreien aber mit mindern Beschwernissen beladen würde ». [2] Die Regierung dankte dem Nuntius am 26. Oktober ; sie hoffe, die Reflexion werde so ausfallen, daß den hiesigen

inhabitatus incolis atque adeo divinis vel nullis vel rarissimis praesentibus ex rusticis necnon nisi media hora distans ab urbe haeretica Arau, unde etiam canonicos necessaria pro sustentatione emere et sic potiorem partem reddituum haereticis relinquere oportet, a quibus etiam multum vexantur et frequentes cum iisdem oriuntur controversiae, quae non possunt non trahere secum scandala. Cum tamen e contra Olten sit urbs admodum populosa, ubi divina majore cum decore et populi affluxu peragentur, canonici vero, cum publico sint expositi conspectui, debebunt ducere statui clericali vitam conformem ac decentem manebuntque redditus apud catholicos. His rationibus persuasus episcopus Constantiensis, in cujus dioecesi uterque locus situs est, translationi libentissime consensit omnemque suam operam addixit. Ut autem haec non minus pia ac sancta intentio executioni mandetur, non exigua pecuniae summa opus est pro nova ecclesia ac aedibus canonicorum aedificandis, et licet senatus paratus sit pro viribus contribuere, totam tamen suppeditare ob alias necessarias expensas quotidie fere faciendas eidem impossibile est. Quare Sanctitatis Vestrae pedibus venerabunde advolutus humillime supplicat, dignetur clementissime concedere, ut liceat beneficia parochialia pinguiora, quorum jus patronatus senatui competit, imposterum vacatura, sex vel quinque annos per vicarios administrare, assignata illis congrua competente et honesta pro statu suo portione, et residuum fabricae et huic negotio applicare. Cedet haec gratia (: de qua impetranda Sanctitatis Vestrae toto orbi notissimus zelus divinae augendae gloriae et paternus erga omnes affectus dubitare haud sinunt :) inprimis certo ad cultum Dei promovendum et animarum salutem, nec gravis erit ipsis beneficiatis, utpote qui certi sunt paulo post se fruituros integris redditibus et quia episcopus Constantiensis jam consensit et episcopus Basiliensis, in cujus dioecesi potior pars parochiarum istarum sita est, a senatu sollicitatus, remisit lubens superiorum suorum dispositioni. Pro qua gratia .....

[1] Ratsprot. Bd. 200, S. 378.
[2] Ratsprot. Bd. 200, S. 789.



Partikularen kein Nachteil erwachse ; denn « was die gnädigen Herren tun, geschehe aus sonderem Eifer und zu größeren Ehre Gottes, auch Aufnahms (Verbreitung) des alleinseligmachenden catholischen Glaubens, wie sie denn zu diesem Werke bereits viele tausend Thaler aus eigenen Mitteln allbereits aufgebracht haben. » Die gleiche Erklärung gaben dem Nuntius mündlich ab die solothurnischen Abgesandten Urs Sury von Büssy, Venner, und Jos. Wilhelm Wagner, Stadtschreiber, als sie zu dem am 6. November 1696 gefeierten Bundesschwur mit Wallis nach Altdorf reisten. [1]

Um der genannten Kardinalskongregation « ein Genügen zu erstatten », ließ der Nuntius die Bekanntmachung, das Programma derselben durch den Chorherrn, Protonotar und Dr theol. Urs Viktor Wagner von Solothurn im Beisein des Vogtes von Gösgen (Franz Joseph Sury) an der Kirchtüre zu Werd anschlagen, damit den Stiftsherren Gelegenheit geboten werde, sich vor der Kongregation für oder gegen die beabsichtigte Translation auszusprechen und zwar im Zeitraume von 40 Tagen. [2]

Den 28. Juni 1697 bat die Regierung den Nuntius, er möge gestatten oder bei Sr. Heiligkeit dahin wirken, daß sie, ohne Nachteil der Pfarrkinder und des Gottesdienstes, bei etwelchen, doch nicht gar vielen

[1] Kopienb. Bd. 67, No 65.

[2] Von diesem Programma besitzen wir nur noch eine unvollständige Kopie, eingetragen im Werder Stiftsprotokoll V, 158. Der Custos und Sekretär des Stiftes, Joh. Viktor Glutz, war gerade mit dem Abschreiben des Programma's beschäftigt, als man ihm das Original zum Anschlagen unversehens wegnahm. Dasselbe ist wohl durch die Ungunst der Witterung etc., gewiß zur Freude der Stiftsherren, an der Kirchtüre den Weg alles Fleisches gewandert. Der noch vorhandene Abriß lautet : « Intimentur (si qui sint) omnibus et singulis interesse habentibus seu quomodolibet habere putantibus in canonicatibus seu beneficiis collegialiter existentibus in ecclesia S. Leodegarii Clarowerdae Constantiensis dioecesis, qualiter per eximium D. instantem instatum fuit et instatur coram sacrosancta congregatione pro translatione D.D. canonicatuum seu beneficiorum una cum eorum juribus de supra dicta ecclesia et loco ad civitatem Holtensem (Oltensem) et in ecclesiam illic noviter erigendam intra limitis ejusdem dioecesis.

Ideo citantur iidem ad comparendum coram dicta congregatione infra 40 dies ad dicendum, deducendum, allegandum et opponendum, quidquid contradicere, deducere, allegare et opponere habeant, alias videndum dicto termino elapso super petita translatione quamcunque ordinationem seu mandatum decerni, concedi et relaxari et alias omni instante Exc. senatu cantonis Soloduri petente ....
Und dieses hat Er mich lassen copieren, weiter nicht. Herr Landvogt zu Gösgen Franz Jos. Suri, Herr Chorherr Wagner von Solothurn Protonot. apostolicus, so die päpstliche Bulla an die Kirchporten hat anschlagen müeßen.

Victor Glutz, Custos und Secretarius. »



Benefizien, falls sie vakant würden, die Mittel auf eine *Anzahl von Jahren* zur Translation anwenden dürfte, zumal sie ohnehin noch viele Tausende selbst beitragen müsse ; es handle sich, das Stift « in beßere Sicherheit zu setzen, die Ehre Gottes zu befördern ; man habe dabei kein anderes Interesse ; der Bischof von Konstanz habe seinen Consens zur Translation gegeben. »[1]

Darauf meldete der Nuntius, die päpstliche Konfirmationsbulle (vom 4. Mai 1697) sei von Rom angekommen, und schickte den 4. September eine Kopie derselben nach Solothurn. Nun hätte die Regierung gewünscht, daß die Bulle auch die Einwilligung zur Belastung der vacierenden Pfarreien würde gegeben haben. Der Nuntius erklärte, es werden solche Konzessionen auf keine andere Manier erteilt, man könne ohne Bedenken « fortfahren ». Die Regierung verlangte, er möge diese Einwilligung auswirken und durch seinen Auditor in dieser Angelegenheit mit den Chorherren im Beisein einer Abordnung der Regierung in Werd konferieren.[2] Sonntag, den 22. September, kam der Auditor in Werd an und wurde vom Stadtvenner Urs Sury im Namen der Regierung empfangen, gastfrei gehalten und ihm 6 Pistolen verehrt ; wenn er « das Patent des diesörtigen Aktes (Bulle) *abliefere*, werde man ihm mit gebührender Satisfaction begegnen ; er habe schon vorher dieses Geschäftes wegen vom Seckelmeister von Roll 30 Thaler erhalten. »[3] Der abwesende Propst — er konnte 6 Monate im Jahre in Delsberg zubringen — war durch Expressen verständigt worden, sich einzufinden. Der Auditor, von seinem Kanzler begleitet, erkundigte sich, ob das Vorhaben auch nützlich und ob niemand darwider sei ; kein Bischof, *nur der Papst* könne ein solches erlauben und gutheißen. Die Chorherren waren mit dieser Erklärung zufrieden und steiften sich auf den bischöflichen Consens, welcher keine « Damnification und Schaden des Stiftes » zuließ. Der Venner wendete ein, er könne es nicht verstehen, daß man jetzt, da die Bulle und der Consens des Bischofs vorhanden sei, noch Schwierigkeiten mache. Der Auditor betonte, es handle sich jetzt nicht mehr um Consens, sondern um den *Modus* der Translation ; *bevor hierüber nicht ganz Bestimmtes und eine Kaution* vorliege, *werde die päpstliche Konfirmationsbulle nicht ausgeliefert* und nicht an den Kirchtüren angeschlagen werden.[4] Er nahm auch einen

[1] Konzeptenband, 99, S. 89.
[2] Ratsprot. Bd. 201, S. 523 ; Konzeptenb. 99, S. 141.
[3] Ratsprot. Bd. 201, S. 650.
[4] Stiftsprot. V, 173, 175.

Augenschein in Olten auf, erkundigte sich über die Stimmung der Leute, die Stifts-Örtlichkeit bei den dortigen Geistlichen, beim Statthalter, beim Leuenwirt, fand auch die Lage beim Kreuze gut, hatte aber Bedenken, weil der Platz in einem *andern Bistum gelegen* sei. Der Venner führte ihm zu Gemüte, daß der Bischof von Konstanz zur Verwirklichung der Sache « sein Mögliches beizutragen versprochen. »[1]

Am 30. Oktober erhielt der zur katholischen Konferenz in Luzern (Grenzbereinigung zwischen Wallis und Bern, Erweiterung des Lötschbergpasses) vom 6. Novembeı Abgesandte Solothurns, Seckelmeister Johann Ludwig von Roll, den Auftrag, beim Nuntius vorzusprechen, der hoffentlich keine Bedenken mehr haben werde, das Stift in das Bistum Basel zu verlegen.[2]

Nun aber tat sich eine neue Schwierigkeit auf: Wie sollte der Bischof von Konstanz für den Verlust seiner Diözesanrechte gegenüber dem verlegten Stifte *entschädigt* werden? Diese Frage stellte er an die Regierung von Solothurn. Diese erklärte ihm den 17. März 1698, die Translation könne, was die Satisfaction für ihm entzogene Jurisdictionalien betreffe, auf dem gleichen Fuße geschehen, wie diejenige des Domstiftes zu Basel nach Freiburg im Breisgau. Nur müssen sich die beiden Bischöfe von Konstanz und Basel hierin nach ihrem Belieben verständigen und vergleichen. In diesem Sinne wurde auch an den Bischof von Basel geschrieben.[3]

An der Badener Jahresrechnung verhandelten die solothurnischen Abgesandten mit den Ehrengesandten der Bischöfe von Konstanz und Basel. Die Ehrengesandten erklärten, das Geschäft betreffend die Entschädigung für verlorene Jurisdictionalien sei Sache der Unterhandlung zwischen den beidseitigen bischöflichen Deputaten. Die Regierung ersuchte also den 30. Juli 1698 die beiden Bischöfe, bis auf nächste Tagsatzung zu Baden auf Michaelis (29. September) durch eine Zusammenkunft ihrer Delegierten die Sache zu bereinigen.[4]

Den 25. August teilte der Bischof von Konstanz dem Stifte Werd mit, er willige in die Translation ein, mit Bedingung, daß alle für das Stift geltenden « Jura Ordinaria et dioecesana lediglich *ufrecht ver-*

[1] Ratsprot. Bd, 201, 675.
[2] Konzeptenb. 99, S. 167.
[3] Ratsprot. Bd. 202, S. 202, 247. Konzeptenb. 99, S. 267, 302.
[4] Ebendas. S. 358.

bleiben », daß folglich auch vom Stifte sowohl die « Jura sigilliferatus et cancellariae, als auch die jeweiligen Subsidia charitativa und was auf irgend eine Weise auf das Diözesangesetz Bezug habe, jedesmal ohne Verweigerung ordentlich entrichtet und abgestattet werde. Sollte aber das Stift sich entschließen, sich von diesen bischöflichen Rechten *loszukaufen*, so wolle man gewärtig sein, zu vernehmen, was für eine namhafte Summe es hiefür anbiete. »[1] Die Regierung erklärte sich dem Stifte gegenüber bereit, diese Summe zu bezahlen und mit dem Bischofe von Konstanz zu unterhandeln, teilte auch dessen Vorbehalt am 24. November dem Bischofe von Basel mit, bemerkend, daß man denselben nicht « ohnbillich » finde, der Bischof möge ihm nicht entgegen sein, man hoffe, er werde in einem so Gott wohlgefälligen Werke nicht « tergiversieren », sondern dem Bischofe von Konstanz hierüber ein « Expedient » vorschlagen, damit man auf die nächste Tagsatzung die nötigen « Mensuren » treffen könne.[2] Der Bischof von Basel antwortete, er finde kein heilsameres Expedient, als daß die gnädigen Herren einen Vergleich mit dem Bischofe von Konstanz auswirken oder aber die Sache *dem Papste gänzlich überlassen* möchten. Es wurde den 22. Dezember beschlossen, dieses Geschäft *einzustellen*, bis man die Mittel habe, um vermöge erhaltener päpstlicher Bewilligung mit dem Versetzungswerk und den Gebäuden den Anfang machen zu können.[3]

Die am 11. April 1699 durch Todfall des Pfarrers vakant gewordene Pfarrei *Lostorf* wollte nun die Regierung drei Jahre lang von einem Vikar versehen lassen und die Haupteinkünfte derselben für die Translation verwenden. Weil aber die Geistlichen, die sich zur Administration der Pfarrei angeboten, erklärten, sie incurrieren die Censur und *Suspension* von ihren geistlichen Ämtern ohne vorangehenden Consens des Ordinariates, so beschloß die Regierung den 22. April 1699, den Jungrat und Gemeinmann Johann Friedrich von Roll zum Bischof von Basel abzuordnen, mit der Instruktion, die päpstliche Bulle erlaube die Konzession auf die vakanten Pfründen ; man werde mit der vakanten Pfarrei Lostorf in Konformität mit dem Breve verfahren ; dies zeige man aus Respekt vor dem Ordinarius an ; man zweifle nicht am bischöflichen Consens ; weil aber Lostorf weniger eintrage als andere Pfarreien,

[1] Ratsprot. 202*a*, S. 656. Acta N° 46 im Archiv Schönenwerd.
[2] Ratsprot. 202*a*, S. 850 ; Konzeptenb. 99, S. 448.
[3] Ratsprot. 202*a*, S. 925.

so wolle man die Karenz nur auf 3 Jahre ausdehnen, obwohl die Bulle 5 oder 6 Jahre erlaube. [1]

Der Abgeordnete reiste zunächst nach Delsberg zu einer Besprechung mit dem bischöflichen Generalvikar Schnorf, dem er die päpstliche Bulle an den vorigen Nuntius Conti zu lesen gab. Schnorf äußerte, es finde sich, seines Erachtens, keine Schwierigkeit von Seite des Bischofs von Basel ; allein es sei notwendig, den Vikaren eine solche Kompetenz zu ihrem Lebensunterhalte zuzuerkennen, daß sie dabei *bestehen* mögen, und zwar zuzuerkennen mit Wissen des Bischofs, damit nachher, wenn die Kompetenz nicht genügend wäre, er von denselben nicht « beunruhigt » werde. J. F. von Roll sagte, man gebe einem Vikar jährlich 100 Taler. Der Generalvikar meinte, man solle nicht alles in Geld, sondern einen Teil in Feldfrüchten geben, die man aber im Werte nicht zu hoch anschlagen solle. Nach freundlicher Verabschiedung begab sich von Roll zur bischöflichen Residenz nach Pruntrut, wo er in bischöflicher Kutsche zur Audienz in das Schloß abgeholt wurde. Man bot ihm hier das « Logement » an und führte ihn sogleich zum Bischofe. Diesem wies er die Bulle vor. Der Bischof bedauerte, daß seine geistlichen Räte außer P. Max nicht zur Stelle seien, und verlautete, daß die Bulle an den vorigen Nuntius ausgestellt worden sei, ob man auch beim *jetzigen Legaten vorstellig* geworden ? Er rate, diesem die Sustentation der Vikare zu unterbreiten, er sehe die Translation gerne und werde gute Nachbarschaft zu unterhalten suchen ; er habe dieses Geschäftes wegen dem Bischofe von Konstanz *vergeblich* zweimal geschrieben, zog auch lächelnd an, daß es eine Simonie wäre, wenn der Bischof von Konstanz für den Auskauf seiner Rechte ein Stück Geld begehrte. Gegen die 5 Jahre Karenz in der Bulle wendete S. fürstliche Gnaden nichts ein.

So berichtete von Roll den 4. Mai vor dem solothurnischen Rate. [2]

Samstag, den 9. Mai, wurde auf dem Rathause den hochwürdigen Herren Johann Heinrich Buri, Pfarrer in Kienberg, Mathias Schürmann, Pfarrer in Holderbank, Heinrich Joseph Uelin, Kaplan zu Kreuzen, vorgelesen, was für ein Einkommen derjenige jährlich erhalte, welcher die ledige Pfarrei *Lostorf* vikariatsweise 6 Jahre lang versehen werde, nämlich :

[1] Ratsprot. 202*b*, S. 372 ; Konzeptenb. Bd. 99, S. 540.
[2] Ratsprot. 202*b*, S. 408.



		Malter [1]	Mütt	Viertel
1. An Bodenzinsen:	Korn	10	1	3 ¼
	Haber	6	1	1
2. Aus den Zehnten:	Hirse			2
	Gerste			2
	Erbsen			2
	Bohnen			2
	Stroh 200 Wellen.			
3. Pfennigzins an Geld:	11 ℔ [2], 10 β, 8 D.			
4. Hühner	3			
5. Hahnen	36			
6. Eier	330			
7. Jahrzeitgeld			42 ℔	
8. Von den beiden Zehnten soll der Vogt			60 ℔	
9. Vom Heuzehnten zu Mahren			12 ℔	
10. Vom Werch-(Hanf-)zehnten			60 ℔	

11. Item Haus, Hofstatt, Krautgarten, Scheune und Baumgarten. c. 2 Mad (2 Jucharten) Wiesen, 1 ½ Jucharten Ackerland von dem Greder'schen Bodenzins.

12. Die Stolgebühren.

Buri verzichtete auf Lostorf, weil er sich und die Personen, die bei ihm sind, mit diesem Gehalt nicht erhalten könne. Schürmann und Uelin hielten um den Posten an. Uelin wurde gewählt [3]; am 22. Mai erhielt der Vogt von Gösgen den Befehl, ihn « more solito » zu installieren. Die Sustentationsquote wurde dem Generalvikar des Bistums Basel mitgeteilt. [4]

Den 21. Juni 1699 erinnerte die Regierung die Chorherren in Werd an den Regierungsbeschluß vom 9. Juni 1693 und an den 7. Artikel des Visitationsrezesses vom 11. Juli 1693 (S. 13), nach welchem ein jeweilig gewählter Chorherr 3 Jahre karieren solle. Die Chorherren beschwerten sich. [5]

Den 26. Juni erstattete Seckelmeister Johann Ludwig von Roll vor Rat Bericht über seine jüngst mit dem Nuntius in Luzern gepflo-

[1] 1 Malter = 10 Sester (à 10 Mäßlein) = 12 Scheffel. 1 Scheffel = 4 Viertel (Quart) = 16 Metzen. 1 Metze = 4 Mäß. 1 Mütt = 12 Mäß. 1 Viertel = 8 Mäß.

[2] 1 ℔ = 1 Fr. 7 ½ Centimes = 20 Schilling (β). 1 β = 12 Heller (Denier).

[3] Ratsprot. 202*b*, S. 432–433.

[4] Kopierb. b. 560.

[5] Stiftsprot. V, 193.

genen Auseinandersetzungen. Dieser habe versichert, daß die 6 Jahre Karenz, mit welcher in Lostorf der Anfang gemacht worden, *still-schweigend* hingenommen (« tacite — verstanden ») werden können ; er habe nichts dagegen, die Regierung möge es über sich nehmen. In Betreff der streitigen Jurisdiktionalien zwischen den beiden Bischöfen von Konstanz und Basel, könne er sich nicht wohl einmischen, man suche ihn denn darum an. Er finde das Begehren des Bischofs von Konstanz, daß seine Jura mit Geld abgekauft werden, für unanständig, wohl aber für anständig das Anerbieten des Bischofs von Basel, etliche Pfarreien des Bistums Basel dem Bischofe von Konstanz für seine Jura zu überlassen und die Sache so *auszutauschen*. Der Rat nahm den Antrag des basel'schen Generalvikars an, daß ersterer die dem Vikar in Lostorf angerechneten 42 ℔ Jahrzeitgeld ersetze, da es ein Onus personale sei. [1]

Neues Hindernis. Im Januar 1700 wurde die Pfarrei *Oensingen* vakant, indem der Inhaber derselben, Joh. Ludwig Rudolph, als Stiftsprediger nach Solothurn berufen wurde. Montag, den 18. Januar, bestimmte die Regierung : Es wird von allen solchen Pfarreien, deren Kollatur der Regierung zusteht, verlangt, daß eine *völlige jährliche Pfrundeinkunft* für die Kosten der fraglichen Translation « zu obrigkeitlichen Handen bezogen werde ». Dem dahin promovierten Seelsorger solle es freigestellt sein, inzwischen die Pfrund selbst zu versehen oder durch einen Vikar versehen zu lassen. [2] Der Nuntius war unwillig ; die Priesterschaft im Buchsgau klagte gegen die Regierung beim Bischofe von Basel, daß sie den ganzen Gehalt oder Überschuß für die Translation zu Handen nehme. Der Bischof übergab diese Protestation dem Nuntius mit der Bemerkung, man habe das Schreiben seines Generalvikars an Solothurn dieser Materie wegen *unbeantwortet* gelassen. Der Nuntius erklärte, man *extendiere* den päpstlichen Indult *über Gebühr* und gebe den Vikaren die stipulierte « congruam sustentationem » nicht ; der Indult gehe dahin, man solle von den ledigen Pfarreien das Einkommen zu obigem Zwecke nur einmal beziehen. *Beinwil* beklage sich, daß man in seine alten Rechte eingreife, sie schmälere und das Sigillrecht ihm genommen habe. Der Nuntius betonte auch, daß dasjenige, was zur Fundation des Jesuitenkollegiums den Kirchengütern (in gewissen Pfarreien) entnommen worden, in

[1] Ratsprot. Bd. 202*b*. S. 574, 575.
[2] Ratsprot. Bd. 203, S. 31.



gewisser Zeit hätte ersetzt werden sollen, was nicht geschehen sei, erklärte auch, daß « man nach Inhalt des genannten Indults verfahren möge » und daß er sich in den Beinwiler Handel nicht einmischen wolle.[1]

Nun wurde mit dem Bau der Chorherrenhäuser in Olten begonnen. Dienstag, den 5. Oktober 1700, referierten vor Rat Altschultheiß Johann Viktor von Besenval und Venner von Sury über die Tagsatzung von Baden und über ihren aufgenommenen Augenschein in Olten. Sie fanden, daß die Kirche sehr wohl und bequem auf das gegenüber dem Wirtshaus « zum Kreuz » gelegene « Hübeli », die Chorherren- und Kaplanhäuser aber auf der Seite, wo dieses Wirtshaus und 7 Scheunen der Länge der Straße nach sich befinden und die sämtlich zu erhandeln oder anderwärtig zu versetzen wären, gebaut werden könnten, besonders da verlaute, daß die Bürger von Olten sich beschweren würden, wenn man ihnen die beim Kapellchen daselbst befindlichen Bünten und Gärten, welche die besten in Olten sein sollen, wegnehmen würde, hingegen aber erbietig wären, von gedachtem Kapellchen eine Mauer bis zu der zu erbauenden neuen Kirche der Straße entlang « zu mehrer Anständigkeit » aufzurichten. Der Rat beschloß, vorerst den Bericht des Vogtes Johann Jakob Joseph Glutz abzuwarten, auch solle die Sache von dem Schanzrate reiflich überlegt, von demselben ein Projekt zu Papier gebracht und den gnädigen Herren vorgelegt werden.[2]

Wirklich wurden diese am 9. Dezember 1701 schlüssig, die neuen Chorherrenhäuser « herwärts » (westlich) Olten auf der Seite des genannten Wirtshauses zu erbauen. Dieses Wirtshaus solle samt Garten und Mattland gegen das Amthaus in Olten umgetauscht und dem Kreuzwirt noch 2000 Gulden « Nachgeld » und seiner Frau 200 Gulden Trinkgeld gegeben werden. Die Kirche aber solle auf der andern Seite gegenüber gesetzt werden.[3] Am 24. Juli 1702 schrieb die Regierung nach Werd, sie habe zum Baue der neuen Chorherrenhäuser die Hochwälder nicht geschont, das Stift möge zu den angefangenen 3 Häusern 15 Stück Trämhölzer liefern.[4] An der einjährigen Karenz der der Regierung ledig fallenden Pfarreien wurde festgehalten. An die Translationskosten gab der Propst vom Staal freiwillig jährlich 20 Malter Korn (das Malter zu 4–5 Gl. berechnet) und 10 Malter Haber.[5]

[1] Ebendas. S. 454.
[2] Ratsprot. Bd. 203, S. 691; Kopienb. S. 862.
[3] Ratsprot. Bd. 204, S. 824.
[4] Konzeptenbd. 101, S. 161.
[5] Ratsprot. 1702, Bd. 205, S. 762; 1703, Bd. 206, S. 11; 1704, Bd. 207, S. 811.

In der Folge belastete die Regierung *zu viele Pfarreien*, während doch die päpstliche Bulle die Translation wohl erlaubte, aber unter der Bedingung, daß die geistlichen Güter der Kirchen *geschont* werden. Daher, und weil die Vikare über Mangel an Lebensunterhalt klagten, *verweigerte* der Bischof von Basel, Johann Konrad von Reinach-Hirtzbach, im Jahre 1709 den Priestern oder Vikaren *die Admission* zu solchen Pfarreien. Die solothurnische Regierung bat ihn den 9. Oktober, ihr in dem, was von ihm abhange, behilflich zu sein; denn wenn sie die von den Pfarreien laut päpstlicher Bulle zur Translation gewidmeten Mittel nicht beziehen könnte und die in derselben enthaltenen Conditionen ein Hindernis bilden sollten, so könne sie das begonnene Werk nicht zu Ende führen. Gleiche Mitteilung vom 18. November an den Legaten in Luzern. [1]

Den 30. Juli 1710 wurde Stadtschreiber Peter Joseph von Besenval an den neuen Nuntius Jakob Caraccioli nach Luzern abgeordnet, um zu erwirken, daß die seit 15 oder mehr Jahren der Translation gewidmeten Einkünfte in gleicher Weise, wie bisher, von den vacierenden Pfarreien bezogen werden können. Man meldete dem Nuntius am 20. August, Besenval sei zu gleichem Zwecke zum Bischof nach Basel verreist, man werde ersterem das Resultat der Besprechung mitteilen. [2]

Nach vergeblichen Unterhandlungen mit dem Bischofe von Basel, brachte die solothurnische Regierung den Handel vor die *Konferenz der VII katholischen Orte*, welche vom 26. auf 29. November 1710 in Luzern tagten, zu welcher sie den Stadtvenner Johann Friedrich von Roll und den genannten Stadtschreiber Peter Joseph von Besenval mit der Instruktion abordnete, sie sollen die «gesamte katholische Eidgenossenschaft ersuchen, der solothurnischen Regierung in diesem zur größern Ehre Gottes und Manutenierung unserer wahren Religion unterfangenen Werke mit ihren vielvermögenden Officiis sowohl mündlich bei Ihro fürstlichen Gnaden Herrn Nuntio als durch schriftliche Recommandation bei Ihro fürstliche Gnaden Herrn Bischof von Basel an die Hand zu gehen»; denn die Regierung habe die zur Vollziehung der Translation bis dahin von den vacierenden Pfarreien bezogenen Einkünfte nötig; diese aber erhalte sie nicht mehr «ohne eine *nochmalige Instanz beim päpstlichen Stuhle*, und eine solche Instanz sei mit Hilfe der katholischen Kantone zweifellos nachdrücklicher.»

[1] Konzeptenbd. 103, S. 211, 285. Ratsprot. Bd. 212, S. 786.
[2] Konzeptenbd. 103, S. 122, 124, 125, 143, 144.

Die Konferenz kam zu folgendem Beschlusse, der auch den bisherigen Vorgang beleuchtet: Solothurn hatte 1697 den Papst um Bewilligung der Translation ersucht und um die Erlaubnis, die in seinem Gebiete ledig fallenden Pfarreien 6 Jahre lang durch Vikare unter Anweisung der « Congrua » zu versehen. Der Nuntius Conti erwirkte eine päpstliche Bulle, « die jedoch in Bezug auf die Verleihung der ledig gefallenen Pfründen etwas *unklar* abgefaßt war »; doch der Nuntius habe bemerkt, daß dies nichts zu bedeuten habe, es sei Kurialstyl. Darauf besetzte Solothurn *alle Pfründen* mit Vikarien und mangelte nie, den Vorbehalt den Präsentationsbriefen einzuverleiben, was in keinem der drei Bistümer, zu denen ihr Gebiet gehört, irgendwelchen Anstand gefunden. Auch der verstorbene Bischof von Basel habe jederzeit den neugewählten Vikaren die Admission zu ihren Pfründen gestattet. Erst unter dem gegenwärtigen Bischof von Basel haben sich Schwierigkeiten erhoben. Nachdem derselbe die päpstliche Bulle eingesehen und sie *bedingungsweise* abgefaßt befunden habe, habe er erklärt, er könne mit gutem Gewissen die verlangten Admissionen nicht erteilen. Daherige Vorstellungen beim Bischof und Nuntius seien wirkungslos gewesen. Die katholischen Orte, « in Würdigung der vortrefflichen Absichten Solothurns zur Förderung des katholischen Wesens », namentlich des Vorhabens, auch die Stadt *Olten* zur Herstellung der Verbindung mit dem Bischofe von Basel *zu befestigen*, erklären sich bereit, in dieser Frage « in jeder Weise beholfen zu sein ». Es wird im Namen der katholischen Orte ein Schreiben an den Papst selbst und eine Zuschrift an Kardinal Spada erlassen, mit dem dringenden Gesuche, für Solothurn « *eine unbedingte Bulle* »[1] auszustellen. Auch dem Bischofe von Basel wird geschrieben, daß er seinerseits das Begehren Solothurns in Rom erleichtere, damit die Stadt Olten *durch Verlegung* des Stiftes Schönenwerd dorthin und *durch die projektierte Befestigung in größere Aufnahme komme.* Der Nuntius Caraccioli versicherte, daß er das Gesuch Solothurns beim Papste genehm machen werde.[2]

Den 5. Dezember dankte die solothurnische Regierung dem Schultheißen Dürler in Luzern für seinen Eifer, mit welchem er die Translation befürwortet habe.[3] Am 12. Januar 1711 ging das Schreiben

[1] Weder im Staatsarchiv Solothurn noch im Stiftsarchive Werd ist eine Kopie der « bedingten » Bulle vom 4. Mai 1697 zu finden. Das Original scheint der Nuntius nie ausgeliefert zu haben.

[2] Eidgen. Abschiede VI, 2. Abtl. S. 1608, 1609.

[3] Konzeptenbd. 103, S. 202. Ratsprot. Bd. 213, S. 1322;

Luzerns im Namen der katholischen Orte an den Papst ab.[1] Am gleichen Tage wurde vor dem solothurnischen Rate eine Antwort des Bischofs von Basel verhört.[2] Der Papst war zurückhaltend, der Bischof ebenfalls. Eine Solothurner Deputation konferierte im Juni mit dem Nuntius und fragte ihn, ob noch kein Schreiben von Rom angekommen sei. Der Nuntius erwiederte, für die Translation sei die Bulle erteilt, *aber nicht die Erlaubnis, deswegen die geistlichen Güter und Immunitäten der Kirchen,* wie geschehen, *anzugreifen;* dessen hätten auch die Geistlichen sich beklagt; er könne nur zugeben, *daß von 12 geistlichen Pfründen die Einkünfte genommen werden, nicht aber von 32, wie geschehen.* Die Gesandten replizierten, daß die Immunität und Freiheit der Kirchen nicht angegriffen worden durch Entziehung dieser geistlichen Güter, die ja nur wieder zu frommen Zwecken — «ad causas pias» — verwendet worden, zur Förderung der geistlichen Übungen.[3]

Den 22. Dezember 1711 erteilte die solothurnische Regierung dem nach Rom reisenden Kapuzinerprovinzial P. Gervasius Brunk[4] den Auftrag, vom Papste eine «unconditionierte Bulle» betreffend die Translation auszuwirken.[5]

Im Dezember 1712 wurde der Stadtschreiber von Besenval noch einmal an den Bischof von Basel abgeschickt, um diesen zu bitten, die Fortsetzung der der Translation gewidmeten Karenzjahre zu gestatten. Der Bischof möchte gerne einwilligen, wenn die «Conscienz» dies ihm erlauben würde.[6] Indessen bewilligte er die Admission der Pfarrer von Oensingen und Matzendorf. Die Regierung dankte ihm dafür den 15. Dezember, sie hoffe, daß er und der Nuntius die Beiträge der vacierenden Pfarreien an die Translation gutheißen werden.[7] Der Handel geriet ins Stocken und neigte dem Ende zu.

Da erließ die Regierung am 31. März 1713 an den Bischof von Basel folgendes Memorial:

[1] Soloth. Ratsprot. Bd. 214, S. 36.
[2] Ebendas. S. 106.
[3] Ebendas. S. 616–619.
[4] Siehe *Schmidlin*, Die Soloth. Schriftsteller des XVII. Jahrh. in dieser Zeitschrift 1912, S. 121.
[5] Ratsprot. Bd. 214, S. 1329.
[6] Ebendas. Bd. 215, S. 1492–1495.
[7] Konzeptenbd. 104, S. 376, 378.

« Memorial »,

darin enthalten die Beweg-Ursachen eines lobl. Standts Solothurn wegen unterfangener Translation des Collegiats-Stift Schönenwerth und was sich bis dahin dessentwegen zuegetragen.

Züer Beweisthumb, daß ein lobl. Standt Solothurn dero in Gott ruhenden lieben Vorfordern nicht allein in der Regierung, sondern auch in dem wahrhafften Eyfer, die göttliche Ehr unnd Glory zu befürderen, nachgefolget, dienet die seit wenig Jahren gethane Vermehrung der Canonicaten allhiesiger Collegiat-Stift, wie auch die in dero Pottmäsigkheit hin und wider zue Trost unnd Seelenheyl der Underthanen eine große Anzahl neüw uferbauwter Pfarrkirchen unnd darzue gestiftete Seelsorger. Nun in disen, dem Allerhöchsten hoffenlich angenehmen Werkhen fortzuefahren, hat hochgedachter lobl. Standt wahrgenohmmen, daß die in sechs h. Chorherren unnd vier h. Caplonen bestehende Collegiat-Stift zue Schönenwerth sich an einem solchen Orth befinde, so nechst bey der ohncatholischen Statt Arauw gelegen, also daß die h. Capitulares von dort aus ihre Lebensmittel einkhaufen müessen, wordurch dann eine gewüsse Gemeinschaft nicht allezeit ohne Ärgernuß verpflogen wird. Zudemme seynd in obgemeltem Orth Schönenwerth so wenig Einwohner, daß dúrch das gantze Jahr dem Gottsdienst gleichsamb Niemand beywohnen thuet, welches in den geistlichen Uebungen nicht allein den Eyfer vermindert, sondern auch eine Hinläsigkeit nach sich ziechet. Hingegen ist die Statt Olten, allwo dise Stift solte transferirt werden, ein nahmhafter Paß, der täglich vill gebraucht wird, mit einer ansehnlichen Burgerschaft versehen unnd die Residenz eines hochoberkheitlichen Ambtmanns, — welches Alles zue disem Vorhaben gantz bequemmlich, indemme die h. Capitulares alldorten genuegsamme Lebensmittel finden werden unnd hiermit den Ohncatholischen so vill entzogen. Sie werden auch unnder den Augen so viller Persohnen zue einem auferbauwlichen Handel und Wandel veranlasset unnd durch solches christliches Exempel alle Anwesende zue mehrerem Lob Gottes hoffentlich verleitet. Anbey (nebstdem) wird diser Paß zu Olten von gemeinen lobl. catholischen Ständen der Eydtgnoschaft sehr hoch geachtet und angesehen als der einige (einzige) Posten, allwo sie in vorfallenden Ohnruhwen zuesammen stoßen unnd einanderen mit Hilf beyspringen können, derowegen sie insgesambt schon öfters an lobl. Stand Solothurn das freündeidtgnössische Ansuchen gethan, selbigen in bessere Defension zu setzen, welches auch würckhlich geschehen wäre, wan nicht diser Standt durch die grose Umbeösten der Fortification dero Haúbtstatt (Schanzenbau), so annoch bey weitem nicht geendet — daran allen catholischen Eydtgnossen ein weit mehrers gelegen — dermahlen außert Kräften (wäre), auch dises der wahren Religion sehr vortheylhaftes Werckh zue underfangen, so (was) aber mit der Zeit wohl geschehen kan, ja desto ehender, wan diese Translation ihren Fortgang haben wird, in Ansehen, daß wan gleichwohlen zuer Defension einiche Bollwerckher solten angelegt



werden, so wäre dannoch der Standt Solothurn nicht bey Mittlen, alldorten die nothwendige Proviant-Magazinen zue unnderhalten, worzu gedachtes Stift Schönenwerth ohne einichen Nachtheyl ein Nahmhaftes beytragen könte; dann (denn) der H. Capitularen völlige Einkhünften bestehen in Früchten, unnd hiermit wäre immerfort eine gewüsse Anzahl in ihren Kornkästen zu finden, so in erheuschender Noth ein großer Vorschub seyn wurde. In Erwegung diser unnd mehrer anderer Motiven hat mehrermelter lobl. Standt Solothurn sich entschlossen, wan von den geistlichen Güetheren in ihren Landen einiche Beyhilf geschehen möchte, dise Collegiat-Stift von Schönenwerth nacher Olten zue transferiren, beuor (vorher) aber von Ihro Päpstlicher Heyligkheit die nothwendige Einwilligung für das Eint unnd Andere mit gebührender Submission einzuhohlen. Zue disem Ennde (wurde) eine Ehrengesandtschaft an Ihro Fürstliche Gnaden Herren Michael Angelum, Erzbischofen zu Tharsen unnd damahligen Nuntium apostolicum in der Eydtgnoschaft mit folgender Instruction abgeordnet, daß sie in Conformitet des Vorhabens umb die Bewilligung der Translation wie auch daß die in das Künftig vacirende(n) unnd von der Collatur des Standts dependirende(n) Pfarreyen durch Vicarios cum congrua sustentatione uf einige Jahr möchten versehen, das Ubrige (Einkommen der Pfarrer) aber züe disem bevorstehendem Werckh verwendet werden, anhalten solten, mit dem heiteren Züesatz, daß die Permission des Einten (der Translation) ohne des Anderen (der Belastung der vakanten von der Regierung zu besetzenden Pfarreien) gantz vergebens (ünnütz wäre), alldieweylen dem Stand ohnmöglich fallen wurde, ohne Concession des Letsteren die Hand an das Werckh (Translation) zue legen. Nach angelangter Bulla seynd obgemelte Deputirte widerumb an Herren Nuntium abgeschickht worden, unnd da sie aus dem Inhalt (der päpstlichen Bulle) vernohmmen, wie das letstere Begehren (die Belastung der Pfarreien) nicht directe zuegesagt seye, so haben sie von dem H. Legaten dessen eine Erleütherung begehrt, welche dahin ausgefallen, daß dergleichen Concessionen uf keine andere Manier ertheylt werden, es seye Stylus Curiae, man könne ohne ferneres Bedenckhen fortfahren, welche Erklärung sambt der Bulla ein lobl. Standt auch durch eine Deputation weyland Ihro Fürstl. Gnaden H. Bischofen zu Basel sel. Angedenkens hat participiren lassen, so (welcher) selbige guetgeheißen unnd alleinig (nur) congruam sustentationem (und nicht mehr) den H. Vicariis anbefohlen, auch währendem seinem Leben allezeit uf disem Fueß die Admissionen (hat) ertheylen lassen. Disemnach ist mit dem Werckh der Anfang gemacht, unnd (sind) bis dahin die sechs Chorherrenhäuser erbauwet worden, nicht ohne nahmhaftes Hinzuethuen des lobl. Standts, dann leichtlich zu erachten, daß in ohngefahr fünfzehen Jahren Jeniges, so von den leedig gefallenen Pfrüenden eingangen, zue Vollführung solcher Gebäuwen bey Weitem nit hat erkleckhen mögen. Dises ohngeacht hätte man solches Werckh eyferig fortgesetzt, wan (wenn) Ihro Fürstliche Gnaden dismaliger H. Bischof zue Basel die ihme (zu) präsentirende(n) H. Vicarios uf dem angefangenen Fueß, gleichwie er es eine geraume Zeit gethan, noch ferners hätte admittieren wollen; allein solches zue thuen hat er seit wenig Jahren ein starckhes Bedenckhen



getragen, under dem Vorwand, diese Permission seye in der Bulla nicht begriffen, wiewohlen Ihro Fürstl. Gnaden Herr Michael Angelus als Nuntius apostolicus obangezogne Erleütherung darüber ertheylt unnd seithero zwey von seinen H. Nachfahreren es uf gleiche Manier bestättiget haben. Hiermit thůet ein lobl. Stand Solothurn der getrösten Hoffnung leben, es werde Ihro Päpstliche Heyligkheit sowohl dero (des Standes Solothurn) particular als auch die von gesambten lobl. catholischen Ständen dessentwegen öfters geschechene(n) Instanzien mit vätterlichen Augen ansehen unnd die dieses Geschäfts halber unnderem 4.ten Maji 1697 ertheylte Bullam auch gnädig dahin erleütheren, damit die von den vacirenden Pfründen begehrte(n) (Geld-)Mittel noch fürbaas unnd solang können bezogen unnd zue diser Translation verwendt werden, bis dis eintzig unnd allein zu Befürderung der Ehr Gottes, zůe Vermehrung seines Lobs unnd zůe mehrerem Ufnahm der wahren Religion in der Eydtgnoschaft vorgenohmmenes Werckh zu seiner Perfection wird gebracht seyn.

Actum den letsten Mertzen 1713.

Cantzley Solothůrn.»

(Konzeptenbd. 104, S. 63–70.)

Den 8. April 1713 ersuchte die solothurnische Regierung den Bischof von Basel, er möchte seinen nach Rom reisenden Weihbischof Laurenz Anton Haus bewegen, das Translationsgeschäft beim Papste zu empfehlen.[1] Der Bischof berichtete den 12. August, Haus habe die Angelegenheit dem Papste mündlich vorgebracht; Seine Heiligkeit «*argwöhne, die Karenzgelder werden zu weltlichen Zwecken verwendet*». Die Regierung schrieb dem Bischofe, er wisse wohl, wie es in dieser Sache stehe.[2]

Offenbar hatte auch die mit der Translation verquickte oder doch zu gleicher Zeit projektierte Befestigung von Olten dazu beigetragen, den Papst stutzig und mißtrauisch zu machen. Schon im Jahre 1698, an den Konferenzen der VII katholischen Orte in Luzern (9./10. Juni) und Baden (6. Juli) kam die Befestigung von Freiburg, Rapperswil und Olten zum Schutze der katholischen Schweiz zur Sprache. Dazu sollte die Geistlichkeit Beiträge liefern. Solothurn schlug vor, «die Überlassung der geistlichen Dispensen, die von Jahr zu Jahr höher steigen, nachzusuchen». Man fand aber ratsamer, den Papst um eine direkte Beisteuer an die katholischen Orte als Vormauer von ganz Italien anzusprechen. Der Bischof von Basel, meinte Solothurn, sollte im Kriegsfalle 1500 Mann nach Olten legen. Er versprach ein Hilfs-

[1] Konzeptenbd. 104, S. 85.
[2] Ebendas. S. 215.



korps von 1200 Mann.[1] 1699 verlangte Solothurn, daß die Geistlichen nochmals angegangen werden, zur Anlegung eines Vorrats in einem Besatzungsmagazine Olten gutwillig Hand zu bieten.[2]

Den 8. November 1714 wurde Stadtschreiber Peter Joseph von Besenval zum letzten Male abgeordnet, um mit Exzellenz Grafen von Passioney in Luzern zu unterreden, damit man eine unkonditionierte Bulle erhalte. Der Auditor riet, ein Schreiben an den Papst direkt abgehen zu lassen.[3]

Am 29. November 1714 ließ die solothurnische Regierung das Memorial vom 31. März 1713 zu Handen des Papstes gleichlautend ins Lateinische übersetzen.[4] Passioney versprach, dasselbe nach Rom zu befördern.[5]

Von dieser Zeit an ist weder im solothurnischen Staatsarchive noch im Stiftsarchive von Schönenwerd ein Wort über die vielumstrittene Translation des Stiftes Werd zu finden. Sie scheiterte am offenen und geheimen Widerstande der Chorherren, die finanziell nicht geschädigt und in Bezug auf Lebensführung in Olten nicht noch mehr kontrolliert werden wollten, an den Bedenken des Bischofs von Konstanz, der seine Diözesanrechte verlieren zu müssen glaubte, an den Klagen der Geistlichkeit über die lang andauernde, lästige Karenz, an dem schließlichen energischen Widerspruche des Bischofs von Basel, der die allzu ausgedehnte Inanspruchnahme geistlicher Güter zum Zwecke der Translation nicht mehr dulden wollte und konnte, und endlich an der infolge dessen begreiflichen Zurückhaltung des Papstes. Die sechs schon erbauten Chorherrenhäuser in Olten in einer Reihe wurden später an Private verkauft; eines derselben diente als Pfarrhaus und ist jetzt vom altkatholischen Pfarrer bewohnt.

[1] Eidgen. Abschiede VI, 2. Abtl. S. 721, 733.
[2] Ebendas. S. 803.
[3] Ratsprot. Bd. 217, S. 1184.
[4] Konzeptenbd. 105, S. 271–278.
[5] Ratsprot. Bd. 217, S. 1405.



Introduction de la Réforme par le « Plus » dans le bailliage d'Orbe-Echallens.

Par E. Dupraz.

(Suite.)

---

4 mai. Rapport des députés.

Comme les pasteurs réformés tendent ou cherchent à provoquer une votation dans les paroisses du bailliage d'Echallens, où il y a encore quelques catholiques clairsemés, on y avait envoyé le bourgmestre Lamberger et le conseiller Nicolas Tribolet. En l'absence de son collègue, le député Lamberger fait son rapport verbal en séance du Petit-Conseil. Ils sont arrivés, le 29 avril, à Assens et de là se sont rendus successivement dans les autres paroisses. Après avoir entendu aussi bien des réformés que des catholiques, ils ont constaté que tous les rapports et avertissements des prêtres sont pleins de véracité et d'exactitude. Bien plus, on a eu recours aux cadeaux, au vin et aux promesses. Ainsi on leur a abandonné les coupes de moissons et autres redevances. Relativement en particulier à l'argent de guerre que nous leur avons fait rendre, nos adversaires ont trouvé moyen d'interpréter cette mesure de manière à nous rendre odieux à nos sujets et à provoquer un mécontentement contre nous ; ils ont répandu le bruit que nous avions levé cette contribution de guerre de notre propre autorité, à l'insu et sans le consentement de Berne. Le bailli s'est montré plein de partialité dans la perception des redevances, les exigeant avec la dernière rigueur quand il s'agissait de contribuables catholiques, tandis qu'on a laissé d'autres en repos.

A Assens, parce qu'ils n'ont payé leur contribution qu'une année plus tard, le bailli a exigé et fait payer un intérêt de 16 livres sur 200 (ce qui fait du 8 %). On est allé même jusqu'à faire croire que ceux qui s'opposeraient au *Plus* seraient excommuniés, que la votation leur



était ordonnée par le gouvernement et qu'il faut absolument y procéder. On emploie même des étrangers pour organiser cette besogne. Ainsi un individu de Cheseaux appelé Ferdinand de Cheseaux s'est employé à faire ces menées. De plus, on a fait partir pour Lausanne une partie des ressortissants du bailliage afin d'y recevoir les ordres de quelques seigneurs de Berne qui s'y trouvent. Ainsi les choses ont été si bien ourdies que le Mardi de Pâques, 9 avril dernier, quand les prêtres s'assemblèrent pour le synode, le *Plus* devait avoir lieu. Pour donner le change, le bailli s'était rendu à Berne afin que la votation eût lieu en son absence et qu'il pût se justifier et se présenter aux regards aussi innocent qu'un enfant qui vient de naître. Lorsque de Berne il réintégra son poste et qu'il eût appris que les choses ne s'étaient pas passées comme il l'avait espéré, il fut très étonné. Par une grâce de la Divine Providence, l'Evêque du diocèse avait renvoyé à huit jours plus tard la tenue du synode. Les prêtres étant ainsi restés dans leurs paroisses, le *Plus* ne put avoir lieu. Ils ont encore appris et publié les pièces qui ont fait voir clairement que Jean Févot, pasteur à Echallens, a écrit des injures infâmes, abominables, épouvantables, impies, hérétiques, outrageantes, insolentes et inouïes contre notre religion. Les réformés avaient formé le projet de faire apostasier le prêtre de Poliez-Pitet lui-même. Ensuite les députés déposent une nouvelle plainte contre le bailli d'Echallens, Bernard de Werdt. Ils l'accusent d'avoir reçu, outre la forte imposition payée par les prisonniers libérés, vingt-quatre écus bonan d'une femme qui a été huit jours en prison.

Après avoir entendu la relation de nos deux députés, une députation bernoise composée de David Tscharner et d'Alexandre Huser est introduite en séance. Ces délégués, après les salutations d'usage, rappellent qu'il a plu à Messeigneurs de Fribourg d'envoyer quelques-uns des leurs à Echallens. Mardi passé, 30 avril, ils ont cité le bailli, des pasteurs et quelques particuliers et leur ont ordonné de comparaître à Fribourg devant le Petit Conseil le jeudi 2 mai. Cette citation les a fort surpris à cause de la manière précipitée avec laquelle on l'a faite. Ils ont dû voyager la nuit ; d'autres n'ont pu paraître pour raison d'occupation. La députation bernoise vient les justifier et demande de ne pas prendre cela en mauvaise part, car les seigneurs de Fribourg savent bien que ce sont de fidèles et obéissants sujets. On dit qu'on a fait à Assens des enquêtes très sérieuses et très secrètes. On ne sait pas de quoi il s'agit. Si peut-être cela regarde le bailli, ces messieurs espèrent qu'il n'a rien fait contraire à son honneur. D'autre part si ces enquêtes sont

prises contre les pasteurs que l'Etat de Berne paye seul, l'avis des députés est que celle-ci seule doit avoir le droit de prononcer sur ces enquêtes. Ils sont d'ailleurs persuadés que ces pasteurs n'ont fait que ce qui est de leur ressort, de leur office et profession. Si ces enquêtes ne regardent ni le bailli ni les pasteurs mais les sujets du bailliage, ils demandent qu'on leur en fasse connaître les causes et les motifs. Leur désir et leur intention est de tenir avec bonne volonté et de faire tout ce qui est conforme aux traités, aux alliances et aux recès. Comme cette affaire est commune aux deux Etats, Berne demande, comme conclusion, en considération de leur honneur et de leurs personnes, que si on a des représentations à faire au bailli ou à des pasteurs, on le fasse en leur présence. Si le bailli et les pasteurs devaient être appelés en séance, les députés demandent à être cités avec eux.

Le Petit Conseil fit avertir les députés bernois que, vu la gravité de l'affaire et la non-comparution au jour fixé de ceux qui avaient été cités, vu encore que ce samedi était jour de foire, la séance était renvoyée au surlendemain lundi 6 mai. De plus, le blasphémateur Févot serait incarcéré et mis aux arrêts. Les conseillers Tribolet et Lamberger furent chargés de notifier cette décision aux députés bernois qui déclarèrent ce renvoi incommode, d'autant plus que les pasteurs venus avec eux devaient prêcher le lendemain dimanche. Pour ces causes, ils demandèrent un renvoi de quinzaine. Mais vu l'emprisonnement de Févot et le fait que l'affaire ne peut souffrir un plus long retard, le Conseil maintient le renvoi à lundi. Il adjoint aux deux délégués Tribolet et Lamberger, pour les aider dans l'audition des témoins, le conseiller Gottrau, le commissaire général Techtermann et deux bannerets.

Le chancelier du Conseil, Antoine de Montenach, termine le procès-verbal par ces vers :

> *Quousque tandem abutetur ursus patientia nostra* ?
> Jusqu'à quand l'ours abusera-t-il de notre patience ?

6 mai. Le Petit Conseil nomme pour examiner la cause du pasteur Févot emprisonné les conseillers Jost Von der Weid, ancien bailli d'Echallens, Henri Lamberger et deux bannerets.

7 mai. Le Petit Conseil entend la lecture de l'accusation contre le bailli et les pasteurs du bailliage, ainsi que la décision prise relativement au prisonnier Jean Févot. Après quoi on introduit les députés bernois Tscharner et Huser, qui exposèrent leur manière de voir comme suit. Leurs supérieurs de Berne désirent et entendent que leurs représentants



puissent assister et participer au procès. Cependant ils s'en rapportent à la décision du Conseil. Leurs dits supérieurs ont appris avec regret qu'on ait fait des enquêtes et des visions locales inusitées pour quelques irrégularités. Selon eux, il eût été préférable, s'il s'était passé quelque chose d'irrégulier, de les en informer et de les convoquer. Les seigneurs de Fribourg ayant suivi une autre voie, Berne aurait le droit, dans les lieux où elle possède sa souveraineté, d'ordonner de semblables enquêtes sur de vieilles affaires passées, ce que jusqu'à présent ils n'ont pas fait. Ils font donc appel à l'ancienne amitié et combourgeoisie des deux villes, amitié qu'il faut maintenir et accroître. Il faut prévoir que cette affaire pourrait être cause d'une agitation considérable et de complications particulières, ils font donc à Messeigneurs de Fribourg au nom de leurs Supérieurs et Seigneurs de Berne, la prière et la demande confédérale. Ils les sollicitent au cas, où le bailli comme aussi les pasteurs seraient coupables en quelque chose, de bien vouloir prendre cela pour le mieux, c'est-à-dire dans le sens le plus favorable, le plus clément et plutôt recourir à la douceur. Ainsi ils les laisseront reprendre leurs fonctions, en ne leur infligeant qu'une peine légère [1]. Leurs Supérieurs ont la ferme intention de maintenir l'amitié et la bonne entente confédérale ; ils éprouveront donc une joie particulière s'il est fait à leurs délégués une réception obligeante et amicale. Ils en montreront leur reconnaissance dans les circonstances qui pourront se présenter.

Enfin ils prient et demandent que le pasteur Jean Févot mis aux arrêts soit délivré de prison et que, quant à la peine à subir, il soit traité avec clémence.

Là-dessus, le Petit Conseil décida qu'à cause des conséquences qui pourraient résulter pour le droit d'alternative qu'avait alors Fribourg, il n'y avait pas lieu d'acquiescer à la demande faite par Berne de participer aussi à la décision à prendre au sujet du bailli et des pasteurs. Cette participation n'était pas en usage. Le bailli et les pasteurs seront entendus ; on prendra ensuite à leur égard la décision que comporteront la raison, le droit et la justice. Sur ce, on les réintroduit dans la salle pour leur communiquer cette réponse.

Les députés bernois s'en déclarèrent satisfaits. Ensuite il fut fait lecture au bailli et aux trois pasteurs des plaintes que l'on avait à faire

[1] Vraiment il fallait que le bailli et les pasteurs fussent bien gravement coupables pour que l'orgueil de Berne s'humiliât ainsi aux pieds des seigneurs de Fribourg.



contre eux. On accorda au bailli la copie de la plainte qui le concernait, et on lui accorda jusqu'au lendemain pour en prendre connaissance. On représenta au curial Panchaud la contradiction qu'il y avait entre sa déposition et la déclaration du pasteur. Il répondit qu'il avait dit la vérité sur la foi du serment et déclara qu'il n'avait rien machiné, qu'il ne s'était chargé de rien et qu'il était innocent de tout. Le Conseil décida de le mettre aux arrêts et de le confronter avec le pasteur Févot prisonnier, quand celui-ci aura prêté aussi serment.

Le bailli s'étant offert de donner immédiatement sa réponse, il commença par résumer ce qui lui était reproché. Sur le premier article concernant le *Plus*, il déclara ne pas s'en être occupé en quoi que ce soit. Lorsque les pasteurs et quelques particuliers du bailliage vinrent vers lui, il leur répondit qu'il avait assez à faire avec l'autorité civile, qu'il ne voulait pas s'en occuper et qu'il ne s'en était mêlé en aucune façon.

Quant à son insubordination, il croyait avoir rendu aux Seigneurs de Fribourg tout le respect qu'il leur devait, et qu'il avait su garder la discrétion voulue.

Pour ce qui concerne les huissiers et les catholiques qu'il était accusé d'avoir inquiété ou attaqué, à cause de leur religion, il déclara n'avoir fait aucune tentative pour les en détourner. Il avoua seulement que lorsqu'ils étaient à table chez lui et qu'ils ne voulaient goûter de certains mets, il avait dit par manière de plaisanterie que s'ils appartenaient à une autre religion et mangeaient avec lui, ils devaient boire d'autant plus.

Le Petit Conseil lui fit remarquer qu'il avait témoigné de la mauvaise humeur contre les envoyés de Fribourg. Il ne devait pas s'imaginer que ceux-ci faisaient entendre des plaintes par esprit d'opposition, mais parce que Messeigneurs de Fribourg considéraient la destruction et la mise en pièce du *rôle* [1] comme une marque de mécontentement. Il devait produire ce rôle, qu'il avait eu chez lui. Le bailli répondit que le pasteur d'Echallens était venu en sa demeure et lui avait présenté ce rôle. Lorsqu'il s'aperçut ce à quoi l'on voulait venir et qu'il vit qu'elle devait être sa ligne de conduite, il dit au pasteur : « Vous faites une entreprise qui peut entraîner des troubles considérables ; quant à moi, je ne veux pas m'en mêler. Il ajouta : « Je déchirai alors le rôle et je le remis ainsi au pasteur d'Echallens. »

Relativement au dernier article, c'est-à-dire qu'il avait été averti

[1] Ce *rôle* était la liste de ceux qui étaient pour et contre le *Plus*.



des griefs que l'on avait contre lui, et quelle était la personne qui l'avait averti, il répondit qu'il en avait été informé par la rumeur publique et par le bailli de Moudon. Il finit par demander qu'on veuille bien le traiter gracieusement. Pour lui, il rechercherait de tout son possible le bien de Ses Seigneurs de Fribourg.

Il surgit dans la discussion différentes opinions au sujet de cette réponse. Le Conseil décida que les deux conseillers Lamberger et Tribolet qui s'étaient occupés plus particulièrement de cette affaire devraient se réunir pour examiner la réponse à faire et soumettre les réflexions qu'elle leur suggérerait.

8 mai. Le pasteur Févot maintint sous la foi du serment que le bailli ne lui avait pas remis le rôle dès le commencement, mais seulement à Berne, avec ordre de le transmettre au consistoire. De même il n'avait pas vu que le bailli l'eût déchiré, ni l'eût violemment enlevé des mains du curial Panchaud ; celui-ci le lui avait remis de plein gré.

Les députés bernois ayant de nouveau demandé audience furent introduits dans la salle. Ils commencèrent par exposer combien ils étaient ennuyés de devoir, en raison de ces affaires, déranger Messeigneurs si souvent. Ils demandèrent ensuite, comme ils l'avaient déjà fait, qu'on voulût bien relâcher le pasteur Févot sous caution, autrement ils ne pourraient pas cacher qu'ils se livreraient eux-mêmes à Echallens à une enquête semblable. Ils espéraient que, dans leur sagesse, ils comprendraient tous les retards et les ennuis que cela pourrait entraîner. Sur ce, ils racontèrent comment le prêtre de Poliez-le-Grand avait donné occasion au pasteur de ce lieu de faire ces écrits [1] ; c'est donc lui, prêtre, qui devait être considéré comme l'auteur et l'instigateur des ennuis qui pourraient en résulter. Ils demandèrent, en conséquence, qu'on voulût bien, en évitation d'un semblable procès qu'ils étaient en droit de faire, et pour éviter tout désagrément, arranger ces affaires à l'amiable. On ne pouvait point permettre que pour deux personnes, les deux Etats de Berne et de Fribourg fussent amenés à s'occuper de choses inconvenantes et entraînés dans des complications. Autrement, ils se verraient dans le cas de dresser des procès-verbaux contre quelques prêtres qui avaient proféré des paroles désobligeantes. Enfin, si le bailli ne s'était pas suffisamment expliqué, il était prêt à donner une nouvelle justification. Ils demandèrent enfin qu'on envoyât à Berne une réponse amicale et favorable.

[1] Ecrits dont il est question plus haut.





Les trois pasteurs introduits en séance s'excusèrent sur les vraies et bien vérifiées accusations au sujet des pratiques et manœuvres faites dans le bailliage d'Echallens pour obtenir le *Plus*. Ils nièrent d'abord que ces pratiques eussent été faites secrètement. Dans le cas où les deux Etats voudraient procéder au *Plus*, ils devaient agir en conséquence. Ils nièrent ensuite avoir fait des promesses et des menaces. Quant au *rôle*, ils reconnaissaient l'avoir dressé pour savoir le nombre des paroissiens, comme les pasteurs avaient coutume. Vu que le bailli d'Echallens était clairement convaincu de parjure par la déposition du pasteur faite sous serment, il devait être entendu de nouveau. Introduit dans la salle des délibérations, on lui donna connaissance des déclarations du pasteur. Il s'est défendu en disant qu'il persistait dans la déposition faite la veille ; il ajouta que ce n'était pas lui, mais le pasteur qui avait porté le rôle à Berne, où il l'avait remis à M. Tscharner ; il ne savait pas ce qu'il était devenu et l'usage qu'on en avait fait.

Ainsi le bailli de Werdt ne fit aucune réponse aux articles dont on lui avait fait lecture, de telle sorte qu'il en reconnaissait par son silence le bien-fondé : c'était pour nous un aveu. On en conclut que dans cette affaire et dans les autres il avait agi en parjure et il était clair comme le jour qu'il avait violé son serment [1].

Pour ce qui concerne les pasteurs, leur justification est reconnue insuffisante et ne peut pas être admise, c'est pourquoi on décide d'inviter le bailli à répondre de nouveau formellement et distinctement aux articles qui leur sont reprochés.

Quant au blasphémateur, le pasteur Févot, dont on a demandé la mise en liberté, une longue discussion a surgi. Les uns pensent qu'il serait bien de faire cette gracieuseté aux Bernois, afin de ne pas tout leur refuser et de les encourager ainsi à se relâcher dans le système de persécution qu'ils ont adopté à l'égard des sujets catholiques et à empêcher aussi toute tentative de sédition. D'autres, au contraire, dans leur zèle pour la foi, font surtout ressortir que le pasteur Févot, pour ses blasphèmes inouïs et par ses maudits et diaboliques écrits contre notre religion, doit rester en prison et que sa cause doit être jugée par le Grand Conseil des Deux-Cents, car il faut bien considérer que, si les Bernois se trouvaient à notre place et qu'ils aient entre leurs mains quelques-uns de nos prêtres, ils ne se laisseraient pas détourner par

[1] Daruss zu beschliessen wie in diser und anderen sachen er meineidiger wyss gehandlet und sonnenklar ubertretten habe.



aucune intervention et procéderaient selon la rigueur du droit et même avec la cruauté dont ils ont fait preuve envers des Capucins et autres prêtres.

Malgré cette dernière considération, pour l'honneur et pour être agréable aux Bernois, il fut décrété que le pasteur Févot serait libéré de prison, moyennant le cautionnement de ceux qui se sont offerts. Le pasteur devait en outre promettre de ne pas quitter la ville de Fribourg avant la fin du procès.

Les conseillers Martin Gottrau, le commissaire Vonderweid et Lamberger sont désignés pour notifier cette sentence aux députés bernois. Ils devront montrer du doigt la différence qu'il y a entre les écrits du pasteur et ceux du prêtre catholique et entre la conduite des deux. Le prêtre n'a commis aucun crime, ni aucun délit, tandis que le pasteur sacrilège a écrit des blasphèmes intolérables, des outrages horribles, que le prêtre catholique n'avait pas provoqués.

Rapport de la délégation envoyée auprès des députés bernois.

Les délégués relatent qu'ayant annoncé aux députés bernois la décision du Petit Conseil, ils en ressentirent un singulier plaisir. Ils demandèrent alors que, puisque les pasteurs devaient rester à Fribourg et y attendre la décision finale, on voulût bien prendre des mesures pour que, dans leur auberge, il ne leur arrive rien de désagréable, ni rien qui puisse causer du refroidissement et un désaccord entre les deux villes. Ils témoignèrent encore leur satisfaction de cette décision qui, selon eux, ne pouvait pas être autre. Ils remercièrent les seigneurs de Fribourg des marques d'amitié qui leur avaient été données.

Les délégués ajoutent qu'ils résumeront le lendemain la justification sans valeur et mensongère que le bailli et les pasteurs ont essayé de donner. Ils les interrogeront encore sur les plaintes formulées contre eux et les exhorteront à répondre d'une manière plus claire et plus satisfaisante. Ils feront ensuite des propositions sur la peine qui devra leur être infligée.

Retour de la députation bernoise 10 mai.

Introduits en séance, les députés Tscharner et Huser présentent les salutations d'usage et indiquent le motif de leur retour à Fribourg. Il s'agit de la lamentable affaire qui s'est passée dans le bailliage d'Echallens. Il est inutile de la rappeler : ils se borneront à dire que leurs Supérieurs et Seigneurs de Berne ont appris avec surprise que des députés fribourgeois ont fait contre le bailli une enquête et entendu des dépositions faites contre lui sous forme de serment. Ils pensent



qu'on aurait dû procéder d'une manière plus régulière, car la voie qu'on a suivie est contraire aux traités d'alliance et de combourgeoisie. Si les Seigneurs de Fribourg avaient des plaintes à porter contre ce bailli, ils devaient le citer en séance du Petit Conseil. Il n'est pas parvenu à leur connaissance que pareille procédure ait jamais été suivie. Si on l'avait trouvé en faute, ne pouvant pas se défendre, on aurait pu alors le punir suivant la gravité du cas, ou bien en écrire au gouvernement de Berne, comme on sait bien le faire pour des affaires de moindre importance. Ils demandent donc qu'on ne leur fournisse pas l'occasion d'user de représailles dans des cas semblables, en suivant la même procédure. Les députés demandent encore qu'on renonce à cette manière de faire et qu'on raconte les choses comme elles se sont passées. Les Seigneurs de Fribourg ont cité certaines personnes et les pasteurs sans leur laisser le temps suffisant pour arriver ; ils protestent donc encore contre cette manière de faire, d'autant plus que les députés n'avaient pas eu le temps de rentrer chez eux. Lorsqu'ils furent arrivés à Fribourg et qu'ils se furent présentés, ils se plaignirent de ce que l'un d'eux vit ses vêtements déchirés par les *valets de ville* et de ce que chacun a été offert en spectacle d'une manière ignominieuse, soumis à des injures très graves. Celui qui en a été l'objet peut en témoigner ; il est un de leurs sujets, natif du pays, salarié et entretenu par eux [1]. Tout cela leur paraît très étrange, surtout parce que ces enquêtes, si elles se renouvelaient, pourraient donner l'occasion d'en faire autant à titre de représailles ; elles pourraient entraîner à d'autres choses et pratiques plus sérieuses et amener bien d'autres désagréments. Ainsi il leur serait pénible, si, à cause de ces deux personnes (le bailli et le pasteur), il était porté atteinte à l'ancienne amitié qui unit les deux villes... Ainsi ils demandent aux Seigneurs de Fribourg de ne pas pousser trop loin cette affaire et de prendre en considération l'ancienne combourgeoisie des deux villes. Ils expriment ainsi les intentions et les désirs de leurs Seigneurs et Supérieurs de Berne.

Après avoir entendu cet exposé et la lecture de la plainte, de la réponse et de toutes les pièces du procès, les Seigneurs de Fribourg prennent la décision suivante :

On réprimandera le bailli d'Echallens à cause de ses fautes, consistant dans des exactions exorbitantes envers les prisonniers, et le refus d'y renoncer comme il en avait reçu l'ordre. Il a persisté au contraire à les réclamer et à les percevoir, ayant eu recours à des composi-

[1] Il s'agit probablement du pasteur Févot.



tions. Il est aussi coupable d'avoir déclaré ne s'être pas mêlé de l'organisation du *Plus*, mais d'avoir déchiré en partie le *rôle* des paroissiens, de l'avoir rendu au pasteur, quand, au contraire, il l'avait envoyé au secrétaire à Berne.

Il n'a témoigné aucun repentir de cette conduite. En conséquence, il sera invité sérieusement à se conduire correctement, à remplir fidèlement les devoirs de sa charge et de sa profession, à restituer aux personnes lésées ce qu'il leur a réclamé injustement. A ces conditions, en considération des Seigneurs de Berne, ses Supérieurs, de son père, de son beau-père et de sa parenté, on lui fait remise de ses fautes, quoiqu'on ait eu bien des motifs de le destituer puisqu'il trahit son serment. Les deux pasteurs de Poliez-le-Grand et de Goumoëns sont réprimandés au sujet de leurs fautes et sont exhortés à s'abstenir désormais de semblables intrigues.

Le pasteur d'Assens, qui s'est rendu coupable de plus grandes fautes, qui, à l'occasion de la *taille*, a lancé dans la population des accusations contre les Seigneurs de Fribourg et les a grossies, est banni du bailliage d'Echallens et des Anciennes Terres de Fribourg, soit des vingt-quatre paroisses.

Le pasteur d'Echallens, Jean Févot, ayant lancé contre les Seigneurs de Fribourg et contre tous les autres cantons catholiques des écrits si grossiers, si ignominieux et si blasphématoires, ce qui a ému non seulement les Seigneurs de Fribourg, mais encore les autres à qui ils ont communiqué ces écrits, est averti que son jugement est suspendu. Si les personnes qui ont fourni le cautionnement continuent cette garantie, il pourra rester à l'auberge, sinon il sera réintégré dans sa prison.

Dans le recès adressé à nos combourgeois de Berne, il sera répondu d'abord que les Seigneurs de Fribourg et leurs députés n'ont rien fait d'inconvenant, mais uniquement ce qui appartient à un gouvernement honnête ; ils ont cité le bailli, lui ont communiqué leurs ordres, dont ils ont dressé procès-verbal. Ensuite, quant aux menaces de la jeunesse de Fribourg, ils estiment que leurs combourgeois de Berne ne feront rien qui ne soit conforme à l'ancienne amitié et au traité de combourgeoisie. Dans le cas où l'on entreprendrait quelque chose de contraire, Fribourg se verrait aussi obligé de prendre des mesures. On adressera aussi la plainte suivante : les Seigneurs de Fribourg avaient ordonné de laisser les pasteurs tranquilles, depuis le samedi au lundi, mais les Seigneurs de Berne avaient déclaré qu'ils voulaient les faire enlever, ce qui est une très grande atteinte au droit d'alternative. Enfin on offre



de leur produire et de leur faire lire la réponse des pasteurs, telle qu'elle a été faite tout d'abord, et s'ils le désirent, de mettre sous leurs yeux les écrits des pasteurs [1].

14 mai. Le Petit Conseil décide que le pasteur qui est encore aux arrêts devra être examiné par le commissaire général Zimmermann, les conseillers Reynold, Techtermann et les bannerets. Ils l'exhorteront à réparer l'honneur de la religion et des seigneurs de Fribourg. Ils donneront le lendemain au Conseil connaissance de sa réponse.

15 mai. Il est arrivé à Fribourg un certain nombre de personnes du pays de Vaud qui cherchent à soustraire à la prison le pasteur détenu, et demandent audience. D'autre part, nous avons reçu des avertissements de gens notables, nous disant que cette affaire est très sérieuse, et que les personnes arrivées ont recours aux menaces, comme si cela devait aboutir à une révolte.

On décide d'entendre les réclamants que l'on fait chercher. Auparavant, on prend connaissance du rapport des conseillers délégués auprès du prisonnier. Ils l'ont de nouveau examiné hier et l'ont engagé à faire une amende honorable et une réparation. On lui a demandé s'il pouvait démontrer la véracité de ce qu'il a écrit. Il a répondu qu'il veut conserver sa religion, ne rien faire, ni rien rétracter au désavantage de celle-là. Il a la conviction qu'il fera son salut dans la religion où il est né et a été élevé. Il demande qu'on se contente de la déclaration que ses écrits n'ont pas été faits avec l'intention de troubler notre ville et d'altérer en aucune manière la bonne harmonie. On fait mander les députés de Berne pour entendre leur déposition.

Cette affaire traîna en longueur dans trois séances où comparurent encore les députés bernois. Ils essayèrent vainement de réfuter les accusations portées contre le pasteur Févot, protégé par Berne avec une sollicitude particulière. Ils dénoncèrent le curé d'Assens comme étant la cause des écrits du pasteur. Il l'avait vu très souvent et l'avait encouragé à les publier.

Enfin le 24 mai, le pasteur Févot, introduit en séance du Conseil, entendit la lecture « d'un extrait de ses infâmes escrits ». Il consentit à les rétracter, mais il se réserva de ne rien signer contre sa religion. « Vray est qu'il a escript ces papiers, mais avait l'intention que cela devoit demeurer secret seulement entre luy et le prestre, ne le voulant ni publier. Et sur la grande instance et sollicitation du prestre, qui l'ha

[1] *Manual*, N° 153.

trahi ». Il fait réparation des outrages et des peines causées à ses seigneurs de Fribourg « qu'il a toujours réputés bons chrétiens, très catholiques ».

Le Conseil prononça enfin la condamnation suivante : exil perpétuel des terres des bailliages communs, payement d'une partie des frais et privation de ses fonctions avec défense de ne plus faire « aucun presche ». Il devait contresigner lui-même cette condamnation en la chancellerie, en présence des bannerets et prêter serment de s'y soumettre.

On a vu que le Petit Conseil avait condamné au bannissement le pasteur d'Assens à cause de ses manœuvres et intrigues pour provoquer un *Plus*. La lettre suivante révèle ces machinations et contient le *rôle* ou la liste des paroissiens désignés sous le nom de *papistes* ou d'*évangélistes*, les uns contre les autres pour la votation religieuse. Il est probable que ce rôle est celui dont il a été longuement question précédemment dans l'affaire du bailli de Werdt et du pasteur Jean Févot. Malgré l'étendue de cette lettre, vu son importance en ce qui concerne le nom des familles à cette époque, nous la reproduisons en entier.

Lettre du ministre d'Assens aux Seigneurs de Berne.

Magnifiques et très honorés Seigneurs,

Expose en toute humilité votre très obéissant serviteur, ministre de la parole de Dieu à Assens, au bailliage d'Echallens comme il aurait plu à Dieu faire que le nombre de ceux qui suivent le parti de l'Evangile serait accru tellement qu'il dépasse l'autre de beaucoup et afin d'obvier aux inconvénients et fascheries qui ont été par ci-devant causant la liberté, laquelle plusieurs voudraient avoir portant ce beau nom d'évangéliste et ne voulant point toutefois le Plus être fait, pour faire que les idolâtries soient ôtées n'a su trouver expédient, plus propre que de les éprouver les uns devant les autres comme cela a été fait en célébrant la S. Cène à cette Pentecôte passée, leur proposant que s'il s'en trouvait quelqu'un qui voulut être double de courage et ne voulut encore ratifier ce que déjà autrefois il avait promis et mêmement quand ce viendrait autant qu'on voudrait se servir d'eux pour faire un plus pour bailler entièrement la place à Jésus-Christ, car s'il s'en trouvait de ceux qui ne voulussent maintenir le serment qu'ils avaient fait en s'enrôlant sous l'enseigne des braves fidèles, qu'il n'était loisible au ministre de leur distribuer ce St Sacrement, pour ce qu'il ferait



contre sa conscience et son devoir ne discernant point ce qu'ils voudraient faire avec d'autres et plus amples remontrances, tellement que par ce moyen était averti en danger où il se mettait en se moquant de Dieu et de leurs princes, faisant semblant d'être du parti de l'Evangile. Ce qu'ayant entendu sont venus tous d'un accord tant à Ascens qu'à S. Bartholomey et d'une même volonté ont participé à ce St Sacrement. L'action étant achevée, le dit ministre les a pris à témoins les uns pour les autres, afin qu'il n'y en eut point qui prétendit cause d'ignorance pour s'excuser en quelque façon, qui n'en fut averti comme il était requis. Donc, magnifiques Seigneurs, supplie en toute humilité le dit exposant voulant mûrement considérer et par vos prudences donner quelques bons avis et conseils en ce fait, car si la chose était différée le courage de ces gens pourrait être affaibli. Et maintenant, ayant l'alternative, s'il s'en trouvait de si malheureux qu'ils voulussent être libertins à l'exemple de ceux de Goumoens, qu'il soit de votre plaisir de juger pour gens de nulle valeur et nulle estime ceux qui ne veulent être ni d'un parti ni de l'autre..... Si cela était permis qu'on voulut endurer de tels libertins, l'on ne pourrait jamais parvenir à aucun *Plus*. D'ailleurs, pour faire que ce Plus ne soit tardé et qu'il obtienne son effet, malgré qu'il s'en trouvat de tels dits libertins, il y a un moyen fort propre duquel on pourra se servir, qui est de commander aux Seigneurs de Lausanne de laisser venir un village nommé Bretignion (Brétigny sur Morrens) [1], qui est et a été de tout temps de la paroisse du dit Ascens, vu que aujourd'hui ces paroissiens sont tenus de payer la moisson au curé, les nascens et autres charges à ce requises, desquelles ils ne se sont dispensés, sinon depuis quelque temps. Ce qui a causé cela, c'est qu'il n'y avait point de ministre au lieu et venant pour ouïr la prédication étaient contrains de se retirer et depuis ont été induits d'aller au presche à Montherond. Mais pour le présent, le ministre résidant au lieu (Assens) ne doivent être empêchés de venir à leur paroisse. Ce pourvoyant, Souverains Seigneurs, vous avancerez la gloire du Seigneur et vos Excellences en recevront grand profit, étant un moyen pour abattre les pensions des ministres qui sont soutenus

[1] Brétigny sur Morrens ainsi que Cugy avec une chapelle dépendaient aussi de la paroisse d'Assens, mais faisant partie du Pays de Vaud, dont Berne était seule maitresse, ces deux localités avaient dû embrasser la réforme dès 1536. Par conséquent, tous les habitants, à peu d'exceptions près, étaient nés et avaient été élevés dans le protestantisme. On comprend que c'était là un fort appoint pour le *Plus*. On verra que cette manœuvre échoua.

à vos coustes (frais) sans recevoir aucun émolument en bien ecclésiastique [1]. Et pour mieux entendre la chose, les noms de toute la paroisse sont présentés par écrit tant des uns que des autres afin de pouvoir mieux connaître.

S'en suivent les noms de ceux qui ont pris la réformation de l'Evangile, rière la paroisse d'Assens confrontés avec les papistes, village par village.

Et premièrement à *Assens*.

Evangélistes :

Honorable Claude Dogny, Bernard Dogny, officier, Blaise de Pierre, Pierre Matthey, Amey Matthey demeurant à Metz, Aymé Matthey, Aimé Dogny dit Condoz, Etienne Dogny demeurant à Morges, Jehan, Gabriel, Michel Dogny, Guillaume, Jehan, Jacques Matthey, Pierre, Jehan Aguet, Louis Page, Antoine, Germain de Pierre, Jacques Mievillaz, Jehan Baudère, Antoine Matthey, le fils de Jehan de Pierre.

Papistes :

Anthoine Matthey, Jehan, Jacques Dogny, Anthoine Pollien, Claude Dogny, Claude Dogny aimé, Guillaume, Pierre Dogny, Jacques Barbier, Bernard Mievillaz, François Roland, Claude Grivat, Jacques Page, Antoine Matthey, Jacques de Pierraz, Pierre de Pierraz, Franz de Pierraz, Thomas Polliez, Antoine Baudère, Jehan Charvoz, Bernard Matthey.

Les bourgeois étrangers :

Honorable Jacob Bœuf, Henry Girard, Bonaventure Vuagnier, Friney Cuendoz, François Girard,

Etagnières.

Evangélistes : Antoine Duret, Pierre Esmery, Pierre Martin, Jacques Martin, Amey Frosshard, Jehan Chantre, Pierre, Franz, Jacques, Claude Thomas, Mre Nicolas, Jehan Roge, Laurent, Jacques, Claude, Pierre, Jacques, Pierre, Jehan, André Baux, Germain Mulet, Collet et Jacques Baux, demeurant à Monthey, Guillaume Pernin, Guillaume Piguet.

[1] Il y avait profit pour Berne, parce que les curés des cinq paroisses encore existantes percevaient en entier le bénéfice curial consistant en terres et redevances. Toute l'ancienne paroisse, catholiques et protestants, payait ces redevances. Le traitement des ministres était à la charge des seigneurs de Berne. La disparition du catholicisme en vertu du *Plus* mettait les pasteurs à la place des curés en possession des bénéfices. Berne se libérait ainsi des pensions.



Papistes :

Pierre Martin, Germain Mulet, Guillaume Martin, Nicod Cherpit, Raymond Cochon, Jehan Charvoz, officier.

Les bourgeois :

Honorable Andrey d'Yverdon, François de Leyderrey, Saturnin son frère, François Figuet.

St-Bartholmy et Bretegny.

Evangélistes :

Amey, Pierre (officier), Pierre, Jehan, Blaise, Jacques, Antoine Crottaz, Blaise Collet, François Collet, François Crottaz, Guillaume Roge, Pierre, Jehan, Jacques, Louys Vuchy, Jehan Martin, Claude Lymat, Germain Lymat, Bernard Moraz, François, Jehan Lymat, Germain Martin, François Martin.

Papistes :

Jehan Collet, Claude Greyloz, Jacques Martin, Matthey de Place, Anzoz Moraz, Claude Vouchy, Antoine Lymat.

Chavannes.

Le seigneur de Morlens.

Malapalud.

Evangélistes bourgeois étrangers :

Honoré Mr Abram Tilliez, Le seigneur de Marnan, le seigneur de Rospraz, Salomon Guex.

Papistes :

Guillaume Chambaz, Claude Porterat, Pierre Porterat, George Aulbonney, Claude Aulbonney.

Biolley-Orjulaz.

Evangélistes :

Claude Thélin, Philippe Gaschet, François Malliet demeurant à Ecublens, Antoine Gaschet demeurant à Penthe.

Bourgeois :

Honorable Jost Goudard, Honorable Etienne Goudard, Pittiot Cousturier demeurant à Sulens.



Papistes :

Jehan des Pontz, Jacques des Pontz, François Clerc, Pierre Henriod, Monet Henriod, Nicolas de Chychier, Pollion Malliet, Pierre Malliet, Pierre Malliet, Claude Malliet, François Blan, Pierre Dessert, Claude Cousturier, Jehan Malliet.

Toute le village de Bretegnon est à l'Evangile rière la Seigneurie de Montherond et est de la paroisse d'Assens ; s'étant retrouvé pour ce qu'il n'y avait point de ministre à Assens, et maintenant désirant s'y remettre moyennant commandement à iceux fait par l'Excellence de nos Seigneurs et souverains Princes de Berne. Le nombre des Evangélistes qui se peuvent trouver pour le présent est de 93, outre le village de Bretegnon, et le nombre des Papistes de 55 [1].

Les paroissiens d'Assens Maire et Jacques Dogney furent envoyés à Berne pour porter à leurs Excellences la pétition suivante :

Magnifiques Seigneurs,

A vos Excellences est exposé de la part de vos très humbles serviteurs Maire et Jacques Dogney suivant l'aveu et consentement donné par les paroissiens du ressort d'Assens, professant le doctrine évangélique. Comme vos Excellences soucieuses du salut de vos communs sujets avec Messieurs de Fribourg, avez fait paraître votre affection paternelle en vos traités et conventions concernant spécialement le point de la religion, ils s'adressent à icelles comme à leurs pères bénis pour leur faire entendre que, suivant la sainte remontrance faite par les députés qui leur ont été envoyés, Dieu leur a touché les cœurs non seulement pour se résoudre à vivre et mourir selon notre chrétienne Réformation, de laquelle ils font profession, mais aussi pour avancer de tout leur pouvoir l'honneur et la gloire de Dieu et anéantir, si Dieu leur en fait la grâce, les superstitions papales qui, à leur regret, ont encore lieu au milieu d'eux, pour tant plus librement servir Dieu selon sa parole. A cet effet étant résolus de se conformer entièrement au bon avis qu'il plaira à vos Excellences de leur départir, pour, suivant icelui, se conduire d'autant qu'il est advenu il y a quelques jours passés, que certains seigneurs de leurs supérieurs de Fribourg s'étant transportés au dit lieu d'Assens et ayant assemblé les susdits exposants pour sonder leur

[1] *Tscherlitz Bücher*, pages 286-296.
Suivent d'autres listes des paroissiens dits évangélistes et papistes de Poliez-le-Grand et de Penthéréaz. Nous publierons plus tard celles qui furent établies à l'occasion du *Plus* dans ces deux localités en 1619.



intention et les en détourner et ayant aperçu qu'ils désiraient de demander le *Plus*, ils le leur ont défendu voir avec menaces expresses de leur indignation. Ce qui les a fort étonnés, voyant par ce moyen leur être ôtée la liberté qui leur appartient de droit par les traités de pouvoir demander le *Plus* chaque fois que Dieu leur en donnera la commodité, et pourtant ils ne peuvent que s'adresser à vos Excellences pour être appuyés de leur autorité, afin que par leur moyen la résolution des dits exposants de demander comme ils le font maintenant, à vos Excellences, le dit *Plus*. Nous ne souhaitons rien plus que de pouvoir en liberté entière de conscience, servir Dieu et voir après l'anéantissement de toute superstition papale [1].

15 novembre. Toutes ces lettres et démarches ne pouvaient qu'encourager Berne à consentir au *Plus*, mais elle voulut agir prudemment, et dans ce but les baillis Tscharner et Huser furent envoyés sur les lieux pour se rendre compte eux-mêmes des dispositions des esprits. Une lettre du curé d'Assens adressée au Petit Conseil et au vicaire général de Fribourg signale leur présence et leurs agissements dans le bailliage où ils convoquèrent les paroissiens à s'assembler dans les églises. Le curé et doyen d'Assens rapporte que premièrement les envoyés de Berne ont questionné et consulté ceux de Penthéréaz. Ils essuyèrent un refus de procéder au *Plus*, avec la réponse qu'ils voulaient rester fidèles à l'ancien état de choses. Cette décision fut apportée aux baillis députés par un petit garçon ; ils les exhortèrent à leur donner une autre réponse. Celle-ci n'ayant pas changé, le bailli leur dit : « Allez au diable. »

Les députés bernois ont fait mander à tous leurs coreligionnaires de la paroisse d'Assens et de ses dépendances de se réunir dans l'église. Le curé voulut rester dans le chœur et s'opposer à leurs desseins, mais le bailli Tscharner lui intima l'ordre de se retirer. Il fut ainsi obligé d'abandonner la place. Dans cette assemblée il n'y avait pas seulement les ressortissants du bailliage d'Echallens, mais encore des gens du bailliage de Lausanne venus de Cugy, qui est paroisse filiale, ainsi que d'autres arrivés de Morges et de Lausanne. Ils furent réunis pendant 3 heures dans l'église fermée de l'extérieur afin de n'admettre aucun spectateur. D'après les renseignements que le curé a pu se procurer, il n'y eut que 6 personnes du côté des luthériens qui ne voulurent pas consentir au *Plus*, tous les autres donnèrent leur adhésion sous réserve que les deux villes approuvassent la votation. Cette réserve laissait

[1] *Tscherlitz Bücher*, page 300.

encore quelque espoir. Il ne lui avait pas été possible d'apprendre la réponse qui leur avait été faite dans les villages de Poliez et de Bottens. Les deux députés ont ainsi fait le tour de toutes les paroisses.

Le Petit Conseil regrette la manière de procéder de ses combourgeois ; il ressent une grande douleur de ce qu'ils se livrent à des menées semblables, fassent si peu de cas de la concorde et ne veuillent pas laisser en paix leurs coreligionnaires. Leurs efforts ne s'arrêteront que lorsqu'ils auront chassé tous les catholiques des bailliages communs.

Les Seigneurs de Fribourg, ne voulant pas abandonner le petit nombre de catholiques restés fidèles à l'ancienne foi, mais les soutenir de tout leur pouvoir, décrètent d'envoyer dans le bailliage d'Echallens deux de leurs collègues, le conseiller Lamberger et le bailli Tribolet.

Ils partiront dès aujourd'hui pour se trouver sur place de bon matin et se présenter dans les assemblées convoquées par les délégués bernois. Ils présenteront à leurs sujets les salutations paternelles des seigneurs de Fribourg, les assureront de leur bonne volonté et bienveillance et la douceur de leur gouvernement. Ils leur rappelleront encore qu'ils leur ont rendu le dernier argent de la contribution de guerre et qu'ils les laissent jouir en paix de la liberté religieuse sans y porter aucune atteinte. De leur côté, ils ne doivent pas refuser la même liberté aux catholiques, quoique en plus petit nombre. Comme le principe fondamental de leur religion tend à la liberté de conscience, ils leur démontreront que les manœuvres qui sont tramées ne tendent qu'à l'amoindrissement de cette liberté. Si encore elles étaient conformes aux traités, on n'aurait pas osé les ourdir à l'insu des seigneurs de Fribourg ; on n'aurait pas sollicité le *Plus* qui doit être, selon les traités, libre de la part des sujets. Ils feront aussi comparaître devant eux, jeudi prochain, le bailli de Werdt ; ils lui montreront du doigt ses anciennes et nouvelles fautes. Enfin, ils s'informeront auprès des catholiques restés fidèles ; ils se conformeront à l'esprit de ces instructions et agiront suivant les circonstances. A leur retour, on entendra leur rapport pour se plaindre à Berne et faire intervenir les cantons catholiques en faveur du partage des bailliages communs.

21 novembre. Cité pour comparaître en la séance de ce jour devant le Conseil et appelé trois fois, le bailli de Werdt ne s'est pas présenté, mais il s'est rendu à Berne. On entend ensuite la lecture de la relation, faite par les députés Lamberger et Tribolet, sur leur mission dans le bailliage d'Echallens.

Ils disent que, selon l'ordre donné, ils sont arrivés le samedi matin



de bonne heure. Ils apprirent que la députation bernoise était repartie la veille. Ayant pris leurs informations, ils apprirent qu'ils n'osèrent pas procéder à une votation à Bottens, ni à Echallens et Villars-le-Terroir, où les catholiques étaient en majorité. Ils essayèrent de le faire à Assens, Poliez-le-Grand et Penthéréaz. Ils convoquèrent les réformés en assemblée, d'où ils exclurent les catholiques. Par contre, ils y mandèrent le bailli de Lausanne, les seigneurs de Biolley et d'autres personnages, afin, par leur présence, d'intimider les assistants et de donner plus d'autorité à leur proposition. Ils ont appris comment les choses s'étaient passées des luthériens eux-mêmes qui, ce jour-là, à cause de la foire de Lausanne, étaient en grande partie absents. Ensuite, à l'instar des Bernois, ils se rendirent de maison en maison pour prendre de plus amples informations.

D'abord les députés de Berne se sont rendus à Penthéréaz, où ils ont sollicité les habitants à demander le *Plus*. Ceux-ci dirent merci, qu'ils n'en voulaient pas. Alors ils exigèrent une réponse écrite. Les paroissiens déclarèrent qu'ils voulaient persévérer dans leur ancienne foi. Sur ce, le bailli leur dit : « Allez à tous les diables, Messeigneurs de Berne ont d'autres sujets sans vous ; on ne vous donnera ni prêtre, ni ministre. »

Ils allèrent ensuite à Poliez-le-Grand, où leurs ressortissants avaient été convoqués à l'église. Ils commencèrent par faire sortir les catholiques. Il y avait autant de sujets que de députés et d'assistants. Le député Tscharner commença par faire un discours et rappela que les seigneurs de Berne, il y a trente ans et plus, leur avaient envoyé un pasteur chargé de supprimer les abus. Ils ont été envoyés pour voir quels sont les fruits produits, leur demandant s'ils ne voulaient pas persévérer dans leur nouvelle religion et solliciter le *Plus*. De son côté, le bailli de Werdt appela devant lui plusieurs d'entre eux et les questionna en particulier s'ils ne voulaient pas se déclarer en faveur d'une votation. Quoiqu'ils n'en aient pas fait la demande, ils y consentirent par crainte et par la pensée que cela plairait aux deux gouvernements. On leur avait dit et assuré que les seigneurs de Fribourg étaient contents qu'un *Plus* eût lieu.

Ils allèrent dans les autres localités, à St-Barthélemy, à Etagnières, à Biolley, à Assens, et procédèrent de la même manière. Afin d'avoir une majorité d'autant plus forte, ils appelèrent pour solliciter la votation les gens de Cugy, autrefois paroissiens d'Assens, et tous les sujets bernois.

Ils donnent ensuite connaissance des méfaits du bailli d'Echallens, de

sa réponse à l'écrit des gens de Penthéréaz, de son obstination à ne pas rendre aux communes l'argent de la contribution de guerre qui leur avait été imposée et qui, selon la décision de Fribourg, devait leur être rendue. Il est encore accusé d'avoir dit qu'il n'avait pas prêté serment aux députés fribourgeois, mais aux vingt-quatre membres du Conseil de Fribourg, c'est-à-dire à ce Conseil en corps. Il a dépossédé les sautiers du blé qui leur avait été accordé. On lui reproche plusieurs autres injustices envers des prisonniers. Un particulier se plaint que le bailli lui retient vingt-sept écus. Les députés ont encore appris qu'avec l'aide de son domestique il avait renversé une croix, malgré la défense des commissaires Grobet et Bourgeois. Cette dernière accusation n'est pas encore bien prouvée. On croit que les dits commissaires se sont absentés pour ne pas être appelés en témoignage. Le bailli s'est présenté aux députés de Fribourg ; il n'est resté qu'un instant avec eux. Ils voulurent lui remettre la citation de comparaitre en Conseil à Fribourg ; elle était dûment scellée afin qu'il ne puisse pas s'excuser comme précédemment. Il répondit qu'il n'avait pas d'ordre à recevoir de leur part. Il s'est empressé de partir lundi de bon matin pour Berne avec le commissaire Grobet, au lieu de se présenter ici aujourd'hui pour se justifier.

Le bailli n'ayant pas comparu, le Conseil décide de l'attendre jusqu'au lendemain.

22 novembre. Au lieu du bailli, le Conseil de Fribourg reçoit une lettre du gouvernement de Berne. Il essaye vainement de disculper la conduite du bailli et demande la tenue d'une conférence sur le lundi 2 décembre.

Le Conseil décide de répondre que le manque de procédés ne doit pas être mis sur le compte de Fribourg, mais bien de ceux qui ont commencé à mener des intrigues dans le bailliage d'Echallens, ce dont on fournira les preuves en temps et lieu. On accepte la conférence. On citera devant le Conseil les commissaires Grobet et Bourgeois ainsi que le domestique du seigneur de Mex pour qu'ils attestent sur la foi du serment ce qu'ils savent au sujet de la croix renversée et s'ils n'ont pas détourné les auteurs de ce sacrilège. On désigne pour délégués à la conférence les conseillers H. Lamberger et Hans Wild.

27 novembre. Le curé d'Echallens informe le Conseil de Fribourg que les Bernois, violateurs des traités, sont revenus à Echallens et que la salle du tribunal a été mise à leur disposition. On remercie le dit prêtre de ses renseignements et l'on prie le châtelain Allaz de renseigner Fribourg des manœuvres des Bernois.



29 novembre. Le Conseil de Fribourg prend connaissance de la déposition écrite du commissaire Pierre Bourgeois. Il certifie que le bailli d'Echallens de Werdt a essayé, en sa présence et en présence du commissaire Grobet et avec l'aide de deux domestiques, de ruiner et de renverser la croix malgré les exhortations du déposant. Il n'est pas parvenu d'abord à exécuter son projet, mais le témoin déclare que le langage du bailli lui a fait comprendre qu'il avait réussi à abattre la croix [1].

On discute les instructions à donner aux délégués à la conférence de Morat ; on les charge d'écouter et d'en référer ensuite [2].

13 décembre. Le doyen d'Assens écrit que le ministre de ce lieu, David Page, ne cesse d'exciter au Plus. Dimanche passé, 8 décembre, à St-Barthélemy, avant et après le prêche, il a engagé les assistants à procéder à la votation. Ils ont refusé. Il leur a dit alors qu'il ne viendrait plus prêcher chez eux. Le Conseil décide de le citer à Fribourg, ainsi que le meunier de Mex et le commissaire Grobet. On essayera de se saisir de leurs personnes. Dans ce but, on écrit au bailli de Montagny, d'Estavayer et de Surpierre et au seigneur de Cugy, les priant de s'emparer secrètement du dit Grobet.

16 décembre. Le Conseil reçoit une lettre du gouvernement de Berne acceptant une nouvelle conférence à Morat.

17 décembre. Le lieutenant d'Echallens annonce que Grobet n'a pu être cité et que le pasteur d'Assens est aussi parti pour Berne ; il pense que le meunier paraîtra. Il communique une lettre de Grobet par laquelle il annonce qu'il veut devenir Bernois. Dans ce cas, on ne pourra plus l'emprisonner, mais seulement le citer [3].

(*A suivre.*)

[1] *Manual*, page 353.
[2] Voir *Récès imprimé de la Conférence*, t. V, I, 2e vol., page 1692, année 1602.
[3] *Manual*, N° 153.



Kirchliche Archäologie und Hagiographie

Von E. A. Stückelberg.

Die hl. Agnes, Märtyrerjungfrau in Rom.

Die Verehrung der stadtrömischen Jungfrau und Märtyrerin S. Agnes geht in der Schweiz in karolingische Zeit zurück; sie bürgert sich im Hochmittelalter ein (Schaffhausen, Genf, Zürich, Engelberg, Muri u. s. w.), um im XV. Jahrhundert allgemein und intensiv sich zu verbreiten. Zeugnisse hiefür bieten die Reliquien in Basel, Luzern, Zug, Zurzach, Männedorf, Frauenfeld u. s. w., die Altäre zu Klein-Basel, Groß-Basel, Luzern, Schwyz, Stans, Schöz, Bremgarten, Dietikon, Balgach, Zürich, Bußkirch, Rapperswil, Galgenen, Altendorf, Klingnau u. s. w.

Auch Bilder der Heiligen sind nicht selten: besonders schön und typisch ist das Glasgemälde zu Königsfelden, welches die Märtyrerin mit ihrem eponymen (redenden) Attribut, dem agnus, darstellt. Das Lamm ist stehendes Kennzeichen der schweizerischen Agnesenbilder, vgl. z. B. die Siegel des Konvents S. Agnes zu Schaffhausen.

Im Ausland kommt vereinzelt die Heilige mit der vom Engel gereichten Hülle dar, vgl. beispielsweise das schöne Tafelbild von Ribera in Dresden. Alwin Schultz (Kunstgeschichte III, p. 409) bildet es ab, schreibt aber darunter « Die h. Maria Magdalena (Ägyptiaca) »! Er vermag also das kindliche Geschöpf mit den unschuldsvollen Augen nicht von der üppigen orientalischen Büßerin zu unterscheiden.

Der hl. Theobald von Thann.

Im Jahre 1906 hat die « Illustrierte elsässische Rundschau » in einem Aufsatz des Verfassers über elsässische Kulte in der Schweiz ausführliche Daten über die Verehrung S. Theobalds, der häufig mit S. Ubald von Gubbio verwechselt worden ist, gebracht.



Nun besitzt die S. Leonhardskirche in Basel eine S. Theobalds- und eine S. Katharinenkapelle; zu unserem lebhaften Erstaunen — obwohl leider hagiographische Schnitzer etwas Alltägliches sind — lasen wir im «Schweiz. Herald. Archiv» 1915, p. 45, eine Notiz von Prof. Hauptmann, in welcher eine dieser Bauten «Theoduls-Kapelle» umgetauft ist. Bekanntlich ist S. Theodor oder Theodul ein bekannter Urheiliger, Bischof von Sitten im IV. Jahrhundert, dessen Verehrung im Spätmittelalter in der ganzen Schweiz verbreitet war. (Vgl. die Kartenskizze in des Verf. Schweiz. Heiligen des Mittelalters, p. 112.)

Das romanische Portal von Saint-Ursanne.

Teodor de Wyzewa sagt mit Recht in der Einführung zu Voragine's Goldener Legende (p. XXVIII) «la science d'un temps ne vaut que pour son temps.»

Zwar haben Rahn, Lindner u. A. sich schon mit dem Portal der Stiftskirche S. Ursanne beschäftigt, und die Gesellschaft für Erhaltung schweiz. Kunstdenkmäler hat ihm 1903 eine, leider besonders in illustrativer Beziehung wertlose Monographie, deren Farbentafeln ungefähr wie Lebkuchen ausgefallen sind, gewidmet; aber heute noch werden die unsinnigsten Behauptungen über dieses zwar provinziale, aber doch reiche und interessante Denkmal verbreitet. Der bildnerische Schmuck besteht aus dem Heiland und den beiden Apostelfürsten (wie bei der Galluspforte zu Basel), acht Engeln, der Madonna und S. Ursiz. Letzterer ist der Begründer und eponyme Schutzpatron der Ortschaft Saint-Ursanne.

Das hindert aber das «Allein konzessionierte Reisealbum der Schweiz. Bundesbahnen», einen stattlichen reichillustrierten Band, der in den Bahnhöfen der Schweiz aufgelegt wird, nicht, unser Denkmal mit der Basler Münsterpforte zu verwechseln und zu schreiben (p. 98): «Le Portail de St-Gall de l'église collégiale».

Die ältesten Kirchen der Schweiz.

Sämtliche bisher ausgegrabenen Gotteshäuser des vorkarolingischen Frühmittelalters auf dem Boden der Schweiz zeigen als Grundtypus ein *ein*schiffiges Langhaus, einen rechteckigen Saal, der in jener Zeit basilica genannt wurde. Bauten dieser Art waren die beiden ältesten Klosterkirchen von Romainmôtier (*de Lasteyrie*, L'Architecture reli-



gieuse en France à l'époque Romane, 1912, p. 41), die Klosterkirche von Moutier-Granval (Anz. f. schweiz. Altertumskunde, 1860), die Martins- und die Marienkirche zu Disentis, die Klosterkirche von Münster in Graubünden, die von Müstail u. s. w.

Dreischiffige Kirchen treten, soviel wir wissen, erst im IX. Jahrhundert auf: zuerst auf dem Bauplan von St. Gallen, dann im Fraumünster in Zürich (*Zemp*, in Mitt. d. ant. Gesellsch. Zürich, XXV, p. 99 [9]). Der letztere Bau wird ins Jahr 874 datiert; dies wäre das älteste bisher nachgewiesene Beispiel einer dreischiffigen Kirche auf Schweizerboden.

Wenn man daher fünfschiffige Kirchen, von welchem Typus sicherlich keine Bauten in jener Zeit in unserm Land existiert haben, als Paradigmata für unsere einstige Kunstentwicklung abbildet, so heißt dies eine unrichtige Vorstellung erwecken (vgl. p. 56 u. 66 von *O. Pupikofer* u. A. « Die Entwicklung der Kunst in der Schweiz », 1914, mit Abbildung der fünfschiffigen Petruskirche in — und der fünfschiffigen Paulskirche vor Rom; schon die Quelle, aus der diese Clichés stammen, wird ernsthafte Leser stutzig machen.)

Solange keine Ausgrabungen das Gegenteil beweisen, wird man die Antwort auf die Frage nach der Gestalt unserer ältesten Kirchen ungefähr dahin formulieren müssen, daß das gewöhnliche Schema ein (einschiffiger) Saal war (wie er noch auf der Ufenau in romanischer Zeit vorkommt), und daß in seltenen Fällen (bei Kathedral- und größeren Abbatialkirchen) seit der karolingischen Zeit dreischiffige Bauten vorkommen.

Das Grabmal der Königin Gertrud Anna in Basel.

Die Entstehungszeit der wichtigsten Denkmäler im Dom von Basel ist viel umstritten; bei der Vincentiustafel tappen die Forscher in vier Jahrhunderten, beim Grabmal der Königin Anna in zwei Jahrhunderten suchend herum.

Da in Gegensatz zu *Rahn* (G. d. B. K.), der sich für das XIV. Säculum aussprach, *Wölfflin* (Festbuch 1894) das XIII. als Entstehungszeit des schönen Monuments annahm, darf auf einige wichtige Punkte, die bisher gar nicht oder nicht genügend sind beachtet worden, hingewiesen werden.

1. Das ursprüngliche Denkmal stand an einer Stelle, die beim Einsturz des Chorgewölbes unmöglich kann verschont geblieben sein;



es muß also schwer beschädigt oder zerstört worden sein. 2. Die habsburgische Dynastie, damals noch mächtig in unsern Landen, hat zweifellos sofort das Monument wieder herstellen lassen. Inwiefern das erneuerte Denkmal eine genaue oder freie Wiederholung des ursprünglichen sein will, können wir nicht mehr feststellen. 3. Der Löwe des Habsburgerschildes auf dem Deckel des Grabmals hat nichts zu tun mit dem XIII. Jahrhundert; heraldische Löwen dieser Zeit sehen ganz anders aus, wie wir aus unanfechtbar datierten Werken wissen. Am besten eignet sich zum Vergleich das Sigel der Königin selbst (abg. u. A. bei *Merz*, Habsburg, p. 16, und *Ganz*, Gesch. d. herald. Kunst, Taf. VI, 9.) 4. Die gefalteten Hände des ursprünglichen Grabdenkmals, mit vielen Ringen an den Fingern, sind vor etwa zehn Jahren wieder gefunden worden; ein Techniker erklärt, dieselben seien aus anderem Material gefertigt als das heutige Monument. Sie zeigen, nebenbei bemerkt, wie die z. Z. unrichtig restaurierten Hände wieder hergestellt werden sollten.

Zusammenfassend zögern wir nicht, das heutige Grabmonument der Königin Anna zu datieren als bald entstanden nach dem Jahr 1356.

Eine «Grabkapelle» der Königin Anna (*Zemp*, Bilderchroniken, 1897, p. 228) existierte niemals; der Platz des Denkmals war anfangs die Mitte des hohen Chors, später und noch heute die Fenstervertiefung im Nordteil des überwölbten ehemaligen Chorumgangs.

Die Reliquien von St. German, Randoald und Desiderius.

Ein hervorragendes Beispiel für die Art, mit der man sich in der Schweiz über jedwede Forschungsergebnisse hinwegsetzt, bietet der Text zu den Tafeln 86 und 87 der Berner Kunstdenkmäler, 1912, herausgegeben von fünf Vereinen.

Auf großen Lichtdrucktafeln werden die schon häufig veröffentlichten Reliquien der Heiligen von Moutier und Saint-Dizier abgebildet; die Aufnahme des Pedums ist durchaus nicht besser als die bereits erschienenen Zinkätzungen, die der Schuhe ist dankenswert, aber sie gibt weder die Einzelheiten noch die Gestalt der seltenen Stücke mit wünschenswerter Deutlichkeit. Die Strümpfe mit ihrem schönen Gewebemuster sind nicht reproduziert.

Der Text, von einer von archäologischer Sachkenntnis gänzlich unberührten Persönlichkeit geschrieben, übergeht alle seit 50 Jahren über den Gegenstand geschriebenen Arbeiten und kehrt zurück zu dem



oft irregeführten und allgemein als Dilettant bekannten Quiquerez, und druckt in extenso dessen längst überholte Notizen wieder ab. Er fügt bezüglich der Schuhe aus eigener Gelehrsamkeit bloß zu : « elles sont semblables aux chaussures liturgiques de la même époque que l'on conserve dans d'autres églises ». Die Epoche wird für S. German mit 670, für S. Desider mit 670 bis 675 angegeben ; wo die « autres églises » sind, erfahren wir nicht.

Nun aber datiert der erste Paramentiker unserer Zeit, *P. Joseph Braun* S. J., in seinem vortrefflichen Monumentalwerk von 1907 (Die liturgische Gewandung im Occident und Orient, p. 405), die Delsberger Schuhe ins XII.–XIII. Jahrhundert ; er gibt auch vorzügliche, von ihm persönlich hergestellte photochemische Abbildungen der Strümpfe von Delsberg wieder (p. 403). Diese Altertümer setzen also eine Elevation oder Translation der heiligen German, Randoald und Desiderius im Hochmittelalter voraus ; damit war verbunden eine Neubekleidung der Leichen. Von den ursprünglichen Attributen hatte sich wohl einzig der Krummstab erhalten. Da es sich um wertvolle und wichtige Denkmäler handelt, so scheint es uns wohl der Mühe wert, sie richtig zu datieren.

Die karolingischen Marmorschranken von Schennis.

Der Jahresbericht für 1911 der Schweiz. Gesellschaft für Erhaltung historischer Kunstdenkmäler p. 58 meldet, von « Partien einer durchbrochenen Chorschranke » in Schennis.

Auf Grund von mehrmaliger Autopsie, der ausführlichen Schrift von *Maurice Prou* (Chancel Carolingien orné d'entrelacs à Schænnis, Paris, Klincksieck, 1912) und *Fräfel-Gaudy* (Baugeschichte von Schennis, Gossau 1913) können wir feststellen, daß es sich durchaus nicht um « durchbrochene », sondern um massive Schranken handelt ; sie sind mit typisch frühmittelalterlichem Reliefschmuck verziert. Ob es sich um Chor- oder Altarschranken handelt, ist nicht zu entscheiden ; die erhaltenen Überreste also ohne weiteres als Chorschranken zu bezeichnen, entbehrt jeder Begründung.

Die Reliefs gehören zu der bereits in Mals und Münster nachgewiesenen Gruppe von Denkmälern langobardischen Styles und sind zweifelsohne die schönsten Spezimina desselben auf Schweizerboden. (Die Abbildungen der Schranken im Anz. f. schweiz. Altertumskunde



sind leider ohne Verständnis für das «oben» und «unten» der Ornamentation abgedruckt; die Henkelvase, aus welcher die Pflanze aufsteigt, sollte selbstverständlich unten und nicht über der letztern stehen.)

Der Triumphbogen der St. Leonardskirche in Basel.

In der Literatur über den Bau von St. Leonhard in Basel klafft eine Lücke; sie betrifft die Errichtung und den Stifter des Triumphbogens, der Chor und Schiff trennt. Die Frage klärt sich auf durch die Identifikation eines Wappenschildes im Keilstein des Bogens; derselbe zeigt eine Art Steinmetzzeichen, bestehend aus sechs Hieben zwischen den Kapitalbuchstaben R. W. Dieser Schild ist abgebildet in des Verf. Basler Denkmalpflege, p. 54.

Er findet sich wieder in der für die Basler Altertumskunde hochwichtigen Handschrift des Conrad Schnitt in Berlin (p. 785) und dem Wappenbuch desselben Autors in Basel (Staatsarchiv, p. 233 v.). Danach ist Ruprecht Wintter, Besitzer zahlreicher Liegenschaften in den Pfarrsprengeln St. Leonhard und St. Martin — (hier lag er nach Tonjola begraben) der Stifter des Triumphbogens. Näheres über ihn Schweiz. Archiv f. Heraldik, 1916.

Genauere Nachforschungen würden vermutlich auch das zeitliche Datum der Wintter'schen Triumphbogenstiftung und deren Ausführung ergeben.

Eine Renässance-Monstranz.

Gotische Monstranzen sind in unserm Lande außerordentlich häufig; es sei nur an die schönen Exemplare von Basel, Baden, Lauffen, Lauffenburg, Sarnen, Altdorf, Chur, Liestal erinnert.

Manche spätgotische Monstranzen zeigen auch angefügte Renässancemotive, so die vom selben Schwyzer Meister herrührenden Exemplare von Steinerberg und von Schennis, die Monstranzen von 1580 zu Schwanau und Kaiserstuhl.

Das unseres Wissens einzige Exemplar einer Monstranz im Renässancestyl in unserem Lande befindet sich in Glarus. Es ist zweifelsohne unter Holbein'schem Einfluß entstanden. Statt der Auflösung in vertikale Zierglieder der gothischen Ostensorien sehen wir hier eine horizontale Struktur, bestehend aus schwerem Gebälk in Renässancestyl; ein



Fuß, vergleichbar mit einem Renässancebrunnenstock, trägt das Ganze. Kleine Putten und Delfine, die den blechenen Wasserspeiern ähneln und typisch für die Frühzeit des XVI. Jahrhunderts sind, begleiten die Architektur. Leider ist das Mittelstück, der Cylinder mit der Lunula, durch einen geschmacklosen ovalen Einsatz ersetzt.

Der figürliche Schmuck der Monstranz besteht aus Statuetten von Heiligen und Engeln. Zu oberst sieht man St. Helena mit dem Kreuz, dann den Erlöser als Ecce homo, darunter die Madonna zwischen Catharina von Alexandrien und Barbara. Unten Fridolin und Hilarius, endlich zwei Engel mit Passionsinstrumenten. Das Kreuz der hl. Helena bezieht sich auf die Kreuzpartikel von Poitiers in Säckingen, mit andern Worten wie SS. Hilarius und Fridolin auf die Patrone der Stiftskirche Säckingen und ihrer Gründung Glarus.

Die einzigartige Monstranz wäre wert, in ihrem ursprünglichen Zustand wieder hergestellt und fachmännisch veröffentlicht zu werden; ihre Höhe beträgt 0.853 m., die Verballhornungen datieren von 1890/94. (Vgl. N. Z. Z. 1911, Nr. 304.)

Archaistische Kunstdenkmäler.

Die Anschauung moderner « Kunstwerke » verführt manche Gelehrte, auch den Künstlern der Vorzeit keinerlei Bildung historischer, ikonographischer oder kostümlicher Art zuzutrauen, weil man sich heutzutage über alle Kenntnisse dieser Art glaubt hinwegsetzen zu dürfen.

Doch gibt es eine Reihe Denkmäler, die uns beweist, daß in spätgothischer, in der Renässance- wie in der Barockzeit Künstler lebten, denen die Kunstformen der Vorzeit geläufig waren und die ohne schwere Anachronismen im Style einer früheren Zeit arbeiten konnten, und zwar mit solchem Erfolge, daß sie die Forscher unserer Zeit irre führen können.

Solche archaistische Kunstwerke sind : die Holzstatuetten König Rudolfs (*Stammler*, Aargau, Taf. XXVIII, *Merz*, Bilderatlas, Taf. 52), die thronende Barockstatue König Rudolfs in Basel (*Stückelberg*, Denkmäler, Taf. 66), die Markgräfin von Baden im Basler Münster (Schweiz. Arch. f. Heraldik, 1903, p. 98) und die Serie der Sempacher Ritter zu Königsfelden. (Anz. f. schweiz. Altertumsk., 1914, Taf. XXIX-XXXI) [1].

[1] Hiezu gehören auch die Kopien des Gnadenbildes von Einsiedeln, worüber im jüngsten Heft dieser Zeitschrift gehandelt ist.



Zur Unterscheidung von mittelalterlichen und archaistischen Monumenten gehört in erster Linie sicheres Stylgefühl ; aber um den Beweis für das Alter eines Gegenstandes zu führen, sind auch Vergleiche heranzuziehen. Bei den Königsfelder Ritterbildern ist nicht darauf abzustellen, daß die Ritter Rüstungsteile, wie sie im XIV. Jahrhundert vorkamen, tragen, sondern darauf, daß Wappenhelme und Helmdecken dargestellt sind, wie sie nur im XVI. und XVII. Saeculum gebildet wurden. Wie dergl. zur Zeit der Schlacht von Sempach ausgesehen hat, lehren nicht weniger als sieben Wappendarstellungen auf drei Grabplatten von Sempacher Rittern ; zwei davon lagen im Boden und waren keine « Tischgräber », wie eine neu erschienene Kunstgeschichte der Schweiz (1914, p. 207) behauptet.

Der hl. Tutilo O. S. B. von St. Gallen.

In Meyer v. Knonaus Ausgabe von Kuchimeisters Nüwe Casus S. Galli (p. 363–367) findet sich eine kritische Liste der Äbte von St. Gallen. Für denjenigen, der nicht weiß, daß S. Tutilo Mönch und nicht Abt von St. Gallen war, wird daraus klar, daß kein Platz für einen Abt Tutilo übrig ist. In F. Baums Kirchengeschichte für das evangelische Haus (2. Aufl., München 1889) aber liest man (p. 218) « Abt Tuotilo um 900 ». S. Tutilo starb um 909/912, also unter Abt Salomon, der von 890 bis 920 regierte ; ob Baum den Heiligen mit dem Abt Thieto (933–942) identifiziert hat ? Jedenfalls liegt ein Irrtum vor und er soll richtig gestellt werden, damit er nicht in weitere Publikationen übergeht.

Zur Beatusverehrung im Zugerland.

1484 verzeichnet der Baurotel von S. Oswald (I. 118) das Fest des hl. Beat. Reliquien des Heiligen wurden um 1528 nach Zug gerettet, nachdem die meisten Gebeine im Berner Oberland dem Kult entzogen worden waren. Vgl. *Utinger*, Die Pfarrei Zug, ihre Stifter und Wohltäter, 1902, p. 7 ; *Stadlin*, Topogr. I, 4, p. 399, 401 ; *Stückelberg*, G. d. Reliquien II, Reg. 2182 und 2183).

Seit Beginn des XVI. Jahrhunderts entfaltet sich im Zugerland eine besonders intensive Verehrung des hl. Beat ; sie äußert sich u. a. darin, daß der Taufname Beat, häufig in Verbindung mit andern Vornamen (z. B. Batjakob) gegeben wird. Herrn a-Landammann



Weber verdanken wir folgende wertvolle Zusammenstellung von Zuger Familien, bei denen der Name Beat geführt wurde:

1522 Trinkler in Menzingen.
1546 Stocker in Zug.
1557 Ulimann in Zug.
1562 Ohnsorg in Baar.
1562 Oswald in Zug.
1562 Zurlauben in Zug.
1579 Brandenberg in Zug.
1580 Steiner in Zug.
c. 1600 (jedenf. vor 1650) Keiser, Zug.
1601 Frey in Zug.
1601 Meyenberg in Baar.
1606 Utiger in Baar.
1612 Ragenmoser in Oberägeri.
1631 Knopflin in Zug.
1654 Andermatt in Baar.
1687 Blattmann in Oberägeri.
1712 Merz in Ägeri.
1767 Bossard in Zug.
1816 Hürlimann in Walchwil.

Über eine ehemalige Kapelle des hl. Beat gibt *F. X. Utinger*, op. cit. p. 6–8, Auskunft.

Der Stern des hl. Donat M. R.

Lichterscheinungen spielen als Vorzeichen oder Begleitphänomene von großen Männern im Altertum eine bedeutsame Rolle. Auch die Hagiographie übernimmt dieses Motiv, vgl. z. B. den Stern des hl. Dominik, die sieben Sterne S. Brunos, die neun Sterne S. Bernards.

Daß auch die Zeit der Katakombenheiligen, d. h. das XVII. Jahrhundert derartige Zeichen notiert, beweist ein selten gewordenes Blatt, das mir die ehrw. Frau Priorin von Hermetschwil zur Einsicht mitgeteilt hat. Das Papier (12,5 cm. hoch und 18,5 cm. breit) zeigt rechts und links Buchdruck und zwar « Ein schönes Gebett zu dem Heiligen Martyrer Donato » in 22 Zeilen, und rechts « Gruos zu dem Heil. Martyrer Donato » in 13 Zeilen. In der Mitte ist ein Kupferstich abgedruckt, darstellend S. Donat als römischer Krieger, unbehelmt mit Palmzweig in der Rechten und schleppendem Mantel. Im Hintergrund sieht man das Kloster Hermetschwil und bei dessen Türmchen einen achtstrahligen Stern. Aus einer leuchtenden Wolke strahlt die Schrift: « Vespere S. Corporis illati stella Coelitus monasterio illabi visa est. »

Unter dem Heiligenbild steht « S. Donatus Martyr Roma translatus requiescit in Benedictino Mon(aste)rio Hermerschwil. A(nn)o 1657 festum celebrat(um) 8 Octob », rechts und links von ovalem Wappenschild und Krummstab. Ganz unten steht in Buchdruck O. H. Donate,



und eine vierzeilige Invokation. Literatur über S. Donat in des Verf. Geschichte der Reliquien (I) Regest 912 ; das Gebein ist mitsamt einer antiken Tonlampe und einem baroken Blutgefäß ausgestellt auf dem südlichen Seitenaltar der Klosterkirche ; die Inschrift des Deckels lautet « Caput S. Donati 1654 ». Ein Reliquienbildnis des Katakombenheiligen findet sich auf einer am modernen Neubau eingemauerten Wappentafel von 1673 gegenüber der Figur des Ordensstifters S. Benedikt.

Die Beinhausgemälde von Muttenz.

Die Wandbilder des Ossuars von Muttenz, über deren interessantestes s. Z. in der Tagespresse berichtet wurde [1] — es handelt sich um die hilfreichen Ahnen, die aus ihren Gräbern auferstehen, um einem frommen Deszendenten beizuspringen — wurden laut Jahresbericht für 1909 der Schweiz. Gesellschaft für Erhaltung der Kunstdenkmäler durch einen Dekorationsmaler von Basel restauriert.

Diese « Restauration » aber ist, laut technischer Untersuchung eines Fachmannes, ein Fehlgriff gewesen. Persönlich konnten wir feststellen, daß das wichtigste Bild, eben das obengenannte mit dem Gefecht, dem Beinhaus und den helfenden Ahnen (gemalt c. 1513) viel blasser und farbloser als vor der Behandlung durch die « Erhaltungsgesellschaft » aussieht. Dagegen hat dieselbe dunkelrote Fenster- und Türeinrahmungen, rußschwarze Pollenreihen und anderes schwarzes Ornamentwerk (in Biel hat man mit Recht dgl. Zierarten nicht pechschwarz, sondern grau restauriert, um die Diskrepanz mit den alten verblaßten Malereien nicht hervortreten zu lassen) anbringen lassen, was in unerfreulicher Weise zu den alten Bildern kontrastiert. Was das Hineinstellen einer spätgothischen (aufgefrischten) Truhe in ein Beinhaus bedeuten soll, ist uns unklar.

Das Gräberfeld von Augst.

Die Erforschung von Augusta Raurica war seit der Renässance in Händen der Basler, und diese haben bedeutende Opfer für die Sache gebracht.

[1] « Rätselhaft » (Merz, Burgen des Sisgaus, Muttenz) ist dasselbe durchaus nicht.



Peinlich berührte es daher in Basel, als man vernahm, Zürich werde das an Fundstücken ausgiebigste Areal, den frühmittelalterlichen Friedhof ausgraben und ausbeuten. Da Zürich in Basel seine gehorsamen Agenten hat, konnte der Plan nicht verhindert werden.

Einige Basler aber beschlossen, den eidgenössischen Schatzgräbern wenigstens einen Streich zu spielen. An einem Sonntag nachmittag begaben sich drei Herren auf das betreffende Areal, bohrten mit ihren Stöcken zahlreiche Löcher in das weiche Erdreich und versenkten eine grosse Menge mitgebrachter antiker Münzen in dieselben. Einige Handvoll alter Gepräge wurden so dem Erdreich einverleibt ; 80 « pièces frustes » wurden wiedergefunden. (Revue Charlemagne, II, 1912, p. 49*a*.)

Die eidgenössischen Graber erforschten nun das Areal, fanden die Münzen und *datierten* nach diesen Fundstücken das Gräberfeld ! Vgl. Jahresbericht der schweiz. Gesellschaft für Urgeschichte [1], 1909, p. 119 : « Nous avons vu que les monnaies du bas empire y sont encore assez abondantes » und Anz. f. schweiz. Altertumskunde p. 284 : Die Münzen « des III et IV siècles qui ont eu cours jusqu'au VIII siècle et même plus tard », endlich (a. a. O., p. 285) : Die « premières inhumations durent avoir lieu ..... vers le début du Ve siècle ».

Das willkürlichste aber in chronologischen Aufstellungen enthält folgender Satz (a. a. O., p. 286) : « On sait que l'évêché de Bâle n'est connu qu'à partir du début du IX siècle. »

Was sollen dann die Bischöfe Justinian (IV. Jahrhundert), Ragnacher (VII), Walaus und Baldebert (VIII. Jahrhundert) ?

Die unteritalische Frauenbüste des XIII. Jahrhunderts.

Die Basler Skulpturhalle hat im Jahre 1910 den Gypsabguß einer gekrönten weiblichen Frauenbüste aus Unteritalien erworben. Schon 1878 hat C. v. Fabriczy in der Zeitschrift für bildende Kunst, XIV, die Denkmäler dieser Klasse der hohenstaufisch-angiovinischen Epoche, die man gelegentlich schon als Proto-Renässance bezeichnet hat, zugewiesen.

Das hindert aber nicht, daß der Jahresbericht der Skulpturhalle für 1910 (Berichterstattung des Basler Kunstvereins über das Jahr 1910,

[1] Die Abbildungen der 5 merowingischen und der einen karolingischen Münze sind verdreht und verkehrt.

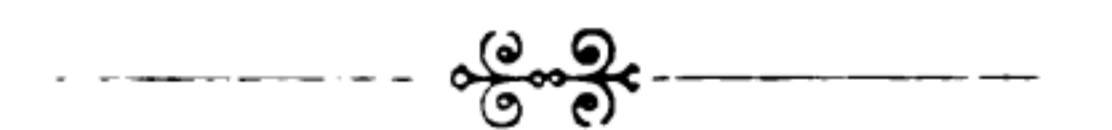


Werner Riehm, 1911, p. 14) in seiner Aufzählung der Erwerbungen die er einteilt in : Antik — Byzantinisch — Mittelalterlich — Renaissance, folgendermaßen das Kunstwerk aufführt :

« *Byzantinisch :* Büste einer Fürstin. »

Daß es sich um die Büste einer Fürstin handelt, ist durchaus nicht erwiesen ; dem Geiste des XIII. Jahrhunderts würde es eher entsprechen, wenn mit dem Bild die Büste einer süditalienischen Stadtheiligen mit der Krone des Martyriums auf dem Haupt gemeint wäre.

Das Bildwerk ist also erstens keinenfalls byzantinisch, zweitens wahrscheinlich keine Fürstin, sondern eine Heilige.



KLEINERE BEITRÄGE — MÉLANGES

Ein Schweizer als Beichtvater am königlichen Hof von Polen.

Es gehört zu den außerordentlichen Seltenheiten, daß ein Schweizer den ehrenvollen, aber nicht dornenlosen Beruf eines Beichtvaters an einem Königshof ausübte. Darum entheben wir dem Tauf- oder Familienbüchlein des *Franz Ludwig von Roll*, nachmals Herr zu Bernau, folgende Stelle:

Anno 1645 an einem Donstag den 6. April zwischen 3 und 4 Uhr zue Morgen, gebar mir mein liebe Frauw (Maria Agnes von Schönau) der erste Suhn, welcher zue Altorf in der Pfarkirchen getauft worden *Franz Carle Ludwig*. Sein Göttin ist Her Vetter Comenthur zue Leigeren, Johann Ludwig von Roll, die Gotten mein Frauw Stiefmuoter Kinigunda Strelin von Befingen. Das Zeichen war der ander Tag im Leiwen.

Den 28. July anno 1647 hat Ihr Fürstlich Gnaden Franciscus Johanes, Bischof zu Constantz, zu Clinglauw gefirmbt, alwo der Franz Carle Ludwig auch *gefürmbt* worden, und ist sein Firmgöttin Her Schwager Tumher Johan Franz von Schenauw.

Anno 1662, den 11. October, ist mein obiger Suhn von uns, von Bernaw uß, in das Novitiat der Heren Jesuwiter nach Landtsperg verreist.

Er ware *Beichtvater* bey der Königen von Pohlen [1], Hertzigen von Luthringen, auch Theologus bey selbiger in Insprugg, so dan in mehreren Orten Rector, und entlichen 1705 in Lucern gestorben ist.

Eduard Wymann.

Die Votivgeschenke der Kapelle in Wiesenberg.

Die Kapelle in Wiesenberg, auf der Südseite des Stanserhorns, war ehedem ein ziemlich stark besuchter Wallfahrtsort. [2] Das Kirchlein besitzt noch jetzt als wertvollsten Kunstschatz drei Altargemälde von Maler *Melchior Wyrsch* in Buochs, von 1755 und 1757. Die Weihegeschenke sind leider bis auf einige Tafeln verschachert worden. Als man nämlich im Jahre 1857 durch die Familie Bertle von Schruns (Montafon), welche zu Einsiedeln, Seedorf und Hergiswil (Nidwalden) gearbeitet, im Geschmacke

[1] Die beiden Worte sind im Original abgekürzt, müssen aber gemäß gleichen oder ähnlichen Abkürzungen so aufgelöst werden.

[2] Näheres über diese Kapelle und Kaplanei im Nidwaldner Kalender von 1865 und Geschichtsfreund Bd. 47, S. 190.



der Zeit die drei Altäre in Holz erneuern wollte, und die Mittel hiefür nicht völlig ausreichten, fielen die begehrlichen Blicke auf die silbernen Votivzeichen. Mit Freude bewilligte S. bischöfliche Gnaden von Chur den 22. August 1857, die genannten Sachen zu realisieren und den Ertrag für die Reparatur der Altäre zu verwenden. Nur im Falle der eine oder andere Geber noch am Leben wäre, sollten diese in bezug auf ihr Geschenk befragt werden. Als solche wurden infolge Nachforschung bekannt Landrat *Xaver Flüeler*, Pünt, Oberdorf (Stans), und *Daniel Anton Zelger*, in Pfister Odermatts, auf dem Platz in Stans, welche beide am 6. Oktober 1857 dem Begehren zustimmten. Hierauf wurden durch Vermittlung des Kaplan Bodmer, Kustos in Stans, folgende silberne Votivgegenstände veräußert:

8 silberne Unterwaldner Prämienzeichen,
1 silbernes Luzerner Prämienzeichen,
2 silberne und vergoldete Luzerner Prämienzeichen,
1 silberne Kette mit einer silbernen und vergoldeten Medaille,
1 sogenanntes Unterwaldner Halsbette mit rötlich schwarzen Glasringelchen und 3–4 silbernen Stücklein.

Durch eine andere Mittelsperson wurden ferner verkauft vom agathenen Rosenkranz der Muttergottes, die silbernen Knöpflein bei den Vaterunser-Ringelchen, sowie die silbernen Käpplein an denselben. Alle diese Gegenstände erzielten nur einen Gewinn von 54 Fr. 5 Rp. und hintenher empfing man noch für die agathenen Ringelchen des zuletzt erwähnten Rosenkranzes 5 Fr. 40 Rp.

Dem nämlichen Renovationseifer fiel auch ein geschichtlich merkwürdiges Kunstdenkmal zum Opfer. Auf der Epistelseite befand sich nämlich bis dahin an der Wand *jene Kanzel*, welche Ritter *Melchior Lussy*, Gesandter der katholischen Orte auf dem Konzil von Trient, der Pfarrkirche von Stans geschenkt hatte und die erst 1765 von dort nach Wiesenberg kam. Wie der Lokalchronist meldet, war diese Kanzel dem Seitenaltar St. Johann Nepomuk sehr hinderlich und stand demselben im Lichte. « Die zugehörige Stiege war wirklich so steil, daß man alle Vorsicht brauchen mußte und wirklich ein Pater Kapuziner am letzten St. Aloisfeste bald herunter gestürzt wäre. » Der nämliche Chronist meint sodann, wenn ein geduldiger Schreiner, der sich ohne große Kosten leider nicht finden lassen wolle, diese Kanzel ausbessern würde, so könnte sie als Erinnerungszeichen an Ritter Lussy « und des auch über die so unselige Reformation siegreichen altkatholischen Glaubens fernerhin als Kinderlehrkanzel im obern Beinhaus in Stans gebraucht werden. » Der Chronist und seine allfälligen Gesinnungsgenossen drangen aber in jenem barbarischen Zeitalter nicht durch. Wie es in einem andern Buche der Kapellenlade heißt, ging das alte Möbel in Flammen auf. Kaplan Joller in Dallenwil konnte nur wenige Bruchstücke davon retten, die jetzt im historischen Museum zu Stans geborgen sind.[1]

[1] Wegweiser durch die Sammlungen des historischen Vereins von Nidwalden. Stans 1898, S. 33, Nr. 27. Vier Stücke durchbrochener Renaissance-Ornamente mit den von Engeln gehaltenen Wappen Lussi und den Ordensabzeichen der Ritter des hl. Grabes, nämlich fünffaches Krückenkreuz und Katharinarad.

Kaplan Franz Joseph Rohrer versetzte 1883 das alte Gnadenbild (eine alabasterne Statue von 1758) vom Hochaltar an die Rückwand der Kapelle, und ein anderes Bild gelangte nach Dallenwil, in die Kapelle des Dörfli. Im Frühjahr 1910 wurden zwei Holzstatuen (St. Katharina und St. Barbara) vom Hochaltar und das zinnerne Gießfaß in der Sakristei verkauft.

Eduard Wymann.

Ein Schweizer im Collegium Germanicum zu Rom.

Die Schweizer konnten bekanntlich nur ganz ausnahmsweise in obgenanntes Kolleg eintreten und es ist begreiflich, daß infolge gesteigerter Protektion vor allem die Adeligen sich die stiftungsgemäß verschlossenen Türen zu öffnen wußten. Von 24 Alumnen des Bistums Basel, denen dies zwischen 1655 und 1700 gelang, gehörten 20 der Aristokratie an. Kardinal Steinhuber erwähnt unter ihnen als Zögling des Germanikums *Franz von Roll* (1669-1676), der 1717 als Domherr in Freising starb. Dieser edle Mann gab all das Seinige für fromme und wohltätige Zwecke und wurde allgemein der « Vater der Armen » genannt. [1]

Wir geben nachfolgend jene Notizen wieder, die sein Vater *Franz Ludwig von Roll* von Bernau eigenhändig im Tauf- oder Familienbüchlein über ihn aufgezeichnet hat.

Anno 1638, den 11. Augsten, hab ich mich *Franz Ludwig von Roll* mit meiner lieben Frauwen *Maria Agnes von Schenauw* zue Baden ehlichen versprochen; hernach ich in Italia und uf Rom gereist bin.

Anno 1642, den 26. Hornung, zu Usgang der Fasnacht, an einem Mitwuch, haben wir uns zu Baden, in der Pfarkirchen Morgen vor Tag bey einer Meß zusamengeben lasen und Hochzeit gehalten. Sind hernach am driten Tag ... von Baden nach *Ury* verreist, alwo mir uns bey 3 Jahr lang bey meinem Herrn Vater (Ritter Karl Emanuel) ufgehalten, hernacher uf *Leigeren* zu Herrn Vetter Comenthur Johann Ludwig von Roll begeben [2] ... haben uns zu Leigeren auch bey 40 Wuchen ufgehalten, von dar mir nach *Bernaw* komen, alwo mir den 6. Nov. anno 1645 ingezogen ..... und ist den 13. Jenner 1646 von Her Vetter Comenthur die Schankung geschehen und von den Underthanen gehuldiget worden.

Anno 1653, den 15 Merzen, an einem Suntag umb 8 Uhren zue Abend, in dem Zeichen der Wog und den anderen Tag des Volmons hat mir mein liebe Frauw den vierten Sun geboren, welcher zu Leigeren getauft und *Franz Joseph Antoni* geheisen worden.

[1] *Steinhuber*, Geschichte des Collegium Germanicum-Hungaricum in Rom. Freiburg i. B. 1895, Bd. II, 86.

[2] Sein Bild steht im Schweiz. Archiv für Heraldik 1914 S. 67. Franz Ludwig von Roll schreibt über ihn: 1648, den 12. December, morgen umb 6 Uhr, ist Her Vetter Comenthur Johan Ludwig von Roll St. Johan Ordensritter zu Leigeren mit allen hl. Sacramenten wohl verwart in Gott endtschloffen, der Seelen der Almechtige genädig sein und eine fröliche Uferstehung verleihen wolle.



Sein Göttin ist Ihr Fürstlich Gnaden Bischof zu Basel Johann Franz von Schenauw, in dero Namen Bruoder Waldvogt Johann Dieterich von Schenauw (ihn) zum H. Tauf getragen hat. Die Gotten war Schwester Maria Ursel von Schenauw.

Anno 1655 durch Ihr Fürstlich Gnaden Bischof zu Basel, ist dises Kind hie in Bernauw gefirmbt worden. Sein Göttin war Hr. Vetter Franz Reinhardt von Schenauw zu Schwerstet.

1669, den 23 Septembris ist er von Bernaw auf *Rom* verreist, aldort in dz *deitze Collegium* bey St. Apolinario einzutreten und alda witers zu studieren, welcher die Retorig dismal absolviert hat.

1682, den 13. Juli, ist er, Franz Joseph, als Dumher zu *Freising* den Posses einzenemen und alda zu wonen, von hier mit einem Diener verreist.

Der Bruder des Domherrn notierte später auf einem andern Blatt: 1695 in dem Februar ist mein Liebste mit dem letsten Sohn erfreüdt und das Kind getauft worden Franz Josep Xaveri. Göttin ware mein Hr. Bruoder Thumbherr von Freysing und Gotten die Frau Agatha (Ursula?) von Schönauw von Rheinfelden.

Eduard Wymann.

Zum Ursprung des Ordens der Reuerinnen.

In der Handschrift N° 248 der Colmarer Stadtbibliothek findet sich neben allerlei sonstigen Aufzeichnungen des XV. Jahrhunderts auf Bl. 187/188 *die nachfolgende Erzählung.*

Ordo mulierum, que Penitentes dicuntur, hoc modo fuisse dicitur inchoatus. Fuit quondam clericus nomine Rudolffus, qui domino pro suo posse fidelis serviebat. Hic quadam vice, dum circa Wormaciam de villa ad villam pro suis necessitatibus circuiret, invenit meretrices in bivio residentes. Cum autem ad eas pervenisset, irruit in eum spiritus domini, acceptoque baculo meretrices percutere voluisset. Que dixerunt: « Domine, debiles sumus, aliunde victum habere non posumus; date nobis tantum panem et aquam, et vestram faciemus voluntatem. » Hiis auditis, duxit eas in civitatem, eisque domum conduxit et eas in ea firmiter clausit et victum, prout potuit, ministravit. Conduxit enim servum, qui eis panem per totam civitatem cottidie mendicaret. Homines autem miserti earum necessaria eis in habundancia ministrabant et factum domini Rudolffi multipliciter commendabant. Videns Rudolffus iste, quod hoc factum pluribus placuisset, diversas civitates adiit, meretrices cepit et eis supradicto modo necessaria ministravit. Rudolffus item mulieribus hiis vestes religiosas fecit et legittime penitentes thewtonice Rûwerin nominavit. Vestes autem earum erant albe tunice, et longa scapularia et alba, longa pallia, et linea pepla et alba, linea velamina capitorum (sic!). Rudolffus iste papam adiit, magisterium super eas obtinuit et confirmacionem ordinis impetravit. Hec de claustro suo in suis necessitatibus egrediebantur et confessiones, cui volebant, ad libitum faciebant: quedam enim suis capellanis, quedam plebanis, quedam canonicis, quedam nigris monachis, quedam albis, quedam fratribus Minoribus,



quedam Predicatoribus. Que in confessione et consiliis principaliter adheserunt. Que vero Predicatoribus adheserunt, magis profecerunt in religione, in diviciis et honore. Anno autem domini 1288 dominus Johannes Tusculanus, legatus Thewtonie, magistrum Penitentum absolvit et eas fratri Hermanno provinciali ordinis Predicatorum, in ordine, ut eis preesset ac regeret fideliter, commendavit.

A. Bernuolli.

Mitteilungen.

Zum VI. Band des *Concilium Basiliense* (herausgegeben von Dr. Beckmann, Professor in Erlangen), der schon längere Zeit fertig gedruckt ist, wird am Register gearbeitet.



REZENSIONEN — COMPTES RENDUS

Benzerath Michael, Die Kirchenpatrone der alten Diözese Lausanne im Mittelalter. Freiburg (i. Uechtland) Dissertation. Freiburg, Universitätsbuchhandlung, 1914. XVI u. 219 S.

Der Verfasser dieser streng methodisch und mit Berücksichtigung des gesamten erreichbaren Quellenmaterials, von dessen Umfang das ausführliche Literaturverzeichnis Zeugnis ablegt, angelegten Dissertation hat in verdienstlicher Weise wissenschaftliches Neuland betreten, und es wäre sehr zu begrüßen, wenn die gleiche Untersuchung auch für die übrigen Diözesen der Schweiz unternommen und mit der gleichen Sorgfalt durchgeführt würde. Verfasser hat dieser Abhandlung bereits eine « Statistique des saints patrons des églises du diocèse de Lausanne au moyen-âge » vorausgehen lassen (abgedruckt in Zeitschr. für Schw. Kircheng. VI samt Berichtigungen und Nachträgen in derselben Zeitschr. VIII. Jahrg. 1. H.) und sich schon da als trefflicher Kenner unserer westschweizerischen Geschichte ausgewiesen. Verf. gruppiert die Kirchenpatrone nach Heiligenkategorien und nach Epochen und gelangt dadurch zu recht merkwürdigen und neuen Ergebnissen über die an anderweitigen Quellenzeugnissen so arme Epoche bis zum 13. Jahrhundert : So z. B. stellt er fest, daß schon vor Errichtung des Bistums Lausanne christliche Kultur in deren Gebiet vorhanden war, die aus Zentralfrankreich zu uns hinüberkam, während in der karolingischen Zeit die Landespatrone zuerst aufkommen. Ferner scheint die galloromische Bevölkerung in diesem Gebiete die burgundische Bevölkerung bei weitem überwogen zu haben. Während außer Frankreich auch Italien stark auf die religiöse Entwicklung der Westschweiz einwirkte, scheinen mit Deutschland nur geringe Beziehungen nachweisbar. Im 7. Jahrhundert ist eine ziemlich starke Einwanderung von Franken und Alemannen anzunehmen, die sich schon im Laufe des 8. Jahrhunderts romanisierten ; im Anfang des 13. Jahrhunderts ist bereits die Sprachgrenze an die Saane zurückverlegt. So dürfte St. Silvester schon Ende des 12. Jahrhunderts eine rein deutsche Bevölkerung besessen haben. Auffallend sind auch die wenigen Pfarrgründungen nach dem 13. Jahrhundert, so daß man annehmen muß, das Pfarrsystem sei schon damals völlig ausgebaut gewesen. Vielfach gelingt es dem Scharfsinn des Verfassers auch, das Alter der Pfarreien weit über ihre erste Erwähnung hinaufzurücken. Gegenüber Gauß macht der Verfasser geltend, daß die Martinskirchen noch kein Beweis römischer Ansiedelungen und Straßen seien, da überhaupt gallofränkische Heilige an alten Römerstraßen zu finden seien. Zu berichtigen scheint mir nur das erste Vorkommen von Walperswil (Villars-



Walbert) zum Jahre 1228, während nach dem Liber Donationum von Altenryf dieser Ort schon 1078 nachzuweisen ist.

So erfahren wir durch diese eindringliche Studie viel Neues nicht nur über die älteste Kirchen- und Kulturgeschichte der Westschweiz, sondern auch über Herkunft, Besiedelung, kirchliche und politische Zusammenhänge auch da, wo keinerlei Überlieferung auf uns gekommen ist. Für orts- und lokalgeschichtliche Forschung bietet die Arbeit mit ihren sorgfältigen Patrons- und Ortsregistern eine Fülle von Anregungen.

Schmidlin, Ludwig Rochus, Genealogie der Freiherren von Roll. Mit drei farbigen Wappentafeln und 24 Kunstdruckbildern. Solothurn, Union, 1914. XII u. 279 S.

Bei der Bedeutung, welche die von Roll seit dem Ausgange des Mittelalters für die politische und kirchliche Geschichte unseres Landes erlangt haben, verlohnt sich eine kritische Feststellung der Genealogie dieses Geschlechtes um so mehr, als der Historiker oft ratlos war, mit welcher Linie er es zu tun hatte. Wir haben nämlich zu unterscheiden zwischen einer ältern Linie der Barone v. Roll, die in Rolle, Genf, Bern und Solothurn sich niedergelassen hatte, und einem jüngeren Zweig mit Sitz in Uri, bürgerlichen Ursprungs, von dem sich die Edeln von Bernau, Böttstein, Mammern und Mellikon herleiten; beide lassen sich nicht auf gemeinsamen Ursprung zurückführen. Während die Geschichte dieser jüngeren Linie bereits verschiedene Bearbeiter gefunden hat, macht sich Verfasser zur Aufgabe, die Geschichte der älteren Linie auf Grund ausgedehnten Quellenmaterials und mit kritischer Methode aufzuhellen. Von seiner Umsicht und Gewissenhaftigkeit legt ein ausführliches Quellen- und Literaturverzeichnis Zeugnis ab. Während sonst häufig genug Unberufene und Dilettanten sich an genealogische Forschungen heranwagen, denen sie in keiner Weise gewachsen sind, so kann man hier mit Befriedigung feststellen, daß der Verfasser des vorliegenden Buches für die ihm gestellte Aufgabe sich besonders eignet und mit großer Gewissenhaftigkeit zu Werke geht. Während Laien dieses Geschlechtes oft in geistlichen Stiftungen sich und ihr Geschlecht verewigten (Pfründen in Solothurn und Kreuzen), andere in hohen Beamtungen als Bürgermeister, Schultheißen, Heerführer in fremden Diensten sich einen Namen machten, so schlugen wieder andere die geistliche Laufbahn ein als Welt- und Ordenskleriker (besonders in Einsiedeln), als Mönche und Nonnen; wieder andere Beziehungen ergeben sich durch Verheiratung mit andern vornehmen Familien. Dies alles verleiht dem Buche ein vielseitiges Interesse, das durch Beigabe von vierund zwanzig wichtigen Urkunden, eines ausführlichen Stammbaumes des v. Roll'schen Geschlechtes in Solothurn und ein sorgfältiges Namenregister noch vermehrt wird. Die Ausstattung ist ebenso vornehm als geschmackvoll.

A. Büchi.

Henrici, Hermann, Die Entwicklung der Basler Kirchenverfassung bis zum Trennungsgesetz (1910). S.-A. aus Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte, Bd. 35, Kanonist. Abt. 4. 116 S.



Am 10. Februar 1910 wurde vom Großen Rate des Kantons Baselstadt, am 5./6. März desselben Jahres in der Volksabstimmung eine Verfassungsänderung angenommen, die das Verhältnis des Staates zu den beiden damaligen Landeskirchen, der reformierten und der altkatholischen, neu regelte. Bisher hatte der Staat über beide Kirchen das Organisationsrecht ausgeübt und ihre Kultusbedürfnisse aus seinen Mitteln gedeckt. Auf Grund der neuen Ordnung organisieren sich die Kirchen selber, dürfen aber für eigentliche Kultuszwecke weder vom Staat noch von der Gemeinde mehr unterstützt werden. Immerhin wahrt sich der Staat das Genehmigungsrecht für die Organisation und die Oberaufsicht über die Finanzverwaltung. Beide Kirchen erhalten öffentlich-rechtliche Persönlichkeit und damit die Berechtigung, Kultussteuern von ihren Angehörigen zu erheben. «Alle andern Kirchen stehen unter den Grundsätzen des Privatrechtes», sagt § 19*a* der Verfassung. Damit bleibt der einen Drittel der Einwohner Basels umfassenden römisch-katholischen Kirchgemeinde die Anerkennung als öffentlich-rechtliche Persönlichkeit versagt. Aber auch bei der materiellen Abfindung der einzelnen Kirchen erfuhr die römisch-katholische Gemeinde eine Zurücksetzung, indem ihr an der seit 90 Jahren benützten St. Klarakirche bloß das Nutznießungsrecht eingeräumt wurde, während die andern Kirchengemeinden ihre Kultusgebäude zu Eigentum erhielten.

Man mag den guten Willen der Basler Regierung anerkennen: Tatsache bleibt doch — und auch Henrici gibt es unumwunden zu — daß dieser gute Wille nicht stark genug war, um den konfessionellen Parteigeist dem Geiste der vollen, allseitig ausgleichenden Gerechtigkeit unterzuordnen. Andererseits wäre dem Vorgehen der katholischen Großratssfraction etwas mehr staatsmännische Abgeklärtheit zu wünschen gewesen.

In einer glänzenden Abhandlung im Politischen Jahrbuch der Schweizerischen Eidgenossenschaft (Jahrg. 24, 1910) hat der Schöpfer des Trennungsgesetzes, Regierungsrat Karl Christoph Burkhardt, den inzwischen ein tragisches Geschick vor der Zeit aus diesem Leben rief, rückschauend sein Werk zu rechtfertigen gesucht. Prof. Friedrich Speiser hat im Archiv für katholisches Kirchenrecht (Bd. 93, 1913) das Gesetz vom katholischen Standpunkte aus einer kritischen Betrachtung unterzogen. Zu diesen beiden Arbeiten bietet Henricis streng objektive, von wahrhaft vornehmem Geiste getragene Schrift eine sehr willkommene Ergänzung, die uns die getroffene Lösung, so wenig befriedigend sie auch sein mag, historisch verstehen lehrt. Sie weist dieselbe nach als das Ende einer jahrhundertelangen einseitig protestantischen Entwicklung der Kirchenverfassung, in der von Anfang an der Gedanke der absoluten Herrschaft des Staates über die Kirche herrschend gewesen war. Nur einige Momente seien erwähnt. Zweihundertdreiundsechzig Jahre hatte es nach der Einführung der Reformation gedauert, bis in Basel wieder die Abhaltung eines öffentlichen katholischen Gottesdienstes gestattet wurde, und zwar für die damals — 1792 — in der Stadt einquartierten Truppen der katholischen Orte. Die rechtliche Anerkennung der katholischen Gemeinde ließ bis 1822 auf sich warten, und das Recht der Einbürgerung erhielten die Katholiken erst, als Basel wohl oder übel sein Bürgerrechtsgesetz der Bundesverfassung des Jahres 1848

anbequemen mußte. Freudig begrüßt wurde dagegen von den freisinnigen Führern die Entstehung der altkatholischen Gemeinde zu Anfang der Siebziger Jahre. Sie erhielt durch die Verfassungsänderung des Jahres 1875 ihre staatliche Organisation als zweite Landeskirche. Die katholische Gemeinde konstituierte sich als privatrechtlicher Verein.

Sowohl Burkhardt als Henrici betrachten den jetzigen Zustand als Übergangsstadium, als einen Schritt weiter in der Entwicklung, deren wahrscheinliches Ende die vollständige Trennung von Kirche und Staat sein werde. Wohl möglich! Ob jedoch eine solche das für Staat und Kirche Ersprießlichste wäre, ist freilich eine große Frage für sich. Die völlige Trennung von Kirche und Staat ist leichter theoretisch auszudenken, als auf die Dauer praktisch durchzuführen. Auch Burkhardt gibt zu, daß die Kirchen immer noch Kulturfaktoren seien, deren Ignorierung durch den Staat unmöglich wäre. Sie ist auch unnatürlich. Denn beide Verbände bestehen aus denselben Menschen. Und gerade die Kirchen sind es, die jenen Tugenden die sittliche Begründung und religiöse Weihe geben, die für den Staat die Grundlage seiner Existenz bilden. Ein friedliches und wohlwollendes Einvernehmen mit den Kirchen und deren materielle Förderung nach den Grundsätzen der justitia distributiva liegen daher im Interesse des Staates selber. Die Erfahrungen, die man in den Trennungsstaaten mit dem Prinzip der « freien Kirche im freien Staate » bisher gemacht hat, sind denn auch nichts weniger als erfreuliche. Was die berühmte Cavour'sche Formel Bleibendes enthält, kommt auf den Grundsatz der Glaubens- und Gewissensfreiheit zurück, jene Voraussetzung, unter der allein die Religion sich wiederum die Welt erobern und ein beglückendes Heim sich bauen kann im Herzen der Menschheit.

Johann Fleischli.

Fritz Jecklin, Urbar des Hospizes St. Peter auf dem Septimer. Chur, Sprecher, 1915, XXVI–25 S. 8°.

Das Original dieses Urbars stammt aus dem letzten Viertel des 15. Jahrhunderts (nach 1477). In der Einleitung zu der mit gutorientierenden Anmerkungen und sorgfältigem Namenregister versehenen trefflichen Ausgabe beweist Verf. gegenüber der Annahme von Schulte (Gesch. des mittelalt. Handels) und Stutz (Karls des Großen divisio von Bistum und Grafschaft Chur) wie mir scheint mit durchschlagenden Gründen, daß das Septimerhospiz erst nach 1120 unter Bischof Wido (1096–1122) errichtet wurde, während das z. J. 825 erwähnte Xenodochium S. Petri nicht auf der Septimerpaßhöhe, sondern beim Frauenkloster zu St. Peter in Wapitines zu suchen und erst nach dessen Aufhebung unter Bischof Wido auf den Septimer verlegt wurde. Das Kirchlein auf dem Hospiz ging wahrscheinlich im 17. Jahrh. ein, das Hospiz erst im folgenden. Als Beilagen sind 4 Urkunden des 15. Jahrh. abgedruckt. *A. Büchi.*



BIBLIOGRAPHIE

zur Schweizer. Kirchengeschichte **d'histoire ecclésiastique suisse**
zusammengestellt von compilée par

Wilhelm Jos. Meyer.

I. Bücher. — Livres.

Aebli, Fritz. Die Religionsdelikte in ihrer geschichtlichen Entwicklung. Ihre Behandlung im geltenden Recht mit Berücksichtigung der deutschen und schweizerischen Strafgesetzentwürfe. 111 S. 8°. Diss. jur. Zürich 1914.

Aubert, H. Notices sur les manuscrits Petau conservés à la Bibliothèque de Genève (fonds Ami Lullin). Nogent-le-Rotrou, impr. Daupeley-Gouv. Paris 1911. 186 p. Extr. de la « Bibliothèque de l'Ecole des chartes ». Tomes LXX, LXXI, LXXII.

Barth, Hans. Bibliographie der Schweizer Geschichte, enthaltend die selbständig erschienenen Druckwerke zur Geschichte der Schweiz bis Ende 1913. Bd. III : *Quellen* und Bearbeitungen nach sachlichen und formalen Gesichtspunkten geordnet. ([Mit] Alphab. Titelregister und Ortsregister zum ersten Bande.) XVIII, 961 S. 8°. Basel, Basler Buch- und Antiquariatsh., 1915 = *Quellen zur Schweizer Geschichte* ... N. F. Abteilung IV : Handbücher Bd. 3.

Barth, Paul. Basler Bilder und Skizzen aus der Mitte des XIX. Jahrhunderts. = 93. *Neujahrsblatt*, hg. von der Gesellschaft zur Förderung des Guten und Gemeinnützigen, 1915. 59 S. 4°. Basel, Helbling u. Lichtenhahn. [Fr. 1.70.]

Basel s. *Barth*, Paul. — *Rohr*, Hans.

Bern, s. *Haag*, Fr.

Bibliographie der schweizer. Landeskunde, s. *Sichler*, Albert.

Bibliotheken. — Die öffentlichen schweizerischen Bibliotheken im Jahre 1911 = Les Bibliothèques publiques de la Suisse en 1911. Hg. vom Statistischen Bureau des schweiz. Departements des Innern [Mit 2 Karten.] 67* u. 52 S. 4°. Bern, Komm. A. Francke, 1915. [Fr. 3.—]

Brandstetter, Josef Leopold. Literatur der V Orte von den Jahren 1912 und 1913. SA. aus dem « Geschichtsfreund », Bd. LXIX. II, 47 S. 8°. Stans. Ad. u. P. von Matt, 1915.

[*Brandstetter, Josef Leopold.*] Unedierte Pergamente aus dem Stiftsarchiv in *Luzern*. Zweite Hälfte des XIII. Jahrhunderts. SA. aus dem « Geschichtsfreund », Bd. LXIX. II, 7 S. 8°. Stans Ad. u. P. von Matt. 1915



Büchi, A[lbert]. Zum Jubiläum der Universität *Freiburg.* SA. aus den « Monat-Rosen », Organ des Schweizer. Studenten-Vereins. [Jahrg. 59, 1914-1915, N. 5, Gossau, St. Gallen, J. G. Cavelti-Hangartner.] 13 S. 8°.

Bulletin, Bibliographisches, der Schweiz. Hg. von der Schweizer. Landesbibliothek... Jahrg. XIV, 1914. 457 S. 8°. Bümpliz-Bern, Benteli

(*Burkhardt, Felix.*) Bibliographie der Schweizer-Geschichte. (Beilage zu Bd. XII, N. F. des Anzeigers f. schweizer. Geschichte.) Jahrg. 1913. 80 S. 8°. [Bern, K. J. Wyß, 1915.]

Burckhardt, Felix. Schweiz seit 1517. [Literaturbericht 1912.] Jahresberichte der Geschichtswissenschaft. J[ahrg.] XXXV, 1912. Sonderdruck. II S. u. S. II, 108–133. 8°. (Berlin, Weidmannsche Buchh. [1914].)

Caminda, Rest. Die Bündner Glocken. Eine kulturhistorische Studie aus Bünden, von Christian C', Trems. Mit 3 Federzeichnungen und 4 Autotypien [7 Tafeln]. 112 S. 8°. Zürich, Orell-Füßli, 1915 [geb. Fr. 3.—].

Catalogue des Ecrits académiques suisses, cf. *Jahresverzeichnis* der Schweizer. Hochschulschriften.

Cavelti, Leo. Entwicklung der Landeshoheit der Abtei St. Gallen in der alten Landschaft. 115 S. 8°. Diss. jur. Bern. Gossau, J. G. Cavelti-Hangartner, 1914.

C[urti], P. N[*otker*].) Disentis. (Zum 13. Centenarium der Abtei Disentis. 614-1914.) Illustr. II. 40 S. quar. 8°. Disentis, F. Huonder (1914). [Fr. 1.50.]

Disentis, s. (*C[urti]* P. N[otker]).

Flach, Heinrich, und *Guggenbühl, Gottfried.* Quellenbuch zur Allgemeinen Geschichte für schweizer. Mittelschulen. Teil 2. X, 311 S. 8°. Zürich, Schultheß u. C°., 1915. [Fr. 3.60.]

Freiburg, s. *Büchi*, A. — *Meyer*, Wilhelm Jos., Catalogue.

Fueter, Ed[uard]. Histoire de l'historiographie moderne. Trad. de l'allemand par *Emile Jeanmaire.* (Avec notes et additions de l'auteur.) IV, VIII, 786 p. 8°. Paris, F. Alcan, 1914. [Fr. 18.—.]

Gautier, Jean-Antoine. Histoire de Genève, des origines à l'année 1691. 8 tomes et tables. Gr. 8°. Genève 1896–1914. [ens. fr. 120.—.]

Genève. — Université de Genève. Historique des Facultés, 1896-1914. ([5 parties, précédées d'une] Introduction.) XVI, 304 p. 4°. Genève, Georg & C°, 1914. [Fr. 20.—.]

Genève v. *Gautier*, J.-A.

Graubünden s. *Caminda* R. — *Pieth*, Friedrich. — *Robbi*, Jules.

Grüner, Fritz. Die Stellung der Habsburger in der Westschweiz nach dem Tode Albrechts I. In : *Festschrift* des akademischen Vereins deutscher Historiker in Wien. Hg. anläßlich der Feier des 25-jährigen Bestandes. (Wien, 1914) S. 59–69.

Haag, Fr[iedrich]. Die Sturm- und Drang-Periode der Bernischen Hochschule 1834–1854. Hg. von der Direktion des Unterrichtswesens und dem Senat der Hochschule bei Gelegenheit der Eröffnung der Schweizer. Landesausstellung am 15. Mai 1914. [Mit 80 Tafeln.] VIII, 643 S. 4°. Bern, Dr. G. Grunau, 1914. [geb. Fr. 30.—.]

Heß, P. Ignaz. Abt Leodegar *Scherer* von Engelberg. Gedenkblätter



für die Freunde und Zöglinge der Stiftsschule. [Mit 1 Porträt-Tafel. Beilage zum 64. Jahresbericht über die Lehr- und Erziehungsanstalt des Benediktinerstiftes Engelberg im Studienjahr 1914/15.] 47 S. 8°. Luzern, Räber u. Cie, 1915.

Jacques de Vuadens, dit de Lausanne v. (*Reymond*, Maxime).

Jahresverzeichnis der Schweizer. *Hochschulschriften* 1913–1914 = *Catalogue* des Ecrits académiques suisses 1913–1914. IV, 126 S. 8°. Basel, Schweighauserische Buchdr., 1915. [Fr. 1.50.]

Kambli, C. W. — *Andenken* an Dr. theol. C[onrad] W[ilhelm] *Kambli*, a. Pfarrer, 1829–1914. [Mit Porträt-Tafel.] 22 S. 8°. Lichtensteig, A. Mæder, 1914.

Karl der Große s. *Notker* [Balbulus].

Kazianschitz, Friedrich. Die rebellischen Reformatoren, ihr Gott der Bauch! oder die haßerfüllte katholische Kirche? [Mit Porträt.] II, 76 S. 8°. [Davos-Platz, Selbstverl. des Verfassers [Rhätische Buchdr. 1915].) [Fr. 3.25.]

Keiter, (Heinrich). Keiters Katholischer Literatur-Kalender. Hg. von Dr. *Karl Menne*. Jahrg. 14. (1914). Mit 6 Bildnissen. VIII, 804 S. 8°. Essen (Ruhr), Fredebeul u. Koenen, 1914. [geb. M. 5.—].

Kürschner, (Joseph). Kürschners Literatur-Kalender auf das Jahr 1915. Hg. von Dr. *Heinrich Klenz*. Jahrg. 37. Mit 7 Bildnissen. VIII, 92* S., 2204 Sp. 8°. Berlin und Leipzig, G. J. Göschen. [geb. M. 8.—.]

Küry, Adolf. Die Durchführung der kirchlichen Verordnungen des Konstanzer Generalvikars *J. H. von Wessenberg* in der Schweiz. Diss. theol. Bern. 74 S. 8°. Bern, Stämpfi u. Cie, 1915.

Liebenau, Theodor von, s. *Weber*, P. H.

Luzern s. *Brandstetter*, J. L. — *Theiler*, P. Placidus.

Martin Paul-E[dmond]. Bulletin d'histoire du Moyen Age pour 1913. Suisse Romande. Tirage à part de l'« Indicateur d'histoire suisse », 1914, 24me année, no 2. 15 p. 8°. Berne, K.-J. Wyß, 1914.

(*Meier, P. Gabriel*.) Der Bibliothekskatalog von *Wonnenstein* [St. Gallen] aus dem Anfang des 16. Jahrhunderts. (SA. aus dem Zentralblatt für Bibliothekswesen ... [Jahrg.] 32. Heft 1/2.) IV S. u. S. 29–38. 8°. (Leipzig, O. Harrassowitz, [1915].)

(*Meyer, Wilhelm Jos.*) Bibliographien zur Schweizergeschichte. 1913. SA. aus dem Anzeiger für Schweizer. Geschichte, 1914, Nr. 2. 6 S. 8° [Bern, K. J. Wyß.]

Meyer Wilhelm Jos. Bibliographie zur Schweizer. Kirchengeschichte. Separatabdruck aus der Zeitschrift für Schweizer. Kirchengeschichte. VIII. Jahrg. Heft 4, 1914. 10 S. [Stans, Hans von Matt.]

Meyer, Wilhelm Jos. Catalogue des manuscrits de la Bibliothèque de la Société Economique de Fribourg. [Avec 4 planches.] IV, 83 p. 8°. Fribourg, Fragnière, Frères, 1914. [Fr. 2.20.]

Meyer, Wilhelm Jos. Zuger Biographien und Nekrologe. Bio-Bibliographie bis Ende 1912. [Mit 4 Porträt-Tafeln.] IV, 188 S. Zug, Komm. W. Wyß, 1915. [Fr. 2.50.]

Mottaz, Eugène. Dictionnaire historique, géographique et statistique du canton de *Vaud*, publié sous les auspices de la Société vaudoise d'histoire



et d'archéologie. Tome I : Abbaye–Ivorrettaz. (9 Livr.) XII, 866 p. 8°. Lausanne, F. Rouge & Cie, (1911–)1914. [Souscr. fr. 2.50 la livr.]

Notker, [*Balbulus*]. Die Geschichte von *Karl dem Großen*. Aufgezeichnet durch Notker den Stammler. (Übertragen und hg. von Karl *Brügmann*.) 105 S. Leipzig, Insel-Verlag. [1914. Cart. M. —.50.]

Oesch, Johannes. Dr. Ferdinandus *Rüegg*, vierter Bischof von St.Gallen. Biographisch-historische Studie. [Mit Porträt.] 80 S. 8°. Einsiedeln, Benziger u. C°, 1914. [Fr. 1.—.]

Orbe v. *Reymond*, Maxime.

Perrochet, Ed[*ouard*]. Etude sur la Chronique des Chanoines de Neuchâtel. 185 p. 4°. Neuchâtel, Attinger Frères, 1914. [Fr. 4.50.]

Pieth, Friedrich. Hugenotten und Waldenser in Graubünden nach der Aufhebung des Ediktes von Nantes (1685). SA. aus Nr. 1 u. 2 des Bündner. Monatsblatt, 1915. 14 S. 8°. [Chur, V. Sprecher.]

Reber B[*urkhard*]. Remarques sur l'Ancien Culte du Soleil surtout dans les pays de Genève, Vaud et Valais. ([Avec] 11 figures. Extr. du Bulletin de l'Institut National Genevois. Tome XLII). IV, 37 p. 8°, Genève, Impr. Centrale, 1915.

Reymond, Maxime. La paroisse d'Orbe. (Extr. de la Semaine catholique ... [Année 1914, nos 45–50.]) II, 16 p. 8° Fribourg, Impr. de l'Œuvre de Saint-Paul, 1915.

(*Reymond, Maxime*.) Jacques de Vuadens, dit de Lausanne, Dominicain, provincial de France au XIVme siècle. Extr. des Annales fribourgeoises. [2me Année, n° 5.] II, 6 p. 8°. Fribourg, Fragnière Frères, 1914.

Risch (Kt. Zug) s. *Stammler*, Jacob.

Robbi, Jules. Die Urkunden-Regesten des Staatsarchivs des Kantons Graubünden von 1301–1797. [SA. aus 44. Jahresbericht der Historisch-antiquar. Gesellschaft von Graubünden. Jahrg. 1914.] II, 97 S. 8°. Chur, V. Sprecher, 1914.

Rohr, Hans. Die Entstehung der weltlichen — insbesondere der grundherrlichen — Gewalt des Bischofs von Basel. Diss. jur. Bern. XII, 72 S. 8°. Aarau, H. R. Sauerländer u. C°, 1915.

Rüegg Ferdinandus, Bischof von St. Gallen s. *Oesch*, Johannes.

St. Gallen s. *Cavelti*, Leo.

Savary, Ernest. La Société Pédagogique de la Suisse romande (1864–1914). Notice historique rédigée à l'occasion du jubilé cinquantenaire de cette société. [Avec 3 planches.] Suppl. de l'Educateur [50me année]. 63 p. 8°. Lausanne, Impr. Réunies, 1914.

Savoy, Hubert. L'aumônerie militaire de l'armée suisse. Aperçu historique, 1874–1914. Conférence faite à l'Assemblée générale des aumôniers de l'armée fédérale suisse à Schaffhouse, le 24 juin 1914. 24 p. 8°. Fribourg, Suisse, Impr. Saint-Paul, 1914.

Scherer, P. Emmanuel. Bruder *Klaus* und der Schweizer Stier. Ein illustriertes Flugblatt aus dem XVI. Jahrh. (SA. der Schweizer Rundschau 1914/15, Heft 3.) 10 S. 8°. [Stans, H. von Matt u. C°, 1915.]

Scherer, Abt Leodegar s. *Heß*, P. Ignaz.

Sichler, Albert. [Bibliographie des] Erziehungs- und Unterrichtswesen.



Hg. vom Bureau der Zentralkommission für schweizer. Landeskunde. Redigiert von Albert Sichler. Bd. II (Anhang): Programmliteratur (incl. Antrittsreden, Habilitationsschriften, Rektoratsreden etc.) Bis 1907. XIV, 203 S. 8°. Bern, K. J. Wyß, 1915. = Bibliographie der Schweizer. Landeskunde ... Fasc. V 10 c.

Stammler, Jacob. Der Collaturhandel in Risch (Kt. Zug). Von Dr. Jacobus Stammler, Bischof ... 24 S. 8°. Solothurn, « Union » A.-G., 1914.

Stockmeyer, Carl. Bilder aus der Diaspora. Kurzgefaßte Geschichte des protestantischen-kirchlichen Hilfsvereins in der Schweiz, dargestellt im Auftrag der Vereinsvorstände. Mit 18 Abbildungen. 3. verb. und ergänzte Aufl. IV, 112 S. 8°. Basel, Werner-Riehm, 1915. [Fr. —.80.]

Suter, L[udwig]. Histoire Suisse. Ed. française par le Dr *G[aston] Castella.* Avec un supplément : Résumé d'histoire suisse pour les cours de perfectionnement et pour les examens de recrues. 300 gravures, 5 cartes et 1 planche en couleurs. XVI, 480 p. Suppl. 13 p. 8°. Einsiedeln, Benziger & Cie, 1914. [rel. Fr. 4.25.]

Theiler, P. Placidus. Ein Besuch der Wallfahrtsorte im Kanton Luzern. SA. aus dem Kathol. Volksboten 1914/15. II, 96 S. 8°. Luzern, J. Schills Erben, 1915. [Fr. —.50.]

Thomman, R[udolf]. Schweiz bis 1517. [Literaturbericht 1912.] (Sonderdruck aus: Jahresberichte der Geschichtswissenschaft. J[ahr]g. 35. 1912. III S. u. S. II, 88–108. 8°. (Berlin, Weidmannsche Buchh., [1914].)

Tschumi, Otto und *Vonga, Paul.* Einführung in die Vorgeschichte der Schweiz. Mit 24 Abbildungen. 36 S. 8°. Bern, A. Francke, 1915. — *Veröffentlichungen* der schweizer. Gesellschaft für Urgeschichte. [Fr. 1.50.]

Urkundenbuch der Stadt und Landschaft *Zürich.* Hg. von einer Kommission der antiquarischen Gesellschaft in Zürich, bearbeitet von Dr. J[acob] *Escher* [†] und Dr. P[aul] *Schweizer.* Bd. IX (2 Hälften). 1312–1318. (Mit 2 Facsimile-Tafeln [sowie] Orts- und Personen-Register. Angefertigt von Dr. C[arl] *Brun.*) II, 478 S. 4°. Zürich, Beer u. Cie, (1912–)1915.

Vaud v. *Mottaz,* Eugène.

Weber, P[eter] X[aver]. Die literarischen Arbeiten von Staatsarchivar Dr. Th[eodor] von *Liebenau* in Luzern. SA. aus dem Anzeiger für schweiz. Geschichte. Jahrg. 1914, Nr. 3. 27 S. 8°. Bern, K. J. Wyß, 1914.

Wessenberg, J. H. von s. *Küry,* Adolf.

[*Widmer, Joseph.*] Die Macht des christlichen Glaubens, dargestellt im Leben des durch auffallende Gebetserhörungen merkwürdig gewordenen *Niklaus Wolf* von Rippertschwand, Kanton Luzern. Mit einem Anhange von Meß- und andern katholischen Gebeten von *Josef Ackermann* ... 5., nach der 4. Aufl. vom Jahre 1846 durchgesehen, gekürzt u. neu hg. von Franz Xaver *Schmid* ... 121 S. 8°. Luzern, Räber u. Cie, 1914. [geb. Fr. 1.]

Wolf Niklaus von Rippertschwand s. [*Widmer,* Joseph].

Wonnenstein [St. Gallen] s. *Meier,* P. Gabriel.

Zürich s. *Urkundenbuch.*

Zug s. *Meyer,* Wilhelm Jos. Zuger Biographien. — *Stammler,* Jacob.



II. Zeitschriften. — Périodiques.

1. Schweiz. — Suisse.

Annales fribourgeoises. Revue Fribourgeoise d'histoire, d'art et d'archéologie. IIIme année, 1915, nos 1–5, janv.-oct. : *Fréd. Broillet,* Restauration de l'église de Meyriez, près de Morat, p. 1–14, 199–223. — *A. Daubigney,* O. P., Le Rosaire et la Sorcière, p. 34–35. — ***Henri de Buman,*** Le centenaire de la Société Economique de Fribourg (1813–1913), p. 44–56, 225–233. — ***Léon Kern,*** Le partage des biens des Kybourg, p. 90–92. — ***Fr. Albert Courtray,*** Le peintre Loys Vallélian et ses œuvres à la Valsainte, p. 112–115. — ***François Ducrest,*** A propos de l'Histoire de la Valsainte de Dom Courtray, p. 116–130.

Anzeiger für schweizer. ***Altertumskunde*** — ***Indicateur d'Antiquités*** suisses. Neue Folge. Bd. XVI, 1914, Heft 4. [Darin :] ***Julien Gruaz,*** Le cimetière gaulois de Saint-Sulpice (Vaud), S. 257–275. — ***Hans Lehmann,*** Die Glasmalerei in Bern am Ende des 15. und Anfang des 16. Jahrhunderts (Fortsetzung), S. 304–324. — Literatur, S. 344. — *Neue Folge Bd. XVII,* 1915, ***Heft*** *1 u. 2.* [Darin :] *D. Viollier,* Le cimetière gaulois de Saint-Sulpice (Vaud) IIme partie, S. 1–18. — *Hans Lehmann,* Die Glasmalerei in Bern am Ende des 15. und Anfang des 16. Jahrhunderts (Fortsetzung), S. 45–65, 136–159. — Literatur, S. 174–176.

Anzeiger für schweizer. *Geschichte.* — *Indicateur* d'histoire suisse ... N. F. Bd. XIII. Bern, K. J. Wyß, 1915, Nr. 1. u 2. [Darin :] *P. Gabriel Meier,* Bericht über das Frauenkloster St. Leonhard in St. Gallen von der Frau Mutter Wiborada Fluri, 1524–1538, S. 14–44. — *Alb. Büchi,* Zur Biographie Peters von Molsheim, S. 111–113. — Besprechungen und Anzeigen, S. 49–66, 114–122. — Totenschau Schweizer. Historiker 1912, S. 67–72. — Übersicht über die die deutsche Schweiz betreffende historische Literatur des Jahres 1914, S. 123–150.

Archiv, Schweizer, für *Heraldik* — *Archives Héraldiques* Suisses. Jahrg. 28, 1914, Heft 3 u. 4 : *Wladimir de Bélinsky,* Les vitraux armoriés suisses du Musée de l'Ermitage à St-Pétersbourg (suite), S. 113–117. — ***Hans Karl Seitz,*** Die Aufnahme der Schweizer in den Johanniter-(Malteser-) Orden (Schluß), S. 118–127. — *Eugène Harot,* Les armes de Geoffroy de Vayrols, évêque de Lausanne (1342–1347), S. 141–144. — *Fréd.-Th. Dubois,* Les armoiries de l'Hospice du Grand Saint-Bernard, S. 150–153. — Armoiries de Jost de Silenen, évêque de Sion (1482–1496), avec planche IV, S. 202–203. — Die neue Fahne der Schweizergarde (mit Tafel V), S. 205–206. — Les armoiries de Mgr. Bovet, évêque de Lausanne et Genève, S. 206–208. — Armoiries des Franciscains, S. 213–214. — Bibliographie, S. 161–166, 217–221. — *Jahrg. 29, 1915, Heft 1 u. 2 : A. Gavard,* Armoiries du diocèse et des évêques de Genève dès 1500, S. 80–90. —



W. R. Staehlin, Beitrag zur Geschichte des Johanniter-Ordens in Basel, S. 90–99. — Bibliographie, S. 50–55. 114–118.

Archiv, Schweizerisches für *Volkskunde*. 19. Jahrg. 1915. Heft 1–3. [Darin :] *E. Hoffmann-Krayer* und *Hanns Bächtold*, Bibliographie über die schweizerische Volkskundeliteratur des Jahres 1914, S. 56–63.

Basel s. *Zeitschrift*, Basler.

Basler Chroniken. Hg. von der hist. u. antiquar. Gesellschaft in Basel. Bd. VII, bearbeitet von August Bernoulli. VI, 528 S. 8°. Leipzig, S. Hirzel, 1915. [Fr. 24.—.] — [Darin :] I. Die Aufzeichnungen *Heinrichs* und *Konrad Iselins* und eines Unbekannten, 1364–1452, S. 1–18. — II. Des Kaplans *Niklaus Gerung*, gen. Blauenstein, Fortsetzung der Flores Temporum 1417–1475, S. 19–92. — III. Des Kaplans *Niklaus Gerung*, gen. Blauenstein, Chronik der Basler Bischöfe, 238–1475, S. 93–159. — IV. Die Aufzeichnungen von *Johannes Ursi*, 1474–1498, samt älteren Nachrichten, S. 161–189. — V. Die Aufzeichnungen des Kaplans *Hieronymus Brilinger*, 1474–1525, S. 191–236. — Die Anonyme Chronik aus der Reformationszeit, 1521–1526, S. 237–306. — VII. *Konrad Schmitts* Wappentafel der Basler Bischöfe, 237–1533, S. 307–338. — VIII. *Konrad Schmitts* Auszüge aus verlornen Quellen, 1284–1541, S. 339–356. — IX. Des Dekans *Niklaus Briefler* Chronik der Basler Bischöfe, 741–1529, S. 357—443. — Chronikalien aus Zunftbüchern, 1487–1576, S. 445–460. — Allg. Beilagen : I. Verzeichnis der Basler Bischöfe bis Ende des XVI. Jahrhunderts, S. 463–471. II. Verzeichnis der Bürgermeister, Oberzunftmeister und Ammeister der ältesten Zeit, sowie des XVI. Jahrh., S. 472–485. — Personen- und Ortsverzeichnis.

Bern s. *Taschenbuch*, *Neues*, Berner.

Bolletino storico della *Svizzera italiana*. Anno XXXV, Bellinzona, 1915, N. 1 : Bolletino bibliografico, p. 33–36.

Fribourg v. *Annales* Fribourgeoises — *Geschichtsblätter*, Freiburger.

Geschichtsblätter, *Freiburger*, hg. vom deutschen geschichtsforschenden Verein des Kantons Freiburg. Jahrg. 21. XVI, 188 S. 8°. Freiburg 1914 : *Hans Wattelet*, Aus dem alten Murtenbiet. V. Die Sonderbundszeit, S. 1–188.

Geschichtsfreund. Mitteilungen des hist. Vereins der V Orte : Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden und Zug. Bd. LXIX. LXII, 303 S. 8°. Stans, Hans von Matt, 1914. [Darin :] Nekrologe der verstorbenen Mitglieder, S. XXIV–XXXV. — *Karl Alois Kopp*, Ludwig Bircher, Probst in Bero-Münster, S. 197–252. — *Josef Leopold Brandstetter*, Literatur der V Orte von den Jahren 1912 und 1913, S. 257–303.

Glarus s. *Jahrbuch* des hist. Vereins.

Graubünden s. *Jahresbericht* der hist.-antiquar. Gesellschaft.

Indicateur d'Antiquités suisses cf. *Anzeiger* für schweizer. *Altertumskunde*.

Indicateur d'histoire suisse cf. *Anzeiger* für schweizer. *Geschichte*.

Jahrbuch des hist. Vereins des Kantons *Glarus*, Heft 39, 1914 : Urkundensammlung zur Geschichte des Kantons Glarus. Bd. III (Fortsetzung), S. 163–219.

Jahrbuch für Schweizer. *Geschichte*, hg. auf Veranstaltung der allgemeinen geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz. Bd. XL. XX, 279*.



9 S. 8°. Zürich, Beer u. Cie, 1915. [Darin :] *Alfred Mantel*, Der Anteil der reformierten Schweizer am navarresischen Feldzug von 1587. (Der sogenannte Tampiskrieg), S. 1–52.

Jahresbericht der historisch-antiquarischen Gesellschaft von *Graubünden*. 43. Jahrg. 1913. Chur, V. Sprecher 1914. [Darin :] *E. Camenisch*, Die Confessio Raetica. Ein Beitrag zur bündnerischen Reformations-Geschichte, S. 223–260. — 44. *Jahrg.* 1914. *Chur* 1915. [Darin :] *F. Jecklin*, Urbar des Hospizes St. Peter auf dem Septimer. S. 229–279.

Jahresbericht, Theologischer. Bd. XXXI, 1911. Enthaltend die Literatur und Totenschau des Jahres 1911. Des ganzen Bandes IV. Abteilung : Kirchengeschichte. Leipzig 1915. — Die Schweiz [betreffend], S. 666–674, 682–688, 744–746, 820–821, 982–986, 1034–1035.

Mitteilungen des historischen Vereins des Kantons *Schwyz.* Heft 24. Schwyz, Emil Steiner, 1915. [Darin :] *Martin Styger*, Die päpstliche Nuntiatur in Schwyz und der schwyz. Freiplatz am Collegium Germanicum in Rom, S. 1–70.

Musée Neuchâtelois. Nouvelle série. IIme année. Neuchâtel, 1915, nos 1–3 : *Paul Vuille*, Le sac de la collégiale de Valengin en 1531, p. 93–96.

Neujahrsblatt, 21. Historisches, hg. vom Verein für Geschichte und Altertümer von *Uri* (auf das Jahr 1915). Altdorf 1914. [Darin :] *P. Notker Curti*, Die kirchlichen Verhältnisse im Urserntal um 1643, S. 47–59. — *Joseph Müller*, Chroniknotizen aus dem Jahrzeitbuch von Spiringen, 1705–1831, S. 60–63. — *Eduard Wymann*, Die Landeswallfahrt zur Tellskapelle, S. 99. — Inhalt der ersten 20 Neujahrsblätter, S. 101–104.

Reformblätter, Schweizerische. 49. Jahrg. (Bern) 1915. [Darin :] *R. Schedler* Zwinglis Stahlbad im Jahre 1515. (Zur Erinnerung an die Schlacht von Marignano 13. u. 14. Sept. 1515), S. 285–287 (No 36), S. 294–295 (Nr. 37).

Revue d'histoire ecclésiastique suisse cf. *Zeitschrift* für schweizer. Kirchengeschichte.

Revue de théologie et de philosophie. Nouvelle série. Tome III, No 15 (Lausanne), juillet-août 1915 : *Henri Vuilleumier*, Les origines de la société de Bible du canton de Vaud et son fondateur, p. 161–236.

Revue historique vaudoise. Bulletin hist. de la Suisse romande. 23me année, 1915, liv. 1–10, janv.-oct. : *Aug. Burnand*, La chapelle de Saint-Michel et Saint-Eloi dans l'église de Granges, 1450–1680, p. 148–152. — La fondation de la chapelle de l'église de Granges, par *M. R.*, p. 192. — *Paul Henchoz*, Les écoles de Montreux pendant la période bernoise, p. 246–259.

Revue Suisse de *Numismatique* (Schweizer. Numismatische *Rundschau*) publiée par le Comité de la société suisse de Numismatique sous la Direction de Eug. Demole. Tome XX. Genève 1915 : *Eug. Demole*, Les débuts probables du monnayage épiscopal bâlois au Xme siècle (avec fig.), p. 5–16. — Bibliographie méthodique, p. 179–201. — Ouvrages reçus de juillet 1914 à mai 1915, p. 201–203.

Schwyz s. *Mitteilungen* des hist. Vereins.

Taschenbuch, Neues Berner, für das Jahr 1915 (20. Jahrg.), hg. von Prof. Dr. Heinrich Türler. Mit mehreren Illustrationen. Bern, K. J. Wyß, 1914. [Darin :] *Otto Hopf*, Evangelische Flüchtlinge deutscher Zunge im



bernischen Kirchendienst (Fortsetzung und Schluß), S. 111–160. — *Jakob Sterchi*, Berner Chronik vom 1. Nov. 1913 bis 31. Okt. 1914. S. 268–287.

Uri s. *Neujahrsblatt*, Historisches.

Vaud v. *Revue* hist. vaudoise.

Zeitschrift, Basler, für Geschichte und Altertumskunde. Hg. von der hist. und antiquar. Gesellschaft zu Basel. Bd. XIV. xiv, 385 S. 8°. Basel 1915. [Darin :] *Konrad Escher*, Das Bevier des Bischofs Friedrich ze Rhin auf der Basler Universitätsbibliothek. S. 270–305. — Briefe von *Jakob Burckhardt* an *Bernhard Kugler*, 1867–1875. S. 351–377.

Zeitschrift für schweiz. Kirchengeschichte. VIII. Jahrg., Stans. 1914, Heft 1, 2, 3, 4 : *U. Lampert*, Zur Pflege der Pfarrarchive in der Schweiz S. 1–14. — *Maxime Reymond*, Les droits des Evêques de Bâle et de Lausanne sur le vallon de Saint-Imier S. 15–24. — *C. Benziger*, Alte kirchliche Gebräuche in Schwyz S. 25–32. — *K. Kunz*, Bericht des Anton Schnider, Stadtschreiber zu Mellingen, über den Kelchkrieg von 1620 S. 33–35. — *Ed. Wymann*, Exorzismen gegen die Engerlinge in Unterwalden S. 36–38. — *P. Columban Juret*, Romance composée à l'époque de la Révolution par un curé français réfugié au canton d'Uri S. 38–42. — *Hieronimus Geist*, Beitrag zur Geschichte Einsiedelns S. 42–44. — *Ed. Wyman*, Der Türkenprediger P. Markus von Aviano in der Urschweiz S. 44. — *Albert Büchi*, Zur Biographie Caspar Langs S. 45. — *E. Wymann*, Rompilger aus Nidwalden in den Jubeljahren 1675, 1700 und 1725 S. 46, 48–51. — *P. Bonifaz Stücheli*, Zwei Briefe Ign. von Wessenbergs S. 51–53. — *E. Wymann*, Verzeichnis der Mitglieder des Landkapitels Zürich im Jahre 1577 S. 53–54. — *P. G[abriel] M[eier]*, War Bischof Nikolaus von Diesbach ein Apostat ? S. 54–55. — *E. Wymann*, Die Beeidigung der ausserehelich Gebärenden in Uri S. 55-56. — *P. G[abriel] M[eier]*, Wie lange noch die Regel Chrodegangs ? S. 56. — *M. Benzerath*, Berichtigungen und Nachträge zu : Statistique des saints patrons des églises du diocèse de Lausanne au moyen âge S. 57–60. — *J. P. Kirsch*, Prozess gegen den Klerus von Basel wegen Verweigerung der Zahlung des Kreuzzugszehnten im Jahre 1280 S. 81–92. — *Albert Courtray*, De qui dépendit la chartreuse de la Valsainte au temporel dès l'instant de sa fondation ? S. 93–110, 181–200, 252–278. — *P. Bonifaz Stücheli* O. S. B., Die Aufhebung des Stiftes Rheinau S. 111–123. — *A[lbert] Büchi*, Die päpstlichen Pensionen an die Eidgenossen von 1510–1516. S. 124–142. — *Eduard Wymann*, Der Hochaltar und das Wallfahrtsbild in Schattdorf S. 143–144. — *Eduard Wymann*, Die Geistlichkeit des Sextariates Luzern von 1588 bis um die Mitte des 17. Jahrh. S. 161–180. — *Jos. Müller*, Landweibel Joseph German, ein Beitrag zur Geschichte des Zwölfer-Krieges S. 201–220, 279–310. — *Maxime Reymond*, L'hôpital du Saint-Esprit à Lausanne S. 221–224. — *F. A. Herzog*, Briefe des Gardisten Martin Jost (1665–73) S. 225–226. — *E. Wymann*, Zur Biographie Kaspar Langs S. 227. — *F. Raoul Campiche*, Inventaire des biens de la Chapelle des SS. Fabien et Sébastien fondée dans l'Eglise de Villette (Vaud) S. 228-229. — *E. Wymann*, Pfarrer Johann Peter Spichtig als Schriftsteller S. 229–230. — *Jos. Müller*, Entlassungsformular aus der Leibeigenschaft für Priesteramtskandidaten S. 230–231. — *Derselbe*, Pfründentausch zweier Kapläne des Grossmünsters in Zürich vom Jahre 1419 S. 231–232. — *F. A. Herzog*, Zu den Juden-

verfolgungen im M.-A. S. 232–233. — *Derselbe,* Die Jnschrift einer Gürtelschnalle S. 233. — *A. B[üchi],* Neue Quelleneditionen zur Schweizer- und Kirchengeschichte S. 234. — *P. X. Weber,* † Dr. Theodor von Liebenau S. 234–238. — *Alb. Büchi,* Eine Motette des Berner Kantors Bartholomäus Frank, 1494–95, S. 241–251. — Rezensionen S. 61–73, 145–154, 239–240. — *Wilhelm Jos. Meyer,* Bibliographie zur Schweizer. Kirchengeschichte S. 74–80. 155–160, 311–320.

— IX. Jahrg. Stans, 1915, Heft 1, 2, 3 : *E. Dupraz,* Introduction de la Réforme par le « Plus » dans le baillaige d'Orbe-Echallens, S. 1–22, 99–118, 192–203. — *P. Gabriel Meier,* Die Beginen der Schweiz, S. 23–34, 119–138. — *Edoardo Torriani,* Alcuni documenti riguardanti il papa Innocenzo undecimo, prima Benedetto Odescalchi di Como, S. 35–46, 134–149. — *E. A. Stückelberg,* Kleine Beiträge zur schweizerischen Hagiographie, S. 47–56. — *Dom A. Courtray,* Supplément au Catalogue des Prieurs et Recteurs des chartreuses de La Valsainte et de La Part-Dieu, S. 57–75. — *U. Lampert,* Der Collaturhandel in Risch (Kt. Zug), S. 81–98. — *E. A. Stückelberg,* Kirchliche Archäologie und Hagiographie, S. 161–176. — *P. Wagner,* Sur l'exécution primitive du Chant Grégorien, S. 177–182. — *Eduard Wymann,* Zur Geschichte des Landkapitels Bremgarten im XV. und XVI. Jahrhundert, S. 183–191. — *L. R. Schmidlin,* Das vereitelte Projekt, das Chorherrenstift Schönenwerd nach Olten zu transferieren, S. 204–218. — Kleinere Beiträge, S. 76–77, 152–156, 219–229. — Rezensionen, S. 78–80, 157–160, 230–240.

Zeitschrift, Internationale kirchliche. Neue Folge der : Revue internationale de Théologie. 5. Jahrgang. (Bern) 1915, Nr. 1–4. [Darin :] *A. Küry,* Die Durchführung der kirchlichen Verordnungen des Konstanzer Generalvikars J. H. von Wessenberg in der Schweiz, S. 132–161, 297–315, 422–443.

Zwingliania. Mitteilungen zur Gesch. Zwinglis und der Reformation. Hg. v. Zwingliverein in Zürich. Nr. 1–2, 1915 : *Oskar Farner,* Zwinglis Entwicklung zum Reformator nach seinem Briefwechsel bis Ende 1522 (Fortsetzung.), S. 129–141, 161–180. — *Ernst Gagliardi,* Eine unbekannte Quelle zu Heinrich Bullingers Reformationsgeschichte (Bernh. Sprüngli), S. 141–148. — *Willy Wuhrmann,* Zwei Namensvettern als Zwinglis Helfer am Großmünster, S. 148–153. — *M[eyer] v[on] K[nonau],* Das Bild des Erasmus, S. 153. — *Sal. Rordorf Gwalter,* Die Geschwister Rosilla und Rudolf Rordorf und ihre Beziehungen zu Zürcher Reformatoren, S. 180–193. — Miszellen, S. 154–156, 194. — Literatur, S. 194–196.

2. Ausland. — Etranger.

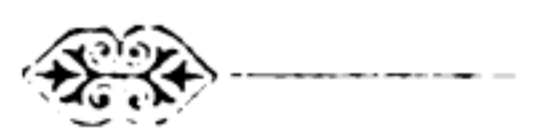
Cistercienser Chronik. Redigiert von P. Gregor Müller. Jahrg. 27. Bregenz 1915, Nr. 311–317. Jan.-Juli. [Darin :] *P. Tiburtius Hümpfner,* Cistercienser Reise durch die Schweiz, S. 113–122. — Verzeichnis der Mitglieder des Klosters St. Urban unter dem letzten Abte, S. 137–143, 171–173. — Cistercienser Bibliothek, S. 32, 56, 159–160, 183–184.

Forschungen zur Brandenburgischen und Preußischen Geschichte. Neue Folge der « Märkischen Forschungen » ... hg. von Melle Klinkenborg. Bd. XXVIII, 1. Hälfte. München und Leipzig, 1915. [Darin :] *Wolfgang Peters,* Die Franche-Comté, Neuchâtel und die organische Sukzession in den Plänen der preußischen Politik während des spanischen Erbfolgekrieges. (Erste Hälfte). S. 83–138.

Jahrbuch des Historischen Vereins für das Fürstentum *Liechtenstein.* Bd. XIV. Vaduz 1914. [Darin :] *J. B. Büchel,* Graf Wilhelm v. Montfort-Feldkirch, Abt von St. Gallen (1281–1301). S. 117–143.

Schriften des Vereins für Geschichte des *Bodensees* und seiner Umgebung. Heft 43, XII, 109 S. 8°. Lindau 1914. [Darin :] *Fritz Kuhn,* Gesamt-Inhaltsverzeichnis der Schriften des Vereins für Geschichte des Bodensees und seiner Umgebung, 1–42. Heft. S. 81–88. — Alphabetisches Autoren-, Orts- und Sachregister der Inhaltsverzeichnisse zu den Vereinsschriften Nr. 1–42. S. 89–109.

Zeitschrift für alte und neue *Glasmalerei* und verwandte Gebiete. Jahrg. 1914. (Delphin-Verlag, München und Leipzig) Heft 11/12. [Darin :] *Josef Ludwig Fischer,* Die Beziehungen der Berner Glasmalerei zu der Elsässisch-schwäbischen Glasmalerei. — *Jahrg.* 1915, Heft 1/2 [Darin :] Kriegerische Darstellungskunst alter Glasmaler [betr. bes. schweizer. Glasgemälde].



Fribourg (Suisse). — Imprimerie Saint-Paul.

Hans von Matt & Co., Verlag, Stans.

Dr. Joseph Hürbin

Handbuch der Schweizergeschichte.

2 Bände.

In eleganter Original-Leinwanddecke

(nach berühmten Holzschnittblättern entworfen).

Preis Fr. 22.

In der « *Schweizerischen Rundschau* » schreibt Universitäts-Professor Dr. Büchi von Freiburg über Hürbins Handbuch der Schweizergeschichte : « Wir haben nun ein Buch *für alle gebildeten Katholiken jeden Standes,* das einem längst empfundenen Bedürfnisse abhilft und **in keiner gebildeten katholischen Familie fehlen sollte.** *An wissenschaftlichem Gehalt und gefälliger Darstellung* braucht es den Vergleich mit andern Handbüchern der Schweizergeschichte nicht zu scheuen. Es unterscheidet sich von den bisherigen Bearbeitungen durch besondere Betonung des *religiösen und kulturgeschichtlichen Momentes ; in dieser Hinsicht wird es* **von keinem anderen Werke erreicht,** geschweige übertroffen ».

Dr. Joh. Georg Mayer

Geschichte des Bistums Chur.

Mit zahlreichen **Kunstbeilagen** und **Textillustrationen.**

2. Bände in eleg. Originalleinwanddecken mit Goldprägung. Preis Fr. 31.50.

Der Verfasser hat bereits durch eine ganze Reihe wertvoller geschichtlicher Publikationen sich einen angesehenen Namen im Kreise der schweizerischen Geschichtsforscher gemacht. Hier liegt nun sein bedeutendstes Werk, gewissermaßen seine Lebensarbeit vor. Sie bietet **sehr viel Neues, noch ganz Unbekanntes,** und ist direkt aus den primären Quellen geschöpft, **ganz original.** — Für **alle Freunde vaterländischer Geschichte** bietet das Werk reiches Interesse : für die **Geschichte Graubündens und der schweizerischen Eidgenossenschaft** bietet es eine Menge wertvoller Bausteine. **Kirchengeschichtlich** ist es eine der bedeutungsvollsten unter den bisher erschienenen schweizerischen Publikationen.

DIE ERRICHTUNG DES BISTUMS ST. GALLEN

Von **Dr. Frid. GSCHWEND**

Gr. 8°. In 2 Abteilungen broschiert. **Preis 9 Fr.**

Was Dr. Gschwend in diesem **interessant und flüssig geschriebenen Werke bietet, ist weit mehr als der Titel vermuten lässt.** Er gibt eine aktenmässig belegte Geschichte der Aufhebung des altberühmten Klosters St. Gallen, der Gründung des Kantons St. Gallen und der st. gallischen Politik in den ersten Jahrzehnten des vergangenen Jahrhunderts und darauf basierend und damit verflochten die Geschichte des Doppelbistums Chur-St. Gallen u. d. kirchl. Errichtung des neuen Bistums St. Gallen.

Ritter Melchior Lussi **von Unterwalden, seine Beziehungen zu Italien und sein Anteil an der Gegenreformation.**

Von Dr. Richard FELLER.

2 Bände 8°. 247 und 155 Seiten. — Broschiert **Preis 6 Fr. 25.**

« Dr. Feller bietet uns hier **ein Buch von bleibendem Werte,** ein Charaktergemälde, zugleich **ein Zeitbild,** für das wir ihm aufrichtigen Dank schulden. Kein anderer Schweizer jener Zeit hat sich um **die Wiederbelebung des Katholizismus in unserem Vaterlande** so verdient gemacht wie Ritter Melchior Lussi. In überaus anziehender, geistreicher, oft geradezu spannender Darstellung weiss Dr. Feller den Leser für seinen Helden zu interessieren ». **„Schweizer. Kirchenzeitung“.**

IMPRIMERIE SAINT-PAUL, FRIBOURG.



